This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

CODE
DIPLOMATIQUE.

CODE

DIPLOMATIQUE,

CONTENANT

Les Traités conclus avec la République française, depuis l'époque de sa fondation (septembre 1792) jusqu'à la pacification générale terminée par le Traité d'Amiens (mars 1802). — Les causes des différends qui avaient désuni d'avec elle les Puissances contractantes. — L'apperçu des évènemens militaires. — Les Motifs des conditions de paix qui les ont suivis. — La Notice statistique de chacun des États pacifiés.

PRÉCÉDÉ D'UN DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

PAR PORTIEZ (DE L'OISE), TRIBUN.

Magnus ab integro sæclorum nascitur ordo.
VIRG. BUC. IV.

SECONDE PARTIE.

A PARIS,

Chez GOUJON fils, Imprimeur-Libraire, rue Taranne, No. 737.

MESSIDOR AN X. — JUILLET 1802.

AVIS.

Ce volume contient les articles suivans :

Hesse-Cassel..... page 1
Sardaigne..... 15
Wurtemberg..... 45
Badén..... 61
République ligurienne (ci-devant Gènes)..... 75
Naples ou les Deux-Siciles..... 89
Parme et Plaisance..... 157
Helvétie (Suisse)..... 185
Hesse-Hombourg..... 227
Autriche..... 232
République Italienne..... 363
Bavière..... 379
Russie..... 397
Portugal..... 439
Angleterre..... 469

N. B. La loi que s'est imposée l'Éditeur, de n'admettre dans le CODE DIPLOMATIQUE que les traités qui ont acquis en France une autorité absolument légale, ne lui a pas permis de faire entrer dans cette *seconde partie*, quoique promis en tête de la première, ceux qui concernent TUNIS et la TURQUIE. L'accession de la Sublime Porte au traité d'Amiens vient, cependant, d'être annoncée par les gazettes étrangères : on peut bien y croire ; mais cette pièce n'a, pour nous, au moment où nous écrivons, aucun caractère d'authenticité.

LANDGRAVIAT
DE HESSE-CASSEL.

NOTICE STATISTIQUE.

Position géographique et Limites.

Le Landgraviat confine à l'évêché de Fulde, à la principauté de Hersfeld, à la Thuringe, à l'Eichsfeld, à la principauté de Calenberg, à l'évêché de Paderborn, à la principauté de Waldeck, au duché de Westphalie, au comté de Witgenstein, au territoire de Nassau-Dillenbourg, et aux comtés de Solms et du Haut-Isembourg.

Etendue territoriale.

Il a 156,000 carrés, suivant *Hoeck*, et 260,000 carrés, suivant *Beaufort*.

Montagnes et Rivières.

C'est un pays montueux, qui indépendamment du Rhin, est arrosé principalement par les rivières nommées l'Hom, la

Lumbd, le Wissemarbach, le Seck, le Biber, la Dill, etc.

Population.

Hoeck porte la population de Hesse-Cassel, à 444,499 individus.

Beaufort la porte à 450,000.

Et *Riesbeck*, à 430,000.

Forces de terre.

Elles consistent :

Suivant *Busching*, en 3 régimens.

Suivant *Beaufort*, *Hoeck* et *Guthrie*, en 12,000 hommes, non compris les garnisons.

Revenus.

Hoeck évalue les revenus de Hesse-Cassel à 1,600,000 rixdallers.

Guthrie les porte à 9,000,000 livres de France.

Beaufort, à 2,100,000 rixdall. ou huit millions 800,000 liv. tournois, non compris les subsides de la Grande Bretagne.

Busching, à 1,800,000 rixdall.

Et *Riesbeck*, à 2,720,000 florins, ou 5,480,000 liv.

Dette publique.

Cet état n'a point de dette, il a au contraire de grands capitaux placés à l'étranger. On a estimé les dettes actives du Landgrave à 20,000,000 d'écus, dit *Guthrie*; ce qui cependant, ajoute-t-il, nous paraît exagéré.

Forme du Gouvernement.

Monarchie héréditaire.

Religion.

La religion réformée.

Commerce et Productions territoriales.

Le commerce de Hesse-Cassel roule sur quelques-unes de ses productions naturelles, telles que vins, grains, bois, sel, etc. etc. et sur le produit des manufactures de dorure, toiles, draps, et autres étoffes, chapeaux, bas, gants, papier, etc. Le terrain produit du maïs, des fruits, de bons pâturages; le bétail est nombreux, les prai-

ries sont de toute beauté, les eaux minérales très-renommées.

Importations et Exportations.

On exporte épautre, orge perlée, millet, garance, pour 10 à 15,000 liv.

Peuchet observe que le commerce d'importation, en général, passe 1,000,000 liv. et que le commerce d'exportation, est de 300,000 rixdall.

Monnaies.

Espèces numéraire.	*Valeur du pays.*	*Réduction en liv. tournois.*
L'Écu de convention.	2 flor. 24 kreutz.	5 l. 6 s. » d.
Le petit Écu.....	1 flor. 12 *id.*	2 13 »
L'Écu neuf.....	2 flor. 45 *id.*	6 » »
Le Louis de France..	11 flor. »	24 » »
Le Florin.....	» 60 *id.*	2 3 6 $\frac{1}{2}$.
La pièce de.....	6 batzes.	» 18 »
La pièce de.....	» 12 kreutz.	» 9 »
La pièce de.....	» 6 *id.*	» 4 6
La pièce de.....	» 3 *id.*	» 2 3
La pièce de.....	» 1 *id.*	» » 9

Monnaies idéales ou de compte.

Florin d'empire.....	». 60 kreutz.		
	ou 15 batzes.	2 3	6 $\frac{1}{8}$
Le $\frac{1}{2}$ Florin.....	» 30 *id.*	1 1	9
L'Ort.....	» 15 *id.*	» 11	4

ETAT POLITIQUE.

Le Landgrave de Hesse-Cassel avait fourni à l'armée de la coalition son contingent de soldats. Par le traité conclu le 16 germinal an III, entre la République française et le roi de Prusse, les prisonniers Hessois, tant de Hesse-Cassel que de Darmstadt, qui avaient servi dans l'armée du roi de Prusse, furent compris dans l'échange des prisonniers faits respectivement depuis le commencement de la guerre, stipulé par les articles IX et X du traité. Quelques mois après, cette Puissance conclut spécialement pour son propre compte le traité qu'on verra ci-après.

Dans la séance du 15 fructidor de la même année, le citoyen Boissy fit lecture du traité avec le Landgrave de Hesse-Cassel : la discussion fixée à trois jours, cette lecture fut précédée du discours suivant :

CITOYENS,

« Les traités de paix passés avec le roi de Prusse et celui d'Espagne, ne pouvaient manquer d'être

les avant-coureurs de plusieurs autres : on aime à traiter avec un Empire qui ne fait la guerre que pour assurer la paix, et qui est aussi magnanime après les succès, que courageux au milieu des combats. La République française prouve tous les jours, par la loyauté de ses négociations, qu'elle n'aspire, pour prix de ses victoires, qu'à donner la paix à l'Europe. Le comité de salut public m'a chargé de présenter à votre ratification le traité de paix passé à Bâle, le 11 fructidor dernier, entre le citoyen Barthelemi, ambassadeur de la République près les Cantons suisses, et M. Frédérick-Sigismond Waitz-d'Eschen, plénipotentiaire du landgrave de Hesse-Cassel ».

Extrait du procès-verbal de la Convention nationale du 18 fructidor an III. — Présidence du citoyen Berlier (*).

Un membre du comité de salut public propose, et la convention adopte le décret suivant :

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de salut public, décrète qu'elle ratifie le traité de paix conclu à Bâle le 11 fructidor, entre le citoyen Barthelemi, ambassadeur de la République française près les Can-

(*) Aujourd'hui conseiller d'état.

tons helvétiques, fondé de pouvoirs du comité de salut public, et M. Frédérick-Sigismond Waitz-d'Eschen, plénipotentiaire du landgrave de Hesse-Cassel.

Décrète en outre que ledit traité sera imprimé, lu, publié et affiché, et envoyé aux départemens et aux armées.

Suit la teneur du traité et des pleins-pouvoirs des plénipotentiaires du Landgrave.

La République française ayant accueilli les bons offices du roi de Prusse en faveur de son altesse sérénissime le landgrave régnant de Hesse-Cassel, et étant animée des mêmes sentimens que le landgrave, pour faire succéder une paix solide et durable à l'état de guerre qui les divise, les deux parties contractantes ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

La République française, le citoyen *François Barthelemy*, son ambassadeur en Suisse ;

Et le landgrave de Hesse-Cassel, son conseiller privé *Frédérick-Sigismond*, baron de Waitz-d'Eschen.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, ont arrêté les articles suivans :

Art. Ier. Il y aura paix, amitié et bonne in-

telligence, entre la République française et le landgrave de Hesse-Cassel.

II. En conséquence, toutes hostilités entre les deux parties contractantes cesseront, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, et aucune d'elles ne pourra, à compter de la même époque, fournir contre l'autre, en quelque qualité et à quelque titre que ce soit, aucun secours ni contingent, soit en hommes, en chevaux, vivres, argent, munitions de guerre ou autrement.

III. Le landgrave de Hesse-Cassel ne pourra, tant qu'il y aura guerre entre la République française et l'Angleterre, ni proroger, ni renouveler les deux traités de subsides existans entre lui et l'Angleterre.

Cette disposition aura son effet, à compter du jour de la date du présent traité.

IV. Le landgrave se conformera strictement, à l'égard du passage de troupes quelconques par ses États, aux dispositions stipulées dans la convention conclue à Bâle le 28 floréal dernier (17 mai 1795), entre la République française et le roi de Prusse.

V. La République française continuera d'occuper la forteresse de Rheinfels, la ville de Saint-

Goar, et la partie du comté de Gatzenellenbogen, située sur la rive gauche du Rhin. Tout arrangement définitif à l'égard de ces pays, sera renvoyé jusqu'à la pacification entre la République française et les parties de l'Allemagne encore en guerre avec elle.

VI. Toutes les communications et relations commerciales, seront rétablies entre la France et les États du landgrave de Hesse-Cassel, sur le pied où elles étaient avant la guerre actuelle.

VII. Il sera accordé respectivement aux Gouvernemens et individus des deux Nations, la main-levée des effets, revenus, ou biens de quelque genre qu'ils soient, détenus, saisis ou confisqués, à cause de la guerre qui a eu lieu entre la France et la Hesse, de même qu'une prompte justice à l'égard des créances quelconques, qu'ils pourraient avoir dans les États des parties contractantes.

VIII. Tous les prisonniers faits respectivement depuis le commencement de la guerre, sans égard à la différence du nombre et des grades, seront rendus, dans l'espace de deux mois au plus tard, après l'échange des ratifications du présent traité, sans répétition quelconque, en payant toutefois les dettes particulières qu'ils pourraient avoir contractées pendant leur captivité. On en usera

de même à l'égard des malades et blessés, d'abord après leur guérison.

Il sera incessamment nommé, de part et d'autre, des commissaires, pour procéder à l'exécution du présent article, dont les dispositions ne pourront être appliquées aux troupes hessoises au service de l'Angleterre, faites prisonnières de guerre.

IX. Le présent traité n'aura son effet qu'après avoir été ratifié par les parties contractantes, et les ratifications seront échangées en cette ville de Bâle, dans le terme d'un mois, ou plutôt, s'il est possible, à compter de ce jour.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires de la République française et de son altesse sérénissime le landgrave de Hesse-Cassel, en vertu de nos pouvoirs, avons signé le présent traité de paix, et y avons fait apposer nos sceaux respectifs.

Fait à Bâle, le onzième du mois de fructidor de l'an III de la République française (28 août 1795).

Signé FRANÇOIS BARTHÉLEMY.

FRÉDÉRICK SIGISMOND, baron WAITZ D'ESCHEN.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, landgrave de Hesse, prince de Hersfeld, comte de

Catzenellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda, Schaumbourg, Hanau, etc etc.

Savoir faisons, à quiconque appartient, que, desirant de procurer à nos fidèles sujets le retour des bienfaits de la paix, et de contribuer en même-tems, autant qu'il peut dépendre de nous, à faire cesser le fléau de la guerre, qui pèse surtout sur l'Empire germanique; ayant dans cette vue salutaire, choisi pour modèle la paix récemment conclue entre sa majesté le roi de Prusse et la République française, et pour appui, les bons offices de ce monarque, de l'interposition desquels le patriotisme et la bienveillance amicale de sa majesté, nous assurent d'avance les effets les plus desirables; nous avons résolu d'envoyer à Bâle en Suisse, lieu de la résidence de M. *Barthelemy*, ambassadeur de France, et également celui du séjour actuel de M. le baron *de Hardenberg*, ministre d'état de sa majesté Prussienne, une personne investie de notre confiance, et suffisamment instruite de nos intentions, à l'effet de s'adresser, sous les auspices dudit ministre de sa majesté Prussienne, à celui du gouvernement de France, pour traiter de notre paix avec cette Puissance, et la conclure. En conséquence de quoi, nous avons choisi, pour ladite mission, nommé et constitué, comme nous

nommons et constituons par les présentes, notre plénipotentiaire à cet effet, notre conseiller-privé le sieur Frédérick-Sigismond Waitz d'Eschen, lui donnant plein-pouvoir et mandement spécial d'entrer en négociation et de traiter avec ledit sieur Barthelemy, ou avec tels ou tels autres qui y seraient autorisés de la part du Gouvernement français, au sujet du rétablissement de la paix entre la République française et nous, ainsi que de tous les objets qui y seront relatifs, ou qui en seront la suite; et de conclure et signer tels actes, traités ou conventions qui seront jugés nécessaires ou convenables à cet égard; promettant d'avoir pour agréable, d'observer et de faire observer religieusement tout ce que notre dit plénipotentiaire aura ainsi promis et stipulé en notre nom.

En foi de quoi, nous avons signé le présent plein-pouvoir de notre main, et y avons fait apposer notre sceau.

Fait à Cassel, ce 12 mai 1795.

(L. S.) GUILLAUME, L.

Vu FLEONENBALL, dit BURGEL.

Plein-pouvoir pour le conseiller-privé F. S. Waitz d'Eschen, pour entrer en négociation et

traiter sous les auspices du ministre d'état et plénipotentiaire de sa majesté Prussienne, le baron de Hardenberg, avec l'ambassadeur de la République française, le sieur *Barthelemy*, ou avec tels ou tels autres qui seront autorisés à cet effet de la part du Gouvernement français, au sujet du rétablissement de la paix entre le landgrave de Hesse-Cassel et la France, ainsi que de tous les objets qui y seront relatifs ou qui en seront la suite, et pour conclure et signer tels actes, traités ou conventions qui y seront jugés nécessaires et convenables à cet égard.

Pour copie conforme.

Signé FRÉDÉRICK-SIGISMOND,
baron WAITZ D'ESCHEN.

Signé MOLLEVAUT, DELECLOY, DELAUNAY, DERAZEY, J. POISSON.

Par un message du 2 frimaire an IV, envoyé aux deux Conseils, le Directoire exécutif les informe que l'échange des ratifications du traité de paix conclu entre la République française et le landgrave de Hesse-Cassel, le 11 fructidor précédent, et ratifié par la Convention nationale, le 18

du même mois, a eu lieu à Bâle, le 16 brumaire.

OBSERVATION.

Quelle est l'utilité dont la Hesse aujourd'hui pourrait être à la France? quel avantage pourrait-elle recueillir de son alliance?

Si la France était en mesure avec tous les états et princes du Rhin et des cercles antérieurs; si elle bordait ce fleuve avec une armée, et qu'elle en eût une autre assez avancée entre le Rhin et la Moselle, l'accession de la Hesse à son parti ne serait point à mépriser, et pourrait donner du poids à ses opérations politiques ou militaires. La Hesse est pour la France dans le même cas que les autres États de l'Empire au-delà du Rhin, c'est-à-dire, contenue et subjuguée par les deux Puissances prépondérantes et hors d'état de la servir, quand elles en auraient la volonté *(Favier)*.

SARDAIGNE.

ÉTAT POLITIQUE.

Quoique le traité avec le roi de Sardaigne n'ait plus d'effet aujourd'hui, par la renonciation du Roi au Piémont, je crois utile de le rapporter ici comme un monument de la valeur des troupes françaises. Mais je me dispenserai de présenter la STATISTIQUE d'un pays qui se trouve aujourd'hui faire partie de la France.

Aux mêmes jours que la Convention nationale décrétait la République, que *Kellerman*, surnommé par elle *l'homme du 20 septembre* (*), repoussait les Prus-

(*) ... Jour où KELLERMANN, par d'illustres succès,
Ouvrant le champ d'honneur aux bataillons français,
Entamait à *Valmy*, de ses mains triomphantes,
Cette immense moisson de palmes éclatantes,
Dont les braves sortis de tes flancs généreux,
France, ont chargé depuis ton front victorieux.

CROUZET, *Directeur du Prytanée de St. Cyr.*

siens à Valmy, *Montesquiou*, général des armées des Alpes et d'Italie exécutait l'invasion de la Savoie et du comté de Nice. L'armée du roi Sarde était d'environ 60,000 hommes, dont 10,000 autrichiens, d'après le mémoire de *Montesquiou* du mois de novembre 1792.

L'escadre de l'amiral *Truguet* s'empara de Nice et de Villefranche, le général *Anselme*, du fort Montalban ; *Montesquiou* de Chambéry et du reste de la Savoie.

Cette armée vit long-tems ses forces diminuées par les divisions que l'on en tira pour celle des Pyrénées Orientales, et pour l'intérieur.

Cependant, le 8 septembre 1793, *Dumerbion*, alors général en chef, repoussait les Piémontais des postes de Bronis, Hutel et Levenzo, et tuait 2,000 hommes aux ennemis.

Le 11, le commandant *Ledoyen* obtenait des avantages dans la plaine d'Aigue-Belles. Le 14, il expulsait les ennemis des hauteurs d'Epierre et Belleville.

Le 4 vendémiaire an II, le commandant *Verdelin* enlevait de vive force les retranchemens de Châtillon sur les Piémontais mis en déroute, et les forçait de repasser la rivière de Giffe. Le 7, il battait l'ennemi dans les gorges de Sallanges, et s'emparait de la route de St. Martin: prise de 10 canons.

Le 9, *Chamberlac* enlevait les retranchemens du Mont-Cormet;

Prisy, le poste de Valmenyer;

St-André, celui de Beaufort;

Ledoyen, celui du col de la Magdelaine.

Kellermann, qui venait de prendre le commandement de l'armée des Alpes, s'emparait, le même jour 11, de Moustier et du bourg St. Maurice; il expulsait, avec 7000 hommes, du territoire du Mont-Blanc, 25 mille ennemis.

Le 27 du même mois, à l'armée d'Italie sous le commandement de *Dugommier*, 600 républicains se battaient pendant 10 heures, sans artillerie, et repoussaient 4000 autrichiens, croates et piémontais, soutenus par 6 pièces de canon. Le lendemain

28, *Dugommier* remportait à Gillette, sur les piémontais, une victoire complette.

Le 1er. brumaire, il triomphait, à Utel, à la tête de 900 républicains, de 5000 ennemis, après 11 heures de combat.

Le 4 frimaire, *Masséna* avec 500 français battait 800 piémontais à Castelgenest et à Brec, et s'emparait de Figaretto et de 300 tentes.

Le 25, *Dugommier* enlevait de vive force les retranchemens et les redoutes qui défendaient Toulon : Toulon, livrée aux anglais et aux espagnols, tombait le 26 au pouvoir des français.

Le 27 germinal, *Massena* battait les autrichiens à Ponte di Nava: il s'emparait d'Orméa le 28. Le 10 floréal, secondé du commandant *Macquart*, il remportait sur les piémontais une victoire à Saorgio, dont il s'empara.

Cependant, le 5, *Bagdelone* avait enlevé toutes les redoutes des monts Valaisan et St. Bernard, et le poste de la Thuile; pris 20 bouches à feu.

Dans la nuit du 24 au 25, *Dumas* et

Bagdelone enlevaient les redoutes des Rivets, de la Ramusse, et d'autres postes sur le Mont-Cenis ; les piémontais, poursuivis à plus de trois lieues, avaient abondonné, en fuyant, leur artillerie, équipages et munitions.

Le 17 prairial, *Vaubois* (*) s'emparait du fameux poste des Barricades, et rétablissait la communication entre l'armée des Alpes et celle d'Italie.

Le 23, 200 français mettaient en déroute 1500 piémontais dans la vallée d'Aoste.

Le 30, les piémontais étaient battus au petit Saint-Bernard, par les troupes françaises que commandait *Bagdelone.*

Le 15 messidor, le général en chef de l'armée d'Italie, *Dumerbion*, mettait en déroute 4000 piémontais, et les expulsait de Piétra.

Le 26, Verstante était prise par les français sous le commandement de *Lebrun*, qui, le 8 thermidor suivant, s'empara de Roccavion.

Le 28 fructidor, les camps de la Chenal,

(*) Aujourd'hui Sénateur.

Samback, Pratz et plusieurs autres postes, furent enlevés à la baïonnette par les français aux ordres de *Petit Guillaume.*

Les 4e. et 5e. jours complémentaires, le général *Dumerbion* remportait à Cairo, entre Finale et Acqui, une victoire sur les piémontais soutenus par 10,000 autrichiens: des magasins considérables furent le prix de cette brillante action.

Le 8 messidor de l'an III, le général de division *Serrurier* (*), secondé du général de brigade *Petit Guillaume*, battait, au col de Terme, un corps nombreux de piémontais venus pour s'emparer d'Orméa.

Le 11 thermidor, le général de division *Laharpe* enlevait les redoutes du camp de Pietri.

Le 8 fructidor, les français remportaient sur les piémontais une victoire à Saint-Bernouil.

Le 14, le général de brigade *Moulin* mettait en déroute 4000 piémontais, au mont Genèvre.

(*) Aujourd'hui Sénateur.

Le 15, défaite de 1500 piémontais par *Serrurier.*

Le 3e. jour complémentaire, 8000 autrichiens sont défaits à Borghetto, par *Masséna* et *St-Hilaire.*

En l'an IV, le 3 vendémiaire, affaire de Garesio, par le général de brigade *Miolis.*

Le 26 brumaire, combat du champ di Pietri, dans lequel les généraux de division *Augereau* et *Charlet* firent éprouver à l'ennemi une perte considérable en tués et blessés.

Les 6, 7 et 8 frimaire, combat de Spinardo, dans lequel *Serrurier* fit 600 prisonniers et prit 19 pièces de canon.

Cependant le 2 du même mois, le général en chef *Schérer*, secondé des généraux de division *Serrurier*, *Masséna* et *Augereau*, gagna la brillante bataille de Loano sur les austro-sardes ; 9000 ennemis tués, 5000 prisonniers, dont plusieurs officiers généraux, et 200 officiers de tous grades ; la prise de Finale, de la Pietra, Loano, Vado et Savonne, avec tous leurs magasins ; la prise de 100 bouches à feu, 100 caissons, 5 dra-

peaux, et d'une immense quantité de fusils: tel fut le fruit de cette victoire signalée.

Quoique l'armistice conclu avec le roi de Sardaigne soit du 9 floréal an IV, je termine ici le précis des faits de l'armée des Alpes et d'Italie. J'ai préféré renvoyer à l'article *Autriche,* la suite de ce récit, pour ne pas scinder les opérations de l'armée d'Italie sous le général *Bonaparte,* auquel il se lie naturellement.

Loi contenant la ratification du traité de paix conclu le 26 floréal an IV, entre la République française et le roi de Sardaigne.

Le 30 floréal an IV.

Le Conseil des Anciens, formé en comité général, conformément à l'article 334 de la Constitution, pour délibérer sur la résolution ci-après; adoptant les motifs d'urgence exprimés dans le préambule de cette résolution, approuve l'acte d'urgence.

Suit la teneur de l'acte d'urgence et de la résolution du 29 floréal :

Le conseil des Cinq-Cents, formé en comité général pour délibérer conformément à l'article

534 de la Constitution, après avoir examiné le traité de paix conclu à Paris, le 26 floréal de l'an IV, entre le citoyen *Charles Delacroix*, fondé de pouvoir du Directoire exécutif, et les chevaliers *de Revel* et *de Tonso*, fondés de pouvoir du roi de Sardaigne, arrêté et signé par le Directoire exécutif le 28 du même présent mois, soumis le même jour par un message, et conformément aux règles constitutionnelles, à l'examen et à la ratification du Corps législatif; dont la teneur suit :

La République française et sa majesté le roi de Sardaigne, également animés du desir de faire succéder une heureuse paix à la guerre qui les divise, ont nommé; savoir : le Directoire exécutif, au nom de la République française, le citoyen *Charles Delacroix*, ministre des relations extérieures; et sa majesté le roi de Sardaigne, messieurs les chevaliers *de Revel* et *de Tonso*, pour traiter, en leur nom, des clauses et conditions propres à rétablir et consolider la bonne harmonie entre les deux États; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans :

Art. Ier. Il y aura paix, amitié et bon voisinage entre la République française et le roi de

Sardaigne. Toutes hostilités cesseront entre les deux Puissances, à compter du moment de la signature du présent traité.

II. Le roi de Sardaigne révoque toute adhésion, consentement, ou accession, patente ou secrète, par lui donnée à la coalition armée contre la République française, à tout traité d'alliance, offensive ou défensive, qu'il pourrait avoir conclu contr'elle, avec quelque Puissance ou État que ce soit. Il ne fournira aucun contingent en hommes ou en argent, à aucune des Puissances armées contre la France, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit.

III. Le roi de Sardaigne renonce purement et simplement, à perpétuité, pour lui, ses successeurs et ayant-cause, en faveur de la République française, à tous les droits qu'il pourrait prétendre sur la Savoie, les comtés de Nice, de Tende et de Beuil.

IV. Les limites entre les États du roi de Sardaigne et les départemens de la République française, seront établies sur une ligne déterminée par les points les plus avancés du côté du Piémont, des sommets, plateaux des montagnes et autres lieux ci-après désignés, ainsi que des sommets ou plateaux intermédiaires; savoir, en commençant au point où se réunissent les frontières

du ci-devant Faucigny, duché d'Aoust et du Valais, à l'extrémité des Glacières ou Monts-Maudits : 1°. les sommets ou plateaux des Alpes, au levant du Col Mayor ; 2°. le petit Saint-Bernard, et l'hôpital qui y est situé ; 3°. les sommets ou plateaux du Mont-Alban, du col de Crisance et du Mont-Isereau ; 4°. en se détournant un peu vers le sud, les sommets ou plateaux de Celst et de Gros-Caval ; 5°. le grand Mont-Cénis, et l'hôpital placé au sud-est du lac qui s'y trouve ; 6°. le petit Mont-Cénis ; 7°. les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de Bardonnache du val des Prés ; 8°. le Mont-Genèvre ; 9°. les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de Quières de celle des Vaudois : 10°. le Mont-de-Viso ; 11°. le Col-Maurin ; 12°. le Mont-de-l'Argentière ; 13°. la source de l'Ubayette et de la Sture ; 14°. les montagnes qui sont entre les vallées de Sture et de Gesso, d'une part, et celles de Saint-Étienne ou Tinéa, de Saint-Martin ou Vésubia, de Tende ou de Roya, de l'autre part ; 15°. la Roche-Barbon, sur les limites de l'État de Gênes.

Si quelques communes, habitations ou portions de territoire desdites communes, actuellement unies à la République française, se trouvaient placées hors de la ligne de frontière ci-dessus désignée, elles continueront à faire partie de la

République, sans que l'on puisse tirer contr'elles aucune induction du présent article.

V. Le roi de Sardaigne s'engage à ne pas permettre aux émigrés ou déportés de la République française, de s'arrêter ou de séjourner dans ses États : il pourra néanmoins retenir à son service les émigrés seulement des départemens du Mont-Blanc et des Alpes-Maritimes, tant qu'ils ne donneront aucun sujet de plainte par des entreprises ou manœuvres tendant à compromettre la sûreté intérieure de la République.

VI. Le roi de Sardaigne renonce à toute répétition ou action mobiliaire qu'il pourrait prétendre exercer contre la République française, pour des causes antérieures au présent traité.

VII. Il sera conclu incessamment entre les deux Puissances, un traité de commerce, d'après des bases équitables, et telles, qu'elles assurent à la Nation française des avantages au moins égaux à ceux dont jouissent, dans les États du roi de Sardaigne, les Nations les plus favorisées. En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies.

VIII. Le roi de Sardaigne s'oblige à accorder une amnistie pleine et entière à tous ceux de ses sujets qui ont été poursuivis pour leurs opinions politiques : tous procès qui pourraient leur

avoir été suscités à ce sujet, ainsi que les jugemens qui y sont intervenus, sont abolis. Tous leurs biens meubles et immeubles, ou le prix d'iceux, s'ils ont été vendus, leur seront restitués sans délai. Il leur sera loisible d'en disposer, de rentrer et demeurer dans les États du roi de Sardaigne, ou de s'en retirer.

IX. La République française et sa majesté le roi de Sardaigne, s'engagent à donner main-levée du sequestre de tous effets, revenus ou biens, saisis, confisqués, détenus ou vendus, sur les citoyens ou sujets de l'autre Puissance, relativement à la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions ou droits qui pourraient leur appartenir.

X. Tous les prisonniers respectivement faits seront rendus dans un mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, en payant les dettes qu'ils pourraient avoir contractées pendant leur captivité.

Les malades et blessés continueront d'être soignés dans les hôpitaux respectifs; ils seront rendus aussitôt leur guérison.

XI. L'une des Puissances contractantes ne pourra accorder passage sur son territoire à des troupes ennemies de l'autre Puissance.

XII. Indépendamment des forteresses de Coni,

Céva et Tortone, ainsi que du territoire qu'occupent et doivent occuper les troupes de la République, elles occuperont les forteresses d'Exiles, de l'Assiette, de Suze, de la Brunette, du Château-Dauphin, et d'Alexandrie, à laquelle dernière place Valence sera substituée, si le général en chef de l'armée de la République française le préfère.

XIII. Les places et territoires ci-dessus désignés seront restitués au roi de Sardaigne aussitôt la conclusion du traité de commerce entre la République et sa Majesté, de la paix générale, et de l'établissement de la ligne de frontière.

XIV. Les pays occupés par les troupes de la République et qui doivent être rendus en définitif, rentreront sous le gouvernement civil de sa Majesté Sarde, mais resteront soumis à la levée des contributions militaires, prestations en vivres et fourrages qui ont été ou pourront être exigées pour les besoins de l'armée française.

XV. Les fortifications d'Exiles, de la Brunette, de Suze, ainsi que les retranchemens formés au-dessus de cette ville, seront démolis et détruits aux frais de sa Majesté Sarde, à la diligence des commissaires nommés à cet effet par le Directoire exécutif.

Le roi de Sardaigne ne pourra établir ou ré-

parer aucune fortification sur cette partie de la frontière.

XVI. L'artillerie des places occupées et dont la démolition n'est pas stipulée par le présent traité, pourra être employée au service de la République ; mais elle sera restituée avec les places et à la même époque à sa majesté Sarde. Les munitions de guerre et de bouche qui s'y trouvent pourront être consommées, sans répétition, pour le service de l'armée républicaine.

XVII. Les troupes françaises jouiront du libre passage dans les états du roi de Sardaigne pour se porter dans l'intérieur de l'Italie et en revenir.

XVIII. Le roi de Sardaigne accepte dès-à-présent la médiation de la République française pour terminer définitivement les différens qui subsistent depuis long-tems entre sa Majesté et la république de Gênes, et statuer sur leurs prétentions respectives.

XIX. Conformément à l'article VI du traité conclu à la Haie, le 27 floréal de l'an III, la République batave est comprise dans le présent traité. Il y aura paix et amitié entr'elle et le roi de Sardaigne. Toutes choses sont rétablies entr'elles sur le pied où elles étaient avant la présente guerre.

XX. Le roi de Sardaigne fera désavouer par

son ministre près la République française, les procédés employés envers le dernier ambassadeur de France.

XXI. Le présent traité sera ratifié et les ratifications échangées au plus tard dans un mois, à compter de la signature du présent traité.

Fait et conclu à Paris, le 26 floréal de l'an IV de la République française, une et indivisible, répondant au 15 mai 1796.

Signé Ch. Delacroix ; le chevalier de Revel, le chevalier Tonso.

Le Directoire exécutif arrête et signe le présent traité de paix négocié avec le roi de Sardaigne, au nom de la République française, par le ministre des relations extérieures, nommé par le Directoire exécutif, par arrêté du 22 floréal présent mois, et chargé de ses instructions à cet effet. A Paris, le 28 floréal, an IV de la République française, une et indivisible.

Signé Letourneur, Rewbell, Carnot, P. Barras, L. M. Reveillère-Lépeaux.

Considérant qu'il est de l'intérêt de l'humanité, et du devoir du législateur, de ne mettre aucun retard à toute mesure qui tend efficacement à

rétablir la paix entre la République française et ses ennemis,

Déclare qu'il y a urgence.

Le conseil des Cinq-cents, après avoir déclaré l'urgence, prend la résolution suivante :

Le traité de paix du 26 floréal an IV, conclu entre la République française et le roi de Sardaigne, est ratifié.

La présente résolution, y compris le traité, sera imprimée.

Signé Crassous (de l'Hérault), *président ;* Laplaigne, L. E. Beffroy, Bion, Duprat, *secrétaires.*

Après une seconde lecture, le Conseil des Anciens approuve la résolution ci-dessus. Le 30 floréal, an IV de la République française.

Signé Lecouteulx-Canteleu, *président ;* Marragon, Delacoste, Larmagnac, C. Alex. Ysabeau, *secrétaires.*

Le Directoire exécutif ordonne que la loi ci-dessus sera publiée, exécutée, et qu'elle sera munie du sceau de la République. Fait au palais national du Directoire exécutif, le 1er. prairial,

an IV de la République française, une et indivisible.

Pour expédition conforme, *signé* CARNOT, *président;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général*, LAGARDE.

Suit la teneur de la ratification faite par le roi de Sardaigne, le 1er. juin 1796 (13 prairial an IV), *du traité de paix conclu entre lui et la République française.*

VICTOR AMÉ, par la grace de Dieu, roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem, etc. A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. Comme ainsi soit, que nos chers bien amés et féaux les chevaliers *de Revel* et *Tonso*, nos plénipotentiaires à Paris, auraient, en vertu de nos pleins-pouvoirs insérés ci-après, arrêté, conclu et signé dans cette ville, le 15 du courant mois de mai, avec le sieur *Charles Delacroix*, ministre des relations extérieures de la République française, pareillement muni de pleins-pouvoirs nécessaires, le traité de paix et d'amitié dont la teneur suit:

La République française et sa majesté le roi de Sardaigne, également animés du desir, etc.

(*Le surplus du traité ainsi qu'il est porté ci-dessus*).

Nous, ayant vu et examiné tous les articles du susdit traité de paix et d'amitié, nous les avons approuvés, confirmés et ratifiés, comme par ces présentes nous les approuvons, confirmons et ratifions, pour nous, nos héritiers et successeurs, en tout et chacun des points qui y sont contenus, promettant, en foi et parole de Roi, de les remplir, observer et faire observer inviolablement, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucun tems, directement ou indirectement, sous quelque prétexte que ce soit. En témoin de quoi, nous avons signé les présentes de notre main, et fait contresigner par l'avocat *Ganières*, notre premier officier au département des affaires étrangères, et à icelles fait apposer le sceau secret de nos armes.

Donné à Turin, le premier du mois de juin 1796, et de notre règne le vingt-quatrième. *Signé* V. Amé.

Signé Ganières.

Suit la teneur des pleins-pouvoirs du citoyen Charles Delacroix, *ministre des relations extérieures :*

Extrait des registres des délibérations du Directoire exécutif.

Paris, le 22 floréal an IV.

Le Directoire exécutif, après avoir ouï le

rapport du ministre des relations extérieures, arrête ce qui suit :

Le citoyen *Charles Delacroix* est autorisé à traiter avec messieurs les chevaliers *de Revel* et *Tonso*, envoyés extraordinaires du roi de Sardaigne, pour la conclusion de la paix qu'il demande, et ce, sous la médiation du roi d'Espagne, s'il a pris les mesures nécessaires pour intervenir au traité. Le Directoire donne, à cet effet, audit ministre toute autorisation nécessaire. Le projet de traité qu'il a soumis au Directoire est approuvé pour lui servir d'instruction. Il rendra compte successivement des progrès et de l'issue des négociations.

Le présent arrêté ne sera point imprimé.

Pour expédition conforme, *signé* Carnot, *président ;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général*, Lagarde.

Suit la teneur des pleins-pouvoirs de messieurs les chevaliers de Revel *et* Tonso, *ministres plénipotentiaires du roi de Sardaigne.*

Victor Amé, roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem, etc. A tous ceux qui ces présentes verront ; Salut.

Desirant de redonner la paix à nos sujets, et

de faire cesser les calamités qu'ils ressentent de cette guerre désastreuse, que les évènemens arrivés en France ont malheureusement fait naître contre notre volonté et nos principes pacifiques, non moins que de renouer l'amitié et la bonne correspondance qui subsistaient entre les deux États, nous avons cru ne devoir pas différer de mettre quelqu'un en état de travailler, en notre nom, à la conclusion d'un ouvrage si salutaire. Dans cette vue, nous confiant à la fidélité, zèle et expérience du chevalier *de Revel*, chevalier de l'ordre de Malte, brigadier dans nos armées, et colonel de notre régiment de Nice, et du chevalier *Tonso*, chevalier de notre ordre des Saints Maurice et Lazare, et directeur-général de nos postes, dont ils nous ont donné des preuves dans toutes les occasions; nous les avons nommés, commis et députés, comme par les présentes, nous les nommons, commettons et députons, et leur avons donné et donnons plein pouvoir, commission et mandement spécial pour conférer, négocier et traiter avec le ministre ou telle autre personne duement autorisée par le Gouvernement français, munie pareillement de leurs pleins-pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure et signer conjointement ou séparément,

tels convention, traité ou articles par lesquels on pourra parvenir à établir une bonne paix et sincère réconciliation entre nous et la France, leur donnant pour cet effet plein-pouvoir et mandement spécial, et voulant qu'ils agissent, en tout ce qui regardera cette négociation, avec la même autorité que nous ferions ou pourrions faire si nous y étions présens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un mandement plus spécial non contenu en ces présentes; promettant, en foi et parole de Roi, d'observer et faire observer inviolablement tout ce qui aura été fait, convenu, réglé et signé par lesdits chevaliers *de Revel* et *Tonso*, ou par l'un des deux, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ni indirectement, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce soit, et d'en faire expédier nos lettres de ratification, en bonne forme, pour être échangées dans le terme dont on sera convenu. En témoin de quoi, nous avons signé les présentes de notre main, et fait contresigner par D. *Joseph-François-Jérôme Perret*, comte de Hauteville, seigneur de Pruaz et de la Bâtie, chevalier, grand'-croix et commandeur de notre ordre des Saints Maurice et Lazare, notre conseiller-d'état et de

finances, et régent de notre département des affaires étrangères, et à icelles fait apposer le sceau secret de nos armes.

Donné à Turin, le 29 avril, l'an de grace 1796, et de notre règne, le vingt-quatrième.

Signé V. Amé.

Contresigné de Hauteville.

Du 30 prairial an IV.

La loi du 30 floréal an IV, portant ratification du traité de paix conclu entre la République française et le roi de Sardaigne, ayant été munie du sceau de la République, et l'échange de cette ratification contre celle ci-dessus du roi de Sardaigne ayant été fait le jour d'hier, le Directoire exécutif ordonne au ministre de la justice de la faire imprimer et publier solennellement dans toute l'étendue de la République.

Pour expédition conforme, *signé* Carnot, *président;* par le Directoire exécutif, *pour le secrétaire-général,* Letourneur.

Loin de se montrer fidèle au traité conclu avec la République, la cour de Turin entra dans la nouvelle coalition qui s'était formée depuis l'issue malheureuse du combat d'Aboukir. Le 16 frimaire an VII, le Directoire exécutif proposa au Corps législatif de déclarer la guerre au roi de Sardaigne. La proposition fut convertie en loi le même jour.

Dans le message énonciatif des griefs, (et ce message est commun à Naples) le Directoire exécutif s'exprimait ainsi à l'égard de Turin :

» Sa complicité avec Naples s'est manifestée en mille manières : mêmes sentimens, même langage, mêmes actions dans la mesure de ses moyens, et toutefois plus de souplesse, plus d'artifice, plus d'hypocrisie.

» Si l'histoire entière ne nous montrait, à toutes les époques, la politique astucieuse et versatile de cette cour, toujours occupée à brouiller ses voisins, à entrer dans toutes les guerres d'Italie, à sacrifier sans pudeur ses alliés, à s'unir constamment à celui qu'elle croit le plus fort, pour accabler sans prétexte, celui qu'elle estime le

plus faible ; servant tour-à-tour toutes les vengeances, toutes les ambitions, et mettant son appui à l'enchère de quiconque croyoit devoir l'acheter, il paraîtrait difficile de concevoir sa conduite récente contre la France.

» Indépendamment de tout autre grief, qui croirait que le traité de paix que nous avons daigné conclure avec elle, et qu'elle eût dû regarder comme un insigne bienfait, n'a pas encore été publié dans tous les états du roi de Sardaigne ? Vainement les agens de la République ont-ils consenti à l'en solliciter, sa résistance a été invincible, et les plus futiles moyens ont été allégués pour colorer ses retards, ou plutôt ses refus.

» C'est, qu'en effet, elle n'a cessé de nous faire la guerre par tous les moyens que la faiblesse et la lâcheté peuvent mettre en usage.

» Nos plus cruels ennemis, les émigrés, ont été constamment accueillis dans ses états ; ils y ont pu donner un libre cours à leur haine et à l'expression barbare de leur vœu contre la République. Ils ont pu même exciter le peuple contre les Français par les plus atroces calomnies, et enfin prononcer l'horrible mot de *vêpres siciliennes*.

» Ce n'est pas tout : depuis le moment de la signature de la paix, les Français, presque sous les yeux de leur ambassadeur, ont été assassinés de sang-froid, et le plus souvent par des troupes réglées. Ces assassinats ont été presque journaliers, et l'on frémira du nombre, lorsqu'on en aura fait le relevé : les uns sont tombés sous le stilet, les autres ont été mutilés de la manière la plus horrible. Un volontaire de la 68e demi-brigade a été enterré vivant, après avoir été grièvement blessé. On l'a vu sortir tout sanglant de la fosse où il avait été jeté. Il falloit qu'il échappât une de ces malheureuses victimes, dont le sang a arrosé le Piémont, pour offrir une preuve irrécusable de cette épouvantable cruauté.

» Les agens de la République ont exprimé, en son nom, la plus énergique indignation; ils n'ont pu obtenir que ces crimes ne fussent ni prévus, ni punis. Des brigands enrégimentés sous le nom de *Barbets*, dont le métier étoit de voler, mais dont le plus doux passe-temps était de tuer des Républicains, bien loin d'être dissipés par l'autorité publique, semblaient encouragés par elle, ou leur pardonnait les vols qu'ils faisaient aux Piémontais, en faveur des assassinats qu'ils commettaient sur des Français; aussi fallut-il une négociation, laquelle fut encore traînée en longueur

et parut au gouvernement sarde une calamité publique, pour obtenir de lui, non la repression de ces brigands, mais la promesse qu'ils seroient réprimés. A cette condition on lui promettait l'appui le plus effectif de nos armes. Il ne pouvait se résoudre à obtenir sa tranquillité à ce prix, et même en résultat, il ne consentit jamais à rendre une loi, vivement sollicitée par nos agens, contre les stilets et autres armes cachées, tant il paraissait redouter que les Français ne fussent en sûreté dans ses états : aussi, pendant le cours même de la négociation, et malgré la promesse formelle de suspendre une procédure où se manifestaient les passions les plus furieuses, des Français impliqués dans une malheureuse affaire, furent impitoyablement fusillés.....

» En vain on s'efforçait de croire que tous ces crimes n'étoient pas imputables au gouvernement sarde ; toute sa conduite n'a que trop prouvé qu'il n'était étranger à aucun. Les principales places du Piémont étaient occupées par les troupes de la République ; on ne pouvait en obtenir l'approvisionnement : les amis de la République française étaient toujours incarcérés, les Français toujours insultés, leur habit même livré à la dérision ; les amnistiés piémontais étaient toujours calomniés, les émigrés toujours encouragés dans leur au-

dace, les agens publics les plus signalés par leur haine contre la République, toujours maintenus, les Barbets toujours protégés, et même ouvertement, par les premiers magistrats; les poignards toujours fabriqués et toujours distribués avec profusion; enfin, les complots les plus affreux contre les Français toujours projetés, toujours prêts à éclater.

» Il résulte de l'interrogatoire que l'on fit subir à un des principaux chefs des Barbets, qu'un employé à la douane de Turin, chargé de payer ces brigands, avait reçu du gouvernement sarde, l'ordre de distribuer aux principaux d'entre eux des paquets de poison, pour être jetés dans les eaux les plus voisines du camp des Français.

Entre la conduite d'un tel gouvernement et celle de la cour de Naples, il est donc évident qu'il a existé l'accord le plus intime contre la République française. Cet accord, soutenu et cimenté par tant de crimes, prouverait seul la connivence actuelle de Turin avec Naples; mais cette preuve d'analogie a acquis une force invincible, lorsqu'on a vu que les préparatifs hostiles se multipliaient à Turin comme à Naples; que les milices étaient mises sur pied; que 30,000 armes venaient de leur être délivrées; que les troupes piémontaises marchaient vers Loano et Oneilla,

au même moment où l'armée napolitaine attaquait l'armée française sur le territoire de la République romaine ; où six mille Napolitains débarquaient à Livourne, et où un nouveau débarquement menaçait les côtes de la Ligurie ; que l'ordre de marcher au premier signal était déjà donné ; que Turin était rempli de troupes ; que 1,500 poignards avaient été distribués ; que la citadelle était presqu'assiégée ; que les hauteurs qui la dominaient étaient extraordinairement garnies de canons, et que c'était dans ce moment-là même que le Gouvernement sarde avait osé nous demander l'évacuation de la citadelle et la diminution de nos troupes dans le Piémont ».

Par un message du 26 frimaire, le Directoire exécutif informa le Corps législatif que l'armée française était maîtresse de Turin, de tous les magasins et arsénaux du Piémont, et de toutes les places fortes. Les troupes piémontaises et suisses avaient arboré la cocarde nationale, et s'étaient réunies à l'armée d'Italie. Un gouvernement provisoire avait été établi à Turin,

et le Roi s'était retiré en Sardaigne avec sa famille, après avoir signé, le 19 frimaire, sa renonciation au Piémont.

Le général en chef *Joubert*, avait dirigé et consommé toutes ses opérations.

WURTEMBERG.

NOTICE STATISTIQUE.

Limites.

Le duché de Wurtemberg est composé de plusieurs comtés et seigneuries réunis à son domaine, ou par achat, ou par mariage, ou par droit de conquête. Ses bornes, au Nord, sont l'évêché de Spire, le palatinat du Rhin, le Keichgau, le comté de Hohenlohe, et le territoire de la ville impériale de Hall en Suabe; au Levant, le comté de Limbourg, le territoire des villes impériales de Gmünd et d'Ulm, et les seigneuries de Rechberg et Wiesensteig; et pour la seigneurie de Heidenheim, la prévôté d'Ellwangen, le comté d'Oettingen, et une partie du duché de Neubourg; au Sud-Est, les domaines d'Autriche; au Midi, les mêmes, les terres de Furstemberg, de Swiefalten, de Zollern, de Rothweil, et autres moins considérables, ainsi que le Brisgaw; au Couchant, les bailliages

d'Oberkirch et d'Oppenau, de l'évêché de Strasbourg, et le marquisat de Bade, terres dont il est séparé par la Forêt-Noire *(Busching)*.

La plus grande partie du duché de Wurtemberg forme une grande vallée, bornée à l'Orient par une chaîne de montagnes nommées les Alpes; à l'Occident, par la Forêt-Noire; au nord, par une partie des montagnes de l'Odenwald et un bras de la Forêt-Noire : au midi, les bras des montagnes des Alpes et de la Forêt-Noire se joignent.

Étendue territoriale.

Son étendue du Midi au Nord, et du Levant au Couchant, monte aux environs de 16 milles, non compris les parties détachées de sa pointe méridionale, ni la seigneurie de Heidenheim, qui est pareillement séparée du reste *(Busching)*.

Suivant *Beaufort* et *Ryesbeck*, le pays de Wurtemberg a 200 milles carrés.

Suivant *Hoeck*, 150 milles.

Rivières.

Ce pays est baigné par plusieurs rivières : savoir, la Glems, la Wirms, la Nagold, la Murg, la Vorbach, l'Iller, le Wolsach, la Kentziq, etc.

Montagnes.

Les principales montagnes sont, le Boysersteig, le Weinsteig, et le Hasensteig, l'Alb, la Forêt-Noire, etc.

Population.

Busching la porte à 477,115 ames, en 1754;
Ryesbeck, à 560,000;
Beaufort, à 600,000;
Guthrie, à 630,000;
Hoeck, dans les années .....
1734, à 428,000 ames;
1754, — 477,115;
1765, — 490,080;
1774, — 514,575;
1784, — 565,890;
1794, — 599,939;
1795, — 602,754;
1796, — 608,667.

État militaire.

Suivant *Ryesbeck* et *Beaufort*, il est de 5000 hommes.

Suivant *Guthrie*, de 6000 ;

Suivant *Hoeck*, de 4,500.

Revenus.

Keysseler les estime à 2,000,000 de flor.

Ryesbeck, *Beaufort* et *Hoeck*, à trois millions de florins ;

Guthrie, à 5,280,000 francs.

Dette publique.

Beaufort affirme que la dette, qui consistait en 12,000,000 de florins, est liquidée.

Hoeck dit que le pays s'est chargé de 8,000,000 de florins sur les dettes qui, en 1770, s'élevaient à 16,000,000 de florins.

Forme du Gouvernement.

Duché héréditaire.

Religion.

La religion dominante est la confession d'Augsbourg.

Agriculture.

Les vins et les fruits sont excellens. L'on y récolte beaucoup de blé; le bétail, les abeilles, le poisson, le gibier, y abondent; les mines et carrières y donnent de l'argent, du cuivre, du fer, du charbon de terre, des agathes, du soufre, de l'ardoise, de la terre à porcelaine, de beaux marbres, etc. On y trouve beaucoup d'eaux minérales.

Commerce.

Il y a des fabriques de camelots, de pluche, de bas de laine, de chapeaux; des manufactures de basins, de toiles de coton, de toiles damassées, de rubans, de tabac; des fonderies de fer et des forges, etc.

Monnaies.

Espèces numéraire.	*Valeur du pays.*	*Réduction en liv. tournois.*
L'Écu de convention.	2 flor. 24 kreutz.	5 l. 6 s. » d.
Le petit Écu.....	1 flor. 12 *id.*	2 13 »
L'Écu neuf.....	2 flor. 45 *id.*	6 » »
Le Louis de France..	11 flor. »	24 » »
Le Florin.....	» 60 *id.*	2 3 6 $\frac{1}{2}$
La pièce de.....	6 batzes.	» 18 »

Espèces numéraire.	*Valeur du pays.*	*Réduction en liv. tournois.*
La pièce de.....	» 12 kreutz.	» l. 9 s. » d.
La pièce de.....	» 6 *id.*	» 4 6
La pièce de.....	» 3 *id.*	» 2 3
La pièce de.....	» 1 *id.*	» » 9

Monnaies idéales ou de compte.

Florin d'empire.....	» 60 kreutz.		
	ou 15 batzes.	2 3	$6\frac{1}{8}$.
Le $\frac{1}{2}$ Florin.....	» 30 *id.*	1 1	$9\frac{1}{4}$.
L'Ort.....	» 15 *id.*	» 11	$4\frac{1}{4}$.

ETAT POLITIQUE.

Lors de l'invasion des troupes françaises en Allemagne, une suspension d'armes fut signée de la part du duc de Wurtemberg, à Bade, le 29 messidor an IV. La conclusion du traité qu'on va lire suivit de près cet armistice.

I. o I *contenant ratification du traité de paix conclu le* 20 *thermidor an IV, entre la République française et le duc de* Wurtemberg et Teck.

Du 28 Thermidor an IV.

LE CONSEIL DES ANCIENS, adoptant les motifs

de la déclaration d'urgence qui précède la résolution ci-après, approuve l'acte d'urgence.

Suit la teneur de la déclaration d'urgence et de la résolution du 24 thermidor.

Le Conseil des Cinq-cents, formé en comité général pour délibérer, conformément à l'article 334 de la Constitution, après avoir examiné le traité de paix conclu à Paris, le 20 thermidor de l'an IV, entre le citoyen *Charles Delacroix*, fondé de pouvoir du Directoire exécutif, et MM. le baron *Charles de Woellvarth* et *Abel*, fondés de pouvoir du duc de Wurtemberg et Teck, arrêté et signé le lendemain 21 thermidor, par le Directoire exécutif, soumis le même jour, par un message et conformément aux règles constitutionnelles, à l'examen et à la ratification du Corps législatif, et dont la teneur suit :

La République française et S. A. S. le duc de Wurtemberg et Teck, également animés du desir de mettre fin à la guerre qui les divise, et de rétablir les liaisons de commerce et de bon voisinage qui leur étaient réciproquement avantageuses, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir le Directoire exécutif, au nom de la République française, le citoyen *Charles Delacroix*,

ministre des relations extérieures, et S. A. S. le duc de Wurtemberg et Teck, MM. le baron *Charles de Woellvarth*, son ministre d'état, et président de sa chambre des finances, et *Abel*, son conseiller de légation;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans:

ART. Ier. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la République française et S. A. S. le duc régnant de Wurtemberg et Teck: en conséquence, toutes hostilités cesseront entre les puissances contractantes, à compter de la ratification du présent traité.

II. Le duc de Wurtemberg révoque toute adhésion, consentement, et accession, patente ou secrète, par lui donnée à la coalition armée contre la République française, à tout traité d'alliance, offensive et défensive, qu'il pourrait avoir contractée contre elle. Il ne fournira, à l'avenir, à aucune puissance ennemie de la République, aucun contingent ou secours en hommes, chevaux, vivres, argent, munitions de guerre ou autrement, à quelque titre que ce soit, quand même il en seroit requis comme membre de l'Empire germanique.

III. Les troupes de la République française pourront passer librement dans les états de S. A. S., y

séjourner et occuper tous les postes militaires nécessaires à leurs opérations.

IV. S. A. S. le duc de Wurtemberg et Teck renonce, en faveur de la République française, pour lui, ses successeurs et ayant cause, à tous ses droits sur la principauté de Montbelliard, les seigneuries d'Héricourt, de Passavant et autres en dépendantes, le comté de Horbourg, ainsi que les seigneuries de Riquewic et Ostheim, et lui cède généralement toutes les propriétés, droits et revenus fonciers qu'il possède sur la rive gauche du Rhin, et les arrérages qu'il pourrait réclamer. Il renonce à toute répétition qu'il pourrait faire contre la République pour non-jouissance desdits droits et revenus, et pour toute autre cause, de quelque espèce qu'elle soit, antérieure au présent traité.

V. Son A. S. s'engage à ne point permettre aux émigrés et prêtres déportés de la République française, de séjourner dans ses états.

VI. Il sera conclu incessamment, entre les deux puissances, un traité de commerce sur des bases réciproquement avantageuses. En attendant, toutes les relations commerciales seront rétablies telles qu'elles étaient avant la présente guerre.

Toutes les denrées et marchandises provenant du sol, des manufactures, colonies ou pêches françaises, jouiront, dans les états de S. A. S., de

la liberté de *transit* et d'entrepôt, en exemption de tous droits, autres que ceux de péage sur les voitures et chevaux.

Les voituriers français seront traités, pour le paiement desdits droits de péage, comme la nation la plus favorisée.

VII. La République française et S. A. S. le duc de Wurtemberg s'engagent respectivement à donner main-levée du séquestre de tous effets, revenus ou biens saisis, confisqués, détenus ou vendus sur les citoyens français, d'une part, et sur tous les habitans des duchés de Wurtemberg et Teck, de l'autre part, et à les admettre à l'exercice légal des actions et droits qui peuvent leur appartenir.

VIII. Tous les prisonniers respectivement faits, seront rendus dans un mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, en payant les dettes qu'ils pourraient avoir contractées pendant leur captivité.

Les malades et blessés continueront d'être soignés dans les hôpitaux respectifs, et seront rendus aussitôt leur guérison.

IX. Conformément à l'article VI du traité conclu à la Haye le 27 floréal de l'an III, le présent traité de paix et d'amitié est déclaré commun avec la République batave.

X. Il sera ratifié et les ratifications échangées

dans un mois, à compter de sa signature, et plutôt si faire se peut.

A Paris, le 20 thermidor an IV de la République française, une et invisible.

Signé Ch. Delacroix; Charles, baron de Woellvarth; Abel.

Le Directoire exécutif arrête et signe le présent traité de paix avec le duc de Wurtemberg, négocié au nom de la République française par le ministre des relations extérieures, nommé par le Directoire exécutif, par arrêté du 11 thermidor présent mois, et chargé de ses instructions à cet effet. A Paris, le 21 thermidor an IV de la République française, une et indivisible.

Pour expédition conforme, *signé* L. M. Revellière-Lépaux, *président;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire général* Lagarde.

Considérant qu'il est digne d'une nation loyale et généreuse, après avoir assuré son indépendance et sa liberté, d'accélérer la conclusion définitive de la paix et le rétablissement des relations d'amitié et bon voisinage entre elle et les autres puissances belligérantes,

Déclare qu'il y a urgence.

Le Conseil, après avoir déclaré l'urgence, prend la résolution suivante :

Le traité de paix du 20 thermidor an IV, conclu entre la République française et le duc de Wurtemberg et Teck, est ratifié.

La présente résolution, y compris le traité, sera imprimée.

Signé Boissy, *président ;* Ruelle, Barailon, Bornes, *secrétaires.*

Après une seconde lecture, le Conseil des Anciens *approuve la résolution ci-dessus.* Le 28 thermidor an IV de la République française.

Signé Dusaulx, *président ;* Durand-Maillane, G. Desgraves, Dupont (de Nemours), *secrétaires.*

Le Directoire exécutif ordonne que la loi ci-dessus sera publiée, exécutée, et qu'elle sera munie du sceau de la République.

Fait au palais national du Directoire exécutif, le 29 thermidor, an IV de la République française, une et indivisible.

Pour expédition conforme, *signé* L. M. Reveillière-Lépaux, *président ;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général,* Lagarde.

Suit la teneur de la ratification faite par le duc de Wurtemberg, *le 22 août 1796* (vieux style), *(5 fructidor an IV), du traité de paix conclu entre lui et la République française.*

Nous, *Frédéric Eugène*, par la grâce de Dieu, duc de Wurtemberg et Teck, etc. faisons savoir à qui il appartiendra, qu'ayant lu et examiné les articles du traité de paix particulière conclu avec la République française, à Paris le 7 août 1796, par nos plenipotentiaires, le baron de *Woellvarth*, notre ministre d'État, et président de notre chambre des finances, et *Conrad Abel*, notre conseiller de légation, et les ayant trouvés conformes à nos intentions, nous les avons en conséquence acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés pour nous et pour nos successeurs, comme nous les acceptons, approuvons, ratifions et confirmons par les présentes; promettant de les accomplir et observer sincèrement et de bonne foi, et de ne point permettre qu'il y soit contrevenu en quelque manière que ce puisse être. En foi de quoi, nous avons signé de notre main et fait contre-signer les présentes, et y avons fait apposer le sceau de nos armes. Fait à Ansbac, le 22 août 1796.

Signé Frédéric Eugène, duc de Wurtemberg.
Zang.

Par ordre exprès de S. A. S. *Signé* Vellnagel.

Suit la teneur des pleins-pouvoirs du citoyen Charles Delacroix, *ministre des relations extérieures :*

Extrait des registres des délibérations du Directoire exécutif.

Paris, le 11 thermidor an IV.

Le Directoire exécutif, après avoir ouï le rapport du ministre des relations extérieures, arrête :

Le citoyen Charles Delacroix, ministre des relations extérieures, est autorisé à négocier avec MM. le baron *Charles de Woellvarth* et *Abel*, envoyés extraordinaires et plénipotentiaires de S. A. S. le duc de Wurtemberg et Teck, à conclure et signer avec eux un traité de paix particulière, en se conformant aux instructions qui lui ont été et seront données : le Directoire lui donne, à cet effet, les pouvoirs nécessaires. Il rendra compte successivement du progrès et de l'issue des négociations.

Le présent arrêté ne sera point imprimé quant à présent.

Pour expédition conforme, *signé* L. M. Revellière-Lépaux, *président ;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général*, Lagarde.

Suit la teneur des pleins-pouvoirs de MM. le baron Charles de Woellvarth *et* Abel, *envoyés extraordinaires du duc* de Wurtemberg.

Nous, *Frédéric Eugène*, par la grâce de Dieu, duc régnant de Wurtemberg et Teck, savoir faisons à tous ceux qu'il appartiendra, qu'animés du desir de mettre fin à la guerre par une paix solide avec la République française, nous chargeons, par la présente, notre ministre d'état et président de la chambre des finances, le baron *Charles de Voellvarth*, et notre conseiller de légation, *Abel*, d'entrer, sans délai, en vertu des instructions que nous leur avons données, avec le Directoire de la République ou avec tels ou tels qui y seront autorisés de sa part, en négociation, et de conclure, sauf notre ratification, une paix particulière avec la France.

En foi de quoi, nous avons signé les présens pleins-pouvoirs de notre main, et y avons fait apposer notre sceau. Fait à Stutgard, le 30 juin 1796.

Signé Frédéric Eugène, duc de Wurtemberg.

La loi du 28 thermidor an IV, portant ratification du traité de paix conclu entre la République française et le duc de Wurtemberg, ayant été munie du sceau de la République, et l'échange

de cette ratification contre celle ci-dessus du duc de Wurtemberg ayant été fait, le Directoire exécutif ordonne au ministre de la justice, de la faire imprimer, et solennellement publier dans toute l'étendue de la République.

Fait au palais national du Directoire exécutif, le 7 vendémaire an V de la République française, une et indivisible.

Pour expédition conforme, *signé* L. M. Revellière-Lépaux, *président;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général*, Lagarde.

OBSERVATION.

La proximité de la France et les enclaves que la maison de Wurtemberg possède dans sa domination, la tiennent à plusieurs égards dans sa dépendance. La France pourrait donc tirer en tems et lieu quelqu'avantage de son alliance. Le duc de Wurtemberg est, après l'Électeur Palatin, le prince de l'empire le plus considérable de ceux à qui la France peut toujours, ou donner la main s'il lui reste attaché, ou présenter la certitude d'un châtiment prompt s'il l'abandonnait *(Favier)*.

MARGRAVIAT DE BADEN.

NOTICE STATISTIQUE.

Position géographique.

LE margraviat de Baden, situé sur la rive orientale du Rhin, renferme le territoire placé entre la rivière de Pfinz et Schwarzbach, et qui est encore arrosé par celles d'Enz, Worm, Nagold, Alb, Murg, etc.

Étendue territoriale.

Hoeck la porte à 64 milles carrés.

Population.

Suivant *Ryesbeck*, elle est d'environ 200,000 hommes.

Suivant *Guthrie*, de 180,000.

Suivant *Hoeck*, de 177,332.

État militaire.

Hoeck le porte à environ 1000 hom. de troupes réglées.

Revenus.

Busching les estime à plus de 1,000,000 de florins.

Ryesbeck, à 1,200,000 florins;
Hoeck, à 1,450,309 florins;
Guthrie, à 4,000,000 de francs.

Forme de Gouvernement.

Margraviat héréditaire.

Religion.

La religion luthérienne dominante.

Agriculture.

Ce pays produit beaucoup de blés, d'excellens vins, et, en général, les mêmes choses que le Wurtemberg.

Commerce.

Son commerce consiste en grains, vins, bois, toiles, huile de navette, fruits secs, fil-de-fer, fayance; on y trouve des fabriques de tabac, de bijouteries, d'horlogerie, de fer et d'acier; des manufactures de drap, d'étoffes de laine, etc.....

ÉTAT POLITIQUE.

A l'exemple des autres princes de l'Empire, le margrave de Bade avait joint les troupes de ses États à celles de la coalition; mais, à leur exemple aussi, il fut contraint de les retirer, lorsque les armées françaises, après avoir passé le Mein, eurent pénétré dans le cœur de l'Allemagne.

Loi portant ratification du traité de paix conclu entre la République française et le margrave de Bade.

Du 14 fructidor, an IV de la République.

Le Conseil des Anciens, adoptant les motifs de la déclaration d'urgence qui précède la résolution ci-après, approuve l'acte d'urgence.

Suit la teneur de la déclaration d'urgence et de la résolution du 10 fructidor.

Le Conseil des Cinq-cents, formé en comité général pour délibérer conformément à l'art. 334 de la Constitution; après avoir examiné le traité de paix conclu à Paris, le 5 fructidor de l'an IV, entre le citoyen *Charles Delacroix*, fondé de

pouvoirs du Directoire exécutif, et M. le baron *de Reitzensten*, fondé de pouvoirs de son altesse sérénissime le margrave de Bade, arrêté et signé par le Directoire exécutif le 8 du même mois, soumis le même jour par un message, et conformément aux règles de la Constitution, à l'examen et à la ratification du Corps législatif, dont la teneur suit :

La République française et S. A. S. le margrave de Bade, desirant rétablir entre les deux États les rapports d'amitié et de bon voisinage qui ont existé entre eux avant la présente guerre, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir ; le Directoire exécutif, au nom de la République française, le citoyen *Charles Delacroix*, ministre des relations extérieures, et S. A. S. le margrave de Bade, M. le baron de *Reitzenstein*, son chambellan, et grand-bailli de Lorrach ; lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans :

Art. Ier. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la République française et S. A. S. le margrave de Bade : en conséquence, toutes hostilités cesseront entre les puissances contractantes, à compter de la ratification du présent traité.

II. Le margrave de Bade révoque toute adhé-

sion, consentement et accession patente ou secrète, par lui donnés à la coalition armée contre la République française, à tout traité d'alliance offensive et défensive qu'il pourrait avoir contractée contre elle. Il ne fournira à l'avenir à aucune puissance ennemie de ladite République, aucun contingent ou secours en homme, chevaux, vivres, argent, munitions de guerre ou autrement, à quelque titre que ce soit, quand même il en serait requis comme membre de l'empire germanique.

III. Les troupes de la République pourront passer librement dans les États de S. A. S., y séjourner, et occuper tous les postes militaires nécessaires à leurs opérations.

IV. S. A. S. le margrave de Bade, pour lui, ses successeurs et ayant-cause, cède à la République française tous les droits qui peuvent lui appartenir sur les seigneuries de Rode-Machern et Hesperingen dans le ci-devant duché de Luxembourg, la portion à lui appartenant dans le comté de Sponheim, et ses droits sur l'autre portion; la seigneurie de Grevenstein, les bailliages de Beinheim et de Rhod, et généralement tous les territoires, droits et revenus qu'il possédait ou prétendait avoir droit de posséder sur la rive gauche du Rhin. Il renonce à toutes répétitions contre la République

pour les arrérages desdits droits et revenus, et pour toute autre cause antérieure au présent traité.

V. S. A. S. le margrave règnant de Bade, tant en son nom qu'au nom de ses deux fils les princes *Frédéric* et *Louis de Bade*, pour lesquels il se porte fort, cède et abandonne avec toute garantie à la République française, les deux tiers de la terre de Kutzenhausen, située dans la ci-devant Alsace, avec tous les droits et revenus en dépendans, ensemble les arrérages desdits droits et revenus qui pourraient rester dûs, renonçant à toutes répétitions contre la République pour raison d'iceux et pour toute cause antérieure au présent traité.

VI. S. A. S. le margrave de Bade cède également, pour lui, ses successeurs et ayant-cause, à la République française, toutes les îles du Rhin qui peuvent lui appartenir, tous les droits qu'il peut prétendre sur lesdites îles, ainsi que sur le cours et les différens bras de ce fleuve, et notamment ceux de péages, haut-domaine, seigneurie directe, justice civile, criminelle ou de police.

Ne seront pas compris sous la dénomination des différens bras du Rhin, les petits découlemens et les eaux mortes ou stagnantes laissées par suite de débordemens de l'ancien cours du fleuve, et

connus aux riverains sous les noms de *Alt-Wasser*, *Alt-Rhin*, ou *Vieux-Rhin*.

VII. Il sera libre à chacune des parties contractantes, de faire exécuter les travaux de digues qu'elle jugera nécessaires à la conservation de son territoire, de manière cependant à ne pas nuire au territoire de la rive opposée. Toutes les contestations qui pourraient s'élever sur cet objet, ainsi que sur l'établissement et la conservation du chemin de halage, seront décidées, non par voie judiciaire, mais de Gouvernement à Gouvernement.

VIII. S. A. S. s'engage à laisser et faire laisser sur la rive droite du Rhin un espace de 36 pieds de largeur, pour servir de chemin de halage dans les parties navigables ou qui pourraient le devenir: ce chemin sera débarrassé de tout ce qui pourrait nuire à son usage. Il est néanmoins convenu que les maisons existantes sur l'emplacement qu'il doit occuper, et qui seraient nécessaires à sa continuité, ne pourront être démolies sans qu'il soit payé au propriétaire une juste et préalable indemnité.

IX. La poursuite des délits relatifs à la navigation, qui pourraient être commis sur ledit chemin de halage, appartiendra à la République française.

X. Les portions de ce chemin ainsi que des îles du fleuve, qui étaient possédées à titre singulier

par S. A. S., ou qui appartenaient à des corps ou communautés ecclésiastiques, sont cédées, sans aucune réserve, à la République. Les communautés laïques et les particuliers continueront à jouir, sous la souveraineté de la République, des portions qu'ils possédaient : il est néanmoins convenu que ladite souveraineté ne s'exercera pas sur les maisons dépendantes du margraviat qui seront jugées nécessaires pour la continuité du chemin de halage, mais seulement sur leur emplacement, après qu'elles auront été démolies en exécution de l'article VIII.

XI. La navigation du fleuve sera libre aux citoyens et sujets des deux puissances contractantes.

XII. Les péages perçus sur la partie du fleuve du Rhin qui coule entre les états des parties contractantes, sont abolis à perpétuité : il n'en sera point établi à l'avenir sur le lit naturel du fleuve.

XIII. Les stipulations portées dans les précédens traités entre la France, d'une part, et S. A. S. le margrave de Bade, ou l'empereur et l'Empire, de l'autre part, relatives au cours du Rhin, à la navigation de ce fleuve, aux travaux à faire pour la conservation de son lit et de ses bords, continueront d'être exécutées en ce qui n'est pas contraire au présent traité.

XIV. S. A. S. s'engage à ne point permettre aux

émigrés et prêtres déportés de la République française, de séjourner dans ses États.

XV. Il sera conclu incessamment, entre les deux puissances, un traité de commerce sur des bases réciproquement avantageuses : en attendant, toutes relations commerciales seront rétablies telles qu'elles étaient avant la présente guerre.

Toutes les denrées et marchandises provenant du sol, des manufactures, colonies ou pêches françaises, jouiront, dans les états de S. A. S., de la liberté du *transit* et d'entrepôt, en exemption de tous droits autres que ceux de péage sur les voitures et chevaux.

Les voituriers français seront traités, pour le paiement desdits droits de péage, comme la nation la plus favorisée.

XVI. La République française et S. A. S. le margrave de Bade s'engagent respectivement à donner main-levée du séquestre de tous effets, revenus ou biens saisis, confisqués, détenus ou vendus sur les citoyens français d'une part, et de l'autre sur les habitans du margraviat de Bade, et à les admettre à l'exercice légal des actions et droits qui peuvent leur appartenir.

XVII. Tous les prisonniers respectivement faits seront rendus dans un mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, en payant

les dettes qu'ils pourraient avoir contractées pendant leur captivité. Les malades et blessés continueront d'être soignés dans les hôpitaux respectifs; ils seront rendus aussitôt leur guérison.

XVIII. Conformément à l'article VI du traité conclu à la Haye le 27 floréal de l'an III, le présent traité de paix et d'amitié est déclaré commun avec la République batave.

XIX. Il sera ratifié, et les ratifications échangées à Paris, dans un mois, à compter de la signature, et plutôt si faire se peut.

Paris, le 5 fructidor de l'an IV de la République française, une et indivisible.

Signé CH. DELACROIX, SIGISMOND-CHARLES-JEAN, baron DE REIDZENSTEIN.

LE DIRECTOIRE EXÉCUTIF arrête et signe le présent traité de paix avec le margrave de Bade, négocié, au nom de la République française, par le ministre des relations extérieures nommé par le Directoire exécutif par arrêté du 28 thermidor dernier, et chargé de ses instructions à cet effet. A Paris, ce 8 fructidor an IV de la République française, une et indivisible.

Pour expédition conforme, *signé* L. M. REVELLIÈRE-LÉPAUX, *président*; par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général*, LAGARDE.

Considérant qu'il est de l'intérêt de l'humanité et du devoir du législateur de ne mettre aucun retard à toute mesure qui tend efficacement à rétablir la paix entre la République française et ses ennemis,

Déclare qu'il y a urgence.

Le Conseil des Cinq-cents, après avoir déclaré l'urgence, prend la résolution suivante :

Le traité de paix du 5 fructidor de l'an IV, conclu à Paris entre la République française et le margrave de Bade, est ratifié.

La présente résolution, y compris le traité, sera imprimée.

Signé Emm. Pastoret, *président ;* Ozun, Bourdon, Peyre, Noaille, *secrétaires.*

Après une seconde lecture, le Conseil des Anciens approuve la résolution ci-dessus. Le 14 fructidor an IV de la République française.

Signé Muraire, *président ;* Pecheur, Fourcade, Ferroux, *secrétaires.*

Le Directoire exécutif ordonne que la loi ci-dessus sera publiée, exécutée, et qu'elle sera munie du sceau de la République. Fait au palais national du Directoire exécutif, le 15 fructidor

an IV de la République française, une et indivisible.

Pour expédition conforme, *signé*, L. M. Revellière-Lépaux, *président;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général*, Lagarde.

Suit la teneur de la ratification du margrave de Bade :

Nous *Charles-Frédéric*, par la grâce de Dieu, margrave de Bade et Hochberg, landgrave de Sosenberg, comte de Sponheim et d'Éberstein, seigneur de Rocteln, Bandenwiller, Lahr-Mahlberget, de Kell, etc. etc. faisons savoir à tous et à chacun à qui il appartient, qu'en vertu des pleins pouvoirs donnés de la part du Directoire exécutif, au nom de la République française, au citoyen *Charles Delacroix*, ministre des relations extérieures, et de notre part au baron *Sigismond-Charles-Jean de Reitzenstein*, il a été conclu et signé à Paris, le 5 fructidor (22 août de l'année 1796), un traité de paix entre la République française et nous, dont la teneur est insérée ici mot pour mot, ainsi qu'il suit :

« La République française et S. A. S. le mar-

» grave de Bade desirant rétablir entre les deux » États les rapports, etc. etc. etc. »

(*Voyez* la loi qui précède.)

Après avoir agréé le susdit traité de paix, nous le confirmons et ratifions par les présentes, de la manière la plus solennelle, pour nous, nos héritiers, successeurs et ayant-cause.

En foi de quoi nous avons signé cette ratification de notre propre main, et y avons fait apposer notre sceau.

Donné à Carlsrhoue, le 26 octobre 1797 (5 brumaire an VI).

Signé CHARLES-FRÉDÉRIC, margrave de Baden.

Visé, *signé* baron D'EDELSHEIM.

Par monseigneur, *signé* MULLER.

Du 6 nivôse an VI de la République.

La loi du 14 fructidor an IV, portant ratification du traité de paix conclu entre la République française et le margrave de Bade, ayant été munie du sceau de la République, et l'échange des ratifications respectives dudit traité ayant été fait le 25 frimaire dernier, le Directoire exécutif ordonne au ministre de la justice de la faire impri-

mer et solennellement publier dans toute l'étendue de la République.

Pour expédition conforme, délivrée le 6 nivôse an VI de la République française. *Signé.* P. Barras, *président;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général,* Lagarde; *et scellé du sceau de la République.*

OBSERVATIONS.

La douceur du Gouvernement (de Baden) assure aux habitans la paisible jouissance des fruits de leur industrie. Il n'y a pas, à la vérité, d'occasions de faire de grandes fortunes, car la cour vit fort économiquement; mais par la même raison, personne n'y sent l'oppression de l'extrême pauvreté.

(Ryesbeck).

Chacun des petits princes d'Allemagne a sa petite armée d'un, deux ou trois mille soldats : peu d'entr'eux imitent la sage économie du margrave de Baden.

(Guthrie).

RÉPUBLIQUE LIGURIENNE.

(CI-DEVANT GÊNES.)

NOTICE STATISTIQUE.

Position géographique.

La République ligurienne est située entre les 5e. et 8e. degrés de longitude Ouest; et les 44e. et 45e. deg. de latitude Nord.

Etendue territoriale.

Son territoire a 53 lieues de longueur, sur 18 de largeur, et 267 lieues carrées. *(Guthrie).*

Sa longueur de l'Est à l'Ouest, dit *Peuchet*, est de près de 150 milles; sa largeur, fort étroite n'excède pas 24 à 25 milles.

Montagnes.

Le pays est fort montueux, et ses montagnes sont en certains endroits couvertes de forêts.

Rivières.

Il est divisé en rivière du Levant, qui est la partie orientale de la République sur

la mer Méditerranée, et en rivière du Ponent, qui est la partie occidentale sur la même mer.

Population.

Beaufort et *Guthrie* portent la population de la République ligurienne à 400,000 ames.

Peuchet la porte à 480,596.

Et *Gorani*, à 325,000.

Forces de terre.

La République entretenait en tems de paix, suivant *Busching* 2,500 hommes; suivant *Beaufort* 3000; et suivant *Gorani* 4000 au plus. Mais ce dernier prétend, qu'en cas d'urgence, elle peut compter sur une force armée de 70 à 80,000 hommes, tout le monde ayant chez soi des armes, ou la facilité de s'en procurer aisément.

Marine.

Les flottes génoises, jadis si formidables, se réduisaient avant la révolution à 4 ou 6 galères.

Revenus.

Busching fait monter les revenus ordinaires de l'Etat à un demi million de génouines.

Beaufort les porte à 8,000,000 l. tourn.

Et *Gorani*, à 9,000,000 liv. tournois au moins.

Dette publique.

Beaufort dit qu'on ne peut déterminer le montant de la dette publique de la République ligurienne, mais que l'on prétend que cet État, très-pauvre par lui-même, n'entrevoit pas la vraisemblance de pouvoir un jour acquitter les dettes énormes qu'il a contractées.

Forme du Gouvernement.

La constitution du pays n'est pas terminée au moment où nous écrivons.

Religion.

La religion catholique romaine domine.

Productions territoriales.

Les productions du territoire de la Ré-

publique ligurienne consistent en fruits, tels qu'oranges, olives, amandes, figues, etc. etc.

Commerce.

Il se fait dans la Ligurie un grand commerce de soie blanche et jaune, de papier, de velours, de draps fins, de damas, d'étoffes d'or et d'argent, de dentelles, ainsi que des denrées provenant de ses productions. C'est sur-tout par le moyen du change que le commerce est considérable.

Les fiefs impériaux situés pour la plupart dans le pays que l'on nomme les Langhes, ont été réunis à la République ligurienne par le traité de Lunéville.

Importations et Exportations.

De la note comparative sur le commerce et la navigation de la France, année moyenne de 1787 à 1789 inclusivement, il résulte qu'il est entré en France,

805 Bâtimens, jaugeant 29,397 tonn. important en marchandises, 9,574,000 liv.

Et sorti 900 bâtim. jaugeant 29,267 tonn. exportant en marchandises, 5,853,000 liv.

(*Rapport de* Roland, 1792).

Le tableau estimatif du commerce pendant 1792, entre la France et la République de Gênes, présente en résultat :

Importations..... 29,739,000 liv.
Exportations ..... 24,147,000 liv.

(*Rapport du Ministre des relations extérieures*, 1793).

Celui de l'an VIII :

Importations..... 26,561,000 fr.
Exportations..... 23,010,700

(*Rapport du ministre* Chaptal, *an IX de la République*).

Monnaies.

Espèces numéraire.	*Valeur du pays.*			*Réduction en argent de Fr.*		
Pistole de Gênes, d'Espagne, de Naples et	liv.	s.	d.	liv.	s.	d.
Venise.....	23	12	»	18	2	8
Pistole de 8.....	188	16	»	145	1	5
Idem de 4.....	94	8	»	72	10	8
Idem de 2.....	47	4	»	36	5	4

Espèces numéraire.	*Valeur du pays.*			*Réduction en argent de Fr.*		
	liv.	s.	d.	liv.	s.	d.
Demi-pistole.....	11	16	»	9	1	4
Sequin de Gênes, Venise et Florence.....	13	10	»	10	8	10
Génonine ou écu.....	9	10	»	7	6	11
Demi-écu.....	4	15	»	3	13	5
Quart d'écu.....	2	7	9	1	16	8
Livre de banque.....	1	5	»	»	19	3
Livre courante.....	1	»	»	»	15	5
Livre de deux.....	2	»	»	1	10	11
Terzo de livre.....	»	6	8	»	5	2
Soldino.....	»	1	»	»	»	9
Seino.....	»	»	8	»	»	6
Pièce de.....	»	4	»	»	3	1
Parpaïole.....	»	2	»	»	1	6
Da otto.....	»	»	8	»	»	6
Quatrina.....	»	»	4	»	»	3
Piastre.....	5	»	»	4	16	»
Creuzal.....	7	12	»	7	5	1
Écu de marc.....	9	6	»	8	18	7
Livre.....	»	20	»	»	19	3

ÉTAT POLITIQUE.

Les traités existans entre la France et la République de Gênes n'ont point cessé d'être exécutés pendant le cours de la ré-

volution ; et les diverses assemblées nationales en ont ordonné l'exécution.

Le massacre de l'équipage *la Modeste*, commis dans le port de Gênes, en décembre 1793 ; la convention passée entre cette République et le Gouvernement français le 18 vendémiaire an V ; enfin le siége et l'occupation de Gênes par les Autrichiens, sont autant d'évènemens importans qui trouveront leur place à l'article *Autriche*. La convention et le décret qui l'a sanctionnée ont fixé le dernier État, sous le rapport politique.

Décret de la Convention nationale, qui ordonne l'exécution des Traités existant entre la France et la République de Gênes, prononcé le 2 nivôse an II (22 décembre 1793).

La Convention nationale, considérant que le peuple Génois se reposant avec trop de sécurité et de confiance sur la neutralité qu'il avait observée, n'ayant alors aucuns moyens de faire respecter la neutralité de son port, et de résister à

une agression imprévue, n'a eu aucune part au massacre de trois cents français, fusillés à bord de la frégate *la Modeste*, et à la prise de la frégate dans le port de Gênes;

Que la République ne doit demander compte du sang français, qu'à ceux qui l'ont versé par la plus lâche trahison ;

Qu'elle ne doit pas confondre avec ses ennemis une nation, qui n'a pu ni empêcher, ni prévenir le crime qui n'a été commis dans son port, que pour l'en faire juger complice;

Que la France doit donner, au milieu des agitations et des ressentimens qu'excite l'atrocité des forfaits de ses ennemis, l'exemple d'une grande nation qui sait et veut être juste envers tous les peuples :

Déclare, qu'elle regarde le Gouvernement anglais, comme seul coupable du massacre de l'équipage de la frégate *la Modeste*, commis dans le port de Gênes; qu'elle dirigera toutes ses forces contre ce Gouvernement pour venger la France;

Que le peuple Génois n'a point violé sa neutralité envers la France; qu'il ne sera point traité comme ennemi de la République :

DÉCRÈTE :

ART. Ier. Les traités qui lient la France et la République de Gênes seront fidèlement exécutés.

II. Le décret qui défend aux commissaires de la trésorerie nationale et à tous les débiteurs français de faire, pour quelque cause que ce soit, aucuns paiemens aux peuples avec lesquels la République est en guerre, ne sera pas applicable aux Génois.

III. Les relations commerciales qui ont existé entre la République et les Génois, sont maintenues et protégées.

IV. Les Génois seront payés, comme les habitans des pays et états, avec lesquels la France n'est point en guerre.

V. Pour mettre les Génois à portée de satisfaire à ce qui a été prescrit aux créanciers de la République, pour la conservation de leurs rentes et de leurs créances, et pour se faire inscrire sur le grand livre, le délai qui doit expirer le 1er. janvier (vieux style), terme de la loi du... (*), est prorogé jusqu'au 15 ventôse prochain.

(*) Décrets des 24 août, 22 et 26 septembre 1793.

opinions, de leurs discours et de leurs écrits, relatifs à la révolution française.

VII. Les nobles compris dans le susdit article, comme les individus qui sont l'objet du précédent, et qui ont été exclus du petit conseil et du grand conseil, ou des deux, ou du nombre de ceux qui sortent à l'extraction par sort des membres des colléges, seront rétablis dans leurs droits, comme ils en jouissaient au moment de cette cessation ou exclusion.

VIII. La République française promet à la République de Gênes ses bons offices pour la conservation de l'intégrité de son territoire, pour lui faire conclure sa paix avec les Puissances barbaresques, et pour que, à la paix avec l'Empereur et l'Empire, les portions du territoire génois, sur lesquelles il existe des titres ou des prétentions de féodalité, en soient entièrement dégagées.

IX. La République de Gênes accepte la médiation de la République française, pour les différends qui existent entre elle et S. M. Sarde.

X. La République de Gênes, reconnaissante de l'amitié que lui témoigne la République française et de l'intérêt qu'elle prend à son indépendance et à l'intégrité de son État, comme aussi aux avantages qui doivent résulter pour elle de la présente convention, lui paiera deux millions de francs; le

premier quart payable au 1er frimaire prochain, et les autres trois quarts de mois en mois successivement.

XI. La République de Gênes s'oblige, en outre, d'ouvrir sur ses propres moyens et au profit de la République française, un crédit de deux autres millions de francs, qui aura lieu par quart; le premier quart au 30 frimaire prochain, et les autres trois quarts au 30, chacun des trois mois qui suivront. Ces deux millions seront payés, à leur échéance, aux porteurs des traites, à l'ordre du Gouvernement français, pour fournitures faites à l'armée ou à la marine, ou pour tous autres motifs, qui seront donnés aux porteurs desdits ordres.

XII. Lesdites traites ou ordres étant satisfaits, l'excédent, au bout du trimestre, sera versé dans la caisse de l'armée d'Italie, ou au trésor national.

XIII. Les deux derniers millions seront remboursés à la République de Gênes, à raison d'un million par an. Le premier terme écherra un an après la paix générale, et ils ne porteront aucun intérêt.

XIV. Le Gouvernement Génois donnera ses ordres pour qu'il soit procédé, sans retard, à la liquidation des indemnités qui pourraient être dues par la République française dans la riviére du

Ponant, et il sera pourvu à leur paiement sur les deux millions mentionnés dans l'article précédent, et de préférence à tout autre créancier.

XV. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées dans quatre décades, à compter d'aujourd'hui.

OBSERVATION.

La République ligurienne doit regarder la France comme son appui *(Favier)*.

NAPLES
OU LES DEUX-SICILES.

NOTICE STATISTIQUE.

Position géographique.

Ce pays, connu anciennement sous le nom de *grande Grèce*, occupe toute la partie inférieure de l'Italie, et représente assez bien le bas d'une botte. Il forme une presqu'île qui a au Nord, le golfe de Venise, à l'Orient, la mer de Grèce, et à l'Occident, la mer de Naples. *(Nicole de la Croix).*

Vers le Nord-Ouest, le royaume de Naples, confine à l'État de l'Église ; de tous les autres côtés il est entouré de la Méditerranée et de la mer Adriatique.

(Busching).

Étendue territoriale.

Il a environ 300 milles de longueur, sur près de 80 milles de largeur *(Encyclop.)*; et 1850 suivant *Beaufort.*

Sa surface peut être évaluée environ à 1260 milles géographiques carrés.

(Busching).

Il se divise en quatre grandes provinces, qui en contiennent chacune trois autres : savoir, au Sud-Ouest, la terre de Labour, où sont les principautés citérieure et ultérieure, et la terre de Labour propre ; au Nord-Est, l'Abruzze, qui se partage en citérieure et ultérieure, et comtat de Molise ; au Sud-Est, la Pouille, qui se divise en Capitanate, terre de Bari et terre d'Otrante ; au Midi, la Calabre ; on la partage en Basilicate, Calabre citérieure, et Calabre ultérieure. *(Nicole de la Croix).*

Fleuves et Montagnes.

Il y a plusieurs lacs : le Lucrin, l'Averne, et l'Agnano *(Busching).*

On compte plusieurs montagnes : le Vésuve, le Monte-Nuovo, et le Pansilippe, etc. .... *(Ibid.)*

Population.

Il y avait 6,000,000 d'ames avant l'an VII ou 1799 *(Annuaire)*.

Forces de terre et de mer.

Les forces de terre sont de 30,000 hom. Celles de mer, de 14 vaisseaux de ligne ou frégates.

Revenus.

Les revenus sont de 32,000,000 liv. *(Beaufort)*.

Dette publique.

La dette publique est de 22,000,000 liv. *(Ibid.)*.

Forme du Gouvernement.

Le Gouvernement est monarchique héréditaire.

Religion.

La religion catholique romaine y domine.

Productions territoriales.

Le territoire produit différentes sortes de blés, d'excellens fruits, des oranges, de

l'huile, des vins exquis, du riz, du lin et de la soie, de la manne de la meilleure qualité, du safran ; on y trouve de l'alun, du vitriol, du soufre, du cristal-de-roche, du marbre, et différentes sortes de minéraux *(Busching)*.

Commerce.

On exporte de la soie, des étoffes de soie, de l'huile, du soufre, de la manne, du romarin, de la semence d'anis, des raisins secs, du tartre, des figues, du savon, des eaux de senteur, etc.... *(Ibid.)*.

Importations et Exportations.

De la note comparative sur le commerce et la navigation entre la France et le royaume de Naples (le duché de Parme est compris, sous cet article) année moyenne de 1787 à 1789 inclusivement ; il résulte qu'il est entré en France 305 bâtimens jaugeant 35,211 tonn. important en marchandises 19,307,000 liv. ; et qu'il est sorti 166 bâtimens, jaugeant 16,465 tonneaux, exportant en marchandises 6,053,000 liv.

(Rapport du ministre Roland *en* 1792*)*.

Le tableau estimatif du commerce pendant 1792, entre la France et le royaume de Naples, présente en résultat :

Importations..... 28,064,000 liv. ;

Exportations..... 14,186,000

(Rapport du ministre des relations extérieures, 1793).

Monnaies.

Espèces d'or.

ESPÈCES NUMÉRAIRE.	VALEUR du pays.	RÉDUCTION en argent de France. *Ancien.*	RÉDUCTION en argent de France. *Nouveau.*
L'Once de Sicile..	3 Ducats...	12l. 12s. »d.	12 fr. 45 c.
L'Écu de Sicile...	12 Carlins...	5 » 9	4 97.
La Pièce d'argent.	10 Carlins...	4 4 »	4 15.
Le demi-Écu....	6 Carlins...	2 10 4	2 49.
La Pièce de.....	2 Carlins...	» 16 9	» 83.
Autre de.....	26 Grains...	1 1 10	1 8.
Autre de.....	23 Grains...		

ETAT POLITIQUE.

Le traité du 3 brumaire an V conclu entre la République française et le roi des Deux-Siciles, et ci-après rapporté, est le fruit des victoires de l'armée d'Italie en l'an IV : Voyez l'article *Autriche.*

Loi contenant ratification du traité de paix conclu entre la République française et le roi des Deux-Siciles.

Du 3 brumaire an V de la République.

Le Conseil des Anciens, adoptant les motifs de la déclaration d'urgence qui précède la résolution ci-après, approuve l'acte d'urgence.

Suit la teneur de la Déclaration d'urgence et de la Résolution du 24 vendémiaire :

Le Conseil des Cinq-cents, formé en comité général pour délibérer, conformément à l'art. 334 de la Constitution ;

Après avoir examiné le traité de paix conclu à Paris, le 19 vendémiaire an V, avec le roi des Deux Siciles, négocié au nom de la République française, par le citoyen *Charles Delacroix*, mi-

nistre des relations extérieures, fondé de pouvoirs à cet effet par arrêté du Directoire exécutif, du 12 du même mois de vendémiaire, et au nom du roi des Deux-Siciles, par M. le prince *Belmonte-Pignatelli*, fondé de pleins pouvoirs signés à Naples, en date du 17 mai 1796 (vieux style), arrêté et signé par le Directoire exécutif, le 19 vendémiaire an V, soumis le même jour par un message au Conseil des Cinq-cents, pour être, conformément à l'article 333 de la Constitution, examiné et ratifié par le Corps législatif, dont la teneur suit :

Traité de paix entre la République française et S. M. le roi des Deux-Siciles.

La République française et S. M. le roi des Deux-Siciles, également animés du desir de faire succéder les avantages de la paix aux malheurs inséparables de la guerre, ont nommé; savoir : le Directoire exécutif, au nom de la République française, le citoyen *Charles Delacroix*, ministre des relations extérieures; et S. M. le roi des Deux-Siciles, le prince de *Belmonte-Pignatelli*, son gentilhomme de la chambre et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. Catholique, pour traiter, en leur nom, des

clauses et conditions propres à rétablir la bonne intelligence et amitié entre les deux puisssances;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans :

ART. Ier. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence, entre la République française et S. M. le roi des Deux-Siciles; en conséquence, toutes hostilités cesseront définitivement, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

En attendant, et jusqu'à cette époque, les conditions stipulées par l'armistice conclu le 17 prairial an IV (5 juin 1796, vieux style), continueront d'avoir leur plein et entier effet.

II. Tout acte, engagement ou convention antérieure de la part de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes qui seraient contraires au présent traité, sont révoqués et seront regardés comme nuls et non avenus : en conséquence, pendant le cours de la présente guerre, aucune des deux puissances ne pourra fournir aux ennemis de l'autre, aucun secours en troupes, vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivres ou argent, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être.

III. S. M. le roi des Deux-Siciles observera la

plus exacte neutralité vis-à-vis de toutes les puissances belligérantes : en conséquence, elle s'engage à interdire indistinctement l'accès dans ses ports à tous vaisseaux armés en guerre appartenant auxdites puissances, qui excéderont le nombre de quatre au plus, d'après les règles connues de la susdite neutralité. Tout approvisionnement de munitions ou marchandises connues sous le nom de contrebande de guerre, leur sera refusé.

IV. Toute sûreté et protection envers et contre tous seront accordées, dans les ports et rades des Deux-Siciles, à tous les vaisseaux marchands français, en quelque nombre qu'ils se trouvent, et à tous les vaisseaux de guerre de la République qui n'excéderont pas le nombre porté par l'article précédent.

V. La République française et S. M. le roi des Deux-Siciles s'engagent à donner main-levée du séquestre de tous effets, revenus, biens saisis, confisqués et retenus sur les citoyens et sujets de l'une et l'autre puissance, par suite de la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions et droits qui pourraient leur appartenir.

VI. Tous les prisonniers faits de part et d'autre, y compris les marins et matelots, seront rendus réciproquement, dans un mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, en payant

les dettes qu'ils auraient contractées pendant leur captivité. Les malades et les blessés continueront d'être soignés dans les hôpitaux respectifs; ils seront rendus aussitôt après leur guérison.

VII. Pour donner une preuve d'amitié à la République française, et de son desir sincère d'entretenir une parfaite harmonie entre les deux puissances, S. M. le roi des Deux-Siciles consent à faire mettre en liberté tout citoyen français qui aurait été arrêté et serait détenu dans ses États à cause de ses opinions politiques relatives à la révolution française. Tous les biens et propriétés, meubles et immeubles, qui pourraient leur avoir été séquestrés ou confisqués pour la même cause, leur seront rendus.

VIII. Par les mêmes motifs qui ont dicté l'article précédent, S. M. le roi des Deux-Siciles s'engage à faire faire toutes les recherches convenables pour découvrir par la voie de la justice et livrer à la rigueur des lois les personnes qui volèrent à Naples, en 1793, les effets et papiers appartenant au dernier ministre de la République française.

IX. Les ambassadeurs ou ministres des deux puissances contractantes, jouiront, dans les États respectifs, des mêmes prérogatives en préséance dont ils jouissaient avant la guerre, à l'exception

de celles qui leur étaient attribuées comme ambassadeurs de famille.

X. Tout citoyen français, et tous ceux qui composeront la maison de l'ambassadeur ou ministre et celles des consuls et autres agens accrédités et reconnus de la République française, jouiront, dans les États de S. M. le roi des Deux-Siciles, de la même liberté de culte que celle dont y jouissent les individus des nations non catholiques les plus favorisées à cet égard.

XI. Il sera négocié et conclu, dans le plus court délai, un traité de commerce entre les deux puissances, fondé sur les bases d'une utilité mutuelle, et telles qu'elles assurent à la nation française des avantages égaux à tous ceux dont jouissent, dans le royaume des Deux-Siciles, les nations les plus favorisées. Jusqu'à la confection de ce traité, les relations commerciales et consulaires seront réciproquement rétablies telles qu'elles étaient avant la guerre.

XII. Conformément à l'article VI du traité conclu à la Haye le 27 floréal de l'an III de la République (16 mai 1795, vieux style), la même paix, amitié et bonne intelligence stipulée par le présent traité entre la République française et S. M. le roi des Deux-Siciles, aura lieu entre sadite majesté et la république batave.

XIII. Le présent traité sera ratifié et les ratifications échangées dans quarante jours pour tout délai, à compter du jour de la signature.

Fait à Paris, le 19 vendémiaire an V de la République française, une et indivisible, répondant au 10 octobre 1796 (vieux style).

Signé Ch. Delacroix, le prince de Belmonte-Pignatelli.

Le Directoire exécutif arrête et signe le présent traité de paix avec S. M. Sicilienne, négocié, au nom de la République française, par le ministre des relations extérieures, nommé par le directoire exécutif, par arrêté du 12 vendémiaire présent mois, et chargé de ses instructions à cet effet.

Fait au palais national du Directoire exécutif, le 19 vendémiaire an V de la République française, une et indivisible.

Pour expédition conforme, *signé* L. M. Revellière-Lépaux, *président;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général*, Lagarde.

Considérant que l'humanité commande de saisir avec empressement toutes les occasions de faire succéder la paix aux malheurs inséparables de la guerre;

Déclare qu'il y a urgence.

Le Conseil des Cinq-Cents, après avoir déclaré l'urgence, résout :

Le traité de paix conclu le 19 vendémiaire an V, entre la République française et le roi des Deux-Siciles, est ratifié.

La présente résolution, y compris le traité, sera imprimée.

Signé CHASSET, *président ;* BAILLEUL, BERGOEING, FAVART, RIOU, *secrétaires.*

Après une seconde lecture, le Conseil des Anciens APPROUVE la résolution ci-dessus. Le 3 brumaire an V de la République française.

Signé J. G. LACUÉE, *président ;* KERVELEGAN, LEPAIGE, *secrétaires.*

LE DIRECTOIRE EXÉCUTIF ordonne que la loi ci-dessus sera publiée, exécutée, et qu'elle sera munie du sceau de la République. Fait au palais national du Directoire exécutif, le 4 brumaire an V de la République française, une et indivisible.

Pour expédition conforme, *signé* P. BARRAS, *président ;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général*, LAGARDE.

Suit la teneur de la ratification faite par le roi des Deux-Siciles, le 2 novembre 1796 (12 brumaire an V), du traité de paix conclu entre lui et la République française :

Nous Ferdinand, par la grâce de Dieu, roi des Deux-Siciles, de Jérusalem ; etc. infant d'Espagne, duc de Parme, Plaisance, Castro, etc., grand prince héréditaire de la Toscane, etc. etc. etc., à tous ceux qui les présentes verront, salut, et savoir faisons que le prince de *Bellemonte-Pignatelli*, notre gentilhomme de la chambre en exercice, et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de sa majesté catholique, de notre part; et D. *Charles Delacroix*, ministre des relations extérieures, au nom et de la part de la République française, tous deux munis de pleins pouvoirs nécessaires, ayant conclu et signé à Paris, le 10 octobre dernier, un traité de paix entre nous et la susdite République, duquel la teneur suit :

« La République française et sa majesté le » roi des Deux-Siciles, également animés du » desir, etc. etc. »

(*Le surplus du traité ainsi qu'il est porté de l'autre part*).

Noi Ferdinando, per la grazia di Dio, re delle due Sicilie, di Gerusalemme, etc., infante di Spagna, duca di Parma Piacenza, Castro, etc., gran principe ereditario della Toscana, etc. etc. etc., a tutti quelli che le presenti vedranno, salute, e facciamo manifesto come avendo il principe di Belmonte-Pignatelli, *nostro gentiluomo di camera con esercizio, ed inviato straordinario e ministro plenipotenziaro presso sua maestà cattolica, per parte nostra; e* D. Carlo Delacroix, *ministro delle relazioni esteriori, in nome e parte della Repubblica francese, ambidue muniti delle necessarie facoltà e plenipotenze, conchiuso e segnato in Parigi, sotto il dì 10 ottobre prossimo passato, un trattato di pace tra noi e la prefata Repubblica, il tenore del quale è di parola in parola il seguente :*

« La République française et sa majesté le » roi des Deux-Siciles, également animés du » desir, etc. etc. »

(*Le surplus du traité ainsi qu'il est porté de l'autre part*).

Noi per tanto approvando il suddetto trattato in tutto ed in ognuno degli articoli in esso dichiarati e stipulati, l'abbiamo, tanto per noi che per i nostri successori, accettato, confermato e ratificato, come colle presenti l'accettiamo, confermiamo e ratifichiamo; promettendo, sotto la fede e parola regia, d'intieramente eseguirlo ed osservarlo, e di farlo inviolabilmente mantenere ed osservare dai nostri sudditi, senza mai contravvenirvi direttamente o indirettamente in maniera veruna. In fede di che, l'abbiamo segnato di nostra propria mano; vi abbiamo fatto apporre il suggello delle nostre reali armi, e controsegnare dall' infrascritto nostro direttore del dipartimento di stato, affari esteri, marina e commercio. Dato in Napoli, li due novembre mille settecento novanta sei.

Segnato *Ferdinando*, re J. B.

Contre-segnato *Fabrizio Ruffo*.

En conséquence, approuvant le susdit traité dans tous et chacun des articles qui y sont déclarés et stipulés, nous l'avons, tant pour nous que pour nos successeurs, accepté, confirmé et ratifié, comme par les présentes nous l'acceptons, confirmons et ratifions; promettant, sous la foi et parole royale, de l'exécuter entièrement et de l'observer, et de le faire inviolablement maintenir et observer par nos sujets, sans jamais y contrevenir directement ou indirectement en manière quelconque. En foi de quoi, nous l'avons signé de notre propre main. Nous y avons fait apposer le sceau de nos armes royales, et contre-signer par le soussigné, notre directeur du département d'état, des affaires étrangères, marine et commerce. Donné à Naples, le 2 novembre 1796.

Signé Ferdinand, *Roi.* J. B.

Contre-signé Fabrizio Ruffo.

Suit la teneur des pleins-pouvoirs du citoyen Charles Delacroix, *ministre des relations extérieures.*

Extrait des registres des délibérations du Directoire exécutif.

Paris, le 12 vendémiaire an V.

Le Directoire exécutif arrête que le ministre

des relations extérieures est autorisé à traiter avec M. *Belmonte-Pignatelli*, ministre plénipotentiaire du roi de Naples et des Deux-Siciles, pour la conclusion de la paix entre la République française et ledit roi de Naples; donne, à cet effet, audit ministre, tous pouvoirs nécessaires; le charge de rendre compte au Directoire, des progrès et de l'issue des négociations.

Ferdinando IV, per la grazia di Dio, re delle due Sicilie, di Gerusalemme, etc., infante di Spagna, duca di Parma, Piacenza, Castro, etc. etc., gran principe ereditario di Toscana, etc. etc. etc.

Penetrati dalle angustie nelle quali vediamo i nostri cari e amati popoli, da qualche anno a questa parte, per una guerra in cui ci troviamo impegnati colla Francia, e la quale non ha per oggetto, nè odio, nè gelosia, nè interesse di sorte alcuna; e desiderosi di sollevarli, per tutti quei mezzi che ci sono possibili; da tutti quei pesi e restrizioni che natu-

Le présent arrêté ne sera pas imprimé quant à présent.

Pour expédition conforme : *signé* L. M. Revellière-Lépaux, *président ;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général*, Lagarde.

Suit la teneur des pleins-pouvoirs du prince de Bellemonte-Pignatelli, *ministre plénipotentiaire du roi de Naples et des Deux-Siciles.*

Ferdinand IV, par la grâce de Dieu, roi des Deux-Siciles, de Jérusalem, etc. infant d'Espagne, duc de Parme, Plaisance, Castro, etc. etc. grand prince héréditaire de Toscane, etc. etc. etc.

Pénétré des embarras dans lesquels nous voyons notre cher et bien-aimé peuple, depuis quelques années jusqu'à présent, par l'effet d'une guerre où nous nous trouvons engagés avec la France, laquelle guerre n'a pour objet ni haine, ni jalousie, ni intérêt d'aucune espèce; et desirant le soulager, par tous les moyens qui sont en notre pouvoir, de toutes les charges et restrictions qui

accompagnent nécessairement de pareilles circonstances, nous avons résolu de faire renouveler l'ancienne amitié, bonne intelligence et bonne correspondance avec la nation française. Et pour que cette décision de notre part ait son effet plein et desiré, nous vous avons choisi, vous, don Antonio Pignatelli, prince de Belmonte et marquis de Galatone, notre gentilhomme de la chambre en exercice, et notre envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de notre auguste frère royal le roi d'Espagne, pour manifester cette souveraine disposition de notre part au commandant en chef de la troupe française en Italie, ou au ministre de la République française qui l'accompagne ; et dans le cas où ceux-ci ne seraient pas autorisés à écouter de semblables déclarations et à entrer en aucun traité ou négociation, à tout autre commandant, ministre ou agent de la République qui vous seront indiqués par les premiers, comme revêtus de la faculté et des pleins-pouvoirs nécessaires pour traiter et conclure avec eux la réconciliation et la paix ; vous donnant, à cet effet, les pouvoirs nécessaires pour pouvoir traiter, conclure et établir avec eux un traité de reconciliation et de paix pour le bien et l'avantage des deux nations; promettant, sous notre parole royale, d'a-

aver per rato, grato e fermo, tutto ciò che sarà da voi convenuto, conchiuso e stipulato su questo assunto.

In fede di che, abbiamo fatto formare la presente, firmata di nostra propria mano, roborata col suggello delle nostre reali arme, e contro-segnata dall' infrascritto direttore della nostra reale secretaria di stato, affari, esteri, marina e commercio.

Oggi, in Napoli, il di 17 maggio 1796.

L. S. Segnato *FERDINANDO.*

Contro-segnato *FABRIZIO RUFFO.*

voir pour ratifié, agréable et arrêté, tout ce qui sera convenu, conclu et stipulé par vous sur cet objet.

En foi de quoi, nous avons fait expédier la présente, signée de notre propre main, munie du sceau de nos armes royales, et contre-signée par le soussigné, directeur de notre secrétariat royal d'état, pour les affaires étrangères, la marine et le commerce.

Cejourd'hui, à Naples, le dix-sept mai mil sept cent quatre-vingt-seize.

L. S. *Signé* FERDINAND.
Contre-signé FABRIZIO RUFFO.

Du 1er. frimaire an V.

La loi du 3 brumaire an V, portant ratification du traité de paix conclu entre la République française et le roi des Deux-Siciles, ayant été munie du sceau de la République, et l'échange de cette ratification contre celle ci-dessus du roi des Deux-Siciles ayant été fait le jour d'hier, le Directoire exécutif ordonne au ministre de la justice de la faire imprimer et publier solennellement dans toute l'étendue de la République.

Pour expédition conforme, *signé* P. BARRAS, *président;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général,* LAGARDE.

Depuis le départ d'une armée d'élite sous les ordres du général *Bonaparte* pour une expédition lointaine, Malte était tombé au pouvoir des Français, Malte où le 16 germinal nombre de français avaient été massacrés, comme jadis aux vêpres siciliennes, au son de la cloche. Les troupes françaises occupaient le territoire de l'État Romain ; la guerre avait été déclarée au Pape, à l'occasion de l'assassinat du brave Duphot, et de l'investissement de la maison de l'ambassadeur Joseph *Bonaparte*.

Le général *Mack*, fameux par ses vastes plans de campagne toujours avortés, commandait les troupes napolitaines au nombre de 80,000. Le 3 frimaire an VII, *Mack* fit attaquer tous les postes français. Les lettres suivantes feront connaître qu'elles étaient, à cette époque, les prétentions du Gouvernement napolitain.

Lettre du général Championnet, *au général* Mack.

Au quartier-général, à Rome, le 5 frimaire an VII.

Championnet, général en chef.

Monsieur le général,

« J'apprends par les commandans des corps avancés de l'armée française, stationnée dans la République romaine, que vous les avez fait sommer d'évacuer leurs postes, en menaçant, en cas de refus, de faire marcher contre eux votre armée, et que plusieurs d'entre eux, cédant à la force, se sont retirés.

Cette conduite exige de votre part une explication franche et loyale, et je vous la demande.

Chargé par mon gouvernement de commander l'armée destinée à protéger l'indépendance de la République romaine, je suis vis-à-vis d'elle responsable de toute infraction à cette indépendance; de votre côté, monsieur le général, vous ne l'êtes pas moins du sang qui va couler et de l'incendie que vous allumerez. Considérez que la paix entre la République française et la cour de Naples existe; que les deux ambassadeurs des deux Gouvernemens et tous leurs autres agens diplo-

matiques résident toujours à Paris et à Naples; enfin que rien n'a rompu les liens que le dernier traité de paix avait rétablis entre la République française et le roi des Deux-Siciles. Dans cet état de choses, sommer les troupes françaises d'évacuer le territoire romain, dont la défense leur est confiée, c'est violer les traités, c'est violer le droit des gens, qui ne permet d'agression formelle de Gouvernement à Gouvernement qu'après une déclaration de guerre ; c'est enfin être aggresseur et prendre sur soi les évènemens d'une guerre qui ne peut tourner qu'au détriment de l'humanité. Voilà, M. le général, des observations auxquelles j'attends une réponse ». *Signé* CHAMPIONNET.

Réponse du général Mack *au général* Championnet.

M. le général,

Je vous déclare que l'armée de S. M. Sicilienne, que j'ai l'honneur de commander sous la propre personne du roi, a passé hier la frontière pour se mettre en possession de l'État romain, révolutionné et usurpé depuis la paix de Campo-Formio, et jamais reconnu et avoué par S. M. Sicilienne, ni par son auguste allié l'empereur et roi.

Je demande que vous fassiez retirer dans la République cisalpine, sans le moindre délai, toutes les troupes françaises stationnées dans ledit État romain, et d'évacuer les places occupées par elles.

Les généraux commandans les diverses colonnes des troupes de S. M. Sicilienne, ont l'ordre le plus positif de ne point commencer les hostilités, si les troupes françaises se retirent sur l'invitation qui leur en sera faite, mais d'employer la force contre l'opposition.

Je vous déclare, en outre, M. le général, que je regarderai comme un acte d'hostilité, si jamais les troupes françaises mettaient le pied dans le territoire du grand duc de Toscane.

J'attends votre réponse, M. le général, sans le moindre retard, et vous prie d'expédier le major Reischach, que je vous envoie, quatre heures au plus tard après la réception de ma lettre.

Cette réponse doit être positive et catégorique, et à la demande de l'évacuation de l'État romain, et à celle de ne jamais mettre le pied dans celui de Toscane.

Une réponse négative sera regardée comme déclaration de guerre, et S. M. Sicilienne saura faire

valoir, par la force, ses justes demandes, que je vous adresse en son nom.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Pour copie conforme:

Signé CHAMPIONNET.

Par un message adressé au Corps législatif, le Directoire provoqua contre le roi des Deux-Siciles une déclaration de guerre, qui fut décrétée le même jour 16 frimaire. Dans son message, le Directoire exposait ainsi les griefs de la cour de Naples :

CITOYENS REPRÉSENTANS,

Le Directoire exécutif, dans son message du 16 frimaire, vous a annoncé qu'il vous transmettrait incessamment les détails qui manifestent la longue suite des perfidies de la cour de Naples, couronnées par une audacieuse attaque contre la République française. — Il vous les adresse aujourd'hui avec ceux qui démontrent non moins clairement l'hostile connivence de la cour de Turin, et qui, réunis, ont rendu nécessaire la proposition formelle qu'il vous a faite, de déclarer la guerre au roi de Naples et à celui de Sardaigne.

Et d'abord, l'Europe entière retentit depuis long-tems des actes innombrables de la déloyauté du Gouvernement napolitain, et a dû, sans doute, s'étonner de la longanimité du Directoire exécutif.

En opposition avec cette conduite, rien n'a été plus manifestement connu que le desir sincère du Gouvernement français, de vivre en paix avec le roi des Deux-Siciles.

Supérieur aux justes ressentimens qu'avait provoqués de tant de manières cette cour, qui dans la guerre de la coalition, n'a su se distinguer que par des fureurs insensées contre la République française, il accueillit avec une bienveillance extrême les premières propositions qui furent faites pour un rapprochement entre les deux États. Il ne se servit de l'ascendant de nos victoires que pour montrer plus de modération. En un mot, tous les avantages du traité furent réciproques, comme si les succès eussent été balancés.

Tant de magnanimité aurait dû détruire pour toujours les dispositions haineuses de ce Gouvernement, étouffer en lui des souvenirs dont se nourrissaient ses déplorables préventions, l'attacher irrévocablement à nous par les liens de la reconnaissance, et sur-tout par ceux de l'intérêt.

Mais son aveuglement ne lui permit pas d'abjurer ainsi sa haine ; il se livra sans réserve à toutes les impressions que lui promettait le renversement de cette République, par qui seule il pouvait être puissamment défendu, et ne profita de la paix que pour lui faire sans relâche une guerre sourde, alors que nous nous montrions les plus religieux observateurs du traité.

Des faits irrécusables vont produire au grand jour les preuves de cet étonnant contraste.

Il serait surabondant de rappeler ici les traits odieux, les détails révoltans qui ont caractérisé le cabinet de Naples pendant la durée de la guerre. Reportons-nous au moment où la République, arrêtant librement le cours de ses victoires, consentit à lui donner la paix.

Depuis cette époque, depuis le mois de vendémiaire an V, par quelle implacable conduite s'est signalée cette perfide cour?

La République française se montra-t-elle résolue de renverser le gouvernement impie qui fit assassiner nos guerriers? La cour de Naples, dont il est bien reconnu que les agens ne furent pas étrangers à ses crimes, après avoir vainement essayé de s'aggrandir des débris de cette même Rome qu'elle feignait de respecter, opposa toutes les résistances qui étaient en son pouvoir,

pour empêcher l'établissement d'une République sur cette terre qui était devenue la conquête de la liberté : elle donna à ses armemens une activité incroyable ; fit marcher sur ses frontières des troupes prêtes à entrer dans l'État Romain, et ne justifia ses mouvemens extraordinaires que par les plus futiles prétextes. Elle accueillit tous les mécontens de Rome ; fomenta les troubles qu'ils y excitaient ; fournit aux rebelles des approvisionnemens et un refuge, et ne cessa enfin de montrer contre cette République nouvelle, l'attitude la plus menaçante. Elle n'osait déclarer ouvertement la guerre à la France; elle voulait perdre en Italie tous les États libres qui étaient protégés par elle.

Le Gouvernement français pouvait sans doute tirer une éclatante vengeance de la protection publique qu'elle accordait aux fréquentes insurrections formées dans Rome contre l'armée française, aussi bien que de ce redoublement d'espionnage dont elle investissait alors notre agent à Naples; mais, loin de céder à ce légitime sentiment, le Directoire exécutif ne crut pas devoir s'opposer à l'occupation du duché de Bénévent; il offrit même sa médiation pour affranchir le roi de Naples des prétentions féodales de Rome sur ses états. — Ce n'est pas tout : il envoya à

Naples un nouvel ambassadeur, muni des instructions les plus amicales et les plus rassurantes : au moment du départ de l'armée commandée par Bonaparte, le Directoire exécutif s'empressa de calmer les inquiétudes de la cour de Naples sur le but de cette expédition. Enfin, il lui adressa les protestations les plus multipliées de son desir inaltérable pour la tranquillité de l'Italie, ajoutant, il est vrai, le vœu non moins énergiquement exprimé pour la République romaine, qui s'était placée, par la force des évènemens, sous la protection spéciale de la République française, pour consolider son existence politique.

Mais ni les démonstrations franches et amicales, ni la voix de la raison, ni le besoin de la paix n'ont pu triompher des sentimens de cette cour : tous les prétextes lui étaient bons pour motiver ses plaintes, ses menaces, et à la fin ses nombreuses infractions au traité.

La République française dut répondre au manifeste du Gouvernement de Malte par la conquête de cette île; et à l'instant la cour de Naples, avec la morgue la plus ridicule, osa faire revivre une prétendue souveraineté sur un pays qu'elle n'avait jamais gouverné, ni par ses lois, ni par ses armes; et le Gouvernement français ne dédaigna pas de répondre en détail à cette bisarre pré-

tention, comme si elle avait pu s'appuyer de quelqu'apparence de raison.

Depuis le moment même de la signature de la paix, il est de notoriété universelle que tous les actes, tant publics que privés de cette cour, ont continué à porter le caractère de la perfidie et de la haine contre le nom français. Le traité était signé, et la cour différait toujours de le publier, par égard pour les cours de Londres et de Vienne. L'article 7 promettait la liberté aux Français détenus pour opinions politiques, et l'on incarcérait tous les Napolitains soupçonnés d'avoir des rapports avec eux. A la sollicitation de nos agens, quelques amis paisibles de la République française étaient rendus à la liberté, et sous les plus vains prétextes ils étaient chargés de nouveaux fers. Enfin les Français, que des affaires seules de commerce retenaient dans les États du roi de Naples, étaient chaque jour, et en leur seule qualité de Français, publiquement insultés, assaillis, assassinés même, et de tels attentats restaient toujours impunis.

L'article 3 du traité portait : « S. M. le roi des » Deux-Siciles observera la plus exacte neutralité » vis-à-vis de toutes les puissances belligérantes ; » en conséquence, elle s'engage à interdire indis- » tinctement l'accès dans ses ports à tous vais-

» seaux armés en guerre, appartenant auxdites » puissances, qui excéderont le nombre de quatre » au plus, d'après les règles connues de la susdite » neutralité. Tout approvisionnement de muni- » tions ou marchandises connues sous le nom de » contrebande, leur sera refusé ».

Or, comment cet article, dont le sens n'est pas douteux pour la bonne foi, a-t-il été exécuté ?

Quarante jours après la conclusion du traité, les Anglais avaient encore sept frégates dans le port de Naples. Le 9 thermidor, les quatorze vaisseaux de l'amiral Nelson entrèrent à pleines voiles dans les ports d'Augusta et de Syracuse. Et dans quelque sens que l'on veuille interpréter le traité, là se trouve l'infraction la plus évidente de l'article ; aussi le Gouvernement de Naples se crut-il obligé de se justifier, en prétendant qu'il n'avait pu résister à la force : subterfuge dérisoire ! puisqu'il n'opposa pas même une résistance simulée, et que le sénat de Syracuse accueillit avec honneur l'amiral anglais. Vers cette même époque, le 17 thermidor, cinq bâtimens de guerre portugais et trois anglais furent reçus avec un égal empressement dans le port de Naples.

Et quant aux approvisionnemens interdits par ce même article, n'est-il pas notoire qu'aussitôt après la conclusion de la paix, les Français vou-

lant s'opposer à ce que les Anglais vinssent prendre des provisions dans les présides, le cabinet napolitain chargea le gouverneur d'Orbitello de les empêcher de pénétrer, tandis qu'il laissait paisiblement débarquer un corps considérable d'émigrés qui étaient au service de l'Angleterre? n'est-il pas notoire que la flotte de Nelson s'est d'abord approvisionnée dans les ports de la Sicile? que de retour ensuite à Naples, elle a reçu de l'arsenal du roi les agrès dont elle avait besoin? n'est-il pas notoire que long-tems avant cette époque, le 29 prairial, la flotte entière des Anglais ayant paru devant Naples, un brick s'en détacha, vint mouiller dans le port, et que les deux officiers qui en descendirent, allèrent s'entretenir avec le général Acton et la reine, pour s'assurer de tout ce qui pouvait être nécessaire au succès de l'attaque contre la flotte française; qu'avec les secours et les assurances qu'ils en reçurent, il leur fut aussi fourni des pilotes pour franchir le détroit de Messine, passage qu'aucune escadre n'avait osé tenter, et par lequel on espérait pouvoir couper la flotte française, qu'on supposait encore à Malte? En un mot, n'est-il pas constant que rien de ce qui pouvait nuire à la France n'a été refusé par la cour de Naples à nos plus implacables ennemis?

Et si l'on pense à la conduite que, sous ce

même rapport, a tenue Naples directement avec nous : si l'on considère que malgré l'article 4 du traité qui porte que « le roi de Naples serait tenu » d'accorder dans ses ports et ses rades, toute » sûreté et protection à tous les vaisseaux mar- » chands français, en quelque nombre qu'ils fus- » sent, et à tous les vaisseaux de guerre qui n'ex- » céderaient pas le nombre de quatre », quelques bâtimens du convoi de la flotte française ayant été obligés de mouiller dans les parages de la Sicile, il se manifesta à Trapany, à Giorgenty, à Messine, des mouvemens visiblement excités par le Gouvernement de Naples, et au milieu desquels plusieurs soldats français, descendus à terre, furent assassinés : — si l'on se rappelle que depuis que Malte est devenue française, des chaloupes maltaises étant venues, comme par le passé, s'approvisionner en Sicile, non-seulement on leur ferma les ports, mais qu'elles furent repoussées avec des armes à feu ; que le projet d'affamer Malte, tant qu'elle resterait à la France, n'a pas même été dissimulé par le Gouvernement napolitain ; qu'une barque maltaise portant des commissaires français qui étaient envoyés au vice-roi de Sicile, ayant été forcée par une chaloupe anglaise de se réfugier à Alicata, l'équipage mis à terre fut à l'instant poursuivi à coups de fusil par les Siciliens, et

rejeté dans la barque, laquelle fut aussitôt prise par les Anglais, sans que le Gouvernement napolitain fit la moindre représentation pour faire respecter sa neutralité : — si l'on ajoute que dans une autre circonstance, un de nos corsaires ayant été enlevé de vive force par les Anglais, dans le port de Baratto, le gouverneur de cette place ne daigna pas même prendre une mesure pour prévenir un tel attentat contre la souveraineté du roi des Deux-Siciles; et enfin, que tel est le délire de la haine du roi de Naples contre la nation française et ses alliés, qu'au mépris de tous les liens qui doivent l'unir au roi d'Espagne, il a eu l'impudeur d'accueillir dans ses ports, une prise espagnole faite par les Anglais : — si l'on rapproche cette inconcevable conduite, des transports de joie qui ont éclaté à Naples à la vue de la flotte anglaise, des honneurs publics que la cour elle-même à prodigués à l'amiral Nelson en allant au-devant de lui, de sa réception triomphale, des récompenses accordées à celui qui a apporté la première nouvelle de sa victoire, des illuminations, des réjouissanses qui ont eu lieu à cette occasion : — si l'on pense qu'à dater sur-tout de cet événement, l'audace du Gouvernement napolitain n'a plus connu de bornes; que naguères une populace effrénée brisa les fenêtres de notre

consul à Naples, sans que le Gouvernement ait fait le moindre acte répressif contre une telle insulte; que la dernière sédition de Malte a été ouvertement protégée dans les États napolitains; que les chaires, que tous les lieux publics y ont retenti des plus horribles invectives contre nous; que tout ce qui chérissait la paix avec la France, y a été persécuté avec un redoublement de rage; qu'enfin, un ordre barbare a été rendu par le roi de Naples, portant menace de mort contre quiconque apporterait des provisions aux Français résidans à Malte..... Il faudra bien convenir que jamais on n'a manifesté, d'une part, des sentimens plus ennemis, et de l'autre, une patience plus invincible.

Et cependant le Directoire exécutif éloignait toujours le moment de la vengeance nationale!

Il lui était démontré que la cour de Naples ne se bornait pas à des plaintes, à des menaces, à des fureurs même contre la République française; qu'après avoir montré, depuis la paix, des dispositions constamment hostiles, elle s'était constituée depuis long-tems en hostilité effective, puisqu'elle avait prodigué ouvertement et au fort de la guerre, les secours de tous les genres à notre plus cruel ennemi; qu'en résultat, elle était devenue l'auxi-

liaire de la Grande-Bretagne, la plus utile pour elle, la plus funeste pour nous : et le Gouvernement français, fidèle à son desir de conserver la paix, même avec Naples, s'efforçait encore à croire à la possibilité d'un repentir. — Le Gouvernement napolitain vient de détruire cette honorable illusion ; il vient de mettre le comble à ses longues perfidies : il a osé attaquer inopinément l'armée française, et accompagner cette aggression des plus insolentes menaces ! — L'énergie républicaine, long-tems contenue, va se déployer avec la promptitude de la foudre ; et cette cour, trop ménagée, qui, servile imitatrice de la déloyauté anglaise, a eu l'audace de rompre la paix, sans avoir le courage de déclarer la guerre, recevra enfin le salaire de ses attentats.....

Le général *Championnet*, attaqué inopinément par le général *Mack*, fit évacuer Rome, et ne conserva de garnison que dans les places, forts et forteresses. La sommation faite au commandant du château St.-Ange est trop digne de remarque, pour être passée ici sous silence.

Le Capitaine-général commandant l'armée napolitaine, vous fait déclarer, *écrivait le 28*

novembre 1798, le général Bourcard *au commandant du château St-Ange*, vous fait déclarer que tous les Français malades aux hôpitaux de Rome, ainsi que les gardes que votre général y a laissés, et qui ont été retenus, sont regardés comme ôtages, et que chaque coup que vous oserez tirer dès ce moment sur les troupes napolitaines, sera marqué par la mort d'un soldat français.....

Je vous déclare, M. le général, *répondit Macdonald*, (le 9 frimaire) que je mets nos malades, le commissaire des guerres, *Valville*, et autres français (restés à Rome pour les soigner) sous la responsabilité de tous les militaires que vous commandez : si on leur ôte un cheveu de la tête, ce sera l'arrêt de mort de l'armée napolitaine. Les républicains français ne sont pas assassins : mais le général napolitain, les officiers et soldats, prisonniers de guerre avant-hier sur les hauteurs de Terni, répondent sur leur tête de leur sûreté....

Pendant que le général *Mack* envoyait ces sommations inusitées, le général *Rusca*, commandant une division française, détruisait une partie de l'armée napolitaine.

Au premier bruit d'une invasion aussi inattendue, *Rusca* ne consultant que son courage, se transporte à Porto-Fermo. Le 10, il attaque l'ennemi, qui, après deux heures de combat, abandonne ses bagages, son artillerie, ses caissons, trois drapeaux, plus de 600 prisonniers, 30 pièces de canon, 40 caissons, etc. Dans le même-tems, une demi brigade d'infanterie, commandée par le général *Lemoine*, attaquée à Rietti par une colonne napolitaine de 4000 hom. d'infanterie et 800 hommes de cavalerie, détruit ou disperse les Napolitains, prend 8 pièces de canon, 8 caissons, tous les effets de campement.

Le 14, 40,000 napolitains attaquent le général *Macdonald* : repoussés et battus sur tous les points, ils laissent au pouvoir des français 2000 hommes faits prisonniers, 25 pièces de canons, 45 caissons, 900 chevaux, plusieurs drapeaux, une grande quantité d'équipages militaires et d'effets de campemens, enfin la caisse militaire.

Dix-sept jours étaient à peine écoulés depuis les hostilités commencées par le gé-

néral *Mack*, et déjà Rome, Porto-Fermo, Terni, Civita-Castellana, Monterossi, Otricoli, Calvi, Rieti, Civitella-del-Trono, Cantalupo, Slortu, avaient vu successivement les français combattre et vaincre.

12,000 prisonniers, 9 pièces de canon, 21 drapeaux, 3000 chevaux, les bagages et les caisses des fuyards pris, tels furent les fruits de vingt jours de campagne. L'armée napolitaine était en pleine déroute, le Roi et *Mack* avaient fui les premiers.

L'armée française poursuivait le cours de ses victoires dans le royaume de Naples.

Le général *Lemoine* avait facilité l'entrée dans ce royaume par la prise d'Aquila : le fort avait capitulé le 27 frimaire.

Le général *Rey* avait emporté les batteries placées dans les défilés de Fondin'itri, armées de 7 pièces de canon.

Kellermann avait battu le général *Damas*, soumis Viterbe, et délivré les prisonniers français que cette ville rebelle retenait en ôtage.

Kellermann et *Rey* forçaient à capituler la place de Gaëte, défendue par 4000

hommes, 70 pièces de canon, 22 mortiers, 7 felouques armées en guerre. On trouva dans la place 10 milliers de poudre, 20,000 fusils, etc.

Macdonald, après avoir passé le Garigliano sur deux points, Ceprano et Isola, et pris à ce passage 80 pièces de canon que l'ennemi avait abandonnées, s'était porté en trois marches sur Capoue, et avait sommé le général *Mack* de se rendre ; sur son refus, l'attaque de la place est commencée, et déjà les grenadiers ont emporté deux redoutes.

Mais le 2 pluviose, l'armée française est attaquée par une foule innombrable formée des débris de l'armée napolitaine, des lazzaronnis, des paysans, tous bien armés. Les français sont enveloppés de toutes parts, mais de toutes parts les assaillans sont enfoncés ; et après trois jours de prodiges de valeur, tous les obstacles sont vaincus : l'armée française s'établit dans Naples.

Depuis, lors de l'invasion des autrichiens et des russes en Italie, en l'an VIII, l'armée de Naples, sous les ordres du général

Macdonald, évacua ce pays... BONAPARTE *revint d'Égypte. Les Alpes franchies....* Mais je laisse au général *Brune*, membre du conseil d'état, à terminer ce récit. On en trouvera la suite dans l'exposé du projet de loi par lui présenté au corps législatif, au nom du Gouvernement, relativement au traité conclu à Florence le 7 germinal an IX (28 mars 1801).

Motifs du projet de loi.

Séance du corps législatif du 28 brumaire an X.

CITOYENS LÉGISLATEURS,

Je viens, au nom du Gouvernement, vous présenter le traité conclu à Florence entre la République française et sa majesté le roi des Deux-Siciles.

Je m'estime heureux d'avoir à entretenir cette auguste assemblée d'un des actes mémorables qui ont préparé la paix générale.

Celui que j'ai l'honneur de soumettre à vos lumières, a principalement fait éclater la modération et la générosité de notre Gouvernement. Pour faire ressortir cette vérité, il suffira, citoyens législateurs, de rappeler à votre mémoire des faits trop connus.

de vous rappeler des procédés dont l'éclat semblait présager que nous allions être éprouvés par des revers. Naples devint pour les Français un séjour intolérable ; journellement ils y étaient exposés aux insultes les plus graves ; le caractère sacré d'ambassadeur même y fut méconnu : on sait qu'obligé de prendre la fuite, l'envoyé de la République tomba dans les mains des corsaires barbaresques, qui eurent pour lui les égards qu'on lui avait refusés sur cette terre où s'étoient fixés jadis la philosophie et l'urbanité : on sait que les escadres anglaises trouvèrent en abondance dans les ports des Deux-Siciles, des munitions et des vivres, et que le désastre d'Aboukir y fut fêté avec une joie d'ivresse qui accusa complètement l'état d'hostilité, et donna le signal de la seconde coalition.

La cour de Naples eut bientôt à se repentir de ses égaremens : nos troupes occupèrent ses États. Mais ayant été ensuite, par les besoins de la guerre, rappelées vers les parties septentrionales de l'Italie, les agitations populaires qui suivirent ce *mouvement*, permirent à cette cour de reprendre le pouvoir. Elle se crut victorieuse, parce que d'autres soins réclamaient ailleurs notre activité ; elle abusa de cette illusion par des vengeances. Ainsi, la royauté, comme la démagogie, eut sa terreur.

Tout ce qui était ami des arts et des sciences fut soupçonné d'être ami des Français. L'Europe, habituée depuis long-tems à des législations douces, vit une seconde fois dans ce dix-huitième siècle, ce siècle de lumières, à quels excès porte l'oubli du premier principe, du premier besoin, la Justice.

Nous avions perdu vers ce tems la plus grande partie de l'Italie. Bonaparte revint d'Égypte : vous avez vu les Alpes franchies par des sommités jusqu'alors réputées inaccessibles ; et ces champs de Maringo où devaient se balancer les destinées du monde, chargés de deux armées formidables, l'une par sa masse, et l'autre par son habituelle valeur. Guidés, animés par l'homme en qui la nature semble avoir perfectionné tout ce qui est courage et génie, les Français obtiennent une victoire décisive : l'Italie est reconquise. La convention d'Alexandrie, qui règla pour les Autrichiens le mode de retraite, et assigna des limites provisoires aux deux armées, ne renferme aucune stipulation concernant la cour de Naples.

Il était à présumer que cette puissance s'appliquerait à calmer la colère de la République. On devait enfin s'attendre à quelques démarches de réparation ; cependant elle sembla compter sur de nouveaux évènemens.

Les hostilités recommencèrent entre les Français et les Autrichiens ; un corps d'armée de troupes napolitaines traverse les États du pape, et vient en Toscane attaquer les postes extrêmes de la droite de l'armée française. Ce corps est mis en déroute. Une telle persistance ne permit pas de comprendre l'armée napolitaine dans l'armistice qui fut conclue à Trévise vers la fin de nivose dernier ; et vous savez, citoyens Législateurs, qu'au traité de Lunéville la France dut exiger l'abandon de la cause de Naples par l'Autriche.

Nous restions maîtres alors d'effacer cet ennemi obstiné du rang des puissances de l'Europe : peut-être, citoyens Législateurs, n'est-il aucun souverain, aucun roi qui ne l'eût fait; mais le Gouvernement de la République est assez fort pour écarter les sentimens même de la plus juste vengeance ; il s'était fixé un but à ses victoires, un but grand et honorable, la paix générale de l'Europe : il l'a atteint. Ainsi les maximes de sagesse, de retenue et de magnanimité fondent la politique de la France, et en nous conciliant l'estime des nations, conserveront ce bel ensemble de territoire et de ressources que nous devons à l'énergique et indestructible bravoure des soldats de la République. Ainsi seront déçues les espérances de ces hommes qui, dans l'Étranger, publient que le sort de notre

nion que doivent avoir de notre appui ceux qui ont été entraînés par l'ascendant de notre cause. Le Gouvernement napolitain paraît en ce moment reconnaître ses vrais intérêts; détestant les conseils qui l'égarèrent, il réprouve cet étrange système de répression qui a consterné l'Europe; il se rattache aux maximes d'équité, d'humanité et de tolérance qui distinguent les autres Gouvernemens.

Rapport fait au Tribunat par Trouvé, *l'un de ses membres, au nom de la commission chargé d'examiner le traité de paix conclu entre la République française et le roi des Deux-Siciles.*

Séance du 14 frimaire an X.

Tribuns,

Plus la commission que vous avez chargée d'examiner le traité de paix conclu entre la République française et S. M. le roi des Deux-Siciles, a trouvé dans cet acte de motifs d'assentiment, plus elle a cru de son devoir de vous apporter une opinion calme et réfléchie, afin de donner d'autant plus de solennité au concours que la loi vous fait exercer en cette circonstance.

Le traité répond-il à la dignité nationale?

Est-il en mesure avec la grandeur et la puissance du Gouvernement ?

Satisfait-il aux réparations que la République était en droit d'exiger ?

Pour résoudre ces questions, il suffit de se rappeler les vrais principes de la politique reconnue et suivie par tous les peuples civilisés : et ce n'est pas à vous, citoyens Tribuns, qu'il faut apprendre que le but de toute guerre qui n'a pas pour objet la conquête ou l'extermination, s'il est d'obtenir le redressement des griefs dont on avait à se plaindre, de venger les outrages qu'on avait essuyés, est aussi de parvenir à la paix la plus avantageuse, la plus honorable et la plus solide à laquelle il soit possible de prétendre. Si, par une longue suite d'insultes, de provocations et d'injustices; si, par des attentats sans nombre, le faible a lassé la patience du fort, et l'a contraint, malgré ses démonstrations pacifiques, à prendre enfin les armes; si, lorsque ce dernier pouvait attaquer sans passer pour l'aggresseur, il attend encore que des hostilités commises contre lui le réduisent à la nécessité de se défendre : que fera-t-il cependant, à l'instant où sa supériorité se sera déployée toute entière ? Aussi terrible dans sa sévérité qu'il fut lent à la faire paraître, usera-t-il des avantages de sa puissance et des droits de la

victoire, pour traiter à outrance l'ennemi qu'il a vaincu? Telle n'est point la politique du Gouvernement français. Il sait que dix années d'efforts et de triomphes suffisent à l'honneur du peuple dont il dirige les destinées. La vengeance, sans doute, eût été facile; la France était victorieuse ; elle avait étouffé le germe des discordes intestines ; elle venait d'asseoir la paix de Lunéville sur des bases glorieuses, et que tout fait croire durables; reportée aux limites de l'ancienne Gaule, elle reprenait dans le monde politique le rang qu'elle avait perdu depuis un demi-siècle; elle ne comptait plus pour ennemis sur le continent que les deux puissances les plus faibles de la coalition ; la cour de Naples s'était exposée au traitement le plus rigoureux... Votre commission ne s'arrêtera point sur ses torts; l'orateur du Conseil d'Etat les a retracés avec assez d'énergie, pour qu'il soit superflu de réveiller à cette tribune des souvenirs affligeans, et de lever le voile que la paix a jeté sur des évènemens qui, désormais, appartiennent à l'histoire.

Tribuns, que ceux qui voudraient encore accuser la France d'ambition et d'orgueil, fassent taire un moment leurs préventions; qu'ils examinent avec bonne foi ce monument de sa générosité, et bientôt ils reconnaîtront dans son système

» s'engage à faire payer, dans trois mois, à comp-
» ter du jour de l'échange des ratifications du
» présent traité, une somme de 500,000 francs,
» qui sera partagée entre les agens et les citoyens
» français qui ont été particulièrement victimes
» des désordres arrivés à Naples, à Viterbe et
» dans d'autres points de l'Italie méridionale, par
» le fait des Napolitains ».

La première réflexion que fasse naître cet article, c'est qu'il est évident que cette promesse de payer 500,000 francs aux victimes des désordres, est une réparation purement honorifique, plutôt qu'un véritable dédommagement, puisqu'il est impossible d'indemniser avec une somme d'argent les pertes éprouvées par tant de personnes, et sur tant de points différens. Mais cet oubli général du passé, cette renonciation de la République à toute poursuite ultérieure, cet aveu de la part du roi des désordres arrivés par le fait des Napolitains, tout atteste que, jusques dans son indulgence, le Gouvernement ne perd point de vue ce qu'il doit à la juste sensibilité de la nation. En consacrant ainsi sa clémence, il obtient une satisfaction bien au-dessus de celle que tout l'abaissement du vaincu pouvait lui procurer.

Votre commission aurait desiré plus de clarté dans la rédaction de la première partie du septième

article. Elle a dû se demander ce qu'on avait entendu par ces mots : *Ceux qui auraient été forcés de s'expatrier volontairement.* A-t-on voulu parler des Napolitains condamnés à mort par la junte d'État, et qui s'étaient soustraits par la fuite à l'ignominie du supplice? N'est-il pas naturel de penser qu'on a eu l'intention de leur laisser la faculté de retourner librement dans leur patrie, et la certitude d'être réintégrés dans leurs biens? Cette interprétation ne s'accorde-t-elle pas d'ailleurs avec la justice qu'ils ont droit d'attendre, et qu'on ne peut leur refuser sans violer les lois de la nature et de la société?

Quant à la seconde partie de cet article, par laquelle S. M. Sicilienne promet que toutes les personnes actuellement détenues à raison des opinions politiques qu'elles ont manifestées, seront incessamment remises en liberté, la commission n'a eu à reprendre que le vague de cette expression *incessamment.* Peut-être, en effet, eût-il été plus convenable que cette délivrance fût le résultat positif et la suite immédiate de la négociation. Au reste, comme tout annonce que cette clause a déja commencé à s'exécuter; comme la présence du négociateur doit rassurer sur son entier accomplissement, cette observation ne trouve ici sa place que pour faire sentir combien il est néces-

saire, dans la rédaction des traités, comme dans celle des lois, d'éviter toute espèce d'équivoque et d'obscurité.

Ce même article a donné lieu à un rapprochement qui est tout à l'avantage du traité qui vous occupe. En consultant celui qui fut conclu avec la même cour, le 19 vendémiaire an 5, votre commission s'est étonnée d'y rencontrer la disposition suivante :

Art. 7. « Pour donner une preuve d'amitié à la » République française, et de son desir sincère » d'entretenir une parfaite harmonie entre les » deux puissances, S. M. le roi des Deux-Siciles » consent à faire mettre en liberté tout citoyen » français qui aurait été arrêté et serait détenu » dans ses états à cause de ses opinions politiques, » relatives à la révolution française ».

Vous partagez la surprise de la commission; vous vous étonnez avec elle qu'on ait pu accepter et regarder comme une preuve d'amitié, non pas une promesse formelle, mais le consentement bénévole de mettre en liberté des citoyens français. Vous n'en serez que plus empressés à applaudir à une mesure si contraire à cette étrange stipulation, qui ne peut être justifiée que par la sévérité des circonstances et par l'importance dont il était alors pour la République de détacher

Naples de la coalition, afin de n'avoir plus de distraction à craindre de ce côté, et d'ôter à nos ennemis l'argent, les armes et les subsistances qu'ils se procuraient dans les Deux-Siciles : et aujourd'hui que l'on semble reprocher au Gouvernement une modération excessive, lorsque c'est lui qui réclame la liberté même en faveur des sujets du roi de Naples, vous remarquerez, dans cette sollicitude, son respect pour le malheur, et son amour pour l'humanité.

Sans doute, et tel est le vœu que votre commission m'a chargé d'exprimer, ce Gouvernement si magnanime ne délaissera pas une foule de malheureux bannis, dispersés dans toutes les contrées de l'Europe, attendant la fin de leur misère et de l'abandon où ils sont plongés. Compris dans la disposition qui leur permet de rentrer dans leur pays, comme ils n'ont aucune propriété à réclamer; comme ils ne vivaient que du fruit de leurs travaux et de leur industrie, ils sont menacés de ne pouvoir jamais recueillir ce grand bienfait. Déja plusieurs ont réclamé votre intervention; votre commission a reçu de vous leurs mémoires. Elle sent que vous n'avez d'autre moyen de répondre à l'appel qui vous est fait, qu'en l'adressant lui-même au Gouvernement. Mais elle espère qu'il ne croira au-dessous ni de sa dignité, ni de

sa justice, de mettre au nombre des devoirs qu'il prescrit à son représentant, l'obligation de prêter à ces infortunés, dans tous les cas où ils l'auront mérité, son assistance et son intercession.

Aux considérations morales qui font valoir le traité, il s'en joint d'autres non moins importantes, et qui sont puisées dans les intérêts respectifs des deux peuples. Si la paix était nécessaire au royaume de Naples pour le sauver de sa ruine, elle favorise, en nous ouvrant les ports des Deux-Siciles, notre commerce du Levant dont ces États sont l'entrepôt, et qui bientôt va renaître plus florissant que jamais. Placé sous le plus beau climat du monde, riche de tous les dons de la nature, ce pays réunit à la fois les avantages du site, de la culture et des productions. La Sicile, ce grenier de l'Italie, peut devenir, au besoin, le grenier de la France, et ses habitans préféreront toujours notre commerce à celui des autres nations, parce qu'il consomme plus, et qu'il offre une plus grande facilité d'échanges. Ainsi renouer nos relations avec Naples, c'est ranimer nos manufactures, c'est redonner à notre industrie de nombreux et de féconds développemens. Le Gouvernement ne négligera pas non plus, sans doute, de faire garantir à nos commerçans la franchise de pavillon qui les préservait des vexations qu'en-

traînent les visites à bord, franchise dont nous jouissions depuis plus d'un siècle, assurée par le traité de 1767, entre l'Espagne et l'Angleterre, et rendue commune à la France dans tous ses articles. Je pourrais vous citer encore comme une possession bien précieuse, celle qui résulte de la cession de l'île d'Elbe, dont les ports sont placés au point le plus central de l'Italie. Je pourrais compter au nombre des plus riches acquisitions la mine de fer de Rio, située dans cette île, et qui offre à notre marine tout le minerai nécessaire à ses besoins. De quelque manière que le Gouvernement dispose de ces nouvelles propriétés, ce ne sera, sa prudence nous en est un sûr garant, qu'après en avoir tiré le parti qui convient le mieux à la République.

Puisque le tems des reconciliations est arrivé, puisque la Cour de Naples commence à reconnaître ses vrais intérêts, espérons que des liaisons plus intimes se formeront entre les deux puissances. De toutes les nations, la France est celle dont l'alliance fut toujours le plus utile à ses amis. C'est sous ce rapport que la cour de Naples voudra sans doute l'éprouver à l'avenir. Et quelle époque fut jamais plus favorable à ces rapprochemens? Voisin d'un nouveau monarque sorti de sa famille, le roi des Deux-Siciles pourrait-il vouloir suivre

un autre système fédératif? Si les liens du sang qui unissaient la France à l'Espagne n'existent plus, ceux de la reconnaissance et de l'amitié ne sont ni moins forts, ni moins sacrés, ni moins honorables. C'est en cimentant de pareils nœuds avec l'Étrurie, l'Espagne et la France, que le roi de Naples, oubliant des prétentions militaires qui pensèrent le perdre, ne songeant plus qu'à étendre son agriculture, sa marine et son commerce, fera du royaume des Deux-Siciles un des États les plus florissans de l'Europe. C'est alors que la République, jouissant elle-même, par cette communauté d'intérêts et de rapports, des avantages qu'elle aura procurés à ses alliés, pourra, dans cette longue chaîne que forment en Italie les États de Gênes, de Milan, de Parme, de Florence et de Naples, exercer sans contestation, sans jalousie, l'influence de la sagesse et l'empire des bienfaits.

Votre commission, composée des citoyens Boissy-d'Anglas, Challan, Desrenaudes, Gallois, Ginguené, Duveyrier, et du rapporteur, vous propose, à l'unanimité, d'adopter le projet qui convertit en loi le traité de paix conclu à Florence, le 7 germinal an IX, entre la République française et S. M. le roi des Deux-Siciles.

Traité de paix entre la République française et sa majesté le roi des Deux-Siciles.

Le premier Consul de la République française, au nom du Peuple français et S. M. le roi des Deux-Siciles, également animés du desir de faire cesser définitivement la guerre qui existe entre les deux États, ont nommé pour leurs plénipotentiaires ; savoir, le premier Consul de la République française, au nom du Peuple français, le citoyen *Charles-Jean-Marie Alquier;*

Et S. M. Sicilienne, le sieur *Antoine de Micheroux*, chevalier de l'ordre royal Constantinien de Saint-Georges, et de l'ordre Impérial-Russe de Sainte-Anne, de la première classe, et colonel au service de sa majesté,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, ont arrêté les articles suivans :

Art. Ier. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la République française et S. M. le roi des Deux-Siciles; toutes hostilités par terre et par mer, cesseront définitivement entre les deux puissances, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité ; et, au préala-

ble, l'armistice conclu à Foligno le 29 pluviose dernier, entre les généraux respectifs, aura sa pleine et entière exécution.

II. Tous actes, engagemens ou conventions, antérieurs de la part de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, qui seraient contraires au présent traité, sont révoqués, et seront regardés comme nuls et non-avenus.

III. Tous les ports des royaumes de Naples et de Sicile seront fermés à tous bâtimens de guerre et de commerce turcs et anglais, jusqu'à la conclusion tant de la paix définitive entre la République française et ces deux puissances, que des différends survenus entre l'Angleterre et les puissances du Nord de l'Europe, et spécialement entre la Russie et l'Angleterre. Lesdits ports demeureront, au contraire, ouverts à tous les bâtimens de guerre ou de commerce, tant de S. M. Impériale de Russie, et des États compris dans la neutralité maritime du Nord, que de la République française et de ses alliés; et si par suite de cette détermination S. M. le roi des Deux-Siciles se trouvait exposée aux attaques des Turcs ou des Anglais, la République française s'engage à mettre à la disposition de S. M., et d'après sa demande, pour être employé dans ses États, un

nombre de troupes égal à celui qui lui serait auxiliairement envoyé par S. M. impériale de Russie.

IV. S. M. le roi des Deux-Siciles renonce à perpétuité, pour elle et ses successeurs, premièrement à Porto-Longone, dans l'île d'Elbe, et à tout ce qui pourrait lui appartenir dans cette île; secondement, aux États de Présides de la Toscane, et elle les cède, ainsi que la principauté de Piombino, au Gouvernement français, qui pourra en disposer à son gré.

V. La République française et S. M. le roi des Deux-Siciles s'engagent à donner réciproquement main-levée du séquestre de tous effets, revenus, biens saisis, confisqués ou retenus sur les citoyens et sujets de l'une et de l'autre puissance, par suite de la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions et droits qui pourraient leur appartenir.

VI. Afin de faire disparaître toute trace des malheurs particuliers qui ont signalé la guerre actuelle, et pour donner à la paix rétablie la stabilité qu'on ne peut attendre que d'un oubli général du passé, la République française renonce à toute poursuite par rapport aux faits dont elle peut avoir eu à se plaindre; et le roi voulant de son côté, contribuer, autant qu'il est en lui, à ré-

parer les malheurs occasionnés par les troubles qui ont eu lieu dans ses États, s'engage à faire payer, dans trois mois, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, une somme de cinq cent mille francs, qui sera partagée entre les agens et les citoyens français qui ont été particulièrement victimes des désordres arrivés à Naples, à Viterbe, et dans d'autres points de l'Italie méridionale, par le fait des Napolitains.

VII. S. M. Sicilienne s'engage aussi à permettre que tous ceux de ses sujets qui n'auraient été poursuivis, bannis, ou forcés de s'expatrier volontairement, que pour des faits relatifs au séjour des Français dans le royaume de Naples, retournent librement dans leurs pays et soient réintégrés dans leurs biens; S. M. promet également, que toutes les personnes actuellement détenues à raison des opinions politiques qu'elles ont manifestées, seront incessamment remises en liberté.

VIII. S. M. le roi des Deux-Siciles s'engage à faire restituer à la République française les statues, tableaux et autres objets d'arts qui ont été enlevés à Rome par les troupes napolitaines.

IX. Le présent traité est déclaré commun aux Républiques batave, cisalpine et ligurienne.

X. Le présent traité sera ratifié, et les ratifica-

tions échangées dans l'espace de trente jours pour tout délai.

Fait et signé à Florence, le 7 germinal an IX de la République française (28 mars 1801).

Signé ALQUIER et Antoine LE MICHEROUX.

Approuvé : le premier Consul, *signé* BONAPARTE.

Par le premier Consul : *le secrétaire d'état*, signé HUGUES B. MARET. Pour extrait conforme : *le secrétaire général du conseil d'état*, signé J. G. LOCRÉ.

DÉCRET du Corps législatif du 10 frimaire an X, qui convertit ce traité en LOI.

OBSERVATIONS.

Aucun pays du monde n'est situé plus avantageusement que le royaume de Naples, pour réunir en abondance presque tous les genres divers de productions du sol et de bénéfices de l'industrie, qui se trouvent partagés entre les autres États de l'Europe.

La position de cette nouvelle monarchie respectivement à la France, est et doit être

un des objets les plus intéressans des spéculations de celle-ci. C'est la position d'un État que tout semble attacher à elle, qui l'est encore, au moins par le lien commun de l'Espagne, mais qui pourrait s'en détacher si ce lien venait à se rompre ou à se relâcher, ce qui n'est rien moins qu'impossible.

On ne saurait s'y prendre trop tôt pour établir et affermir l'union et la communauté d'intérêts entre ces deux puissances et la monarchie napolitaine, toujours aussi de concert avec l'Espagne; pour l'allier fortement et solidement, au nouveau système de puissance fédérative qu'il est si nécessaire de former, non-seulement en Italie, mais en Europe.

La France doit aussi à la cour de Naples ainsi qu'à celle de Madrid, l'exemple des mesures sages, fermes et bien combinées, qui peuvent amener et consolider la formation de ce système.

Enfin, c'est de la France même que ces deux Puissances doivent apprendre, en

l'imitant, à soutenir et vivifier le système politique par le concours indispensable d'un bon système militaire.

Ce moyen seul, mis en usage tout-à-la-fois par ces trois Gouvernemens, pourrait assurer d'avance le succès complet de leurs opérations politiques *(Favier)*.

Si on lisait les correspondances, on verrait que le Gouvernement français n'avait rien négligé pour rappeler la cour de Naples à son vrai système, pour diriger sa politique, et pour rendre à son armée une existence respectable. Mais l'influence de la reine de Naples, et le crédit du ministre Acton, dévoué à l'Angleterre, ont toujours combattu ses efforts. Le baron de Salis, officier-général suisse distingué, fut envoyé par le roi à Naples, pour rétablir la discipline et l'instruction militaire : mais son activité, sa constance, ses soins furent inutiles....
..... Il aurait fallu refondre toute l'armée et détruire tous les préjugés. La cour n'avait ni assez de caractère, ni assez de lumières pour y parvenir. La superstition est telle, dans ce

royaume, qu'on ne parvint à opposer une digue aux vols qui se commettaient la nuit à Naples, et à éclairer cette ville, que par le moyen d'un moine qui excita la ferveur des Napolitains, et leur persuada de placer à la porte de chaque maison, une madone et une lumière.

On a vu récemment 20,000 français mettre en fuite 80,000 napolitains, faire la conquête de tout le royaume de Naples, et ne parvenir cependant à subjuguer la populace de Naples, qu'en commandant un miracle à Saint-Janvier, que la cour de Naples, à son retour, punit de ce mauvais service en le privant de son patronage, et en le donnant à Saint-Antoine.

Les combinaisons et les prédictions d'une politique sage sont souvent en défaut, lorsqu'elles ont pour objet une telle nation.

(Ségur).

État militaire.

Il est d'environ 2,400 hommes, suivant *Gorani.*

Revenus.

Guthrie les évalue à 2,400,000 francs de France.

Dette publique.

Le *deficit* consistait, suivant *Gorani*, en 1793, en 160,000 liv. d'emprunts annuels qui ne servaient que de supplément aux dépenses courantes.

Forme du Gouvernement.

Duché héréditaire.

Religion.

La religion catholique romaine dominante.

Agriculture.

Le territoire est extrêmement fertile. Les pâturages et les bestiaux y sont excellens. On y trouve des salines et des eaux minérales.

Le conseil des Cinq-cents, après avoir déclaré l'urgence, lecture faite du traité conclu à Paris, le 15 de ce mois, entre le citoyen *Charles Delacroix*, ministre des relations extérieures, muni des pleins-pouvoirs du Directoire exécutif de la République française, et M. le comte *Politi* et don *Louis Bolla*, chargés des pleins-pouvoirs de S. A. R. l'infant duc de Parme, Plaisance et Guastalla, sous la médiation de S. M. le roi d'Espagne, exercée par M. le marquis *del Campo*, son ambassadeur près la République française, dont la teneur suit :

Traité de paix entre la République française et S. A. R. l'infant duc de Parme, Plaisance et Guastalla.

La République française et son altesse royale l'infant duc de Parme, Plaisance et Guastalla, desirant rétablir les liaisons d'amitié qui ont précédemment existé entre les deux États, et faire cesser, autant qu'il est en leur pouvoir, les calamités de la guerre, ont accepté avec empressement la médiation de S. M. Catholique le roi d'Espagne, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires ; savoir : le Directoire exécutif, au nom de la République française, le citoyen *Charles De-*

permettre aux émigrés ou déportés de la République française, de s'arrêter ou de séjourner dans ses États.

IV. La République française et S. A. R. l'infant duc de Parme, s'engagent à donner main-levée du séquestre de tous effets, revenus ou biens qui pourraient avoir été saisis, confisqués, détenus ou vendus sur les citoyens ou sujets de l'autre puissance, relativement à la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions ou droits qui leur appartiennent.

V. Les contributions stipulées dans la convention d'armistice signée à Plaisance, le 20 floréal dernier, entre le général *Bonaparte* au nom de la République française, et MM. les marquis *Pallavicini* et *Philippo dalla Rosa* au nom de l'infant duc de Parme, seront acquittées en leur entier. Il n'en sera levé ni exigé aucune autre : s'il avait été levé quelque contribution en argent, ou exigé quelques fournitures en denrées en sus de ce qui est réglé par ladite convention, les contributions en argent seront remboursées, et les fournitures en nature payées au prix courant des lieux lors de la livraison. Il sera nommé, de part et d'autre, s'il y a lieu, des commissaires pour l'exécution du présent article.

VI. A compter de la signature du présent traité,

cordé toute préférence pour la traite des objets mentionnés ou désignés au présent article, dont quelques circonstances feraient suspendre ou restreindre la sortie.

XI. Tous les produits du territoire de la République, des colonies et pêches françaises, pourront être introduits librement dans les États de S. A. R., et sortir, pour cette destination, du territoire de ladite République, sauf les restrictions que ses propres besoins pourraient rendre nécessaires.

XII. Tous les produits des manufactures françaises pourront également être introduits dans les États de S. A. R. Si elle juge nécessaire, pour la prospérité de ses manufactures, d'ordonner quelques restrictions ou prohibitions, elles ne pourront jamais être particulières aux manufactures françaises, auxquelles S. A. R. promet même d'accorder toutes les préférences qui pourront se concilier avec la prospérité des manufactures de ses États.

Le présent article sera exécuté avec la plus exacte réciprocité, pour l'introduction en France des produits des manufactures des États de S. A. R.

XIII. Il sera statué, par une convention séparée, sur les droits d'entrée et de sortie à percevoir de

blique française, une et indivisible, répondant au 5 novembre 1796.

Signé le marquis DEL CAMPO.

LE DIRECTOIRE EXÉCUTIF arrête et signe le présent traité de paix avec S. A. R. l'infant duc de Parme, négocié au nom de la République française par le ministre des relations extérieures, nommé par le Directoire exécutif par arrêté du 27 prairial dernier, et chargé de ses instructions à cet effet.

Fait au palais national du Directoire exécutif, le 16 brumaire an V de la République française, une et indivisible.

Pour expédition conforme, *signé* P. BARRAS, *président ;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général*, LAGARDE.

Prend la résolution suivante :

Le présent traité est ratifié, conformément à l'article 834 de la constitution, pour être exécuté selon sa forme et teneur.

La présente résolution, y compris le traité, seront imprimés.

Signé CAMBACÉRÈS, *président ;* DUBOIS (des Vosges), MATHIEU, T. BERLIER, FABRE, *secrétaires.*

Après une seconde lecture, le Conseil des Anciens APPROUVE la résolution ci-dessus. Le 28 brumaire, an V de la République française.

Signé LACUÉE, *président;* VIENNET, LEPAIGE, *secrétaires.*

LE DIRECTOIRE EXÉCUTIF ordonne que la loi ci-dessus sera publiée, exécutée, et qu'elle sera munie du sceau de la République. Fait au palais national du Directoire exécutif, le 29 Brumaire an V de la République française, une et indivisible.

Pour expédition conforme, *signé* P. BARRAS, *président;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général,* LAGARDE.

Suit la teneur de la ratification faite par l'infant duc de Parme, Plaisance, Guastalla, etc. le 23 novembre 1796 (correspondant au 3 frimaire an V), du traité de paix conclu entre lui et la République française.

Nous, ayant agréables les susdits traité de paix et article séparé, en tous et chacun des points et articles qui y sont contenus et déclarés, avons iceux acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés, tant pour nous que pour nos successeurs, et par

ces présentes, acceptons, approuvons, ratifions et confirmons; et le tout promettons, en foi et parole de prince, garder et observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte et manière que ce soit. En témoin de quoi, les présentes seront signées de notre main, munies de notre sceau, et

---

Por tanto haviendo visto y reconocido dicho tratado, hé venido en aprobar y ratificar, en calidad de mediador, quanto contiene, como, en virtud de la presente, lo apruebo y ratifico todo en la mejor y mas amplia forma puedo. En fé de loqual, mandé despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con mi sello, y refrendada por el infra escrito mi consejero y primer secretario de estado y del despacho. Dada en San-Lorenzo, à diez y ocho de Diciembre de mil sete-cientos noventa y seis.

Signé *YO el* REY.

Et plus bas, MANUEL DE GODOY.

Suit la teneur des pleins-pouvoirs du citoyen Charles Delacroix, *ministre des relations extérieures.*

Extrait des registres des délibérations du Directoire exécutif.

Paris, le 27 prairial an IV.

Le Directoire exécutif arrête ce qui suit :

Le citoyen *Charles Delacroix*, ministre des relations extérieures, est autorisé à traiter avec MM. le comte *Pierre Politi* et don *Louis Bolla*, ministres plénipotentiaires nommés par l'infant duc de Parme, pour traiter, négocier et signer la

---

Ferdinando, *infante di Spagna, per la grazia di Dio, duca di Parma, Piacenza, etc.*

Essendo stata da noi trattata, conchiusa e ratificata la sospensione d'armi col generale Buonaparte, *comandante dell' armata francese in Italia, il giornio 9 del corrente mese di maggio, a cagione dell' ostile suo ingresso*

royale ; voulant reconnaître la République française, et conclure avec elle une paix durable sous la médiation de S. M. notre très-cher cousin et beau-frère, par l'entremise du marquis *del Campo*, chevalier, grand-croix de l'ordre de Charles III, ambassadeur de S. M. susdite auprès de la République française, nous nous sommes déterminés d'élire pour ministres plénipotentiaires, vous comte *Pierre Politi*, et vous don *Louis Bolla*, pour reconnaître la susdite République, et pour traiter et signer ladite paix avec le Directoire exécutif de ladite République française. C'est pour cela que, remplis de confiance pour votre zèle, pour votre capacité et prudence, comte *Pierre Politi* et don *Louis Bolla*, nous vous avons tous les deux élus pour nos ministres plénipotentiaires, et nous vous conférons notre pleine autorité, afin qu'en notre nom et sous la médiation de notre très-cher cousin et beau-frère le roi d'Espagne, vous traitiez, régliez et signiez ledit traité définitif de paix ; en donnant comme nous donnons pour agréé et fixé tout ce que, avec la médiation susdite, vous traiterez et vous signerez en notre nom ; en promettant, sous notre parole royale, que nous tiendrons et remplirons tout, comme si ç'eût été traité, conclu et signé par nous-mêmes. En foi de quoi, le présent sera signé

per noi stessi fosse stato trattato, concluso e firmato. In fede di che, sarà il presente firmato di nostra propria mano, munito col sigillo delle nostre armi, e sottoscritto dal nostro ministro e segretario di stato, affari esteri, guerra, grazia, giustizia, azienda e real casa. Dato in Parma, li ventisei Maggio, dell' anno mille settecento novanta sei.

Signé *Ferdinando.*

Et plus bas, *Cesari Ventura.*

de notre main, muni du sceau de nos armes, et contre-signé par notre secrétaire d'État et ministre des affaires étrangères, guerre, grace, justice, administration et maison royale. Donné à Parme, le vingt-six mai, l'an mil sept cent quatre-vingt-seize.

Signé FERDINAND.

Et plus bas CÉSAR VENTURA.

Copie des pleins-pouvoirs donnés par S. A. R. l'infant duc de Parme, Plaisance et Guastalla, à M. del Campo.

Ferdinand, infant d'Espagne, par la grace de Dieu, duc de Parme, Plaisance, Guastalla, etc.

Dans la circonstance d'avoir été par moi traitée, conclue et ratifiée la suspension d'armes avec le général *Bonaparte*, commandant l'armée française en Italie, le 9 du présent mois de mai; nous, desirant de reconnaître la République française et de former avec elle une paix durable par la médiation de S. M. le roi d'Espagne, notre très-aimé cousin et beau-frère, nous nous sommes décidés à élire pour notre ministre plénipotentiaire, vous marquis *del Campo*, chevalier, grand-croix de

l'ordre de Charles III, et ambassadeur de sadite majesté auprès de la même République française, pour reconnaître la même République, et pour traiter, négocier et signer ladite paix avec le Directoire exécutif de la République susmentionnée. Nous, ayant toute confiance sur votre zèle, capacité et prudence, nous vous constituons notre ministre plénipotentiaire, et vous conférons notre pleine autorité, afin qu'en notre nom et sous la médiation de notre très-aimé cousin et beau frère le roi d'Espagne, vous traitiez, négociez et signiez ledit traité définitif de paix : donnant comme nous donnons pour agréable, valide et ferme, tout ce

---

Don Carlos, *por la gracia de Dios, rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Grenada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Juan de las Algarbes, de Algeciras, de Gibraltar, de las islas de Canaria, de las Indias orientales y occidentales, islas y tierra firme del mar oc-*

Pour tout ce qui a été convenu avec le Gouvernement français dans le traité de paix signé à Bâle le 22 juillet 1795, en vertu de quoi j'offris ma médiation pour la négociation de la paix entre la République française et les puissances qui étaient en guerre, toutes les fois que celles-ci solliciteraient mes bons offices, et que je regarderais leurs propositions comme régulières, en supposant qu'elles puissent néanmoins être admises par ce Gouvernement; et le cas s'étant présenté d'exercer les fonctions qui me sont dévolues et reconnues comme médiateur; pour cet effet j'ai résolu que mon ambassadeur près de la République française, don *Bernard del Campo*, marquis del Campo, chevalier, grand-croix de l'ordre de Charles III, entende, admette et propose ce qui lui sera exposé, pour le bien des cours de Sardaigne et Parme, par leurs députés ou personnes qui se présenteront à lui ou lui écriront avec un pouvoir suffisant de leurs souverains respectifs; et j'espère que le Gouvernement français admettra tout ce que mon susdit ambassadeur portera à leur considération en exécution des ordres qu'il rece-

y tiene ya de antemano, sin que motivo alguno contradiga los pactos g.l que existen. En fé de lo qual, hé hecho expedir el presente pleno poder, firmado de mi mano, sellado con mi sello secreto, y refrendado de mi consejero y primer secretario de estado. En Aranjuez, á veinte y quatro de Mayo de mil setecientos noventa y seis.

Yo el REY.

Signé *Manuel de Godoy.*

OBSERVATION.

L'État de Parme tient à la France par les liens du besoin, et doit y rester attaché par ceux de la reconnaissance *(Favier)*.

HELVÉTIE.

NOTICE STATISTIQUE.

Position géographique.

L'HELVÉTIE est située entre les 7e. deg. 40 minutes, et 8e. deg. de longitude Est; et les 45 deg. 40 min. et 48 deg. de latitude Nord.

Étendue territoriale.

Guthrie porte son étendue à 3,000 lieues carrée.

S'il était difficile avant la révolution d'apprécier exactement la surface de la Suisse, combien doit-il l'être plus, dans ce moment sur-tout, d'apprécier celle de la République helvétique? Voici comme s'exprime *Peuchet* à ce sujet : « Il n'est pas facile d'apprécier exactement la surface de la Suisse. En la cherchant sur les échelles des diverses cartes, à peine en trouve-t-on deux qui s'accordent. La même différence règne dans les ouvrages des auteurs. L'abbé d'*Ex-*

pilly, par exemple, lui donne 75 lieues de longueur, de l'Orient à l'Occident; 40 de largeur, et 180 de circonférence. D'autres lui assignent 90 lieues de long, sur 36 de large. M. *Faesi*, savant zurichois, a mesuré la Suisse par milles, dont chacun équivaut à deux lieues communes de France, et lui assigne une longueur depuis le point le plus oriental du comté de Bormio, jusqu'au plus occidental du territoire de Genève, 46 de ces milles, ou 92 lieues de France; et depuis Novizano, dans le baillage italien de Mendries, jusqu'à Randenberg, dans le canton de Schaffouse, 34 milles, ou 68 lieues de France ».

Hansen a calculé cette surface en lieues carrées de France, de 25 au degré, à 3,028 lieues. D'autres l'ont réduite à 2,660, dont ils ont donné 173 à Zurich, plus de 900 au canton de Berne; 112 à Lucerne, 85 soit à Schwitz, soit à Undevalde; 15 à Zug; 45 à Glaris; 42 à Bâle; 82 à Fribourg; 16 à Schaffouse, 65 à Appenzell, et le reste aux alliés et sujets.

Fleuves et Rivières.

Les principaux sont le Rhin, le Rhône, le Mein, le Rust, le Tesin, l'Inn, l'Oglio, l'Adda, etc....

Lacs.

Les lacs sont ceux de Neuchâtel, de Bienne, de Lucerne, de Vallenstadt, de Zurich, de Thun, de Constance, etc...

Montagnes.

Les montagnes sont le Mont-Blanc, le grand St. Bernard, le St. Gothard, le Crispalt, les mons Eiger et Pilate, etc....

Il faudrait nommer presque toute la Suisse, la majeure partie étant un assemblage de montagnes contigües ou entassées les unes sur les autres, et d'étroites vallées qui se trouvent entre les montagnes.

Population.

D'après M. *Durand*, la population de la Suisse se montait en 1795, à 1,835,000 habitans. En défalquant 135,000 pour les pays détachés de la Suisse, tels que la

République de Mulhausen, l'évêché de Bâle, la République de Genève, réunis à la France, la Valteline, et les comtés de Chiavenne et de Bormio, réunis aujourd'hui à la Cisalpine, restera 1,700,000.

En la même année 1795, M. *de Crôme* évalue la population de la Suisse à 2,000,000 d'hommes.

Beaufort se rapproche de M. *Durand*, en évaluant la population générale de la Suisse à 1,850,000 ames.

M. *Faesi*, dans sa géographie publiée en 1767, fait monter la population de la Suisse à 1,847,500 hommes.

Un état fait d'après les relevés des dix-sept cantons créés par la nouvelle constitution, en prairial an IX, présente pour résultat une population de 1,653,000 ames.

L'annuaire du bureau des longitudes pour l'an X, porte la population de la République helvétique à 2,000,000 d'ames.

Forces de terre, ou État militaire.

Avant la révolution de l'an VI, qui abolit le gouvernement oligarchique des treize

cantons, et en fit une République une, la force intérieure des cantons, sans y comprendre la milice, était de 13,400 hommes levés en raison de la population et des moyens de chaque canton.

On ne peut déterminer dans le moment actuel quel sera le nouveau mode d'organisation de l'état militaire.

Revenus.

La Suisse n'avait point de revenus publics; chaque canton, aussi souverain l'un que l'autre, avait ses revenus particuliers. Voici comme s'explique *Guthrie* à ce sujet. « Il est difficile de donner un tableau exact » des revenus de la République helvétique, » en raison de la diversité des cantons qui » composaient la confédération. On croit » que les revenus du canton de Berne se » montaient annuellement à 300,000 écus, » et ceux de Zurich à 150,000; les autres » rapportaient en proportion de leurs pro- » ductions et de leurs manufactures. Tout » ce qui restait, après le paiement des dé- » penses du Gouvernement, était versé

» dans un trésor public, et l'on assure que » les Suisses ont 12,000,000 de francs dans » la banque d'Angleterre, sans compter ce » qu'ils possèdent dans les autres banques ».

Dette publique.

Le système de toute dette publique était tout-à-fait inconnu en Suisse avant la révolution.

Forme de Gouvernement.

L'organisation n'est pas encore terminée.

Religion.

Quatre cantons sont calvinistes ; sept catholiques ; deux, moitié calvinistes et catholiques.

Productions territoriales.

L'Helvétie nourrit quantité de moutons et de superbes bestiaux. Elle produit du vin, du froment, de l'orge, de l'avoine, du lin, du chanvre ; on y fait du beurre et des fromages excellens. Il y a des bois et des forêts entières de pins et sapins.

Commerce.

On fabrique en Helvétie beaucoup de toiles rayées, peintes, unies, et mousselines, etc....

Importations et Exportations.

De la note comparative sur le commerce de la France et la Suisse, année moyenne de 1787 à 1789 inclusivement, il résulte que la valeur approximative des cargaisons a été,

Marchandises importées. 6,868,000 l.
exportées. 21,124,000
(*Rapport du ministre* Roland, 1792).

Le tableau estimatif du commerce pendant l'année 1792, présente en résultat:
Importations par terre. 10,087,000 liv.
Exportations..... 53,351,000
(*Rapp. du Ministre des relat. ext.* 1793).

Celui de l'an VIII :
Importations..... 17,008,600 liv.
Exportations..... 38,809,100
(*Rapport du ministre* Chaptal).

Monnaies.

Espèces numéraire.	*Valeur du pays.*	*Réduction en argent de Fr.*
Rixdalle.....	3 liv.	5 l. » s. d.
Écu de change.....	3 *id.*	5 » »
Écu de Suisse, nouveau..	40 basches.	6 » »
Livre ordinaire.....	20 sols.	1 13 4
Livre nouvelle.....	».....	1 » »
Sou ordinaire	».....	» 1 8
Le Louis d'or vieux de Fr.	11 l. 13 s. d.	19 8 8
La Pistole d'Espagne	11 13	19 8 8
Le Ducat.....	6 9 6	10 15 10
Le Florin d'empire.....	1 11	2 12 11
Le Florin ordinaire.....	60 kreutzer.	2 14 6
La Basche.....	4 *id.*	» 3 »
Le Kreutzer.....	5 pfenins.	» 10 »

Paris donne cent écus pour environ 49 à 50 écus neufs de 40 basches. Toutes les monnaies étrangères ont cours en Suisse.

ETAT POLITIQUE.

Les évènemens qui ont accompagné et suivi la journée du 10 août 1792, avaient paru altérer l'harmonie qui régnait entre la France et la Suisse.

que les préjugés contre la révolution française seront par-tout dissipés, lorsque les Français auront à citer aussi leur *Morat* et leur *Sempach* ».

La Convention chargea le conseil exécutif provisoire de notifier, au nom de la République française, aux cantons suisses son desir de maintenir l'harmonie qui existe entre les deux Nations.

L'introduction dans la ville de Genève de 1600 suisses des troupes de Berne et de Zurich, introduction contraire aux traités de 1579 et 1584, donna lieu à un rapport du comité diplomatique, qui fit approuver par la Convention les ordres donnés par le Conseil exécutif provisoire, pour faire évacuer la ville de Genève, en respectant néanmoins la neutralité et l'indépendance du territoire de Genève, si cette évacuation se faisait amicalement.

Cependant, la Convention fit une adresse aux treize cantons helvétiques.

«..... O toi, nation franche et généreuse, *disait-elle*, si tu ne veux point partager les

périls d'un projet dicté par l'amour seul de l'humanité, pense du moins combien il te sera doux d'en partager le succès; et ne vas pas compromettre, en cédant aux perfides insinuations de nos ennemis communs, le fruit de tes quatre siècles de liberté, de sagesse et de gloire » !

L'admission de l'ambassadeur français éprouvait toujours des obstacles, lorsqu'en février 1793, le Conseil souverain de Berne, adhérant au préavis de Zurich, décréta qu'on donnerait à l'ambassadeur français le titre requis.

« C'est à la sage modération et à la tempérante aménité de l'ambassadeur, M. *Barthélemy*, qu'on est redevable, en grande partie, de la tournure pacifique donnée à nos ressentimens et difficultés réciproques..... Je crois que les deux États lui ont des obligations..... »

Ainsi s'exprimait le colonel *Waiss*, du Conseil souverain de Berne, dans un écrit publié le 26 février 1793, sous le titre de *Coup-d'œil sur les relations politiques entre la République française et le Corps helvétique*;

écrit dans lequel il traitait ces questions : convient-il à la France d'augmenter ses ennemis, et de rompre avec le Corps helvétique? — Convient-il aux Suisses de se mêler des troubles de l'Europe, et d'entrer en guerre avec la *France?* Cette rupture pourrait-elle se fonder réciproquement en raison, en justice? — Si elle est à craindre, comment l'éviter?.... etc.

La Suisse n'avait point paru, du moins ostensiblement, se mêler des sanglans débats qui avaient ébranlé l'Europe, lorsqu'au mois de pluviose an VI, le Directoire exécutif de France adressa au Corps législatif le message suivant :

Message du Directoire exécutif au Conseil des Cinq-Cents, du 17 pluviose an VI.

CITOYENS REPRÉSENTANS,

L'oligarchie helvétique qui, depuis le commencement de la révolution, a pris une part si active à toutes les machinations ourdies contre la liberté, et à tous les complots tramés pour le renversement de la République française, vient de

mettre le comble à ses attentats, en violant, dans la personne de plusieurs de nos braves frères d'armes, les lois les plus sacrées du droit des gens.

Le Directoire exécutif doit, aux termes de l'article 328 de la constitution, vous prévenir de tout ce qui s'est passé, et des mesures qu'il a prises.

Depuis long-tems le peuple du pays de Vaud, détaché de la Savoie en 1530, gémissait sous le despotisme des Gouvernemens de Berne et de Fribourg. Ce pays, précédemment démembré de la France, formait, sous le Gouvernement savoisien, une province séparée régie par des États, de concert avec un bailli ducal dont les attributions étaient circonscrites par des lois constitutionnelles.

Ces lois furent, dès 1530 même, méprisées et foulées aux pieds par les patriciens bernois et fribourgeois.

En 1564, le duc de Savoie renonça à toutes ses prétentions sur ce pays; mais il stipula formellement la réserve de sa constitution; et le 26 avril 1565, le Gouvernement français se constitua garant de ce traité, et par conséquent, des droits politiques du pays de Vaud.

On sait avec combien peu de ménagement fut sans cesse violé par les Gouvernemens de Berne et

de Fribourg, le pacte social que ces nouveaux traités avaient formé entre eux et les Vaudois.

Les Vaudois reclamèrent, à diverses époques, contre l'oppression dont ils étaient victimes; mais long-tems la force imposa silence à la multitude, et ceux d'entr'eux qui montrèrent plus de courage que les autres, furent proscrits : de ce nombre fut le brave général Laharpe, qui, adopté par la République française, devint un de ses plus intrépides défenseurs, et scella de son sang, dans les plaines d'Italie, l'attachement qu'il lui avait voué.

Cependant la liberté conservait dans le pays de Vaud de nombreux et énergiques amis; ils se déterminèrent enfin à faire réclamer la protection que la République leur devait en vertu des traités de 1564 et 1565, tant comme subrogée au ci-devant duc de Savoie, que comme remplaçant l'ancien Gouvernement français.

A peine le bruit de ces réclamations fut-il répandu, que la malveillance chercha à s'en emparer, en insinuant dans un journal que le pays de Vaud, pour prix de son dévouement à la liberté, serait détaché de la Suisse et incorporé à la France.

Ces insinuations, qui prêtaient à la République française des vues d'envahissement contraires à sa loyauté, n'avaient évidemment pour but que d'effrayer les Vaudois sur les suites des démarches

qu'ils pourraient faire pour récupérer leurs anciens droits; le Directoire exécutif s'empressa de les démentir par un arrêté du 27 frimaire dernier, par lequel il prohibe le journal qui les contenait, et qu'il fit notifier à tous les cantons helvétiques.

Le 8 nivose suivant, le ministre des relations extérieures rendit compte au Directoire exécutif des réclamations qui lui avaient été adressées pour le rétablissement des Vaudois dans les droits politiques que les traités de 1564 et 1565 leur avaient jusqu'alors inutilement garantis; et le Directoire exécutif prit, en conséquence, le même jour, un arrêté qui chargea le ministre de la République près les cantons helvétiques de déclarer au Gouvernement de Berne et de Fribourg, que les membres de ces Gouvernemens répondraient personnellement de la sûreté individuelle et des propriétés des habitans du pays de Vaud, qui se seraient adressés et pourraient s'adresser encore à la République française pour obtenir par sa médiation, en exécution des anciens traités, d'être maintenus ou réintégrés dans leurs droits.

Cette détermination était d'autant plus instante, que déja le Gouvernement de Berne, ainsi qu'il l'a reconnu lui-même par sa réponse à une interpellation officielle que le Directoire exécutif lui avait fait faire par son agent diplomatique, avait

droits, réclamations et recours, en lui déclarant que, dans le cas contraire, il serait obligé de repousser la force par la force, de faire cesser la résistance et d'en poursuivre les auteurs.

Le général Ménard chargea son aide-de-camp, le citoyen Autier, de porter cette sommation au général Weiss, à Yverdun, et il le fit accompagner par deux hussards, que les patriotes de Moudon crurent devoir, à son passage par cette ville, renforcer par une escorte de deux dragons vaudois.

A deux lieues d'Yverdun, à l'entrée du village de Thiéran, cet officier, en voiture, par conséquent hors d'état d'aggression, et même de défense, fut tout-à-coup attaqué par un poste de troupes bernoises; les deux hussards qui l'accompagnaient tombèrent à l'instant criblés de balles; l'un des dragons vaudois fut blessé, son cheval fut tué sous lui, et le citoyen Autier ne se sauva lui-même que par une espèce de prodige.

De retour à Moudon, l'aide-de-camp Autier trouva toute la milice sur pied et en armes. Instruite de son assassinat, elle volait à son secours, et le flambeau à la main, jurait d'incendier le village qui avait été le théâtre de cet horrible attentat. Le citoyen Autier employa tous ses efforts pour arrêter cette vengeance, qui pouvait frapper l'innocent en même-tems que le coupable; et

qu'il s'est passé depuis des évènemens qui pourraient rendre inutiles les mesures hostiles que l'honneur national et le droit des gens, si atrocement violés à la fois, exigent sans doute de la part de la République française, contre les Gouvernemens de Berne et de Fribourg.

Le Directoire exécutif croit devoir, en conséquence, se borner aujourd'hui à vous faire connaître les faits.

Signé P. BARRAS, *président ;* LAGARDE, *secrétaire-général.*

Extrait d'une lettre du général Brune, *au Directoire exécutif.*

Vous avez dû recevoir une lettre, dans laquelle je vous annonçais que le village de Leysin avait été envahi par les troupes bernoises, au mépris de l'indépendance proclamée par les habitans ; que les postes d'Aigle avaient été attaqués ; qu'un corps de rebelles vaudois, avec deux pièces de canon, s'était montré vers Sainte-Croix, et avait commis une aggression contre un détachement de troupes républicaines ; que les avant-postes du général Schawembourg avaient été attaqués à Nidau. Je vous disais, dans les mêmes dépêches, que trois négociateurs s'étaient présentés auprès de moi. J'ai

su depuis, et je n'ai pu vous le mander alors, que le capitaine Bourgerel, que j'avais envoyé comme parlementaire, avec les soi-disant négociateurs, avait été *retenu*, et même *détenu* à Berne, et qu'il a failli y périr.

L'aggression de la part des Bernois est donc manifeste : le crime des hostilités est tout entier à l'oligarchie de Berne, non-seulement par des faits antérieurs assez positifs, mais encore par des faits matériels, présens et de toute évidence. Nous avons dû repousser la force par la force, et venger d'insolentes aggressions.

Autre message du Directoire exécutif, du 25 ventose an 6.

CITOYENS REPRÉSENTANS,

LE DIRECTOIRE EXÉCUTIF vous a fait connaître, par son message du 17 pluviose dernier, les aggressions que les Gouvernemens de Berne et de Fribourg venaient de se permettre contre la République française, et l'avantage qu'avaient eu de les réprimer sur-le-champ, en entrant dans le pays de Vaud, les troupes venues de l'armée d'Italie, sous le commandement provisoire du général de brigade Ménard.

Vous avez remarqué, à la fin de ce message, que le Directoire exécutif espérait alors qu'il ne serait besoin d'aucune mesure hostile ultérieure, pour réparer les attentats des dominateurs de la Suisse contre la République; et en effet, rien n'a été négligé par ceux-ci pour faire croire à des dispositions pacifiques de leur part : députations à Bâle auprès du ministère de France, députations à Payerne auprès du général Brune, commandant en chef des troupes françaises dans le pays de Vaud, lettres amicales au général Schawembourg, qui, sous les ordres du général Brune, occupait, avec un corps détaché de la ci-devant armée du Rhin, les frontières du département du Mont-Terrible; tout a été employé pour persuader au Gouvernement français que l'olygarchie helvétique avait reconnu ses torts et senti la nécessité de les réparer.

Mais sous ces démonstrations fallacieuses se cachait une haine plus envenimée que jamais contre la République française.

Cette haine s'est d'abord déployée contre tout ce qui, dans la Suisse, aspirait à recouvrer l'égalité politique. De-là, la prise et le pillage de la ville d'Arau, chef-lieu de la diète helvétique, pour la punir d'avoir planté, dans son enceinte, un arbre de la liberté. De-là l'incarcération de tous les pa-

triotes de Soleure, la menace d'incendier les maisons de ceux de Dorneck, etc. etc.

A ces préludes d'hostilités nouvelles se sont bientôt joints tous les appareils de guerre. En peu de tems les membres du Gouvernement de Berne, toujours habiles à fanatiser les esprits, ont vu sous leurs drapeaux une armée de plus de cinquante mille hommes, et n'ont plus dès-lors gardé de mesures que celles qui leur étaient nécessaires pour masquer encore quelque tems leur perfidie.

Le 7 de ce mois, tandis qu'ils négociaient avec le général Brune, ils ont dirigé contre lui un détachement de leurs forces, et se sont, par cette surprise, emparés du village de Leysin, dépendant du pays de Vaud.

Ç'en était assez, sans doute, pour déterminer le général Brune à rompre les conférences; mais plus ami de la paix qu'avide de nouveaux lauriers, il a encore temporisé. Les conférences ont continué et n'ont produit d'autres résultats que de faciliter au Gouvernement bernois les moyens de se fortifier de plus en plus, notamment d'occuper les villes de Soleure et de Fribourg, dont les magistrats leur étaient entièrement dévoués.

Enfin, le 11 de ce mois, ils lèvent le masque et font annoncer par une dépêche ci-jointe du chef de leur état-major, que les hostilités commence-

ront de leur part ce jour-là même à dix heures du soir.

L'armée française attaquée, a saisi ses armes; c'était le combat de la liberté contre la tyrannie : la liberté pouvait-elle ne pas triompher?

Le 12, le général Schawembourg, à la tête de son corps d'armée de dix-sept mille hommes, et après quelques affaires d'avant-postes, s'empara de la ville de Soleure, où il brisa, au milieu des acclamations d'une multitude immense, les fers des malheureux que l'oligarchie tenait enchaînés depuis près d'un mois, et sur lesquels on tirait déjà à bout portant dans les prisons.

Le 14, il poussa son avant-garde jusqu'à Schahinen, et porta son corps de bataille à Lhosne.

Le 15, à cinq heures du matin, on se mit en marche. Cinq combats successifs montrèrent, d'une part, le plus grand courage inspiré par le fanatisme aux milices bernoises, et de l'autre, l'invincible supériorité de la valeur française. Partout la victoire fut fidelle aux drapeaux de la République; et le même jour, à une heure après midi, le général Schawembourg entra dans Berne.

Il y fut joint, la nuit suivante, par l'avant-garde du corps d'armée qui était parti du pays de Vaud sous les ordres immédiats du général en chef Brune.

Sa marche avait été également une suite de victoires d'autant plus glorieuses, qu'elles avaient été disputées avec une rare bravoure et un acharnement inconcevable.

Dès le 12, au même instant où Soleure ouvrait ses portes au général Schawembourg, Fribourg fut emporté d'assaut, et cependant, n'eut qu'à se louer de la modération du vainqueur. Les personnes, les propriétés furent aussi religieusement respectées que si la ville se fût rendue par capitulation. Les prisonniers même furent renvoyés, et des larmes de joie attestèrent leur reconnaissance.

Le même jour au soir, les Bernois évacuèrent Morat, ville fameuse par la bataille que les Suisses y avaient gagnée sur les Bourguignons en 1476, et par l'appareil avec lequel les ossemens des vaincus y étaient conservés.

Un trophée aussi insultant pour la nation française ne pouvait manquer d'être détruit dans cette circonstance; il le fut en effet, et ce qui est très-remarquable, il le fut par des bataillons du département de la Côte-d'Or, le jour même de l'anniversaire de la bataille de Morat. Un arbre de la liberté fut à l'instant planté à la place de ce monument que les oligarques indiquaient à l'avance

comme devant être une seconde fois le tombeau des Français.

Le 14, au soir, le général en chef fit avancer, sous les ordres du général Rampon, une colonne vers le fameux passage de Gumine, que l'ennemi avait hérissé de batteries. En même-tems la colonne du général Pigeon attaquait sur la Sausen le passage de Neveneck.

Le 15, à quatre heures du matin, ce passage fut forcé, et le camp ennemi emporté après une action qui dura près de cinq heures.

De son côté, le général Rampon força également le passage de Gumine.

Mais pendant que l'on se battait sur ces deux points, une rébellion éclatait à l'extrémité du pays de Vaud, près d'Yverdun. Des officiers bernois et des émigrés commandaient les rebelles, à qui on avait fait passer deux pièces de canon par le lac de Neufchâtel. Heureusement le général en chef avait pris ses mesures; les rebelles furent battus et leurs canons pris par un détachement composé en partie de volontaires vaudois.

Ce n'est pas la seule occasion où ces volontaires ont montré qu'ils étaient dignes de combattre pour la liberté de leur pays; ils s'étaient déja distingués à la prise de Fribourg, et le sang de plusieurs d'entr'eux y avait coulé.

Vingt-neuf drapeaux, une artillerie nombreuse, la punition de l'oligarchie, la liberté rendue à la Suisse, la justice nationale satisfaite, tels sont, citoyens représentans, les fruits des victoires que les aggressions des tyrans de l'Helvétie ont forcé nos braves frères d'armes de remporter sur eux.

Ces victoires sont d'autant plus étonnantes, que par-tout il a fallu surmonter les obstacles qu'offraient des positions que la nature semblait avoir rendues inexpugnables, que l'art avait fortifiées de toutes ses ressources, et qui étaient défendues par la plus formidable artillerie.

Lorsque les armées de la République ont vaincu des troupes réputées les plus belliqueuses de l'Europe, et entourées de pareils moyens de défense, vous jugerez, sans doute, citoyens représentans, combien la France peut être tranquille sur l'issue de la coalition que le cabinet de Saint-James cherche à renouer, et pour laquelle il emploie tout ce qu'ont de plus puissant le mensonge, l'or et la séduction.

Le triomphe de la République en Suisse est d'autant plus glorieux et plus doux, qu'en même tems qu'il est une nouvelle victoire, et une victoire signalée remportée sur l'Angleterre, qui avait fait de ce pays le centre de ses intrigues, il va rendre l'estimable peuple helvétique à sa première

dignité, et le délivrer pour jamais du joug humiliant de l'oligarchie la plus tyrannique.

Signé MERLIN, *président;* LAGARDE, *secrétaire-général.*

LOI contenant ratification du traité de paix et d'alliance offensive et défensive entre la République française et la République helvétique.

Du 23 fructidor an VI de la République.

LE CONSEIL DES ANCIENS, adoptant les motifs de la déclaration d'urgence qui précède la résolution ci-après, approuve l'acte d'urgence.

Suit la teneur de la Déclaration d'urgence et de la Résolution du 13 fructidor :

Le Conseil des Cinq-cents, après avoir entendu en comité général, conformément à l'article 334 de la Constitution, le rapport d'une commission spéciale sur le traité d'alliance offensive et défensive entre la République française et la République helvétique ;

CONSIDÉRANT qu'il est instant de prendre une détermination sur ce traité,

Déclare qu'il y a urgence.

Le Conseil, après avoir déclaré l'urgence, prend la résolution suivante :

ART. Ier. Le traité d'alliance offensive et défensive entre la République française et la République helvétique, arrêté et signé à Paris par le Directoire exécutif, le 4 de ce mois, et dont la teneur suit :

Traité de paix et d'alliance offensive et défensive, entre la République française et la République helvétique.

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et la République helvétique, également animées du desir de faire succéder la paix la plus complète et l'amitié la plus étroite à la guerre que l'oligarchie avait provoquée, et qui a momentanément divisé les deux nations, ont résolu de s'unir par une alliance fondée sur les vrais intérêts des deux peuples.

En conséquence, les Gouvernemens respectifs ont nommé, savoir le Directoire exécutif de la République française, le citoyen *Charles-Maurice Talleyrand*, ministre des relations extérieures, et le Directoire exécutif de la République helvétique, les citoyens *Pierre-Joseph Zeltner* et *Amédée Jenner*;

Lesquels, après l'échange de leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des articles suivans :

ART. Ier. Il y aura, à perpétuité, entre la République française et la République helvétique, paix, amitié et bonne intelligence.

II. Il y a, dès ce moment, entre les deux Républiques, alliance offensive et défensive.

L'effet général de cette alliance est que chacune des deux Républiques peut, en cas de guerre, requérir la coopération de son alliée.

La puissance requérante spécifie alors contre qui la coopération est réclamée; et par l'effet de cette réquisition spéciale, la puissance requise entre en guerre contre la puissance ou les puissances désignées; mais elle reste en état de neutralité vis-à-vis de celles qui seraient en guerre avec la puissance requérante, et qui n'auraient point été particulièrement désignées par elle.

Il est reconnu que l'effet de la réquisition de la République française ne pourra jamais être d'envoyer des troupes suisses outre mer.

Les troupes requises seront payées et entretenues par la puissance requérante; et, en cas de réquisition, aucune des deux Républiques ne pourra conclure séparément aucun traité d'armistice ou de paix.

Les effets particuliers de l'alliance, lorsque, de part ou d'autre, la réquisition aura lieu, la nature et la quotité des secours mutuellement accordés, seront déterminés de gré à gré par des conventions spéciales basées sur les principes qui sont renfermés dans cet article.

III. En conséquence, la République française garantit à la République helvétique son indépendance et l'unité de son Gouvernement; et dans le cas où l'oligarchie tenterait de renverser la Constitution actuelle de l'Helvétie, la République française s'engage à donner à la République helvétique, sur sa requisition, les secours dont elle aurait besoin pour triompher des attaques intérieures ou extérieures qui seraient dirigées contre elle.

Elle promet, en outre, ses bons offices à la République helvétique, pour la faire jouir de tous ses droits par rapport aux autres puissances.

Et afin de lui procurer les moyens de rétablir promptement son état militaire sur le pied le plus imposant, la République française consent à la remettre en possession des canons, mortiers et pièces d'artillerie qui lui ont été enlevés pendant la présente guerre, et qui seraient encore à la disposition du Gouvernement français au moment de la signature du présent traité; moyennant que

la République helvétique se chargera de les faire rechercher et conduire sur son territoire.

IV. Les frontières entre la France et l'Helvétie seront déterminées par une convention particulière, qui aura pour base que tout ce qui faisait partie du ci-devant évêché de Bâle et de la principauté de Porentrui, restera définitivement réuni au territoire français, ainsi que les enclaves suisses qui se trouvent comprises dans les départemens du Haut-Rhin et du Mont-Terrible; sauf les rétrocessions ou échanges qui seront jugés indispensables pour la plus parfaite rectification desdites frontières depuis Bâle jusqu'à Genève, et qui ne contrarieraient point les réunions déja définitivement opérées au territoire français.

V. Afin d'assurer les communications de la République française avec l'Allemagne méridionale et l'Italie, il lui sera accordé le libre et perpétuel usage de deux routes commerciales et militaires, dont la première passera par le nord de l'Helvétie, en remontant le Rhin et suivant les rives occidentale et méridionale du lac de Constance, dont la seconde, partant de Genève et traversant le département du Mont-Blanc, traversera également le Valais pour aboutir sur le territoire de la République cisalpine, suivant une direction qui sera déterminée; et il est convenu que chaque

État fera sur son territoire les travaux nécessaires pour l'achèvement de ces deux routes.

VI. De même il est convenu que, pour donner à la navigation intérieure des deux Républiques les développemens avantageux dont elle est susceptible, chacune d'elles fera respectivement sur son territoire les ouvrages d'art qui seront nécessaires pour l'établissement d'une communication par eau depuis le lac de Genêve jusqu'au Rhin, et depuis Genêve jusqu'à la partie du Rhône qui est navigable.

VII. La République française s'engage à fournir à la République helvétique tous les sels dont elle aura besoin, de ses salines de la Meurthe, du Jura et du Mont-Blanc.

Le prix desdits sels, celui de leur transport, les lieux et les époques des livraisons seront réglés au moins tous les dix ans, entre les citoyens chargés par le Gouvernement français de l'exploitation de ces salines, et les préposés du Gouvernement helvétique, sans que jamais le prix des sels aux salines puisse excéder celui que paieront les citoyens français, et sans que les sels vendus aux Helvétiens puissent jamais être assujétis à aucun des impôts qui seraient mis en France sur cette denrée.

VIII. En conséquence de l'article précédent, la

République helvétique renonce expressément à tous les arrérages de sels qu'elle pourrait avoir à réclamer par suite des anciens traités qui existaient entre la France et les cantons ; et elle s'engage à prendre annuellement aux salines au moins 250,000 quintaux de sel.

IX. Les citoyens de la République française pourront aller et venir en Helvétie, munis de passe-ports en règle : il leur sera libre d'y former tous et tels établissemens, d'y exercer tels genres d'industrie que la loi permet et protège ; leurs personnes et leurs propriétés seront soumises aux lois et usages du pays.

Les citoyens de la République helvétique jouiront en France, et dans toutes les possessions de la République française, des mêmes droits, et aux mêmes conditions.

X. Dans les affaires litigieuses personnelles qui ne pourront se terminer à l'amiable et sans la voie des tribunaux, le demandeur sera obligé de poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur, à moins que les parties ne soient présentes dans le lieu même où le contrat a été stipulé, ou ne fussent convenues des juges par-devant lesquels elles se seraient engagées de discuter leurs difficultés.

Dans les affaires litigieuses ayant pour objet des

propriétés foncières, l'action sera suivie par-devant le tribunal ou le magistrat du lieu où ladite propriété est située.

Les contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Français mort en Suisse, à raison de sa succession, seront portées devant le juge du domicile que le Français avait en France; et il en sera usé de même à l'égard des contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Suisse mort en France.

XI. Les jugemens définitifs en matière civile ayant force de chose jugée, rendus par les tribunaux français, seront exécutoires en Suisse, et réciproquement, après qu'ils auront été légalisés par les envoyés respectifs.

XII. En cas de faillite ou de banqueroute de la part des Français possédant des biens en France, s'il y a des créanciers suisses et des créanciers français, les créanciers suisses qui se seraient conformés aux lois françaises pour la sûreté de leur hypothèque, seront payés sur lesdits biens comme les créanciers hypothécaires français, suivant l'ordre de leur hypothèque; et réciproquement, si des Suisses possédant des biens dans la République helvétique, se trouvent avoir des créanciers français et des créanciers suisses, les créanciers français qui auront rempli les forma-

lités propres à leur assurer une hypothèque en Suisse, seront colloqués sans distinction avec les créanciers suisses, suivant l'ordre de leur hypothèque. Quant aux simples créanciers, ils seront aussi traités également, sans considérer à laquelle des deux Républiques ils appartiennent.

XIII. Dans toutes les procédures criminelles pour délits graves, dont l'instruction se fera soit devant les tribunaux français, soit devant ceux de Suisse, les témoins suisses qui seront cités à comparaître en personne en France, et les témoins français qui seront cités à comparaître en personne en Suisse, seront tenus de se transporter près du tribunal qui les aura appelés, sous les peines déterminées par les lois respectives des deux nations.

Les deux Gouvernemens accorderont dans ce cas aux témoins les passe-ports nécessaires, et ils se concerteront pour fixer l'indemnité qui sera dûe en raison de la distance et du séjour.

XIV. Les deux Républiques s'engagent réciproquement à ne donner aucun asyle aux émigrés ou déportés de chaque nation.

Elles s'engagent pareillement à extrader réciproquement, à la première requisition, les individus de chaque nation qui auraient été déclarés juridiquement coupables de conspiration contre

la sûreté intérieure et extérieure de l'État, assassinat, empoisonnement, incendie, faux sur les actes publics, et vol avec violence ou effraction, ou qui seraient poursuivis comme tels en vertu de mandats décernés par l'autorité légale.

Il est convenu que les choses volées dans l'un des deux pays et déposées dans l'autre, seront fidèlement restituées.

XV. Il sera incessamment conclu entre les deux Républiques, un traité de commerce basé sur la plus complète réciprocité d'avantages : en attendant, les citoyens des deux Républiques seront respectivement traités comme ceux des nations les plus favorisées.

Conclu et signé à Paris, le 2 fructidor an VI de la République française, une et indivisible, (19 août 1798).

Signé Ch. Mau. Talleyrand ; P. Zeltner, A. A. Jenner.

Le Directoire exécutif arrête et signe le présent traité de paix et d'alliance offensive et défensive avec la République helvétique, négocié au nom de la République française par le citoyen *Talleyrand*, ministre des relations extérieures, fondé de pouvoirs à cet effet par arrêté du directoire

du 26 prairial dernier, et chargé de ses instructions.

Fait au palais national du Directoire exécutif, le 4 fructidor an VI de la République française, une et indivisible.

Pour expédition conforme, *signé* MERLIN, *pour le président;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire général* par intérim, AUBUSSON.

EST RATIFIÉ.

II. La présente résolution sera imprimée.

Signé, DAUNOU, *président;* GIROT, THIESSÉ, *secrétaires.*

Après une seconde lecture, le Conseil des Anciens APPROUVE la résolution ci-dessus. Le 23 fructidor an VI de la République française.

Signé P. A. LALOY, *président;* GARAT, DUFFAU, LASSÉE, BEERENBROEK, *secrétaires.*

LE DIRECTOIRE EXÉCUTIF ordonne que la loi ci-dessus sera publiée, exécutée, et qu'elle sera munie du sceau de la République. Fait au palais national du Directoire exécutif, le 24 fructidor an VI de la République française, une et indivisible.

Pour expédition conforme, *signé* TREILHARD, *président;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général* par intérim, AUBUSSON.

Suit la teneur de la ratification du Corps législatif de la République helvétique :

Le grand Conseil, en comité secret, au Sénat.

Le grand Conseil, après avoir entendu la lecture du traité d'alliance conclu entre le Directoire exécutif de la République française une et indivisible et le Directoire exécutif de la République helvétique une et indivisible, signé à Paris le 19 août 1798,

A résolu : Le traité d'alliance offensive et défensive, conclu entre le Directoire exécutif de la République française, une et indivisible, et le Directoire exécutif de la République helvétique, une et indivisible, signé à Paris le 19 août 1798, est ratifié en entier.

Arau, le 24 août 1798. *Signé* Graffeuried, *président ;* Bourgeois et Wernhard-Huber, *secrétaires.*

En comité général, au Directoire exécutif.

Le Sénat a accepté la résolution ci-jointe du grand Conseil, en date du 24 août, qui ratifie en entier le traité d'alliance offensive et défensive ci-joint, conclu entre le Directoire exécutif de la République française, une et indivisible,

et le Directoire exécutif de la République helvétique, une et indivisible, signé à Paris le 19 août 1798.

Arau, le 24 août 1798. *Signé* DOLDER, *président;* DEVEVEY et KRAUER, *secrétaires.*

Du 12 vendémiaire an VII.

La loi du 23 fructidor dernier, portant ratification du traité d'alliance offensive et défensive conclu entre la République française et la République helvétique, ayant été munie du sceau de la République, et l'échange des ratifications respectives dudit traité ayant été fait le 3e. jour complémentaire suivant, le Directoire exécutif ordonne au ministre de la justice de la faire imprimer, et solennellement publier dans toute l'étendue de la République.

Pour expédition conforme, *signé* TREILHARD, *président;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général,* LAGARDE.

Certifié conforme :

Le ministre de la justice, LAMBRECHTS.

OBSERVATIONS.

Le Gouvernement helvétique est peu susceptible d'orgueil, d'ambition et de gloire. Sans desir, ou du moins sans espoir de conquêtes, sans éclat, sans activité au-dehors, sans inquiétude au-dedans, il ne forme de prétentions, de projets, il ne rend de services que pour de l'argent. Cela est passé en proverbe ; et c'est, en effet, l'unique but, le grand objet de sa politique.

La position du Corps helvétique, relativement à la France, est celle d'un État très-inférieur, mais formé par une nation belliqueuse, défendu par la nature, garanti par l'intérêt commun qu'ont toutes les puissances voisines d'empêcher qu'il ne soit opprimé, et auquel, par conséquent, la France ne saurait en imposer beaucoup par la crainte *(Favier)*.

La conquête récente et facile de la Suisse prouve à cet égard l'erreur de Favier.....

La pauvreté les rendait autrefois invin-

cibles ; leur énergie était un rempart bien plus inexpugnable que leurs montagnes ; et dès que le luxe les a gagnés, les Français, appauvris par la révolution, les ont vaincus.

(Ségur).

HESSE-HOMBOURG.

NOTICE STATISTIQUE.

Situation.

Les possessions de la maison de Hesse-Hombourg sont situées dans la Wétéravie, à 2 milles de Francfort, au pied et en vue d'une chaîne de montagnes appelées Die-Hohe.

Etendue territoriale.

Deux milles carrés forment son étendue, suivant *Hoeck.*

Population.

Sa population est de 7,000 individus, suivant le même.

Commerce.

Plusieurs manufactures entretiennent l'aisance et l'émulation dans ce pays. On y exporte des objets de lainage.

ETAT POLITIQUE.

Convention entre la République française et le landgrave de Hesse-Hombourg, signée à Aschaffenbourg le 14 septembre 1801 (28 fructidor an 8).

Le Premier Consul de la République française considérant que la principauté de Hesse-Hombourg fait partie de la Hesse, qui se trouve en paix avec la République, et que le landgrave régnant de Hesse-Hombourg n'a pris aucune part à la guerre présente, n'ayant fourni aucun contingent à l'armée de l'Empire, et n'ayant, de plus, permis aucun rassemblement d'émigrés français, ni aucun armement de paysans dans son pays : il a été conclu par le général *Augereau*, général en chef de l'armée de Batavie, autorisé par le Gouvernement français de faire la paix avec les princes souverains de l'Allemagne, d'une part, et le baron de *Sainclair*, conseiller de régence, chargé des pleins-pouvoirs de S. A. S. le landgrave de Hesse-Hombourg, à cet effet, d'autre part, après l'échange fait des pleins-pouvoirs respectifs, les articles suivans :

Art. Ier. Il y aura paix, amitié et bonne intel-

ligence entre la République française et le landgrave de Hesse-Hombourg.

II. Le pays de Hesse-Hombourg et toutes les possessions y attenantes seront traités comme pays ami de la République française par les généraux commandant les armées de la République française et de ses alliés.

III. En conséquence, les généraux commandant les armées françaises et celles des alliés de la République, écarteront du pays de Hesse-Hombourg toute force armée; les troupes qui l'occupent à présent, l'évacueront sans délai, et le pays sera exempt de toutes réquisitions, contributions, transports militaires et logemens de troupes.

IV. En cas que les opérations militaires exigeraient un passage de troupes, les généraux commandant les troupes de la République française et des ses alliés y feront observer une bonne discipline, et n'exigeront aucune fourniture de quelqu'espèce que ce soit. Si cependant l'urgence des circonstances demandait des logemens de troupes et fournitures pour leur subsistance, la régence du pays de Hesse-Hombourg sera autorisée à en réclamer le paiement en espèces près du Gouvernement français ou des généraux commandant ses armées et celles de ses alliés.

V. Par contre, les troupes de la République

française et celle de ses alliés recevront, en cas de passage par le pays de Hesse-Hombourg, toute l'assistance et les secours que l'on peut attendre de la bonne volonté d'un pays en paix avec la République francaise, et où, dans toutes les époques de la guerre présente, les prisonniers de guerre et les blessés français ont été accueillis avec les soins les plus distingués.

VI. Il sera conclu un traité de commerce entre la République française et le landgrave de Hesse-Hombourg, qui, tant que le permettront les lois et les intérêts de la République française, rétablira les relations commerciales entre les deux pays, telles qu'elles ont subsisté avant la guerre, et favorisera les fabriques de Hesse-Hombourg, fondée par les réfugiés protestans du temps de la révocation de l'Édit de Nantes, et formant encore à présent l'unique ressource de quelques colonies françaises, qui se trouvent dans le pays.

VII. Le présent traité sera immédiatement soumis à la ratification du premier Consul de la République française et de S. A. S. le landgrave de Hesse-Hombourg; et en attendant l'échange des ratifications respectives, le pays de Hesse-Hombourg ne pourra être grévé d'aucune espèce de contribution en argent ou en denrées : ce ne sera qu'en cas de nécessité absolue, que les troupes

l'Inn, la Saltza, dans l'archiduché d'Autriche; l'Elbe et la Moldau, dans la Bohême; l'Oder et le March ou Morava, dans la Moravie; la Waag, le Gran, la Theiss, la Leytha, le Raab, la Drave, la Muhr, la Save, la Marosch, l'Alt, la Kulpe, l'Unna, dans la Hongrie et pays annexes; la Vistule, le Bug et le Dniester, dans les Galicies; l'Adige, le Pô, la Brenta, la Tagliamento, etc. en Italie.

Montagnes.

Les montagnes principales sont: les Sudètes, ou la montagne des Géans (Kiesengebürge), entre la Bohême et la Silésie; le mont Karpath, entre la Hongrie et la Galicie; les Alpes Juliennes, qui traversent toute la Carniole et s'étendent de-là dans la Croatie; les Alpes Carniennes, entre la Carniole, la Carinthie, l'État de Venise et le Tirol; les Alpes Rhétiques, qui commencent dans les Grisons, traversent le Tirol, et joignent les Alpes Noriques, à la source de la rivière de Piave; les Alpes

Population des différens États dont se se compose l'Autrichie, d'après les auteurs les plus accrédités.

Bohême	2,806,943
Moravie	1,256,240
Silésie autrichienne.....	250,000
Autriche inférieure.....	1,850,000
Autriche intérieure.....	1,645,000
Autriche supérieure	610,000
Autriche antérieure	293,433
Hongrie et Illyrie.....	7,350,000
Transilvanie.....	1,443,364
Bukowine.....	130,000
Galicie orientale.....	2,797,119
Galicie occidentale.....	1,106,178
États de Venise en Italie..	2,150,000
États de Venise en Illyrie, Dalmatie, etc	250,000
	23,938,277

Un auteur autrichien des plus modernes, le baron de Liechtenstein, dans sa Statistique des États d'Autriche, publiée en

1800, porte la population de ces États à 25,850,000 ames, mais il ne donne aucun développement à son calcul.

(Art. communiqué, Observat. ci-dessus).

Forces de terre.

Suivant le baron de *Ryesbeck*, l'armée entretenue par l'Empereur est de 300,000 hommes.

Suivant *Beaufort*, elle était de 296,062 hommes.

Le gouvernement autrichien croyant en imposer par un appareil fastueux de ses forces, vient d'en faire imprimer (en l'an 1799) la liste qui est sorti des bureaux de la guerre, raison suffisante peut-être pour douter de son authenticité. Quoi qu'il en soit, en voici le résultat : infanterie, 250,000 ; cavalerie, 45,000 ; artillerie, 15,000 ; pionniers, sapeurs, pontonniers, 10,000 ; chasseurs à pied, 22,000 ; total 342,000 hommes effectifs. *(Extrait de l'Ami des Lois*, n°. 1153, *du* 21 *vendémiaire an VII.)*

Selon un état qui se trouve dans *Mirabeau* (monarchie Prussienne, t. VI, pag. 321 — 328), toutes les forces de l'Empereur, sur le pied de guerre, montaient en 1787, à 385,264 hommes.

Infanterie.....	309,781
Cavalerie.....	53,751
Artillerie.....	13,878
État-major.....	7,854
	385,264

Selon M. *de Luca*, professeur de Statistique à Vienne, dans sa statistique autrichienne publiée en 1798, l'armée autrichienne, en tems de paix, est de 292,237 hommes. En tems de guerre elle peut être portée à 480,000 hom., selon le même.

(Article communiqué.)

Forces de mer.

Toute la marine autrichienne se réduisait, avant l'acquisition des États de Venise, à quelques vaisseaux armés, que

l'Empereur entretenait dans la mer Adriatique. Ses ports actuels dans cette mer sont : Trieste, Fiume, Bukari, Porto-Ké, Carlopago, Zeng, auxquels il faut ajouter les ports nouvellement acquis de Venise, Chioggia, Zara, Sebenico, Spalatro, Kataro.

(*Art. communiqué*).

Revenus.

Suivant une note communiquée, les États d'Autriche avaient, en 1787, un revenu de 100,000,000 de florins.

Beaufort le porte de 110 à 115,000,000 de florins, ou 253,000,000 liv. tourn.

Le revenu des États de l'Empereur, depuis les traités de Campo-Formio et de Lunéville, sont environ de 120,000,000 fl.

Peuchet cite la Monarchie Prussienne, de *Mirabeau*, ouvrage dans lequel les revenus de l'Autriche sont portés à 103,116,170 florins.

Etat des finances autrichiennes, selon les auteurs les plus récens.

Autriche inf.	17,000,000	34,258,318 fl.
Autriche int.	10,723,428	
Autriche sup.	3,658,712	
Autriche ant.	2,876,178	
Bohême.....		16,000,000 fl.
Moravie.....		5,793,120
Silésie.....		600,000
Hongrie et Illyrie.....		18,004,152
Transilvanie		3,941,707
Galicie orient. et Bukowine.		13,000,000
Galicie occid., environ ...		10,000,000
États de Venise, environ..		15,000,000
		116,597,297 fl.

(*Art. communiqué*).

Dette publique.

La dette publique se montait, en 1793, à 500 millions de florins, et il y a lieu de croire qu'elle n'aura pas mal grossi pendant le cours de la guerre qui vient d'être terminée.

(*Art. communiqué*).

Forme du Gouvernement.

Tous les différens pays et provinces qui composent la monarchie Autrichienne, ont des constitutions qui leur sont particulières. L'autorité du Souverain, ci-devant fort limitée, est devenue plus absolue dans les provinces allemandes et dans le royaume de Bohême; elle est presque sans bornes dans les nouvelles acquisitions en Pologne et en Italie, et n'est proprement circonscrite dans l'exercice du pouvoir suprême, que dans le royaume de Hongrie et dans les provinces qui en dépendent.

Religion.

La religion catholique romaine est la dominante.

Le nombre des grecs-unis qui sont tolérés est considérable, et peut être porté à 4 millions.

Les protestans des deux confessions peuvent être évalués de 5 à 6 millions. En Hongrie, la moitié de la population est protestante.

Productions territoriales.

De Luca prétend que l'exportation des grains de la Hongrie monte aujourd'hui à près de six millions de florins.

Le houblon réussit supérieurement dans la Bohême, de même que le chanvre et le lin.

Tous les genres de fruits réussissent dans la Hongrie, où l'on trouve des forêts entières de pruniers, dont on fait une eau-de-vie nommée *slivoniza*.

De toutes les productions du règne végétal, aucune n'est plus importante que celle des vins, dont la Hongrie sur-tout fournit une étonnante variété.

De la Hongrie seule, il sort annuellement à-peu-près 150,000 bœufs, dont il y en a qui vont jusqu'en France.

On évalue à 900,000 florins environ la valeur des porcs que la Hongrie vend annuellement au-dehors.

Les chevaux de Hongrie sont petits, mais renommés pour leur courage et leur légèreté.

La Hongrie et l'Esclavonie fournissent les troupeaux les plus nombreux de bêtes à laine. En 1786, il a été vendu au-dehors en laine crue de Hongrie, pour la somme de 1,265,295 florins.

Les mines d'or les plus riches de l'Europe sont celles de Transilvanie. On estime à 4000 marcs l'or qu'on retire annuellement des mines de Hongrie.

Les mines de vif-argent d'Idria rendent annuellement jusqu'à 5,000 quintaux de ce minéral.

Rien de si abondant que le sel dans les États d'Autriche. On en évalue tout le produit annuel à trois millions de quintaux.

Commerce.

Le commerce le plus important de l'Autriche, est celui qu'elle exerce au Levant, sur les côtes de la Méditerranée et de la Mer Noire, avec la Turquie, la Russie, l'Italie et le nord de l'Afrique.

On évalue à environ 14,000 le nombre des bâtimens grands et petits qui fréquentent annuellement les ports de l'Autriche,

parmi lesquels on compte jusqu'à 2,400 bâtimens nationaux.

Importations et Exportations.

Liechtenstern évalue à 21 millions de florins la totalité des exportations, et celle des importations à 22,500,000, ce qui ferait une perte de 1,500,000 florins annuels; mais cet auteur observe que des marchandises importées il en sortait de rechef pour 2 millions et demi; ce qui rendrait la balance favorable à l'Autriche.

A la fin du règne de Louis XIV, les importations de l'Allemagne, des possessions autrichiennes dans cette contrée et en Flandres, de la Pologne et des États du roi de Prusse, en France, s'élevaient à la somme de..... 9,000,000 liv.

A la même époque, les exportations de la France pour ces contrées, s'élevaient à la somme de.... 14,100,000

Au moment de la révolution, les importations de

ces puissances en France, s'élevaient à la somme de. 64,000,000

A la même époque, les exportations de la France pour ces contrées, s'élevaient à la somme de.... 95,600,000 liv.

D'après la note comparative sur le commerce et la navigation entre la France et les États de l'Empereur, en Allemagne et en Flandre, année moyenne de 1787 à 1789 inclusivement, il résulte :

En importations,

176 bâtimens de 14,233 tonneaux, formant..... 32,350,000 l. en march.

En exportations,

266 bâtimens de 27,326 tonneaux, formant..... 31,853,000 l. en march.

(*Rapport de* Roland, *ministre de l'int.*).

D'après le tableau estimatif du commerce, tant par terre que par mer, entre la France et les États de l'Empereur, en Flandre et

en Allemagne, pendant l'année 1792, il résulte :

En importations,

Par mer.....	13,911,000 liv.
Par terre.....	16,693,000
TOTAL.....	30,604,000 liv.

En exportations,

Par mer.....	48,111,000 liv.
Par terre.....	25,954,000
TOTAL.....	74,065,000 liv.

(Rapport du ministre des aff. étrang.)

ETAT POLITIQUE.

On a vu (*Partie* Ière. *page* 151 et suiv.) les dispositions que faisait l'Autriche, de concert avec la Prusse, pour *faire rendre à la couronne ses anciens droits et prérogatives*, suivant les propres termes de la convention signée à Vienne entre le chargé des pouvoirs de l'Empereur et le plénipo-

tentiaire de son premier allié, le 18 février 1792 (*ibid.* page 153). Dans ces entrefaites, le Roi des Français se rend, accompagné de ses ministres, à l'Assemblée nationale.

Assemblée nationale législative.

Séance du vendredi 20 avril 1792.

Le Roi. — Je viens au milieu de l'Assemblée nationale, pour l'entretenir d'un des objets les plus importans dont elle puisse s'occuper. Mon ministre des affaires étrangères va vous lire le rapport fait à mon Conseil, sur notre situation politique.

Le ministre des affaires étrangères fait lecture du rapport.

Rapport du ministre des affaires étrangères.
(Dumourier.)

Sire.

Lorsque vous avez juré de maintenir la constitution qui a assuré votre couronne; lorsque votre cœur s'est sincèrement réuni à la volonté d'une nation libre et souveraine, vous êtes devenu l'objet de la haine des ennemis de la

liberté ; l'orgueil et la tyrannie ont agité toutes les cours ; aucun lien naturel, aucun traité n'a pu arrêter l'injustice ; vos anciens alliés vous ont effacé du rang des despotes ; mais les Français vous ont élevé à la dignité glorieuse et solide de chef suprême d'une nation régénérée.

Vos devoirs sont tracés par la loi que vous avez acceptée, et vous les remplirez tous. La nation française est calomniée, sa souveraineté est méconnue ; des émigrés rebelles trouvent un asyle chez nos voisins, ils s'assemblent sur nos frontières, et menacent ouvertement de pénétrer dans leur patrie, d'y porter le fer et la flamme. Leur rage serait impuissante, ou peut-être aurait déjà fait place au repentir, s'ils n'avaient trouvé l'appui d'une puissance qui a brisé tous ses liens avec nous, dès qu'elle a vu que notre régénération changerait la forme de notre alliance avec elle, et la rendrait incessamment plus égale.

Depuis 1756, l'Autriche avait abusé d'un traité d'alliance que la France avait toujours trop respecté. Ce traité avait épuisé, depuis cette époque, notre sang et nos trésors dans des guerres injustes, que l'ambition suscitait, qui se terminaient par des traités dictés par une politique tortueuse et mensongère, qui laissait toujours subsister le moyen d'exciter de nouvelles guerres.

Depuis cette fatale époque de 1756, la France s'avilissait au point de jouer un rôle subalterne dans les sanglantes tragédies du despotisme; elle était asservie à l'ambition toujours inquiète, toujours agissante de la maison d'Autriche, à qui elle avait sacrifié ses alliances naturelles.

Dès que la maison d'Autriche a vu, dans notre constitution, que la France ne pourrait plus être le servile instrument de son ambition, elle a juré la destruction de cet œuvre de la raison; elle a oublié tous les services que la France lui avait rendus; enfin ne pouvant plus dominer la nation Française, elle est devenue son ennemie implacable.

La mort de Joseph II semblait présager plus de tranquillité de la part de son successeur. Léopold avait appelé la philosophie dans son gouvernement de Toscane, et paraissait ne devoir s'occuper que de réparer les calamités que l'ambition démesurée de son prédécesseur avait attirées sur ses états. — Léopold ne fait que paraître sur le trône impérial, et cependant c'est lui qui cherche sans cesse à exciter contre nous les Puissances de l'Europe; c'est lui qui a tracé, dans les conférences de Padoue, de Reichenbach, de la Haye et de Pilnitz, les projets les plus funestes contre nous; projets qu'il a couverts, sire,

du prétexte avilissant d'une fausse compassion pour votre majesté, pendant que vous déclariez à tout l'univers que vous étiez libre, pendant que vous déclariez que vous aviez accepté franchement, et que vous soutiendriez de tout votre pouvoir la constitution.

C'est alors que, calomniant la nation dont vous êtes le représentant héréditaire, et vous faisant l'outrage de feindre de ne pas croire à votre liberté et à la pureté de vos intentions, ce prince employait tous les ressorts d'une politique sombre et insidieuse pour grossir le nombre des ennemis de la France, sous les prétextes les moins faits pour autoriser une ligue aussi menaçante. C'est Léopold qui, lié depuis long-tems avec la Russie pour partager les dépouilles de la Pologne et de la Turquie, a détaché de notre alliance ce roi du Nord, dont l'inquiète activité n'a pu être arrêtée que par la mort, au moment où il allait devenir l'instrument de la fureur de la maison d'Autriche; c'est Léopold qui a animé contre la France ce successeur de l'immortel Frédéric, contre lequel, par notre fidélité à des traités imprudens, nous avions depuis près de quarante ans défendu la maison d'Autriche; c'est Léopold qui s'est déclaré le chef d'une ligue qui tend au

renversement de notre constitution ; c'est lui, qui dans des pièces officielles, que l'Europe jugera, invite une partie de la nation à s'armer contre l'autre, cherchant à réunir sur la France les horreurs de la guerre civile aux calamités de la guerre extérieure. Tels sont les attentats de Léopold contre une nation qui, même depuis sa régénération, respectait ses traités, quelque désavantageux, quelque funestes qu'ils lui fussent.

Il est nécessaire de rapporter à votre majesté une note officielle du 18 février, du prince de Kaunitz, puisque cette note est la dernière pièce des négociations officielles entre l'empereur Léopold et votre majesté. C'est dans cette note officielle du 18 février, sur-tout, que ses projets hostiles sont découverts : cette note, qui est une véritable déclaration de guerre, mérite un examen réfléchi. Le prince de Kaunitz, qui est l'organe de son maître, commence par dire, que jamais intention impartiale et pacifique n'a été plus clairement et plus expressément énoncée que celle de S. M. I. dans l'affaire des rassemblemens des émigrés au pays de Trèves. A la vérité la cour de Vienne avait alors fait sortir des Pays-Bas les émigrés armés, de peur que le ressentiment des Français ne les portât à entrer dans les provinces Belgiques, où s'étaient faits les premiers

rassemblemens, où les rebelles tiennent encore un état-major, des officiers généraux en uniforme et en cocarde blanche; à la cour même de Bruxelles, contre les capitulations et cartels, on recevait et on reçoit encore journellement des bandes nombreuses, et même des corps entiers, avec armes et bagages, officiers, drapeaux et caisses militaires, donnant ainsi une injuste protection à la désertion la plus criminelle, accompagnée de vols et de trahisons.

Dans le même temps, la cour de Vienne, sur la demande irrégulière de l'évêque de Basle, établissait une garnison dans le pays de Porentruy, pour s'ouvrir une facile entrée dans le département du Doubs; violant par l'envoi de cette garnison, le territoire du canton de Basle; violant les traités qui mettent le pays de Porentruy sous la garantie de ce canton et de la France.

Dans le même tems, la cour de Vienne augmentait considérablement les garnisons du Brisgaw. Dans le même tems, la cour de Vienne donnait des ordres au maréchal Beude de se porter avec ses troupes dans l'électorat de Trèves, au cas où les français s'y porteraient pour dissiper les rassemblemens des rebelles émigrés. A la vérité, la cour de Vienne semblait prescrire à l'électeur de ne plus tolérer ces rassemblemens,

et ce prince ecclésiastique semblait aussi, pour un moment, être dans l'intention de les dissiper; mais tout cela n'était qu'illusoire : on cherchait à abuser votre ministre à Trèves par des mensonges, ou à l'intimider par des outrages : les attroupemens ont recommencé à Coblentz en plus grand nombre; leurs magasins sont restés dans le même état, et la France n'a vu dans toute cette affaire qu'un jeu perfide, des menaces et de la violence.

M. de Kaunitz ajoute que la nature et le but légitime des propositions de ce concert, faittes par l'empereur, au mois de juillet 1791, aussi bien que l'intention pacifique et amicale de celles qu'il fit au mois de novembre précédent, n'ont pas échappé à la connaissance du Gouvernement français.

Cet aveu du prince de Kaunitz confirme les desseins hostiles de la cour de Vienne. Il prouve qu'au mépris de son alliance, elle provoquait les autres puissances de l'Europe à former contre la France une ligue offensive, qui n'est que suspendue par la lettre circulaire du 12 novembre.

M. de Kaunitz dit ensuite, que toute l'Europe est convaincue avec l'empereur, que ces gens notés par la dénomination du parti *jacobin*, voulant exciter la nation, d'abord à des arme-

mens, et puis à une rupture avec l'empereur, après avoir fait servir les rassemblemens de Trèves de prétextes aux premiers, cherchent maintenant à amener des prétextes de guerre, par des explications qu'ils ont provoquées de sa majesté impériale, d'une manière à rendre difficile à ce prince de concilier dans ses réponses des intentions pacifiques et amicales avec le sentiment de sa dignité blessée et de son repos compromis par les suites de leurs manœuvres.

Cette phrase obscure contient une fausseté et une injure.

Ce que M. de Kaunitz a désigné comme des gens notés, c'est l'assemblée nationale, c'est la nation entière exprimant son vœu par l'organe de ses représentans. Ce n'est point un club qui a demandé des explications cathégoriques; et on voit, dans la distinction que fait le ministre autrichien, le projet perfide de représenter la France comme en proie à des factions qui ôtent tous les moyens de négocier avec elle.

Le reste de cette note est une explosion de son humeur contre ce qu'il appelle le parti des Jacobins, qu'il qualifie de secte pernicieuse.

Il semble d'abord que l'empereur aurait dû annoncer d'autres principes de négociation; mais le système si profondément ambitieux de la mai-

son d'Autriche est toujours le même, et le changement des princes qui gouvernent n'y a apporté aucune variation. Le roi de Bohême et de Hongrie, sollicité de répondre cathégoriquement pour faire cesser les inquiétudes des deux nations, et pour opérer la tranquillité de l'Europe, a fait connaître ses dernières résolutions à votre majesté par une dernière note du prince de Kaunitz datée du 18 mars. Comme cette note est l'*ultimatum* de la cour de Vienne; comme elle est encore plus provoquante que toutes les autres pièces de cette négociation, elle mérite aussi un examen refléchi.

Le premier mot est une injure artificieuse. » Le gouvernement français, dit-il, ayant demandé des explications cathégoriques... » Sire, il n'est donc plus question du roi des Français ! M. de Kaunitz vous sépare de la nation, pour faire croire que vous n'êtes pas libre, que vous n'êtes pour rien dans les négociations, que vous n'y prenez aucun intérêt : l'honneur de votre majesté est engagé à démentir cette perfide insinuation.

M. de Kaunitz dit ensuite : » Mais à plus forte raison convenait-il à la dignité d'une grande puissance de refuser avec franchise, et de ne point traiter d'insinuations confidentielles qui puissent

être dissimulées dans la réponse, des imputations et des interprétations auxquelles se trouvaient mêlés les mots de paix et de guerre, accompagnés de provocations de tout genre ».

Certainement le ministre des affaires étrangères doit se reprocher d'avoir placé, dans une telle occasion, des insinuations confidentielles; mais il ne pouvait pas imaginer que le prince de Kaunitz aurait la perfidie de les tronquer ou de les dénaturer pour en abuser. Et si la négociation reprenait une tournure pacifique, la première démarche de V. M. serait de demander au roi de Bohême et de Hongrie la punition d'un premier ministre infidèle, qui par des abus de confiance, s'était efforcé d'aliéner le cœur d'un jeune monarque, et de rendre irréconciliables deux nations faites pour s'estimer.

Le prince de Kaunitz parle ensuite de la justice des motifs sur lesquels se fonde l'explication donnée par Sa M. I.; et il ajoute, que le roi de Hongrie adopte complettement les sentimens de son père; il dit ensuite, qu'on ne connaît pas d'armemens dans les états autrichiens, qui puissent être qualifiés de préparatifs de guerre: le contraire est prouvé; le concert des puissances est connu; les armées autrichiennes s'assemblent; des places fortes s'élèvent; les camps sont tra-

cés ; les généraux et les armées sont désignés, et le prince de Kaunitz répond à tout cela par une dénégation dénuée de toute vraisemblance.

Il dit ensuite, « que les troubles des Pays-Bas sont excités par l'exemple de la France, par les coupables menées des Jacobins » : comme si les troubles des Pays-Bas n'avaient pas précédé la révolution française ; comme s'il avait pu oublier que l'Assemblée constituante avait refusé de prendre aucune part à ces troubles.

M. de Kaunitz ajoute : « quant au concert dans lequel sa majesté Impériale s'est engagée avec les plus respectables Puissances de l'Europe, le roi de Hongrie et de Bohême ne saurait anticiper sur leurs opinions ni sur leur détermination commune ; mais toutefois il ne croit pas qu'elles jugent convenable ou possible de faire cesser ce concert, avant que la France fasse cesser les motifs graves et légitimes qui en ont provoqué et nécessité l'ouverture ».

Voilà donc le roi de Bohême et de Hongrie, accédant à la ligue formée contre la France ; et le voilà donc avouant un traité qui rompt formellement celui de 1756.

M. de Kaunitz dit ensuite : « Mais, dussent leurs desseins et leurs artifices prévaloir, Sa Majesté se flatte que du moins la partie saine et

principale de la nation envisagera alors comme une perspective consolante, l'existence d'un concert, dont les vues sont dignes de sa confiance ».

On ne dissimule pas même, dans ses perfides expressions, le projet d'armer les citoyens.

C'est ainsi que ce ministre octogénaire lance au milieu de nous, d'une main débile, le tison de la guerre civile.

Non, Sire, les Français ne se désuniront pas : lorsque la France sera en danger, beaucoup d'émigrés quitteront l'étendard des ennemis, rougiront de leurs erreurs, et viendront les expier en combattant pour la patrie.

Votre majesté donnera l'exemple du civisme, en repoussant les injures faites à la nation.

Lorsque vous m'avez chargé du ministère, j'ai dû remplir la confiance de la nation et la vôtre, en employant, en votre nom, le langage énergique de la raison et de la vérité.

Le ministre de Vienne, se trouvant trop pressé par une négociation pleine de franchise, s'est renfermé en lui-même, et s'est référé à la note du 18 mars, dont je viens de vous présenter l'analyse. Cette note est une véritable déclaration de guerre ; les hostilités n'en sont que la conséquence : car l'état de guerre ne consiste pas seu-

lement dans les coups de canon, mais dans les provocations, les préparatifs, les insultes.

SIRE, de cet exposé, il résulte, 1°, que le traité de 1756 est rompu par le fait de la maison d'Autriche.

2°. Que le concert entre les puissances, provoqué par l'empereur au mois de juillet 1791, confirmé par le roi de Hongrie et de Bohême, d'après la note du prince de Kaunitz, du 18 mars 1792, qui est *l'ultimatum* des négociations, étant dirigé contre la France, est un acte d'hostilité formelle.

3°. Qu'ayant mandé, par ordre de votre Majesté, qu'elle se regarderait décidément comme en état de guerre, si le retour du courrier ne rapportait pas une déclaration prompte et franche en réponse des dépêches des 19 et 27 mars, cet *ultimatum* qui n'y répond point, équivaut formellement à une déclaration de guerre.

4°. Que, dès ce moment, il faut ordonner à M. de Noailles de revenir en France sans prendre congé, et de cesser toute correspondance avec la cour de Vienne.

Après toutes les réflexions qu'entraîne une détermination aussi importante,

CONSIDÉRANT que les circonstances impérieuses où nous nous trouvons, et qui deviennent de jour

en jour plus pressantes par l'approche des différens corps de troupes autrichiennes, qui s'assemblent de toutes parts sur nos frontières, nous ont amenés au point de prendre un parti décisif :

Considérant que le vœu de la nation, exprimé par ses représentans, dans l'adresse du 20 novembre, en exigeant de la cour de Vienne une réponse cathégorique, et en fixant un terme pour la cessation de l'état de guerre, a été repoussé par un silence outrageant ; que le vœu de la nation, exprimé plus d'une fois à la tribune, soutenu par les adresses de tous les départemens, s'est déclaré le 14 janvier par un serment auguste et solemnel, de déclarer infâmes et traîtres à la patrie, coupables de crime de lèze-nation, tous français qui prendraient part directement ou indirectement à un projet, dont le but serait une modification à la constitution, une médiation avec les rebelles, ou qui tendrait à rendre aux princes possessionnés quelqu'un des droits supprimés : serment qui a retenti dans toute la France, et que je rappelle à votre Majesté, pour l'opposer aux trois propositions, que le ministre Cobentzel a avancées dans sa conférence du 5 avril avec M. de Noailles.

Ici le ministre rappelle les diverses dé-

marches de l'assemblée nationale auprès du Roi, et ses décrets relativement à la maison d'Autriche, et il continue ainsi :

CONSIDÉRANT que l'honneur du roi des Français et sa bonne foi sont profondément attaqués par l'affectation marquée de le séparer de la nation, dans la note officielle du 18 mars, qui répond au *Gouvernement français*, au lieu de répondre au ROI DES FRANÇAIS :

CONSIDÉRANT que depuis l'époque de la régénération, la nation française est provoquée par la cour de Vienne et ses agens, de la manière la plus intolérable ; qu'elle a continuellement essuyé des outrages dans la personne de M. Duveyrier, envoyé par le roi, et retenu indignement en état d'arrestation ; dans celle d'un grand nombre de citoyens français outragés et emprisonnés dans les différens pays sous la puissance autrichienne ; par la haine pour notre constitution, pour notre uniforme national, et pour les couleurs distinctives de notre liberté :

CONSIDÉRANT que dans toute la constitution il ne se trouve aucun article qui autorise le Roi à déclarer que la nation est en état de guerre ; qu'au contraire, dans l'article 2, section 1. du chapitre 3 *de l'exercice du pouvoir législatif*, on

lit (1) : (il rappelle les termes de la loi) qu'ainsi ce n'est pas un conseil que le Roi peut demander, mais une proposition formelle, qu'il doit nécessairement faire à l'Assemblée nationale :

Considérant enfin, que le vœu prononcé de la Nation française est de ne souffrir aucun outrage ni aucune altération dans la constitution qu'elle s'est donnée ; que le Roi, par le serment qu'il a fait de maintenir la constitution, devient dépositaire de la dignité et de la sûreté de la nation française :

Je conclus à ce que, forte de la justice de ses motifs, et *de l'énergie du peuple français et de ses représentans, S. M., accompagnée de ses ministres, se rende à l'Assemblée nationale, pour lui proposer la guerre contre l'Autriche.*

Le Roi. « Vous venez d'entendre le rapport fait à mon Conseil. Les conclusions y ont été adoptées unanimement. J'en ai moi-même adopté sa détermination. Elle est conforme au vœu plusieurs fois exprimé de l'Assemblée nationale, et à celui qui m'a été adressé par plusieurs citoyens

(1) La guerre ne peut être décidée que par un décret du Corps législatif, rendu sur la proposition formelle et nécessaire du Roi, et sanctionné par lui.

(Constitution *de 1791.* ch. III. sect. 1. art. 2).

de divers départemens. J'ai du épuiser tous les moyens de maintenir la paix : maintenant, JE VIENS, AUX TERMES DE LA CONSTITUTION, VOUS PROPOSER FORMELLEMENT LA GUERRE CONTRE LE ROI DE HONGRIE ET DE BOHÊME ».

LE PRÉSIDENT. « Sire, l'Assemblée nationale prendra en très-grande considération la proposition formelle que vous lui faites. VOTRE MAJESTÉ sera instruite par un message, du résultat de sa délibération ».

L'Assemblée s'ajourne à cinq heures du soir. *(Extrait du Journ. des Débats).*

Séance du vendredi soir.

Bigot-Préameneu (1), *président.*

Un des membres de l'assemblée demande le renvoi de la proposition du Roi au comité diplomatique, pour qu'il en soit fait rapport à la séance du lendemain. — Plusieurs appuient la motion du renvoi ; on observe qu'avant de prendre un parti définitif, il faut connaître l'état des communications politiques entretenues par le Ministre des affaires étrangères avec la Prusse : — Cette observation excite de violens murmures ;

(1) Aujourd'hui Conseiller-d'État.

des voix s'elèvent pour que l'opinant soit rappelé à l'ordre : au surplus l'ajournement est rejetté. — — La discussion s'ouvre : les ministres du Roi prennent place. « Je ne vous retracerai pas, dit le premier des orateurs inscrits pour soutenir la déclaration de guerre, les griefs de la nation française envers la maison d'Autriche, dont le ministre nous a présenté aujourd'hui le tableau ; mais enfin, ces armemens, de concert, provoqués par l'Empereur et maintenus au prix de toutes sortes de sacrifices par le roi de Hongrie et de Bohême, la violation des traités faits avec la France depuis 400 ans : voilà sans doute des motifs pour autoriser la France menacée, attaquée, à se mettre enfin en état de guerre pour sa prope défense ..... Jamais la nation française n'a mieux senti le besoin de la gloire, de la sureté, de l'indépendance; je propose *de décréter, en délibérant sur la proposition formelle du Roi, qu'il y a lieu de déclarer la guerre au roi de Bohême et de Hongrie.* » — Un orateur se présente pour combatre cette proposition : Il se fait un grand silence : « Dans un pays libre, dit-il, on ne fait la guerre que pour mettre la constitution à l'abri des atteintes extérieures, ou pour venger des injures faites à la dignité nationale » : L'orateur envisage la question sous ce double point de vue : — Et

d'abord, loin de voir la sûreté de la constitution compromise par la maintenue de l'état de paix, il lui semble qu'en entreprenant une guerre, dont il est impossible de calculer les chances, encore moins de prévoir le terme, on met évidemment cette même constitution en danger, ses bases, à peine posées, ne pouvant s'affermir et les institutions nouvelles dont elles doivent être les fondemens, ne pouvant prospérer qu'à l'ombre de la paix et dans le calme qu'il est naturel d'en attendre. — L'orateur suppose, au reste, en examinant la question sous le second point de vue, et sans disconvenir des torts de la cour de Vienne envers le Gouvernement français, qu'il eût été facile d'entrer avec elle en accommodement. En un mot, ce concert de la Prusse avec l'Autriche ne lui présente qu'un *système défensif que ces deux puissances ont*, dit-il, *adopté pour elles, plutôt que contre nous :* devait-on s'attendre, continue l'opposant, et pouvions-nous exiger, lorsque l'ardeur et la juste indignation de nos gardes nationales les menaçaient d'une invasion, lorsque des bruits de guerre avaient déjà retenti dans cette enceinte; pouvions-nous exiger qu'elles ne prissent aucune mesure défensive?.. *Si nous attaquons l'Autriche, nous forcerons tous les Rois du monde à se*

liguer contre nous ; car ils verraient leurs trônes ébranlés et la cause commune à soutenir dans cette lutte de la Liberté contre le despotisme. — L'orateur conclut que l'attaque n'ayant aucun objet réel, elle serait téméraire, même avec la certitude d'un plein succès ; la sagesse lui paraît donc commander pour toutes mesures, celles qui peuvent tendre à assurer la défensive : en conséquence, il vote pour qu'en déclarant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur la proposition de guerre, l'Assemblée nationale charge le POUVOIR EXÉCUTIF, aux termes de la constitution, qui le lui commande, de défendre le royaume contre toute attaque ; et pour que LE ROI, nommément, soit invité à entamer de nouvelles négociations afin de dissoudre tout concert attentatoire à la souveraineté nationale, et prévenir toute rupture. — Les débats dont cette discussion est suivie se prolongent ; ils ont pour objet, moins le fonds de la question, que celle de savoir si l'on ajournera la délibération, comme les opposans le demandent, ou si l'Assemblée se prononcera séance tenante. Le second parti, après deux épreuves, la première supposée douteuse, est presqu'unanimement adopté ; de suite, et d'un vœu véritablement unanime, intervient le décret qui consacre la proposition formelle du Roi, et la

guerre est déclarée, par la France, au roi de Bohême et de Hongrie.

ÉVÈNEMENS MILITAIRES.

La retraite des Prussiens, chassés du territoire français vers la fin de 1792, et la bataille de *Jemmapes*, prélude de tant de victoires, durent d'autant plus fixer l'attention de l'Europe, qu'on pouvait croire, d'après un tel début, au dénouement prochain du grand acte dont ces premiers succès semblaient être le prélude. L'évènement trompa cette fois notre attente. Après le grand avantage remporté à Jemmapes sur les Autrichiens, ceux-ci s'étaient vus forcés de battre en retraite et de repasser la Roër. Pendant l'hiver, des dispositions formidables annoncèrent l'ouverture d'un vaste plan de campagne. En effet, au mois de mars 1793, les ennemis entrèrent de nouveau sur le territoire français, presque sans résistance; — revers attribué à la défection du général *Dumourier*. L'Angleterre, l'Espagne, la

Hollande, toute l'Italie, avaient uni leurs forces imposantes de terre et de mer aux forces de l'Empereur, de l'Empire et de la Prusse. Plus de chef en qui l'armée crut devoir cette plénitude de confiance, gage assuré du succès : le soupçon en avait pris la place, et l'armée paraissait désorganisée. Il n'entre pas dans le plan de cet ouvrage de rechercher quelles furent les causes immédiates de cet état malheureux, et des suites déplorables qu'il entraîna : au moment où *Dumourier* évacuait la Belgique, les troupes commandées par *Custines* abandonnaient aussi leur conquête. L'ennemi continua d'occuper le territoire ainsi évacué de l'une et de l'autre part, jusqu'en l'an II (1794). — Quoique des corps autrichiens aient combattu, à partir de cette époque, sur toute la ligne depuis Dunkerque jusqu'à Gênes, je me contenterai de rappeler les faits mémorables de cette campagne, quant à nos armées de *Sambre-et-Meuse*, de *Moselle*, des *Ardennes*, et du *Rhin*. On a vu aux articles de Prusse et de Hollande (1ere, *partie*), quelle fut, dans le

même trait de tems, la marche rapide et glorieuse de celle du *Nord.* Toutes, quoique par des chemins différens, et sur des points plus ou moins distans l'un de l'autre, concouraient à l'exécution d'un plan unique, savamment combiné dans le sein du comité de salut public, régulateur alors pour la France - république, de toutes les opérations civiles et militaires : elles se prêtaient, ces armées, un mutuel appui, et les avantages remportés par l'une préparèrent souvent les succès obtenus par l'autre....

CAMPAGNE DE L'AN II A L'AN III.

Armée du Rhin.

Dans les premiers mois de l'an II, plusieurs affaires avaient eu lieu. Sans être décisives, elles ne laissaient pas que d'avoir de l'importance dans leurs résultats communs. Mais des troupes nouvellement levées s'aguerrissaient, s'habituaient aux mouvemens et à la discipline militaire ; elles prenaient confiance dans leurs chefs ; *Laudremont , Burca , Combès , Desaix ,*

Dietrmann, *Pichegru*, s'étaient distingués dans toutes les circonstances.... Cependant, le 2 nivose, le général en chef *Hoche*, bat l'ennemi à Werdt, et lui enlève 16 canons, 24 caissons. — Le 5, il le met en déroute et s'empare du château de *Geisberg*. — Le 6, les lignes de *Lautern*, de *Weissembourg*, sont évacuées : l'ennemi lève en même-tems le blocus de Landau. — Le 7, les Français emportent les postes de *Spire* et de *Germersheim*, s'emparent de magasins considérables en vivres et en fourrages. — Le 17, prise de Worms. — Le 27, le fort Vauban est emporté. — Le 29, l'ennemi évacue tout-à-fait le département du Bas-Rhin.

Le général *Michaud* succéde au général *Hoche* dans le commandement de l'armée du Rhin. — Le 4 floréal, la victoire suit un combat opiniâtre. — Le 12, prise de *Lambsheim* et de Franckenthal. — Le 4 prairial, bataille de Schifferstadt; 15,000 français combattent et mettent en déroute 40,000 autrichiens; un de leurs généraux est tué. — Le 25 messidor, combat général

sur toute la ligne ; victoire complette ; les postes de *Preibach*, *Preimersheim*, des montagnes de *Platzberg* et de *Saukolp* sont emportés de vive force. — Le lendemain, 26, les troupes françaises occupent les gorges d'Hochspire ; elles s'emparent de Spire et de Neustadt. — Le 29, *Kaiserslautern* tombe également en leur pouvoir.

Le 23 vendémiaire an III, le général *Michaud* s'empare d'*Otterbern*, de *Rockenhausen*, de *Landsberg*, d'*Alzein*, et d'*Oberhausen*. — Le 24, de Gellheim et de Grunstadt. — Le 25, près de Kircheim et Worms, l'ennemi attaqué est aussitôt mis en déroute. — Le 1er. brumaire, le général *Desaix* s'empare d'*Alzey* et d'*Oppenheim* : — le 22, de *Weissenou*.

Armée de la Moselle.

L'armée du Rhin fut plus particulièrement secondée par celle de la *Moselle*, qui, en partageant les dangers, a acquis le droit de revendiquer une partie de la gloire

attachée aux exploits dont la première s'honore à aussi juste titre. Mais elle a eu nombre d'affaires, soutenu nombre de combats particuliers sur le point qu'elle occupait. Tels sont, entr'autres, le combat de Rosback, (24 vendémiaire an II);

Ceux de Sarguemines (25 *idem*);

De Bitche, ou 4000 autrichiens furent défaits;

De Lébach (27 vendémiaire);

De Bising, Blise-Castel;

L'enlèvement des hauteurs de Marsal, du Dahnbruck et de Lembach (25 frim.);

Des hauteurs et forges d'Iagerthes (18 pluviose);

Des hauteurs de Tiserdance (26 germinal);

Des hauteurs de Mertzig (27 *idem*).

Pourrions-nous passer sous silence la bataille d'*Arlon* (29 germinal an II), où l'armée autrichienne fut mise en déroute complette par le général en chef *Jourdan*, avec perte de 22 canons, trois caissons, etc. — Le 4 prairial, le même général faisait éprouver le même sort à l'avant-garde de

Beaulieu. — Le 6, il enlevait le poste St. Hubert; — le 7, les redoutes et la ville de Dinant. — Le 12, il débusquait la majeure partie des avant-postes à St. Gérard. — Le 24, l'armée de la Moselle passait la Sambre et investissait Charleroi.

Le 16 fructidor, cette armée combattait avec succès près Sandweiller: — le 26, en avant de Courteren. — Le 20 vendémiaire an III, sous les ordres du général en chef *Moreaux* (1), elle forçait les retranchemens de Biskenfeldt, Oberstein, Kirn, Trarback, Meisenheim; s'emparait de *Creutznach*, après un combat, le 26; entrait dans Bingen le 29; le 12 brumaire, dans *Reinfelds* (2), où l'on trouva 39 bou-

(1) Ce général n'est pas le vainqueur de Hohenlinden.

(2) Le nom de *Reinfelds* vient r'ouvrir une plaie que le tems n'a pas encore cicatrisée. Le lecteur pardonnera sans doute à un frère l'expression de sa douleur profonde. *Jean-Baptiste Portiez*, capitaine dans l'artillerie, mon frère aîné, mourut à la suite de l'affaire de *Reinfelds*. Parti au mois de septembre 1792, lors de l'invasion du territoire par les Prussiens, il fut jugé par ses compagnons d'armes, officiers et soldats, avoir rempli par-tout le devoir d'un brave et loyal français.

ches à feu. — Le 30, elle battait l'ennemi à *Blaccheidt*, à Lorentweiner. — Le 1er. frimaire, après un combat de 7 heures, plus de 4000 ennemis sont mis en déroute. — Le 14, les redoutes de Salbach sont emportées.

Les généraux commandans, *Moreaux*, *Debrun*, *Huet*, *Peduchelle*, *Desaix*, *Vincent*, *Dusirat*, *Dufour*, *Renaud*, *Desbureaux*, *Aubert*, *Dubouval*, *Bonneau*, *Grangeret*, *Taponier*, *Barbu*, conduisirent les colonnes républicaines à la victoire aux différentes affaires dont on vient de parler.

Armée de Sambre et Meuse.

Il était réservé à l'armée de Sambre et Meuse de porter les derniers coups, et de recueillir les fruits de tant d'actions signalées.

Le 24 prairial an II, différentes colonnes des armées du Nord, Moselle, Ardennes, se réunissent sur la Sambre, et le même jour se portent victorieuses jusqu'au-dessus de Gasselies, près Charleroi.

— Le 26, elles s'emparent de plusieurs redoutes près Charleroi, et repoussent vigoureusement la garnison.

— Le 28, victoire de *Trassiguier*, après un combat de 12 heures, le général *Jourdan* commandant en chef : prise de 7 canons, 6000 ennemis tués, 500 prisonniers.

— Le 7 messidor, Charleroi se rend à discrétion, avec 3000 hommes, 50 pièces de canon.

— Le lendemain 8, victoire à jamais mémorable de Fleurus, remportée après dix heures de combat, par 70,000 français, (le général *Jourdan* commandant en chef) contre 100,000 hommes des armées coalisées. L'ennemi, en fuyant, en laisse 10,000 sur le champ de bataille. — Le même jour le général *Kléber*, secondé des commandans *Bernadotte*, *Poulet et Daurier*, remporte des avantages considérables aux portes de Lernes, Marchiennes, Monceau et Souret.

— Le 17, le même général *Kléber* enlève les redoutes, le camp de Roulx, les postes du mont Palisel et du bois d'Harvé : — s'empare de Mons, où l'on trouve

20,000 quintaux de grains. — Le même jour, les commandans *Olivier et Marceau* chassent l'ennemi de Seneff, et repoussent vigoureusement l'armée de Beaulieu d'auprès de Gembloux.

— Le 18, l'avant-garde française composée de 14,000 hommes, ayant à sa tête le général *Lefebvre,* (1) bat 30,000 ennemis à Vaterlo.

— Les 18 et 19, le général *Hatry* (2) remporte à Sombref, une victoire qui coûte à l'ennemi 4000 hommes tués, 800 cents prisonniers.

— Le 20, le commandant *Dubois* met l'ennemi en déroute à Chapelle Saint-Lambert.

— Le 22, l'armée de Sambre et Meuse entre victorieuse dans Bruxelles : elle y trouve des magasins considérables.

— Le 27, *Kléber* s'empare de vive force, du poste de la Montagne-de-Fer, près Louvain, chasse l'ennemi de cette ville

(1) Aujourd'hui Sénateur.

(2) Aujourd'hui Sénateur.

et la prend malgré la plus vigoureuse résistance.

— Le 3 thermidor, les commandans *Hatry* et *Boyer* mettent l'ennemi en déroute à Huy et s'emparent de Saint-Tron.

— Le 9, les Français entrent dans Liège, après avoir défait les ennemis à tous les avant-postes, en avant de la ville.

— Sur un autre point, *Schérer* reprend le Quesnoy, le 28 thermidor, Valenciennes le 10 fructidor, Condé le 13.

— Le 2e. jour complémentaire, *Jourdan* livre bataille : l'ennemi est attaqué sur toute la ligne, depuis Maseil jusqu'à Spri-mont : l'armée française s'empare de Lauwfeld, d'Emale, et de Montenacken, des passages de l'Ourt et de Laywale ; force l'ennemi de lever le fameux camp de la Chartreuse, d'où il avait, en pure perte, incendié le faubourg de Mercourt. Cette journée, l'une des plus brillantes de l'armée de Sambre et Meuse, coûta à l'ennemi 2,500 hommes tués, 1,500 pris

niers, 3 canons, 5 drapeaux, 78 caissons (1).

— Le 4e., les généraux *Championnet* et *Legrand*, enlèvent de vive force les hauteurs de Clermont, après sept attaques successives.

— Le 1er. vendémiaire an III, les postes du Bois d'Aix et Reckain sont emportés.

— Le 11, *Jourdan* met en déroute complette, à Idenhoven, l'armée ennemie.

— Le 12, Juliers capitule : 60 pièces de canon et un arsenal bien pourvu, sont remis avec les clefs de la ville.

— Cologne suit le même exemple : on trouve dans cette place une grande quantité d'artillerie, d'immenses magasins.

— Le 19, le commandant *Duhesme* investit Maestrich, que le général *Kléber* force de capituler le 14 brumaire, après 11 jours de tranchée ouverte; la garnison

(1) J'ai entendu des officiers-généraux autrichiens citer cette action comme le fait militaire le plus mémorable de l'armée de Sambre et Meuse.

et entre la mention de quelques faits particuliers qui les appartiennent.

Armée des Ardennes.

Le 18 ventôse an III, les commandans *Bonnaud* et *Hatrel*, battent les autrichiens près Sonnet et Cerfontaine. Déjà *Bonnaud* avait fait une sortie vigoureuse à la tête de la garnison de Givet, le 10 finissant: le 27, le général *Hatrel* avait obtenu des avantages sur les Autrichiens au bois de Jamaique près Philippeville.

— Le 7 floréal, les généraux *Charbonnié* et *Desjardins* combattent et vainquent. Les hauteurs de Bossut sont enlevées: la réunion des armées des Ardennes et du Nord s'opère par leur entrée dans Beaumont.

— Le 21, *Marceau* s'empare de Thema.

— Le 23, *Charbonnié* enlève tous les ouvrages du camp de Merbes. — Le 24, *Grundrang*, déjà pris et repris trois fois, tombe au pouvoir des troupes que ce général commande. — Le 29 floréal 1,500 français,

peaux, 819 bouches à feu, 16,244 fusils, 356,800 boulets, 47,800 bombes, 114,800 grenades, 1,033,150 livres de poudre.

CAMPAGNE DE L'AN III A L'AN IV.

Armée de Sambre et Meuse.

La saison des combats s'avançait ; la campagne n'était pas encore ouverte.

Les 19 et 20 fructidor an III, les généraux divisionnaires, *Kléber*, *Lefebvre*, *Grenier*, *Championnet*, passent le Rhin ; l'ennemi est chassé de tous ses retranchemens ; Keyserswerth tombe au pouvoir des français avec l'artillerie que cette place renferme. — Dusseldorf subit le même sort : 2000 ennemis défilent devant 700 grenadiers républicains, laissant dans la ville 200 pièces de canons, 10,000 fusils, et des munitions de guerre de toute espèce.

— Le 27, *Lefebvre* taille en pièces l'ennemi au combat d'Hanef et d'Hanelshorn.

— Le 30, *Kléber*, *Lefebvre et Grenier*,

après un combat suivi de la victoire, s'emparent d'Attenkinchen ; l'ennemi, complettement battu, se retire sur la Lahn.

— 5e. jour complémentaire, combat sur la Lahn ; prise de Limbourg, de Dietz, et de Nassau, par les généraux *Kléber* et *Lefebvre*.....

Qu'elles causes occasionnèrent, après tant de succès, les revers de l'armée du Rhin ? Étaient-elles liées aux événemens qui se passaient alors dans Paris ? Ces recherches sont étrangères à notre objet. Il suffit de rappeler que l'ennemi ayant forcé les lignes de Mayence et porté ses reconnaissances jusqu'à Trèves, l'armée de Sambre et Meuse fut obligée de rétrogader, et de repasser le Rhin pour couvrir la Belgique, agitée par des mouvemens désordonnés, menacée d'autre part par la flotte anglaise qui cotoyait à la hauteur d'Ostende.

Cependant, le 20 brumaire, le général de division *Marceau*, combat l'ennemi avec avantage à Creutzenach, et le force avec perte, de repasser la Nahe.

— Le 3 frimaire, il s'empare de Stromberg et de tous ses postes.

— Le 10, *Bernadotte* attaque et prend Creutzenach.

— Le 26, combat sur toute la ligne, dans le Handsruck. L'ennemi, battu sur tous les points par les généraux *Poncet* et *Marceau*, perd un grand nombre d'hommes; 400 sont faits prisonniers.

A la suite de cette action, un armistice conclu entre les armées, suspendit les hostilités pendant plusieurs mois.

Quel contraste entre cette campagne et la première!

En l'an II, l'ennemi, chassé du territoire français qu'il avait envahi par surprise, avant que la campagne fût ouverte, était poursuivi au-delà du Rhin.

En l'an III, pressée en-deçà de ce fleuve, après une marche rétrograde, l'armée française croit gagner beaucoup en conservant sa position.

Et cependant aux ressources de la France intérieure on avait ajouté les conquêtes

de la Belgique, de la Hollande, des pays d'entre Meuse et Rhin !

Mais la campagne de l'an IV, répandit de nouveau sur les armées françaises, cet éclat, que de grands echecs avaient momentanément éclipsé. L'armée d'Italie ouvrit cette carrière de gloire.

CAMPAGNE DE L'AN IV A L'AN V.

Armée d'Italie.

Le 16 germinal an IV, s'ouvre cette mémorable campagne du général *Bonaparte*, campagne dont les prodiges égalèrent, s'ils ne surpassèrent pas, celle de l'an II.

— Le 18, une brigade républicaine commandée par le général *Cervoni*, résiste, à Voltry, contre 19,000 autrichiens.

— Le 21, le chef de brigade *Rampon*, défend avec autant de succès, la redoute de Montelezimo, vainement attaquée.

— Le 23, *Bonaparte* met les ennemis en déroute à Montenotte : ils perdent 4000 hommes et plusieurs drapeaux.

— Cette bataille est bientôt suivie

celle de Millesimo, le 26 : victoire complette sur les autro-sardes; perte, de leur côté, de 2500 hommes tués ou blessés, de 8000 prisonniers, de 29 canons et de 15 drapeaux.

— Dans la même journée du 26, *Massena* bat l'ennemi à Dego.

— *Rusca* s'empare de St. Jean dans la vallée de la Barmida.

— *Serrurier*, de Bastiolo, de Bagnosco, de Portenoletto, et des redoutes de Montezemo.

— Le 27, *Augereau* prend le camp retranché et la ville de Ceva. Dès le 25 Cossaria s'était rendu à la suite du combat livré le 3 floréal, combat qui fit perdre aux piémontais 3 officiers généraux, 4 colonels, 11 drapeaux, 8 bouches à feu et caissons; les français entrèrent dans la ville de Mondovi.

— Le 5, dans la ville de Bêne.

— Le 10, dans la citadelle de Ceva et dans Coni.

— Le 16, dans Tortone.

— Le 6 du même mois, Fossano, Che-

rasco et Alba étaient tombés en leur pouvoir, avec 28 pièces de canon et des magasins considérables.

— Le 19, l'avant-garde française commandée par le général *Dallemagne*, passe le Pô; combat de Fombio : là l'ennemi, malgré des forces supérieures, et quoique avantageusement retranché dans le village, est mis en fuite et poursuivi jusqu'à l'Adda; il perd 500 tués, 1500 prisonniers, 300 chevaux et beaucoup de bagages.

— Le 20, les autrichiens attaquent, près de Cordogno, la division *Laharpe* : ils sont vigoureusement repoussés par les républicains qui s'emparent de Casale.

— Le 21, JOURNÉE DE LODI..... Le passage du pont était défendu par l'armée entière de *Beaulieu*, qui commandait les troupes autrichiennes : 3000 hommes demeurés sur le champ de bataille, 800 faits prisonniers, 20 pièces de canon, furent le prix de la victoire : *Bonaparte* commandait en chef.

— Le 22, les français occupent Pizzighitone et Crémone.

— Le 28, Milan, Pavie, et Côme : là se trouvent d'immenses magasins.

Ce n'était pas seulement contre des troupes réglées que l'armée d'Italie avait à combattre; les habitans du pays avaient pris les armes.

— Le 6 prairial, le chef de brigade *Parme*, met en déroute à Bagnasco, 800 révoltés.

— Le lendemain, les portes de la ville de Pavie sont enfoncées à coup de hache par les grenadiers français.

— Le 13, *Augereau* s'empare de la forteresse de Peschiera, défendue par 80 pièces de canon.

— Le 15, entrée triomphante des français dans Véronne.

— Dès le 11, les autrichiens au nombre de 5000, dont 2000 de cavalerie, soutenus par 20 pièces de canon, attaqués et chargés à Borghetto par *Bonaparte*, avaient été complettement défaits.

— Les grenadiers passent le Mincio; s'emparent du village de Vallegio : l'ennemi laisse, en fuyant, 1,500 des siens, tués ou

blessés, 500 chevaux, 4 canons et 8 caissons.

Cependant des armes, des magasins, des villes même, n'étaient pas les seuls prix de la victoire; les succès brillans et soutenus des français forçaient les alliés de se détacher de la coalition.

Le 9 floréal, un armistice est conclu avec le roi de Sardaigne; le 26, traité de paix.

— Le 20 floréal, armistice avec le duc de Parme.

— Le 1er. prairial, armistice avec le duc de Modène.

— Le 17 prairial, armistice avec le roi de Naples.

— Le 5 messidor, armistice avec le pape qui fut suivi du traité de paix signé à Tolentino, le 1er. ventose an V.

Nous ne répèterons pas ici ce que nous avons déjà eu occasion de dire relativement à chacune de ces puissances. Nous ne parlerons donc pas de l'invasion du duché de Toscane par les français, ni de leur entrée

dans Livourne sous les ordres du général *Vaubois.*

La prévoyance du général en chef s'étendait à tout: les anglais s'étaient emparés de l'isle de Corse; la Corse, patrie de Bonaparte; *la Corse, appelée un jour à étonner le monde*, a dit J. J. Rousseau..... Les français débarqués dans cette isle le 29 ventose, sont bientôt joints par un nombre assez considérable d'habitans; ils se portent sur Bastia et somment les anglais, maîtres du fort, au nombre de 3000: ceux-ci se jettent en désordre sur leurs vaisseaux, — le général *Casalta* fond sur eux, et leur fait 8 à 900 prisonniers. — Les français s'emparent de St. Florent, de Bonifacio et font prisonnières les garnisons de ces deux places.

On a vu que le 11 prairial, après l'affaire de Borghetto, les grenadiers français avaient passé le Mincio. Cinq jours après, 600 grenadiers commandés par les généraux de brigade *Dallemagne* et *Lasne* enlèvent, à la bayonnette, le faubourg St. Georges et la tête du pont de Mantoue. — Le

même jour *Augereau* force l'ennemi à se retirer dans la place ; s'empare du faubourg de Chériale et de ses retranchemens et de la tour. — Le 28 messidor, 4,500 autrichiens de la garnison de Mantoue, font une sortie et sont repoussés jusqu'aux palissades. On compte 600 des leurs tant morts que blessés.

— Le 30, le général *Serrurier* attaque le camp retranché des autrichiens sous Mantoue ; ceux-ci sont repoussés jusques sous les murs de la place. En même tems les français mettent le feu en cinq endroits dans la ville ; la tranchée est ouverte à 50 toises des ouvrages avancés.

D'autres opérations avaient déterminé à suspendre celles entamées devant Mantoue le 20 thermidor : les troupes françaises reprennent devant cette place leurs anciennes positions ; elles passent le Mincio.

— Le 29 fructidor, combat de Saint-Georges ; l'ennemi, battu sur tous les points, est contraint de se sauver dans Mantoue, laissant 2,500 hommes tués ou blessés, 2000 prisonniers, dont un régi-

ment entier de cuirassiers et une division de hulans; 25 pièces de canon avec leurs caissons tout attelés.

— Le 6 vendémiaire an V, 1,500 hommes font une sortie de Mantoue. Coupés dans leur retraite, ils sont poursuivis jusqu'à Reggio, et faits prisonniers. — Le 16, autre sortie de 4,600 hommes; mais le général *Sahuguet* les force de rentrer dans la place, ils essuient une perte considérable. Une sortie faite le 3 frimaire eut le même sort.

Le 7 frimaire l'ennemi fait une sortie entre St. Georges et Cépade; il est culbuté sur ses bâteaux par le chef de brigade *Moreaux*.

Le 13, le général de division *Kilmaine* repousse brusquement et force de rentrer une partie de la garnison de Mantoue, qui était sortie de la ville.

Le 2 nivose, le général autrichien *Provera*, à la tête de 6000 hommes, attaque le faubourg St. Georges, pendant toute la journée; mais le général de brigade *Miolis* rend ses efforts inutiles : *Provera* marche sur la Favorite, le lendemain.

— Le 27, une heure avant le jour, il attaque la Favorite; le général *Wurmser* fait de concert une sortie de Mantoue, et attaque les lignes du blocus de Saint-Antoine; mais il est obligé de rentrer dans la place, avec perte de 400 prisonniers, quantité de tués et de blessés; la colonne ennemie commandée par le général *Provera*, est acculée au faubourg St. Georges : là, elle est obligée de se rendre, au nombre de 6000 hommes d'infanterie, et 700 de cavalerie; elle livre en outre 22 canons, ses caissons, ses bagages, etc.

Le 14 pluviose, Mantoue réputée imprenable, capitule; la garnison est faite prisonnière. On trouve 538 bouches à feu, 17,115 fusils; 4,484 pistolets; 14,562 bombes; 186,329 boulets; 529,000 livres de poudre; 1,401,379 gargousses et cartouches de tout calibre; 36,100 livres de fer; 321,400 livres de plomb; 184 chariots ou caissons.

Suspendons un instant le récit des faits litaires ou plutôt des victoires de l'armée d'Italie, pour nous transporter sur le champ de

bataille où les armées de *Sambre et Meuse* et du *Rhin* combattaient, dans le même espace de tems que nous venons de parcourir.

ARMÉE DE SAMBRE ET MEUSE.

Le 13 prairial an IV, *Klèber*, général de division, commandant l'aîle droite de l'armée, secondé des généraux de division *Lefebvre* et *Colaud*, attaque les retranchemens de la Sieg et de la Acher; l'ennemi en est chassé. — D'un autre côté, le général de division *Championnet*, s'empare des avant-postes situés en avant de Nider-Diebach, et l'ennemi abandonnait la gorge de *Mannebach*.

— Le 17, prise de Dierdoff et Montabaur, par l'adjudant-général *Ney*.

— Le 18, prise de Weilbourg, par le général de brigade *Soult*.

— Le 26, prise de Nassau, par le général de brigade *Bernadotte*.

Le 27, combat près de Wetzlar, dans lequel les généraux *Lefevre* et *Richepanse* forcent les ennemis à repasser la Dyle.

— Le 14 messidor, le général en chef *Jourdan*, ayant sous ses ordres les généraux divisionnaires *Championnet* et *Bernadotte*, passe le Rhin près Neuwied, et s'empare de plusieurs redoutes armées.

— Le 16, *Lefevre* fait 700 prisonniers dans un combat près de Willerdorff.

— Le 19, après un combat devant Limbourg, cette place se rend à *Bernadotte :* ce même général attaque et prend Renckel.

— Le 21, le général en chef *Jourdan* passe la Lahn; il marche sur Francfort et Mayence.

— Le même jour, et le lendemain, *Kléber*, *Lefevre* et *Colaud*, après avoir battu l'ennemi à Butzbach, Obermel et Camberg, s'emparent de Friedberg ; l'ennemi perd, en fuyant, 1500 hommes tués ou blessés, 500 prisonniers, 3 canons, 1 drapeau, 3000 quintaux de farine.

— Le 28, *Kléber* s'empare de Francfort, où se trouvent 171 canons de bronze, 5000 fusils, 15,000 cartouches à fusil, 1,900 livres de poudre.

— Le 29, le général de brigade *Vandamme* attaque et prend le poste d'Alsperbach.

— Le même jour, le chef de brigade *Laval* [illegible] tous les postes [illegible] et Kinche, [illegible] Seligen, et de [illegible].

— Le même jour, le général de division *Lemoine* [illegible] de reconnaissance militaire [illegible], et prend [illegible].

— Le 4 thermidor, Schwalbach est pris par le général *Colaud*.

— Le 6, Wurtzburg, par le général de brigade *Klein*.

— Le 8, le fort de Kœnigstein, par le général *Marceau*.

— Le 11, la garnison de Mayence fait une sortie ; mais elle est vigoureusement repoussée.

— Le 15, *Lefevre* s'empare de Kœnigshoffen.

— Le 17, prise de Bamberg par le général *Grenier*.

— Le 21, sous *Kléber*, commandant en chef par *interim*, les généraux *Lefevre* et *Colaud* s'emparent de Forsheim, à la suite

d'un combat sur la Rednitz, dans lequel l'ennemi est mis en déroute complette.

— Le 24, Rhotembourg se rend au général *Ney*.

— Le 28, Neumarck, aux forces commandées par *Bernadotte*.

Le 30, après un combat de 12 heures, à Popers et Leinfeld, dans lequel l'ennemi est repoussé jusqu'à Amberg, *Jourdan*, général en chef, s'empare de Castel.....

Les succès obtenus par l'archiduc Charles sur l'armée de Sambre et Meuse, près Wisbourg, nécessitèrent sa retraite : elle revint sur le Rhin.

Le 6 vendémiaire an V, le général de brigade *Hardy* repousse avec vigueur une attaque faite par l'ennemi sur les points de Wurstalt, Niderulm, Ober et Nider, Ingelheim.

— Le 30, l'armée ennemie ayant passé le Rhin sur six points, depuis Bacherach jusqu'à Andernach, et attaqué la tête du pont de Neuwied, les généraux *Championnet* et *Grenier*, sous les ordres de *Beurnonville*

général en chef, forcent les autrichiens à la retraite.

Armée de Rhin et Moselle.

Le général Moreau commande en chef.

— Le 20 prairial an IV, l'ennemi évacue Kayserlautern, Tripstadt, Neustadt et Spire.

— Le 26, les retranchemens des autrichiens sont forcés, entre Frankenthal et le Rehnt.

— Le 6 messidor, l'armée française passe le Rhin près de Strasbourg, s'empare du fort de Kehl, et fait éprouver à l'ennemi une grande perte.

— Le 7, *Desaix* prend Wilstelt; le 8, Offenbourg.

— Le 9, l'ennemi est repoussé à Appenwhir par l'adjudant-général *Decaen*, et à Urtaffen, par le général de brigade *Ste.-Suzanne.*

— Le 10, la bataille de Renchen gagnée. L'ennemi battu, éprouva une perte énorme

que prisonniers. Le général *Moreau* commandait en personne.

— Le même jour, le général divisionnaire *Ferino* et le général de brigade *Abbattuci*, entrent dans Bergentz.

— Le 7 fructidor, les français passent le Lech à la nage : dans le combat soutenu par *Moreau* à Friedberg, l'ennemi est repoussé et mis en déroute.

— Le 18, les garnisons de Philisbourg et de Manheim, avec 4000 paysans armés, sont sur le point d'attaquer le camp français de Brucshall ; mais prévenus par les français même aux ordres du général de brigade *Schers*, et l'adjudant-général *Ramel*, ils sont repoussés jusques sous les murs de Philisbourg ; les paysans en grande partie taillés en pièces.

— Le 21, l'avant-garde du centre rencontre l'ennemi à Maisbourg et le culbute ; — la gauche de la division du général *Ferino* marche sur Mosbourg et l'en chasse.

— Le 26, au combat de Hamlach, *Ferino* repousse l'ennemi jusqu'à Mindelheim ; le corps de chasseurs nobles est

presqu'entièrement détruit dans le combat.

Ces avantages étaient le prélude de plus grands encore : déjà le duc de Wurtemberg avait conclu un traité de paix, le 30 thermidor an 4 ;

Le margrave de Baden, le 13 fructidor.

Le 21, l'électeur de Bavière avait souscrit un armistice. Mais l'armée de Rhin et Moselle se vit arrêtée dans le cours de ses victoires. On a vu que les revers éprouvés par l'armée de Sambre et Meuse avaient forcée celle-ci à la retraite. Dès-lors l'armée de Rhin et Moselle, à découvert sur sa gauche, courait les plus grands dangers, et en effet elle fut assaillie de toutes parts.

— Le 24 fructidor, commença la retraite de *Moreau*, aussi mémorable pour l'honneur des armes républicaines et du général qui les commandait, que les plus fameuses victoires.

Le 11 vendémiaire an V, bataille de Biberac : *Moreau* attaque l'ennemi sur toute la ligne ; l'ennemi est mis en pleine déroute.

— Le 28, l'armée française est attaquée à son tour sur son centre et à sa gauche par des forces supérieures ; les efforts de l'ennemi sont inutiles, il est repoussé.

— Le 2 frimaire, la garnison de Kehl fait une sortie vigoureuse ; la ligne ennemie est forcée sans tirer un seul coup de fusil ; une partie de son artillerie enclouée. Prise de 700 hommes et de 10 pièces de canon.

— Le 10, à onze heures du soir, l'ennemi sur trois colonnes attaque la tête du pont d'Huningue, et s'empare de la demi-lune ; il en est délogé après un vif combat, qui lui fait perdre 2000 hommes tant tués que blessés, sans compter les prisonniers.

— Le 11 pluviose an V, à trois heures du matin, les républicains qui défendaient le pont d'Huningue, font une sortie sur deux colonnes, de la tête du pont, chassent l'ennemi des deux premiers parallèles, où ils restent jusqu'au jour. Cette seconde attaque, aussi inutile que la première, coûta presque aussi cher aux assaillans.

Cependant, Kehl s'était rendu aux autri-

révoltés sont attaqués au village de Lugo par un bataillon, et mis en déroute.

— Le 13 thermidor, l'ennemi est battu à Lonado, par le général de brigade *Dallemagne*, et à Salo, par le général de brigade *Soret*; le général *Guieux*, qui était cerné depuis 48 heures sans pain, après avoir fait la plus belle défense, est délivré.

— Le 14, *Augereau* reprend Brescia et tous les magasins qu'on y avait laissés.

— Le 16, les autrichiens sont complettement défaits par *Bonaparte*, commandant en personne.

— A la reprise de Salo, Lonado, Castiglione, 3000 ennemis sont tués ou blessés, 4000 faits prisonniers; 20 canons, et 3 drapeaux sont pris.

— Le 17, deux bataillons ennemis sont mis en déroute par l'adjudant-général *Herbia*, qui s'empare de St. Ozetto.

— Le même jour, un bataillon français commandé par *Dallemagne*, culbute les ennemis, fait beaucoup de prisonniers;

son armée derrière Trente, après avoir brûlé sa marine sur le lac de Garda.

— Le 7, le général de division *Sahuguet* s'empare de Borgeforlt et de Governolo, après une vive canonnade.

— Le 18, *Bonaparte* attaque Santo-Marco, chasse l'ennemi successivement de ses lignes et postes de Piève et Roveredo; et le force de se retirer au château de la Piétra. 6 à 7000 hommes sont faits prisonniers; 25 pièces de canon, 50 caissons et 7 drapeaux sont pris.

Le 1er frimaire, l'ennemi est attaqué et repoussé par *Bonaparte* de position en position, de Castelnovo à Rivoli, de Carona et le long de l'Adige, jusqu'à Dolce.

— Le 23, tandis que *Massena* bat complettement l'ennemi à St.-Michel devant Vérone, *Joubert*, attaque la tête de la ligne de Montbaldo, dont ils'empare après un combat très-vif.

— Les 25 et 26, bataille mémorable de Rivoli : *Bonaparte* commande. L'affaire s'engage dès la pointe du jour par la prise de St. Marco et dure jusqu'au soir : l'ennemi,

le force à la retraite avec perte considérable.

— Le 8, *Joubert* poursuit l'ennemi dans les gorges du Tyrol, l'atteint à Avio et lui fait 300 prisonniers.

— Le 9, *Murat* débarque à Torgole, en chasse les ennemis. Le général *Vial* les tourne et leur fait 450 prisonniers. Les Français entrent dans Roveredo et Trente.

— Le 14, *Joubert* et *Vial* attaquent les débris de l'armée autrichienne derrière le Lavis, et les repoussent jusqu'à Saint-Michel : 800 prisonniers.

— Le 18, *Murat*, après avoir repoussé les avant-postes sur la droite de l'Adige, s'empare de Runbano.

— Le 19, prise de Trente par *Massena* et *Vaubois*. Le pont et le village de Lavis sont forcés ; 400 hommes faits prisonniers.

— Le 21, *Bonaparte* attaque le camp retranché de Primolan ; l'ennemi mis en fuite se rallie dans le fort de Lovelo, qu'il est forcé d'évacuer ; la cavalerie républicaine

le poursuit, atteint la tête de la colonne qu'elle fait prisonnière.

— Le 22, *Bonaparte* chasse l'ennemi de Brenta, lui livre bataille en avant de la ville, le met en déroute, et le poursuit jusqu'à Citadella; 5 à 6000 prisonniers, 5 drapeaux, 45 pièces de canon, un équipage complet de pontons, 200 fourgons attelés et des magasins immenses à Bassano, sont, pour l'armée française, les résultats de cette journée.

— Le 27, *Augereau* s'empare de Porto-Legnago, de la garnison forte de 1673 hommes, 22 pièces de canons de campagne, toutes attelées, ainsi que leurs caissons.

— Le 29, bataille fameuse de *Saint-Georges*, *Bonaparte* commandant en personne: l'ennemi, battu sur tous les points, est contraint de se sauver dans Mantoue: 2500 hommes tant tués que blessés; 2000 faits prisonniers; 25 canons avec leurs caissons tout attelés.

—Le 2 vendémiaire an V, (24 septembre 1801), l'ennemi attaqué à Governolo, par le général de division *Kilmaine*,

est mis en déroute avec perte de 1100 prisonniers, 5 caissons et canons.

— Le 12 vendemiaire, *Vaubois* prend le village de St. Michel, brûle les ponts sur l'Adige, bat l'ennemi sur le Lavis, et le repousse jusque dans le village de Segonzano.

— Le 15, l'ennemi passe la Brenta, mais bientôt il est forcé par *Augereau* et *Massena*, de la repasser après un combat meurtrier, où il perd beaucoup de monde.

— Les 21 et 22, *Bonaparte* rencontre l'ennemi sur l'Adige, entre Saint-Martin et St. Michel, le culbulte, et le poursuit l'espace de trois milles. Le lendemain les deux armées se trouvent en présence, et malgré un temps affreux, l'ennemi est forcé à Calceredo, et dans ses autres positions, 700 prisonniers et plusieurs canons.

— Les 25, 26 et 27, bataille mémorable *d'Arcole* par *Bonaparte*. Elle dure trois jours de suite; elle est décidée le 27 par la prise du village d'Arcole, d'où l'ennemi chassé est poursuivi jusqu'à Bonifacio. 4000 hommes tués, autant de blessés, 4 à 5000

— *Massena* s'empare du fort de la Chiusa, et force l'ennemi, qui lui dispute le passage du pont Casasola.

— Le 1er germinal, les français entrent dans Goutz.

— Le 2, *Guieux* attaque avec succès l'ennemi à Pusaro.

— *Dugua* entre dans le port de Trieste, le seul que possédât, en Italie, la maison d'Autriche.

— Le 5, dans un combat à Tarvis, *Massena* met l'ennemi en déroute, lui fait une grande quantité de prisonniers, parmi lesquels trois généraux.

— *Guieux*, *Bon* et *Verdier* enlèvent, de vive force, le poste extrêmement retranché de la Chiuze autrichienne.

— *Massena* enlève une colonne ennemie toute entière, et la fait prisonnière. 30 pieces de canon, 400 chariots, 5000 hommes, 4 généraux tombent en son pouvoir.

— Du 5 au 9, combat de Lavis dans lequel les généraux *Joubert*, *Baraguay-d'Hilliers* et *Delmes* font 4000 prisonniers,

prennent 3 pièces de canon et deux drapeaux.

— Combat de Tramin dans lequel *Dumas* fait 600 prisonniers. *Vial* s'empare du pont de Neumark.

— Combat de Clausen dans lequel *Joubert* fait 1500 prisonniers

— Le 12, *Massena* dans les gorges de Neumark, livre combat à 8000 bataillons de grenadiers, les mêmes qui avaient pris Kelh, qui formaient en ce moment l'espoir de l'armée autrichienne. Les grenadiers mis en déroute complette, laissent le champ de bataille couvert de morts, et perdent 600 des leurs, faits prisonniers.

— Le 14, combat à Hundsmarck, dans lequel l'ennemi laisse 600 prisonniers et 300 morts sur le champ de bataille.

Ces victoires successives mirent au pouvoir des français Freisach, Kinsehfeld, Murau et Idenberh.

Au milieu de ces trophées, n'écoutant que la voix de l'humanité, *Bonaparte* fait des ouvertures de paix au prince *Charles*.

Cependant les troupes françaises, sous les ordres des généraux *Moreau* et *Hoche* avaient opéré un nouveau passage du Rhin: événement qui nous rappelle à l'armée de Sambre et Meuse.

Armée de Sambre et Meuse.

Le 29 germinal an V (19 avril 1797), bataille d'Ukerathst et d'Attentirchen, suivie du combat de Dierdoff, par le général *Hoche*. Le résultat fut 7000 prisonniers, 27 bouches à feu, 7 drapeaux, 60 caissons de munitions de guerre.

— Le 4 floréal, *Lefebvre* franchit la Nidda et fait 500 prisonniers. Une colonne s'empare de Wetztlar.

— Les troupes allaient entrer pêle-mêle dans Francfort ; mais le général *Lefebvre* reçoit la nouvelle de la signature de préliminaires de paix.

Armée de Rhin et Moselle.

Le 1er. floréal an V (20 avril 1797), passage du Rhin par cette armée sous les ordres du général *Moreau*. Le passage s'o-

père en plein jour et de vive force: l'ennemi était rangé en bataille sur l'autre rive. Kehl est repris. L'ennemi perd plusieurs drapeaux ; plus de 20 pieces de canon ; le bureau de l'état major, 3 à 4000 prisonniers, dont un général ; le nombre des tués et blessés est innombrable.

— Le 3 le général reçoit la nouvelle de la signature des préliminaires de paix.

Les armées suspendent le cours de leurs opérations.

Les préliminaires signés à Léoben, le 29 germinal, furent suivis du traité de *Campo-Formio*, que nous allons transcrire.

Loi contenant ratification du traité de paix conclu entre la République française et l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohéme.

Du 13 brumaire an VI.

Le Conseil des Anciens, adoptant les motifs de la déclaration d'urgence qui précède la résolution ci-après, approuve l'acte d'urgence.

Suit la teneur de la déclaration d'urgence et de la résolution du 9 brumaire an VI :

Le conseil des Cinq-Cents, formé en comité général pour délibérer conformément à l'article 334 de la Constitution ; après avoir examiné le traité de paix conclu à Campo-Formio, le 26 vendémiaire an VI, entre la République française et sa majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, négocié au nom de la République française par le citoyen *Bonaparte*, général en chef de l'armée d'Italie, fondé des pouvoirs du Directoire exécutif et chargé de ses instructions à cet effet ; et au nom de l'empereur et roi de Hongrie et de Bohême, par don *Martius Mastrilli*, marquis de *Gallo* ; *Louis*, comte de *Cobenzl* ; *Maximilien*, comte de *Merveldt*, et le baron *Ignace de Degelmann*, ses ministres plénipotentiaires au même effet, arrêté et signé par le Directoire exécutif le 5 brumaire an VI, et dont la teneur suit :

Traité de paix entre la République française et sa majesté l'Empereur et roi de Hongrie et de Bohême.

Sa Majesté l'Empereur des Romains et roi de Hongrie et de Bohême, et la République fran-

çaise, voulant consolider la paix dont les bases ont été posées par les préliminaires signés au château d'Eckenwald, près de Léoben en Styrie, le 18 avril 1797 (29 germinal an V de la République française, une et indivisible), ont nommé pour leurs plénipotentiaires; savoir:

Sa majesté l'empereur et roi, le sieur D. *Martius-Mastrilli*, noble patricien napolitain, marquis de *Gallo*, chevalier de l'ordre royal de Saint-Janvier, gentilhomme de la chambre de S. M. le roi des Deux-Siciles, et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Vienne;

Le sieur *Louis*, comte du saint empire romain de *Cobenzl*, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Étienne, chambellan, conseiller d'état intime actuel de sadite majesté impériale et royale apostolique, et son ambassadeur extraordinaire près sa majesté impériale de toutes les Russies;

Le sieur *Maximilien*, comte *de Merveldt*, chevalier de l'ordre Teutonique et de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan, et général-major de cavalerie dans les armées de sadite majesté l'empereur et roi;

Et le sieur *Ignace*, baron de *Degelmann*, ministre plénipotentiaire de sadite majesté près la République helvétique;

Et la République française, *Bonaparte*, gé-

plicatifs ou additionnels au présent article, et les signer.

V. Sa majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la République française possède en toute souveraineté les îles ci-devant vénitiennes du Levant ; savoir : Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cerigo et autres îles en dépendantes, ainsi que Butrinto, Larta, Vonizza, et en général tous les établissemens ci-devant vénitiens en Albanie, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

VI. La République française consent à ce que S. M. l'empereur et roi possède en toute souveraineté et propriété les pays ci-dessous désignés ; savoir, l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les États héréditaires de S. M. l'Empereur et roi, la mer Adriatique, et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de Gardola, traversera le lac de Garda jusqu'à la Cise ; de-là une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo, offrant un avantage égal aux deux parties, laquelle sera désignée par des officiers du génie nommés de part et d'autre avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite l'Adige à San-Giacomo,

suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du canal blanc, y compris la partie de Porto-Legnago qui se trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du canal Blanc, la rive gauche du Tartaro, la rive gauche du canal dit la Polisella jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du grand Pô jusqu'à la mer.

VII. S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayant-cause, en faveur de la République cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits, que sadite majesté pourroit prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui font maintenant partie de la République cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

VIII. S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de de Bohême, *reconnaît la République cisalpine comme puissance indépendante.*

Cette République comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Bressan, le Cremasque, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des Etats ci-devant vénitiens à l'ouest et au sud de la ligne

désignée dans l'article VI pour la frontière des états de S. M. l'Empereur en Italie, le Modénois, la principauté de Massa et Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

IX. Dans tous lés pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé à tous les habitans et propriétaires quelconques, main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre S. M. impériale et royale et la République française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens ou personnes. Ceux qui, à l'avenir, voudront cesser d'habiter lesdits pays, seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité de paix définitif : ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens-meubles, immeubles, ou en disposer à leur volonté.

X. Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité porteront à ceux auxquels ils demeureront, les dettes hypothéquées sur leur sol.

XI. La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limites entre les possessions de sa majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et celles de la République cisalpine, sera libre, sans que l'une ni l'autre puissance puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment

armé en guerre; ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnago.

XII. Toutes ventes ou aliénations faites, tous engagemens contractés, soit par les villes ou par le gouvernement ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant vénitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date de la signature du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

XIII. Les titres domaniaux et archives des différens pays cédés ou échangés par le présent traité, seront remis dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité, leur seront fidèlement remis.

Les papiers militaires et registres pris, dans la guerre actuelle, aux états-majors des armées respectives, seront pareillement rendus.

XIV. Les deux parties contractantes, également animées du desir d'écarter tout ce qui pourroit nuire à la bonne intelligence heureusement établie entr'elles, s'engagent, de la manière la plus solennelle, à contribuer de tout leur pouvoir au

maintien de la tranquilité intérieure de leurs états respectifs.

XV. Il sera conclu incessamment un traité de commerce établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à sa majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et à la République française, des avantages égaux à ceux dont jouissent, dans les états respectifs, les nations les plus favorisées.

En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l'état où elles étoient avant la guerre.

XVI. Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes ou françaises, ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques, ou actions civiles, militaires et commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

XVII. Sa majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, ne pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtimens armés en guerre, appartenant à chacune des puissances belligérantes.

XVIII. Sa majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'oblige à céder au duc de Modène,

en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avoient en Italie, le Brisgaw, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédoit le Modénois.

XIX. Les biens fonciers et personnels non aliénés de leurs altesses royales l'archiduc *Charles* et l'archiduchesse *Christine*, qui sont situés dans les pays cédés à la République française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de son altesse royale l'archiduc *Ferdinand* dans le territoire de la République cisalpine.

XX. Il sera tenu à *Rastadt* un Congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'Empire germanique et de ceux de a République française, pour la pacification entre ces deux puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité, ou plutôt s'il est possible.

XXI. Tous les prisonniers de guerre, faits de part et d'autre, et les ôtages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auroient pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

XXII. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui

ont eu lieu dans les états respectifs des puissances contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

XXIII. Sa majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la République française, conserveront entr'elles le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que ce qui a été constamment observé avant la guerre.

Sadite majesté et la République cisalpine auront entr'elles le même cérémonial d'étiquette que celui qui étoit d'usage entre sadite majesté et la République de Venise.

XXIV. Le présent traité de paix est déclaré commun à la République batave.

XXV. Le présent traité sera ratifié par sa majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la République française, dans l'espace de trente jours, à dater d'aujourd'hui, ou plutôt si faire se peut; et les actes de ratification, en due forme, seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, près d'Udine, le 17 octobre 1797 (26 vendémiaire an VI de la République française, une et indivisible).

Signé, BONAPARTE; le marquis de GALLO, LOUIS, comte de COBENZL, le comte DE MERVELDT, *général-major*; le baron DE DEGELMANN.

Bohême ; dont la teneur est ci-dessus, EST RATIFIÉ.

La présente résolution, y compris le traité, sera imprimée.

Signé, VILLERS, *président*; PORTE, BOULAY (de la Meurthe), GAYVERNON, TALOT, *secrétaires.*

Après une seconde lecture, le Conseil des Anciens APPROUVE la résolution ci-dessus. Le 13 Brumaire an VI de la République française.

Signé, J. P. LACOMBE-SAINT-MICHEL, *président*; BORDAS, P. POMPEI, CHATRY-LAFOSSE, DESMAZIÈRES, *secrétaires.*

Le Directoire exécutif ordonne que la loi ci-dessus sera publiée, exécutée, et qu'elle sera munie du sceau de la République.

Fait à Paris, au Palais national du Directoire exécutif, le 13 Brumaire an VI de la République française.

Pour expédition conforme, *signé*, L. M. RÉVELLIÈRE-LÉPEAUX, *président;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général*, LAGARDE.

Suit la teneur de la ratification faite par l'Empereur, le 5 novembre 1797 (13 brumaire an VI), du traité de paix conclu entre lui et la République française :

Nos, visis et accuratè perpensis omnibus et singulis dicti tractatûs pacis definitivi articulis, illum in omnibus et singulis capitibus ratum omninò et gratum habuimus, eumque ratum gratumque habere hisce declaramus ac profitemur, verbo nostro cæsareo, regio et archiducali, pro nobis, heredibus, et successoribus nostris, spondentes nos ea omnia et singula quæ in illo continentur, fideliter adimpleturos, nec, ut a nostris, hic quomodocumque contraveniatur unquam permissuros fore. In quorum fidem ac robur, præsens ratihabitionis nostræ instrumentum manu nostrâ signavimus, sigilloque nostro cæsareo, regio, archiducali, majori appenso firmari mandavimus.

Dabantur in civitate nostra Viennæ, die tertiâ novembris, anno Domini millesimo septingentesimo nonagesimo septimo, regnorum

nostrorum romano-germanici et hereditariorum sexto.

Signatum, *Franciscus.*

L. Baro de Thugut.

Ad mandatum sacræ, cæsareæ ac regiæ apostolicæ majestatis proprium,

Signatum, *Egidius* baro *de Collenbach.*

Suit la teneur des pleins-pouvoirs du citoyen Bonaparte, *général en chef de l'armée* d'Italie.

Du 18 Fructidor an V.

Le Directoire exécutif, après avoir ouï le rapport du ministre des relations extérieures, arrête ce qui suit :

Le citoyen *Bonaparte*, général en chef de l'armée *d'Italie*, est autorisé à *négocier, conclure* et *signer*, avec les plénipotentiaires de sa majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, *un traité de paix définitif entre la République française et sadite majesté.* Le Directoire lui donne, à cet effet, les pleins-pouvoirs nécessaires. Il se conformera aux instructions qui lui ont été données, et rendra compte des progrès et de l'issue des négociations.

Le présent arrêté ne sera pas imprimé quant à présent (1).

Pour expédition conforme, *Signé.* L. M. Révellière-Lepeaux, *président;* par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général,* Lagarde.

Suit la teneur des pleins-pouvoirs de MM. le marquis *de Gallo,* le comte de *Mervelt,* le baron de *Degelmann,* ministres plénipotentiaires de l'Empereur :

Nos Franciscus *secundus, divinâ favente clementiâ, electus Romanorum imperator semper augustus Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Galiciæ, Lodomeriæ et Hierosolymæ rex, archidux Austriæ, etc. etc.; notum testatumque omnibus et singulis quorum interest, tenore præsentium facimus : stabilitis feliciter inter nos et Rempublicam Galliæ et utrinque ratihabitis præliminaribus pacis articulis, ambæ contrahentes partes ulterius inter se convenerunt ut plenipotentiarii plenâ utrinque agendi facultate muniti denominentur, qui de conficiendâ pace definitivâ consilia conferant, disquirant, tractent et concludere pro viribus*

(1) De l'*Imprimerie nationale,* ventose an IX.

satagant. Nos igitur, salutari adeò operi ultimam manum lubenter admovere volentes, tres seligere plenipotentiarios nostros decrevimus, ut cum Reipublicæ Galliæ plenipotentiario vel plenipotentiariis, pari plená agendi facultate instructo vel instructis, negocium hoc inchoent et ad felicem exitum perducere conentur; videlicet, primum, Martium Mastrillum, *neapolitanum patricium,* Galli *marchionem, ordinis Sancti-Januarii equitem torquatum, serenissimi utriusque Siciliæ regis cubicularium intimum, et in aulá nostrá oratorem, extra ordinem; secundum,* Maximilianum, *comitem* a Merveldt, *ordinis nostri militaris Mariæ-Theresiæ equitem, cubicularium nostrum actualem, et in exercitibus nostris generalem, vigiliarum præfectum; et tertium,* Ignatium, *liberum baronem* a Degelmann, *ministrum nostrum plenipotentiarium ad Rempublicam helveticam, viros compertæ fidei, integritatis et prudentiæ, quos proindè hisce plenipotentiarios nostros denominamus, plenamque illis agendi facultatem impertimur; quòd si verò unus vel alter absens, aut aliá causá præpeditus fuerit, reliqui vel reliquus eamdem omninò ac omnes tractandi facultatem habeant vel habeat; verbo nostro cæsareo, regio et archiducali spondentes et adpromit-*

tentes nos ea omnia quæ prædicti nostri plenipotentiarii, et in casu impedimenti, unus vel alter eorum, hac in re tractaverint, concluserint et signaverint, rata grataque habituros, et ratihabitionis nostræ instrumentum tempore quo conventum erit, extradi jussuros esse. In quorum fidem, præsentes plenipotentiæ nostræ tabulas manu nostrâ signavimus, sigilloque nostro cæsareo, regio, archiducali majori firmari mandavimus.

Dabantur in civitate nostra Viennæ, die quarta augusti, anno Domini millesimo septingentesimo nonagesimo septimo, regnorum nostrorum romano-germanici et hereditariorum sexto.

Signatum, *Franciscus.*

L. baro de Thugut.

Ad mandatum sacræ, cæsareæ ac regiæ apostolicæ majestatis proprium,

Signatum, Egidius *baro* de Collenbach.

Pour copie conforme à l'original : *Signé* le marquis de Gallo ; le comte de Merveldt, *général-major ;* le baron de Degelmann.

Pour copie conforme : *le général de division, ministre plénipotentiaire de la République française*, Signé H. Clarke.

Pour copie conforme :

Signé, L. M. Reveillère-Lépeaux.

Suit la teneur des pleins-pouvoirs du comte *de Cobentzel :*

Franciscus II, etc. etc. notum testatumque omnibus et singulis quorum interest vel interesse potest, tenore præsentium facimus, ut luculentissimum ad posteros extet monumentum, a nobis nihil unquam desiderari potuisse, quin pax, quies et tranquillitas, unanimi omnium voce ardenter adeò expetita, afflictuæ restituatur Europæ; gravissimis his felicitatem generis humani respicientibus causarum momentis permoti, extraordinarium denominare decrevimus ac proindè denominamus plenipotentiarium nostrum fidelem nobis dilectum Ludovicum *S. R. imperii comitem* a Cobenzl, *regii ordinis Sancti-Stephani, regis apostolici primæ classis equitem, nobis à cubiculis et consiliis intimis, et oratorem nostrum extrà ordinem ad imperatoriam omnium Russiarum aulam, virum spectatæ fidei, prudentiæ ac rari animi candoris, amplissimamque illi specialem,* omnimodam ac illimitatam agendi facultatem hisce impertimur, *qui cum Reipublicæ gallicæ plenipotentiario vel plenipotentiariis,* pari plena agendi facultate munitis,

de conficiendis æquæ ac stabilis pacis conditionibus, *pro eo quo egregiè potest, animos conciliandi studio consilia conferat, agat et concludere statagat; verbo nostro cæsareo, regio et archiducali, pro nobis, heredibus et successoribus nostris spondentes nos ea omnia quæ prænominatus hic plenipotentiarius noster nomine et jussu nostro desuper egerit, concluserit et signaverit*, rata omninò grataque habituros, *ac ratihabitionis nostræ solemne instrumentum, tempore quo conventum erit, extradi jussuros esse. In quorum fidem et robur, præsentes plenipotentiæ nostræ tabulas manu nostrâ signavimus, sigilloque nostro cæsareo, regio et archiducali majori firmari mandavimus.*

Dabantur in civitate nostra Viennæ, die vigesima septembris, anno Domini millesimo septengentesimo nonagesimo septimo, regnorum nostrorum romano-germanici et hereditariorum sexto.

Pour copie conforme à l'original : *Signé* le marquis DE GALLO ; LOUIS, comte DE COBENZL ; le comte DE MERVELDT, *général major ;* le baron DE DEGELMANN.

Pour copie conforme, signé BONAPARTE.

Pour copie conforme: *signé* L. M. RÉVELLIÈRE-LÉPEAUX.

Du 25 Frimaire an VI.

La loi du 13 brumaire, portant ratification du Traité de paix conclu entre la République française et l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, ayant été munie du sceau de la République, et l'échange des ratifications respectives dudit Traité ayant été fait,

Le Directoire exécutif ordonne au ministre de la justice de la faire imprimer et publier solennellement dans toute l'étendue de la République.

Pour expédition conforme, *signé*, P. BARRAS, *président*; par le Directoire exécutif, *le secrétaire-général*, LAGARDE, *et scellé du sceau de la République.*

Le congrès de Rastadt pour la paix entre la France et l'Empire s'ouvrit le 19 frimaire an VI (9 décembre 1797). Il fut rompu par le ministre impérial, le 19 germinal an VII (8 avril 1799). Nous n'entrerons pas dans le détail des communications diplomatiques qui eurent lieu entre les ministres plénipotentiaires des puissances respectives, parce qu'elles n'ont produit aucun résultat.

Toute l'Europe a retenti de la sanglante catastrophe des plénipotentiaires français, (9 floréal an VII.) L'assassinat de ministres de paix, fut le signal de la guerre; et déjà une nouvelle coalition était formée contre la France, entre l'empereur et une partie de l'Empire, l'Angleterre, les rois de Naples et de Portugal, la Russie, la Turquie, et les états Barbaresques.

Le 5 germinal an VII, bataille de Stockach par Jourdan : l'armée française n'est que de 34,000 hommes; l'armée autrichienne de près de 80,000. La perte des autrichiens est de 7000 hommes tués ou blessés, 4000 prisonniers, 2 pièces de canon; celle des français, de 3000 h. tués, blessés ou égarés. *(Extrait du mémoire du gén. Jourdan.)*

— Le 24, l'armée russe, sous les ordres de *Suwarow*, se réunit à l'armée autrichienne auprès de Véronne.

— Le 8 floréal, les alliés commandés par *Suwarow*, gagnent la bataille de Cassano. Les français éprouvent des revers successifs.

— Le 9 floréal, les alliés entrent à Milan.

— Le 29 prairial, *Macdonale* est battu

à la Trébia. Turin, Alexandrie, Mantoue capitulent successivement.

— Le 10 thermidor, l'Italie est reconquise par les alliés.

— Le 28, bataille de Novi à laquelle le général *Joubert* est tué.

— Les français sont réduits à la défense de l'état de Gênes. Plusieurs places du Piémont étaient tombées au pouvoir des autrichiens. *Massena* avec des forces inégales défendait le terrein contre le général *Mélas*.

Les revers étaient cependant mêlés de quelques succès. Dans les journées du 16 au 21 germinal an VIII, le général *Massena* fait en personne 6,000 prisonniers, parmi lesquels un général, deux colonels, plusieurs majors, 200 officiers; il prend 7 drapeaux, et 6 pièces de canon. De son côté le général *Suchet* fait, dans différentes attaques, 1800 prisonniers et prend un drapeau. Le 21 il bat complettement l'ennemi à Exiles. Dans la nuit du 13 au 14 floréal, *Massena* fait une sortie sur Voltri, bat complettement l'ennemi et lui fait 1800 prisonniers. Dans celle du 14 au 15, 3000. Du 16 au 23 plusieurs actions ont lieu avec

des succès divers : *Mélas* qui s'était avancé jusqu'au Var, commence à évacuer la Savoie et le comté de Nice, dans les derniers jours de floréal.

— Le 2 prairial, l'ennemi, battu par *Suchet*, perd plus de de 500 hommes.

— Du 7 au 10, l'armée française regagne du terrein sur l'ennemi qui est successivement chassé de Brantz, de Montferrion et de Colnègre.

— Nice est de nouveau occupé par les français.

— Le 12, *Menard* marche sur les fameuses redoutes de Mill-Fourches', les enlève et fait 800 prisonniers.

— Le 13, *Soulignac* et *Brunet* enlèvent toute l'arrière-garde ennemie composée de plus de 400 hommes. A la poursuite sur Breglio, l'ennemi abandonne 7 pièces de canon, 3 obusiers et beaucoup de prisonniers.

— Le 14, la brigade *Brunet* fait 200 prisonniers à Pigna et un pareil nombre à Olivetta. *Lesuire* se rend maître de l'importante position de Sabio et Boara. Le département des Alpes maritimes est délivré de la présence de l'ennemi.

— Le 8 germinal, l'évacuation de Gênes avait été signée par *Massena* et le baron *d'Hott*. Depuis le 1er germinal, le peuple de Gênes était sans pain, l'armée n'en recevait que six onces composé d'un mélange de moitié son et moitié maïs. La ration était réduite à trois onces dans les dix derniers jours. La plus grande partie des chevaux avait été mangée.

Mais déjà l'armée de réserve en Italie avait obtenu de brillans succès.

La perspective d'un chemin de plusieurs lieues de long, sur 18 pieds de large, pratiqué sur des rochers à pic; des montagnes de neige qui menaçaient de se précipiter sur leurs têtes; des abîmes où le moindre faux-pas pouvait les engloutir, rien n'avait pu effrayer les soldats.

L'armée est au pied St. Bernard. L'avant-garde, sous les ordres de *Lannes*, marche à l'ennemi.

Le 26 floréal an VIII, dans une action en avant d'Aoste, *Lannes* fait 300 prisonniers, prend 2 pièces de canons, 4 caissons, 12 chevaux.

— Le 28, prise de la ville de Bard.

— Le 2 prairial, prise de Suze et de la Brunette.

— Le 4, prise d'Yvrée.

— Le 5, combat de la Chiusella, dans lequel l'ennemi perd plus de 500 hommes et 300 chevaux.

— Le 7, *Murat* entre à Vercelli.

— Le 9, le général cisalpin *Lechi* enlève les retranchemens ennemis, prend une pièce de canon, 3 caissons, fait 350 prisonniers.

— Le 10, *Murat* entre dans Novarre.

— Le 13, *Chabran* s'empare du fort de Bard; 400 prisonniers, 18 bouches à feu.

— Le même jour, le général *Bonaparte* entre à Milan.

— Le 14, *Lannes* prend possession de Pavie, où l'on trouve des magasins considérables en vivres, 100 milliers de poudre, 500 pièces de canon de bronze avec affût, magasins à poudre, boulets, etc. 1000 blessés autrichiens.

— Le 16, une division ennemie est culbutée par *Lannes*, qui lui tue 200 hom. et fait 300 prisonniers.

Le même jour, le général *Murat* s'empare du pont du Pô, vis-à-vis Plaisance, et fait 100 prisonniers.

— Le 17, il entre dans Plaisance au pas de charge, s'empare d'immenses magasins et d'une partie du parc de réserve.

Le même jour, le général *Loison* fait prisonnière toute l'escorte du général *Laudon*, et prend un convoi de poudre assez considérable.

— Le 18, 1000 autrichiens venant d'Ancône sont faits prisonniers.

— Le 20, dans une affaire brillante, l'ennemi perd 1,500 hommes, deux fois autant de blessés, 4000 prisonniers, et 5 pièces de canons.

Mais au moment où nous touchons à l'immortelle journée, qui, en couronnant cette suite non interrompue d'exploits glorieux pour l'armée de réserve, a décidé pour jamais du sort définitif d'une guerre que l'acharnement des ennemis de la France rendait interminable, laissons cette armée parler, pour ainsi dire, elle-même dans le *Bulletin officiel* de son général en chef,

tel qu'il fut transmis à cette époque par le Gouvernement aux premières autorités de la République.

Bulletin de l'Armée de réserve.

Torre de Garofola, le 26 prairial an VIII.

Après la bataille de Montebello, l'armée s'est mise en marche pour passer la *Serivia*. L'avant-garde, commandée par le général Gardanne, a, le 24, rencontré l'ennemi qui défendait les approches de la Bormida et les trois ponts qu'il avait près d'Alexandrie, l'a culbuté, lui a pris deux pièces de canon et fait cent prisonniers.

La division du général Chabran arrivait en même temps le long du Pô, vis-à-vis Valence, pour empêcher l'ennemi de passer ce fleuve; ainsi, M. Mélas se trouvait cerné entre la Bormida et le Pô. La seule retraite qui lui restait, après la bataille de Montebello, se trouvait interceptée; l'ennemi paraissait n'avoir encore aucun projet, et très-incertain de ses mouvemens.

Le 25, à la pointe du jour, l'ennemi passa la Bormida sur les trois ponts, résolu de se faire une trouée, déboucha en force, surprit notre avant-garde, et commença, avec la plus grande vivacité, la célèbre *bataille de Marengo*, qui

décide enfin du sort de l'Italie et de l'armée autrichienne.

Quatre fois pendant la bataille nous avons été en retraite, et quatre fois nous avons été en avant. Plus de soixante pièces de canon ont été, de part et d'autre, sur différens points et à différentes heures, prises et reprises. Il y a eu plus de douze charges de cavalerie et avec différens succès.

Il était trois heures après midi. Dix mille hommes de cavalerie débordaient notre droite dans la superbe plaine de Saint-Julien; ils étaient soutenus par une ligne de cavalerie et beaucoup d'artillerie. Les grenadiers de la garde furent placés comme une redoute de granit au milieu de cette immense plaine. Rien ne put l'entamer. Cavalerie, infanterie, artillerie, tout fut dirigé contre ce bataillon, mais en vain. Ce fut alors que vraiment l'on vit ce que peut une poignée de gens de cœur.

Par cette résistance opiniâtre la gauche de l'ennemi se trouva contenue, et notre droite appuyée jusquà l'arrivée du général Monnier qui enleva à la baïonnette le village de *Castel-Ceriolo.*

La cavalerie ennemie fit alors un mouvement

rapide sur notre gauche qui déjà se trouvait ébranlée. Ce mouvement précipita sa retraite.

L'ennemi avançait sur toute la ligne, faisant un feu de mitraille avec plus de cent pièces de canon.

Les routes étaient couvertes de fuyards, de blessés, de débris : la bataille paraissait perdue. On laissa avancer l'ennemi jusqu'à une portée de fusil du village de Saint-Julien, où était en bataille la division *Desaix*, avec huit pièces d'artillerie légère en avant et deux bataillons en potence.

Sur les aîles tous les fuyards se ralliaient derrière. Déja l'ennemi faisait des fautes qui présageaient sa catastrophe : il étendait trop ses aîles.

La présence du premier Consul ranimait le moral des troupes.

Enfans, leur disait-il, *souvenez-vous que mon habitude est de coucher sur le champ de bataille.*

Aux cris de *vive la République, vive le premier consul*, Desaix aborde au pas de charge et par le centre : dans un instant l'ennemi est culbuté. Le général Kellermann, qui, avec sa brigade de grosse cavalerie, avait, toute la journée, protégé la retraite de notre gauche, exécute une charge avec tant de vigueur et si à propos,

que 6000 grenadiers, et le général Zach chef de l'état-major-général, sont faits prisonniers et plusieurs généraux ennemis tués. Toute l'armée suivit ce mouvement; la droite de l'ennemi se trouva coupée, la consternation et l'épouvante se mirent dans ses rangs.

La cavalerie autrichienne s'était portée au centre pour protéger la retraite. Le chef de brigade Bessières, à la tête des *casse-cols* et des grenadiers de la garde, exécuta une charge avec autant d'activité que de valeur; perça la ligne de cavalerie ennemie : ce qui acheva l'entière déroute de l'armée.

Nous avons pris quinze drapeaux, quarante pièces de canon, et fait six à huit mille prisonniers; plus de six mille ennemis sont restés sur le champ de bataille.

La neuvième légère a mérité le titre *d'incomparable*; la grosse cavalerie et le huitième de dragons se sont couverts de gloire. Notre perte est, aussi, considérable : nous avons eu six cents hommes tués, quinze cents blessés et neuf cents prisonniers.

Les généraux *Champeaux*, *Mainoni* et *Boudet* sont blessés.

Le général en chef *Berthier* a eu ses habits criblés de balles. Plusieurs de ses aides-de-camp

ont été démontés. Mais une perte vivement sentie par l'armée, qui le sera par toute la République, ferme notre cœur à la joie. DESAIX à été frappé d'une balle au commencement de la charge de sa division : il est mort sur le coup. Il n'a eu que le temps de dire au jeune *Lebrun* qui étoit avec lui : *Allez dire au premier Consul que je meurs avec le regret de n'avoir pas assez fait pour vivre dans la postérité!*

Dans le cours de sa vie, le général DESAIX a eu quatre chevaux tués sous lui, et reçu trois blessures. Il n'avait rejoint le quartier-général que depuis trois jours; il brûlait de se battre, et avait dit deux ou trois fois la veille à ses aides-de-champ : *Voilà long-temps que je ne me bats plus en Europe; les boulets ne nous connaissent plus, il nous arrivera quelque chose.* Lorsqu'on vint, au milieu du plus fort du feu, annoncer au premier Consul la mort de DESAIX, il ne lui échappa que ce seul mot : *Pourquoi ne m'est-il pas permis de pleurer?* Son corps a été transporté en poste à Milan, pour y être embaumé.

Pour copie conforme,

Le secrétaire d'Etat, HUGUES-B. MARET.

L'armistice conclu après la bataille de MARENGO, entre les généraux *Berthier* et *Mélas*, avait déterminé l'armée du Rhin et l'armée impériale à en conclure un autre; il est daté de Munich le 26 messidor. Une ligne de démarcation fut établie entre les deux armées. Cet armistice fut prolongé pour 45 jours entre l'armée du Rhin et l'armée impériale, par une convention de Hohenllinden, du 3e. jour complémentaire. Les forteresses d'Ingolstadt, d'Ulm et de Philisbourg, furent livrées aux français; et le congrès indiqué à Lunéville.

Le 7 frimaire an IX, l'armistice fut rompu, et les hostilités recommencèrent.

Le 12, bataille mémorable de HOHENLLINDEN, par le général *Moreau*. 80 bouches à feu, 200 caissons, 10,000 prisonniers, un grand nombre d'officiers, parmi lesquels trois généraux, furent le résultat de la victoire.

Le 18, l'armée française force le passage de l'In, et fait 600 prisonniers.

Le 23, elle force celui de la Salza. Ce passage est suivi de plusieurs actions dans

lesquelles l'ennemi perd 4000 hommes faits prisonniers, et 8 pièces de canon.

Le 27, les français s'emparent de Wals, Lintz et Steyer en Autriche. Cent pièces de canons étaient tombées au pouvoir des français depuis l'ouverture de la campagne.

Les généraux *Lecourbe*, *Ney*, *Decaen*, *Grenier*, *Colaud*, *Dessoles*, *Richepanse*, *Gudin*, *Montrichard*, *Grouchy*, *Ste-Suzanne*, *Bastoul*, etc. secondèrent puissamment le général en chef dans cette journée à jamais mémorable de *Hohenllinden*, comme dans toutes les actions dont elle fut précédée.

Il est à remarquer que lors de l'ouverture de la campagne d'Italie, en l'an IV, l'Italie offrait tant en troupes réglées que milices, 280,000 hommes.

L'armée française n'excédait pas 56,000 hommes. Les moyens en vivres et en transports étaient presque nuls.

Si nous sommes vaincus, disait BONAPARTE, *j'aurai trop ; vainqueurs, nous n'avons besoin de rien.*

Loi qui ordonne la promulgation du Traité de Paix définitif, conclu à Lunéville entre sa majesté L'Empereur et la République Française, le 20 pluv. an IX (9 févr. 1801).

Du 28 ventose an IX.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS, Bonaparte, premier Consul, proclame loi de la République le décret suivant, rendu par le Corps législatif le 28 Ventose an IX, conformément à la proposition faite par le Gouvernement le 26 dudit mois, en comité secret, communiquée au Tribunat le même jour.

DÉCRET.

Le traité dont la teneur suit, conclu à Lunéville le 20 Pluviose an IX, (9 Février 1801,) et dont les ratifications ont été échangées à Paris le 25 Ventose an IX, sera promulgué comme une Loi de la République.

Traité de paix définitif entre sa majesté l'Empereur et la République française.

Sa majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et le premier Consul de la République française, au nom du Peuple français, ayant

également à cœur de faire cesser les malheurs de la guerre, ont résolu de procéder à la conclusion d'un traité définitif de paix et d'amitié.

Sadite Majesté Impériale et Royale ne desirant pas moins vivement de faire participer l'Empire Germanique aux bienfaits de la paix, et les conjonctures présentes ne laissant pas le tems nécessaire pour que l'Empire soit consulté, et puisse intervenir par ses députés dans la négociation, sadite Majesté ayant d'ailleurs égard à ce qui a été consenti par la députation de l'Empire au précédent congrès de Rastadt, a résolu, à l'exemple de ce qui a eu lieu dans des circonstances semblables, de stipuler au nom du Corps Germanique.

En conséquence de quoi les parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa MAJESTÉ IMPÉRIALE et royale, le sieur *Louis*, comte du Saint-Empire Romain, *de Cobenzl*, chevalier de la Toison-d'Or, grand-croix de l'ordre royal de Saint-Etienne et de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, chambellan, conseiller intime actuel de sadite majesté impériale et royale, son ministre des conférences, et vice-chancelier de Cour et d'Etat;

Et le PREMIER CONSUL DE LA RÉPUBLIQUE FRAN-

çaise, au nom du Peuple français, le citoyen *Joseph Bonaparte*, conseiller d'Etat;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, ont arrêté les articles suivans :

Art. Ier. Il y aura à l'avenir, et pour toujours, paix, amitié et bonne intelligence entre sa majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, stipulant, tant en son nom qu'en celui de l'Empire germanique et la République française; s'engageant, sadite Majesté, à faire donner par ledit Empire sa ratification en bonne et due forme au présent traité. La plus grande attention sera apportée, de part et d'autre, au maintien d'une parfaite harmonie, et à prevenir toutes sortes d'hostilités par terre ou par mer, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être, en s'attachant avec soin à entretenir l'union heureusement rétablie. Il ne sera donné aucun secours et protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

II. La cession des ci-devant provinces belgiques à la République française, stipulée par l'article III du traité de Campo-Formio, est renouvelée ici de la manière la plus formelle, en sorte

que sa majesté impériale et royale, pour elle et ses successeurs, tant en son nom qu'au nom de l'Empire germanique, renonce à tous ses droits et titres aux susdites provinces, lesquelles seront possédées à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, par la République française, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

Sont pareillement cédés à la République française, par sa majesté impériale et royale, et du consentement formel de l'Empire :

1.° Le comté de Falkenstein avec ses dépendances;

2.° Le Frickthal et tout ce qui appartient à la maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin, entre Zurzach et Bâle; la République française se réservant de céder ce dernier pays à la République helvétique.

III. De même, en renouvellement et confirmation de l'article VI du traité de Campo-Formio, sa majesté l'Empereur et Roi possédera, en toute souveraineté et propriété, les pays ci-dessous désignés; savoir :

L'Istrie, la Dalmatie, et les îles ci-devant Vénitiennes de l'Adriatique en dépendantes, les Bouches du Cattaro, la ville de Venise, les la-

gnes et les pays compris entre les Etats héréditaires de sa majesté l'Empereur et Roi; la mer Adriatique et l'Adige depuis sa sortie du Tyrol jusqu'à son embouchure dans ladite mer; le thalweg de l'Adige servant de ligne de délimitation et comme par cette ligne, les villes de Véronne et de Porto-Legnago se trouveront partagées, il sera établi sur le milieu des ponts desdites villes des ponts-levis qui marqueront la séparation.

IV. L'article XVIII du traité de Campo-Formio est pareillement renouvelé, en cela que sa majesté l'Empereur et Roi s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgaw, qu'il possèdera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possèdait le Modénois.

V. Il est en outre convenu que son altesse royale le Grand-Duc de Toscane renonce, pour elle et ses successeurs et ayant cause, au grand-duché de Toscane et à la partie de l'île d'Elbe qui en dépend, ainsi qu'à tous droits, et titres résultant de ses droits, sur lesdits Etats, lesquels seront possédés désormais, en toute souveraineté et propriété, par son altesse royale l'infant duc de Parme. Le Grand-Duc obtiendra en Alle-

magne une indemnité pleine et entière de ses Etats d'Italie.

Le Grand-Duc disposera à sa volonté des biens et propriétés qu'il possède particulièrement en Toscane; soit par acquisition personnelle, soit par hérédité des acquisitions personnelles de feue sa majesté l'Empereur *Léopold II*, son père, ou de feue sa majesté l'Empereur *François Ier*, son aïeul. Il est aussi convenu que les créances, établissemens et autres propriétés du grand-duché, aussi bien que les dettes duement hypothéquées sur ce pays, passeront au nouveau Grand-Duc.

VI. Sa majesté l'Empereur et Roi, tant en son nom qu'en celui de l'Empire germanique, consent à ce que la République française possède désormais, en toute souveraineté et propriété, les pays et domaines situés à la rive gauche du Rhin, et qui faisaient partie de l'Empire germanique; de manière qu'en conformité de ce qui avait été expressément consenti au congrès de Rastadt, par la députation de l'Empire, et approuvé par l'Empereur, le thalweg du Rhin, soit désormais la limite entre la République française et l'Empire germanique, savoir : depuis l'endroit où le Rhin quitte le territoire helvétique, jusqu'à celui où il entre dans le territoire batave.

En conséquence de quoi, la République française renonce formellement à toute possession quelconque sur la rive droite du Rhin, et consent à restituer à qui il appartient les places de Dusseldorf, Ehrenbreistein, Philisbourg, le fort de Cassel et autres fortifications vis-à-vis de Mayence à la rive droite, le fort de Kehl et le vieux Brisach, sous la condition expresse que ces places et forts continueront à rester dans l'état où ils se trouveront lors de l'évacuation.

VII. Et comme, par suite de la cession que fait l'Empire à la République française, plusieurs princes et États de l'Empire se trouvent particulièrement dépossédés, en tout ou en partie, tandis que c'est à l'empire germanique collectivement à supporter les pertes résultantes des stipulations du présent traité, il est convenu entre sa majesté l'Empereur et Roi, tant en son nom qu'au nom de l'Empire germanique, et la République française, qu'en conformité des principes formellement établis au congrès de Rastadt, l'Empire sera tenu de donner aux princes héréditaires, qui se trouvent dépossédés à la rive gauche du Rhin, un dédommagement qui sera pris dans le sein dudit Empire, suivant les arrangemens qui, d'après ces bases, seront ultérieurement déterminés.

VIII. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il est convenu, ainsi qu'il avait été fait par les articles IV et X du traité de Campo-Formio, que ceux auxquels ils appartiendront se chargeront des dettes hypothéquées sur le sol desdits pays; mais attendu les difficultés qui sont survenues à cet égard sur l'interprétation desdits articles du traité de Campo-Formio, il est expréssement entendu, que la République française ne prend à sa charge que les dettes résultant d'emprunts formellement consentis par les états des pays cédés, ou des dépenses faites pour l'administration effective desdits pays.

IX. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, il sera accordé dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par ledit traité, à tous les habitans ou propriétaires quelconques, main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus à cause de la guerre qui a eu lieu. Les parties contractantes s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers, ainsi que par les établissemens publics desdits pays, et à payer ou rembourser toute rente constituée à leur profit sur chacune d'elles. En conséquence de quoi, il est expressément reconnu que les

propriétaires d'actions de la banque de Vienne, devenus français, continueront à jouir du bénéfice de leurs actions, et en toucheront les intérêts échus ou à écheoir, nonobstant tout séquestre et toute dérogation, qui seront regardés comme non-avenus, notamment la dérogation résultant de ce que les propriétaires devenus français, n'ont pu fournir les trente et les cent pour cent demandés aux actionnaires de la banque de Vienne par sa majesté l'Empereur et Roi.

X. Les parties contractantes feront également lever tous séquestres qui auraient été mis à cause de la guerre sur les biens, droits et revenus des sujets de S. M. l'Empereur ou de l'Empire, dans le territoire de la République française, et des citoyens français dans les états de sadite Majesté ou de l'Empire.

XI. Le présent traité de paix, notamment les articles VIII, IX, X et XV ci-après, est déclaré commun aux Républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne.

Les parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance desdites républiques, et la faculté aux peuples qui les habitent d'adopter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront convenable.

XII. Sa majesté impériale et royale renonce-

pour elle et ses successeurs, en faveur de la République cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits, que sadite majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui, aux termes de l'article 8 du traité de Campo-Formio, font maintenant partie de la République cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

XIII. Sa majesté impériale et royale, tant en son nom, qu'au nom de l'Empire germanique, confirme l'adhésion déjà donnée par le traité de Campo-Formio, à la réunion des ci-devant fiefs impériaux à la République ligurienne, et renonce à tous droits et titres provenant de ces droits sur lesdits fiefs.

XIV. Conformément à l'art. XI du traité de Campo-Formio, la navigation de l'Adige servant de limites entre les états de sa majesté impériale et royale, et ceux de la République cisalpine, sera libre, sans que, de part ni d'autre, on puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre.

XV. Tous les prisonniers de guerre, faits de part et d'autre, ainsi que les ôtages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auront pas en-

core été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

XVI. Les biens fonciers et personnels non aliénés de son altesse royale l'archiduc *Charles*, et des héritiers de feue son altesse royale madame l'archiduchesse *Christine*, qui sont situés dans les pays cédés à la République française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de leurs altesses royales l'archiduc *Ferdinand*, et madame l'archiduchesse *Béatrix*, son épouse, dans le territoire de la République cisalpine.

XVII. Les articles XII, XIII, XV, XVI, XVII et XXIII du traité de Campo-Formio, sont particulièrement rappelés pour être exécutés suivant leur forme et teneur, comme s'ils étaient insérés mot à mot dans le présent traité.

XVIII. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, cesseront d'avoir lieu, à dater du jour de l'échange des ratifications données au présent traité, d'une part par sa majesté l'Empereur et par l'Empire germanique, d'autre part par le gouvernement de la République française.

XIX. Le présent traité sera ratifié par sa majesté

l'Empereur et Roi, par l'Empire, et par le gouvernement de la République française, dans l'espace de trente jours, ou plutôt si faire se peut; et il est convenu que les armées des deux puissances resteront dans les positions où elles se trouvent, tant en Allemagne qu'en Italie, jusqu'à ce que lesdites ratifications de l'Empereur et Roi, de l'Empire et du gouvernement de la République française, aient été simultanément échangées à Lunéville entre les plénipotentiaires respectifs.

Il est aussi convenu que dix jours après l'échange desdites ratifications, les armées de sa majesté impériale et royale seront rentrées sur ses possessions héréditaires, lesquelles seront évacuées dans le même espace de temps par les armées françaises, et que trente jours après ledit échange, les armées françaises auront évacué la totalité du territoire dudit Empire.

Fait et signé à Lunéville, le 20 pluviose an IX de la République française. (9 février 1801.)

Signé LOUIS, comte de COBENZL;

JOSEPH BONAPARTE.

Pour copie conforme : *le secrétaire d'Etat*, signé HUGUES B. MARET.

Collationné à l'original, par nous président et se-

Etendue territoriale.

Elle a 55 lieues de long, sur 50 de large.

Fleuves et Rivières.

Les principales rivières qui l'arrosent sont : le Tésin, l'Adda, l'Adige, l'Agogna, le Lario, l'Olonna, le Serio, la Mella, le Pô, le Mincio, le Crostolo, le Panaro, le Reno, le Rubrione, etc.

Population.

La population de la République italienne est en tout de 3,857,668 individus, résultat présenté par la consulte législative, du 25 floréal an IX.

Elle est de 3,000,000 suivant une notice du *Propagateur* (journal), n°. 325.

Elle est de 3,240,000, suivant l'*annuaire du bureau des longitudes.*

Dépenses.

Les dépenses pour l'an VIII se montaient à 29,000,000 de florins. (Note du *Propagateur*, n°. ci-dessus).

les premières pages de l'histoire de la République italienne.

Procès-verbal des opérations de la consulta extraordinaire de la République cisalpine, à Lyon.

La République cisalpine, formée au milieu de la guerre par la réunion de plusieurs États, ne pouvait attendre que de la paix, du tems et d'un gouvernement fort, sa consistance politique et sa tranquillité intérieure. Son vœu était d'obtenir une organisation définitive; elle en fit la demande au premier consul, et attendit de la main qui l'avait fondée en l'an VI, et rétablie deux ans après, l'appui dont elle avait besoin pour se constituer et s'unir en corps de nation.

Le premier Consul en déférant au vœu qui lui était exprimé, voulut s'entourer de toutes les lumières que pouvaient avoir les Cisalpins eux-mêmes sur les intérêts de leur pays; et ce fut pour répondre aux vues bienveillantes du premier consul, et pour lui donner les renseignemens qu'il desirait, qu'une *consulta* extraordinaire de 450 membres, choisis parmi les membres les plus éclairés et les plus recommandables de la République cisalpine, fut convoquée par son gouvernement. Lyon fut

désigné pour le lieu de la session, comme plus à portée de cette République et du premier Consul, et plus remarquable par ses nombreux rapports avec le nord de l'Italie.

Le ministre des relations extérieures se rendit à Lyon le 7 nivose (1), et le citoyen Marescalchi, député de la République cisalpine près le Gouvernement français, devenant en cette qualité l'intermédiaire naturel des communications du ministre avec les notables cisalpins, lui présenta successivement ceux du Milanais, des trois légations ecclésiastiques, des pays détachés de l'État de Venise, du ci-devant Modenois, du Navarois et de la Valteline.

Ces conférences partielles avaient l'avantage d'établir des rapports plus intimes entre le ministre et les notables de chacune des fractions territoriales de la République cisalpine.

Une *consulta* aussi nombreuse n'aurait pu se réunir sur le territoire français, sans l'autorisation du Gouvernement, et c'était à lui qu'appartenait la désignation du mode suivant lequel elle pouvait s'assembler. Le ministre s'occupa de l'organisation de la *consulta*, de concert avec un bureau de délibération, composé de cinq membres appartenans aux cinq divisions terri-

(1) 28 Décembre 1802.

toriales de la Cisalpine ; à la connaissance des intérêts, des localités, les membres joignaient l'avantage de pouvoir servir de centre de réunion.

La *consulta législative*, dont les membres faisaient partie de la *consulta extraordinaire*, et qui avait rendu la loi sur la convocation de celle-ci, concourait encore à l'exécution de cette loi, en discutant et en convertissant en arrêtés les propositions du bureau de délibération. Elle devint un nouveau lien de communication entre ce bureau et l'assemblée générale, et d'après la proposition du bureau, elle arrêta que la *consulta extraordinaire* serait partagée en cinq sections, dont chacune correspondait également à l'une des cinq principales nations cisalpines, dans une assemblée dont les élémens étaient si peu homogènes. Cette division promettait des opérations plus calmes, elle offrait plus de facilité pour constater l'assentiment de chaque peuple à sa réunion en un seul état ; et cet assentiment bien prononcé, devenait nécessaire pour donner plus de consistance à la République.

Les cinq sections s'assemblèrent séparément, et leur bureau fut formé des citoyens Melzi et Strigelli pour la section milanaise ; Aldini et Belmonte pour les légations ; Bargnani et Carissimi, pour les provinces vénitiennes ; Paradisi

et Candrini, pour le Modénois; de Bernardi et Guicciardi Guido, pour le Novarrois et la Valteline. Dans chaque section l'on suivit une marche uniforme, afin d'avoir, au moment de l'arrivée du premier consul, une opinion bien formée sur les différens objets sur lesquels il desirait des renseignemens. Les bases de la constitution, déjà adoptée par la consulta législative de Milan, furent présentés aux différentes sections, pour obtenir d'elles les observations les plus propres à en déduire des lois organiques. Chaque section jugea convenable de charger de cet examen, une commission particulière prise dans son sein, et elle discuta ensuite les observations. Toutes celles que les cinq sections adoptèrent, furent réunies et présentées au ministre des relations extérieures.

Chaque assemblée était aussi chargée de préparer une liste nombreuse des citoyens que la confiance et l'estime publique appelaient de préférence au corps législatif. On passa au scrutin secret; chaque membre donna 60 noms, et ces bulletins furent remis au ministre, pour être présentés au premier consul, dont l'arrivée à Lyon eut lieu le 21 nivose (1). Le premier consul prit connaissance des opérations anté-

(1) 11 janvier 1802.

rieures ; et regardant la formation des trois collèges électoraux comme la base de la nouvelle organisation de la Cisalpine, il desira que chaque section lui remit une liste qui contînt le double du nombre des citoyens qui auraient les qualités requises pour être membres des collèges. En même-tems il réunit chez lui les présidens des cinq sections, fit lire et discuter les observations qu'elles avaient présentées sur la constitution; y fit quelques changemens qui lui furent indiqués par l'expérience et par la connaissance des intérêts de la cisalpine.

Il ne restait qu'à s'occuper de faire connaître les personnes qui pouvaient remplir les premières places du gouvernement.

Un comité de trente membres fut chargé par la consulta, réunie pour la première fois en assemblée générale, de former des listes de candidats doubles du nombre des places à remplir, pour indiquer au premier consul les hommes que l'opinion publique y appelait.

Le comité, après s'être occupé de l'opération qui lui était confiée, fit à l'assemblée générale de la consulta extraordinaire, le rapport suivant :

Citoyens députés,

» Votre commission des trente, après s'être

attachée avec le plus grand soin à proposer une liste d'hommes en état d'entrer dans la composition du gouvernement, vous fait part du résultat de ses réflexions sur le choix du premier magistrat,

» Elle s'est occupée, pendant trois de ses séances, de cet objet, le plus important de tous; et après avoir discuté toutes les idées qui s'associaient à cette nomination, elle est toujours arrivée par des voies différentes, à une même conséquence.

» Si l'on compte très-peu d'hommes capables d'être élevés à la premiere place du Gouvernement, il faut convenir que notre situation intérieure doit les faire paraître parmi nous plus rares qu'ils ne le sont réellement. Il est facile de voir que le peu de tems qui s'est écoulé *depuis que la Cisalpine a été formée de six nations différentes*, ne peut pas suffire pour qu'elles se connaissent entr'elles, et pour que les hommes les plus remarquables leur inspirent une égale confiance. Ce n'est pas sans crainte que l'on peut choisir entr'eux, si l'on considere que, divisés comme nous le sommes de lois, d'usages et de mœurs, et habitués en tout genre à des opinions différentes, on ne peut guere espérer de trouver un homme qui, renonçant à tout système particu-

lier, puisse ainsi arracher la masse du peuple à ses anciennes habitudes, et lui donner (ce qui est le fondement le plus solide des Républiques) un esprit national.

» L'histoire des vicissitudes qu'a éprouvées la République cisalpine, rendait plus difficiles les recherches de la commission. Si les hommes de cette époque n'avaient été attachés à aucune magistrature, on ne pourrait pas présumer qu'ils fussent assez versés dans la science toujours difficile, mais plus encore au milieu de nous, de gouverner la République. S'ils avaient tenu, à cette époque, les rênes du gouvernement, agités comme ils l'étaient par le trouble des opinions, distraits de mille manières, emportés par l'influence étrangère, ils ne pouvaient pas s'élever à cette considération qui, dans des tems moins malheureux, leur aurait gagné la confiance publique.

» Mais en supposant qu'après avoir surmonté ces nombreux obstacles, on eût pu désigner un homme capable de soutenir une si grande charge, beaucoup d'autres difficultés plus graves empêcheraient bientôt qu'on ne pût entièrement se reposer sur ce choix. Les troupes françaises ne peuvent pas encore complettement évacuer la Cisalpine: un grand nombre de raisons poli-

tiques et notre propre intérêt ne le permettraient pas dans le moment actuel, et au milieu de notre dénuement de troupes nationales.

» La Cisalpine, d'ailleurs, quoiqu'elle ait été garantie par les traités de Tolentino et de Lunéville, ne peut, dans les premiers momens, espérer d'obtenir par elle-même, de la part des anciens gouvernemens de l'Europe, cette considération nécessaire pour se consolider au-dedans et au-dehors; il faut qu'on la fasse reconnaître par plusieurs puissances qui ne sont pas encore entrées en relation avec elle; elle a besoin d'un homme qui, par l'ascendant de son nom et de sa puissance, la mette au rang qui convient à sa grandeur : mais ce nom, cette puissance, on les aurait inutilement cherchés parmi nous.

» Ce fut donc pour mettre la dignité du gouvernement à l'abri de l'influence des troupes étrangères, et pour ajouter un éclat et une grandeur nouvelle aux commencemens de la Cisalpine, que la commission crut qu'il était essentiel au bonheur de cette République que, dans les premiers momens, elle eût un appui qui l'emportât sur tout autre, en force et en élévation.

» D'après des motifs d'une telle importance, la commission a cru devoir conclure, que si d'un

côté la consulta extraordinaire doit former le vœu que la constitution soit proclamée, et que les collèges, la législature et les autres autorités soient incessamment choisies parmi les hommes qu'elle a cru les plus dignes de son estime, afin de voir cesser enfin le gouvernement provisoire, d'un autre côté, elle doit desirer ardemment que le GÉNÉRAL BONAPARTE, veuille honorer la Cisalpine en retenant la magistrature suprême, et en ne dédaignant pas, au milieu de la direction des affaires de la France, d'être la grande pensée de notre gouvernement, pendant le tems qu'il croira nécessaire pour amener à une parfaite uniformité les différentes parties de notre pays, et faire reconnaître, par toutes les puissances de l'Europe, la République cisalpine. »

Le vœu du comité devint l'opinion unanime de la consulta extraordinaire réunie le 5 pluviose en assemblée générale; elle décréta par acclamation et au milieu des plus vifs applaudissemens, que le rapport du comité qu'elle venait d'entendre, serait présenté au premier consul, comme l'expression fidele des sentimens et des opinions de la consulta extraordinaire.

Le résultat de cette délibération ayant été présenté au premier consul, il reconnut que,

d'après toutes les lumieres qu'il avait recueillies, l'état des choses exigeait une prompte organisation; qu'il pouvait en confier la partie intérieure, sans compromettre les intérêts et le bonheur de la Républiqne, aux citoyens que l'opinion générale avait désignés comme les plus propres aux différentes fonctions constitutionnelles; mais qu'en même-tems les motifs puissans exprimés dans le rapport, se réunissant à prouver que, dans la position actuelle de la Cisalpine, il lui serait presqu'impossible de s'élever par ses propres moyens à ce degré de consistance et de force auquel elle est appellée parmi les puissances de l'Europe, il ne pouvait se dissimuler la nécessité impérieuse de conserver la haute direction des affaires, jusqu'à ce que la Cisalpine puisse se trouver en état de soutenir par elle-même son indépendance. Il annonça que le lendemain 6 pluviose, il se rendrait au milieu de la consulta extraordinaire formée en assemblée générale, pour proclamer la constitution et le choix des membres destinés à entrer dans la premiere formation des autorités.

A deux heures, le premier consul se rendit à la séance, accompagné des ministres des relations extérieures et de l'intérieur, des citoyens Petiet, Cretet, Najac et Bourrienne, conseillers-

d'état, des généraux, des préfets réunis à Lyon et des principales autorités de cette commune.

Le premier consul, au-devant duquel se porta une députation nombreuse de Cisalpins, fut reçu dans la salle, au milieu des applaudissemens; il se plaça sur une estrade, et prononça le discours suivant :

» La République cisalpine, reconnue depuis Campo-Formio, a déjà éprouvé bien des vicissitudes.

» Les premiers efforts que l'on a faits pour la constituer, ont mal réussi.

» Envahie depuis par des armées ennemies, son existence ne paraissait plus probable, lorsque le Peuple français, pour la seconde fois, chassa par la force de ses armes, vos ennemis de votre territoire.

» Depuis ce tems, on a tout tenté pour vous démembrer....

....» La protection de la France l'a emporté....

....» Vous avez été reconnus à Lunéville.

» Accrus d'un cinquième, vous existez plus puissans, plus consolidés, avec plus d'espérances!

» Composés de six nations différentes, vous allez être réunis sous le régime d'une constitu-

tion plus adaptée que toute autre à vos mœurs et à vos circonstances.

» Je vous ai réunis à Lyon autour de moi comme les principaux citoyens de la Cisalpine. Vous m'avez donné les renseignemens nécessaires pour remplir la tâche auguste que m'imposait mon devoir, comme premier magistrat du Peuple français, et comme l'homme qui a le plus contribué à votre création.

» Les choix que j'ai faits pour remplir vos premières magistratures, l'ont été indépendamment de tout idée de parti, de tout esprit de localité.

» Celle de président, je n'ai trouvé personne parmi vous qui eût encore assez de droits sur l'opinion publique, qui fût assez indépendant de l'esprit de localité, et qui eût enfin rendu d'assez grands services à son pays, pour la lui confier.

» Le procès-verbal que vous m'avez fait remettre par votre comité des trente, où sont analysées avec autant de précision que de vérité, les circonstances extérieures et intérieures dans lesquelles se trouve votre patrie, m'ont vivement pénétré. — J'adhère à votre vœu. — Je conserverai encore pendant le tems que ces circons-

tances le voudront, la grande pensée de vos affaires.

» Au milieu des méditations continuelles qu'exige le poste où je me trouve, tout ce qui vous sera relatif et pourra consolider votre existence et votre prospérité, ne sera point étranger aux affections les plus chères de mon ame.

» Vous n'avez que des lois particulieres, il vous faut désormais des lois générales.

» Votre peuple n'a que des habitudes locales, il faut qu'il prenne des habitudes nationales.

» Enfin vous n'avez point d'armées; les puissances qui pourraient devenir vos ennemis en ont de fortes; — mais vous avez ce qui peut les produire, une population nombreuse, des campagnes fertiles, et l'exemple qu'a donné dans toutes les circonstances essentielles le premier peuple de l'Europe. »

Le discours du premier consul, interrompu à chaque phrase par de nombreux applaudissemens, fut suivi de la lecture de la constitution. Au moment où l'on en lisait le titre, un mouvement général de l'assemblée indiqua le vœu de substituer au nom de République cisalpine, celui de République italienne, et le premier consul parut se rendre à ce vœu général. (*Extrait* du Moniteur, *Journal officiel*, an X, n°. 13).

BAVIÈRE.

NOTICE STATISTIQUE.

Position géographique.

La Bavière est bornée au Septentrion par la Bohême et le haut Palatinat; à l'Orient, par l'Autriche; au Midi, par l'évêché de Brixen et le Tyrol; à l'Occident, par le Lech.

Etendue territoriale.

Elle a 150 lieues, d'Occident en Orient et 35 du Midi au Septentrion; en carré, 729 milles carrés. *(Ryesbeok).*

Suivant *Beaufort*, elle a 784 milles car.
Suivant *Busching*, 720 *id.*
Suivant *Hoeck*, 797 *id.*

Fleuves et rivières.

Ses principales rivières sont : le Danube, l'Inn, l'Isère et le Lech.

Population.

Sa population est de 1,400,000 ames, suivant *Ryesbeck.*

Beaufort la porte à 1,300,000 ames;
Peuchet, à 1,200,000 environ;
Hoeck, en 1799, à 1,203,756.

Forces de terre.

Elles sont régulièrement de 12,000 hom. et de 25 à 30,000 en tems de guerre. (*Busching* et *Peuchet*).

Beaufort évalue les forces de terre à 20,000 hommes.

Guthrie, de 30 à 40,000.

Hoeck, pied de paix, à 35,424, et pied de guerre, à 37,920. (*Ordonn. de* 1789).

Revenus.

Les revenus sont portés, année commune, à 5 ou 6,000,000 flor. (*Busching*).

Ryesbeck les évalue précisément à 6 millions de flor., ce qui revient à-peu-près à 14,400,000 liv. tournois.

Beaufort les estime à 10,000,000 florins ou 22,000,000 liv. tourn.

Peuchet, à 12,000,000 florins.

Guthrie, à 9,000,000 fl. ou 19,800,000 liv. tournois.

Dette publique.

Les 40,000,000 de fl. de dette contractée par Charles VII étaient déjà à moitié éteints en 1763, suivant *Busching*. Aussi, la dette nationale, suivant *Ryesbeck*, ne montait-en 1780, qu'à 25,000,000 de florins, ou 60,000,000 liv. tournois.

Suivant *Beaufort*, la dette publique se montait en 1786 à 140,000,000 liv. tourn.

Suivant *Guthrie*, elle est de 180,000,000 l.

Suivant *Peuchet*, elle était en 1778, de 138,000,000 de fl., ou 358,800,000 liv. t.

Hoeck dit « que quelques auteurs juste-» ment taxés d'exagération portent les dettes » entre 50 et 138,000,000. En 1778, elles » s'élevaient à 24,000,000 flor. de vieilles » dettes; 10,000,000 *id.* résultant des con-» ventions de la paix de Teschen; 1 million » 500,000 *id.* de dettes territoriales. Les » anciennes dettes, qui en 1777 montaient » à 77,000,000, sont acquittées ».

Forme de Gouvernement.

La maison de Bavière possède la dignité d'Électeur depuis 1721.

Religion.

Le culte de la religion catholique romaine seul dominant.

Commerce.

Il se fabrique du gros drap, des étoffes de laine, de coton et de soie, des bas, du velours, de la tapisserie, de la bonne horlogerie, et plusieurs autres marchandises.

Il s'exporte des blés, des bois, des sels et du fer.

Monnaies.

ESPÈCES D'OR.

Espèces numéraire.	*Valeur du pays.*	*Réduction en argent de Fr.*
Le Carolin.....	11 flor. »	24 l. » s. » d.
Le Marc d'or.....	5 flor. 30 kreutz.	12 » »
Le Ducat du Rhin..	5 »	11 10 »

ESPÈCES D'ARGENT.

pèces numéraire.	*Valeur du pays.*	*Réduction en argent de Fra*
de convention.	2 flor. 24 kreutz.	5 l. 4 s. » d.
ıi Écu.....	1 flor. 12	2 12 »
)s.....	» 3	» 2 3
ze.....	» 4	» 3 »
ce de.....	» 6	» 4 6
ce de.....	» 12	» 9 »
ce de.....	» 24	» 18 »

ESPÈCES FICTIVES.

neuf.....	2 flor. 45	6 » »
ırin.....	» 60	2 3 6 $\frac{1}{4}$
'lorin.....	» 30	1 1 10
.....	» 15	» 11 6

is n'a point de change avec *Munich*, ıle de la Bavière ; mais avec *Augs-*, qui donne 68 kreutzers pour un écu ance.

TAT POLITIQUE.

Bavière fournît aux principaux enne- le la République française l'un des ngens les plus considérables. Les suc-

cès et les revers des Puissances liguées furent communs entr'elles ; c'est pourquoi nous renvoyons à l'article *Autriche*, pour les évènemens militaires auxquels les Bavarois eurent d'autant plus de part, qu'ils jouissent en Europe d'une grande réputation de bravoure. Nous nous bornerons à dire ici que les brillans succès de l'armée du Rhin amenèrent l'électeur à conclure un armistice le 21 fructidor an IV (7 sept. 1796); mais que, trois jours après, le général *Moreau* ayant entamé sa brillante retraite, les hostilités recommencèrent. — Depuis, et après la rupture du congrès de *Rastadt*, la Bavière, au mépris de ses engagemens, entra dans la nouvelle coalition ; mais elle eut bientôt à s'en repentir : ses états furent envahis. — Le traité qui les lui a fait recouvrer atteste, comme tant d'autres, quelle fut toujours la modération du Gouvernement français au sein des victoires.

Extrait du Rapport fait au Tribunat par Moreau (1), *sur le traité de paix avec la Bavière.*

Séance du 12 Frimaire an X.

La destinée de la République française est d'être toujours victorieuse dans les combats, toujours généreuse après la victoire; et s'il étoit possible qu'après dix ans de succès et d'héroïsme de tous les genres, on pût encore douter d'une vérité démontrée par des preuves aussi brillantes, les traités de paix qu'on vous offre tous les jours à sanctionner, attesteroient également et la valeur de nos armées qui les ont conquis par les armes, et la prudence du Gouvernement qui leur imprime le sceau d'une longue durée, par toutes les combinaisons de la grandeur d'ame et de l'habileté. Le traité de paix conclu entre la République française et *l'Electeur palatin de Bavière*, est peut-être le monument le plus fait pour attester l'envie sincère que le Gouvernement français a de rendre durables toutes les transactions qui doivent donner à l'Europe le repos dont elle a tant besoin, et dont elle est privée depuis dix ans.

(1) Frère du général.

Je ne m'appesantirai pas long-temps sur les avantages de cet acte; il suffira de se rappeler que nos armées ont conquis la Bavière dans les premiers jours d'une campagne célèbre; qu'elles s'y sont illustrées autant par leur subordination que par leur courage, et qu'aujourd'hui nous rendons à un prince, qui avoit à se reprocher des torts très-graves envers la République, des possessions devenues les nôtres par le double droit de la conquête et d'une juste représaille. Il suffira de se rappeler que le traité conclu entre la Bavière et nous, ... nous donne pour toujours la limite naturelle du Rhin, en nous rendant propriétaires des contrées fertiles du Palatinat et des duchés de Juliers et des deux-Ponts: — qu'en conséquence de l'intérêt qu'a la République à ne pas laisser affoiblir les possessions de l'électeur de Bavière, nous lui garantissons pour toujours des États qui ont été jusqu'ici pour la maison d'Autriche l'objet de desirs naturels d'un aggrandissement si fort à sa bienséance: — que même la République, par suite du même système, promet d'employer sa puissante influence, pour aggrandir l'électeur par des dédommagemens qui, en détruisant pour toujours les prétentions d'un voisin puissant, feront de l'électeur un allié plus important pour le peuple

français : — qu'enfin il semble que, pour attacher à cette convention l'électeur par tous les liens de la reconnaisance qu'on doit aux plus généreux procédés, la République consent à payer les dettes de la partie du territoire que ce traité lui cède, et à lever tous séquestres mis sur les biens des sujets de l'Électeur, comme si la guerre se fût terminée entr'eux après des efforts égaux de force et de moyens de vaincre. — Nous avons pensé que toutes ces causes devoient donner à ce traité une longue durée, fondée sur les avantages mutuels des deux puissances contractantes, bien cimentés par tout ce que l'intérêt des Etats peut employer de légitimes précautions.

Le rapporteur conclut, au nom de la commission dont il est l organe, à l'émission du vœu que le tribunat adopte, pour la conversion du traité en loi.

Loi qui ordonne la promulgation du traité de paix conclu entre la République française et l'électeur Palatin de Bavière.

Du 17 Frimaire.

Au nom du peuple français, Bonaparte, premier Consul, proclame loi de la République le décret suivant, rendu par le

Corps législatif le 17 frimaire au X, conformément à la proposition faite par le Gouvernement le 7 du même mois, communiquée au Tribunat le lendemain.

DECRET.

Le traité dont la teneur suit, conclu à Paris le 6 fructidor au IX [24 août 1801], entre la République française et l'électeur Palatin de Bavière, et dont les ratifications ont été échangées le 27 fructidor de la même année [14 septembre 1801], sera promulgué comme une loi de la République.

Traité de paix entre la République française et l'électeur Palatin de Bavière.

Le premier Consul de la République française, au nom du peuple français, et son altesse sérénissime l'électeur Palatin de Bavière, ayant à cœur de rétablir, d'une manière solennelle et incontestable, les anciens rapports d'amitié et de bon voisinage qui ont subsisté entre la France et la sérénissime maison Bavaro-Palatine, avant la guerre qui a été terminée entre la République française et l'Empire germanique par le traité de paix de Lunéville, et à laquelle son altesse électorale avait pris part, non-seule-

ment moyennant les secours fournis en vertu des arrêtés de la diète, mais aussi en sa qualité d'auxiliaire des puissances alliées, les parties contractantes sont convenues de constater le retour parfait d'une bonne harmonie entre elles, par un traité de paix particulier; et, à cet effet, elles ont nommé pour leurs plénipotentiaires; savoir, le premier Consul, au nom du peuple français, le C.^en *Calliard*, garde des archives du ministère des relations extérieures ; et son altesse sérénissime électorale l'électeur de Bavière, le sieur *Antoine de Cetto*, son conseiller d'état actuel, et ministre plénipotentiaire au cercle électoral et à celui du Haut-Rhin ; lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans :

ART. Ier Il y aura paix, amitié et bon voisinage entre la République française et l'électeur Palatin de Bavière. L'une et l'autre ne négligeront rien pour maintenir cette union, et se rendre réciproquement des services propres à resserrer, de plus en plus, les liens d'une amitié sincère et durable.

II. Sa majesté l'Empereur et l'Empire ayant consenti, par l'article VI du traité conclu à Lunéville, le 20 pluviose an IX de la République (ou le 9 février 1801), à ce que la Ré-

publique française possède désormais, en toute souveraineté et propriété, les pays et domaines situés sur la rive gauche du Rhin et qui faisaient partie de l'Empire germanique, son altesse électorale Palatine de Bavière renonce pour elle, ses héritiers et successeurs, aux droits de supériorité territoriale, de propriété et autres quelconques, que sa maison a exercés jusqu'ici et qui lui appartenaient sur les pays et domaines à la rive gauche du Rhin. Cette renonciation a lieu nommément pour le duché de Juliers, le duché de Deux-Ponts avec ses dépendances, et tous les bailliages du Palatinat du Rhin situés sur la rive gauche de ce fleuve.

III. Convaincu qu'il existe un intérêt pour elle à empêcher l'affaiblissement des possessions Bavaro-Palatines, et conséquemment de réparer la diminution de forces et de territoire qui résulte de la renonciation ci-dessus, la République française s'engage à maintenir et à défendre efficacement l'intégrité des susdites possessions à la droite du Rhin, dans l'ensemble et l'étendue qu'elles ont ou qu'elles doivent avoir, d'après le traité et les conventions conclus à Teschen le 13 mai 1779, sauf les cessions qui auraient lieu du plein gré de son altesse électorale et du consentement de toutes les parties intéressées.

La République française promet, en même temps, qu'elle usera de toute son influence et de tous ses moyens pour que l'article VII du traité de paix de Lunéville, en vertu duquel l'Empire est tenu de donner aux princes héréditaires qui se trouvent dépossédés à la rive gauche du Rhin, un dédommagement pris dans son sein, soit particulièrement exécuté à l'égard de la maison électorale Palatine de Bavière; en sorte que cette maison reçoive une indemnité territoriale située, autant que possible, à sa bienséance, et équivalente aux pertes de tous les genres qui ont été une suite de la présente guerre.

IV. Les parties contractantes s'entendront, dans tous les temps, en bons voisins, et suivant, de part et d'autre, les principes d'une parfaite équité, pour régler les contestations qui auraient lieu, soit par rapport au cours du thalweg entre les États respectifs, qui, aux termes de l'article VI du traité de paix de Lunéville, sera désormais la limite du territoire de la République française et de l'Empire germanique, soit par rapport à la navigation du Rhin et au commerce; soit à l'égard des constructions à faire sur l'une ou l'autre rive.

V. L'article VIII du traité de paix de Luné-

ville, concernant les dettes hypothéquées sur le sol des pays de la rive gauche du Rhin, servira de base à l'égard de celles dont les possessions et territoires, compris dans la renonciation de l'article II du présent traité, se trouvent grévés.

Comme ledit traité de Lunéville ne reconnaît à la charge de la République française, que les dettes résultant d'emprunts consentis par les États des pays cédés, ou des dépenses faites pour l'administration effective desdits pays, et comme, d'un autre côté, le duché de Deux-Ponts, ainsi que la partie du Palatinat du Rhin, cédés par l'article II du présent traité, ne sont pas pays d'États, il est convenu que les dettes desdits pays, qui, à leur origine, ont été enregistrées par les corps administratifs supérieurs, seront assimilées à celles qui ont été consenties par les États dans les pays où il y en a.

Immédiatement après l'échange des ratifications du présent, il sera nommé, de part et d'autre, des commissaires pour procéder à la vérification et à la répartition des dettes désignées ci-dessus.

VI. Les dettes particulières contractées par les communes et les ci-devant bailliages, sous l'au-

torité du Gouvernement, restent à leur charge et seront acquittées par eux.

VII. Tous les papiers, documens et actes relatifs aux propriétés publiques et particulières des pays cédés par l'article II ci-dessus, seront, dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, délivrés fidèlement au commissaire nommé par le Gouvernement français pour les recevoir.

La même chose aura lieu pour tous les papiers, documens et actes concernant les objets d'administration qui se raportent exclusivement auxdits pays. Quant à ceux desdits papiers, documens et actes qui concernent les intérêts communs des États de la maison Palatine, tant ceux cédés sur la rive gauche, que ceux qu'elle conserve à la rive droite, il en sera fait, à frais communs, des copies collationnées, qui seront remises au commissaire français.

VIII. Du jour de l'échange des ratifications, tous séquestres qui auraient été mis, à cause de la guerre, sur les biens, effets et revenus des citoyens français dans les États de son altesse sérénissime électorale, et ceux qui auraient été mis, dans le territoire de la République française, sur les biens, effets et revenus des sujets ou serviteurs de sa susdite altesse sérénissime, domi-

ciliés sur la rive droite et propriétaires sur la rive gauche du Rhin, sont levés. Il n'est pas fait d'exception par rapport aux sujets ou serviteurs Bavaro-Palatins qui, lors de l'entrée des armées françaises, se sont retirés de la rive gauche à la rive droite du Rhin.

IX. Le présent traité sera ratifié par les parties contractantes, dans l'espace de vingt jours, ou plutôt si faire se peut; et son altesse sérénissime l'électeur Palatin de Bavière s'engage à procurer, dans le même espace de tems, un acte d'accession de la part de son altesse sérénissime *Guillaume*, duc de Bavière, aux cessions faites par ledit traité.

Fait à Paris, le 6 Frutidor, l'an IX de la République française [24 Août 1801]. *Ainsi signé* ANTOINE-BERNARD CAILLARD et ANTOINE DE CETTO.

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires du Corps législatif. A Paris, le 17 frimaire, an X de la République française.

Signé BARAILON, *président*; CHAMPION (de la Meuse), DEVAUX, BOUISSEREN, CHARREL, *secrétaires.*

SOIT la présente loi revêtue du sceau de l'État, insérée au Bulletin des lois, inscrite dans les re-

gistres des autorités judiciaires et administratives, et le ministre de la justice, chargé d'en surveiller la publication. A Paris, le 27 Frimaire, an X de la République.

Signé BONAPARTE, *premier Consul.* Contre-signé, *le secrétaire d'état*, HUGUES B. MARET. Et scellé du sceau de l'État.

Vu, *le ministre de la justice*, signé ABRIAL.

OBSERVATIONS.

A partir de l'état présent, on peut dire de la Bavière qu'elle est nulle pour la France, et la France avec toute sa puissance presque nulle pour la Bavière. On doit ajouter que cette nullité réciproque subsistera toujours tant que durera le nouveau système établi dans l'Empire par la ligne co-partageante. *(Favier)*.

L'existence de la maison Palatine et de la Bavière était autrefois uniquement due à la protection de la France. Aujourd'hui la rivalité de la Prusse et de l'Autriche la

rend plus solide. Notre influence existe toujours, mais elle est indispensablement partagée, si les deux grandes Puissances germaniques s'étaient accordées pour conquérir, l'union seule de la France et de la Russie aurait pu opposer une digue à ce torrent. Aujourd'hui tout est changé, et la France, en étendant ses limites, peut par son propre poids établir une nouvelle balance, et fonder un nouveau droit public.

(Ségur).

RUSSIE.

NOTICE STATISTIQUE.

Position géographique.

L'Empire de Russie s'étend du 20e. deg. oriental du méridien de Paris, au 90e.; et du 45e. de latitude, au 75e.; il a 2000 lieues de l'Ouest à l'Est.

Étendue territoriale.

Sa surface est de 320,000 lieues, dont 78,000 en Europe, et 240,000 en Asie.

Il s'étend d'Orient en Occident de près de 2000 lieues de France, et a 700 lieues du Sud au Nord dans sa plus grande largeur. *(Encycl.)*

Il a 74,686 lieues carrées *(Beaufort)*.

Suivant *Guthrie*, il a 1,700 lieues de long, sur 675 de large, et 800,000 lieues carrées.

Peuchet dit : son étendue dans les deux continens est de 447,835 lieues carrées,

selo *Guthrie*; de 560,000, selon *Templemann;* et de 850,000, selon *Busching.*

Fleuves.

Le Volga, l'Obi, la Duna, le Don, la Dwina, le Dnieper, le Tanaïs, la Neva.

Lacs.

Le La-Doga, l'Onega, le Czneko ou Peipus, l'Ilmaine, le Biélo-Ozéro, l'Imen, etc. etc.

Montagnes.

Les Ouralsks, ou principales chaînes de montagnes, et les monts Atlaiques.

Population.

Il n'est pas de pays sur la population duquel les auteurs aient plus varié.

Busching la porte à 20,000,000.

Voltaire et *Sulmitth*, à 24,000,000.

Lévêque, à 19,000,000.

Chantreau, à 21,000,000.

Jaucourt, à 12,000,000.

Beaufort, à 27,000,000.

Mentelle, à 29,000,000.

Peuchet, à 26,850,000.

Guthrie, à 30,000,000.

M. *Posfeld*, à 26,850,000.

L'auteur du *Tableau général de la Russie moderne*, à 36,000,000.

Enfin, d'autres auteurs à 30,000,000.

Le bureau des longitudes, rapporte dans l'annuaire de la République française pour l'an X, où ce dernier résultat pouvait avoir été puisé :

Russie d'Europe, 26,500,000.

Acquisitions en Pologne, 4,500,000.

En Asie et Amérique, 5,000,000.

Empire total de Russie, 36,000,000.

Forces de terre.

La gazette officielle de Pétersbourg a annoncé au commencement de fructidor dernier, que les forces de l'empire russe s'élèvent à 300,000 hommes d'infanterie ; 50,000 de cavalerie ; 20,000 d'artillerie ; et 100,000 de troupes irrégulières, tant cavalerie qu'infanterie ; ce qui forme un total de 470,000 hommes. Nous avons cru que ce rapprochement des forces actuelles des

trois grandes Puissances du Nord n'était pas sans intérêt dans la conjoncture actuelle. *(Extrait de l'*Ami des Lois, n°. 1153, *du 21 vendémiaire an VII).*

Beaufort porte à 470,000 hommes les troupes en tems de paix, y compris les troupes irrégulières.

Chantreau porte les troupes réglées à 300,000 hommes, dans lesquelles ne sont pas comprises la maison de l'Empereur, ni la milice appelée land-milice.

Busching présente pour total 660,000.

Forces de mer.

En 1746, suivant *Busching*, la flotte était composée de 24 vaisseaux de ligne et 17 frégates.

Suivant le même, le total des troupes maritimes se montait à 10,570, y compris 7,701 matelots.

En 1787, suivant *Beaufort*, la marine consistait en 100 vaisseaux de ligne, 150 galères, et 21,000 hom. de marine.

En 1791, suivant *Arnould*, les forces maritimes de la Russie au moment de la

révolution française, consistaient, sur la Mer noire, en 67 vaisseaux de ligne de 100 à 66 canons, 36 frégates de 44 à 28 can., et 700 autres bâtimens de toute grandeur, comme cutters, brûlots, etc. le tout armé de 8 à 9000 hommes, et monté par 21,000 matelots.

Guthrie dit qu'en 1800 les forces maritimes de cette Puissance consistaient en 50 vaisseaux de ligne de 66 à 100 canons, et 30 frégates de 28 à 32.

Revenus.

Les revenus montaient en 1768, suivant *Busching*, à 15,000,000 de roubles : le rouble est d'environ 4 liv. 5 s.

En 1789, *Beaufort* les porte à 40 millions de roubles, ou 170,000,000 l. tourn.

En 1794, *Chantreau* les porte à 140 millions liv. tournois.

Jaucourt (Encycl.) les porte seulement à 13,000,000 de roubles, ou 65,000,000 liv. tournois.

Suivant *Guthrie*, ils sont de 30,000,000 de roubles, ou près de 144,000,000 de Fr.

Selon M. *Pletschéef*, ils vont au-delà de 40,000,000 de roubles.

Les revenus consistent dans la capitation annuelle, les domaines des paysans, le produit des cabarets, le péage pour l'entrée et la sortie des marchandises, des salines, le papier timbré, monopoles, etc.

Dépense.

La dépense ordinaire de l'État, suivant *Beaufort*, ne doit pas passer 62,000,000 liv. tournois.

Suivant *Guthrie* et M. *Pletschéef*, les dépenses sont de 30,000,000 de roubles en tems de guerre.

Dette publique.

Le même *Beaufort* porte la dette publique à 122,000,000 liv. tournois.

Chantreau la porte à 145,000,000.

Lors de la dernière guerre contre les Turcs, il fut établi une banque sous le nom de banque d'assignation.

Forme de Gouvernement.

Monarchie absolue. Il y a 42 gouvernemens.

Religion.

La religion chrétienne, suivant le rit grec.

Productions territoriales.

La Russie produit du blé, du chanvre, du lin, du tabac, des fruits, du houblon, de la garence, du safran, du cali d'où l'on prépare la soude, des vins, des choux d'une excellente qualité; du bétail, des chevaux, du poisson; il y a des mines d'or, d'argent, de cuivre, de fer, de plomb, de soufre, de salpêtre, de salmia.

Commerce.

On trouve en Russie des manufactures de velours, de soie, de laine, de toile, de cuivre, de laiton, de fer, d'acier, de fil-d'archal, de fer-blanc, d'armes.

On fabrique des cordages, des toiles à voiles, du papier, des parchemins, du verre, et de la poudre.

Les marchandises que la Russie exporte sont les pelleteries, le goudron, l'huile de lin, des bois, etc. etc.

Le résultat du commerce et de la navigation entre la Russie et la Courlande, en 1792, offre 19 bâtimens entrés dans les ports de France, dont les importations s'élèvent à 1,342,000 liv.

Dans le même espace de tems il est sorti des ports de France 4 bâtimens, dont les exportations totales s'élèvent à 3,222,000 l. dont 482,000 liv. en denrées coloniales.

Colbert avait tenté en 1626 de procurer un commerce en Russie. (*Voir Arnould*, tom. I pag. 204). La France et la Russie se sont unies par un traité de commerce et de navigation conclu en 1787, pour 12 années. (*V. id.* pag. 206).

Le commerce de la Russie avec la France lui donne un excédent d'un million. (*Voir id.* pag. 213.)

Importations et Exportations.

De la note comparative sur le commerce et la navigation de la France, année moyenne

de 1787 à 1789 inclusivement, il résulte qu'il est entré en France 115 bâtimens mesurant 19,799 tonneaux, important en marchandises 6,849,000 liv. ;

Qu'il en est sorti 50, mesurant 9,329 tonneaux, exportant en marchandises 6 millions 523,000 liv.

(*Rapport du ministre* Roland, 1792).

Du tableau estimatif du commerce pendant 1792, il résulte que les importations de la Russie en France ont été de 5 millions 184,000 liv. ; et les exportations de France en Russie, de 4,569,000 liv.

(*Rapport du ministre des aff. étrang.*, 18 *nivose an II*)

Monnaies.

ESPÈCES D'OR.

Espèces numéraire.	*Valeur du pays.*	*Réduction en argent de Fr.*
L'Impériale.....	10 roubles.	42l. 10s. » d.
Le Ducaton.....	225 kopecks.	11 11 3

ESPÈCES D'ARGENT.

Le Rouble.....	10 grives.	4 5 »
La Grive.....	3 altins.	» 8 6

Espèces numéraires.	*Valeur du pays.*	*Réduite en argent de Fr.*
L'Altin.....	3 kopecks.	» » 6
Le Kopeck.....	2 moskocks.	» » 10
Le Moskocks.....	.....	» » 6
23 Kopecks.....	.....	1 » »
210 Moskocks.....	1 rouble.	» » »

Paris donne cent écus pour environ 54 roubles.

ETAT POLITIQUE.

Long-tems les papiers publics avaient annoncé la marche des troupes russes qui devaient augmenter les forces de la coalition. Cependant ces troupes ne marchaient pas. L'Impératrice ne servait ses alliés que par des promesses, et se bornait à menacer la France; mais Catherine mourut le 19 brumaire an V (9 nov. 1796). Son successeur, Paul Ier., effectua les menaces de l'Impératrice, et les troupesrusses se mirent réellement en marche. .....

Depuis la sortie de la flotte française de Toulon, sous les ordres de *Bonaparte*, le 30 floréal an VI (19 mai 1798); et sur-tout

depuis l'échec éprouvé par cette flotte à Aboukir, le 14 thermidor de la même année, une coalition nouvelle s'était formée contre la France, coalition dans laquelle, outre les Puissances déjà en guerre, on voyait figurer la Russie, la Turquie, et les États Barbaresques.

Suwarow, commandant en chef les troupes de sa majesté l'Empereur des Russies, réunit le 24 germinal an VII ses troupes à l'armée autrichienne, auprès de Véronne; Véronne, ville trop fameuse par la défaite de *Schérer* par le général *Kray*, le 6 du même mois. Nous ne répèterons pas ici ce que nous avons déjà dit à l'article *Autriche*, des succès des alliés dans le commencement et au milieu de cette campagne.

Mais la fortune ne se montra pas toujours contraire aux français, et la victoire revint sous leurs drapeaux en Suisse et en Hollande.

Le 30 thermidor an VII, un corps auxiliaire russe, commandé par *Korsakow*, se rendit en Suisse. Il précédait *Suwarow*,

qui arriva le 22 fructidor suivant. L'armée française en Suisse était commandée par *Massena*, surnommé l'*enfant chéri de la victoire*.

Le 26, l'archiduc se portait de la Suisse sur le Bas-Rhin, pour secourir Philisbourg, assiégé par les français.

Le 1er. vendémiaire an VIII, *Suwarow* passe le mont St. Gothard.

Le 3, la division *Lelorge* passe le Limat à Dietikon : le camp ennemi est enlevé.

Au passage de la Lintz, 200 nageurs, le sabre aux dents, la pique à la main, franchissent la Lintz et égorgent les postes ennemis. Le général *Soult* commande cette opération. Le même jour, l'ennemi est repoussé jusques sous les murs de Zurich ; — 1200 tués, 3000 prisonniers.

Le même jour, la division *Mortier*, et la réserve, commandée par le général *Klain*, attaquent Zurich de front, battent l'ennemi, et lui font des prisonniers.

Le 4, la division *Lelorge* enfonce l'ennemi sur tous les points, et entre dans

Zurich ; — 4000 tués, 2000 prisonniers, dont 3 généraux russes ; 3000 blessés.

Le même jour, *Soult* qui avait passé la Lintz, entre les lacs de Zurich et de Wallenstadt, bat l'ennemi complettement ; — 3000 tués, parmi lesquels le général *Hots* et son chef d'état-major, 3,500 blessés. Totaux 8,200 tués, 5000 prisonniers, 6,500 blessés ; plus, 13 drapeaux et 150 pièces de canon. Dans son rapport au Directoire, *Massena* porte à plus de 30,000 hommes la perte totale de l'ennemi dans les différentes affaires du 3 au 16 vendémiaire.

Le 20 vendémiaire, *Massena* bat complettement l'ennemi et le repousse au-delà du Mein : — 2000 tués ou blessés, 1000 prisonniers, 6 drapeaux et plusieurs canons.

L'Empereur Paul rappela les troupes russes, et *Suwarow* fit sa retraite des cantons de Schwitz et de Glaris, par les Grisons.

Dans le même tems et sur un autre point, le général *Brune* soutenait avec non moins d'éclat l'honneur des armes

françaises en Batavie, contre les mêmes ennemis.

Le 10 fructidor, les anglais opèrent leur débarquement. Les troupes bataves, aux ordres du général *Daendels*, destinées à s'opposer au débarquement, eurent 1,400 hom. tués ou blessés au combat du Groot, Keeten, parmi lesquels 57 officiers; par suite, le fort du Helder est évacué.

Le 11, le vice-amiral *Stoy* fait lever l'ancre à la flotte batave, et mouille sous le Wlicter. Une division anglaise, aux ordres de l'amiral *Mittchell*, le remplace au Texel, s'empare de deux vaisseaux rasés, servant d'hôpital et de prison, et du fort du Helder, où il fait flotter le pavillon Orange.

Le 13, révolte des équipages de la flotte batave. Elle tombe au pouvoir de l'amiral *Mittchell*.

L'ennemi s'établit dans le Zip.

Le 15, le général *Brune* se rend à Alkmaar; fait prendre à l'armée de nouvelles positions, et ordonne pour le 17 un mou-

vement général afin de se rapprocher de la ligne ennemie.

Les 18 et 19 se passent en reconnaissances.

Le 20, la division française aux ordres du général *Vandamme*, s'établit tout le long des Dunes.

Le 23, l'ennemi pousse une forte reconnaissance sur Oudcarspell, il est forcé à une prompte retraite, avec perte de plusieurs des siens.

Le 24, attaque de Zig par les gallo-bataves, depuis 3 heures du matin jusqu'à 3 heures du soir ; les anglais perdent 237 h. La perte est plus considérable du côté des assaillans.

Les 28 et 30, trois divisions de troupes russes commandées en chef par le lieutenant-général d'*Hermann*, avec un parc de 37 bouches à feu, débarquent au Helder. Le duc d'Yorck prend le commandement général des deux armées.

Le 3e. jour complémentaire, deux colonnes russes fondent sur les avant-postes français à Berghen ; l'adjudant-général

Rostollant avec 3 bataillons arrête près de 4 heures la colonne russe, forte de plus de 10,000 h. Les anglo-russes s'emparent de Berghen, dont ils sont bientôt chassés avec perte considérable d'hommes et de canons. Le général *Hermann*, commandant en chef les russes, est fait prisonnier. *Vandamme* chasse les anglais de Schorel, dont ils s'étaient emparés. Le général *Bonhomme* reprend Schorel. *Daendels* poursuit l'ennemi, qui fait sa retraite sur le Zip. Après ce combat, qui commença et finit avec le jour, les troupes reprennent respectivement leurs anciennes positions. La perte des anglo-russes tant tués, blessés, que prisonniers, est évaluée à 7000 hommes.

Les neuf premiers jours de vendémiaire de l'an VIII se passent à continuer les travaux des fortifications.

Le 10, bataille appelée des Dunes de Berghen; les troupes commandées par le duc d'Yorck perdent 2000 tués ou blessés et 200 prisonniers.

Le 12, bataille de Castricum, pris et repris successivement par les armées belli-

gérantes. Le combat ne finit qu'à la nuit, ; la victoire reste aux gallo-bataves. Les ennemis perdent dans cette journée 4000 h. tués ou blessés, 1500 prisonniers. Ils font retraite sur le Zyp.

Le général *Brune* se dispose à une attaque générale, lorsque le 23, le duc d'Yorck lui envoie un officier porteur de propositions relatives à une suspension d'armes, pendant laquelle l'armée anglo-russe s'embarquerait. Les négociations durent deux jours : le 26 vendémiaire les conventions sont signées à Alkmaar, et le 9 frimaire, toute l'armée anglo-russe évacue le territoire batave, conformément aux stipulations suivantes (1) (18 octob. 1799).

Convention définitive.

M. le Major-Général *Knox*, muni de pouvoirs de son Altesse Royale le Duc d*York*, com-

(1) L'armée anglo-russe se portait, après le débarquement, à 44,120 combattans, savoir : 59 bataillons, dont 37 anglais et 22 russes ; et 24 escadrons, dont 14 anglais et 10 russes. Les bataillons des gardes étaient de 1000 hommes; ceux de ligne anglais, de 680; ceux

mandant en chef l'armée combinée anglaise et russe,

Et le Citoyen *Rostollant*, Général de brigade chef de l'État-Major-Général, muni de pouvoirs du Citoyen *Brune*, Général en chef, Commandant l'armée française et batave,

Sont convenus des articles suivans:

Art. Ier A compter de ce jour, toutes hostilités cessent entre les deux armées.

II La ligne actuellement existante des avant-postes des deux armées, servira respectivement de ligne de démarcation.

III. Tous ouvrages offensifs ou défensifs restent suspendus de part et d'autre, et il ne peut en être fait de nouveaux.

IV. Les batteries armées, qui existaient au *Helder* et dans les positions où se trouvait l'armée batave, lors de l'invasion, seront rétablies dans leur intégrité, ou resteront dans l'état présent améliorées, pourvu que les pièces d'artillerie batave y soient toutes conservées.

---

russes de 640; les escadrons des deux armées de 150 chacun.

Le général *Brune* n'avait à opposer que 10,000 français et 18,000 bataves. Ces faits sont essentiels à connaître pour sentir toute l'importance de cette capitulation.

V. L'armée combinée anglaise et russe se rembarquera le plutôt possible; et aura évacué le territoire, les côtes, îles et mers intérieures de la République Batave, au 9 frimaire prochain (30 novembre 1799), sans y avoir causé aucuns dégâts, en pratiquant des inondations, coupures de digues, ou en obstruant les sources de la navigation, etc.

VI. Les vaisseaux de guerre ou autres bâtimens, qui viendraient avec des renforts pour l'armée combinée anglaise et russe, ne pourront effectuer aucun débarquement, et repartiront sur le champ.

VII. Le Général en chef *Brune* pourra envoyer un officier, dans le *Zyp* et au *Helder*, pour lui rendre compte, tant de l'état des batteries, que du progrès de l'évacuation: Son Altesse Royale le Duc d'*York* pourra aussi envoyer un officier sur la ligne française et batave, pour se convaincre qu'on ne fait pas de nouveaux ouvrages.

Un officier supérieur de marque de chaque armée sera envoyé, pour garantir l'exécution du présent accord.

VIII. Huit mille prisonniers de guerre français et bataves, faits antérieurement à la présente campagne, et détenus actuellement en Angleterre, seront au choix, et dans la proportion réglée

par les Gouvernemens des deux Républiques alliées, renvoyés libres et sans condition dans leur patrie.

M. le Major-Général *Knox* restera à l'armée française, pour garantir l'exécution du présent article.

IX. Le cartel, établi entre les deux armées pour l'échange des prisonniers faits durant la présente campagne, continuera d'avoir son exécution.

Il est en outre convenu que l'Amiral Batave *De Winter* est considéré comme échangé.

Conclu à *Alkmaar*, le 26 vendemiaire de l'an 8 de la République Française (18 octobre 1799), par les Généraux soussignés, munis de pouvoirs à cet effet.

Signé KNOX, ROSTOLLANT.

Approuvé : Le général en chef de l'armée française et batave. *Signé* BRUNE.

Approuvé : *signé* FRÉDÉRIC, Duc d'YORK, *Commandant en chef l'armée combinée de sa Majesté Britannique et de l'Empereur de toutes les Russies,*

Et A. MITCHELL, *Vice-Amiral de la Bleue etc. etc. Commandant en chef l'Escadre de sa Majesté Britannique, pour l'expédition sur la côte de Hollande.*

7000 Soldats russes étaient prisonniers en France depuis près de 15 mois ; une partie avait été faite prisonnière en combattant avec l'armée autrichienne ; l'autre partie en combattant avec l'armée anglaise en Batavie. Habitués à un climat si différent du nôtre, il était naturel que leur échange eût lieu de préférence à celui des anglais et des autrichiens. Mais les gouvernemens des deux Nations refusèrent de recevoir des russes dans le cartel d'échange. Le Gouvernement anglais refusa même d'échanger les 1100 russes qui étaient à sa solde, et qui faisaient partie de l'armée du duc d'Yorck. Le premier Consul, desirant témoigner l'intérêt que la bravoure des troupes russes lui avait inspiré depuis long-tems, professant d'ailleurs une estime toute particulière pour la loyauté et la franchise de Paul Ier., fit offrir à ce prince de lui renvoyer ses prisonniers sans échange et sans rançon. Le premier Consul fit donner des ordres pour que tous les prisonniers russes fussent tous réunis dans les départemens du Nord, où le climat est

plus analogue au leur. Le ministre de la guerre fit confectionner leur habillement ; et quelque-tems après, ils furent renvoyés en Russie avec l'uniforme de leurs régimens et leurs drapeaux.

Discours de l'Orateur du Gouvernement en présentant au corps législatif le Traité de paix conclu entre la République française, et l'Empereur de toutes les Russies, le 16 vendémiaire an X (11 octob. 1801.)

Séance du 28 Frimaire an X.

Si les deux précédentes années doivent être célèbres à jamais par la suite des victoires qui ont illustré les armes françaises, la dixième année de la République sera marquée dans l'histoire comme une époque mémorable pour la réunion et le succès des négociations par lesquelles la France, toujours aussi modérée qu'elle est puissante, a donné la paix à l'Europe; et cette paix d'une des parties de la terre n'est elle pas la paix du monde, depuis que les européens, par leurs navigations, leurs découvertes maritimes, leurs conquêtes et leur commerce, ont fait, en quelque façon, leur domaine de la surface entière du globe?

Le Gouvernement, Citoyens Législateurs, vous a déja fait communiquer, pour être convertis en lois, quelques-uns des traités ou conventions qu'il a conclus avec diverses puissances : les préliminaires qui ont été arrêtés avec la Grande-Bretagne et avec la Porte-Ottomane vous sont connus, et seront bientôt suivis de traités. Celui du Portugal vous a été annoncé, et je viens vous présenter le projet de loi pour ordonner la promulgation du traité de paix définitif entre la République française et sa majesté l'Empereur de toutes les Russies.

L'intervalle immense par lequel la nature a séparé les États de la République de ceux de la Russie semblait assurer entre les deux Empires une paix éternelle; et, dans le cours de plusieurs siècles, la parfaite harmonie entre leurs Gouvernemens n'avait jamais été troublée. Depuis que l'art de la navigation, devenu plus hardi en se perfectionnant, a supprimé, pour ainsi dire, les distances, et rapproché tous les peuples, des relations commerciales unissaient les Russes et les Français par des avantages mutuels : l'échange de leurs productions leur procurait réciproquement ce que leur sol leur refusait; et si l'éloignement des pays pouvait s'opposer à ce que les deux Nations fussent alliées, il donnait une

espèce de certitude qu'elles pourraient être toujours amies.

Le jour vint où l'Europe presque entière, conjurée contre la France libre, voulut se fortifier du poids de la Russie; mais les invitations réitérées, les efforts réunis de la première coalition qui attaqua la République française à son berceau, ne purent déterminer *Catherine II* à joindre ses armes à celles des souverains coalisés; et quoique la nature du pouvoir dont se trouve revêtu un Empereur de toutes les Russies la rendît naturellement ennemie, et ennemie déclarée de la révolution française; quoiqu'elle ne dissimulât point une opposition décidée à l'établissement de la République; cependant, si elle s'unit à la coalition, ce ne fut, en quelque façon, que de nom; et, de fait, elle ne concourut jamais efficacement aux entreprises des Alliés.

La mort de *Catherine* amena d'abord un changement dans le système de guerre apparente, et de neutralité réelle, que, jusqu'alors, la Russie paraissait avoir adopté. Nos armées eurent bientôt à combattre contre de nouveaux ennemis que le Nord versa à grands flots sur l'Italie, sur la Suisse, sur la Hollande. Mais les obstacles et les dangers semblaient ne se multiplier

devant nos légions que pour ajouter à leurs triomphes et à leur gloire.

La mémoire des hauts faits qui, dans un temps où tant de forces combinées se réunissaient contre la République, ont immortalisé nos généraux et nos guerriers combattant à leur voix, vous est trop présente, Citoyens Législateurs; l'Europe est trop remplie de leurs trophées, pour qu'il ne fût pas inutile de vous en retracer le tableau. Il ne serait pas moins superflu de rappeler les divers événemens dont les suites, après avoir excité le mécontentement de *Paul premier*, qui dans le cours de cette guerre, eut souvent plus à se louer de ses ennemis que de ses alliés, le décidèrent à détacher ses drapeaux de ceux de la coalition, et à rappeler ses armées.

La défection de la Russie, suite nécessaire du changement qui s'était opéré dans l'opinion de son empereur, ne pouvait que déterminer un retour dans sa conduite politique, le ramener à ses premiers sentimens pour la France qu'il avait aimée, et le rattacher au système libéral du premier Consul, pour coopérer franchement et efficacement avec lui au grand œuvre de la paix, aussi conforme au vœu souvent manifesté de son cœur, qu'à l'intérêt bien entendu de son Empire.

L'Angleterre, à cette époque, ressuscitait des prétentions toujours méconnues, souvent combattues, quelquefois repoussées par les armes, sur le droit de visite des vaisseaux neutres, navigant sous escorte et à l'ombre d'un pavillon d'Etat. *Paul premier* n'hésita pas à se déclarer le protecteur de la liberté des mers; à son invitation se forma la ligue du Nord, armée pour défendre la cause de la navigation libre, et soutenir les droits de toutes les nations contre les prétentions d'une seule, contre l'abus de la force. Les armemens de la Russie et ceux de la Suède ne pouvaient se compléter assez tôt pour être opposés au projet d'attaque dont le Nord était menacé par les flottes de l'Angleterre : le Danemarck, que sa position sur le détroit de la Baltique exposait au premier choc, soutint seul, contre les forces britanniques, une lutte trop inégale; mais si la victoire fut contestée, la gloire fut certaine pour les Danois.

Des négociations s'ouvrirent; la France en guerre avec l'Angleterre, n'y pouvait intervenir directement; mais dans sa convention avec les Etats-Unis d'Amérique, elle avait renouvelé si solennellement la déclaration de ses principes sur l'entière liberté des mers, que les puissances du Nord, en défendant cette liberté, en réali-

sant, du moins en partie, le vœu du Gouvernement français, étaient assurées de son assentiment.

Pendant que les Etats du Nord négociaient avec la Grande-Bretagne pour la libre navigation des neutres, et après que le sort de l'Italie eût été fixé par le génie de la France à *Maringo*, le premier Consul ne s'occupa plus que de consolider, par la sagesse de sa politique les brillantes destinées de la République, préparées par la victoire, et réglées par la modération au milieu des conquêtes.

Il jugea qu'il devait profiter des dispositions à un accommodement, que le mécontentement de *Paul premier* à l'égard de ses alliés, et plus encore ses vues pacifiques, pouvaient donner lieu de lui supposer. Un acte de générosité non moins honorable en lui-même, que singulièrement assorti au caractère français, prépara les voies à une nouvelle négociation. Huit mille Russes, que le sort des armes en Suisse et en Hollande avait fait tomber en nos mains, et que leurs alliés refusaient d'échanger contre des prisonniers Français, reçurent du vainqueur, sans échange et sans rançon, le bienfait inattendu de la liberté; et, traités sur tout leur passage avec les égards qui sont dus à la bravoure et à

la mauvaise fortune, ils furent rendus à leur patrie, qu'ils avaient pu craindre de ne revoir jamais.

Des lenteurs que la distance des lieux, ou l'obligation de faire passer les propositions par le cabinet d'une puissance neutre, rendaient inévitables; la limitation de pouvoirs, qui circonscrivait les négociateurs envoyés en France, dans un cercle trop resserré; enfin, une série de circonstances dont il serait superflu d'exposer le détail, contrariaient les vues du premier Consul, constamment occupé d'avancer, par des paix partielles, vers le grand but de la paix générale. Pour abréger les délais, il se décida à établir entre sa majesté impériale et lui une correspondance directe qui, en donnant lieu, de part et d'autre, aux communications les plus franches et les plus étendues, eût applani bientôt toutes les difficultés, et conduit aux plus grands résultats.

Mais la mort inopinée et subite de *Paul premier* ferma, pour un temps, la voie qui avoit été ouverte à un acommodement plus libéral et plus prompt que celui qn'on peut obtenir en suivant les routes, souvent tortueuses et toujours embarrassées, de la diplomatie ordinaire.

Les négociations n'ont pu se renouer qu'après

qu'*Alexandre*, assis sur le trône impérial, a été fixé sur le choix du ministre plénipotentiaire, qu'il vouloit charger de traiter définitivement avec la République française.

Aussitôt que le nouveau négociateur fut rendu à Paris, les conférences furent reprises; et, après de mûres discussions, les plénipotentiaires arrêtèrent, conclurent et signèrent, le 16 vendémiaire de la présente année, un traité de paix commun à la République Batave, dont les ratifications ont été échangées le dix-neuf du même mois.

Des sept articles qui composent ce traité, les premiers portent, suivant la forme accoutumée, le rétablissement des relations amicales, et l'engagement, en cas de guerre avec une autre puissance, qu'il ne sera fourni par l'une des puissances contractantes, aucune espèce de secours aux ennemis de l'autre.

L'article 3 contient une disposition qui a pour objet de consolider la tranquillité intérieure des deux états par la faculté réciproque qu'aura chaque Gouvernement de réprimer par des actes immédiats de son autorité, sans réserver le recours à la protection de l'autre, toute démarche, toute correspondance des particuliers n'appartenant pas au pays, qui tendrait à fomenter des

troubles intérieurs. Cette disposition, qui garantit d'attaques sourdes la constitution respective des deux États, a paru un moyen de maintenir plus sûrement la plus parfaite intelligence, dont les deux puissances contractantes desirent également la perpétuité.

L'article 5 rétablit, autant qu'il est possible dans le début, les relations commerciales entre les deux pays sur le pied où elles étoient avant la guerre, en attendant la confection d'un nouveau traité de commerce.

L'annonce de ce dernier traité présente, dans un prochain avenir, un vaste champ ouvert à de nouvelles spéculations de la part des commerçans français. Des ports acquis à la France dans le Nord de ses anciennes limites; la libre navigation de l'Escaut qui va porter jusqu'à la mer, de-là, jusqu'aux contrées les plus éloignées, les productions de la Belgique, et rendre à la cité d'Anvers son antique splendeur; le nouveau mouvement imprimé de toutes les parties de la République à l'industrie nationale; l'encouragement et les récompenses accordées par le Gouvernement aux efforts des arts et du commerce.....: tout nous donne l'espoir bien fondé que notre navigation reprendra son ancienne route vers le Nord, négligée depuis trop long-

temps pour la navigation plus facile, et devenue, peu s'en faut, exclusive des mers tranquilles de nos colonies occidentales; bientôt sans doute nous verrons nos vaisseaux se montrer, comme autrefois, dans la mer Baltique, dans celle de Laponie, et pénétrer jusqu'aux extrémités des mers boréales, pour nous enrichir, dans les unes, par l'échange de nos productions, et dans les autres par le produit des grandes pêches. C'est là, dans ces parages, et sur les bords glacés et les bancs brumeux de Terre-Neuve que pourra se former aux fatigues et aux dangers une nouvelle pépinière de marins éprouvés, qui rapporteront sur les vaisseaux de l'Etat, quand la voix de la patrie les y appellera, cette expérience de la mer, que le courage bouillant desFrançais, que leur amour de la gloire, que le génie même, ne peut jamais suppléer.

Loi qui ordonne la promulgation du traité de paix conclu entre la République et l'Empereur de toutes les Russies.

Du 16 frimaire an X de la République.

Au nom du peuple Français, Bonaparte, premier Consul, proclame loi de la République, le décret suivant, rendu par le

corps législatif, le 18 frimaire an 10, conformément à la proposition faite par le Gouvernement, le 8 du même mois, communiquée au tribunat le lendemain.

DÉCRET.

Le traité dont la teneur suit, conclu à Paris le 16 vendémiaire an X (8 octobre 1801) entre la République, sa majesté l'Empereur de toutes les Russies, et dont les ratifications ont été échangées à Paris le 19 vendémiaire de la même année, (11 octobre 1801), sera promulguée comme une loi de la République.

Traité de paix entre la République française et sa majesté l'Empereur de toutes les Russies.

Le premier Consul de la République française, au nom du Peuple français, et sa majesté l'Empereur de toutes les Russies, animés du desir de rétablir les relations de bonne intelligence qui subsistaient entre les deux Gouvernemens avant la guerre actuelle, et de mettre un terme aux maux dont l'Europe est affligée, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires ; savoir : le premier Consul de la République française, au nom du peuple français, le citoyen Charles

Maurice Taleyrand, ministre des relations extérieures, et sa majesté l'empereur de toutes les Russies, le sieur Arcadi, comte de Marcoff, son conseiller-privé actuel, et chevalier de l'ordre de Saint-Alexandre Neuski, et grand-croix de de celui Saint Wladimir, de la première classe, lesquels après la vérification et l'échange de leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des articles suivans :

Art. Ier. Il y aura dorénavant paix, amitié et bonne intelligence entre la République française et sa majesté l'Empereur de toutes les Russies.

II. En conséquence, il ne sera commis aucune hostilité entre les deux États, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, et aucune des parties contractantes ne pourra fournir aux ennemis de l'autre, tant extérieurs qu'intérieurs, aucun secours ou contingent en hommes ni en argent, sous quelque dénomination que ce soit.

III. Les deux parties contractantes voulant, autant qu'il est en leur pouvoir, contribuer à la tranquillité des Gouvernemens respectifs, se promettent mutuellement de ne pas souffrir qu'aucun de leurs sujets se permette d'entretenir une correspondance quelconque, soit directe, soit

indirecte, avec les ennemis intérieurs du Gouvernement actuel des deux États, d'y propager des principes contraires à leurs constitutions respectives, ou d'y fomenter des troubles; et, par une suite de ce concert, *tout sujet de l'une des deux puissances* (1) qui, en séjournant dans les États de l'autre, attenterait à sa sûreté, sera de suite éloigné dudit pays et transporté hors des frontières, sans pouvoir en aucun cas se reclamer de la protection de son Gouvernement.

IV. Il est convenu de s'en tenir, quant au rétablissement des légations respectives, et au rémonial à suivre entre les deux Gouvernemens, à ce qui était d'usage avans la présente guerre.

V. Les deux parties contractantes conviennent, en attendant la confection d'un nouveau traité de commerce, de rétablir les relations commerciales entre les deux pays, sur le pied où elles étaient avant la guerre, en tant que faire se pourra, et sauf les modifications que le temps et les circonstances peuvent avoir amenées, et qui ont donné lieu à de nouveaux réglemens.

VI. Le présent traité est déclaré commun à la République batave.

---

(1) Voyez la note officielle communiquée au Corps législatif, page 432.

VII. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications échangées dans l'espace de cinquante jours, ou plutôt, si faire se peut;

En foi de quoi, nous soussignés, en vertu de nos pleins-pouvoirs, avons signé ledit traité, et y avons apposé nos cachets.

Fait à Paris le 16 vendémiaire an X de la République française (8 octobre 1801.)

Signé Ch. Mau. TALLEYRAND, le comte DE MARCOFF.

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires du Corps législatif. A Paris, le 18 frimaire an X de la République française. *Signé* BARAILON, *président;* CHAMPION (de la Meuse) DEVAUX, BOUISSEREN, CHARRET, *secrétaires.*

Soit la présente loi revêtue du sceau de l'Etat, insérée au bulletin des lois, inscrite dans les registres des autorités judiciaires et administratives, et le Ministre de la justice chargé d'en surveiller la publication. A Paris le 28 Frimaire an X de la République.

Signé BONAPARTE, premier Consul. Contre-signé, *le secrétaire d'Etat,* HUGUES B. MARET.

Et scellé du sceau de l'État.

Vu le ministre de la justice, signé ABRIAL.

Quelques observations faites au Tribunat sur le mot *sujet*, inséré dans le texte du traité, ou plutôt sur l'omission de la qualification de *citoyen*, donnèrent lieu à la note officielle communiquée au Corps législatif, le 18 frimaire an X, par le discours suivant :

Discours prononcé par C. P. Claret-Fleurieu, *conseiller d'État, orateur du Gouvernement,*

Séance du 18 Frimaire an X.

Citoyens législateurs,

Je vais avoir l'honneur de vous donner lecture d'une note qui sort directement du cabinet du premier Consul.

« La conclusion d'un traité qui rétablit la paix entre deux Etats aussi puissans qu'étendus, dont le concours de diverses circonstances avait si fortement aigri les Gouvernemens, est sans doute un des événemens les plus importans qui puissent occuper les cabinets et les sages des nations.

» Ce traité qui ne présente qu'un texte extrêmement court, ne contient cependant aucun

article, aucun mot, qui n'ait été l'objet des plus longues discussions; et quoique la marche des négociations, qui, avec le temps et de la persévérance, ont enfin conduit à la conclusion de la paix, puisse paroître en quelque façon étrangère au traité même; quoiqu'il ne dût être considéré que sous le rapport des avantages mutuels qui en résultent pour les deux parties contractantes, le Gouvernement croit essentiel de relever une inexactitude dans le recit de faits antérieurs rapportés au Tribunat; inexactitude bien excusable, sans doute, inévitable même pour qui n'a pas le secret entier du cabinet, mais qu'il importe au Gouvernement de ne laisser pas subsister, parce qu'il ne veut pas qu'un rapport inexact puisse s'accréditer par son silence, ou élever aucune espèce de nuage entre deux nations que la politique, l'intérêt et l'inclination appellent également à consolider la paix du Continent.

» Il a été supposé que, *pour premier gage de réconciliation, le Gouvernement francais demanda au Czar de retirer la protection éclatante qu'il avait accordée jusqu'alors aux émigrés.*

» C'est mal connoître le caractère de *Paul premier*, c'est ne pas rendre justice à la fran-

chise et à la loyauté qui le distinguaient : et ce fait exige d'être rétabli.

» Lorsque l'empereur de Russie conçut l'idée de se rapprocher de la République française par un propre mouvement, il cessa de lui-même, et sans y être provoqué, de reconnoître les prétentions des *Bourbons*; et le Gouvernement français apprit en même temps et la résolution de l'empereur de se rapprocher de la France, et le parti qu'il avait pris d'éloigner de ses États le comte *de Lille* et ses entours.

» Lorsque, postérieurement, dans la négociation qui fut entamée avec *Paul premier*, il parut desirer la garantie réciproque des deux Gouvernemens contre les troubles extérieurs et intérieurs, il fut convenu que ni l'un ni l'autre Gouvernement n'accorderait aucune espèce de protection aux ennemis de l'autre État.

» L'article II et l'article III du traité ont été également rédigés pour arriver à ce but.

» Un grand nombre de Français avaient méconnu la République, s'étoient armés contre elle : bannis par les lois françaises, au même moment où les droits du peuple étoient reconnus, où la liberté était fondée, ils n'auroient pas pu être compris dans la qualification de *Citoyens*; il a donc fallu déroger, pour cette fois,

au protocole constamment suivi par le Gouvernement français dans les nombreux traités qu'il a conclus avec diverses Puissances, et recourir à l'expression générique de *Sujets*, que l'usage avait plus anciennement consacrée pour tous les États, quelle que fût la forme de leur Gouvernement : car enfin il étoit de quelque utilité pour la France, que dès-lors que le Cabinet de Pétersbourg attachait une sorte d'importance à ce qu'elle s'engageât à n'avoir aucune correspondance avec les ennemis intérieurs de la Russie, la Russie, de son côté, cessât d'accorder aucune protection à des sujets français armés contre leur patrie, et qui même avaient porté la guerre jusque dans son sein.

» Mais en faisant cette demande à la Russie, la France n'a voulu que maintenir l'entière réciprocité, la véritable base des conventions entre les Etats : elle devait obtenir l'égalité de ce qu'elle accordait. Le Gouvernement français a, dès long-temps, abjuré le principe de dicter aucun traité, même aux Puissances les plus faibles; tous ceux qu'il a conclus ont été discutés, parce que tous ont été conçus et faits dans un véritable esprit de conciliation. Cette manière de procéder est bien plus spécialement encore applicable, lorsque les deux parties con-

tractantes sont aussi indépendantes l'une de l'autre par leur position, que le sont la France et la Russie, et que l'une et l'autre est d'un poids immense et décisif dans la balance politique de l'Europe.

» Le Gouvernement l'a dit; il se plaît, citoyens législateurs, à le répéter à votre tribune, afin que cette vérité retentisse dans les deux mondes : le Peuple français considère également toutes les espèces de Gouvernemens; il desire leur conservation, leur prospérité à tous, non pas seulement par le sentiment et l'attente de la réciprocité, mais par un véritable esprit de philosophie et d'humanité. Les révolutions bouleversent les Empires; elles amènent nécessairement à leur suite et la guerre extérieure, et la guerre intestine. Le jour est enfin venu où tous les peuples de l'Europe et ceux de l'Amérique, que leurs affections lient à cette première partie du monde, plus éclairés sur leurs vrais intérêts, et réunis dans un même sentiment, ont la volonté que la paix soit solide et durable. La guerre la plus heureuse, la plus brillante en succès, coûte bien cher, coûte bien des larmes au vainqueur; elle coûte aux peuples ce qu'ils ont de plus précieux, de plus sacré, la fortune de leurs familles, le sang de leurs enfans. Non, il n'existe

pas en France un seul individu, s'il est censé et s'il reconnoît la souveraineté et la volonté du peuple, qui, pour de vaines abstractions, veuille encore compromettre, brouiller les nations, et inonder la terre de sang. S'il en est quelqu'un, il n'a pas d'enfans.

» Heureux le siècle qui commence, puisque l'expérience de celui qui finit n'est pas perdu pour lui, et que les nations du Midi, comme celles du Nord, également animées de sentimens pacifiques, ont abjuré les passions haineuses, et sont décidées à terminer les différends, s'il en survenoit, par ces négociations conciliantes, préparées par des égards réciproques, par des procédés de bienveillance, dont l'influence est toujours si forte sur les cabinets qui remuent l'univers: car les cabinets sont conduits par des hommes !

» Telle est du moins la conduite que le Peuple français impose à son Gouvernement; il ne veut plus prendre, il ne prendra plus les armes, qu'il ne soit menacé dans son territoire, ou attaqué dans son honneur, qui lui est plus cher encore. Alors même il offrira toujours au monde le spectacle, que souvent il lui a présenté, des bataillons nombreux et braves rappelant la paix par la victoire. »

Citoyens Législateurs, après avoir terminé ce que j'étois chargé d'exposer comme organe du Gouvernement, qu'il me soit permis de me féliciter d'avoir été choisi par lui pour vous manifester ses sentimens, qui sont les vôtres. Vous voulez la paix, Législateurs; vous la voulez universelle, éternelle, s'il se peut; et vous vous empresserez d'ordonner la promulgation d'un traité qui va la consolider entre deux puissances dont les agitations, en partant des deux extrémités où elles se trouvent placées, peuvent troubler toute cette partie si favorisée de la terre que la philosophie éclaire, que les sciences et les lettres civilisent, que le commerce enrichit, que les arts embellissent, et qui devra à la République Française son repos et sa prospérité.

PORTUGAL.

NOTICE STATISTIQUE.

Position géographique.

Le Portugal est situé entre les 37e. et 42e. degrés de latitude Nord, et les 9e. et 12e. degrés de longitude Ouest.

Limites.

Il est borné au Nord et à l'Est par l'Espagne ; au Sud et à l'Ouest par l'Océan atlantique : c'est le royaume le plus occidental du continent de l'Europe.

Etendue territoriale.

Il a 125 lieues de long sur 57 de large, et 3,555 lieues carrées. *(Guthrie).*

Suivant *Busching*, il a environ 1,845 milles carrés.

Selon *Peuchet*, on lui donne 110 lieues de long, sur 50 de large, et 3,555 lieues carrées.

D'après *Beaufort*, il a 2000 milles carrés d'Allemagne.

Montagnes.

Les principales sont celles de Bola, Gaviaca, Geres, Ste. Catherine, Maram, Momli, Montago, Alcoba, Estrela, As-Cemas de Ourein et Martinel, Calderaon, Portel, Arrabida et Tagro, Monchique, le Calderiao, l'Alcantara et l'Estrella, etc.

Fleuves et Lacs.

Le Minho, la Lima, le Cavado, le Douro, le Tage, la Guadiana, le lac qui est à la cîme de l'Estrella, etc.

Population.

Bourgoing, d'après un extrait du voyage de *Duchâtelet*, la porte à 3,016,000 ames.
Busching, à 1,742,807.
Beaufort, à 2,360,000.
Guthrie, à 2,980,370.
Peuchet, à 2,225,000.

Forces de terre.

Busching les porte à 19,897 hommes.
James Murphy, (en 1797) à 25,000.
Duchâtelet, dans son voyage, à 30,000.

Beaufort, à 24 ou 25,000.
Guthrie, à 25,000.

Forces de mer.

Busching les porte à 21 vaisseaux de guerre.

Murphy, à 13 vaisseaux de ligne et 15 frégates.

Duchâtelet, à 10 vaisseaux de ligne et 20 frégates.

Beaufort, à 24 vaisseaux et autres bâtimens.

Arnould, à 44 vaisseaux et bâtimens de différentes grandeurs, armés de 1500 à 2000 canons, et montés par 1000 hommes.

Guthrie, à 17 vaisseaux de guerre.

Revenus.

Busching les porte à 70,000,000 l. tourn.
Duchâtelet, à 80,000,000 liv. tourn.
Beaufort, à 50,100,000 liv. tourn.
Guthrie, à 80,000,000 liv. tourn.

Dette publique.

Busching la porte à 12,000,000 l. tourn.

Duchâtelet, à 15,000,000 liv. tourn.
Beaufort, à 72,000,000 liv. tourn.

Forme de Gouvernement.

Monarchique, absolu, et héréditaire.

Religion.

La catholique romaine, et l'inquisition.

Productions territoriales.

De l'huile, des raisins, du blé, du vin, du miel blanc, des citrons, des oranges, des figues, amandes, dattes, châtaignes. On y trouve beaucoup de bons poissons, etc. etc.

Commerce.

Le Portugal échange les productions de son territoire contre des grains, et toute sorte de marchandises manufacturées.

Monnaies.

ESPÈCES D'OR.

Espèces numéraire.	*Valeur du pays.*	*Réduction en argent de Fr.*
Cinq monnaies.....	24,000 rées.	150 l. » s. » d.
Douze mille rées.....		75 » »
Monnaies d'or.....	4,800 *idem.*	30 » »

Espèces numéraire.	*Valeur du pays.*	*Réduction en argent de Fr.*
Demie monnaie.....	2,400 rées.	15 l. » s. » d.
Un quart.....	1,200 *idem.*	7 10 »
Double pièce.....	12,800 *id.*	80 » »
Une pièce.....	6,400 *id.*	40 » »
La pièce de.....	3,200 *id.*	20 » »
16 Testons.....	160 *id.*	10 » »
ESPÈCES D'ARGENT.		
Cruzade neuve.....	480 rées.	3 » »
Cruzade vieille.....	400 *idem.*	2 10 »
Douze vingtains.....	240 *id.*	1 10 »
Six vingtains.....	120 *id.*	» 15 »
Trois vingtains.....	60 *id.*	» 7 6
Un vingtain.....	20 *id.*	» 2 6
Teston.....	100 *id.*	» 12 6
Demi teston.....	50 *id.*	» 6 3

L'écu de 3 liv. de France vaut intrinséquement 480 rées. Mais sa valeur varie au change, et à Lisbonne on donne ordinairement 445 rées pour l'écu de 3 liv.

(*Extrait du* Portefeuille politique, *par Beaufort*).

ETAT POLITIQUE.

Le 5 vendémiaire an VI, un traité de paix fut conclu avec la Reine de Portugal,

qui, sous l'influence de l'Angleterre, était entrée dans la coalition. Mais cette princesse ne voulut point ratifier le traité. Le Directoire fit notifier au ministre plénipotentiaire de Portugal, de sortir sans délai du territoire de la République, et prit un arrêté portant que ledit traité était censé non avenu.

En l'an IX (1801), une armée organisée sous le nom d'*armée d'observation*, marcha sur le Portugal, sous les ordres du général *Leclerc*. Déjà les espagnols, alliés de la France, avaient obtenu quelques succès sur les portugais, lorsque cette Puissance se détermina à traiter définitivement.

Discours de l'orateur du Gouvernement en présentant au Corps législatif, le traité de paix conclu entre la République française et la Reine de Portugal.

Séance du 9 Frimaire an X.

Le Traité que j'ai l'honneur de vous proposer est encore un de ces actes que nous devons à la sagesse des mesures prises par le Gouvernement, et au dévouement courageux des armées de la République.

Il ne me sera pas difficile de vous faire reconnaître les avantages qu'il présente pour l'honneur et la prospérité des deux nations.

Il renferme trois dispositions principales.

Par la première, la paix et l'amitié sont rétablies entre la République française et le royaume de Portugal, et les rapports politiques entre les deux puissances sont rétablis sur le même pied qu'avant la guerre.

Par la seconde, on règle pour l'avenir les limites entre les deux Guyannes française et portugaise. On ne pouvait, dans un pays presque désert, en choisir de meilleures que les fleuves et les montagnes, et il était naturel que la France, dont les possessions dans cette partie sont bien moins étendues que celles du Portugal, fît rapprocher ces limites de l'ancien point où elles avaient été fixées.

Enfin, la troisième partie porte qu'il sera négocié entre les deux puissances un traité de commerce et de navigation qui fixera définitivement les relations commerciales entre la France et le Portugal; mais qu'en attendant, les communications seront rétablies, les citoyens et les sujets des deux puissances jouiront *également et respectivement*, dans les états de l'une et de

l'autre, de tous les droits dont y jouissent ceux des nations les plus favorisées; que les denrées et marchandises provenant du sol et des manufactures de chacun des deux états seront admises réciproquement sans restriction et sans pouvoir être assujéties à aucun droit qui ne frapperait pas également sur les denrées et marchandises analogues, importées par d'autres nations; et que les draps français pourront de suite être introduits en Portugal sur le pied des marchandises les plus favorisées.

Ces stipulations prouvent que le Gouvernement s'est renfermé dans les bornes de la modération; il n'a rien voulu de contraire à l'intérêt d'une nation qui demandait notre amitié. La justice la plus stricte prescrivait une réciprocité entière, il s'est borné à la demander; il ouvre à l'industrie française de nouveaux débouchés: mais ce n'est point en lui assurant des privilèges ou un monopole qu'il veut l'aggrandir; c'est en excitant une noble émulation qu'il veut la faire parvenir au degré de prospérité qu'elle doit attendre. Si le Gouvernement français n'eût consulté d'autre droit que la force, il eût pu exiger davantage du Portugal: il a pensé au contraire que moins cette nation était puissante, moins il nous convenait de l'affaiblir.

Le Portugal formait depuis long-temps une puissance indépendante, lorsqu'en 1581 il passa sous la domination espagnole. Les Portugais avaient alors doublé le cap de Bonne-Espérance, ouvert une nouvelle route au commerce des Indes, et rempli de leur nom cette riche et vaste contrée dans laquelle ils se signalèrent par une foule d'exploits, et formèrent les premiers établissemens européens.

Ils avaient découvert le Brésil, et commencé dans cette partie de l'Amérique l'établissement d'une riche colonie.

Les autres puissances de l'Europe ne purent voir sans inquiétude la réunion aux royaumes d'Espagne, d'une monarchie si avantageusement située pour faire une grande partie du commerce du monde, et qui avait les plus riches et les plus vastes établissemens dans les deux hémisphères.

Aussi, lorsqu'en 1640 les Portugais entreprirent de rétablir la maison de Bragance sur le trône, ils reçurent de puissans secours; mais aucune puissance ne leur en accorda avec autant d'efficacité que la France.

Il se forma alors entre les deux nations des relations d'amitié qui ne s'affaiblirent qu'au commencement du dix-huitième siècle.

Lorsque le petit-fils de Louis XIV passa en Espagne, le Gouvernement portugais, effrayé de voir sur ce trône un prince de la maison de Bourbon, s'abandonna, pour ainsi dire, à l'Angleterre et consentit à des stipulations, qui ont ruiné son industrie et rendu presque nulles nos anciennes relations avec lui.

Le traité du 27 décembre 1703, confirmé en 1713, livra le commerce du Portugal au monopole des commerçans et fabricans anglais, tandis que les autres nations en furent, pour ainsi dire, exclues.

Toutes les étoffes de laine de la Grande-Bretagne furent admises en Portugal, à condition que les vins de Portugal seraient reçus en Angleterre, en payant seulement les deux tiers des droits qui seraient payés pour les vins de France.

Les Anglais, au moyen de ce traité, firent d'abord languir, puis anéantirent les manufactures portugaises; ils devinrent les fournisseurs et entrepreneurs généraux du commerce du Portugal, et presque toutes les richesses qu'il tirait de ses colonies venoient pour compte des Anglais, ou passaient dans leurs mains : ainsi le Portugal était devenu une simple colonie anglaise, un grand marché presque privatif à son industrie.

En vain un ministre éclairé, indigné de cette servitude, déploya une énergie et une opiniâtreté peu communes, et n'épargna rien pour en affranchir son pays : son génie et sa fermeté n'avaient pas laissé des traces assez profondes pour que les Anglais n'eussent pu recouvrer, après sa retraite, une grande partie de leur influence. Il est certain qu'ils n'avaient pas plus de part dans le commerce de leurs propres colonies, qu'ils n'en ont eu dans celui du Portugal.

Non-seulement leurs manufactures trouvaient un grand débouché dans ce royaume, mais encore les Anglais servaient d'intermédiaires entre le Portugal et les autres peuples manufacturiers de l'Europe ; et comme ce n'était pas sans profit pour eux qu'ils entraient comme tiers dans ces transactions, leur bénéfice était une perte réelle à supporter, tant par le Portugal que par les autres peuples manufacturiers.

Le gouvernement portugais n'était pas plus heureux dans ses mesures pour assurer son indépendance politique ; il n'avait que de faibles moyens de défense, et était réduit à s'en reposer sur les secours de la puissance, dans la dépendance de laquelle il s'était placé.

Les Portugais, naturellement doux et faciles, sensibles à l'honneur et amoureux de la gloire,

affables avec les étrangers, et amis des sciences et des arts, n'auraient dû voir dans la révolution française que l'élan d'un peuple genéreux vers la liberté; mais le gouvernement portugais était trop dépendant de l'Angleterre pour ne pas suivre son exemple.

Le navire français *le Saint-Jacques* entra dans le port de Saint-Yago sur la foi du droit des gens, comptant y trouver amitié et protection de la part d'une nation qui ne nous avait pas déclaré la guerre; il est saisi, confisqué et vendu. Le Portugal a depuis envoyé ses armées nous combattre sur les Pyrénées; il a joint ses vaisseaux à ceux des flottes anglaises, et s'est mis plus ouvertement au nombre de nos ennemis.

Après la paix de Campo-Formio, le Portugal craignit de voir les armées françaises se porter sur ses frontières en traversant le territoire espagnol. Il envoya un ambassadeur à Paris, qui conclut et signa un traité définitif; mais le gouvernement portugais refusa de le ratifier, et ce refus devait naturellement accroître l'animosité que la guerre avait déja fait naître entre les deux nations. Aussi, depuis cette époque, on a vu les escadres portugaises croiser devant Malte et devant Alexandrie; et l'on se souvient que le général de l'armée d'Orient, à la vue des vais-

seaux portugais, mit à l'ordre du jour de l'armée, qu'un jour viendrait où la nation portugaise paierait, avec des larmes de sang, l'affront qu'elle faisait à la République française.

Le traité de Lunéville, qui pacifia le continent, était le moment d'obtenir les satisfactions qu'on avait droit d'exiger du Gouvernement portugais. Une convention fut conclue à Madrid entre l'Espagne et la France, par laquelle il fut arrêté que sa majesté le roi d'Espagne et la République française formeraient une armée combinée pour obliger le Portugal à se détacher de son alliance avec l'Angleterre, et à céder, jusqu'à la paix définitive, aux troupes espagnoles et françaises l'occupation du quart de son territoire.

Le but de cette convention n'était pas de satisfaire un vain sentiment d'orgueil, ou simplement de venger des offenses qui véritablement n'existent plus le jour où l'on a le pouvoir de les punir; mais c'était une partie de cette vaste combinaison politique qui se rattachait de la Baltique au Hanovre, du Hanovre aux confins d'Otrante, et dont le nœud commun était la paix générale.

Le Gouvernement français tint ses engagemens : une division, avec une nombreuse artil-

lerie, traversa les Pyrénées sous les ordres du général *Leclerc*. Le général *Saint-Cyr*, officier d'un mérite distingué, fut envoyé pour résider auprès du général espagnol, et concerter toutes les opérations de guerre.

Les hostilités commencèrent; mais, après deux ou trois escarmouches, où quatre à cinq cents hommes ont pu se trouver engagés de part et d'autre, le général espagnol conclut, au nom de son Gouvernement, le traité de Badajos, dans lequel il oublia d'exiger l'occupation du quart du territoire portugais, qui avait été le véritable et principal intérêt de la convention de Madrid.

Le premier Consul fit connoître sur le-champ que de son côté il ne pouvait ratifier le traité de Badajos; que cet acte était contraire à la politique générale et à l'intérêt des alliés; qu'il était en opposition formelle avec la convention de Madrid, et que la conséquence immédiate qu'aurait ce traité pour Sa Majesté Catholique, si elle se portait à le ratifier séparément, serait la perte de la Trinité. Le cabinet de Madrid passa outre, ratifia séparément le traité de Badajos, et fit ainsi le sacrifice de la Trinité.

Nous continuâmes après la pacification d'Espagne à rester seuls, plusieurs mois, en guerre

avec le Portugal. Nous eussions entrepris et réalisé seuls ce que, par la convention de Madrid, l'Espagne devait faire, de concert avec nous. Nous eussions obtenu la cession, jusqu'à la paix définitive, de l'occupation du quart du territoire portugais; mais les événemens se pressèrent, les négociations entamées depuis longtemps à Londres arrivaient à leur maturité; le Gouvernement donna ses ordres, et la paix fut signée avec le Portugal, deux jours avant la signature des préliminaires à Londres.

Le Gouvernement français a cherché à régler avec le Portugal nos rapports de commerce d'une manière utile aux deux Nations, et à fixer, par le traité, nos limites entre les Guyannes Française et Portugaise, avec assez de soin pour prévenir toute contestation à l'avenir.

Pour remplir le premier objet, il a demandé au Portugal la réciprocité, à laquelle celui-ci ne pouvait se refuser, sans nuire à ses propres intérêts.

Toutes les nations ont plus ou moins besoin les unes des autres; et soit qu'elles aient à acheter, soit qu'elles aient à vendre, rien ne convient mieux à leurs intérêts que d'appeler à leurs marchés le plus grand nombre d'acheteurs et de vendeurs. Tout monopole ou pri-

vilège exclusif au profit de quelque nation dans les marchés d'une autre, ne nuit pas seulement aux autres nations qu'il éloigne de ces marchés, mais encore à celle qui l'accorde, puisqu'il lui ôte la ressource de trouver, par la concurrence, des prix plus avantageux.

Les dispositions du traité sont donc conformes aux principes qui doivent servir de régle à toutes les nations commerçantes, et si elles doivent amener d'heureux changemens dans nos relations de commerce avec le Portugal, les deux nations doivent également s'en applaudir.

Quant aux deux limites entre les deux Guyannes, on peut dire que, par la convention de 1700, elles avaient été fixées au fleuve des Amazones, puisque par cette convention les Portugais s'étaient obligés de faire démolir tous les forts qu'ils avaient sur la rive gauche de ce fleuve; le traité d'Utrecht les régla postérieurement d'une manière incomplète, remplie de contradictions et qui a préparé des contestations qui ont duré jusqu'à ce jour.

La *Guyanne française* est la seule colonie qui nous reste dans le continent d'Amérique, tandis que les Anglais, les Espagnols, les Portugais et les Hollandais y possèdent de vastes et

riches établissemens, qu'ils considérent comme un puissant moyen de prospérité.

Cayenne, principal port de l'île de ce nom, est aussi le chef-lieu de la Guyanne française. L'insalubrité du climat y a cessé avec sa culture; la navigation en est bien connue; son nom n'inspirera plus d'effroi. Les plus riches productions de l'Asie et de ses archipels y sont naturalisées. La transplantation leur a donné une végétation plus puissante, plus de vigueur et de fécondité que dans leur pays natal. La Guyanne lui fournit des bestiaux, des bois et d'autres productions, dans une abondance qui n'a de limites que le nombre d'hommes qui peuvent être employés aux travaux et à la garde des troupeaux.

Ce pays, que la culture n'a pas encore usé, est très-peu connu au-delà de cent lieues, à partir du bord de la mer; on y trouve quelques peuplades éparses de nations sauvages qui se sont attachées aux Français, parce que nous avons eu pour elles des traitemens humains, doux; nous commerçons avec ces sauvages, en attendant que les progrès de la culture élèvent la valeur des terres intérieures de la Guyanne.

Cette colonie est loin d'un état de prospérité; mais elle n'en est pas moins d'une grande importance pour nous, soit que nous la considé-

rions par rapport aux seeours que Cayenne et nos autres colonies peuvent en obtenir, soit que nous l'envisagions comme un pays neuf, destiné à recevoir un jour ceux de nos concitoyens que le desir de la fortune, les malheurs, ou l'inquiétude naturelle de beaucoup d'hommes éloigneront de leur pays natal.

Ce serait une erreur de penser que la zône torride ne peut être habitée par les Européens; l'Amazone, le plus grand fleuve de l'univers, serpente parallèllement à la ligne équinoxiale, à deux ou trois degré sud de cette ligne, qu'il rejoint à son embouchure; et *Lacondamine* qui l'a parcouru dans tout son cours, n'y a pas trouvé la chaleur insupportable. Elle se tempère à mesure qu'on s'élève dans les terres, et la beauté du pays nous permet l'espoir d'y fonder réellement une colonie intéressante.

Ce ne sera sans doute qu'avec de puissans secours qu'on pourra voir réaliser ces espérances; mais avant tout, il convenait de fixer les bornes, encore incertaines, de la colonie.

S'il s'est élevé dans le parlement d'Angleterre des débats sur les moyens de concilier cette fixation avec le traité préliminaire conclu entre la France et l'Angleterre, qui consacre l'intégrité des possessions portugaises, ces débats

ne peuvent faire naître des difficultés sérieuses; il est évident que la clause du traité préliminaire n'a eu de rapport qu'à l'invasion dont était menacé le Portugal par l'armée française, qui était sur ses frontières.

Cette clause ne peut d'ailleurs s'appliquer à une fixation de limites qui a été constamment en discussion. Il était important pour le Portugal, comme pour la France, de prévenir toute contestation pour l'avenir; et on ne peut, sous aucun rapport, regarder la disposition qui a eu en vue cet objet, comme portant atteinte à l'intégrité du territoire du Portugal.

Enfin, le seul avantage qu'en retirera la France, sera de jouir sans contestation d'un territoire qui est aujourd'hui sans culture, mais qui, par les soins et les encouragemens d'un Gouvernement éclairé, et sans cesse occupé de la prospérité publique, peut recevoir de promptes et grandes améliorations, sans exciter l'envie et les regrets du Portugal, auquel il reste bien plus de territoire qu'il n'en peut cultiver.

Les nouvelles liaisons entre les deux nations deviendront plus actives; les avantages qu'elles en retireront réciproquement contribueront à rapprocher deux peuples faits pour s'estimer et s'aimer; et le Portugal reprendra dans l'Europe le

rang qui convient à un Etat qui doit être jaloux de son indépendance et de sa prospérité.

En vain quelques hommes, livrés à d'anciennes passions, ou insensibles aux cris de l'humanité, voudraient voir prolonger une guerre qui a déjà coûté tant de sang et de trésors à l'Europe : leurs murmures ne l'emporteront pas sur la sagesse qui préside enfin dans les conseils de ses Gouvernemens. *Nous pouvons espérer que bientôt un dernier traité mettra un terme à tous les malheurs de la guerre*, et que des traités, fondés sur la justice et sur l'intérêt commun, nous assureront pendant long-temps les bienfaits inappréciables de la paix.

Loi qui ordonne la promulgation du traité de paix conclu entre la République française et le Prince-Régent du royaume de Portugal et des Algarves.

Du 19 Frimaire an X.

Au nom du peuple français, Bonaparte, premier Consul, proclame loi de la République le décret suivant, rendu par le Corps législatif le 19 frimaire an X, conformément à la proposition faite par le Gouvernement

le 9 du même mois, communiquée au Tribunat le 11 suivant.

DÉCRET.

Le traité dont la teneur suit, conclu à Madrid le 7 vendémiaire an X, (29 septembre 1801), et dont les ratifications ont été échangées le 27 du même mois, (19 octobre 1801), sera promulgué comme une loi de la République.

Traité de paix entre la République française et son altesse royale le Prince Régent du royaume de Portugal et des Algarves.

Le premier Consul de la République française, au nom du peuple français et son altesse royale le Prince-Régent du royaume de Portugal et des Algarves, également animés du desir de rétablir les liaisons de commerce et d'amitié qui subsistaient entre les deux États avant la présente guerre, ont résolu de conclure un traité de paix, par la médiation de sa majesté Catholique, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires; savoir : le premier Consul de la République française, au nom du peuple français, le citoyen *Lucien Bonaparte*; et son altesse royale le Prince-Régent du royaume

de Portugal et des Algarves, S. E. M. *Cyprien Ribeiro-Freire*, commandeur de l'ordre du Christ, du conseil de son altesse royale, et son ministre plénipotentiaire près sa majesté Catholique; lesquels plénipotentiaires, après l'échange respectif de leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivans :

Art. Ier. Il y aura à l'avenir et pour toujours paix, amitié et bonne intelligence entre la République française et le royaume de Portugal.

Toutes les hostilités cesseront, tant sur terre que sur mer, à compter de l'échange des ratifications du présent traité; savoir : dans quinze jours pour l'Europe et les mers qui baignent ses côtes, et celle d'Afrique, en deçà de l'Equateur ; quarante jours après ledit échange pour les pays et les mers d'Amérique et d'Afrique au-delà de l'Equateur, et trois mois après pour les pays et mers situés à l'ouest du cap Horn, et à l'est du cap de Bonne-espérance. Toutes les prises faites, après chacune de ces époques, dans les parages auxquels elles s'appliquent, seront respectivement restituées: les prisonniers de guerre seront rendus de part et d'autre, et les rapports politiques entre les deux

puissances seront rétablies sur le même pied qu'avant la guerre.

II. Tous les ports et rades du Portugal en Europe seront fermés de suite, et le demeureront jusqu'à la paix entre la France et l'Angleterre, à tous les vaisseaux anglais de guerre et de commerce; et ces mêmes ports et rades seront ouverts à tous les vaisseaux de guerre et de commerce de la République française et de ses alliés.

Quant aux ports et rades du Portugal dans les autres parties du monde, le présent article y sera obligatoire, dans les termes fixés ci-dessus pour la cessation des hostilités.

III. Le Portugal s'engage à ne fournir, pendant le cours de la présente guerre, aux ennemis de la république française et de ses alliés, aucun secours en troupes, vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivre ou argent, à quelque titre que ce soit, et sous quelque dénomination que ce puisse être. Tout acte, engagement, ou convention antérieurs, qui seraient contraires au présent article, sont révoqués, et seront regardés comme nuls et non-avenus.

IV. Les limites entre les deux Guyanes française et portugaise seront déterminées à l'avenir par la rivière Carapanatuba, qui se jette dans

l'Amazone à environ un tiers de dégré de l'Equateur, latitude septentrionale, au-dessus du fort Macapa. Ces limites suivront le cours de la rivière jusqu'à sa source, d'où elles se porteront vers la grande chaîne de montagnes qui fait le partage des eaux; elles suivront les inflexions de cette chaîne jusqu'au point où elle se rapproche le plus du Rio-Branco, vers le deuxième dégré et un tiers nord de l'Equateur.

Les indiens des deux Guyanes qui, dans le cours de la guerre, auraient été enlevés de leurs habitations, seront respectivement rendus.

Les citoyens ou sujets des deux puissances qui se trouveront compris dans la nouvelle détermination de limites, pourront réciproquement se retirer dans les possessions de leurs Etats respectifs; ils auront aussi la faculté de disposer de leurs biens meubles et immeubles, et ce, pendant l'espace de deux années, à compter de l'échange des ratifications du présent traité.

V. Il sera négocié entre les deux puissances un traité de commerce et de navigation, qui fixera définitivement les relations commerciales entre la France et le Portugal; en attendant, il est convenu;

1°. Que les communications seront rétablies immédiatement après l'échange des ratifications,

et que les agences et commissariats de commerce seront, de part et d'autre, remis en possession des droits, immunités et prérogatives dont ils jouissaient avant la guerre.

2°. Que les citoyens et sujets des deux puissance jouiront également et respectivement dans les États de l'un et de l'autre, de tous les droits dont y jouissent ceux des nations les plus favorisées.

3°. Que les denrées et marchandises provenant du sol ou des manufactures de chacun des deux États, seront admises réciproquement sans restriction et sans pouvoir être assujéties à aucun droit qui ne frapperait pas également sur les denrées et marchandises analogues, importées par d'autres nations.

4°. Que les draps français pourront de suite être introduits en Portugal sur le pied des marchandises les plus favorisées.

5°. Qu'au surplus toutes les stipulations relatives au commerce, insérées dans les précédens traités, et non contraires au traité actuel, seront exécutées provisoirement, jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce définitif.

VI. Les ratifications du présent traité de paix seront échangées à Madrid, dans le terme de vingt jours au plus tard.

Fait double à Madrid le 7 vendémiaire an X de la République française (le 29 septembre 1801).

Signé, Lucien BONAPARTE, et Cypriano BIBERO-FREIRE.

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires du Corps législatif. A Paris, le 19 frimaire, an X de la République française.

Signé BARAILLON, *président*; CHAMPION (de la Meuse), DEVAUX, *secrétaires*.

SOIT la présente loi revêtue du sceau de l'État, insérée au Bulletin des lois, inscrite dans les registres des autorités judiciaires et administratives, et le ministre de la justice, chargé d'en surveiller la publication. A Paris, le 29 Frimaire, an X de la République.

Signé BONAPARTE, *premier Consul*. Contresigné, *le secrétaire d'état*, HUGUES B. MARET Et scellé du sceau de l'État.

Vu, *le ministre de la justice*, signé ABRIAL.

ANGLETERRE.

NOTICE STATISTIQUE.

Position géographique.

L'ANGLETERRE est située entre le 50e. et le 56e. deg. de latitude ; et les 12e. et 19e. de longitude.

Etendue territoriale.

Suivant *Guthrie*, l'Angleterre a 6,300 lieues carrées de surface.

Suivant *Busching*, l'Angleterre, comme partie de l'Empire britannique, a 2,916 milles carrés géométriques ; l'Écosse 1,600; l'Irlande, 1520; ce qui fait une étendue de 6,036 milles carrés pour tout ce royaume.

Beaufort donne à l'Angleterre 3,362 lieues carrées géométriques ; à l'Écosse, 1,600 lieues carrées et à l'Irlande, 1,326 lieues carrées ; ce qui fait en tout 6,288 l. carrées.

Suivant *Arthur Young*, l'Angleterre contient 77,306 milles carrés anglais; ce qui fait 58,644,917 arpens de 22 pieds par perche, pour la surface de l'Angleterre, non compris la principauté de Galles.

La circonférence de cette île est de 235 myriamètres (470 lieues), en prenant les dimensions de cap en cap et de pointe en pointe; mais en suivant les divers gissemens des côtes, on trouve environ 500 lieues pour l'Angleterre seule, et environ 440 pour l'Écosse, ce qui fait 940 lieues, ou 470 myriam. de côtes, pour toute l'île de la Gr.-Bretagne. (*Peuchet*, Dictionn.)

L'Angleterre contient, suivant les uns, 72,000,000 d'arpens; suivant d'autres, 78 millions; suivant une troisième évaluation, 40,000,000; enfin, suivant plusieurs, 41,962,470 arpens : l'arpent, selon l'évaluation des uns, de 43,560 pieds carrés anglais, et selon d'autres, de 51,840.

(*Busching*).

Rivières.

Les principales rivières de l'Angleterre sont, à l'Orient, la Tamise et l'Humber; à l'Occident, la Saverne.

Golfes.

Les deux golfes du royaume sont : le

golfe de Boston, à l'Orient; le canal de St. Georges, à l'Occident.

Lacs.

Les principaux lacs sont : Sohammere, Wittlesea-mere, et Ramsey-mere, dans l'île d'Ely, comté de Cambridge.

Population.

Forster, cité par *Busching*, fait monter le nombre des habitans, en Angleterre, à 7,000,000. Mais les bases de l'évaluation, prises par *Forster*, sont contestées par *Braxenridge* et *Richard Price*. *Busching* ne parle probablement que de l'Angleterre seule.

Beaufort dit qu'on pourrait admettre en tout, pour les trois royaumes, environ 12,000,000 : savoir, Angleterre (évaluation d'*Eden*, *Wallance*, *Chalmers*, *Sprengel*, *Forster* et *Crôme*) 8,000,000. Écosse, (évaluation de *Price*, *Knoxe*, *Sprengel* et *Crôme*) 1,300,000. L'Irlande, (évaluation d'*Arthur Young*) 2,500,000.

Guthrie prétend qu'il est difficile de calculer exactement la population de l'Angle-

terre. La raison qu'il en donne, c'est que l'affluence prodigieuse d'étrangers qui viennent s'y établir, les émigrations des habitans pour l'Amérique et les îles, leur retour, et le grand nombre de bras employés dans la marine, sont autant de causes qui mettent tous les calculs en défaut.

Suivant lui, le nombre des habitans de Galles et d'Angleterre ne peut guère être moindre de 8,000,000. (1) Il évalue la lation de l'Écosse à 2,500,000. Celle d'Irlande, à 2,015,229, d'après un état fait en 1733.

Peuchet porte la population ou le nombre des habitans de l'Irlande à 2,161,514, conformément au dénombrement fait en 1772, par ordre du Gouvernement, et rapporté par *Busching*.

---

(1) Suivant un état distribué au mois d'avril dernier (1802) aux membres du parlement, ces deux parties de l'empire Britannique donneraient aujourd'hui 9,343,578 habitans; l'Écosse et l'Irlande ensemble cinq à six millions; en tout, par évaluation, environ quinze millions. (*Note de l'Éditeur.*)

Forces de terre.

Les forces de terre de l'Angleterre, en tems de paix, montent à environ 40,000 hommes, y compris les garnisons d'Irlande, de Gibraltar, des Indes Orientales et Occidentales ; mais, en tems de guerre, la Grande-Bretagne en a soudoyé plus de 150,000 tant nationaux qu'étrangers : et dès le commencement de la guerre d'Amérique 135,000, outre 42,000 de milice (1).

Le nombre des troupes à la solde de la Grande-Bretagne, l'Angleterre et l'Écosse, consistait, le 24 décembre 1800, en 168,082 hommes, sans compter celles de la marine, qui se montent à 23,370, et les corps nombreux de volontaires, qui ne reçoivent pas de paie du Gouvernement.

Total des troupes de terre et de mer, soldées d'après les états officiels, 191,452.

---

(1) L'Angleterre, en 1798, dans la crainte de la descente des Français, a porté ses forces de terre à près de 200,000 hommes, y compris les troupes qu'elle était obligée d'avoir en Irlande, et les milices qu'elle a levées.

L'établissement militaire d'Irlande, ainsi qu'il résulte des calculs de lord *Castlereagh*, consistait, le 10 février 1800, tant en troupes réglées qu'en milices et en troupes de mer, en *cent vingt-six mille cinq cents hom.* ci.....	126,500
Celui de la Grande-Bretagne, en *cent quatre vingt-onze mille quatre cent cinquante-deux*, ci.	191,452
Total des forces de terre des deux royaumes-unis.....	317,952

Forces de mer.

Son établissement naval est formé de 100,000 h., non compris les troupes de la marine déjà portées en compte.

En tems de paix, le complet des matelots a monté ordinairement à 12 ou 15,000; en tems de guerre, il s'élevait autrefois à 80,000; et depuis les premières années de la guerre d'Amérique, à plus de 100,000,

y compris les troupes de mer (1). Le vote du parlement pour le service de l'année 1784, fut pour 26,000, y compris 4,495 hommes de marine.

Dans la guerre qui vient de se terminer, l'Angleterre a porté ses forces maritimes à 661 navires de guerre, dont 195 de ligne, 210 frégates, 256 sloops; c'est-à-dire, presqu'au double de ce qu'elles étaient dans la guerre d'Amérique. *(Guthrie).*

ÉTAT DE MARINE.

En 1604, à la mort de la reine Élisabeth, l'état de la marine anglaise s'élevait à..... 162 vaiss.

A la mort de Cromwel, en 1658, elle était réduite à..... 42

A l'avènement de Guillaume III, en 1683, on en comptait... 173

(1) Dans la guerre d'Amérique, l'état de la marine anglaise était de 109 vaisseaux de ligne; 18 de 50; 64 frégates au-dessus de 30; 51 au-dessous de 30; 101 sloops de 18 et au-dessous; 15 brûlots ou galiotes à bombes; 26 vaisseaux loués au commerce. Total 384.

A la mort de Guillaume III, en 1702..... 273 vaiss.
Au règne d'Anne Stuart, en 1707 284
Sous Georges Ier. en 1731 206
Sous Georges II, en 1734.... 208
en 1746.... 276
en 1755.... 241
Au règne de Georges III, en 1777..... 315

(Histoire des progrès de la puissance navale de l'Angleterre).

Revenus et dépenses publics.

En 1600, les REVENUS publics de l'Angleterre ne se montaient pas à plus de 60,000 liv. sterl.

En 1663, ils étaient déjà arrivés à 800,000 liv. sterl.

Dans la douzième année du règne de Charles II, ils étaient évalués à 1,300,000 liv. sterl.

En 1686, à 1,900,000 liv. sterl.
En 1714, à 3,200,000.
En 1731, à 6,000,000.

En 1756, à 10,300,000 liv. sterl.

En 1775, à 12,000,000. *(Busching).*

En 1787, la totalité des revenus de l'Angleterre, suivant *Beaufort*, a été de 15 millions 15,673,134 liv. st. Il ne paraît comprendre que les revenus de l'Écosse et de l'Irlande; la première produisant annuellement, suivant lui, 22,000,000 l. tourn.; la seconde, 34,100,000 liv. tournois.

En 1797, le tableau détaillé des sommes payées par le Gouvernement anglais, tant pour les DÉPENSES ordinaires et extraordinaires du service, que pour le paiement des arrérages de la dette publique, tableau consigné dans le dictionnaire de *Peuchet*, offre un résultat de 51,799,799 liv. sterl.

En 1798, le tableau de la dépense se montait à 52,560,000 livres sterlings, ou 1,261,444,000 francs.

En 1799, l'état des dépenses publiques *ordinaires*, selon M. *Gentz*, a été de 550,668,072 francs; — les dépenses *extraordinaires* montèrent à 874,673,640 fr. — total 1,425,341,712 fr. — La totalité des revenus s'élevait alors à 1 milliard 430,496,000 liv. tournois. *(Guthrie).*

Dette publique.

Le capital de la dette nationale d'Angleterre n'était que de 6,000,000 en 1701. Elle s'élève, suivant *Beaufort*, à 266 millions 725,000 liv. sterl. ou 6 milliards 1,312,500 liv. tournois.

Le tableau suivant est celui de la *dette* en 1783, tiré du *onzième rapport des commissaires des comptes.*

l.	s.	d.		l.	s.
5,072,718,115	9	6	Dette constituée.		
			Intérêt de ladite dette.....	190,846,321	4
452,556,997	13	0	Non constituée, 1er. oct. 1785, 560,000,000 l. portant intér.		
			Intérêt, ci.....	14,706,808	0
5,525,275,113 l. 2 s. 6 d.					
			Frais de régie de la banque....	3,222,999	14
			Gages à l'office, de.....	476,979	4
			Autres gages...	16,718	16
				209,269,826	18

Depuis ce rapport la dette constituée s'est élevée au 1er. février 1793, à 5,574,733,176 francs.

Depuis cette époque jusqu'au 1er. février 1799, suivant MM. *Pitt* et *Tierney*, elle s'est montée à 10,234,854,456 fr., c'est-à-dire, qu'elle a doublé.

(*Guthrie*, page 162, tome II.)

Relevé total de la dette d'Angleterre et de ses intérêts, au commencement de la guerre qui vient de se terminer, et dans chacune des années qui se sont écoulées depuis, jusqu'en 1797.

Total de la dette :

			Intérêt annuel.
Le 5 janvier	1793..	241,988,848 l. st.	9,801,648 l. st.
id.	1794..	250,438,848	10,255,140
juillet	1795..	297,158,605	12,245,715
id.	1796..	338,308,268	12,642,863
id.	1797..	409,665,570	16,272,597

Le dernier emprunt n'est point compris dans le total du 5 *juillet* 1797. En l'ajoutant, la dette nationale monte à plus de

430,000,000 sterlings. Elle a donc presque doublé pendant la guerre.

Quatre cent trente millions sterlings font plus de *dix milliards tournois*.

Forme de Gouvernement.

Monarchie héréditaire.

Religion.

La religion calviniste s'y partage en deux branches, l'épiscopale et la presbytérienne.

Productions territoriales.

L'Angleterre produit du froment, du seigle, de l'orge, des fèves, des pois, de l'avoine, de la vesse, et d'autres graines ; les fruits y sont abondans.

Commerce, Importations et Exportations.

Le commerce de la nation la plus commerçante de l'Europe exigerait un article tel que ne le comporte pas la nature de cet ouvrage. Mais voici de la balance commerciale entr'elle et la France, des résultats suffisans pour en donner une idée.

A la fin du règne de Louis XIV, les *importations* de l'Angleterre en France montaient, en marchandises, à 13,876,000 l.

A la même époque, les *exportations* de la France pour l'Angleterre, s'élevaient, en marchandises, à 8,000,000.

Au commencement de la révolution, les *importations* de l'Angleterre en France s'élevaient en marchandises, à 58,500,000 l.

A la même époque, les *exportations* de la France pour l'Angleterre, formaient un objet en valeur, de 38,000,000 liv.

Suivant la note comparative du commerce et de la navigation entre la France et l'Angleterre, année moyenne de 1787 à 1789 inclusivement, il résulte qu'il est entré 2,035 bâtim. mesurant 142,758 tonneaux, important en marchandises 57,004,000 l.; qu'il est sorti 3,272 bâtimens mesurant 90,964 tonn. exportant en marchandises, 33,489,000 liv.

Le tableau estimatif du commerce pré-

» dans cet exposé, la justice incontesta-
» ble et la nécessité de la guerre que sou-
» tient la nation française contre le roi
» de Bohême et de Hongrie, et qu'il y
» trouvera, de plus, ce principe commun
» de liberté et d'indépendance dont il ne
» doit pas être moins jaloux que la France;
» car l'Angleterre est libre aussi, parce
» qu'elle a voulu l'être; et certes, elle n'a pas
» souffert que d'autre puissances vinssent
» la contraindre à changer la constitution
» qu'elle a adoptée; qu'elles prêtassent leur
» appui à ses sujets rebelles, ni qu'elles
» prétendissent s'immiscer, sous aucun
» prétexte, dans ses débats intérieurs. »
Le ministre français terminait par réclamer, au nom de son Gouvernement, l'*exécution du traité de commerce du* 26 *octobre* 1786, *et spécialement des articles* 3, 4, 16, 24, 59, 40 *et* 41 *de ce traité.*

La contre-note du lord *Grenville* au ministre *Chauvelin*, du 24 mars suivant, portait en substance : « Sa majesté, sen-
» sible aux preuves d'amitié et de con-
» fiance qu'elle reçoit de la part de sa

» *majesté très-chrétienne*, éprouve le re-
» gret le plus profond, de la guerre qui
» a malheureusement éclaté entre *sa ma-*
» *jesté le roi très-chrétien et sa majesté*
» *le roi de Bohême et de Hongrie :* Ce sen-
» timent lui est également dicté par l'amour
» de l'humanité et par les vœux qu'elle
» fait pour le *bonheur personnel de leurs*
» *majestés et la prospérité de leurs états.*
» Dans ces circonstances, elle croit de-
» voir s'abstenir d'entrer dans la discus-
» sion des motifs, et des démarches de
» part et d'autre qui ont amené une rup-
» ture si affligeante pour *un souverain*
» *voisin et ami des deux puissances bel-*
» *ligérantes.*

Cependant parut le 22 mai, une proclamation du roi d'Angleterre, par laquelle, en exhortant tous ses fidèles sujets à empêcher toute entreprise dont le but serait de produire des tumultes ou des insurrections, il motivait cet avertissement sur ce que par la proclamation, il avait été imprimé, publié et répandu avec soin plusieurs écrits criminels et séditieux, ten-

dant à provoquer le tumulte et le désordre; attendu, ajoutait le roi, au nom duquel elle était faite, que *nous sommes fondés à croire que des correspondances ont été établies avec différentes personnes dans l'étranger, dans la vue d'avancer l'exécution de desseins criminels et séditieux.*

Cette espèce de manifeste royal, communiqué aux deux chambres du parlement, parut au ministre *Chauvelin* renfermer certaines expressions capables, contre l'intention peut-être du *ministère* britannique, d'accréditer les fausses opinions que les ennemis de la France cherchaient évidemment à répandre sur ses intentions à l'égard de la Grande-Bretagne ;.... et si des particuliers de ce pays, mandait-il au lord *Grenville* en l'invitant à donner communication de sa note officielle du 12 mars 1792 aux deux chambres du parlement ; « si » des particuliers ont formé au dehors des » correspondances tendantes à y exciter » des troubles, et si, comme la procla- » mation semble l'insinuer, quelques fran- » çais se sont prêtés à leurs vues, c'est-là un

» fait absolument étranger à la nation fran-
» çaise, au Corps législatif, au roi et à
» ses ministres; c'est un fait entièrement
» ignoré d'eux, qui répugne à tous les
» principes de justice, et qui, le jour où
» il serait connu, serait universellement
» condamné en France. »

Quoi qu'il en soit, et sur l'insistance du plénipotentiaire français auprès du gouvernement britannique, pour que sa note fût communiquée aux deux chambres, lord *Grenville* lui fit réponse que, « tant par » sa forme que par son objet, elle ne pou-
» vait être considérée comme une commu-
» nication régulière et officielle : » sur quoi le plénipotentiaire en persistant, observa que son intention n'était point de s'écarter des règles et des formes établies dans le royaume ; que son vœu était uniquement celui de donner le plus de publicité possible à la manifestation des principes et des vues personnels du Gouvernement français.

Le 18 juin 1792, le ministre Chauvelin remit à lord Grenville, une note por-

tant, entr'autres dispositions : « La déclaration du roi et les dispositions de sa majesté britannique, l'autorisent à espérer qu'elle se portera avec empressement à employer ses bons offices auprès des alliés, pour les détourner d'accorder aux ennemis de la France, directement, ou indirectement, aucune assistance, et pour leur inspirer, relativement à ses droits, c'est-à-dire à son indépendance, les égards que la France est prête à manifester, en toute occasion, pour les droits de toutes les puissances qui demeureront envers elle dans les termes d'une stricte neutralité ».

Lord Grenville répondait par la note du 8 juillet 1792 : « les mêmes sentimens qui ont déterminé sa majesté britannique à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la France, doivent egalement la porter à respecter les droits et l'indépendance des autres souverains, et sur-tout ceux de ses alliés ; et sa majesté a cru que dans les circonstances actuelles de la guerre déjà commencée, l'intervention de ses conseils et

de ses bons offices ne pourrait être utile, à moins que d'être desirée par toutes les parties intéressées.

Ainsi le ministère anglais se refusait ouvertement à se charger du beau rôle de médiateur, qui lui était offert par la France.

— » Faire constamment jouir la navigation, le commerce maritime et les marchandises des particuliers, de la même protection, de la même liberté que le droit des gens et l'accord universel des puissances Européennes assurent sur terre aux communications et aux propriétés des individus; supprimer, en un mot, cette funeste coutume qui, à l'occasion des querelles des états et des princes, interrompt sur toutes les mers les communications les plus nécessaires, fait avorter des spéculations d'où dépend souvent l'existence des peuples étrangers à ces mêmes querelles; qui suspend le cours des découvertes humaines; qui arme les individus les uns contre les autres, livre les biens du paisible né-

» gociant au pillage, et dévoue à la mort » le navigateur qui veut le défendre : tel » est l'honorable objet de la proposition » que le roi fait à sa majesté britanni- » que ». Ainsi s'exprimait le ministre *Chauvelin*, dans une note à lord *Grenville*, du 25 juillet 1792, en lui transmettant copie d'une dépêche ministérielle du 15 juin, relative aux mesures à prendre entre les puissances maritimes pour l'abolition de la course en mer.

Cette note est restée sans réponse.

Les dispositions du Gouvernement anglais, bien qu'assez manifestement défavorables à la France, dans le point de vue de la révolution qui s'annonçait dès les premier mois de l'année 1792, ne prirent toutefois un caractère prononcé qu'à l'événement du DIX AOUT. Ce fut immédiatement après, que le comte de *Gower*, ambassadeur de sa majesté britannique, reçut l'ordre de communiquer au *conseil exécutif provisoire de France*, la lettre de M. *Dundas*, secrétaire d'état, datée de Whitehalt, 17 août 1792.

» Comme il paraît, *portait entr'autres choses la dépêche officielle*, que, dans » la situation actuelle, l'exercice du » pouvoir exécutif a été retiré des mains » de sa majesté très-chrétienne, et que les » lettres de créance qui ont servi jusqu'à » présent à votre excellence ne peuvent » plus être valables, sa majesté à jugé que » vous ne devriez plus rester à Paris, » tant par cette raison, *que parce que cette* » *démarche lui paraît la plus conforme* » *aux principes de neutralité qu'elle a* » *observés jusqu'aujourd'hui.* La volonté de » sa majesté est donc que vous quittiez » *cette ville*, pour retourner en Angle- » terre, aussitôt que vous pourrez vous » procurer les passe-ports nécessaires à » cet effet ».

La réponse du ministre des affaires étrangères à cette communication fut que, « le » *conseil exécutif provisoire* avait vu, avec » regret, le cabinet britannique décidé à rap- » peler un ministre dont la présence attestait » les dispositions favorables d'une nation li- » bre et généreuse, d'un ministre qui n'avait

» jamais été l'organe que de paroles ami-
» cales et de sentimens de bienveillance.
» S'il est quelque chose qui puisse diminuer
» ce regret, c'est, ajoutait la note en ré-
» ponse, *le renouvellement de l'assurance*
» *de neutralité, donnée par l'Angleterre*
» *à la nation française.*

Quelle était, à cette époque la position militaire de la France, vis-à-vis des puissances ouvertement en guerre avec elle? Depuis le jour où la *Convention nationale* avait pris séance et où, en constitutionalisant, pour ainsi dire, le vœu du peuple français, elle avait proclamé la république, les prussiens, battus en Champagne, avaient évacué Longwi, Verdun et tout le territoire; la Savoie et le comté de Nice avaient arboré la cocarde tricolore; Truguet avait abordé à Nice; Custine était maître de Mayence, de Vorms, de Spire: mais sur-tout, les autrichiens, chassés du Nord, évacuaient les provinces Belgiques; Mons, Tournai, Malines, Gand, Anvers, Bruxelles etc., étaient au pouvoir des républicains: les français avaient vaincu à

Jemmapes : le général Dumourier avait poussé ses conquêtes jusqu'à la Roër; il méditait l'invasion de la Hollande, et déjà Breda, Gertruydemberg et d'autres places étaient occupées par des garnisons françaises.

Cependant près de quatre mois s'étaient écoulés depuis le rappel de l'ambassadeur anglais à Londres. Si le ministre plénipotentiaire français n'avait pas encore reçu son congé dans les formes, le ministère britannique avait du moins cessé toute correspondance avec lui.... Tout à coup, (le 25 novembre 1792) le lord *Grenville* l'invite à une conférence chez lui : le plénipotentiaire s'y rend.....

Nous regrettons de ne pouvoir insérer ici le texte même de la lettre par laquelle le ministre républicain rendit compte au conseil exécutif de cette entrevue, et où les détails les plus minutieux empruntent des circonstances et de la gravité des personnes le plus grand intérêt. Le projet du ministre anglais, en provoquant une explication, avait été, autant qu'il fut possible d'en juger par le résultat, de pé-

nétrer les intentions, les projets et le plan du Gouvernement de France, principalement à l'égard de l'*ouverture de l'Escaut.* Le ministre Chauvelin, qui le devinait bien, se contenta prudemment d'observer qu'à cet égard, n'ayant reçu aucune nouvelle de Paris depuis trois jours, et des événemens majeurs ayant eu lieu dans la Belgique par suite des succès des armées françaises, il ne pouvait pressentir les vues de son Gouvernement ; mais comme en parlant de ce Gouvernement, lord *Grenville* affectait de l'appeler le *Gouvernement actuellement établi à Paris :* » Veuillez bien me parler du *Gouvernement de France,* » *lui dit* le plénipotentiaire ; c'est la » France entière qui le veut, c'est la » France entière qui l'a établi ; c'est » elle tout entière qui le maintiendra : *La* » *République est déjà ancienne, des* » *triomphes valent bien des années pour* » *reculer les époques.*

Les communications entre les deux ministères devenaient tous les jours de plus en plus difficiles à Londres. Cependant,

le cabinet de Saint-James, craignant encore les inconvéniens d'une rupture, étudiait le moyen de paraître donner quelque sorte de satisfaction au Gouvernement français, sans toutefois le reconnaître, et en ménageant toujours ce qu'on affectait alors dans la vue de faire illusion, d'appeler la *dignité britannique*. Dans ces entrefaites, le C. *Maret* (1) se trouvant à Londres, quelqu'un, sous le titre officieux de conciliateur, lui fit entendre que M. Pitt serait bien aise de le voir et de l'entretenir sur plusieurs objets qui intéressaient sa nation. La démarche d'un particulier était sans conséquence ; elle pouvait donner lieu à quelques ouvertures favorables : double motif qui engageait à s'y prêter. La conférence eut lieu.

— M. *Pitt* desirait l'envoi d'un agent sans titre; c'était-là sur quoi il insistait le plus: » Je prévois une difficulté, lui dit le C. » *Maret* : en France, nous professons un » grand respect pour l'opinion publique,

(1) Aujourd'hui Secrétaire d'État.

» qui fait la force des Gouvernemens li-
» bres, et le frein salutaire de ceux qui
» gouvernent. Eh ! comment, lorsqu'elle
» est prête à demander au pouvoir exécu-
» tif provisoire, pourquoi il a eu la fai-
» blesse de ne pas réclamer la reconnais-
» sance de la Républiqne par l'Angleterre,
» serait-t-il possible de traiter avec vous par
» le moyen d'un agent secret? Nous avons
» ici un ministre plénipotentiaire qui a
» toute la confiance de notre Gouverne-
» ment..... » C'est-là précisément ce qu'il faut éviter répliquait M. Pitt. Mettons de côté le caractère public; que l'on se garde bien d'en élever la question. Mais faites que le Gouvernement français entre avec nous, sans que cela paraisse, en conférence sur le débat dont la Hollande et l'Escaut sont sur le point d'être l'objet... Le C. *Maret* sut éluder, et la conférence ne produisit aucun résultat, ainsi que le fit assez connaître le détail qu'il en donna lui-même au gouvernement français, par sa dépêche du 2 déc. 1792.

Ce procédé du cabinet de Saint-James, et l'expédient que sa politique

lui avait suggéré, ne pouvaient convenir à une nation franche et libre. Aussi le conseil exécutif provisoire, en rejettant toute idée de *négociation secrète*, insista-t-il, mais vainement, sur la reprise des ouvertures précédemment entamées avec le représentant de la République française auprès du gouvernement britannique. Cette communication, que le C. *Maret* reçut l'ordre de faire, donna lieu à une seconde entrevue, qui ne produisit autre chose qu'une nouvelle preuve de l'éloignement du ministère anglais pour tout ce qui pouvait amener des explications sincèrement amicales.

Avant la réception de la lettre du citoyen *Maret*, du 14 décembre, qui contenait le résultat de sa seconde conférence avec M. Pitt, le Conseil exécutif avait déjà fait passer au ministre Chauvelin de nouvelles instructions sur les griefs du Gouvernement britannique.

Après avoir réitéré ses protestations par rapport aux vues pacifiques et désintéressées de la République française, le Con-

seil exécutif crut devoir informer la Convention nationale de sa situation à l'égard de l'Angleterre. Le ministre des affaires étrangères s'y présenta à la séance du 20 décembre 1792. — Il l'informa de l'ouverture de la session du parlement d'Angleterre, inopinément rassemblé le 14 décembre. — Il produisit le résumé des communications officielles et les instructions contenant réponse aux griefs qui servaient de prétexte aux armemens de l'Angleterre. Ces griefs se réduisaient à trois principaux, savoir :

1er. L'ouverture de l'Escaut.

2e. Le décret du 19 novembre 1792 (1).

3e. Les intentions attribuées à la Répu-

---

(1) Texte du décret : « La Convention nationale déclare, au nom de la Nation française, qu'elle accordera fraternité et secours à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté; charge le Pouvoir exécut de donner aux généraux les ordres nécessaires pou porter secours à ces peuples, et défendre les citoyens qui auraient été vexés, ou qui pourraient l'être, pour la cause de la liberté ».

N. B. Un second décret, du même jour, porte que

blique française, relativement à la Hollande.

De son côté, le ministre *Chauvelin* ne négligeait aucun des moyens qui pouvaient se concilier avec la dignité nationale, pour en venir à cette explication franche et amicale que le ministre britannique ne cherchait qu'à éluder. Le 26 décembre, il écrivait à M. *Pitt* : le 27, au lord *Grenville*. Mais le parti était pris de rendre toutes tentatives de concert illusoires. On refusait de reconnaître le *caractère représentatif de M. Chauvelin* ; c'était-là du moins le prétexte dont on se servit pour repousser les ouvertures que ce ministre ne se lassa pas de faire au nom de la République.

Un bill du parlement d'Angleterre, relatif aux étrangers, ne tarda pas à exciter l'attention. Au mépris du droit des gens,

---

le Pouvoir exécutif donnera des ordres aux généraux de la République pour faire imprimer et proclamer, en toutes les langues, dans toutes les contrées qu'ils parcourront avec leurs armées, le décret ci-dessus.

des devoirs de l'hospitalité et de ceux du bon voisinage, au mépris du traité solennel conclu en 1786, traité si profitable au commerce de l'Angleterre, le ministère britannique proposa et fit passer une loi, qui soumit à des dispositions rigoureuses et arbitraires les français arrivant et résidant sur son territoire.

En recevant des instructions à ce sujet, le ministre *Chauvelin* reçut aussi de nouvelles lettres de créance. Il demanda jour pour les présenter. « Vous ne pouvez con-» cevoir, écrivait-il au ministre *Lebrun* » le 13 janvier 1793, à quel excès la phy-» sionomie de lord *Grenville* s'est rem-» brunie au moment où j'ai prononcé ces » paroles. Il m'a dit que même pour » répondre à ce que je venais de lui dire, » il avait besoin de s'entendre avec ses » collègues, dans des circonstances aussi » critiques ».

Le bill sur les étrangers autorisait le magistrat à faire emprisonner ceux qui, à compter du 10 janvier, n'auraient pas fait la déclaration qu'il exigeait. Le plénipo-

tentiaire français sollicite une sûreté quelconque pour ses communications avec son Gouvernement : elle lui est refusée.....
« fussé-je compris dans cette loi, *mande-*
» *t-il à lord Grenville,* à cette occasion, je
» dois au Gouvernement d'une nation libre
» et puissante, lorsque je la représente,
» de vous déclarer que je serais dans l'im-
» possibilité de m'y soumettre, et que
» toutes les persécutions qu'il plairait à sa
» Majesté Britannique d'ordonner contre
» moi, retomberaient sur la Nation fran-
» çaise, pour laquelle je me ferais gloire
» de souffrir »..... « *Comme agent*
» chargé d'une communication confiden-
» tielle, *lui répond lord Grenville,* vous
» auriez certainement dû vous attendre aux
» mesures nécessaires de notre part pour
» la sûreté de vos lettres et de vos cou-
» riers ; comme *ministre du roi Très-*
» *Chrétien,* vous auriez joui de toutes
» les exemptions que la loi accorde aux
» ministres publics reconnus pour tels ;
» mais, *comme particulier,* VOUS NE POURREZ

» QUE RENTRER DANS LA MASSE GÉNÉRALE DES » ÉTRANGERS RÉSIDANT EN ANGLETERRE. . . . »

La résolution du Gouvernement britannique n'était plus équivoque : beaucoup d'autres griefs, tous retracés dans la déclaration de guerre, dont ils firent bientôt à la Convention nationale une impérieuse loi, n'autorisaient que trop le *comité* chargé par elle d'en faire l'examen, à dire dans le rapport dont cet examen fut suivi :

« Déclarer la guerre à l'Angleterre, c'est dé» clarer une guerre qu'elle a déja commencée : » ce n'est point violer le principe, que tout » peuple libre doit consacrer, de renoncer aux » aggressions et à la guerre offensive (1) ».

DÉCRET de la Convention nationale, portant déclaration de guerre au ROI d'Angleterre et au STATHOUDER des Provinces-Unies.

Du janvier 1793.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de défense géné-

(1) Rapport sur les hostilités du ROI d'*Angleterre*, et du STATOUDER des Provinces-Unies, et sur la NÉ-

rale sur la conduite du gouvernement anglais envers la France,

Considérant que le roi d'Angleterre n'a cessé, principalement depuis la révolution du 10 Août 1792, de donner à la nation française des preuves de sa malveillance et de son attachement à la coalition des têtes couronnées;

Qu'à cette époque, il a ordonné à son ambassadeur à Paris de se retirer, parce qu'il ne voulait pas reconnaître le conseil exécutif provisoire créé par l'assemblée législative;

Que le cabinet de Saint-James a discontinué à la même époque sa correspondance avec l'ambassadeur de France à Londres, sous prétexte de la suspension du ci-devant roi des Français;

Que depuis l'ouverture de la Convention nationale, il n'a pas voulu reprendre la correspondance accoutumée entre les deux États, ni reconnaître les pouvoirs de cette Convention;

Qu'il a refusé de reconnaître l'ambassadeur de la république française, quoique muni de lettres-de-créance en son nom;

Qu'il a cherché à traverser les divers achats

---

cessité de déclarer que la République française est en guerre avec eux : par J. P. Brissot, au nom du Comité de défense générale.

de grains, armes et autres marchandises commandés en Angleterre, soit par des citoyens français, soit par des agens de la République française;

Qu'il a fait arrêter plusieurs bateaux et vaisseaux chargés de grains pour la France, tandis que, contre la teneur du traité de 1786, l'exportation en continuait pour d'autres pays étrangers;

Que, pour traverser encore plus efficacement les opérations commerciales de la république en Angleterre, il a fait prohiber par un acte du parlement la circulation des assignats;

Qu'en violation de l'article IV du traité de 1786, il a fait rendre par le même parlement, dans le cours du mois de janvier dernier, un acte qui assujétit tous les citoyens Français allant ou revenant en Angleterre, aux formes les plus inquisitoriales, les plus vexatoires et les plus dangereuses pour leur sûreté;

Que dans le même temps, et contre la teneur de l'article premier du traité de paix de 1783, il a accordé une protection ouverte, des secours d'argent aux émigrés et même aux chefs des rebelles qui ont déja combattu contre la France; qu'il entretient avec eux une correspondance journalière et évidemment dirigée contre la ré-

volution française; qu'il accueille journellement les chefs des rebelles des colonies françaises orientales;

Que, dans le même esprit, sans qu'aucune provocation y ait donné lieu, et lorsque toutes les puissances maritimes sont en paix avec l'Angleterre, le cabinet de Saint-James a ordonné un armement considérable par mer, et une augmentation à ses forces de terre;

Que cet armement a été ordonné, au moment où le ministère anglais persécutait avec acharnement ceux qui soutenaient en Angleterre les principes de la révolution française, et employait tous les moyens possibles, soit au parlement, soit au dehors, pour couvrir d'ignominie la république française, et pour attirer sur elle l'exécration de la nation anglaise, et de l'Europe entière;

Que le but de cet armement, destiné contre la France, n'a pas même été déguisé dans le parlement d'Angleterre;

Que, quoique le conseil exécutif provisoire de France ait employé tous les moyens pour conserver la paix et la fraternité avec la nation anglaise, et n'ait répondu aux calomnies et aux violations des traités que par des réclamations fondées sur les principes de la justice, et

exprimées avec la dignité d'hommes libres, le ministère anglais a persévéré dans son système de malveillance et d'hostilités, continué ses armemens, et envoyé une escadre vers l'Escaut, pour troubler les opérations de la France dans la Belgique; .....

Que sa coalition secrète avec les ennemis de la France, et notamment avec l'Empereur et la Prusse, vient d'être confirmée par un traité passé avec le dernier dans le mois de janvier dernier;

Qu'il a entraîné dans la même coalition le *Stathouder* des Provinces-unies; que ce prince, dont le dévouement servile aux ordres des cabinets de St-James et de Berlin n'est que trop notoire, a, dans le cours de la révolution française et malgré la neutralité dont il protestait, traité avec mépris les agens de France, accueilli les émigrés, vexé les patriotes français; traversé leurs opérations, relâché, malgré les usages reçus et malgré la demande du ministère français, des fabricateurs de faux assignats; que dans les derniers temps, de concert avec les États-généraux, pour concourir aux desseins hostiles de la cour de Londres, il a ordonné un armement, ordonné à des vaisseaux hollandais de joindre l'escadre anglaise, ouvert un emprunt

pour subvenir aux frais de la guerre, empêché les exportations pour la France, tandis qu'il favorisait les approvisionnemens des magasins ennemis de la France;

CONSIDÉRANT enfin que toutes les circonstances ne laissent plus à la république française d'espoir d'obtenir par la voie des négociations amicales le redressement de ces griefs, et que tous les actes de la cour britannique et du Stathouder sont des actes d'hostilité, et équivalent à une déclaration de guerre;

LA CONVENTION NATIONALE DÉCRÈTE ce qui suit:

ART. Ier. LA CONVENTION NATIONALE déclare au nom de la nation française, qu'attendu les actes multipliés d'hostilités et d'aggression ci-dessus mentionnés, la République française est en guerre avec le Roi d'Angleterre et le Stathouder des Provinces-Unies.

II. LA CONVENTION NATIONALE charge le conseil exécutif provisoire de déployer les forces qui lui paraîtront nécessaires pour repousser leurs agressions, et pour soutenir l'indépendance, la dignité, les intérêts de la république française.

III. LA CONVENTION NATIONALE autorise le

conseil exécutif provisoire à disposer des forces navales de la République ainsi que le salut de l'état lui paraîtra l'exiger, et elle révoque toutes les dispositions particulières ordonnées à cet égard par les précédens décrets.

Nous n'entrerons pas dans les détails des différentes affaires qui ont eu lieu dans le courant de la guerre tant sur terre que sur mer ; nous avons déjà eu occasion, aux articles *Hollande*, *Sardaigne* et *Russie*, de rapporter les principaux évènemens auxquels les troupes anglaises ont eu part, tels que la bataille de *Hoonscote*, la reprise de *Toulon*, l'expédition en *Batavie* : nous ne ferons qu'indiquer *Quiberon*, *Ostende*, l'*Égypte*..... Suivre nos armées dans toutes ces expéditions, serait trop excéder les bornes, qu'un attrait irrésistible nous a déjà fait dépasser à certains égards. Au reste, les actions navales depuis l'affaire du 11 messidor an III, jusqu'à celle d'Algésiras en l'an IX ; les discussions publiques qui ont eu lieu au parlement d'Angleterre à l'occasion de la guerre ; les ouvertures de paix faites en l'an IV, par

Wickam, au citoyen Barthélemi, ambassadeur en Suisse ; les conférences de Lille entre les ministres plénipotentiaires français et lord *Malmesbury*, ouvertes le 18 messidor an V, et rompues le 2e. jour complémentaire de la même année ; les propositions faites quelque-tems auparavant par le même ministre plénipotentiaire anglais : ce sont-là les matériaux d'un plus grand ouvrage, dont l'Éditeur du *Code Diplomatique* s'occupe depuis long-tems, et qu'il se propose de publier un jour. Notre *Code* est celui de la paix du monde ; et ce N'EST PAS AU JOUR DE LA RÉCONCILIATION, QU'IL FAUT RAPPELER LES SOUVENIRS DE LA DISCORDE. (GALLOIS, orateur du Tribunat, au Corps législatif, sur le *Traité de paix d'Amiens*, séance du 3 floréal an X, — 23 avril 1802).

« Trop long-tems les assemblées nationales des deux peuples ont retenti des sermens de la haine et des cris d'extermination. Trop long-tems des vœux impies contre l'humanité ont été accueillis, honorés comme les vives expressions de l'amour de la patrie. On voulait exalter les ames ; on ne faisait qu'enflammer les imagina-

tions : et sans donner à la guerre des moyens plus décisifs, on rendait le retour à la paix plus difficile *(Ibid.)*. »

« Dans le cours de cette longue et cruelle division, quelques paroles de paix se firent entendre : mais la défiance, la crainte d'anciens et profonds ressentimens étaient restés au fond des cœurs, et l'humanité perdit l'espérance de voir finir tant de maux.

» Il fallait, pour que la paix fût véritablement rétablie, que les hommes dont les passions avaient allumé la guerre, ou dont l'aveugle obstination l'avait tant prolongée, eussent perdu leur funeste influence dans les conseils des États : il fallait qu'en France, un Gouvernement appelé par tous les vœux et tous les intérêts, fort de la confiance de la nation et de l'ascendant de la gloire, *pût offrir à l'Europe, dans la paix intérieure rétablie par ses soins, un gage de stabilité pour la paix étrangère* ».

(Ibid.)

Ainsi, et pour ne plus répéter que des paroles de réconciliation, de justice et de paix, nous passons aux PRÉLIMINAIRES signés à Londres le 9 vendémiaire an X (1er.

octobre 1801), puis au TRAITÉ DE PAIX DÉFINITIF *conclu à Amiens* le 6 germinal suivant (27 mars 1802).

ARTICLES PRÉLIMINAIRES DE PAIX entre la République française et sa majesté britannique, signés à Londres le 9 vendemiaire an X de la République française (le 1er. octobre 1801.

LE PREMIER CONSUL de la république française, AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS, et sa majesté le ROI *du royaume de la* GRANDE-BRETAGNE et D'IRLANDE, animés d'un désir égal de faire cesser les calamités d'une guerre destructive et de rétablir entre les deux nations l'union et la bonne intelligence, ont nommé à cet effet; savoir : le premier consul de la République française, au nom du peuple français, le citoyen *Louis-Guillaume* OTTO, commissaire chargé de l'échange des prisonniers français en Angleterre; et sa majesté britannique, le sieur *Robert-Banks-Jenkinson lord* HAWKESBURY, du conseil privé de sa majesté britannique et son principal secrétaire-d'État pour les affaires étrangères; lesquels, après s'être dûment communiqué leurs pleins pouvoirs en

bonne forme, sont convenus des ARTICLES PRÉLIMINAIRES suivans :

Art. Ier. Aussitôt que les PRÉLIMINAIRES seront signés et ratifiés, l'amitié sincère sera rétablie entre la République française et sa majesté britannique, par terre et par mer, dans toutes les parties du monde. En conséquence, et pour que toutes hostilités cessent immédiatement entre les deux puissances et entr'elles et leurs alliés respectivement, les ordres seront transmis aux forces de terre et de mer avec la plus grande célérité; chacune des parties contractantes s'engagent à donner les passe-ports et les facilités nécessaires pour accélérer l'arrivée desdits ordres et assurer leur exécution. Il est de plus convenu que toute conquête, qui aurait eu lieu de la part de l'une ou l'autre des parties contractantes, sur l'une d'elles ou leurs alliés, après la ratification des présens PRÉLIMINAIRES, sera regardée comme non-avenue et fidèlement comprise dans les restitutions qui auront lieu après la ratification du traité définitif.

II. Sa majesté britannique restituera à la République française et à ses alliés, nommément à sa majesté catholique et à la République batave, toutes les possessions et colonies occupées

ou conquises par les forces anglaises dans le cours de la guerre actuelle, à l'exception de l'*île de la Trinité*, et des possessions hollandaises dans l'*île de Ceylan*, desquelles îles et possessions sa majesté britannique se réserve la pleine et entière souveraineté.

III. Le port du *cap de Bonne-espérance* sera ouvert au commerce et à la navigation des deux parties contractanctes, qui y jouiront des mêmes avantages.

IV. L'*île de Malte*, avec ses dépendances, sera évacuée par les troupes anglaises, et elle sera rendue à l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Pour assurer l'indépendance absolue de cette île de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, elle sera mise sous la garantie et la protection d'une puissance tierce, qui sera désignée par le traité définitif.

V. L'*Égypte* sera restituée à la sublime Porte, dont les territoires et possessions seront maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre actuelle.

VI. Les territoires et possessions de sa majesté, très-fidelle, seront aussi maintenus dans leur intégrité.

VII. Les troupes françaises évacueront le royaume de *Naples* et l'*État romain*. Les forces

anglaises évacueront pareillement *Porto-Ferrajo*, et généralement tous les ports et îles qu'elles occcuperaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

VIII. La *République des Sept-îles* sera reconnue par la république française.

IX. Les évacuations, cessions et restitutions stipulées par les présens ARTICLES PRÉLIMINAIRES seront exécutées pour l'Europe dans le mois; pour le continent et les mers d'Amérique et d'Afrique dans les trois mois; pour le continent et les mers d'Asie dans les six mois qui suivront la ratification du traité définitif.

X. Les prisonniers respectifs seront, d'abord après l'échange des ratifications du traité définitif, rendus en masse et sans rançon, en payant de part et d'autre les dettes particulières qu'ils auraient contractées.

Des discussions s'étant élévées touchant le paiement et l'entretien des *prisonniers de guerre*, les puissances contractantes se réservent de décider cette question par le traité définitif, conformément au droit des gens et aux principes consacrés par l'usage.

XI. Pour prévenir tous les sujets de plaintes et de contestations qui pourraient naître à l'occasion des *prises* qui seraient faites en mer après

la signature des ARTICLES PRÉLIMINAIRES, il est réciproquement convenu que les vaisseaux et effets, qui pourraient être pris dans la Manche et dans les mers du Nord après l'espace de douze jours, à compter de l'échange des ratifications des présens ARTICLES PRÉLIMINAIRES, seront de part et d'autre restitués ; que le terme sera d'un mois depuis la Manche et les mers du Nord jusqu'aux îles Canaries inclusivement, soit dans l'Océan, soit dans la Méditerranée ; de deux mois depuis lesdites îles Canaries jusqu'à l'Equateur, et enfin de cinq mois dans toutes les autres parties du monde, sans aucune exception ni autre distinction plus particulière de tems et lieu.

XIII. Tous les séquestres mis de part et d'autre sur les fonds, revenus et créances de quelque espèce qu'ils soient, appartenans à une des puissances contractantes ou à ses *citoyens* ou *sujets*, seront levés immédiatement après la signature du traité définitif.

La décision de toutes reclamations entre les individus des deux nations, pour dettes, propriétés, effets ou droits quelconques, qui, conformément aux usages reçus et au droit des gens, doivent être reproduites à l'époque de la paix, sera renvoyée devant les tribunaux com-

pétens ; et dans ces cas, il sera rendu une prompte et entière justice dans le pays où les reclamations seront faites respectivement. Il est convenu que le présent article sera, immédiatement après la ratification du traité définitif, appliqué par les puissances contractantes, aux alliés respectifs et aux individus de leurs nations, sous la condition d'une juste réciprocité.

XIII. A l'égard des *pêcheries* sur les côtes de *Terre-Neuve* et des îles adjacentes et dans le golfe de *Saint-Laurent*, les deux puissances sont convenues de les remettre sur le même pied où elles étaient avant la guerre actuelle, se réservant de prendre par le traité définitif les arrangemens qui paraîtront justes et réciproquement utiles, pour mettre la pêche des deux nations dans l'état le plus propre à maintenir la paix.

XIV. Dans tous les cas de restitution convenus par le présent traité, les fortifications seront rendues dans l'état où elles se trouvent au moment de la signature du présent traité, et tous les ouvrages qui auront été construits depuis l'occupation, resteront intacts.

Il est convenu en outre, que dans tous les cas de cession, stipulés par le présent traité, il sera alloué aux habitans, de quelque condition

ou nation qu'ils soient, un terme de trois ans, à compter de la notification du traité de paix définitif, pour disposer de leurs propriétés acquises et possédées, soit avant, soit pendant la guerre actuelle; dans lequel terme de trois ans, ils pourront exercer librement leur religion et jouir de leurs propriétés.

La même faculté est accordée dans les pays restitués à tous ceux qui auront fait des établissemens quelconques, pendant le tems où ces pays étaient possédés par la Grande-Bretagne.

Quant aux autres habitans des pays restitués ou cédés, il est convenu qu'aucun d'eux ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, à cause de sa conduite ou opinion politique, ou de son attachement à aucune des deux puissances, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour les dettes contractées envers les individus, ou pour des actes postérieurs au traité définitif.

XV. Les présens ARTICLES PRÉLIMINAIRES seront ratifiés, et les ratifications échangées à Londres, dans le terme de quinze jours pour tout délai; et aussitôt après leur ratification, il sera nommé, de part et d'autre, des plénipotentiaires

qui se rendront à Amiens, pour procéder à la rédaction du traité définitif, de concert avec les alliés des puissances contractantes.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires du premier consul de la République française et de sa majesté britannique, en vertu de nos pleins pouvoirs respectifs, avons signé les présens articles préliminaires, y avons fait apposer nos cachets.

Fait à Londres, le neuf vendémiaire, an dix de la République française, le premier jour d'octobre mil huit cent un.

Signé, Otto, Hawkesbury.

Loi qui ordonne la promulgation du Traité de paix conclu entre la République française, le roi d'Espagne, la République batave, et le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Du 30 Floréal an IX.

Au nom du peuple français, Bonaparte, premier Consul, proclame loi de la République le décret suivant, rendu par le Corps législatif le 30 Floréal an X, conformément à la proposition faite par le Gouver-

nement le 16 du même mois, communiquée au Tribunat le lendemain.

DÉCRET.

Le traité dont la teneur suit, conclu à Amiens le 6 Germinal an X [27 mars 1802], entre la République française, sa majesté le roi d'Espagne et des Indes, et la République batave, d'une part;

Et sa majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'autre part, et dont les ratifications ont été échangées à Paris le 28 Germinal de la même année [18 avril 1802], sera promulgué comme une loi de la République.

TRAITÉ définitif de paix entre la République française, sa majesté le roi d'Espagne et des Indes, et la République batave, d'une part; et sa majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'autre part.

LE PREMIER CONSUL de la République française, au nom du PEUPLE FRANÇAIS, et SA MAJESTÉ LE ROI du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du desir de faire

cesser les calamités de la guerre, ont posé les fondemens de la paix, par les *articles préliminaires* signés à Londres le neuf vendémiaire an dix (premier octobre 1801).

Et comme par l'article quinze desdits préliminaires, il a été convenu : « qu'il serait nommé, de part et d'autre, des plénipotentiaires qui se rendraient à Amiens pour y procéder à la rédaction du traité définitif, de concert avec les alliés des puissances contractantes ; »

Le premier Consul de la République française, au nom du Peuple français, a nommé le citoyen *Joseph Bonaparte*, Conseiller d'État ;

Et Sa Majesté le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, *le marquis de Cornwalis*, chevalier de l'ordre très-illustre de la Jarretière, conseiller privé de Sa Majesté, général de ses armées, etc., etc.

Sa Majesté le Roi d'Espagne et des Indes, et le Gouvernement d'État de la République Batave, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir ; Sa Majesté catholique, Don *Joseph-Nicolas d'Azara*, son Conseiller d'Etat, chevalier grand-croix de l'ordre de Charles III, ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté près la République française, etc.

Et le gouvernement d'État de la République

Batave, *Roger-Jean Schimmel-Penninck*, son ambassadeur extraordinaire près la République Française.

Lesquels, après s'être dûment communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivans:

Art. Ier. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la République Française, Sa Majesté le Roi d'Espagne, ses héritiers et successeurs, et la République Batave, d'une part; et Sa Majesté le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ses héritiers et successeurs, d'autre part.

Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir une parfaite harmonie entre elles et leurs États, sans permettre que de part ni d'autre on commette aucune sorte d'hostilités par terre ou par mer, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être.

Elles éviteront soigneusement tout ce qui pourrait altérer, à l'avenir, l'union heureusement rétablie, et ne donneront aucun secours ni protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à aucune d'elles.

II. Tous les prisonniers faits de part et d'autre, tant par terre que par mer, et les otages enlevés ou donnés pendant la guerre et jusqu'à ce jour, seront restitués sans rançon, dans six semaines au plus tard à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, et en payant les dettes qu'ils auraient contractées pendant leur captivité.

Chaque partie contractante soldera respectivement les avances qui auraient été faites par aucune des parties contractantes pour la subsistance et l'entretien des prisonniers, dans le pays où ils ont été détenus. Il sera nommé de concert, pour cet effet, une commission spécialement chargée de constater et de régler la compensation qui pourra être due à l'une ou à l'autre des Puissances contractantes. On fixera, également de concert, l'époque et le lieu où se rassembleront les commissaires qui seront chargés de l'exécution de cet article, et qui porteront en compte, non-seulement les dépenses faites par les prisonniers des nations respectives, mais aussi pour les troupes étrangères qui, avant d'être prises, étaient à la solde et la disposition de l'une des parties contractantes.

III. Sa Majesté Britannique restitue à la République française et à ses alliés; savoir, à Sa Majesté Catholique et à la République Batave, toutes

les possessions et colonies qui leur appartenaient respectivement, et qui ont été occupées ou conquises par les forces britanniques dans le cours de la guerre, à l'exception de l'île de la Trinité et des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan.

IV. Sa Majesté Catholique cède et garantit, en toute propriété et souveraineté, à sa Majesté Britannique, l'île de la Trinité.

V. La République Batave cède et garantit, en toute propriété et souveraineté, à sa Majesté Britannique, toutes les possessions et établissemens dans l'île de Ceylan, qui appartenaient avant la guerre à la République des Provinces-Unies, ou à sa Compagnie des Indes Orientales.

VI. Le cap de Bonne-Espérance reste à la République batave en toute souveraineté, comme cela avait lieu avant la guerre.

Les bâtimens de toute espèce, appartenans aux autres parties contractantes, auront la faculté d'y relâcher et d'y acheter les approvisionnemens nécessaires, comme auparavant, sans payer d'autres droits que ceux auxquels la République Batave assujétit les bâtimens de sa nation.

VII. Les territoires et possessions de Sa Majesté Très-Fidèle sont maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre: cependant les

limites des Guianes française et portugaise sont fixées à la rivière d'Arawari, qui se jette dans l'Océan, au-dessus du Cap-Nord, près de l'île Neuve et de l'île de la Péniteiicie, environ à un degré un tiers de latitude septentrionale. Ces limites suivront la rivière d'Arawari, depuis son embouchure la plus éloignée du Cap-Nord jusqu'à sa source; et ensuite une ligne droite tirée de cette source jusqu'au Rio-Branco, vers l'Ouest.

En conséquence, la rive septentrionale de la rivière d'Arawari, depuis sa dernière embouchure jusqu'à sa source, et les terres qui se trouvent au Nord de la ligne des limites fixées ci-dessus, appartiendront en toute souveraineté à la République française.

La rive méridionale de ladite rivière, à partir de la même embouchure, et toutes les terres au sud de ladite ligne des limites, appartiendront à Sa Majesté Très-Fidèle.

La navigation de la rivière d'Arawari, dans tou so n cours, sera commune aux deux nations.

Les arrangemens qui ont eu lieu entre les cours de Madrid et de Lisbonne pour la rectification de leurs frontières en Europe, seront toutefois exécutés suivant les stipulations du traité de Badajoz.

VIII. Les territoires, possessions et droits de la Sublime Porte, sont maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre.

IX. La République des Sept-Iles est reconnue.

X. Les îles de Malte, de Gozo et Comino, seront rendues à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, pour être par lui tenues aux mêmes conditions auxquelles il les possédait avant la guerre, et sous les stipulations suivantes:

1°. Les chevaliers de l'ordre dont les langues continueront à subsister après l'échange des ratifications du présent traité, sont invités à retourner à Malte aussitôt que l'échange aura eu lieu : ils y formeront un chapitre général, et procèderont à l'élection d'un grand-maître choisi parmi les natifs des nations qui conservent des langues, à moins qu'elle n'ait été déjà faite depuis l'échange des ratifications des préliminaires.

Il est entendu qu'une élection faite depuis cette époque sera seule considérée comme valable, à l'exclusion de toute autre qui aurait eu lieu dans aucun temps antérieur à ladite époque.

2°. Les gouvernemens de la République française et de la Grande-Bretagne, desirant mettre l'ordre et l'île de Malte dans un état d'indépendance entière à leur égard, conviennent qu'il

n'y aura désormais ni langue française ni anglaise, et que nul individu appartenant à l'une ou à l'autre de ces puissances ne pourra être admis dans l'ordre.

5°. Il sera établi une langue maltaise, qui sera entretenue par les revenus territoriaux et les droits commerciaux de l'île. Cette langue aura des dignités qui lui seront propres, des traitemens et une auberge. Les preuves de noblesse ne seront pas nécessaires pour l'admission des chevaliers de ladite langue : ils seront d'ailleurs admissibles à toutes les charges, et jouiront de tous les privilèges, comme les chevaliers des autres langues. Les emplois municipaux, administratifs, civils, judiciaires, et autres dépendans du gouvernement de l'île, seront occupés, au moins pour moitié, par des habitans des îles de Malte, Gozo et Comino.

4°. Les forces de Sa Majesté Britannique évacueront l'île et ses dépendances dans les trois mois qui suivront l'échange des ratifications, ou plutôt si faire se peut. A cette époque, elle sera remise à l'Ordre dans l'état où elle se trouve, pourvu que le Grand-Maître, ou des commissaires, pleinement autorisés suivant les statuts de l'Ordre, soient dans ladite île, pour en prendre possession, et que la force qui doit être

fournie par Sa Majesté Sicilienne, comme il est ci-après stipulé, y soit arrivée.

5°. La moitié de la garnison, pour le moins, sera toujours composée de Maltais natifs : pour le restant, l'Ordre aura la faculté de recruter parmi les natifs des pays seuls qui continuent de posséder des langues. Les troupes maltaises auront des officiers maltais. Le commandement en chef de la garnison, ainsi que la nomination des officiers, appartiendront au grand-maître; et il ne pourra s'en démettre, même temporairement, qu'en faveur d'un chevalier, d'après l'avis du conseil de l'Ordre.

6°. L'indépendance des îles de Malte, de Gozo et de Comino, ainsi que le présent arrangement, sont mis sous la protection et la garantie de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de l'Espagne, de la Russie et de la Prusse.

7°. La neutralité permanente de l'Ordre et de l'île de Malte, avec ses dépendances, est proclamée.

8°. Les ports de Malte seront ouverts au commerce et à la navigation de toutes les nations, qui y paieront des droits égaux et modérés. Ces droits seront appliqués à l'entretien de la langue maltaise, comme il est spécifié dans le paragraphe 5, à celui des établissemens civils et mi-

litaires de l'île, ainsi qu'à celui d'un lazaret général ouvert à tous les pavillons.

9°. Les Etats Barbaresques sont exceptés des dispositions des deux paragraphes précédens, jusqu'à ce que, par le moyen d'un arrangement que procureront les parties contractantes, le système d'hostilités qui subsiste entre lesdits États Barbaresques, l'Ordre de Saint-Jean, et les Puissances possédant des langues ou concourant à leur composition, ait cessé.

10°. L'ordre sera régi, quant au spirituel et au temporel, par les mêmes statuts qui étaient en vigueur lorsque les chevaliers sont sortis de l'île, autant qu'il n'y est pas dérogé par le présent traité.

11°. Les dispositions contenues dans les paragraphes 3, 5, 7, 8 et 10, seront converties en lois et statuts perpétuels de l'Ordre, dans la forme usitée; et le grand-maître, ou, s'il n'étoit pas dans l'île au moment où elle sera remise à l'Ordre, son représentant, ainsi que ses successeurs, seront tenus de faire serment de les observer ponctuellement.

12°. Sa Majesté Sicilienne sera invitée à fournir deux mille hommes natifs de ses Etats, pour servir de garnison dans les différentes forteresses desdites îles. Cette force y restera un an, à dater

de leur restitution aux chevaliers; et si, à l'expiration de ce terme, l'Ordre n'avait pas encore levé la force suffisante, au jugement des Puissances garantes, pour servir de garnison dans l'île et ses dépendances, telle qu'elle est spécifiée dans le paragraphe 5, les troupes napolitaines y resteront jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par une autre force jugée suffisante par lesdites Puissances.

15°. Les différentes puissances désignées dans le paragraphe 6, savoir, la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Espagne, la Russie et la Prusse, seront invitées à accéder aux présentes stipulations.

XI. Les troupes françaises évacueront le royaume de Naples et l'État Romain; les forces anglaises évacueront pareillement Porto-Ferrajo, et généralement tous les ports et îles qu'elles occuperaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

XII. Les évacuations, cessions et restitutions stipulées par le présent traité, seront exécutées, pour l'Europe, dans le mois; pour le continent et les mers d'Amérique et d'Afrique, dans les trois mois; pour le continent et les mers d'Asie, dans les six mois qui suivront la ratification du

présent traité définitif, excepté dans le cas où il y est spécialement dérogé.

XIII. Dans tous les cas de restitution convenus par le présent traité, les fortifications seront rendues dans l'état où elles se trouvaient au moment de la signature des préliminaires; et tous les ouvrages qui auront été construits depuis l'occupation resteront intacts.

Il est convenu en outre que, dans tous les cas de cessions stipulées, il sera alloué aux habitans, de quelque condition ou nation qu'ils soient, un terme de trois ans, à compter de la notification du présent traité, pour disposer de leurs propriétés acquises et possédées, soit avant, soit pendant la guerre; dans lequel terme de trois ans ils pourront exercer librement leur religion et jouir de leurs propriétés. La même faculté est accordée, dans les pays restitués, à tous ceux, soit habitans ou autres, qui y auront fait des établissemens quelconques, pendant le temps où ces pays étaient possédés par la Grande-Bretagne.

Quant aux habitans des pays restitués ou cédés, il est convenu qu'aucun d'eux ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, à cause de sa conduite ou opinion politique,

ou de son attachement à aucune des parties contractantes, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour des dettes contractées envers des individus, ou pour des actes postérieurs au présent traité.

XIV. Tous les sequestres mis, de part et d'autre, sur les fonds, revenus et créances, de quelqu'espèce qu'ils soient, appartenant à l'une des Puissances contractantes, ou à ses citoyens ou sujets, seront levés immédiatement après la signature de ce traité définitif.

La décision de toutes réclamations entre les individus des nations respectives, pour dettes, propriétés, effets ou droits quelconques, qui, conformément aux usages reçus et au droit des gens, doivent être reproduites à l'époque de la paix, sera renvoyée devant les tribunaux compétens; et dans ces cas, il sera rendu une prompte et entière justice dans les pays où les réclamations seront faites respectivement.

XV. Les pêcheries sur les côtes de Terre-Neuve, des îles adjacentes, et dans le golphe de Saint-Laurent, sont remises sur le même pied où elles étaient avant la guerre.

Les pêcheurs français de Terre-Neuve, et les habitans des îles Saint-Pierre et Miquelon, pourront couper les bois qui leur seront nécessaires

dans les baies de Fortune et du Désespoir pendant la première année, à compter de la notification du présent traité.

XVI. Pour prévenir tous les sujets de plaintes et de contestations qui pourraient naître à l'occasion des prises qui auraient été faites en mer, après la signature des articles préliminaires, il est réciproquement convenu que les vaisseaux et effets qui pourraient avoir été pris dans la Manche et dans les mers du Nord, après l'espace de *douze jours* à compter de l'échange des ratifications des articles préliminaires, seront, de part et d'autre, restitués; que le terme sera d'*un mois*, depuis la Manche et les mers du Nord jusqu'aux îles Canaries inclusivement, soit dans l'Océan, soit dans la Méditerranée; de *deux mois* depuis les îles Canaries jusqu'à l'équateur, et enfin de *cinq mois* dans toutes les autres parties du monde, sans aucune exception ni autre distinction plus particulière de temps et de lieu.

XVII. Les ambassadeurs, ministres et autres agens des puissances contractantes, jouiront respectivement dans les Etats desdites puissances, des mêmes rangs, privilèges, prérogatives et immunités dont jouissaient, avant la guerre, les agens de la même classe.

XVIII. La branche de la maison de Nassau,

qui étoit établie dans la ci-devant République des Provinces Unies, actuellement la République Batave, y ayant fait des pertes, tant en propriétés particulières, que par le changement de constitution adoptée dans ce pays, il lui sera procuré une compensation équivalente pour lesdites pertes.

XIX. Le présent traité définitif de paix est déclaré commun à la sublime Porte Ottomane, alliée de sa Majesté Britannique, et la sublime Porte sera invitée à transmettre son acte d'accession dans le plus court délai possible.

XX. Il est convenu que les parties contractantes, sur les réquisitions faites par elles respectivement, ou par leurs ministres et officiers dûment autorisés à cet effet, seront tenues de livrer en justice les personnes accusées des crimes de meurtre, de falsification ou banqueroute frauduleuse, commis dans la juridiction de la partie requérante, pourvu que cela ne soit fait que lorsque l'évidence du crime sera si bien constatée, que les lois du lieu où l'on découvrira la personne ainsi accusée, auroient autorisé sa détention et sa traduction devant la justice, au cas que le crime y eût été commis. Les frais de la prise-de-corps et de la traduction en justice, seront à la charge de ceux qui feront la réqui-

sition; bien entendu que cet article ne regarde en aucune manière les crimes de meurtre, de falsification, ou de banqueroute frauduleuse, commis antérieurement à la conclusion de ce traité définitif.

XXI. Les parties contractantes promettent d'observer sincèrement, et de bonne foi, tous les articles contenus au présent traité, et elles ne souffriront pas qu'il y soit fait de contravention directe ou indirecte par leurs *citoyens* ou *sujets* respectifs, et les susdites parties contractantes se garantissent généralement et réciproquement toutes les stipulations du présent traité.

XXII. Le présent traité sera ratifié par les parties contractantes, dans l'espace de trente jours, ou plutôt, si faire se peut; et les ratifications, en due forme, seront échangées à Paris.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires, avons signé de notre main, et en vertu de nos pleins pouvoirs respectifs, le présent traité définitif, et y avons fait apposer nos cachets respectifs.

Fait à Amiens, le 6 Germinal an X de la République française (le 27 Mars 1802).

Signé, Joseph Bonaparte, Cornwallis, J.-Nicolas d'Azara et Schimmelpenninck.

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires du Corps législatif. A Paris, le 30 floréal, an X de la République française. *Signé* RABAUT le jeune, *président;* THIRY, BERGIER, RIGAL, TUPINIER, *secrétaires.*

SOIT la présente loi revêtue du sceau de l'Etat, insérée au Bulletin des lois, inscrite dans les registres des autorités judiciaires et administratives, et le ministre de la justice chargé d'en surveiller la publication. A Paris, le 10 Prairial, an X de la République.

Signé BONAPARTE, *premier Consul.* Contresigné, *le secrétaire d'Etat*, HUGUES B. MARET.

Et scellé du sceau de l'État.

Vu le ministre de la justice, signé ABRIAL.

LA RÉPUBLIQUE avoit combattu (1) pour son indépendance, son indépendance est reconnue; l'aveu de toutes les Puissances consacre les droits qu'elle tenait de la nature et les limites qu'elle devait à ses victoires.

Une autre république est venue se former

(1) Extrait du message des Consuls, adressé au Corps législatif, en lui faisant présenter le *traité de paix d'Amiens.*

au milieu d'elle, s'y pénétrer de ses principes, et y reprendre à sa source l'esprit antique des Gaulois. Attachée à la France par le souvenir d'une commune origine, par des institutions communes, et sur-tout par le lien des bienfaits, LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE a pris son rang parmi les Puissances comme parmi nos alliés; elle s'y maintiendra par le courage, et s'y distinguera par les vertus.

LA BATAVIE, rendue à l'unité d'intérêts, affranchie de cette double influence qui tourmentait ses conseils et qui égarait sa politique, a repris son indépendance, et trouve dans la Nation qui l'avait conquise, la garantie la plus fidèle de son existence et de ses droits. La sagesse de son administration lui conservera sa splendeur, et l'active économie de ses citoyens lui rendra toute sa prospérité.

LA RÉPUBLIQUE HELVÉTIQUE, reconnue au-dehors, est toujours agitée au-dedans par des factions qui se disputent le pouvoir. Le Gouvernement, fidèle aux principes, n'a dû exercer sur une Nation indépendante d'autre influence que celle des conseils: ses conseils jusqu'ici ont été impuissans; il espère encore que la voix de la sagesse et de la modération sera écoutée, et que les Puisances, voisines de l'Helvétie, ne

seront pas forcées d'intervenir pour étouffer des troubles dont la continuation menaceroit leur propre tranquillité.

La République devoit à ses engagemens et à la fidélité de l'Espagne de faire tous ses efforts pour lui conserver l'intégrité de son territoire. Ce devoir elle l'a rempli, dans tout le cours des négociations, avec toute l'énergie que lui permettoient les circonstances. Le roi d'Espagne a reconnu la loyauté de ses alliés, et sa générosité a fait à la paix le sacrifice qu'ils s'étaient efforcés de lui épargner. Il acquiert par-là de nouveaux droits à l'attachement de la France, et un titre sacré à la reconnaissance de l'Europe. Déja le retour du commerce console ses Etats des calamités de la guerre, et bientôt un esprit vivifiant portera dans ses vastes possessions une nouvelle activité et une nouvelle industrie.

Rome, Naples, l'Étrurie, sont rendus au repos et aux arts de la paix.

Lucques, sous une constitution qui a réuni les esprits et étouffé les haines, a retrouvé le calme et l'indépendance.

La Ligurie a posé, dans le silence des partis, les principes de son organisation; et Gênes voit rentrer dans son port le commerce et les richesses.

La République des sept îles est encore,

nos intrépides éclaireurs poursuivent, et qu'ils auront bientôt atteints et détruits. *

La paix est connue à L'Île de France et dans L'Inde; les premiers soins du Gouvernement y ont déja reporté l'amour de la République, la confiance en ses lois, et toutes les espérances de la prospérité.

Bien des années s'écouleront désormais pour nous sans victoires, sans triomphes, sans ces négociations éclatantes qui font les destinées des États; mais d'autres succès doivent marquer l'existence des nations, et sur-tout l'existence de la République: par-tout l'industrie s'éveille, par-tout le commerce et les arts tendent à s'unir pour effacer les malheurs de la guerre; des travaux de tous les genres appellent la pensée du Gouvernement.

Le Gouvernement remplira cette nouvelle tâche aussi long-temps qu'il sera investi de l'opinion du peuple français: les années qui vont s'écouler, seront, il est vrai, moins célèbres; mais le bonheur de la France s'accroîtra de chances de gloire qu'elle aura dédaignées.

* *Toussaint Louverture*, chef des Rebelles, a, depuis, rendu les armes; toute la Colonie est soumise; les lois ont repris leur empire et l'ordre, rétabli pour toujours, est le garant de sa prospérité. (*Note de l'Éditeur.*)

CONCLUSION.

L'Angleterre, pendant le cours de la guerre qui vient de finir, a acquis dans l'Inde un royaume riche et puissant, qui, réuni à son ancien territoire, forme le tiers du continent indien. La paix d'Amiens lui assure la possession des établissemens hollandais de Ceylan, et de l'île de la Trinité. Ainsi, un théâtre plus grand s'est ouvert aux entreprises de son industrie; bientôt de nouvelles combinaisons vont lier ensemble, d'une manière plus intime, toutes les parties de la puissance commerciale et de la puissance politique de la Grande-Bretagne.

Tandis qu'elle enverra ses vaisseaux r'ouvrir ses anciens marchés, chercher partout des marchés nouveaux, la France, riche d'elle-même, ranimera, multipliera sur son vaste et fertile territoire tous les élémens de sa prospérité; elle rétablira ses routes, en construira de nouvelles, creusera des canaux, aggrandira sa navigation et sa marine, étendra son commerce par

son agriculture, excitera l'action de toutes les industries, donnera plus de stabilité à ses institutions civiles et politiques, et assurera, sur leurs véritables bases, la richesse, la puissance et la liberté de la nation.

Ainsi, la France et l'Angleterre, placées chacune dans une situation différente, et développant dans cette situation tous les moyens d'activité qui lui sont propres; marcheront ensemble vers un but commun, leur bonheur mutuel et le maintien de la paix du monde.

Éclairées enfin par une trop longue et trop funeste expérience, elles sauront que ce n'est plus ni la jalousie mercantile qu'elles doivent choisir pour conseil, ni les préventions nationales qu'elles doivent prendre pour règle de leurs rapports de commerce et de politique. Elles sauront que leur véritable intérêt est dans l'accroissement réciproque de leur agriculture, de leur commerce et de leur industrie, pour que tous leurs moyens d'échange deviennent plus nombreux, que tous les produits

du territoire et de l'art acquièrent une plus grande valeur dans un marché plus étendu, plus rapproché, et dont les retours sont plus prompts; pour que des modèles nouveaux de perfection dans l'immense domaine des arts, des lettres et des sciences, soient constamment offerts à leur commune activité; enfin, pour que la richesse de l'une devienne le gage permanent de la richesse de l'autre. Elles sauront que cette politique libérale est aujourd'hui le résultat nécessaire de la force des choses, du progrès des lumières, de l'état des sociétés; et elles diront, avec cet illustre pair d'Angleterre, dont la mort prématurée a été une calamité publique : *Donnons un autre but à la rivalité nationale; faisons fleurir ensemble, au sein de la paix, l'agriculture, les manufactures et le commerce.*

Que ce dernier vœu d'une ame généreuse, d'un véritable ami de son pays, devienne enfin le vœu des deux nations! que l'émulation des bonnes lois, de la liberté, de tous les efforts de la raison humaine pour le perfectionnement de la société, vienne

enfin remplacer, dans le siècle qui commence, cette sanglante rivalité qui pendant huit siècles, et pendant quarante années du siècle dernier, a désolé les deux Empires pour de vaines prétentions de territoire, de trône et de commerce exclusif! Oui, c'est à ce noble concours de toutes les lumières, de tous les arts, de toutes les vertus des deux nations, que sont maintenant attachées leurs nouvelles destinées et toutes les espérances du genre humain.

(Gallois, *discours cité* page 505).

Fin de la IIe. et dernière Partie.

Le Gouvernement Sarde, au lieu de les réprimer, soudoye les principaux d'entr'eux. — Sa conduite est d'accord avec celle de la cour de Naples (V. NAPLES). — Sa violation manifeste du traité dans tous les points, ses actes homicides et ses dispositions hostiles forcent de lui déclarer de nouveau la guerre : message du Directoire au Corps législatif, expositif de ces griefs, le 16 frimaire an VII (6 décembre 1798), 38 — 43. — Dix jours après, le Directoire annonce la réduction de Turin et de tout le Piémont au pouvoir des armées françaises commandées par *Joubert*; la retraite du Roi en Sardaigne, après avoir signé sa renonciation au Piémont, 44

WURTEMBERG.

NOTICE STATISTIQUE. — Limites. — Étendue territoriale. — Population. — État militaire. — Revenus. — Dette publique. — Forme de Gouvernement. — Religion. — Agriculture. — Commerce. — Monnaies, 45 — 49

ÉTAT POLITIQUE. — Le duc participe momentanément à la coalition. — Suspension d'armes conclue avec lui le 29 messidor an IV (18 juillet 1796). — Traité de paix le 20 thermidor suivant (8 août), 50. — Renonce à fournir à aucune puissance ennemie de la République française, contingent ou secours quelconque, *en fût-il même requis comme membre de l'Empire*, 52. — Cède à la France ses droits sur Montbelliard et sur toutes ses possessions de la rive gauche du Rhin, 53. — S'engage à ne souffrir ni émigrés français, ni déportés dans ses

Etats, *ibid.* — Liberté de *transit* et d'entrepôt, en exemption de tous droits, dans l'intérieur du duché, jusqu'au traité de commerce qui sera conclu entre les deux puissances, 54

Observation, 60

MARGRAVIAT DE BADEN.

NOTICE STATISTIQUE. — Position géographique. — Population. — État militaire. — Revenus. — Forme de Gouvernement. — Religion. — Agriculture. — Commerce, 61—62

ÉTAT POLITIQUE. — Le margrave, à l'exemple des autres princes de l'Empire, s'engage dans la coalition, et bientôt est, comme eux, forcé de s'en séparer, 63. — Traité de paix entre lui et la République française, le 14 fructidor an IV (31 août 1796), par lequel il y renonce. — Cède, comme le précédent, tout ce qu'il possédait, ou prétendait avoir droit de posséder sur la rive gauche du Rhin. — Cession, en outre, de *Kutzenhausen*, en Alsace, ainsi que de ses droits sur les îles du Rhin et sur tout son cours. — Stipulations relatives à la navigation sur ce fleuve, de la part des puissances contractantes respectivement, 67. — Mêmes conditions relativement aux émigrés français et au commerce, qu'à l'égard de *Wurtemberg*. — La même aussi, quant à la République batave, 63—70

Observation, 74

RÉPUBLIQUE LIGURIENNE,

(CI-DEVANT GÊNES).

NOTICE STATISTIQUE. — Position géographique. — Population. — Forces de terre et de mer. — Revenus. — Dette publique. — Forme de Gouvernement. — Religion. — Commerce. — Monnaies, 75—80

ÉTAT POLITIQUE. — Causes qui durent faire suspecter au Gouvernement français l'attachement de la République de Gênes aux anciens traités qui liaient les deux puissances, 81. — Cependant il est reconnu qu'elle n'a pu ni les empêcher, ni les prévenir, et qu'elles doivent être imputées au Gouvernement anglais. — En conséquence, décret de la Convention nationale du 2 nivose an II (22 déc. 1795), qui maintient l'exécution des anciens traités. — Ordonne, relativement aux créances des Génois, qu'elles seront acquittées comme celles des habitans des pays avec lesquels la France n'est point en guerre. — Proroge les délais, etc., 31—83. — En l'an V (1796) CONVENTION entre la République de Gênes et le Directoire exécutif de France. — Ses rades et ses ports seront fermés aux Anglais jusqu'à la paix. Elle prendra des mesures efficaces pour les mettre à l'abri de toute insulte. — En cas d'hostilités contre elle, la République française protégera son commerce et sa navigation : Gênes paiera *deux millions de francs*. — S'oblige d'ouvrir un crédit à la France pour deux autres millions, remboursables, sans intérêts, un an et deux ans après la paix générale, 84—87

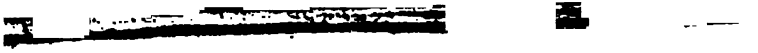
Observation, 88

QUÈ

CODIPLOMATIQUE.

S.

		Tom.	Pag.
An III.	2oscane.....	I.	126
	1se.....	I.	170
	2des Provinces Unies...	I.	263
	2 Prusse.....	I.	183
	ne.....	I.	325
	1e Hesse-Cassel.....	II.	7
An IV.	2uigne.....	II.	22
	2rtemberg-et-Teck.....	II.	51
	r. et le roi d'Espagne...	I.	332
	de Baden.....	II.	64
An V.	1de Gênes (*Ligurie*)....	II.	84
	1x-Siciles.....	II.	95
	1ne et de Plaisance.....	II.	160
	.....	I.	371
An VI.	2e Hongrie et de Bohême.	II.	316
	r. et la Rép. helvétique.	II.	213
An VIII.	2mées anglaises et russes.	II.	413
	2e de Hesse-Hombourg...	II.	228
An IX.	Unis d'Amérique.....	I.	80
	2(r. et l'Empereur.....	II.	350
	oi des Deux-Siciles.....	II.	149
	2(VII.....	I.	412
	avière.....	II.	388
An X.	e de Port. et des Algarves	II.	458
	e roi d'Angleterre.....	II.	507
	1utes les Russies.....	II.	428
	, le roi d'Espagne, la Grande-Br. et d'Irlande.	II.	515



NAPLES ou les DEUX-SICILES.

NOTICE STATISTIQUE — Position géographique. — Population. — Forces de terre et de mer. — Revenus. — Dette publique. — Forme de Gouvernement. — Religion. — Commerce. — Monnaies, 89—93

ÉTAT POLITIQUE. — Premier traité de paix du 19 vendémiaire an V (10 octobre 1796), entre la République française et le roi des Deux-Siciles (1). — Le roi promet d'observer la plus exacte neutralité vis-à-vis de toutes les puissances belligérantes; — d'interdire l'accès dans ses ports à tous vaisseaux armés en guerre au-delà de quatre; — d'accorder toute sûreté dans ces mêmes ports aux vaisseaux marchands français en nombre illimité; — de faire remettre en liberté tout citoyen français détenu dans ses États pour cause d'opinion politique; — d'entretenir les relations commerciales et consulaires comme avant la guerre, jusqu'à la confection du traité de commerce que les deux puissances se réservent de conclure, 94—99. — En l'an VII (1799) cette paix est rompue par le Gouvernement napolitain. — Le 3 frimaire (24 novembre) le général *Mack* fait attaquer à l'improviste les avant-postes français, 112. — Le général *Championet*, commandant les troupes de la République, réclame, à cette occasion, une explication franche et loyale. — Le général *Mack* demande que les troupes françaises évacuent l'État romain, *révolutionné et usurpé depuis la paix de* CAMPO-FORMIO; déclare, en outre, qu'il

(1) Par rapport aux évènemens qui ont précédé, *voyez* l'article AUTRICHE, *armée d'Italie*.

regardera l'entrée des troupes françaises sur le territoire toscan, comme *acte d'hostilité*, 113—115. Le directoire exécutif expose dans un message au Corps législatif les griefs qui le déterminent, dans ces circonstances, à proposer la guerre : la guerre est déclarée (decembre 1799), 116—127. — Expéditions militaires qui ont suivi, 128—132—Traité de paix (28 mars 1801) qui les a terminées; ses motifs, 132—137. — Examen et discussion des articles principaux, 138—148.—Texte du traité, 149—152

Observations, 153

DUCHÉ DE PARME ET DE PLAISANCE.

NOTICE STATISTIQUE. — Position géographique. — Population. — État militaire. — Revenus. Forme de Gouvernement. — Religion, 158

ÉTAT POLITIQUE. — Armistice (1) conclu le 20 floréal an IV (13 mai 1796), 159. — Traité de paix du 15 brumaire an V (5 novembre 1796).—Libre passage des troupes françaises dans les États de Parme. — Il sera interdit aux émigrés et déportés d'y séjourner. — Conventions commerciales stipulées, relativement, sur-tout, aux produits industriels des États respectifs, 160—167

Observation, 184

(1) Voyez à l'égard des évènemens militaires qui ont précédé, l'article Autriche, *armée d'Italie.*

HELVETIE.

NOTICE STATISTIQUE. — Description géographique. — Population. — Forces militaires. — Revenus et dette publics.—Forme de Gouvernement. — Religion.— Commerce.— Monnaies, 185—192

ÉTAT POLITIQUE. — L'ancienne harmonie qui subsistait entre la France et la Suisse est troublée par les suites de l'évènement du DIX AOUT (1792).—Les cantons de Berne et d'Uri réclament contre les entreprises des troupes françaises. — Motifs du rejet que fait la Convention nationale de cette réclamation, 193. — Adresse aux treize Cantons, tendante à les soustraire aux insinuations des ennemis communs, 195. — Les soins de l'ambassadeur français font prendre aux affaires une tournure pacifique, *ibid.* — Cet État se maintient jusqu'au commencement de l'an VI (1798). — Causes qui déterminent, à cette époque, les mesures hostiles du Gouvernement français à l'égard des cantons de Berne et de Fribourg, déclarés aggresseurs, 196—204. L'armée française en Helvétie, sa marche et ses succès rapides, 205—212. — Traité conclu entre les deux Républiques le 4 fructidor (19 août) de la même année : paix et alliance : alliance, dont l'effet est que chacune peut, en cas de guerre, requérir la coopération de son alliée, contre la puissance belligérante qu'elle désigne, 214. — Indépendance de la République helvétique et unité de son Gouvernement, garanties par la France, 215. — Les frontières respectives auront pour bases, quant au territoire français, *Porentruys* et *Bâle*, déclarés, sous ce rapport, en faire partie, 216. — Con-

ventions commerciales, relativement aux sels de la Meurthe, du Jura et du Mont-Blanc, affectés à la République helvétique, moyennant certains prix; 217.— Articles concernant les personnes et les actions personnelles entre les individus des États respectifs, 218—220. — Base fondamentale du traité de commerce que les deux puissances se réservent de conclure: *la plus complette réciprocité d'avantages*, 221

Observations, 225

HESSE-HOMBOURG.

NOTICE STATISTIQUE. — Position géographique. — Population. — Commerce, 227

ÉTAT POLITIQUE. — Fixé par la convention entre la République française et le Landgrave, du 28 fructidor an VIII (14 septembre 1801), 228 — 231

AUTRICHE.

NOTICE STATISTIQUE. — Position géographique. — Étendue territoriale. — Fleuves et rivières. — Montagnes. — Population. — Forces de terre et de mer. — Revenus. — Dette publique. — Forme de Gouvernement. — Religion. — Productions naturelles du pays. — Commerce, 232 — 246

ÉTAT POLITIQUE. — Exposé des griefs qui déterminent le Gouvernement français à déclarer la guerre au *roi de Hongrie et de Bohême*, 246 — 263. — La guerre est déclarée dans les formes constitutionnelles (avril

1792), 267. — Évènemens militaires : — Campagne de l'an II a l'an III, Armée du Rhin, 269 — 271. — *Id.* Armée de la Moselle, 271 — 274. — Armée de Sambre et Meuse, 274 — 280. — Armée des Ardennes, 280 — 282. — Campagne de l'an III a l'an IV, armée de Sambre et Meuse, 282 — 285. — Campagne de l'an IV a l'an V, armée d'Italie, 285. — Journée de Lodi, 287. — Armistice, 289. — Bataille de *S. George*, 291. — Mantoue capitule, 293. — Armée de Sambre et Meuse, 294 — 298. — Armée de Rhin et Moselle, 298 — 303. — Reprise des opérations de l'armée d'Italie, 303. — Bataille d'Arcole, 310. — Suite d'exploits militaires et de succès non interrompus, 311 — 313. — Ouvertures de paix, 313. — Signature des préliminaires à *Leoben*, 315. — Traité de *Campo-Formio*, (17 octobre 1797 — 26 vendémiaire an VI), 316. — Renonciation de la part de l'Empereur, aux *Pays-Bas autrichiens*, en faveur de la République française, 319. — aux îles de Corfou, Zante, etc. et en général à tous les établissemens ci-devant vénitiens en Albanie, situés plus bas que le golfe de *Lodrino*, 320; — aux pays qui font partie de la République cisalpine, qui les possèdera en toute *souveraineté*, 321. — La reconnaît comme *Puissance indépendante*, ibid. — Circonscription de ce nouvel État; pays qu'il embrasse, 321 et 322. — Pays cédés à l'Empereur, en Italie, 320 et 321. — Les relations commerciales rétablies comme avant la guerre entre la République française et l'Empire, en attendant le traité de commerce à faire entre les deux Puissances, 324. — Le *Brisgaw*, cédé par l'Empereur au duc de *Modène*, en indemnité de ce qu'il cesse de posséder en Italie,

325. — Disposition particulière pour ceux de l'archiduc *Charles*, de l'archiduchesse *Christine* et de l'archiduc *Ferdinand*, 325. — *Il sera tenu un* CONGRÈS *à Rastadt* pour la pacification entre la France et l'Empire; les plénipotentiaires de ces deux Puissances y seront seuls admis, *ibid.* — Le présent traité commun avec la République batave, 326. — Ouverture du congrès le 19 frimaire an VI (9 décembre 1797). — LE NEUF FLORÉAL AN VII devient, en rompant toute négociation de la part de l'Empereur, le signal de nouvelles hostilités, 337. — Bataille de *Stockach*, glorieuse pour les armées françaises, funeste aux autrichiens, *ibid.* — L'armée russe se réunit, près de Vérone, à l'armée autrichienne, *ibid.* (V. RUSSIE). — Revers qu'éprouve l'armée française en Italie, 338. — Gênes évacué, 340. — Succès de L'ARMÉE DE RÉSERVE, 341 — 343. — Bataille de MARENGO détails de cette journée; mort de DESAIX, 343 — 347. — Armistice conclu, après la bataille, entre les deux armées; — ligne de démarcation établie entr'elles, 348. — Sur le Rhin, prolongation de l'armistice, sa rupture, reprise des hostilités (frimaire an IX — novembre 1800). Bataille de HOHENLLINDEN; l'Empereur demande la paix; traité définitif signé à *Lunéville* le 20 pluviose an IX (9 février 1801), 350 — 351. (N. B. *Ce traité est, quant aux articles essentiels, le renouvellement de celui de* CAMPO-FORMIO : *S. M. Impériale y stipule, pour elle et ses successeurs, tant en son nom* qu'au nom de l'Empire Germanique). — Comparaison des forces matérielles de l'armée française en Italie, avec celles, beaucoup plus considérables, des ennemis coalisés, 349. — Mot de *Bonaparte* à ce sujet, *ibid.*

RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

(CI-DEVANT DITE CISALPINE).

NOTICE STATISTIQUE. — Pays dont son territoire est composé. — Son étendue. — Sa population. — Religion qu'on y professe. — Forme de son Gouvernement, 363 365

ÉTAT POLITIQUE. — Formé de six nations différentes, 371. — Son organisation définitive ne pouvait naître qu'au sein de la paix. — CONSULTA extraordinaire de 450 de ses membres, réunis à Lyon pour y procéder (nivose an X, — janvier 1802). — Le PREMIER CONSUL de la République française s'y rend, 366—375. — Vœu du *comité des Trente*, pour que le général BONAPARTE, en retenant la magistrature suprême de cette nouvelle République, accepte d'être la *grande pensée de son Gouvernement*, 374. — Discours du PREMIER CONSUL à ce sujet, 376. — Adhère au vœu du comité, 377. — Le titre de *République italienne* substitué par acclamation à celui de *République cisalpine*, 378

BAVIÈRE.

NOTICE STATISTIQUE. — Position géographique — Étendue territoriale. — Population. — Forces. — Forme de Gouvernement. — Religion. — Commerce. — Monnaies, 379 — 383

ÉTAT POLITIQUE. — L'Électeur fournit à la coalition un contingent considérable, 383. — Partage les

succès et les revers des Puissances coalisées (V. Autriche). — Armistice conclu avec lui (7 sept. 1796). — Trois jours après, les hostilités recommencent. — Il se ligue de nouveau, après l'éclatante rupture du congrès de *Rastadt*. — Ses États sont envahis. Le traité qui les lui fait recouvrer est un des monumens de la modération dont le Gouvernement français a fait tant de preuves, 384. — Adhère, en ce qui concerne la cession de ses États sur la *rive gauche du Rhin*, au traité de Lunéville, 390. — La République française lui garantit ses possessions *à sa droite*, *ibid.* — Articles relatifs à l'acquit des dettes hypothéquées sur le sol des pays de la rive gauche, 392. — Main-levée respective de tous séquestres, 393

Observations, 395

RUSSIE.

NOTICE STATISTIQUE. — Position géographique. — Étendue territoriale. — Population. — Forces de terre et de mer. — Revenus. — Dépense. — Dette publique. — Forme de Gouvernement. — Religion. — Commerce. — Monnaies, 396 — 406

ÉTAT POLITIQUE. — Catherine meurt (9 nov. 1796). — Paul, son fils, lui succède. — Les troupes russes entrent en marche. — *Suwarow* les commande. — Elles se réunissent le 24 germinal an VII (13 avril 1799) à l'armée autrichienne auprès de Véronne, 407. — (V. Autriche). — *Korsakow* passe en Suisse avec un corps auxiliaire, *ibid.* — *Suwarow* passe le mont Saint-

Gothard le 1er. vendémiaire an VIII (23 sept. 1799). — Le 20, il est complettement battu, 409. — Fait sa retraite, *ibid.* — Exploits de l'armée française en Batavie à la même époque, 410 — 412. — Bataille de *Castricum*. — Le duc d'Yorck demande une suspension d'armes; l'armée *anglo-russe* s'embarque; convention d'Alkmaar 9 frimaire an VIII (18 octobre 1799), 413. — L'armée combinée anglaise et russe s'oblige à évacuer le territoire dans le délai qui lui est prescrit. — Huit mille prisonniers français et bataves, détenus en Angleterre, sont renvoyés libres et *sans condition* dans leur patrie, 414 — 416. — Le cartel pour l'échange doit être au surplus exécuté, 416. — La générosité du Gouvernement français éclate en faveur de 8000 prisonniers russes renvoyés sans échange et sans rançon, 417 et 418. — Traité de paix entre la République française et l'empereur de toutes les Russies, 16 vendémiaire an X (11 octobre 1801), 428. — Le mot *sujets* appliqué indistinctement par l'article III aux personnes soumises aux Gouvernemens respectifs, 429. — Explication donnée, à cette occasion, de la part du Gouvernement français au Corps législatif, 432 — 438. — *Sujets*, distingués de *citoyens*, art. XIII des préliminaires de Londres, 511

PORTUGAL.

NOTICE STATISTIQUE. — Position géographique. — Étendue territoriale. — Population. — Forces de terre et de mer. — Revenus et dette. — Forme de Gouvernement. — Religion. — Commerce. — Monnaies, 439 — 443

ANGLETERRE.

NOTICE STATISTIQUE. — Position géographique. — Étendue territoriale. — Population. — Forces de terre, 469. — Forces de mer, 470. — Tableau progressif de sa marine, depuis 1604 jusqu'en 1777, 471. — Revenus et dépenses publics, 472. — Dette publique, 474. — Forme de Gouvernement, 476. — Religion, *ibid.* — Commerce, 477. — Monnaies, 478

ÉTAT POLITIQUE. — La France voulait la paix avec l'Angleterre, même après la guerre déclarée à l'Empereur : son plénipotentiaire manifeste au Gouvernement britannique, dès le mois de mars 1792, ses intentions formelles à cet égard, 479. — Réponse évasive du ministre anglais à ces ouvertures franches et amicales, 480. — Proclamation du roi d'Angleterre tendante à faire, sous des prétextes vagues, suspecter ces intentions, 482. — Note du plénipotentiaire français transmise au ministre d'Angleterre, à cette occasion, *ibid.* — Ce dernier refuse de la reconnaître pour officielle, 483. — Note itérative, 484. — Troisième note du même plénipotentiaire au lord *Grenville*, au nom, comme toutes les précédentes, du roi des Français à S. M. Britannique, 485. — Demeure sans réponse, 486. — Les vues hostiles que ces procédés couvraient à peine, éclatent au DIX AOUT; l'ambassadeur d'Angleterre près du Gouvernement français, est rappelé, 487. — Le *Conseil exécutif provisoire* réclame du Gouvernement britannique la neutralité à laquelle celui-ci, par les lettres même de rappel, déclare qu'il demeure attaché, 488. — Plusieurs mois écoulés, le plénipoten-

tiaire français, toujours résidant à Londres, est, le 25 novembre 1792, invité par lord *Grenville* à une conférence particulière, 489. — Négocier *avec*, mais *sans* le Gouvernement nouveau établi en France, était le but apparent du ministre anglais, 490. — Comment le plénipotentiaire français répond à ces détours insidieux, *ibid.* — Intermédiaire que le ministre cherche à se procurer, pour arriver d'une autre manière à son but, 491. — Inutilité de cette seconde tentative, 492. — Le ministère français présente à la Convention nationale, le 20 décembre 1792, le résumé de toutes ces communications, et des prétendus griefs allégués de la part du Gouvernement anglais, 494. — Le plénipotentiaire français n'en reçoit pas moins, au mois de janvier 1793, de nouvelles lettres de créance. — Son caractère est méconnu; un nouveau BILL *contre les étrangers* lui est rendu applicable : la guerre est ainsi déclarée par le fait à la France, 495 — 497. — DÉCRET de la Convention nationale, qui la déclare formellement à l'Angleterre, 498. — Récapitulation des actes manifestement hostiles reprochés au Gouvernement anglais, principalement à partir du DIX AOUT 1792; *voir* le CONSIDÉRANT du décret, 499 — 503. — Reproches fondés faits en même-tems à la conduite du *Stathouder*, secrètement coalisé avec les ennemis de la France, 502. — La guerre déclarée en conséquence, par le même décret, au STATOUDER DES PROVINCES-UNIES, 503. — Renvoi, pour les évènemens de cette guerre, aux articles qui concernent l'*Autriche*, la *Hollande*, la *Sardaigne*, la *Russie*, etc., 504. — ARTICLES PRELIMINAIRES *de la* PAIX GÉNÉRALE (1er. octobre 1801), 507. — Sont au

nombre de XV, les bases du traité définitif, 509—514. — Traité de paix définitif (*Amiens*, 6 germinal an X, — 27 mars 1802) entre la France, l'Espagne, la Batavie et l'Angleterre, en vingt-deux articles, 514. — Traitement à l'égard des prisonniers respectifs, 518. — Restitutions à la République française et à ses alliés de toutes leurs possessions coloniales, excepté la *Trinité*, 519. — La *Trinité* garantie par l'Espagne à l'Angleterre, *ibid.* — Pareille garantie à l'égard de l'île de *Ceylan*, de la part de la République batave, *ibid.* — La République batave recouvre le cap de *Bonne-Espérance*, pour le posséder comme avant la guerre, *ibid.* — Limites des Guyanes française et portugaise, 520. — Les possessions de la Sublime Porte maintenues dans leur intégrité comme avant la guerre, 521. — La République des *Sept-Iles* reconnue, *ibid.* — *Malte* restitué à l'ordre de St.-Jean-de-Jérusalem, aux conditions stipulées, 523 — 525. — *Naples* et l'*État Romain* restitués à leur premier État, 525. — Rétablissement des pêcheries de Terre-Neuve et autres îles, comme avant la guerre, 527. — Réglement pour les prises faites dans les différens parages, depuis la signature des *préliminaires*, 528. — Le traité déclaré commun avec la Sublime Porte, invitée à transmettre son acte d'accession, 529. — Garantie réciproque entre les Puissances contractantes de toutes les stipulations qu'il contient, 530. — Résultats de la paix générale, pour la France et pour l'Angleterre, ainsi que pour toute l'Europe, ... 531 — 535

Conclusion, 536 — 539

Fin de la Table des Matières.

TABLE ALPHABÉTIQUE

Des Puissances qui ont conclu avec la République française les traités contenus dans ce Recueil.

	Tom.	Pag.
Amérique	I.	1
Angleterre	II.	465
Autriche	II.	232
Baden	II.	61
Bavière	II.	379
Espagne	I.	286
État-Romain	I.	362
Étrurie (Toscane)	I.	111
Helvétie (Suisse)	II.	185
Hesse-Cassel	II.	1
Hesse-Hombourg	II.	227
Hollande (Batavie)	I.	215
Italie	II.	363
Ligurie (Gênes)	II.	75
Naples	II.	89
Parme	II.	158
Portugal	II.	439
Prusse	I.	145
Russie	II.	396
Sardaigne	II.	15
Suède	I.	191
Wurtemberg	II.	45

ERRATA.

TOME Ier.

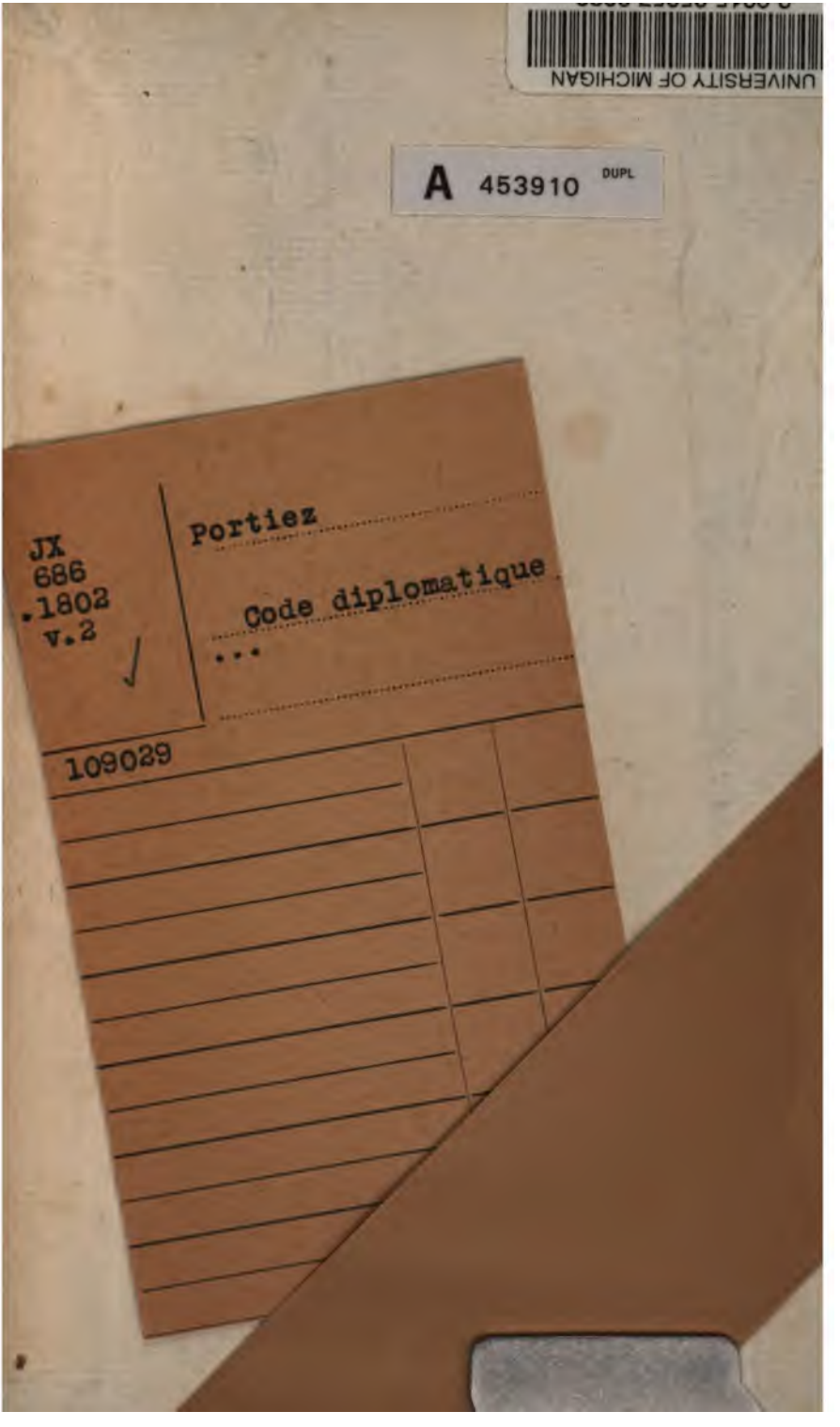
Au revers du frontispice de la liste des articles annoncés pour la IIe. *partie*, effacez GÊNES.

TOME II.

Page 269, ligne 17, *elles ne laissaient pas que d'avoir*, lisez : *elles ne laissaient pas d'avoir.*

Page 309, ligne 15 : *le 29, bataille de S. Georges.* Supprimez l'article; il se trouve mot pour mot page 291.

Page 481, ligne 23, *sur ce que par la proclamation*, lisez : *sur ce qui, porte la proclamation.*


UNIVERSITY OF MICHIGAN
A 453910 DUPL
JX
686
.1802
v.2
Portiez
Code diplomatique
...
109029

453901

APONTAMENTOS

PARA

O DIREITO INTERNACIONAL

Brazil. Treaties, etc.

APONTAMENTOS

PARA

O DIREITO INTERNACIONAL

OU

COLLECÇÃO COMPLETA DOS TRATADOS

CELEBRADOS PELO BRASIL

COM DIFFERENTES NAÇÕES ESTRANGEIRAS

Acompanhada de uma noticia historica, e documentada sobre as Convenções mais importantes

POR

Antonio Pereira Pinto

Director do Archivo Publico do Imperio, e antigo Membro do Instituto Historico, e Geographico Brasileiro

TOMO I

RIO DE JANEIRO

F. L. PINTO & C.ª — LIVREIROS-EDITORES
87 Rua do Ouvidor 87

1864

TYPOGRAPHIA DE PINHEIRO & C., RUA 7 DE SETEMBRO, 165

AO

INSTITUTO HISTORICO

E

GEOGRAPHICO BRASILEIRO

dedica

O seu mais humilde Membro

Antonio Pereira Pinto

Pol. Sci
Leite
7-20-27
15351
4 vols.

AOS LEITORES

Como a alguem talvez se affigure que no Archivo Publico do Imperio forão encontrados os materiaes que servirão á publicação deste livro, devemos asseverar que naquella repartição não existe autographo, ou cópia authentica de Tratado algum concluido entre o Brasil, e nações estranhas! Semelhante facto não deve causar estranheza sabendo-se que outros, e valiosissimos documentos relativos a importantes fastos de nossa historia administrativa, judiciaria, e legislativa jazem encerrados nos impenetraveis escaninhos das secretarias de estado, sem darem o menor proveito, nem a taes repartições, nem ao limitado numero de litteratos que se occupão com as cousas do paiz.

Em todos os tempos antigos, e modernos creárão-se os archivos para serem a elles recolhidos os grandes actos das nações, ou em referencia á sua legislação, ou á sua historia, e administração. Formão, pois, taes estabelecimentos um abundante manancial de preciosos manuscriptos, onde os infatigaveis cultores da sciencia

podem beber uteis lucubrações, para propagação das letras patrias. Entre nós, porém, além de condemnar-se o archivo publico a um homisio constante embrenhando-se-o nas solidões de um velho claustro (1) collocado em empinada montanha, quasi sem autonomia conhecida, accresce a reluctancia das referidas secretarias de estado em remetter para essa repartição os papeis que a ella pertencem, e que devem ser depositados em suas arcas. Resulta dahi como consequencia logica que o mencionado estabelecimento desmente os fins de sua instituição, e torna-se ha uma perfeita excrescencia administrativa, se as reclamações que temos dirigido ao governo imperial para eleva-lo á sua verdadeira posição, não forem providas de remedio. Em outras fontes, pois, deparamos com os elementos para offerecer ao publico esta mal serzida compilação.

Sem pretendermos encarecer o seu merito, é licito todavia ponderar, que achando-se esparsos os tratados que temos celebrado com differentes potencias estrangeiras, e outros ineditos, a reunião delles em um só corpo, acompanhada de succintas apreciações historicas, como o fizemos, da transcripção de documentos hoje raros, e da legislação peculiar ás convenções mais importantes, deve,sem controversia, aproveitar áquelles que intentarem escrever o direito internacional brasileiro. E assaz compensados seremos dos labores desta tarefa, se para a edifica-

(1) O convento de Santo Antonio.

ção daquelle grandioso edificio servir de pequeno seixo o nosso insignificante trabalho.

A' critica illustrada o apresentamos, e até lhe pedimos saudavel conselho; nem lhe desconhecemos as lacunas e imperfeições, pois, comquanto fossemos solicitos em pesquizar todas as fontes da materia, temos contra nós a insufficiencia intellectual, a natureza do assumpto, que, além de novo, não tem sido respigado por qualquer escriptor nacional, e finalmente a invencivel difficuldade de descobrir, e colleccionar, os materiaes que servirão de base ao presente livro.

INTRODUCÇÃO

A Jurisprudencia que se encaminha a estabelecer a confraternidade entre os povos do universo, ligando-os pelos nós do commercio, das industrias, e da propagação de todos os conhecimentos uteis, que tem por alvo realizar a solução das desavenças entre as nações pelos meios da discussão illustrada, e calma, é uma das mais bellas conquistas da intelligencia humana.

O JUIZO DE DEOS póde hoje ser invocado, e realizado, não como a sentença proferida na luta physica, e material dos contendores, mas como a sublime inspiração que desce aos congressos, que illumina suas decisões, resolvendo as divergencias entre os differentes paizes pela palavra, pelo raciocinio, e não pelo estridor das armas.

E, se infelizmente essa jurisprudencia não tem attingido toda a perfeição de que é susceptivel, se o orgulho das grandes potencias impelle-as ainda a lançar mão dos remedios violentos para extorquirem dos povos fracos concessões humilhantes, e vantajosas só-

mente á sua avidez, se contra nosso proprio paiz hão sido commettidas enormes vexações por um dos Estados mais poderosos da Europa, *apezar* dos tratados, ou *por causa* dos tratados, se em geral o Imperio não tem auferido grandes lucros com a celebração dos contratos internacionaes, taes factos nem abalão a doutrina que deixamos expendida, nem por motivo delles devemos confiar menos em que uma reacção se ha de ir operando entre as nações cultas, ou para refrearem os impetos bellicosos de seus governos, apontando-lhes a trilha da discussão diplomatica como opportuno, e exclusivo recurso para terminar as dissidencias que acaso appareção com estranhos paises, ou para aconselhar-lhes que nos tratados com os Estados de ordem menos importante, guardem sempre a devida reciprocidade, não lhes impondo pactos leoninos, que trazem ordinariamente em si o germen de futuras contestações.

E essa reacção effectivamente se vai operando; Luiz Napoleão propõe ás nações civilisadas do velho mundo a reunião de um congresso, onde se debatão, e se resolvão, as graves questões que agitão actualmente a Europa, e, em relação ao Brasil, nós vimos que o conflicto provocado pela legação britannica nesta côrte teve a favor do Imperio seus mais ardentes defensores, e suas mais pronunciadas sympathias no proprio seio do povo inglez, sendo que, além disso, o *verdict* lavrado pelo illustrado monarcha (1) a quem,

(1) Sua Magestade o Rei da Belgica.

como arbitro, foi exposto o pleito, desaggravou plenamente a injustiça que soffreramos da poderosa Grã-Bretanha.

Radicado, pois, esse pendor que se vai manifestando entre os paizes cultos para desenlaçarem pacificamente, pelos meios diplomaticos, e não pela espada do mais forte, as dissenções que surgem entre os povos, e apertadas as suas relações de mutuo commercio, e allianças, pelo desenvolvimento do vapor e da electricidade, não longinquos horizontes se devassão ao olho do observador perspicaz, em os quaes se enxerga a lisongeira época de uma tão perfeita, e reciproca uniformidade de interesses internacionaes, que não poderá ser violada, ainda pelos Estados poderosos, sem total detrimento de sua prosperidade, e grandeza.

E, pois, a approximação dessa lisongeira situação deve ser fervorosamente almejada por todos os homens generosos, por todos os estadistas, e philantropos.

BRASIL - COLONIA

1808 a 1815

1808

ABERTURA DOS PORTOS DO BRASIL

A Carta regia de 28 de Janeiro de 1808 recorda uma das mais gratas reminiscencias do reinado do senhor D. João VI no Brasil, e constitue um dos titulos mais honrosos desse Soberano á memoria da posteridade. Ao conselheiro José da Silva Lisboa, depois visconde de Cayrú, natural da provincia da Bahia, distincto litterato, e sabio brasileiro, compete incontestavelmente a iniciativa da promulgação desse decreto. Ligado em laços de estreita amizade com o marquez de Aguiar, que veio de Portugal em companhia do rei, e que logo depois foi um de seus ministros no Rio de Janeiro, pôude o visconde de Cayrú fazer comprehender as vantagens sem limites que Portugal auferiria com o commercio franco do estrangeiro, tornando aproveitaveis todos os elementos de riqueza ainda inexplorados no paiz, e por outro lado

é nossa opinião que aquelle erudito patriota suggerindo tal medida levava tambem em fito encaminhar o Brasil na vereda de sua emancipação, por ser certo que o constante contacto com as nações mais cultas traz, além dos beneficios do commercio, e do desenvolvimento das industrias, a transmissão das idéas novas, das idéas de progresso. Marca, pois, indubitavelmente a carta regia de 28 de Janeiro de 1808 uma das datas mais salientes de nossa Independencia, e lisongeiro é dizê-lo que semelhante inspiração teve sua origem nos conselhos de um notavel Brasileiro.

Tal era, porém, ainda então o atrazo da civilisação entre nós que essa salutar providencia encontrou repulsa da parte do corpo commercial da Bahia. Acostumado ás transacções directas, e rotineiras com a séde da metropole, os negociantes daquella cidade não podião tolerar a idéa de concurrencia, que consideravão nociva aos seus interesses mercantis, e, pois, coadjuvados por homens eminentes (o que admira) usárão de todos os meios para fazer annullar os effeitos da mencionada carta regia. Sendo então já o conselheiro José da Silva Lisboa professor de economia politica no Rio de Janeiro, lançou mão da pena, e, em linguagem vigorosa, e perfeitamente racional, pulverisou os argumentos com que os adversarios da carta regia a aggredião, publicando para esse fim as *Observações sobre o commercio franco*. E bem depressa a experiencia, e os factos, vierão demonstrar com quanta sensatez obrára o distincto Brasileiro visconde de Cayrú promovendo o apparecimento da

carta regia de 28 de Janeiro, porquanto, estabelecido, como então se achava, o bloqueio continental na Europa, affluirão aos nossos portos grande numero de navios estrangeiros, mórmente os de procedencia ingleza, trazendo-nos os seus productos, e levando em troca os nossos quasi, nessa época, naturaes, mas que pelo desenvolvimento do commercio começárão a augmentar-se, e a melhorar-se.

Inscrevendo neste nosso trabalho a carta regia de 28 de Janeiro de 1808, julgamos tambem conveniente publicar o decreto de 16 de Dezembro de 1815, que elevou o Brasil á categoria de reino, facto que constitue a segunda época de sua organisação politica, e essencialmente connexo com o importante acontecimento inaugurado pela citada carta regia.

1808

CARTA REGIA ABRINDO OS PORTOS DO BRASIL AO COMMERCIO ESTRANGEIRO

(DA COLLECÇÃO DE LEIS)

Conde da Ponte, do meu Conselho, Governador, e Capitão-General da Capitania da Bahia, Amigo. Eu o Principe Regente vos envio muito saudar como aquelle que Amo. Attendendo á representação que fizestes subir á Minha Real Presença, sobre se achar interrompido, e suspenso o commercio desta Capitania, com grave prejuizo dos Meus Vassallos, e da Minha Real Fazenda, em razão das criticas, e publicas circumstancias da Europa; e Querendo dar sobre este importante objecto alguma providencia prompta, e capaz de melhorar o progresso de taes damnos: Sou Servido Ordenar interina, e provisoriamente, emquanto não Consolido um Systema geral, que effectivamente regule semelhantes materias, o seguinte. Primo: Que sejão admissiveis nas Alfandegas do Brasil todos, e quaesquer Generos, Fazendas e Mercadorias, transportados ou em Navios Estrangeiros das Potencias, que se conservão em Paz, e Harmonia com a Minha Real Corôa, ou em Navios dos Meus Vassallos, pagando por

entrada vinte e quatro por cento ; a saber : vinte de Direitos grossos, e quatro do Donativo já estabelecido, regulando-se a cobrança destes direitos Pelas Pautas ou Aforamentos, por que até o presente se regulão cada uma das ditas Alfandegas, ficando os Vinhos, e Aguas Ardentes, e Azeites doces, que se denominão Molhados, pagando o dobro dos Direitos, que até agora nellas satisfazião. Secundo : Que não só os Meus Vassallos,mas tambem os sobreditos Estrangeiros, possão exportar para os Portos que bem lhes parecer a beneficio do Commercio, e Agricultura, que tanto Desejo promover, todos e quaesquer Generos, e Producções Coloniaes, á excepção do Páo Brasil, ou outros notoriamente estancados, pagando por sahida os mesmos Direitos já estabelecidos nas respectivas Capitanias,ficando entretanto como em suspenso, e sem vigor todas as Leis, Cartas Regias, ou outras Ordens, que até aqui prohibião neste Estado do Brasil o reciproco Commercio,e Navegação entre os Meus Vassallos, e Estrangeiros. O que tudo assim fareis executar com o zelo, e actividade, que de vós Espero. Escrita na Bahia aos vinte e oito de Janeiro de mil oitocentos e oito.—PRINCIPE.—Para o conde da Ponte.

1810

TRATADO DE ALLIANÇA E COMMERCIO DE 19 DE FEVEREIRO COM A GRÃ-BRETANHA

NOTICIA HISTORICA

Sem tentar fazer injuria ás rectas intenções dos estadistas que elaborárão os tratados de 1810, e concordando mesmo, até certo ponto, em que difficil era, nessa conjunctura, ultimar uma convenção internacional, na qual não ficassem impressos os traços da physionomia ingleza, attentos os serviços que a Grã-Bretanha acabava de prestar ao Senhor D. João VI na sua violenta partida para a America, e com os contingentes militares que enviára a Portugal para rechaçar a invasão franceza, ser-nos-ha todavia licito dizer que elles não consultárão absolutamente os interesses do reino unido, e que o de alliança trouxe no seu bojo, e foi a origem, para o Brasil, das serias desavenças que temos tido com a Inglaterra, e das affrontas que dessa nação havemos recebido.

Pelo art. 10 deste ultimo tratado obrigou-se o principe regente a abolir *gradualmente* o trafico de escravos, limitando esse commercio aos dominios africanos da corôa de Portugal.

Este pensamento, aliás generoso, e philantropico, porém não convenientemente sasonado, e concluido, além disso, sob a pressão de circumstancias todas desfavoraveis ao reino de Portugal, marcou, como era de prever, a data de futuras contestações, e immediatamente trouxe graves perigos ao commercio portuguez.

Na verdade aquella impolitica concessão affigurou-se desde logo á Inglaterra como dando-lhe asada opportunidade de extinguir a escravatura nas terras do Brasil; e, pois, seu cruzeiro começou a aprezar navios dentro dos limites designados pela dita convenção, como paragens em que o trafico de escravos era admittido, dispondo outrosim dos carergamentos apresados, sem a menor interferencia de seus legitimos donos. Semelhantes attentados commettidos pela marinha ingleza causárão geral animadversão no paiz, e tão alto subirão as queixas, e tão fundadas erão ellas, que a Grã-Bretanha foi impellida a indemnisar, ainda que serodiamante, pela convenção de 1815, aos proprietarios desse navios das depredações que havião soffrido, estipulando-se para esse fim a quantia de trezentas mil libras esterlinas.

As outras condições do referido tratado mui prodigamente favoraveis á Inglaterra, forão de grave detrimento para Portugal. Os avultados favores concedidos á introducção de mercadorias inglezas em um paiz nascente como o Brasil, matou, desde o começo, o desenvolvimento das industrias, que não puderão soffrer a competencia das daquella nação.

A industria serica, a do anil, e coxonilha, que no

tempo do vice-reinado de Luiz de Vasconcellos tinha sido ensaiada na provincia de Santa Catharina sob o governo do tenente-coronel de artilharia José Pereira Pinto (1); a do canhamo, e do trigo, que se inaugurára na provincia de S. Pedro do Sul com tão beneficos resultados; a dos tecidos de algodão; a dos cortumes; salinas (2); e tantas outras, que, depois da

(1) Este illustrado militar administrou a provincia de Santa Catharina por espaço de seis annos, e sobre seu utilissimo governo fallão, com o maior elogio, Pizarro, o visconde de S. Leopoldo, Fernando Diniz, e a sua importante correspondencia com o Vice-Rei, depositada no archivo publico.

(2) O *anil* desenvolve-se espontaneamente, e propagou-se com facilidade pelos terrenos da capitania do Rio de Janeiro, mórmente nos de Cabo-Frio, onde se montárão mais de quatrocentas fabricas. A *cochonilla*, originaria do paiz, pois fôra encontrada nas capitanias de S. Pedro do Sul, Santa Catharina, Bahia e Pará, começou a prosperar; o monopolio, porém, que se arrogou o governo na sua compra, e exportação, causou-lhe a decadencia. A creação do *bicho da seda* apresentou excellentes amostras, e a sua producção dobrava, e triplicava annualmente; a falta de systema, e habilitações precisas da parte daquelles encarregados de criar, e propagar o bicho, fez perder os capitaes empregados nessa industria. O *canhamo*, que no anno de 1807 dera 2,170 arrobas e 26 libras, além de 305 arrobas de estopa, e 102 alqueires de linhaça, veio a fenecer.

O *algodão*, planta indigena do paiz, e cuja exportação já em 1786 orçára por cerca de 2,000,000 de libras, e que mais tarde em 1802 se elevára a 11,480,280 libras, foi igualmente decahindo. A extracção do *sal*, producto espontaneo de diversas capitanias, e que era colhido abundantemente pelos circumvisinhos moradores, foi prohibida por duas cartas régias, a pretexto de que diminuia o commercio do reino.

(Extrahido da *Historia da Fundação do Imperio Brasileiro por Pereira da Silva.*)

abertura dos portos, e da cessação dos monopolios da metropole, poderião ser vantajosamente exploradas, ficárão abafadas pela concurrencia britannica, e ainda hoje jazem abandonadas, sendo que até o córte de soberbas madeiras, que crescem altivas em nossas matas, e a extracção do magnifico ferro, que se encontra em copiosos mananciaes em tantas de nossas ricas montanhas, não têm tido incremento, desde que, pelas franquezas outorgadas pelos tratados, tão facil é abarrotar o nosso mercado de generos similares da Europa, aliás de inferior qualidade, mas cuja acquisição se obtem por preço proporcionalmente mais modico. Não assim aconteceria se no tratado de commercio, em vez de baixarem-se a *quinze por cento* (3) os direitos de importação, fossem pelo menos conservados os de *vinte e quatro por cento*, marcados na carta régia de 28 de Janeiro de 1808.

Em these, não applaudimos a doutrina *protecciónista*, mas, quando observamos que na França Imperial

(3) O *maximum* de quinze por cento para os direitos de importação favoreceu com excesso as mercadorias inglezas pelo exclusivo que conservárão até 1826, em que, celebrando-se o tratado de commercio com a França, taxou-se aquelles mesmos direitos ; fez nascer a lei de 24 de Setembro de 1828, igualando para todas as nações os referidos direitos de quinze por cento; e finalmente creou em 1837 a necessidade de mandar-se um ministro (o marquez de Barbacena) a Londres, para tratar da revogação do art. 19 do tratado de commercio de 1827, em o qual igualmente se renovára a citada estipulação dos quinze por cento, estipulação essa que a experiencia mostrára ser de toda a desvantagem para o Brasil.

de nossos dias o illustrado Thiers, tão avisado nas praticas financeiras, e administrativas, demonstrando na tribuna que o novo systema de *livre permutação* havia completamente arruinado as colonias francezas, propôz, e fez approvar uma emenda importante, concedendo aos assucares coloniaes uma diminuição de direitos de cinco francos por cada cem kilogrammos durante o espaço de seis annos; quando attentamos que na propria Inglaterra essa doutrina encontra sectarios em homens notaveis, e que, ainda depois da transformação porque esse paiz passou no tempo de Peel, vozes autorisadas se têm elevado para defendê-la; hesitamos emaceita-la em toda a sua expansão, e sem criterio, para uma nação nova, e cuja industria agricola, ou manufactureira está, por assim dizer, em embrião (4).

(4) Depois de cincoenta e quatro annos de data do tratado de 1810, o parlamento brasileiro acaba de reconhecer a necessidade de dar favores á importação, e exportação de differentes generos, para animar a navegação, a pesca, a introducção de raças finas de animaes domesticos, os lanificios nacionaes, as fabricas de refinação de assucar, e o commercio de carnes salgadas.

Na lei do orçamento do exercicio de 1865 a 1866 forão approvados os artigos additivos seguintes:

Art. 29 (additivo). O governo fica autorisado para:

§ 4.º Conceder isenção de direitos de importação para os seguintes objectos:

1.º Cordoalhas, lonas, alcatrão, ancoras, e mais artigos navaes, destinados ás embarcações mercantes: o governo formulará uma tabella de todos estes artigos.

2.º Animaes domesticos, introduzidos no Imperio para melhoramento das raças.

O art. 4° do tratado de commercio de 1810, reproduzido no de Agosto de 1827, concedendo tambem avantajados favores aos navios inglezes no tocante aos direitos de tonelagem, e ancoragem, foi talvez a origem que levou posteriormente o governo brasileiro, pela Lei de 15 de Novembro de 1831, a impôr os referidos direitos de ancoragem sobre as embarcações nacionaes (5).

Pelo art. 10 estabeleceu-se dentro do paiz uma jurisdicção privativa para a Grã-Bretanha, e ao magistrado encarregado de a exercer deu-se o titulo de juiz conservador da Nação Ingleza. Esta clausula, transportada depois para o art. 6° do tratado de 1827, foi afinal abolida, não sem graves contestações

3.° Objectos destinados á pesca, tanto no alto mar, como nas costas, rios, e lagôas do interior.

4.° Objectos importados directamente para contrucção ou conservação, e reparo das obras provinciaes, e municipaes.

§ 5.° Conceder isenção dos direitos de exportação aos seguintes objectos:

Lã de producção nacional.

Productos das fabricas de refinação, e crystallisação de assucar, que o governo designar.

Gado em pé, e carnes salgadas em balsa, ou por qualquer preparação, que o governo julgar digna deste favor.

(5) Ministerio da Fazenda.—Lei de 15 de Novembro de 1831.

7.° Será cobrada uma imposição de ancoragem sobre *todas* as embarcações que navegão para os portos fóra do Imperio, na razão de dez réis diarios por tonellada, contados dentro de cincoenta dias depois de cada entrada nos portos do Imperio, ou até abandono legal antes deste prazo; fica comprehendida nesta imposição qualquer outra que até agora se cobrava debaixo da mesma denominação.

da parte da Inglaterra, pelo Aviso de 22 de Novembro de 1832 (6), logo depois da promulgação do Codigo do Processo.

As disposições do art. 26, conservando o commercio dos vinhos—, e dos lanificios no *statu quo*, forão depois alteradas pela convenção de 18 de Dezembro de 1812 (7), no sentido sómente favoravel á Inglaterra, pois, ao passo que se ampliou para a entrada das fazendas de lã inglezas os direitos de quinze por cento, calou-se qualquer modificação

(6) Ministerio da Justiça.—Illm. e Exm. Sr. — Tendo sido sanccionado o Codigo do Processo Criminal, e estabelecendo elle os Jurados em todas as causas crimes, o modo por que se ha de verificar a responsabilidade dos magistrados, e contendo outro sim disposições provisorias ácerca da administração da justiça civil, que, garantindo sufficientemente o conhecimento da verdade, evitão as delongas, e chicanas introduzidas na nossa antiga fórma de processar, é visto que com a execução do referido Codigo, e nomeação dos juizes de direito se estabelecerá um substituto satisfactorio ao juiz conservador da nação Britanica; pelo que a regencia, em nome do Imperador o Sr. D. Pedro II, a quem fiz presente este negocio, me ordena, que participe a V. Ex. para que faça as communicações necessarias, que logo que o mencionado Codigo fôr posto em execução ficará extincto o referido lugar de juiz conservador na fórma estipulada no respectivo tratado, e que as causas civeis, e crimes dos subditos da nação Britanica serão julgadas como as dos subditos brasileiros, pelos respectivos juizes de direito, segundo a fórma que se que se acha estabelecida no citado codigo. Deos guarde a V. Ex. Paço em 22 de Novembro de 1832.— *Honorio Hermeto Carneiro Leão*. Sr. Bento da Silva Lisboa.

(7) Não transcrevemos a convenção de 1812 neste livro, por que ella só tem interesse para Portugal.

sobre os vinhos portuguezes, e este genero continuou a pagar exorbitante direito de importação na Grã-Bretanha.

Não errada, pois, foi a apreciação que fizemos no começo deste titulo, de que as vantagens dos tratados de 1810 pertencêrão *in totum*, e exclusivamente á Inglaterra, e esta nação, em paga de tanta longanimidade, nem ao menos foi fiel aos artigos secretos que acompanhárão ao de Alliança.

Como se vê desses artigos juntos ao referido tratado, houve uma estipulação reservada, contrahida por lord Strangford, pela qual a Grã-Bretanha se compromettia, na occasião da paz geral, a prestar sua interferencia, e efficaz apoio para que os territorios de Olivença, e Jurumenha fossem entregues á corôa portugueza, e tambem para que se restabelecessem os antigos limites da America Portugueza pelo lado de Cayena, no sentido dado constantemente pela dita corôa ás clausulas, relativas a esse assumpto, do tratado de Utrecht.

Pois bem; mais tarde, em 1814, como ao diante detalhadamente veremos, lord Castlereagh, sem audiencia do monarcha portuguez, fazia arbitrariamente consignar no tratado de Pariz um artigo, pelo qual Portugal se compromettia a restituir a Guyana Franceza, que havia sido tomada pelas armas portuguezas, sem a designação dos limites pelo Oyapoc, com referencia ao tratado de Utrecht! E, comquanto tal artigo não fosse ratificado pelo governo de Portugal, sendo que posteriormente, no Congresso de Vienna, clausula

mui diversa, e accorde com o tratado de Utrecht, fosse inserida no Acto final do mesmo congresso, não é menos certo que a Inglaterra faltou aos compromissos tomados com Portugal pelos referidos artigos secretos.

Eis em resumo a triste mas veridica biographia dos tratados de 1810.

O tratado de commercio de 1810, apezar de celebrado pela metropole, foi *tolerado* pelo Brasil depois da proclamação da Independencia.

Este facto, que o constitue na ordem de fazer parte de nosso direito internacional, é plenamente revelado pelos despachos do conselheiro José Bonifacio, em data de 20 de Dezembro de 1822, e do marquez de Caravellas, de 6 de Agosto de 1823.

O primeiro, dirigindo-se ao consul inglez Chambertain, assim se exprimia :

« O Decreto Imperial de 12 de Novembro de 1822, na parte relativa ao novo pagamento a que ficárão sujeitas as mercadorias estrangeiras, despachadas nas alfandegas da Bahia, e reembarcadas para os portos de Inglaterra, jámais poderia ser considerado como uma infracção do tratado de 1810. O governo do Brasil é demasiado respeitador das suas relações com o governo britannico, a quem muito preza, para procurar quebranta-las.

« Bem altamente o comprova o seu comportamento, continuando sem reserva, e discussões a observar um tratado que qualquer outro governo acharia razões para considerar como caduco, depois da dissolução do

pacto social, e politico que fazia do Brasil uma parte integrante da monarchia portugueza. »

O segundo ministro tambem, escrevendo ao referido consul, usava dos termos seguintes :

« Quanto ao tratado de 1810, a que Vossa Mercê recorre, é uma verdade (e o abaixo assignado não hesita em repeti-lo) que S. M. Imperial tem zelado, e promovido a sua religiosa observancia; mas todavia, sendo outra verdade que este tratado existe *de facto*, por assim o desejar o Imperador, mas não de direito, visto que fôra originariamente celebrado com a corôa portugueza, e tem caducado depois da separação do Brasil de Portugal, segue-se que não póde haver direito para compellir o Imperador a observar os seus artigos. »

Tão sensata linguagem da parte dos abalisados estadistas da Independencia, se por um lado advertia ao governo inglez de que, dando apenas *tolerancia* aos tratados de 1810, conservava o Imperio o seu bom direito de havê-los por extinctos em qualquer tempo, por outro lado, adoptando essa *tolerancia*, como a sã politica o ordenava, não fazia um adversario da poderosa Grã-Bretanha, antes excitava-a a entreter nossas relações com precedencia a outros paizes, e acoroçoava-a a reconhecer a nossa Independencia.

Taes erão os patrioticos fins a que miravão, se não nos illudimos, os venerandos ministros da fundação do Imperio.

1810

Tratado de Alliança, e Amizade entre o Principe Regente de Portugal o Senhor D. João, e Jorge III Rei da Grã-Bretanha, assignado no Rio de Janeiro em 19 de Fevereiro de 1810, e ratificado por parte de Portugal em 26 do dito mez, e pela da Grã-Bretanha em 18 de Junho do mesmo anno(*).

(DA COLLECÇÃO DE LEIS)

EM NOME DA SANTISSIMA E INDIVISIVEL TRINDADE

SUA ALTEZA REAL O Principe Regente de Portugal, e SUA MAGESTADE El Rey do Reino Unido da Grande Bretanha e Irlanda, estando Convencidos das vantagens que as Duas Corôas têm tirado da perfeita Harmonia e Amizade, que entre Ellas subsiste ha quatro Seculos, de huma maneira igualmente honrosa á Boa Fé, Moderação, e Justiça de Ambas as Partes, e reconhecendo os importantes, e felizes effeitos, que a Sua Mutua Alliança tem produzido na presente Crise, durante a qual Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal (firmemente unido á Causa da Grande Bretanha, tanto pelos Seus proprios principios, como pelo exemplo de Seus Augustos Antepassados) tem constantemente recebido de Sua Magestade Britannica o mais generoso, e desinteressado Soccorro, e Ajuda,

(*) Annullado pelo artigo III do tratado assignado em Vienna a 22 de Janeiro de 1815.

tanto em Portugal, como nos Seus outros Dominios, Determinárão, em beneficio de Seus respectivos Estados, e Vassallos, fazer hum solemne Tratado de Amizade, e Alliança; para cujo fim, Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e Sua Magestade El Rey do Reino Unido da Grande Bretanha e Irlanda, nomeárão por Seus Respectivos Commissarios, e Plenipotenciarios, isto he, Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal ao Muito illustre e Muito Excellente Senhor Dom Rodrigo de Souza Coutinho, Conde de Linhares, Senhor de Payalvo, Commendador da Ordem de Christo, Gram-Cruz das Ordens de S. Bento de Aviz, e da Torre e Espada, Conselheiro de Estado, Ministro e Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros e da Guerra, e Sua Magestade Britannica ao Muito Illustre e Muito Excellente Senhor Percy Clinton Sydney, Lord Visconde e Barão de Strangford, Conselheiro de Sua dita Magestade, do Seu Conselho Privado, Cavalleiro da Ordem Militar do Banho, e Grão Cruz da Ordem Portugueza da Torre e Espada, e Enviado Extraordinario, e Ministro Plenipotenciario junto da Côrte de Portugal, os quaes, tendo devidamente trocado os seus respectivos Plenos Poderes, convierão nos Seguintes Artigos:

ARTIGO I

Haverá huma perpetua, firme, e inalteravel Amizade, Alliança Defensiva, e estricta e inviolavel União entre Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, Seus Herdeiros e Successores, de huma Parte, e sua Ma-

gestade El Rey do Reino Unido da Grande Bretanha e Irlanda, Seus Herdeiros e Successores, de outra Parte, e bem assim entre Seus respectivos Reinos, Dominios, Provincias, Paizes, e Vassallos; assim como que as Altas Partes Contractantes empregarão constantemente não só a Sua mais seria Attenção, mas tambem todos aquelles meios, que a Omnipotente Providencia tem posto em Seu Poder, para conservar a Tranquillidade e Segurança publica, e para sustentar os Seus Interesses Communs, e Sua mutua Defesa e Garantia contra qualquer Ataque Hostil; tudo em conformidade dos Tratados já subsistentes entre as Altas Partes Contractantes, as Estipulações dos quaes, na parte que diz respeito á Alliança, e Amizade, ficarão em inteira Força, e Vigor, e serão julgadas renovadas pelo presente Tratado na sua mais ampla interpretação, e extenção.

ARTIGO II

Em consequencia da obrigação contractada pelo precedente Artigo, as Duas Altas Partes Contractantes obrarão sempre de commum accordo para conservação da Paz, e Tranquillidade, e no caso que alguma d'Ellas seja ameaçada de hum Ataque hostil por qualque Potencia, a Outra empregará os mais efficazes e effectivos bons Officios, tanto para procurar prevenir as Hostilidades, como para obter justa e completa satisfação em favor da Parte Offendida.

ARTIGO III

Em conformidade desta declaração, Sua Magestade

Britannica convem em renovar, e confirmar, e por este renova, e confirma a Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, a Obrigação contheuda no Sexto Artigo de Convenção assignada em Londres pelos Seus respectivos Plenipotenciarios, aos vinte e dous dias do mez de Outubro de mil oitocentos e sete, o qual Artigo vai aqui transcripto com a omissão sómente das palavras « *Previamente á Sua Partida para o Brazil* », ás quaes palavras seguião immediatamente as palavras « *Que Sua Alteza Real possa estabelecer em Portugal.*

« Estabelecendo-se no Brasil a Sêde da Monarchia « Portugueza, Sua Magestade Britannica promette no « Seu proprio Nome, e no de Seus Herdeiros e Suc- « cessores, de jámais reconhecer como Rey de Por- « tugal outro algum Principe, que não seja o Her- « deiro e Legitimo Representante da Real Casa de « Bragança; e Sua Magestade tambem Se obriga a re- « novar e manter com a Regencia (que Sua Alteza « Real possa estabelecer em Portugal) as relações de « Amizade, que ha tanto tempo tem unido as Corôas « da Grande Bretanha, e de Portugal. »

E as Duas Altas Partes Contractantes igualmente renovão e confirmão os Artigos addicionaes relativos á Ilha da Madeira, assignados em Londres no dia deseseis de Março de mil oitocentos e oito, e se obrigão a executar fielmente aquelles de entre elles que ficão para serem executados.

ARTIGO IV

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal renova e confirma a Sua Magestade Britannica o ajuste, que se fez no Seu Real Nome, de inteirar todas e cada huma das perdas, e defalcações de Propriedade soffridas pelos Vassallos de Sua Magestade Britannica em consequencia das differentes medidas que a Côrte de Portugal foi constrangida a tomar no mez de Novembro de mil oitocentos e sete. Este Artigo deverá ter o seu completo effeito, o mais breve que fôr possivel, depois da Troca das Ratificações do presente Tratado.

ARTIGO V

Conveio-se, que no caso de constar que tanto o Governo Portuguez, como os Vassallos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, soffrêrão algumas perdas, ou prejuizos em materia de Propriedade, em consequencia do estado dos negocios Publicos no tempo da amigavel occupação de Gôa pelas Tropas de Sua Magestade Britannica, as ditas perdas e prejuizos serão devidamente examinadas, e que havendo a devida prova, ellas serão indemnisadas pelo Governo Britannico.

ARTIGO VI

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal conservando grata lembrança do Serviço, e assistencia, que a Sua Corôa e Familia recebêrão da Marinha Real de Inglaterra, e estando convencido que tem sido Pelos Poderosos Exforços daquella Marinha, em

apoio dos Direitos, e Independencia da Europa, que até aqui se tem opposto a Barreira mais efficaz á ambição e injustiça de outros Estados, e desejando dar huma prova de Confiança, e de perfeita Amizade ao Seu verdadeiro e antigo Alliado El Rey do Reino Unido da Grande Bretanha e Irlanda, Ha por bem Conceder a Sua Magestade Britannica o Privilegio de fazer comprar, e cortar Madeiras para construcção de Navios de Guerra nos Bosques, Florestas, e Matas do Brazil exceptuando nas Florestas Reaes, que são designadas para uso da Marinha Portugueza, juntamente com permissão de poder fazer construir, prover, ou reparar Navios de Guerra nos Portos e Bahias daquelle Imperio; fazendo de cada vez por formalidade huma prévia representação á Côrte de Portugal, que nomeará immediatamente hum Official da Marinha Real para assistir, e vigiar nestas occasiões. E expressamente se declara, e promette que estes Privilegios não serão concedidos a outra alguma Nação ou Estado, seja qual fôr.

ARTIGO VII

Estipulou-se, e ajustou-se pelo Presente Tratado, que, se huma Esquadra, ou huma porção de Navios de Guerra houver em algum tempo de ser mandada por Huma das Altas Partes Contractantes em soccorro, e ajuda da Outra, a parte que receber o soccorro e ajuda fornecerá á sua propria custa a referida Esquadra, ou Navios de Guerra emquanto elles estiverem actualmente empregados em seu beneficio, pro-

tecção, ou serviço), com Carne fresca, Vegetaes, e Lenha, na mesma proporção em que taes artigos costumão ser fornecidos aos Seus proprios Navios pela Parte que presta o soccorro e ajuda. E declara-se que este ajuste será reciprocamente obrigatorio para Cada huma das Altas Partes Contractantes.

ARTIGO VIII

Posto que haja sido estipulado por antigos Tratados entre Portugal e a Grande Bretanha, que em tempo de Paz não excederão ao numero de Seis os Navios de Guerra da Ultima Potencia, que poderão ser admittidos a hum mesmo tempo em qualquer Porto pertencente a outra, Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, Confiando na lealdade, e permanencia de Sua Alliança, com Sua Magestade Britannica, Ha por bem abrogar, e annullar inteiramente esta restricção, e declarar, que daqui em diante qualquer numero de Navios pertencentes a Sua Magestade Britannica possa ser admittido a hum mesmo tempo em qualquer Porto pertencente a Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal. E demais estipulou-se que este privilegio não será concedido a outra alguma Nação ou Estado, qualquer que seja, tanto em compensação de qualquer outro Equivalente, como em virtude de algum subsequente Tratado, ou Convenção, sendo sómente fundado sobre o principio da Amizade sem exemplo, e Confidencia, que tem subsistido por tantos seculos entre as Corôas de Portugal e da Grande Bertanha. E demais conveio-se, e estipulou-se, que o

Transportes propriamente taes *bona fide*, e actualmente empregados em Serviço das Altas Partes Contractantes, serão tratados dentro dos Portos de Qualquer dellas do mesmo modo como se fossem Navios de Guerra.

Sua Magestade Britannica igualmente convem em permittir da Sua Parte, que qualquer numero de Navios pertencentes a Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal possa ser admittido a hum mesmo tempo em qualquer Porto dos Dominios de Sua Magestade Britannica, e ali receber soccorro e assistencia, se lhe fôr necessario, e que além disso será tratado como os Navios da Nação mais favorecida; sendo esta Obrigação igualmente reciproca entre as Duas Altas Partes contractantes.

ARTIGO IX

Não se tendo até aqui estabelecido, ou reconhecido no Brazil a Inquisição, ou Tribunal do Santo Officio, Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, guiado por huma illuminada e liberal Politica, aproveita a opportunidade que Lhe offerece o presente Tratado, para declarar espontaneamente no Seu Proprio Nome, e no de Seus Herdeiros e Successores, que a Inquisição não será para o futuro estabelecida nos Meridionaes Dominios Americanos da Corôa de Portugal.

Sua Magestade Britannica, em consequencia desta Declaração da Parte de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, Se obriga da Sua Parte, e declara, que o Quinto Artigo do Tratado de mil seiscen-

los cincoenta e quatro, em virtude do qual certas Isenções da Authoridade da Inquisição erão concedidas exclusivamente aos Vassallos Britannicos, será considerado como nullo e sem ter effeito nos Meridionaes Dominios Americanos da Corôa de Portugal. E Sua Magestade Britannica consente que esta abrogação do Quinto Artigo do Tratado de mil seiscentos cincoenta e quatro se estenderá tambem a Portugal, no caso que tenha lugar a abolição da Inquisição naquelle Paiz por Ordem de Sua Alteza Real O Principe Regente, e geralmente a todas as outras Partes dos Dominios de Sua Alteza Real, onde venha a abolir-se para o futuro aquelle Tribunal.

ARTIGO X

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, estando plenamente convencido da Injustiça, e má Politica do Commercio de Escravos, e da grande desvantagem que nasce da necessidade de introduzir, e continuamente renovar huma Estranha, e Facticia População para entreter o Trabalho e Industria nos Seus Dominios do Sul da America, tem resolvido de cooperar com Sua Magestade Britannica na Causa da Humanidade e Justiça, adoptando os mais efficazes meios para conseguir em toda a extensão dos Seus Dominios huma gradual abolição do Commercio de Escravos. E movido por este Principio Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal Se obriga a que aos Seus Vassallos não será permittido continuar o Commercio de Escravos em outra alguma parte da Costa da Africa,

que não pertença actualmente aos Dominios de Sua Alteza Real, nos quaes este Commercio foi já discontinuado e abandonado pelas Potencias e Estados da Europa, que antigamente ali commerceavão; reservando comtudo para os Seus Proprios Vassallos o Direito de comprar e negocear em Escravos nos Dominios Africanos da Corôa de Portugal. Deve porém ficar distinctamente entendido, que as Estipulações do presente Artigo não serão consideradas como invalidando, ou affectando de modo algum os Direitos da Corôa de Portugal aos Territorios de Cabinda e Molembo, os quaes Direitos forão em outro tempo disputados pelo Governo de França, nem como limitando ou restringindo o Commercio de Ajuda, e outros Portos da Africa (situados sobre a Costa commummente chamada na Lingua Portugueza a *Costa de Mina*), e que pertencem, ou a que tem pertenções a Corôa de Portugal. Estando Sua Alteza Real o Principe Regente de Portugal resolvido a não resignar, nem deixar perder as Suas justas, e legitimas Pertenções aos mesmos, nem os direitos de Seus Vassallos de negocear com estes Lugares, exactamente pela mesma maneira que elles até aqui o praticavão.

ARTIGO XI

A mutua Troca das Ratificações do presente Tratado se fará na Cidade de Londres, dentro do espaço de quatro mezes, ou mais breve, se fôr possivel, contados do dia da Assignatura do mesmo.

Em Testemunho do que, Nós Abaixo Assignados, Plenipotenciarios de Sua Alteza Real O Principe Re-

gente de Portugal, e de Sua Magestade Britannica, em virtude dos nossos respectivos Plenos Poderes, assignámos o Presente Tratado com os nossos punhos, e lhe fizemos pôr o Sello das nossas Armas.

Feito na Cidade do Rio de Janeiro aos desanove de Fevereiro do Anno de Nosso Senhor JESUS CHRISTO de Mil Oitocentos e Dez.

Assignado—(L. S.) *Conde de Linhares.*

(L. S.) *Strangford.*

RATIFICAÇÃO DE SUA ALTEZA REAL

DOM JOÃO POR GRAÇA DE DEOS PRINCIPE REGENTE DE PORTUGAL, e dos Algarves, d'aquem, e de além mar, em Africa Senhor de Guiné, da Conquista, Navegação, e Commercio da Ethiopia, Arabia, Persia, e da India, etc. Faço saber a todos os que a presente Carta de Confirmação, Approvação, e Ratificação virem, que em desanove de Fevereiro do corrente anno se concluio, e assignou na Cidade do Rio de Janeiro hum Tratado de Amizade e Alliança entre Mim, e o Serenissimo e Potentissimo Principe JORGE III, Rei do Reino Unido da Grande Bretanha e Irlanda, Meu Bom Irmão, e Primo, com o fim de consolidar e estreitar cada vez mais a perfeita Harmonia, e Amizade, que felizmente existe entre as Duas Corôas, ha quatro seculos, de huma maneira igualmente honrosa á Boa Fé, Moderação, e Justiça de Ambas as Partes; sendo Plenipotenciarios para esse effeito, da Minha Parte, Dom Rodrigo de Souza Coutinho, Conde de Linhares,

Senhor de Payalvo, Commendador da Ordem de Christo, Gram-Cruz das Ordens de S. Bento de Aviz, e da Torre e Espada, do Meu Conselho de Estado, Meu Ministro, e Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros, e da Guerra, e da parte de S. M. Britannica, o Muito Honrado Percy Cliton Sydney, Lord, Visconde, e Barão de Strangford, do Conselho de Sua dita Magestade, Seu Conselheiro Privado, Cavalleiro da Ordem Militar do Banho, Gram-Cruz da da Torre e Espada, e seu Enviado Extraordinario, e Ministro Plenipotenciario nesta Corte, do qual Tratado o theor é o seguinte.

(SEGUE-SE O TRATADO)

E sendo-Me presente o mesmo Tratado, cujo theor fica acima inserido, e bem visto, considerado e examinado por Mim tudo o que nelle se contém, o Approvo, Ractifico, e Confirmo assim no todo, como em cada huma das suas Clausulas, e Estipulações; e pela presente o Dou por firme e valido para sempre, Promettendo em Fé, e Palavra Real Observa-lo, e Cumpri-lo inviolavelmente, e Faze-lo cumprir, e observar por qualquer modo que possa ser. Em testemunho, e firmeza do sobredito Fiz passar a presente Carta por Mim assignada, passada com o Sello Grande das Minhas Armas, e referendada pelo Meu Secretario, e Ministro de Estado abaixo assignado. Dada no Palacio do Rio de Janeiro aos vinte e seis de Fevereiro do Anno do Nascimento de Nosso Senhor JESUS CHRISTO de mil oitocentos e dez.

O PRINCIPE *Com Guarda.* — *Conde de Aguiar.*

ARTIGOS SECRETOS

ARTIGO I

Sua Magestade Britannica Se obriga a empregar os Seus bons officios e interposição para com a Porta Ottomana e as Regencias de Argel, Tripoli e Tunis, e em geral para com todos os Estados da Costa da Barbaria, afim de que Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal possa concluir uma paz justa e duravel com aquellas Potencias, e que o commercio, e navegação de Seus vassallos não seja por mais tempo interrompido ou arriscado por actos de hostilidade praticados por qualquer daquelles Principes e Potencias, ou por Seus vassallos.

ARTIGO II

Sua Magestade Britannica, desejando dar uma prova d aquella amizade e consideração que jámais Sua Magestade deixou de entreter para com Seu antigo Alliado O Principe Regente de Portugal, Se obriga, e promette de empregar os Seus bons officios e interposição para obter a restituição á Corôa de Portugal dos Territorios de Olivença, e Jurumenha, e igualmente, quando se negociar uma paz geral, de ajudar, e apoiar com toda a Sua influencia as tentativas que a Côrte de Portugal possa então fazer, para procurar o restabe-

lecimento dos antigos limites da America Portugueza, do lado de Cayenna, conforme a interpretação que Portugal tem constantemente dado ás estipulações do Tratado de Utrecht.

Em retribuição deste signal de amizade da parte de Sua Magestade Britannica, Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal Se obriga a cooperar efficazmente na causa da humanidade, tão gloriosamente sustentada por Sua Magestade Britannica, prohibindo strictamente, e inteiramente abolindo todo o commercio, e trafico em escravos nos Estabelecimentos de Bissau, e Cacheu; e Sua Alteza Real promette mais ceder em plena soberania a Sua Magestade Britannica os ditos Estabelecimentos de Bissau, e Cacheu, por espaço de cincoenta annos, com a condição de receber uma razoavel compensação em dinheiro, ou de outra maneira que se determinar para o futuro entre as duas Côrtes; reservando comtudo para Si o direito de reassumir os ditos estabelecimentos no fim do referido termo de cincoenta annos, e conservando para os Seus vassallos a liberdade de commerciarem, e traficarem com os ditos estabelecimentos em todos quaesquer artigos, á excepção de escravos, cujo commercio será para sempre abolido, e prohibido, e não será renovado depois de findo o termo mencionado de cincoenta annos. Porém deve ficar entendido que a execução da segunda clausula deste Artigo Secreto, que é a cessão de Bissau e Cacheu a Sua Magestade Britannica, deve depender inteiramente da execução da primeira clausula que

elle contém, que é no caso da plena e inteira restituição á Corôa de Portugal pela Corôa de Hespanha dos Territorios de Olivença, e Jurumenha, e no caso do restabelecimento dos antigos limites da America Portugueza do lado de Cayenna ; e consequentemente que este Artigo Secreto ou deverá ser executado na sua totalidade e em todas as suas partes, ou ficar nullo e sem effeito, no caso que as estipulações da primeira clausula não sejão devidamente cumpridas.

Conveio-se e declarou-se que os presentes Artigos Secretos terão a mesma força como se fossem actualmente inseridos no presente Tratado, palavra por palavra, e que as suas ratificações serão na fórma costumada trocadas no mesmo tempo, e do mesmo modo.

Em testemunho do que, nós abaixo assignados, Plenipotenciarios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal e de Sua Magestade Britannica, em virtude dos nossos respectivos plenos poderes, assignamos os presentes Artigos Secretos com os nossos punhos, e lhe fizemos pôr o Sello das nossas armas.

Feito na Cidade do Rio de Janeiro, aos 19 de Fevereiro do anno de Nosso Senhor Jesus Christo de 1810. (L.S.) *Conde de Linhares.* (L. S.) *Strangford.*

1810

Tratado de Commercio, e Navegação entre o Principe Regente de Portugal o Senhor D. João, e Jorge III Rei da Grã-Bretanha, assignado no Rio de Janeiro em 19 de Fevereiro de 1810, e ratificado por parte de Portugal em 26 do dito mez, e pela da Grã-Bretanha em 18 de Junho do mesmo anno(*).

(DA COLLECÇÃO DE LEIS)

EM NOME DA SANTISSIMA E INDIVIZIVEL TRINDADE

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e Sua Magestade El Rey do Reino Unido da Grande Bretanha e Irlanda, estando igualmente animados com o desejo não sómente de consolidar e estreitar a antiga Amizade e boa Intelligencia, que tão felizmente subsistem, e tem subsistido por tantos seculos entre as Duas Corôas, mas tambem de augmentar, e extender os beneficos effeitos della em mutua vantagem dos Seus respectivos Vassallos, julgárão, que os mais efficazes meios para conseguir estes fins serião os de adoptar hum systema Liberal de Commercio fundado sobre as Bazes de Reciprocidade, e mutua Conveniencia, que pela discontinuação de certas Prohibições, e Direitos Prohibitivos, podesse procurar as mais solidas vantagens de ambas as Partes, as Produc-

(*) Este tratado foi dado por findo em virtude de uma nota passada pelo duque de Palmella, ministro e secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros ao representante da Grã-Bretanha em Lisboa, datada de 21 de Julho de 1835.

ções e Industria Nacionaes, e dar ao mesmo tempo a devida Protecção tanto á Renda Publica como aos Interesses do Commercio Justo e Legal.

Para este fim Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e Sua Magestade El Rey do Reino Unido da Grande Bretanha e Irlanda, Nomeárão para Seus respectivos Commissarios, e Plenipotenciarios, a saber, Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal ao Muito Illustre e Muito Excellente Senhor Dom Rodrigo de Sousa Coutinho, Conde de Linhares, Senhor de Payalvo, Commendador da Ordem de Christo, Gram-Cruz das Ordens de S. Bento, e da Torre e Espada, Conselheiro do Conselho de Estado de Sua Alteza Real, e Seu Principal Secretario de Estado da Repartição dos Negocios Estrangeiros e da Guerra, e Sua Magestade El Rey do Reino Unido da Grande Bretanha e Irlanda ao Muito Illustre e Muito Excellente Senhor Percy Clinton Sidney, Lord Visconde e Barão de Strangford, Conselheiro do muito Honroso Conselho Privado de Sua Magestade, Cavalleiro da Ordem Militar do Banho, Gram-Cruz da Ordem Portugueza da Torre e Espada, e Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario de Sua Magestade na Côrte de Portugal, os quaes, depois de haverem devidamente trocado os seus respectivos Plenos Poderes e tendo-os achado em boa e devida fórma, convierão nos Artigos seguintes :

ARTIGO I

Haverá huma sincera e perpetua Amizade entre Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e

Sua Magestade Britannica, e entre Seus Herdeiros e Successores, e haverá huma constante e universal Paz, e Harmonia entre Ambos, Seus Herdeiros, e Successores, Reinos, Dominios, Provincias, Paizes, Subditos, e Vassallos de qualquer Qualidade, ou Condicção que sejão, sem excepção de Pessoa, ou Lugar. E as Estipulações deste presente Artigo serão, com o favor do Todo Poderoso Deos, permanentes e perpetuas.

ARTIGO II

Haverá reciproca Liberdade de Commercio, e Navegação entre os respectivos Vassallos das Duas Altas Partes Contractantes em todos, e em cada hum dos Territorios, e Dominios de qualquer d'Ellas. Elles poderão negociar, viajar, residir, ou estabelecer-se em todos, e cada hum dos Portos, Cidades, Villas, Paizes, Provincias, ou Lugares, quaesquer que forem, pertencentes a Huma ou Outra das Duas Altas Partes Contractantes; excepto n'aquelles, de que geral e positivamente são excluidos todos quaesquer Estrangeiros; os nomes dos quaes Lugares serão depois especificados em hum Artigo separado deste Tratado. Fica, porém, claramente entendido, que, se algum Lugar pertencente a Huma ou Outra das Duas Altas Partes Contractantes vier a ser aberto para o futuro ao Commercio dos Vassallos de alguma Outra Potencia, será por isso considerado como igualmente aberto, e em termos correspondentes, aos Vassallos da Outra Alta Parte Contractante, da mesma fórma, como se tivesse sido expressamente Estipulado pelo presente Tratado.

E tanto Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, como Sua Magestade Britannica, se obrigão, e empenhão a não Conceder Favor, Privilegio, ou Immunidade alguma em materias de commercio e de Navegação, aos Vassallos de outro qualquer Estado, que não seja tambem ao mesmo tempo respectivamente Concedido aos Vassallos das Altas Partes Contractantes, gratuitamente, se a concessão em favor d'aquelle outro Estado tiver sido gratuita, e dando *quam proxime* a mesma Compensação, ou Equivalente no caso de ter sido a Concessão Condicional.

ARTIGO III

Os Vassallos dos Dous Soberanos não pagarão respectivamente nos Portos, Bahias, Cidades, Enseadas, Villas ou Lugares quaesquer que forem, pertencentes a qualquer d'Elles, Direitos, Tributos, ou Impostos (seja qual fôr o nome con que elles possão ser designados ou comprehendidos) maiores, do que aquelles que pagão, ou vierem a pagar os Vassallos da Nação a mais favorecida: E os Vassallos de Cada Huma das Altas Partes Contractantes gozarão nos Dominios da Outra dos mesmos Direitos, Privilegios, Liberdades, Favores, Immunidades, ou Isenções, em materias de Commercio, e de Navegação, que são concedidos, ou para o futuro o forem, aos Vassallos da Nação a mais favorecida.

ARTIGO IV

S. A. R. O Principe Regente de Portugal, e Sua Magestade Britannica, Estipulão e Accordão, que ha-

verá huma perfeita Reciprocidade a respeito dos Direitos e Impostos, que devem pagar os Navios e Embarcações das Altas partes Contractantes dentro de cada hum dos Portos, Bahias, Enseadas, e Ancoradouros pertencentes a qualquer d'Ellas; a saber, que os Navios, e Embarcações dos Vassallos de Sua Alteza Real O principe Regente de Portugal não pagarão maiores Direitos, ou Impostos (debaixo de qualquer nome por que sejão designados, ou entendidos) dentro dos Dominios de Sua Magestade Britannica, do que aquelles que os Navios, e Embarcações pertencentes aos Vassallos de Sua Magestade Britannica forem obrigados a pagar dentro dos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e Vice-Versa. E esta Convenção e Estipulação se extenderá particular e expressamente ao pagamento dos Direitos conhecidos com o nome de Direitos do Porto, Direitos de Tonelada, e Direitos de Ancoragem, os quaes em nenhum caso, nem debaixo de pretexto algum, serão maiores para os Navios, e Embarcações Portuguezas dentro dos Dominios de Sua Magestade Britannica, do que para os Navios, e Embarcações Britannicas dentro dos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e Vice-Versa.

ARTIGO V

As Duas Altas Partes Contractantes igualmente convêm, que se estabelecerá nos seus respectivos Portos o mesmo valor de Gratificações, e Drawbacks sobre a Exportação dos Generos e Mercadorias, quer estes Ge-

neros, e Mercadorias sejão exportados em Navios e Embarcações Portuguezas, quer em Navios e Embarcações Britannicas, isto he, que os Navios e Embarcações Portuguezas gozarão do mesmo favor a este respeito nos Dominios de Sua Magestade Britannica que se conceder aos Navios, e Embarcações Britannicas nos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e Vice Versa.

As Duas Altas Partes Contractantes igualmente convem, e accordão, que os Generos e Mercadorias, vindas respectivamente dos Portos de Qualquer d'Ellas, pagarão os mesmos Direitos, quer sejão importadas em Navios e Embarcações Portuguezas, quer o sejão em Navios e Embarcações Britannicas; ou de outro modo, que se poderá impor, e exigir sobre os Generos e Mercadorias, vindas em Navios Portuguezes dos Portos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal para os dos Dominios de Sua Magestade Britannica hum augmento de Direitos equivalente, e em exacta proporção com o que possa ser imposto sobre os Generos e Mercadorias que entrarem nos Portos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal vindas dos de Sua Magestade Britannica em Navios Britannicos. E para que este ponto fique estabelecido com a devida exacção, e que nada se deixe indeterminado a este respeito, conveio-se, que cada hum Governo respectivamente publicará Listas, em que se especifique a differença dos Direitos, que pagarão os Generos e Mercadorias assim importadas em Navios ou Embarcações Portuguezas, ou Britannicas; e as

referidas Listas (que se farão applicaveis para todos os Portos dentro dos respectivos Dominios de Cada huma das Partes Contractantes) serão declaradas, e julgadas como formando parte deste presente Tratado.

Afim de evitar qualquer differença, ou desintelligencia a respeito das Regulações, que possão respectivamente constituir huma Embarcação Portugueza, ou Britannica, as Altas Partes Contractantes convierão em declarar, que todas as Embarcações construidas nos Dominios de S. M. Britannica, e possuidas, navegadas, e registadas conforme as Leis da Grande Bretanha, serão consideradas como Embarcações Britannicas: e que serão consideradas como Embarcações Portuguezas todos os Navios, ou Embarcações construidas nos Paizes pertencentes a Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, ou em alguns delles, ou Navios apresados por algum dos Navios ou Embarcações de Guerra, pertencentes ao Governo Portuguez, ou a algum dos Habitantes dos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, que tiver a Commissão, ou Cartas de Marca e de Represalias do Governo de Portugal, e forem condemnados como Legitima Presa em algum Tribunal do Almirantado do referido Governo Portuguez, e possuidos por Vassallos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, ou por algum delles, e do qual o Mestre, e tres quartos, pelo menos, dos Marinheiros forem Vassallos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal.

ARTIGO VI

O mutuo Commercio, e Navegação dos Vassallos de Portugal e da Grande Bretanha, respectivamente nos Portos, e Mares da Asia, são expressamente permittidos no mesmo gráo, em que até aqui o têm sido pelas Duas Corôas. E o Commercio e Navegação assim permittidos serão postos d'aqui em diante, e para sempre sobre o pé do Commercio e Navegação da Nação mais favorecida que Commercea nos Portos e Mares da Asia, isto he, que nenhuma das Altas Partes Contractantes concederá Favor ou Privilegio algum, em materias de Commercio e de Navegação aos Vassallos de algum outro Estado, que Commercea nos Portos e Mares da Asia, que não seja tambem concedido *quam proxime* nos mesmos termos aos Vassallos da Outra Alta Parte Contractante.

Sua Magestade Britannica se obriga em Seu proprio Nome, e no de Seus Herdeiros e Successores, a não fazer regulação alguma que possa ser prejudicial, ou inconveniente ao Commercio e Navegação dos Vassallos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal nos Portos e Mares da Asia, em toda a extensão que he, ou possa ser para o futuro, permittida á Nação mais favorecida.

E Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal se obriga igualmente no Seu proprio Nome, e no de Seus Herdeiros e Successores, a não fazer regulações algumas, que possão ser prejudiciaes ou inconvenientes ao Commercio e Navegação dos Vassallos de

Sua Magestade Britannica nos Portos, Mares, e Dominios, que lhes são franqueados em virtude do Presente Tratado.

ARTIGO VII

As Duas Altas Partes Contractantes resolvêrão, a respeito dos privilegios que devem gozar os Vassallos de cada huma d'Ellas nos Territorios ou Dominios da Outra, que se observasse de ambas as partes a mais perfeita Reciprocidade. E os Vassallos de cada huma das Altas Partes Contractantes terão livre e inquestionavel Direito de viajar, e de residir nos Territorios, ou Dominios da Outra, de occupar Casas ou Armazens, e de dispôr da Propriedade Pessoal, de qualquer qualidade ou denominação, por Venda, Doação, Troca, ou Testamento, ou por outro qualquer modo, sem que se lhe ponha o mais leve impedimento, ou obstaculo. Elles não serão obrigados a pagar Tributos ou Impostos alguns, debaixo de qualquer pretexto que seja, maiores do que aquelles que pagão ou possão ser pagos pelos proprios Vassallos do Soberano, em cujos Dominios elles residirem. Não serão obrigados a servir forçadamente como Militares, quer por Mar, quer por Terra. As Suas Casas de Habitação, Armazens, e todas as partes, e dependencias delles, tanto pertencentes ao seu Commercio, como á sua residencia, serão respeitadas. Elles não serão sujeitos a Visitas e Buscas vexatorias, nem se lhes farão Exames, e Inspecções arbitrarias dos seus Livros, Papeis, ou Contas, debaixo do pretexto de ser de Authoridade Suprema do Estado.

Deve, porém, ficar entendido, que, nos casos de Traição, Commercio de Contrabando, e de outros Crimes, para cuja achada ha regras estabelecidas pelas Leis do Paiz, esta Ley será executada, sendo mutuamente declarado que não se admittirão falsas, e maliciosas accusações, como Pretextos ou Excusas para Visitas e Buscas vexatorias, ou para o exame de Livros, Papeis, ou Contas Commerciaes, as quaes Visitas ou Exames jámais terão lugar, excepto com a Sancção do competente Magistrado, e na presença do Consul da Nação a que pertencer a Parte accusada, ou do seu Deputado, ou Representante.

ARTIGO VIII

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal se obriga no Seu proprio Nome, e no de Seus Herdeiros e Successores, a que o Commercio dos Vassallos Britannicos nos Seus Dominios não será restringido, interrompido, ou de outro algum modo affectado pela operação de qualquer Monopolio, Contracto ou Privilegios exclusivos de Venda, ou de Compra, seja qual fôr; mas antes que os Vassallos da Grande Bretanha terão livre, e irrestricta Permissão de Comprar, e Vender a quem quer que fôr, e de qualquer modo ou fórma que possa convir-lhes, seja por Grosso, ou em Retalho, sem serem obrigados a dar preferencia alguma ou favor em consequencia dos ditos Monopolios, Contractos, ou Privilegios Exclusivos de Venda, ou de Compra. E Sua Magestade Britannica se obriga da sua parte a observar fielmente este Principio, assim reco-

nhecido, e ajustado pelas Duas Altas Partes Contractantes.

Porém deve ficar distinctamente entendido, que o presente Artigo não será interpretado como invalidando, ou affectando o Direito Exclusivo possuido pela Corôa de Portugal nos Seus proprios Dominios a respeito dos Contractos do Marfim, do Páo Brasil, da Urzela, dos Diamantes, do Oiro em pó, da Polvora, e do Tabaco manufacturado. Comtanto, porém, que, se os sobreditos Artigos vierem a ser geral, ou separadamente Artigos livres para o Commercio nos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, será permittido aos Vassallos de Sua Magestade Britannica o Commerciar nelles tão livremente, e no mesmo pé, em que fôr permittido aos Vassallos da Nação mais favorecida.

ARTIGO IX

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e Sua Magestade Britannica convêm, e accordão, que cada uma das Altas Partes Contractantes terá o Direito de Nomear Consules Geraes, Consules, e Vice-Consules em todos aquelles Portos dos Dominios da Outra Alta Parte Contractante, onde elles são, ou possão ser necessarios, para augmento do Commercio, e para os interesses Commerciaes dos Vassallos Commerciantes de cada hûma das Duas Corôas. Porém fica expressamente estipulado, que os Consules de qualquer, classe que forem, não serão reconhecidos, recebidos, nem permittidos obrar como taes, sem que sejão devida-

mente Qualificados pelo Seu proprio Soberano, e Approvados pelo outro Soberano em Cujos Dominios elles devem ser empregados. Os Consules de todas as Classes dentro dos Dominios de cada uma das Altas Partes Contractantes serão postos respectivamente no pé deperfeita Reciprocidade, e Igualdade. Esendo elles Nomeados sómente para o fim de facilitar, e assistir nos Negocios de Commercio e Navegação, gozarão portanto sómente dos Privilegios que pertencem ao Seu Lugar, e que são reconhecidos, e admittidos por todos os Governos, como necessarios para o devido cumprimento, do Seu Officio, e Emprego. Elles serão em todos os casos, sejão Civis, ou Criminaes, inteiramente sujeitos ás Leis do Paiz em que residirem, e gozarão tambem da plena e inteira Protecção daquellas Leis, emquanto elles se conduzirem com respeito a ellas.

ARTIGO X

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, desejando proteger, e facilitar nos Seus Dominios o Commercio dos Vassallos da Grande Bretanha, assim como as Suas relações, e Communicações com os Seus proprios Vassallos, ha por bem conceder-lhes o Privilegio de Nomearem, e terem Magistrados Especiaes, para obrarem em seu favor como Juizes Conservadores, naquelles Portos e Cidades dos Seus Dominios em que houverem Tribunaes de Justiça, ou possão ser estabelecidos, para o futuro. Estes Juizes julgarão, e decidirão todas as Causas, que forem leva-

das perante elles pelos Vassallos Britannicos, do mesmo modo que se praticava antigamente, e a Sua Authoridade, e Sentenças serão respeitadas. E declara-se serem reconhecidas, e renovadas pelo presente Tratado as Leis, Decretos, e Costumes de Portugal relativos á Jurisdicção do Juiz Conservador. Elles serão escolhidos pela pluralidade de votos dos Vassallos Britannicos, que residirem, ou Commerciarem no Porto, ou Lugar, em que a Jurisdicção do Juiz Conservador fôr estabelecida: e a Escolha assim feita será transmittida ao Embaixador, ou Ministro d' S. M. Britannica Residente na Côrte de Portugal, para ser por elle apresentada a S. A. R. O Principe Regente de Portugal, afim de Obter o Consentimento, e Confirmação de Sua Alteza Real; e no caso de a não obter, as Partes Interessadas procederão a huma nova Eleição, até que se obtenha a Real approvação do Principe Regente. A remoção do Juiz Conservador, nos casos de falta de Dever, ou de Delicto, será tambem effeituada por hum Recurso a Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal por meio do Embaixador, ou Ministro Britannico Residente na Côrte de Sua Alteza Real. Em compensação destas Concessões a favor dos Vassallos Britannicos, Sua Magestade Britannica Se obriga a fazer guardar a mais estricta, e escrupulosa observancia áquellas Leis, pelas quaes as pessoas, e a Propriedade dos Vassallos Portuguezes, residentes nos Seus Dominios são asseguradas e protegidas; e das quaes elles (em commum com todos os outros Estrangeiros) gozão do Beneficio pela reconhecida Equidade da Juris-

prudencia Britannica, e pela Singular Excellencia da Sua Constituição.

E demais estipulou-se, que, no caso de Sua Magestade Britannica conceder aos Vassallos de algum outro Estado qualquer Favor ou Privilegio que seja analogo ou se assemelhe ao Privilegio de ter Juizes Conservadores, concedido por este Artigo aos Vassallos Britannicos residentes nos Dominios Portuguezes, o mesmo Favor ou Privilegio será considerado como igualmente concedido aos Vassallos de Portugal residentes nos Dominios Britannicos, do mesmo modo como se fosse expressamente estipulado pelo presente Tratado.

ARTIGO XI

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e Sua Magestade Britannica, Convêm particularmente em conceder os mesmos Favores, Honras, Immunidades, Privilegios, e Isenções de Direitos, e Impostos aos Seus Respectivos Embaixadores, Ministros, ou Agentes Accreditados nas Côrtes de cada huma das Altas Partes Contractantes: e qualquer favor que hum dos Soberanos conceder a este respeito na Sua propria Côrte, o Outro Soberano Se obriga a Conceder Semelhantemente na Sua Côrte.

ARTIGO XII

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal declara, e se obriga no Seu proprio Nome, e no de Seus Herdeiros e Successores, a que os Vassallos de Sua Magestade Britannica residentes nos Seus Territorios,

e Dominios não serão perturbados, inquietados, perseguidos, ou molestados por causa da sua Religião, mas antes terão perfeita liberdade de Consciencia, e licença para assistirem, e celebrarem o Serviço Divino em honra do Todo Poderoso Deos, quer seja dentro de suas Casas particulares, quer nas suas particulares Igrejas, e Capellas, que Sua Alteza Real agora, e para sempre, graciosamente lhes Concede a permissão de edificarem, e manterem dentro dos Seus Dominios. Comtanto, porém, que as sobreditas Igrejas, e Capellas serão construidas de tal modo que externamente se assemelhem a Casas de habitação; e tambem que o uso dos Sinos lhes não seja permittido para o fim de annunciarem publicamente as horas do Serviço Divino. Demais estipulou-se que nem os Vassâllos da Grande Bretanha, nem outros quaesquer Estrangeiros de Comunhão differente da Religião Dominante nos Dominios de Portugal, serão perseguidos, ou inquietados por materias de Consciencia, tanto nas Suas Pessoas, como nas Suas Propriedades, emquanto elles se conduzirem com Ordem, Decencia, e Moralidade, e de huma maneira conforme aos usos do Paiz, e ao Seu Estabelecimento Religioso e politico. Porém, se se provar, que elles pregão, ou declamão publicamente contra a Religião Catholica, ou que elles procurão fazer Proselytos, ou Conversões, as Pessoas que assim delinquirem poderão, manifestando-se o seu Delicto, ser mandadas sahir do Paiz, em que a Offensa tiver sido commettida. E aquelles que no Publico se portarem sem respeito, ou com impropriedade para os

Ritos e Ceremonias da Religião Catholica Dominante, serão chamados perante a Policia Civil, e poderão ser castigados com Multas, ou com prisão em suas proprias Casas. E, se a Offensa for tão grave, e tão enorme, que perturbe a tranquillidade Publica, e ponha em perigo a segurança das Instituições da Igreja, e do Estado, estabelecidas pelas Leis, as Pessoas que tal Offensa fizerem, havendo a devida prova do facto, poderão ser mandadas sahir dos Dominios de Portugal. Permittir-se-ha tambem enterrar os Vassallos de Sua Magestade Britannica, que morrerem nos Territorios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, em convenientes Lugares, que serão designados para este fim. Nem se perturbaráõ de modo algum, nem por qualquer motivo, os Funeraes, ou as Sepulturas dos Mortos. Do mesmo modo os Vassallos de Portugal gozaráõ nos Dominios de Sua Magestade Britannica de huma perfeita, e illimitada Liberdade de Consciencia em tódas as materias de Religião, conforme ao Systema de Tolerancia que se acha nelles estabelecido. Elles poderão livremente praticar os Exercicios da Sua Religião, publica, ou particularmente nas Suas proprias Casas de habitação, ou nas Capellas, e Lugares de Culto designados para este objecto, sem que se lhes ponha o menor obstaculo, embaraço, ou difficuldade alguma, tanto agora, como para o futuro.

ARTIGO XIII

Conveio-se, e ajustou-se entre as Altas Partes Contractantes, que se estabeleceráõ Paquetes para o fim de

facilitar o Serviço Publico das Duas Côrtes, e as relações Commerciaes dos Seus respectivos Vassallos. Concluir-se-ha huma Convenção, sobre as Bases da que foi concluida no Rio de Janeiro aos 14 de Setembro de 1808, para determinar os termos sobre que se estabeleceráõ os referidos Paquetes; a qual Convenção será Ratificada ao mesmo tempo que o presente Tratado.

ARTIGO XIV

Conveio-se, e ajustou-se, que as Pessoas culpadas de Alta Traição, de Falsidade, e de outros Crimes de huma natureza odiosa, dentro dos Dominios de Qualquer das Altas Partes Contractantes, não serão admittidas nem receberáõ Protecção nos Dominios da outra. E que nenhuma das Altas Partes Contractantes receberá de proposito, e deliberadamente nos Seus Estados, e entreterá ao Seu Serviço Pessoas, que forem Vassallos da outra Potencia, que desertarem do Serviço Militar d'Ella, quer de Mar, quer de Terra, antes pelo contrario as dimittiráõ respectivamente do Seu Serviço, logo que assim forem requeridas. Mas conveio-se, e declarou-se, que Nenhuma das Altas Partes Contractantes concederá a qualquer outro Estado favor algum a respeito de Pessoas que desertarem do Serviço daquelle Estado, que não seja considerado como concedido igualmente á Outra Alta Parte Contractante, do mesmo modo como se o referido favor tivesse sido expressamente estipulado pelo presente Tratado. Demais, conveio-se, que nos casos de deserção de

Moços ou Marinheiros das Embarcações pertencentes aos Vassallos de Qualquer das Altas Partes Contractantes, no tempo em que estiverem nos Portos da Outra Alta Part·, os Magistrados serão obrigados a dar efficaz assistencia para a sua apprehensão, sobre a devida Representação feita para este fim pelo Consul Geral ou Consul, ou pelo seu Deputado, ou Representante ; e que Nenhuma Corporação Publica, Civil, ou Religiosa, terá poder de proteger taes Desertores.

ARTIGO XV

Todos os Generos, Mercadorias, e Artigos, quaesquer que sejão, da Producção, Manufactura, Industria ou Invenção dos Dominios, e Vassallos de Sua Magestade Britannica, serão admittidos em todos, e em cada hum dos Portos, e Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, tanto na Europa, como na America, Africa, e Asia, quer sejão consignados a Vassallos Britannicos, quer a Portuguezes, pagando geral e unicamente Direitos de Quinze por Cento, conforme o valor que lhes fôr estabelecido pela Pauta, que na Lingua Portugueza corresponde á Taboa das Avaliações, cuja principal Base será a Factura jurada dos sobreditos Generos, Mercadorias, e Artigos, tomando tambem em consideração (tanto quanto fôr justo e praticavel) o preço corrente dos mesmos no Paiz, onde elles forem importados. Esta Pauta, ou Avaliação será determinada, e fixada por hum igual numero de Negociantes Britannicos, e Portuguezes, de conhecida inteireza, e honra, com a assistencia, pela parte dos

Negociantes Britannicos, do Consul Geral, ou Consul de Sua Magestade Britannica, e pela parte dos Negociantes Portuguezes com a assistencia do Superintendente, ou Administrador Geral da Alfandega, ou dos seus respectivos Deputados. E a sobredita Pauta, ou Taboa das Avaliações se fará e promulgará em cada hum dos Portos, pertencentes a Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, em que hajão, ou possão haver Alfandegas. Ella será concluida, e principiará a ter effeito logo que fôr possivel, depois da Troca das Ratificações do presente Tratado, e com certeza dentro do espaço de tres mezes contados da data da referida Troca.

E será revista, e alterada, se necessario fôr, de tempos a tempos, seja em sua totalidade, ou em parte, todas as vezes que os Vassallos de Sua Magestade Britannica residentes nos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, assim hajão de requerer por via do Consul Geral, ou Consul de Sua Magestade Britannica, ou quando os Negociantes Vassallos de Portugal fizerem a mesma requisição para este fim da sua propria Parte.

ARTIGO XVI

Porém, se durante o intervallo entre a Troca das Ratificações do presente Tratado, e a Promulgação da sobredita Pauta, alguns Generos, ou Mercadorias da Producção ou Manufactura dos Dominios de Sua Magestade Britannica entrarem nos Portos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, Conveio-se,

que serão admittidos para o Consumo pagando os referidos Direitos de Quinze por Cento, conforme o valor que lhes fôr fixado pela Pauta actualmente estabelecida, se elles forem Generos, e Mercadorias dos comprehendidos ou avaliados na sobredita Pauta, e se o não forem (assim como se alguns Generos ou Mercadorias vierem para o futuro aos Portos dos Dominios Portuguezes, sem serem dos especificadamente avaliados em a Nova Tarifa, ou Pauta, que se ha de fazer em consequencia das Estipulações do precedente Artigo do presente Tratado), serão igualmente admittidos pagando os mesmos Direitos de Quinze por Cento *ad Valorem*, conforme as Facturas dos ditos Generos e Mercadorias, que serão devidamente apresentadas, e juradas pelas Partes que as importarem. E no caso de suspeita de fraude, ou de illicita Pratica, as Facturas serão examinadas, e o valor real dos Generos e Mercadorias determinado pela Decisão de hum igual numero de Negociantes Portuguezes, e Britannicos de conhecida inteireza e honra, e no caso de differença de opinião entre elles, seguida de huma igualdade de Votos sobre o objecto em questão, então elles nomearão outro Negociante igualmente de conhecida inteireza, e honra, a quem se referirá ultimamente o Negocio, e cuja Decisão será terminante, e sem Appellação.

E no caso que a Factura pareça ter sido fiel, e correcta, os Generos e Mercadorias nella especificados serão admittidos pagando os Direitos acima mencionados de Quinze por Cento, e as Despezas, se as hou-

ver, do exame da Factura serão pagas pela Parte que duvidou da sua exactidão, e correcção.

Mas se se achar que a Factura foi fraudulenta e illicita, então os Generos e Mercadorias serão comprados pelos Officiaes da Alfandega por Conta do Governo Portuguez, segundo o valor especificado na Factura, com huma addição de Dez por Cento sobre a somma assim paga pelos referidos Generos, e Mercadorias pelos Officiaes da Alfandega, obrigando-se o Governo Portuguez ao pagamento dos Generos assim avaliados, e comprados pelos Officiaes da Alfandega dentro do espaço de quinze dias : E as despezas, se as houver, do exame da fraudulenta Factura serão pagas pela Parte, que a tiver apresentado como justa, e fiel.

ARTIGO XVII

Conveio-se, e ajustou-se, que os Artigos do Trem Militar e Naval importados nos Portos de Sua Alteza Real o Principe Regente de Portugal, e que o Governo Portuguez haja de querer para seu uso, serão pagos logo pelos preços estipulados pelos proprietarios, que não serão constrangidos a vendê-los debaixo de outras condições.

De mais estipulou-se, que, se o Governo Portuguez tomar a seu proprio cuidado, e guarda alguma Carregação, ou parte de huma Carregação com vistas de a comprar, ou para outro qualquer fim, o dito Governo Portuguez será responsavel por qualquer perda, e damnificação que ella possa soffrer, emquanto estiver

Direitos exclusivamente em favor dos Generos e Mercadorias Britannicas importadas nos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, far-se-ha huma equivalente Reducção sobre os Generos, e Mercadorias Portuguezas importadas nos Dominios de Sua Magestade Britannica, e Vice Versa.

Os Artigos sobre que se deverá fazer huma semelhante equivalente Reducção, serão determinados por hum prévio Concerto, e Ajuste entre as Duas Altas Partes Contractantes.

Fica entendido, que qualquer semelhante Reducção assim concedida por huma das Altas Partes á Outra, o não será depois (excepto nos mesmos termos, e com a mesma compensação) em favor de algum outro Estado, ou Nação qualquer que for.

E esta Declaração deve ser considerada como reciproca da Parte das Duas Altas Partes Contractantes.

ARTIGO XX

Mas como ha alguns Artigos da Creação, e Producção do Brasil, que são excluidos dos Mercados, e do Consumo interior dos Dominios Britannicos, taes como o Assucar, Café, e outros Artigos, semelhantes ao producto das Colonias Britannicas; Sua Magestade Britannica querendo favorecer, e proteger (quanto he possivel) o Commercio dos Vassallos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, consente, e permitte, que os ditos Artigos, assim como todos os outros da Creação, e Producção do Brasil, e de todas as outras partes dos Dominios Portuguezes, possão ser recebi-

quaesquer da Producção ou Manufactura dos Dominios Britannicos não destinados para o consumo do Lugar, em que possão ser recebidos, ou admittidos, mas para serem reexportados tanto para outros Portos dos Dominios de Portugal, como para os de outros Estados. E os Artigos assim admittidos, recebidos, sujeitos ás devidas Regulações, serão isentos dos Direitos maiores, com que haverião de ser carregados, se fossem destinados para o Consumo do lugar em que possão ser descarregados, ou depositados em Armazens, e obrigados sómente ás mesmas Despezas, que houverem de ser pagas pelos Artigos da Producção do Brasil, recebidos e depositados em Armazens para a reexportação, nos Portos dos Dominios de Sua Magestade Britannica.

ARTIGO XXII

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal a fim de facilitar, e animar o legitimo Commercio não sómente dos Vassallos da Grande Bretanha, mas tambem dos de Portugal, com outros Estados adjacentes aos Seus propios Dominios; e tambem com vistas de augmentar, e segurar aquella parte de Sua propria Renda, que he derivada da percepção dos Direitos de Porto Franco sobre as Mercadorias, Ha por bem declarar o Porto de Santa Catharina por Porto Franco, conforme os termos mencionados no precedente Artigo do presente Tratado.

ARTIGO XXIII

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal de-

sejando estabelecer o systema de Commercio, annunciado pelo Presente Tratado sobre as Bases as mais extensas, Ha por bem aproveitar a opportunidade que elle Lhe offerece, de publicar a determinação anteriormente concebida no Seu Real Entendimento de fazer Gôa Porto Franco, e de permittir naquella Cidade, suas Dependencias, a livre Tolerancia de todas quaesquer Seitas Religiosas.

ARTIGO XXIV

Todo o Commercio com as Possessões Portuguezas situadas sobre a Costa Oriental do Continente de Africa (em Artigos não incluidos nos Contractos exclusivos possuidos pela Corôa de Portugal) que possa ter sido anteriormente permittido aos Vassallos da Grã-Bretanha, lhes he confirmado, e assegurado agora para sempre, do mesmo modo que o Commercio que tinha até aqui sido permittido aos Vassallos Portuguezes nos Portos e Mares da Asia, lhes he confirmado e assegurado em virtude do 6° Artigo do Presente Tratado.

ARTIGO XXV

Porém, em ordem a dar o devido effeito [illegible] de perfeita Reciprocidade, que as Duas [illegible] Contractantes desejão estabelecer por Base [illegible] mutuas Relações, Sua Magestade Britannica [illegible] em ceder do Direito de crear Feitorias ou [illegible] de Negociantes Britannicos, debaixo de qualquer [illegible] ou descripção que fôr, nos Dominios [illegible] Principe Regente de Portugal, comtanto

que os Favores, Privilegios, e Immunidades concedidas por cada huma das Altas Partes Contractantes aos Vassallos da Outra, tanto por Tratado como por Decreto, ou Alvará, ficarão sem alteração ; á excepção da Faculdade concedida por antigos Tratados, de conduzir em Navios de hum dos dous Estados Generos e Mercadorias de qualquer qualidade pertencentes aos Inimigos do Outro Estado, a qual faculdade he agora publica e mutuamente renunciada e abrogada.

ARTIGO XXVII

A reciproca Liberdade de Commercio e Navegação declarada, e annunciada pelo presente Tratado será considerada extender-se a todos os Generos e Mercadorias quaesquer, á excepção d'aquelles Artigos de Propriedade dos Inimigos de Huma ou Outra Potencia, ou de Contrabando de Guerra.

ARTIGO XXVIII

Debaixo da denominação de Contrabando, ou Artigos prohibidos, se comprehenderão não sómente Armas, Peças de Artilharia, Arcabuzes, Morteiros, Petardos, Bombas, Granadas, Salsichas, Carcassas, Carretas de Peças, Arrimos de Mosquetes, Bandolas, Polvora, Mechas, Salitre, Balas, Piques, Espadas, Capacetes, Elmos, Couraças, Alabardas, Azagayas, Coldres, Boldries, Cavallos, e Arreios; mas tambem em geral todos os outros Artigos, que possão ter sido especificados como Contrabando em quaesquer precedentes Tratados concluidos por Portugal ou Grande Bretanha com outras Potencias. Porém Generos que não

tenhão sido fabricados em fórma de Instrumento de Guerra, ou que não possão vir a sê-lo, não serão reputados de Contrabando; e muito menos aquelles que já estão fabricados e destinados para outros fins, os quaes todos não serão julgados de Contrabando, e poderão ser levados livremente pelos Vassallos de ambos os Soberanos, mesmo a Lugares pertencentes a hum Inimigo, á excepção sómente daquelles Lugares que estão sitiados, bloqueados, ou investidos por Mar, ou por Terra.

ARTIGO XXIX

No caso que algumas Embarcações, ou Navios de Guerra, ou Mercantes, venhão a naufragar nas Costas dos Dominios de Qualquer das Altas Partes Contractantes, todas as porções das referidas Embarcações, ou Navios, ou da armação e pertences das mesmas, assim como dos Generos e Fazendas que se salvarem, ou o producto dellas, serão fielmente restituidos logo que seus Donos, ou seus Procuradores legalmente autorisados os reclamarem; pagando sómente as Despezas feitas na arrecadação dos mesmos Generos, conforme o Direito de Salvação ajustado entre ambas as Altas Partes; exceptuando ao mesmo tempo os Direitos, e Costumes de cada Nação, de cuja abolição, ou modificação se tratará comtudo no caso de serem contrarios ás Estipulações do presente Artigo; e as Altas Partes Contractantes interporão mutuamente a Sua Authoridade, para que sejão punidos severamente aquelles dos Seus Vassallos, que se aproveitarem de semelhantes desgraças.

ARTIGO XXX

Conveio-se mais, para maior segurança, e liberdade do Commercio, e da Navegação, que tanto Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, como Sua Magestade Britannica, não só recusaráõ receber quaesquer Piratas, ou Ladrões do Mar em qualquer dos Seus Portos, Surgidouros, Cidades, e Villas, ou permittir que alguns dos Seus Vassallos, Cidadãos, ou Habitantes os recebão, ou protejão nos Seus Portos, os agazalhem nas suas Casas, ou lhes assistão de alguma maneira; mas tambem mandaráõ, que esses Piratas, e Ladrões do Mar, e as pessoas que os receberem, acoutarem, ou ajudarem, sejão castigados convenientemente, para terror e exemplo dos outros. E todos os seus Navios, com os Generos, e Mercadorias que tiverem tomado, e trazido aos Portos pertencentes a qualquer das Altas Partes Contractantes, serão aprezados onde forem descobertos, e serão restituidos aos Donos, ou a seus Procuradores devidamente authorisados, ou delegados por elles por escripto; provando-se previamente, e com evidencia, a Identidade da Propriedade, mesmo no caso que semelhantes Generos tenhão passado a outras mãos por meio de venda, huma vez que se souber que os Compradores sabião, ou podião ter sabido, que taes generos forão tomados piraticamente.

ARTIGO XXXI

Para a segurança futura do Commercio, e Amizade entre os Vassallos de Sua Alteza Real O Principe Re-

gente de Portugal, e de Sua Magestade Britannica, e afim de que esta mutua boa intelligencia possa ser preservada de toda a interrupção, e disturbio, conveio-se, e ajustou-se que, se em algum tempo se suscitar qualquer desintelligencia, quebrantamento de Amizade, ou rompimento entre as Corôas das Altas Partes Contractantes, o que Deos não permitta (o qual rompimento só se julgará existir depois do Chamamento, ou Despedida dos respectivos Embaixadores e Ministros), os Vassallos de cada huma das Duas Partes, residentes nos Dominios da Outra, terão o Privilegio de ficar, e continuar nelles o seu Commercio sem interrupção alguma, emquanto se conduzirem pacificamente, e não commetterem Offensa contra as Leis, e Ordenações; e, no caso que a sua Conducta os faça suspeitos, e os respectivos Governos sejão obrigados a manda-los sahir, se lhes concederá o termo de hum anno para esse fim, em ordem a que elles se possão retirar com os seus Effeitos e Propriedade, quer estejão confiadas a Individuos Particulares, quer ao Estado.

Deve, porém, entender-se que este favor se não estende áquelles que tiverem de algum modo procedido contra as Leis estabelecidas.

ARTIGO XXXII

Concordou-se, e foi estipulado pelas Altas Partes Contractantes, que o presente Tratado será illimitado emquanto á sua duração; que as Obrigações, e Condições expressadas e conteudas nelle serão perpetuas,

e immutaveis; e que não serão mudadas, ou alteradas de modo algum no caso que Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, Seus Herdeiros, ou Successores tornem a estabelecer a Séde da Monarchia Portugueza nos Dominios Europeus desta Corôa.

ARTIGO XXXIII

Porém as Duas Altas Partes Contractantes se reservão o Direito de juntamente examinarem, e reverem os differentes Artigos deste Tratado no fim do termo de Quinze annos, contados da data da Troca das Ratificações do mesmo; e de então proporem, discutirem e fazerem aquellas emendas, ou addições que os verdadeiros interesses dos Seus respectivos Vassallos possão parecer requerer.

Fica, porém, entendido que qualquer Estipulação, que no periodo da Revisão do Tratado fôr objectada por Qualquer das Altas Partes Contractantes, será considerada como suspendida no seu effeito, até que a discussão relativa a esta Estipulação seja terminada, fazendo-se previamente saber á Outra Alta Parte Contractante a intentada suspensão da tal Estipulação, afim de evitar a mutua disconveniencia.

ARTIGO XXXIV

As differentes Estipulações e Condições do Presente Tratado principiarão a ter effeito desde a data da sua Ratificação por Sua Magestade Britannica, e a mutua Troca das Ratificações se fará na Cidade de Londres dentro do espaço de quatro mezes, ou mais breve, se

fôr possivel, contados do dia da Assignatura do Presente Tratado.

Em testemunho do que, Nós abaixo Assignados, Plenipotenciarios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e de Sua Magestade Britannica, em virtude dos nossos respectivos Plenos Poderes, Assignamos o Presente Tratado com nossos punhos, e lhe fizemos pôr o Sello das nossas Armas.

Feito na Cidade do Rio de Janeiro, aos 19 de Fevereiro do Anno de Nosso Senhor Jesus Christo de 1810. — Assignado (L. S.) *Conde de Linhares.* — (L. S.) *Strangford.*

RATIFICAÇÃO DE SUA ALTEZA REAL.

Dom João por Graça de Deos Principe Regente de Portugal, e dos Algarves, d'aquem, e d'além mar, em Africa Senhor de Guiné, e da Conquista, Navegação, e Commercio da Ethiopia, Arabia, Persia, e da India, etc. Faço saber a todos os que a presente Carta de Confirmação, Approvação, e Ratificação virem, que em 19 de Fevereiro do corrente anno se concluio, e assignou na Cidade do Rio de Janeiro hum Tratado de Amisade, e Commercio, entre Mim, e o Serenissimo, e Potentissimo Principe, Jorge III, Rei do Reino-Unido da Grande Bretanha, e de Irlanda, Meu Bom Irmão, e Primo, com o fim de extender, e ampliar o Commercio reciproco dos Nossos respectivos Vassallos, e de procurar segurar sobre as bases mais estaveis, mais liberaes, e de mais perfeita igualdade, a futura felici-

dade de ambas as Nações; sendo Plenipotenciarios, para esse effeito, da Minha Parte, Dom Rodrigo de Sousa Coutinho, Conde de Linhares, Senhor de Payalvo, Commendador da Ordem de Christo, Gram-Cruz das Ordens de S. Bento de Aviz, e da Torre e Espada, do Meu Conselho de Estado, Meu Ministro, e Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros, e da Guerra; e da Parte de S. M. Britannica, o Muito Honrado Percy Clinton Sydney, Lord, Visconde, e Barão de Strangford, do Conselho de Sua dita Magestade, Seu Conselheiro Privado, Cavalleiro da Ordem Militar do Banho, Gram-Cruz da da Torre e Espada, e Seu Enviado Extraordinario, e Ministro Plenipotenciario nesta Côrte, do qual Tratado o theor he o seguinte:

(SEGUE-SE O TRATADO)

E sendo-Me presente o mesmo Tratado, cujo theor fica acima inserido, e bem visto, considerado, e examinado por Mim tudo o que nelle se contém, o Approvo, Ratifico, e Confirmo, assim no todo, como em cada huma das suas Clausulas, e Estipulações; e pela presente o Dou por firme e valido para sempre, Promettendo em Fé, e Palavra Real, Observal-o, e Cumpril-o inviolavelmente, e Fazêl-o cumprir, e observar por qualquer modo que possa ser. Em testemunho, e firmeza do sobredito, Fiz passar a presente Carta, por Mim assignada, passada com o Sello Grande das Minhas Armas, e Referendada pelo Meu Secretario, e Ministro de Estado abaixo assignado. Dada no Palacio

do Rio de Janeiro, aos 26 de Fevereiro do Anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1810.— O PRINCIPE *Com Guarda.* — *Conde de Aguiar.*

DECLARAÇÃO

O abaixo assignado, Principal Secretario de Estado de Sua Magestade, da Repartição dos Negocios Estrangeiros, no momento de trocar com o Cavalleiro de Sousa Coutinho, Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal as Ratificações do Tratado de Commercio assignado no Rio de Janeiro no dia 19 de Fevereiro de 1810 pelo Lord, Visconde Strangford, por parte de Sua Magestade, e pelo Conde de Linhares, por parte de Sua Alteza Real O Principe Regente: recebeu ordem de Sua Magestade, a fim de evitar alguma equivocação, que talvez se possa originar da execução daquella parte do Quinto Artigo do dito Tratado, em que se define quaes Navios serão considerados com direito aos privilegios de Navios Britannicos, para declarar ao Cavalleiro de Sousa Coutinho que, além das qualificações nelle expressas, serão igualmente intitulados a considerarem-se como Navios Britannicos os que houverem sido aprezados ao Inimigo pelos Navios de Guerra de Sua Magestade, ou pelos Vassallos de Sua Magestade fornecidos de Carta de Marca pelos Lords Commissarios do Almirantado, e regularmente condemnados em hum dos Tribunaes de Preza de Sua Magestade, como boa preza: assim como se conside-

rão Navios Portuguezes em virtude do paragrafo seguinte do mesmo Tratado as Embarcações tomadas ao Inimigo pelos Navios de Portugal, e condemnadas em iguaes circumstancias. O abaixo assignado roga ao Cavalleiro Sousa que acceite os protestos da sua alta consideração. (Assignado) *Wellesley*. — Ao Cavalleiro de Sousa Coutinho, etc., etc., etc., 18 de Junho de 1810.

1810

CONVENÇÕES POSTAES

O espirito de progresso que presidira a todos os actos do Monarcha portuguez, desde a sua chegada ao Brasil, manifestou-se igualmente na celebração da Convenção com a Grã-Bretanha para o estabelecimento de uma linha regular de Paquetes transatlanticos.

A abertura dos portos ao commercio estrangeiro, a elevação da colonia á categoria de reino, os tratados com a Inglaterra, que, á parte os graves defeitos de que já fallámos, tendêrão todavia a estreitar as relações mercantis, e internacionaes com uma grande potencia européa, além de, por elles, conseguirmos um importantissimo consumidor de nossos productos, forão factos de um grande alcance para os futuros interesses do Brasil; uma navegação rapida, e certa, que approximasse o novo reino dos Estados da Europa, era outra necessidade que não podia deixar de ser attendida pelo principe regente; e effectivamente o foi, firmando com a Grã-Bretanha a convenção inserta no presente titulo.

Acompanhando as pegadas da antiga metropole, o nascente Imperio, no seu trabalho de organisação, não podia deixar tambem de subscrever novos compromissos com as nações exteriores, no sentido de facilitar o transporte da correspondencia particular, e official, e de ligar os seus interesses commerciaes e

agricolas aos dos outros povos, por meio de promptas communicações. Para este effeito celebrárão-se os accordos de 14 de Outubro de 1850, 10 de Março de 1851, e 12 de Janeiro de 1853, os quaes acompanhão á referida convenção.

Comquanto taes ajustes pertenção a uma época posterior a que deve conter o primeiro volume desta obra, todavia, não formando elles ainda a convenção postal definitiva com a Inglaterra, julgamos conveniente annexal-os ao antigo tratado de paquetes, para esclarecimento do leitor.

O tempo da duração daquelles accordos fixou-se em quatro annos, segundo foi estipulado nas notas trocadas entre o ministro dos negocios estrangeiros do Imperio, e o plenipotenciario britannico, procrastinando-se, porém, aquelle prazo, além de sua terminação, se algum dos dous governos não notificasse ao outro a sua cessação.

O prazo da findação dos favores, e privilegios conferidos aos paquetes em 1850 limitava-se a dez annos, prorogou-se-o, porém, em 1851, até que uma das partes annunciasse á outra a intenção de fazer cessar seus effeitos, com antecedencia de seis mezes.

Pelas notas de 9 de Abril e 4 de Junho de 1861, deu-se uma modificação nos citados accordos, firmando-se outro especial para o transporte, em malas privativas, da correspondencia entre a provincia de S. Pedro do Sul, e a Grã-Bretanha.

Por notas reversaes (que serão publicadas no lugar e tempo competente) de 11 e 13 de Fevereiro de

1852 foi celebrado um ajuste provisorio regulando o transporte da correspondencia official, e particular, entre o Brasil e a Republica Oriental do Uruguay.

Igual ajuste, e pelo mesmo meio executado, se concluio com a Confederação Argentina em 22 de Setembro de 1858.

Com a França celebrou-se uma convenção postal datada de 7 de Julho de 1860, a qual será integralmente transcripta no respectivo anno.

A Prussia, Sardenha e Hamburgo requisitárão igualmente a celebração de convenções postaes, e o governo cura de as realizar.

Convenção entre o Principe Regente de Portugal, o Sr. D. João, e Jorge III Rei da Grã-Bretanha, sobre o estabelecimento de Paquetes entre os dominios de Portugal, e a Grã-Bretanha, assignada no Rio de Janeiro em 19 de Fevereiro de 1810, e ratificada por parte de Portugal em 26 do dito mez, e pela da Grã-Bretanha em 18 de Junho do mesmo anno.

(DA COLLECÇÃO DE LEIS)

Sendo necessario para o serviço Publico das Côrtes de Portugal e da Grande Bretanha, e para as Relações Commerciaes dos Seus respectivos Vassallos, que se estabeleção Paquetes entre os Dominios de Portugal e a Grande Bretanha, e sendo alem disso conveniente que se conclua para este fim hum Arranjamento definitivo sobre os principios de exacta Reciprocidade, que as Duas Corôas tem resolvido adoptar por Base das Suas mutuas Relações, os Abaixo Assignados, Plenipotenciarios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e de Sua Magestade El Rei do Reino Unido da Grande Bretanha e Irlanda, tendo trocado os seus respectivos Plenos Poderes, e achando-os em boa e devida forma, convierão nos Artigos seguintes :

ARTIGO 1

Sahirá de Falmouth para o Rio de Janeiro hum Paquete em cada mez. Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal Se reserva o Direito de para o futuro estabelecer Paquetes entre os outros Portos do

Brasil e a Grande Bretanha, se o estado do Commercio o requerer.

ARTIGO II

As Malas se fecharáõ em hum determinado dia, assim em Londres como no Rio de Janeiro.

ARTIGO III

Os Paquetes tocaráõ na Madeira na sua passagem para o Rio de Janeiro. Elles não ancoraráõ ali nem se demoraráõ mais tempo do que aquelle que for absolutamente necessario para entregarem, e receberem as Malas.

ARTIGO IV

Os Paquetes serão por agora Embarcações Britannicas, navegadas conforme as Leis da Grande Bretanha. Porem Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal Se reserva o Direito de estabelecer para o futuro Paquetes Brasilienses ou Portuguezes.

ARTIGO V

Os Paquetes serão considerados, e tratados, como Embarcações Mercantes. Elles serão por consequencia sujeitos ás Visitas dos Officiaes e Guardas d'Alfandega tanto no Rio de Janeiro, como em outro qualquer Porto dos Dominios de Portugal, entre o qual e os Dominios Britannicos se hajão de estabelecer Paquetes. Porem elles não serão obrigados a dar Entrada na Alfandega, nem a seguir as outras formalidades praticadas pelas Embarcações Mercantes.

ARTIGO VI

As Duas Altas Partes Contractantes Se obrigão reci-

procamente a fazer todos os esforços para prevenir que se faça por via dos Paquetes Commercio de Contrabando, particularmente de Diamantes, Páo Brasil, Ouro em pó, Urzela, e Tabaco manufacturado. Ellas tambem se obrigão a prevenir, quanto for possivel, a illegal Collecção, e Conducção de Cartas.

ARTIGO VII

Permittir-se-ha, que hum Agente Britannico para os Paquetes resida no Rio de Janeiro, ou em qualquer outro Porto dos Dominios de Portugal, entre o qual e os Dominios Britannicos se houverem de estabelecer Paquetes para o futuro. As Malas para os Dominios Britannicos se promptificaráõ exclusivamente na casa de Sua Administração, e tambem receberá e admittirá nellas as Cartas d'aquelles Vassallos Portuguezes, que quizerem mandal-as á sua Administração. A' chegada dos Paquetes, ao Rio de Janeiro ou ao Porto do seu destino, o Agente Britannico entregará as Malas, que elle trouxer, áquella Pessoa, que o Governo Portuguez Nomear para as receber, do mesmo modo que se praticava antigamente em Lisboa.

ARTIGO VIII

O Governo Portuguez terá o Direito de impôr Porte em todas as Cartas vindas dos Dominios Britannicos para os de Portugal.

ARTIGO IX

O Porte das Cartas enviadas ou recebidas da Grande Bretanha e do Brasil deverá ser por agora do Valor de trez Shellings e oito Pences Sterlinos da Moeda

Britannica por huma simples Carta, e nesta proporção pelo Duplo, ou Triplo das Cartas. Observar-se-hão as mesmas regras, que se praticavão antigamente em Lisboa, relativamente ás Cartas destinadas para a Marinha e Exercito de Sua Magestade Britannica; e em Inglaterra se concederão iguaes Isenções em favor das Cartas pertencentes aos Marinheiros e Soldados de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal.

ARTIGO X

As Cartas e os Despachos conduzidos pelos Paquetes aos Enviados, ou Ministros das Duas Côrtes, e sendo *bona fide* para o Serviço dos seus respectivos Soberanos não pagarão Porte. Far-se-ha no Correio Geral Britannico huma regulação para dar effeito a esta Estipulação, e para fixar o pezo e numero das Cartas e Despachos, que devem ser isentos de Porte em virtude do presente Artigo.

ARTIGO XI

Depois da chegada do Paquete ao Rio de Janeiro, o Enviado ou Ministro de Sua Magestade Britannica fixará o dia em que o referido Paquete voltará para Inglaterra, reservando sómente a si o Direito de prolongar mais o periodo assim fixado no caso de julgar que o Serviço de Sua Magestade o exige, e attendendo quanto for possivel a qualquer requisição para este fim que lhe for feita por parte do Governo Portuguez. E os Paquetes durante a sua estada nos Portos, ou Bahias de Sua Alteza Real O Principe Regente serão considerados como debaixo da especial Protecção do

Enviado ou Ministro de Sua Magestade Britannica, da mesma fórma como os Seus Correios ou Expressos.

ARTIGO XII

Os Principios Geraes da presente Convenção serão applicaveis a todos os Paquetes, que se houverem para o futuro de estabelecer entre a Grande Bretanha, e qualquer Porto ou Portos nos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal não especificadamente mencionados na presente Convenção.

ARTIGO XIII

A presente Convenção será devidamente ratificada, e a mutua Troca das Ratificações se fará na Cidade de Londres dentro do espaço de quatro mezes, ou mais breve se for possivel, contados do dia da assignatura da presente Convenção.

Em testemunho do que, Nós abaixo Assignados, Plenipotenciarios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e de Sua Magestade Britannica, em virtude dos nossos respectivos Plenos Poderes, Assignámos a Presente Convenção, e lhe fizemos pôr os Sellos das nossas Armas.

Feita na Cidade do Rio de Janeiro, aos 19 de Fevereiro do Anno de Nosso Senhor Jesus Christo de 1810. —Assignados.— (L. S.) *Conde de Linhares.* — (L. S.) *Strangford.*

RATIFICAÇÃO DE SUA ALTEZA REAL

Dom João por Graça de Deos Principe Regente de Portugal, e dos Algarves, d'aquem, e d'alem mar, em

Africa Senhor de Guiné, da Conquista, Navegação, e Commercio da Ethiopia, Arabia, Persia, e da India, etc., Faço saber a todos os que a presente Carta de Confirmação, Approvação, e Ratificação virem, que em 19 de Fevereiro do corrente anno se concluio, e assignou na Cidade de Rio de Janeiro huma Convenção sobre Paquetes entre Mim, e o Serenissimo e Potentissimo Principe Jorge III, Rei do Reino-Unido da Grande Bretanha e Irlanda, Meu Bom Irmão, e Primo, com o fim de verificar as vantagens de hum semelhante estabelecimento em utilidade do Serviço publico, e do Commercio de Ambas as Nações; sendo Plenipotenciarios para esse effeito, da Minha Parte, Dom Rodrigo de Sousa Coutinho, Conde de Linhares, Senhor de Payalvo, Commendador da Ordem de Christo, Gram-Cruz das Ordens de S. Bento de Aviz, e da Torre e Espada, do Meu Conselho de Estado, Meu Ministro, e Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros, e da Guerra, e da Parte de S. M. Britannica, o Muito Honrado Percy Clinton Sydney, Lord, Visconde, e Barão de Strangford, do Conselho de Sua dita Magestade, Seu Conselheiro Privado, Cavalleiro da Ordem Militar do Banho, Gram-Cruz da Torre e Espada, e Seu Enviado Extraordinario, e Ministro Plenipotenciario nesta Côrte, da qual Convenção o theor he o seguinte:

(SEGUE-SE A CONVENÇÃO)

E sendo-Me presente a mesma Convenção, cujo theor fica acima inserido, e bem visto, considerado, e examinado por Mim tudo o que nella se contém, a Ap-

provo, Ratifico, e Confirmo assim, no todo, como em cada huma das suas Clausulas, e Estipulações; e pela presente a Dou por firme e valida para haver de produzir o seu devido effeito. Promettendo em Fé, e Palavra Real Observal-a, e Cumpril-a inviolavelmente, e Fazel-a cumprir, e observar por qualquer modo que possa ser. Em testemunho, e firmeza do sobredito Fiz passar a presente Carta, por Mim Assignada, passada com o Sello Grande das Minhas Armas, e Referendada pelo Meu Secretario, e Ministro de Estado abaixo assignado. Dada no Palacio do Rio de Janeiro, aos 26 de Fevereiro do Anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1810. — PRINCIPE. *Com guarda. Conde de Aguiar.*

ACCORDO DE 14 DE OUTUBRO DE 1850

Art. 1.° Serão isentos (os Paquetes) dos direitos de ancoragem, e de outro qualquer direito de porto que se haja de estabelecer, não se comprehendendo, porém, nesta isenção os direitos actualmente estabelecidos em favor das casas de Caridade.

Art. 2.° Serão dispensados de dar entrada nas alfandegas dos portos do Imperio em que toquem para entregar as malas, e largar ou receber passageiros, uma vez que não tragão carga para esses portos, devendo o guarda-mór, no acto da visita a bordo, permittir o desembarque da bagagem dos passageiros, e declarar o barco desembaraçado para seguir.

Art. 3.° Nos portos para os quaes trouxerem

carga serão admittidos a immediata descarga pelo seu manifesto, e a despacharem nova carga que hajão de receber, sem ficarem sujeitos á escala, tendo assim preferencia sobre quaesquer outros navios, e em tudo o mais que não se opponha ás leis fiscaes do Imperio.

Art. 4.° Ser-lhes-ha permittido poderem ser visitados, finda a descarga, com o resto dos sobresalentes a bordo, sem a obrigação de depositál-os na alfandega.

Art. 5.° Poderão sahir dos portos brasileiros a qualquer hora do dia, ou da noite, observados os regulamentos para a policia dos portos.

Art. 6.° As malas da correspondencia official do governo imperial serão admittidas livres de porte até o valor de 120 onças.

ACCORDO DE 10 DE MARÇO DE 1851

Art. 1.° Além do peso fixado para a isenção da correspondencia official do governo imperial entre o Brasil, e a Grã-Bretanha, pelo art. 6° do anterior Accordo, será tambem franca de porte, até o peso de 30 onças, a que fôr transportada entre o Brasil, e Portugal, e até 20 onças cada uma das malas, com Montevidéo, e Buenos-Ayres.

Art. 2.° Não sendo pelos correios deste Imperio taxada a correspondencia official das autoridades britannicas, transportada de um para outro porto do Imperio, de igual isenção gozará a correspondencia

official do governo imperial, transportada para os mesmos portos pelos paquetes.

Art. 3.° Os jornaes brasileiros serão sempre francos de porte, seja qual fôr a sua direcção, da mesma maneira por que o são os da Grã Bretanha vindos para o Imperio.

Art. 4.° O porte das cartas transportadas para a Europa, e vindas da Europa pelos ditos paquetes ficará reduzido a um shelling em vez de dous shellings, e nove pences, taxa actual.

O valor do shelling será o correspondente ao valor monetario dado por lei no Imperio, ou que fixar cada um dos dous governos a quem compita a sua percepção, na conformidade do que está estabelecido.

Art. 5.° A agencia britannica receberá a quota que lhe deve ser paga pelo correio geral por cada onça de cartas importadas da Europa, á razão de 200 réis, em vez de 552 réis, como até agora.

Art. 6.° O porte da correspondencia particular deste para os portos do Imperio, e vice-versa, será calculado pelo porte simples, que por sua parte recebe o correio geral dessa mesma correspondencia.

Art. 7.° As malas da correspondencia particular para os portos do Imperio serão exclusivamente feitas no correio geral, e o seu porte será pago á agencia britannica da maneira por que fôr accordado pelo mesmo correio, e aquella agencia.

Art. 8.° As malas da correspondencia official do governo imperial para aquelles portos serão igualmente feitas no correio geral, para onde serão remet-

tidas, e serão sempre separadas das malas, de que trata o artigo antecedente.

Art. 9.° Os jornaes, e as malas do correio geral, serão remettidas á agencia britannica até ás 9 horas da manhã do dia da sahida dos paquetes.

Art. 10. Entre o correio geral, e a agencia britannica se regularão as contas, que serão pagas a esta na fórma do costume.

Art. 11. Sendo os paquetes considerados pelo governo imperial como navios mercantes, mas sendo de propriedade de uma companhia representada por um agente responsavel nesta capital, o governo imperial, afim de prevenir qualquer demora na sua sahida á hora fixa, convêm em que o dito agente fique responsavel pelos direitos, ou contribuições, que devão pagar os mesmos paquetes, e pelas multas que, em virtude dos regulamentos fiscaes, forem impostas aos commandantes delles; ficando bem entendido que esta concessão não importa nenhuma alteração no processo estabelecido, ou que se houver de estabelecer, nas leis, e regulamentos do Imperio, para fazer effectiva a responsabilidade dos commandantes dos navios mercantes; e que cessará logo que o agente se recusar ao pagamento de qualquer contribuição, ou multa, por que estiver responsavel.

Art. 12. Sendo entregues as malas a bordo dos paquetes, não poderão elles ser detidos sob qualquer pretexto nos portos do Imperio, além da hora fixada para sua partida.

Art. 13. Sendo reconhecida a responsabilidade do

agente da companhia dos paquetes, terá elle, nessa qualidade, de receber um beneplacito imperial á requisição da legação de S. M. Britannica, nesta côrte.

ACCORDO DE 12 DE JANEIRO DE 1853

Art. 1.° A correspondencia official entre o Governo Brasileiro e seus Agentes Diplomaticos em Lisboa, Montevidéo, e Buenos-Ayres, será transportada pelos Paquetes Britannicos, livre de toda a despeza de porte.

Aquella correspondencia, porém, para qualquer ou de qualquer daquelles lugares, não deve exceder o peso de 30 onças por cada Paquete; e, se o exceder, esse excesso unicamente pagará porte. Os officios remettidos de Lisboa, Montevidéo, e Buenos-Ayres, trarão o sello official do Ministro ou Consul Brasileiro, e serão dirigidos ao Ministro dos Negocios Estrangeiros no Rio de Janeiro. Os despachos remettidos do Brasil levarão tambem o sello official do Ministro dos Negocios Estrangeiros.

Art. 2.° Em attenção a ser a correspondencia official entre funccionarios Britannicos no Brasil, transportada entre os portos Brasileiros pelos Paquetes Brasileiros, livre de todo o porte, da mesma fórma a correspondencia official do Governo Brasileiro será transportada pelos Paquetes Britannicos entre quaesquer Portos do Brasil, em que toquem, livre de todo o porte Britannico.

Art. 3.° Os jornaes impressos e publicados no Brasil

serão transportados dos portos do Brasil pelos Paquetes Britannicos livres de todo o porte Britannico.

Afim de gozarem da isenção do porte acima mencionado, os jornaes não devem conter outros quaesquer escriptos, e serão remettidos com tiras, ou capas, abertas nos lados ou nas extremidades.

Art. 4.° O porte que deve ser carregado no Reino-Unido sobre cada uma carta, que não exceda de meia onça de peso, entregue no Correio do Reino-Unido e remettida para o Brasil, ou levada do Brasil e entregue no Reino-Unido, quando transportada por navios do Governo Britannico ou por embarcações fretadas ou subvencionadas por ordem do Governo Britannico, será reduzido de dous shellings e nove pences, taxa actual, a um shelling, e sobre cartas de maior peso o porte será regulado pela tabella em vigor no Reino-Unido para portear cartas do interior, isto é, por cada carta que não exceder de meia onça um porte simples; passando de meia onça, não excedendo de uma onça, dous portes; passando de uma onça, não excedendo de duas, quatro portes; passando de duas, não excedendo de tres, seis portes; passando de tres, não excedendo de quatro, oito portes; e assim por diante, juntando-se dous portes a cada onça, ou fracção de onça, além da primeira onça.

Art. 5.° Nenhum porte se lançará no Brasil sobre cartas remettidas de portos do Brasil para o Reino-Unido por navios do Governo Britannico, ou por Navios fretados ou subvencionados por ordem do Governo Britannico.

O porte de cada carta que não exceder de meia onça de peso, trazida do Reino-Unido e entregue no Brasil, será reduzido no Correio Brasileiro de seiscentos e sessenta réis, taxa actual, a duzentos e quarenta réis, e as de maior peso serão porteadas em proporção.

Art. 6.° A contribuição que tem até agora pago o Correio Geral do Brasil ao Correio Britannico, para ajudar a occorrer ás despezas que este ultimo faz, mantendo a communicação por Paquetes entre o Reino-Unido, e o Brasil, será reduzida de quinhentos e cincoenta e dous réis a duzentos réis por cada onça de peso de cartas transportadas pelos ditos Paquetes do Reino-Unido para o Brasil.

Art. 7.° O porte que tem de carregar o Correio Britannico sobre cada carta que não exceda de meia onça de peso, transportada entre dous portos Brasileiros pelos Paquetes Britannicos, será reduzido de um shelling, taxa actual, a cento e vinte réis, ou cêrca de tres e meio pence esterlinos; e as cartas de maior peso pagarão em conformidade da tabella Britannica de progressão inserta no art. 4.°

Art. 8.° As malas contendo a correspondencia particular, que tem de ser transportada entre os portos do Brasil por Paquetes Britannicos, serão exclusivamente feitas no Correio Geral do Brasil; e o porte devido ao Correio Britannico pela conducção desta correspondencia será pago ao Agente dos Paquetes Britannicos no porto da remessa, pela fórma que fôr ajustada entre o Correio Geral e o dito Agente.

Art. 9.° As malas contendo a correspondencia official

do Governo Brasileiro, transportadas entre os portos do Brasil por Paquetes Britannicos, serão igualmente feitas no Correio Geral do Brasil, em separado da correspondencia particular de que trata o artigo precedente.

Art. 10. As malas, bem como os Jornaes, que se pretender mandar de algum dos portos do Brasil pelos Paquetes Britannicos, serão entregues no escriptorio do Agente dos Paquetes Britannicos huma hora antes da fixada para a sahida do Paquete.

Art. 11. O ajuste de contas terá lugar entre o Correio Geral do Brasil e os Agentes dos Paquetes Britannicos estabelecidos nos diversos portos do Brasil, em que tocão os ditos Paquetes, e a importancia devida ao Correio Britannico será paga na fórma do costume.

Art. 12. Sendo os Paquetes Britannicos considerados pelo Governo Brasileiro como navios mercantes, mas sendo de propriedade de huma Companhia representada por hum Agente responsavel no Rio de Janeiro, o Governo Brasileiro, afim de prevenir qualquer demora na sua sahida, á hora fixa, convêm em que o dito Agente fique responsavel pelos direitos, ou contribuições, que devão pagar os mesmos Paquetes, e pelas multas que em virtude dos Regulamentos Fiscaes forem impostas aos Commandantes delles; ficando bem entendido que esta concessão não importa nenhuma alteração nos Regulamentos do Brasil actualmente em vigor, ou que possão ser estabelecidos para fazer effectiva a responsabilidade dos Commandantes dos navios mercantes; e que cessará logo que o Agente

da Companhia se recusar ao pagamento de qualquer contribuição, ou multa, por que estiver responsavel.

Art. 13. Sendo entregues as malas a bordo dos Paquetes Britannicos, não poderão elles ser detidos sob qualquer pretexto, nos portos do Imperio, além da hora fixada para sua partida.

Art. 14. Sendo reconhecida a responsabilidade do Agente da Real Companhia dos Paquetes, terá elle nessa qualidade de receber hum Beneplacito Imperial, á requisição da Legação de S. M. Britannica na Côrte do Brasil.

Art. 15. O presente accordo é feito por quatro annos, a contar desta data, e entrará em vigor no primeiro dia do mez de Abril do corrente anno.

Não póde ser annullado durante aquelle periodo de quatro annos senão por consentimento mutuo dos dous Governos.

Se nenhum dos Governos notificar ao outro seis mezes antes da expiração do referido termo de quatro annos a sua intenção de que o presente accordo termine no fim do dito prazo, continuará elle em vigor por mais hum anno, e assim por diante em cada anno que se seguir.

Rio de Janeiro, aos doze dias do mez de Janeiro do anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de mil oitocentos e cincoenta e tres.—(L. S.) *Paulino José Soares de Souza*.—(L. S.) *Henry Southern*.

1812

ARMISTICIO DE 26 DE MAIO

A campanha dos annos de 1811, e 1812, ao sul do Imperio, assignalou-se por huma constante serie de triumphos para as armas portuguezas, e brasileiras. O exercito ao mando dos generaes D. Diogo de Souza, Curado, e Manoel Marques, desbaratando os inimigos que seguião ao caudilho Artigas, tomando-lhes a fortaleza de Santa Theresa, e outras posições importantes, ameaçava já os contrarios além do Uruguay. Entretanto foi no meio destas victorias que sem razão plausivel, sem motivo ostensivo, se mandou celebrar o Armisticio de 26 de Maio.

Deixemos a este respeito fallar o erudito Visconde de S. Leopoldo :

« Em meio destas victorias, a 10 de Junho, divisou-se do alojamento portuguez signal de parlamentario, e deputado o Coronel Costa entrou no dia seguinte com o Coronel do Regimento de Granadeiros Terradas, o qual entregou ao general officios da Junta governativa de Buenos-Ayres, e do Enviado brasileiro João Rademaker; convocados os officiaes generaes, lhes forão communicadas as ordens positivas para retirar-se o exer-

cito ás nossas fronteiras. Preparativos indispensaveis retardárão a marcha, até seguir no dia 13 de Julho, fazendo alto nas cabeceiras do Cunhã peru: aqui em grande parada, no dia 12 de Setembro, despedio-se o general em chefe, e separárão-se as duas columnas, huma em direcção para Bagé, e outra para a guarda ainda existente da Conceição.

« Releva notar aqui em conclusão que o Monarcha, longe de ratificar esse vergonhoso Armisticio, o mandou reclamar com os fundamentos: 1°, de que sendo expresso nas instrucções dadas ao Enviado João Rademaker, que antes de qualquer abertura de negociação, aportasse á colonia do Sacramento para conferir com o general D. Diogo, e informar-se do estado das cousas; elle, com pretextos e vãos recejos, declinou este passo, dirigio-se logo, e desembarcou em Buenos-Ayres; 2°, na mesma tarde de 26 de Maio de 1812, em que pôz pé em terra, ajustou, e assignou aceleradamente um armisticio illimitado; e nessa mesma noite se expedirão expressos com participação para o nosso exercito, e para o de Artigas; 3°, um *Armisticio illimitado*, quando, segundo suas instrucções, deveria em todo caso fixar-se a duração até o arranjamento que S. Magestade Britannica se proponha conseguir; e 4°, era de seu dever declarar, e sustentar, que o estacionamento dos exercitos dentro das respectivas fronteiras se entenderia na conformidade da convenção de 20 de Outubro de 1811, em que se reconheceu o Paraná divisa do territorio pertencente ás provincias do Rio da Prata.

« Não se comprehende como fosse ao depois approvado (1); é mais uma razão para me confirmar na idéa de que a chave mestra para a explicação das negociações, e da conducta politica do gabinete do Rio de Janeiro neste, e no seguinte periodo, jaz, e talvez por longo tempo jazerá em segredo. »

Taes são as apreciações do illustrado visconde de S. Leopoldo ácerca do armisticio de 26 de Maio de 1812.

Parece-nos, porém, se não ha de nossa parte grande erro, que a *chave mestra* para a explicação desse inexplicavel acontecimento póde ser procurada na intervenção, para se o concluir, da Grã-Bretanha, intervenção que se tem feito sentir em todas as questões outr'ora de Portugal, e posteriormente do Brasil com o Estado Oriental do Rio da Prata, de uma fórma sempre esquerda aos interesses do Imperio.

---

(1) Tive de pessoa fidedigna que ouvira a El Rey D. João, que os dous successos que mais o magoárão, durante sua residencia no Rio de Janeiro, forão a morte de seu sobrinho o infante D. Pedro Carlos, e este desairoso armisticio.

1812

ARMISTICIO

celebrado en veinte y seis de Maio entre el Exm. Superior Gobierno Provisional de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, y el Teniente Coronel D. Juan Rademaker Enviado al efecto por S. A. Real el Principe Regente de Portugal (*).

« Habiendo oido el Exm. Gobierno de estas Provincias cuanto tenia que proponerle el Enviado de S. A. R. el Principe Regente de Portugal, despues de examinadas sus credenciales y poderes necesarios para negociar, y habida la suficiente discusion, concluyó S. E. con el dicho Plenipotenciario el siguiente tratado :

ARTICULO 1

« Cesarán inmediatamente las hostilidades entre las tropas de Su Alteza Real el Principe Regente de Portugal, ú otros cuerpos armados Portugueses, y las tropas ú otros cuerpos armados de la dependencia del Exm. Gobierno Provisional de estas Provincias ; y al efecto se mandará con toda la diligencia posible el correspondiente aviso de este ajuste y convencion á los Exm. Generales en gefe de los respectivos Ejercitos.

(*) Extrahido da Collecção *Official* de tratados da Republica Argentina.

ARTICULO II

Se observará un armisticio ilimitado entre los dos Ejercitos, y en el caso de que por algunas circunstancias infelices (que no pueden preeverse, y que no permita Dios que sobrevengan) fuese necesario recurrir á las armas, quedan obligados reciprocamente, y en fuerza de este armisticio los Exms. Generales de los Ejercitos opuestos, en pasarse los respectivos avisos de la rotura de esta convencion tres meses antes de poder romperse de nuevo las hostilidades, esperando muy sinceramente que esta clausula de pura cautela en ningun tiempo será necesaria.

ARTICULO III

« Luego que los Exms. Generales de los dos Ejercitos hayan recebido la noticia de esta convencion, darán las órdenes necesarias, asi para evitar toda accion de guerra, como para retirar las tropas de sus mandos á la mayor brevedad posible dentro de los limites del territorio de los dos Estados respectivos: entendiéndose estos limites, aquellos mismos que se reconocian como tales, antes de empezar sus marchas el Ejercito Portugues hacia el territorio Español: y en fé de que quedan inviolables ambos territorios en cuanto subsista esta convencion, y de que será exactamente cumplido cuanto en ella se estipula, firmamos este documento para su debida constancia en Buenos-Ayres á veinte y seis de Mayo de mil ochocientos doce.

« De orden de S. Ex. el Superior Gobierno de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, como su secretario de guerra y Hacienda, é Interino de Gobierno y relaciones exteriores. — (L. S.) *Nicolas Herrera.* — (L. S.) *João Rademaker.*

NOTA OFFICIAL DEL MINISTRO DE RELACIONES EXTERIORES DEL PRINCIPE REGENTE, QUE SIRVIÓ DE RATIFICACION AL ARMISTICIO.

Exms. Señores.

Hace pocos dias que por conducto de una embarcacion de guerra inglesa, recibi la respuesta de VV. EE. fecha 17 de Julio pasado sobre el resultado de la comision del teniente coronel Juan Rademaker; y habiendo entonces llevado á la presencia de S. A. R. el Principe Regente de Portugal, mi amo, la convencion del armisticio, que ahi se ajustó entre ese gobierno, y aquel negociador portugués en 26 de Mayo, se dignó S. A. R. aprobar los términos de aquella convencion, cuyos saludables efectos tuvieron luego su ejecucion pues que habiendo cesado las hostilidades entre los dos ejercitos, las tropas portuguesas comenzaron sin pérdida de tiempo su retirada para dentro de sus respectivos limites, del modo que el rigor de la estacion y alguna falta de transportes se lo han podido permitir. Esperando pues S. A. R. que á este paso se sigan, por un efecto de la buena fé, con que él se dió, todas las ventajas, que con este arbitrio se procuraron

á los dos paises, renovándose aquellas relaciones de amistad, y buena inteligencia que tanto conviene á los reciprocos intereses de dos naciones vecinas, y unidas por vinculos tan sagrados, ha determinado que se retire el negociador portugues, como que no es ya necesaria ahi su permanencia; y ordenándome que asi lo participe á VV. EE. tengo yo con esta gustosa ocasion la de renovar á VV. EE. las protestas de la mas distinguida consideracion con que tengo el honor de ser de VV. EE., mayor y mas seguro servidor — *Conde das Galveas.*

Exms. Sres. Presidente y Vocales de la Junta gubernativa de Buenos Ayres.—Palacio del Rio de Janeiro, á 13 de Setiembre de 1812.

(Este armisticio se llevó á efecto en todas sus partes.)

CLAUSULAS DO TRATADO ENTRE OS GOVERNOS DO BRAZIL, E DE BUENOS-AYRES, NA FÓRMA DE 16 ARTIGOS ADDICIONAES, AO ASSIGNADO EM MAIO DE 1812. (*)

ARTIGO 1

O Governo das Provincias Unidas porá immediatamente em liberdade todos os vassallos Portuguezes, que, em virtude da proclamação publicada em Buenos Ayres aos dous de Março, forão removidos para o deposito em Lujan, e levantará o embargo, que se tenha

(*) Este documento é encontrado no *Correio Brasiliense*, volume 5ª paginas 228, anno de 1820. Não tem data, nem assignatura.

posto nas propriedades Portuguezas, de qualquer denominação que sejam.

ARTIGO II

Sua Magestade Fidelissima declara novamente, que a sua presente ou futura occupação dos pontos militares, na margem oriental do Rio da Prata, em proseguimento de Artigas, não tem outro objecto mais do que sua propria segurança e preservação; e que de semelhantes actos não pretende deduzir nenhum direito de dominio, posse perpetua, e muito menos conquista: mas que, quando cessarem os sobredictos motivos, procederá a uma transacção amigavel, com as authoridades, que então existirem em Buenos-Ayres, pela parte das Provincias Unidas, para tractar dos termos em que se deve abandonar o mesmo, e entrar em convenções, que se julguem mutuamente necessarias e uteis para a futura e permanente tranquillidade de ambos os Estados vizinhos.

ARTIGO III

O Governo das Provincias Unidas se obriga a retirar immediatamente todas as tropas, com seus respectivos armazens, que se houverem mandado em auxilio de Artigas, ou seus partidistas; e não lhes fornecer para o futuro auxilio algum; e ultimamente, não admittir o dicto Chefe, ou seus partidistas armados, no territorio da margem Occidental, pertencente ao Estado. E se acontecer que entrem por força, e não haja meios de os expellir promptamente, o dicto Go-

verno das Provincias poderá solicitar a cooperação das tropas Portuguezas para este fim, que se lhe concederão na proporção de uma terça parte das tropas fornecidas, pelas dictas provincias ; e obrarão debaixo do Commando do Chefe nomeado por estas.

ARTIGO IV

O dicto Governo tambem se obriga a indemnisar, em conformidade dos regulamentos navaes, por qualquer dammo feito a vasos Portuguezes, e que se prove terem sido capturados desde os 26 de Maio de 1812, até o tempo presente, por corsarios authorisados com patentes expedidas pelo dicto Governo, ou por seus vasos de guerra ; sendo Sua Magestade Fidelissima obrigado a fazer o mesmo de maneira reciproca, e dar-se-hão as ordens mais peremptorias aos corsarios de ambos os Estados, a fim de prevenir a continuação de similhantes actos de hostilidade, a respeito do que ambos os Governos receberão mutuamente devida informação.

ARTIGO V

O dicto armisticio continuará em plena força e vigor, tanto da parte de Sua Magestade Fidelissima, como da do Governo das Provincias do Rio da Prata.

ARTIGO VI

Em ordem a prevenir enganos e difficuldades nas operações das tropas de Sua Magestade Fidelissima, he concordado, que se lhes não permittirá ir no al-

cance de Artigas, e seus partidistas, alem das margens do Uruguay, etc.

ARTIGO VII

Ambos os Governos se obrigão, durante este armisticio, a não fazer nem permittir tentativa alguma, directa ou indirecta, que possa ser nociva á tranquillidade dos habitantes, que occupão o territorio contido dentro das linhas notadas pelo Artigo precedente.

ARTIGO VIII

Em reciprocidade do Artigo 3° a que o Governo das Provincias Unidas se obriga, Sua Magestade Fidelissima de sua parte se obriga a não emprehender alliança alguma contra ellas, a não prestar munições, mantimentos, ou outro algum genero de auxilios a seus inimigos, e mesmo a não lhes permittir passagem nem porto em seus dominios, nem em qualquer territorio occupado por suas tropas.

ARTIGO IX

Os subditos de ambos os Estados terão livre accesso nos territorios de cada um, como se fossem pessoas, que pertencessem a outro qualquer paiz neutral.

ARTIGO X

He concordado, que os navios de guerra e mercantes de ambos os Estados entrarão livremente nos portos um do outro; porém, como a prohibição de entrar

e subir pelos rios do interior, he geral a todos os estrangeiros, ella se extenderá aos Portuguezes, a menos que não seja em seguimento de Artigas.

ARTIGO XI

No caso em que infelizmente se renovem hostilidades entre as partes contractantes, he concordado, que o rompimento do armisticio agora existente será officialmente notificado seis mezes antes, permittindo-se aos subditos de cada um dos Estados, que residir nos territorios do outro, o ficar ali, se o seu comportamento os não fizer suspeitos, ou retirar-se livremente, com toda a sua propriedade e capital.

ARTIGO XII

Pelo que respeita ás pessoas criminosas, desertores, e escravos fugidos, ambos os Governos instituirão procedimentos, segundo o direito das gentes e practica recebida entre as nações civilisadas, e neutraes.

ARTIGO XIII

He declarado, que os ajustes dos presentes Artigos terão o mesmo effeito de um solemne tratado de paz.

ARTIGO XIV

Ainda que o comportamento de S. M. Fidelissima, posto que justo e legal, se considera opposto ás presentes exigencias, em que S. M. Catholica se acha collocado, o que póde occasionar uma ruptura; he concordado, que neste caso haverá entre os dous Governos uma alliança defensiva, que se publicará

conjunctamente com solemne reconhecimento da independencia das Provincias Unidas do Rio da Prata, por S. M. Fidelissima, no momento em que a dicta occurrencia tiver lugar.

ARTIGO XV

Ambas as partes contractantes se obrigam a observar o mais profundo segredo, a respeito dos Artigos em que aqui se concorda, e cuja publicação se não julgue prudente. Portanto, quando, não obstante todas as precauções adoptadas pelas dictas provincias, algum dos artigos secretos for divulgado, o Governo das dictas Provincias se obriga a contradizer a existencia dos dictos artigos, empenhando a sua dignidade nisso, se for necessario.

ARTIGO XVI

Os presentes artigos addicionaes e secretos terão a mesma força e vigor, que se fossem inseridos palavra por palavra no dicto acto, porque se concluio o armisticio de 26 de Mayo de 1812.

BRASIL — REINO UNIDO

1815 a 1822

1815

CARTA DE LEI ELEVANDO O BRASIL A' CATEGORIA DE REINO

(DO ORIGINAL QUE EXISTE NO ARCHIVO PUBLICO)

DOM JOÃO POR GRAÇA DE DEOS PRINCIPE REGENTE DE PORTUGAL, e dos Algarves, d'aquem e de além mar, em Africa de Guiné, e da Conquista, Navegação, e Commercio da Ethiopia, Arabia, Persia, e da India, etc. Faço saber aos que a presente Carta de Lei virem que, tendo constantemente em Meu Real Animo os mais vivos desejos de fazer prosperar os Estados, que a Providencia Divina confiou ao Meu Soberano Regimen; e Dando ao mesmo tempo a importancia devida á vastidão e localidade dos Meus Dominios da America, á côpia, e variedade dos preciosos elementos de riqueza que elles em si contém; e outrosim Reconhecendo quanto seja vantajosa aos Meus fieis Vassallos em geral huma perfeita união, e identidade entre os Meus Reinos de Portugal, e dos Algarves, e os Meus Dominios do Brasil, Erigindo estes áquella graduação e categoria politica, que pelos sobreditos predicados lhes deve competir; e na qual os ditos Meus Dominios já forão considerados pelos Plenipotenciarios das Potencias que formárão o Congresso de

Vienna, assim no Tratado de Alliança concluido aos oito de Abril do corrente anno, como no Tratado Final do mesmo Congresso : Sou, portanto, Servido, e Me praz Ordenar o seguinte :

1.° Que, desde a publicação desta Carta de Lei, o Estado do Brasil seja elevado á dignidade, preeminencia, e denominação de — Reino do Brasil. —

2.° Que os Meus Reinos de Portugal, Algarves, e Brasil formem d'ora em diante hum só, e unico Reino debaixo do Titulo de — Reino-Unido de Portugal, e do Brasil, e Algarves. —

3.° Que aos Titulos inherentes á Corôa de Portugal, e de que até agora Hei feito uso, se substitua em todos os Diplomas, Cartas de Leis, Alvarás, Provisões, e Actos Publicos o novo Titulo de — Principe Regente do Reino-Unido de Portugal, e do Brasil, e Algarves d'aquem e d'além mar, em Africa de Guiné, e da Conquista, Navegação, e Commercio da Ethiopia, Arabia, Persia, e da India, etc. —

E esta se cumprirá como nella se contém. Pelo que Mando a huma e outra Mesa do Desembargo do Paço, e da Consciencia e Ordens, Presidente de Meu Real Erario ; Regedores das Cazas da Supplicação ; Conselhos da Minha Real Fazenda, e mais Tribunaes do Reino-Unido ; Governadores das Relações do Porto, Bahia, e Maranhão ; Governadores e Capitães-Generaes, e mais Governadores do Brasil ; e dos Meus Dominios Ultramarinos, e a todos os Ministros de Justiça, e mais Pessoas, a quem pertencer o conhecimento, e execução desta Carta de Lei, que a cumprão, e guardem, e

fação inteiramente cumprir e guardar, como nella se contém, não obstante quaesquer Leis, Alvarás, Regimentos, Decretos, ou Ordens em contrario; porque todos e todas Hei por derrogadas para este effeito sómente, como se dellas fizesse expressa e individual menção, ficando aliás sempre em seu vigor. E ao Doutor Thomaz Antonio de Villanova Portugal, do Meu Conselho, Desembargador do Paço, e Chanceller-Mór do Brasil, Mando que a faça publicar na Chancellaria, e que della se remettão cópias a todos os Tribunaes, Cabeças de Comarcas, e Villas deste Reino do Brasil: publicando-se igualmente na Chancellaria-Mór do Reino de Portugal, remettendo-se tambem as referidas cópias ás Estações competentes: registando-se em todos os lugares, onde se costumão registar semelhantes Cartas: e guardando-se a Original no Real Archivo, onde se guardão as Minhas Leis, Alvarás, Regimentos, Cartas, e Ordens deste Reino do Brasil. Dada no Palacio do Rio de Janeiro, aos dezaseis de Dezembro de Mil Oitocentos e Quinze.—O PRINCIPE. *Com Guarda.— Marquez de Aguiar.* — Carta de Lei, pela qual Vossa Alteza Real Ha por bem elevar este Estado do Brasil á graduação e categoria de Reino, e unilo aos Seus Reinos de Portugal e dos Algarves, de maneira que formem hum só Corpo Politico debaixo do Titulo de—Reino-Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves; — tudo na fórma acima declarada. — Para Vossa Alteza Real vêr.— Registada nesta Secretaria de Estado dos Negocios do Brasil, no L.° 2° de Leis, Alvarás, e Cartas Régias, á fl. 69.— Rio de Janeiro, em

16 de Dezembro de 1815.—*Manoel Rodrigues Gameiro Pessoa.* — *Thomaz Antonio de Villanova Portugal.*— Foi Publicada esta Carta de Lei nesta Chancellaria-Mór do Reino do Brasil.—Rio de Janeiro, 16 de Dezembro de 1815.— *José Maria Raposo de Andrade e Souza.*— Registada na Chancellaria-Mór do Reino do Brasil á fl. 36 do L.° 2° das Leis, Alvarás,e Cartas Régias.—Rio de Janeiro, 16 de Dezembro de 1815.—*José Leocadio do Valle.*— *Manoel Rodrigues Gameiro Pessoa* a fez.

1815

TRATADOS DE 21, E 22 DE JANEIRO, COM A GRÃ-BRETANHA

TRAFEGO DE ESCRAVOS.

Os termos obscuros, ou assaz vagos, do Tratado de Alliança firmado em 1810 entre Portugal, e a Inglaterra, relativamente ao trafego de escravos, derão lugar, como anteriormente dito fica, aos abusos, e vexames perpetrados pela marinha ingleza contra o Commercio portuguez nos mares d'Africa, correspondendo assim essa nação com tamanha iniquidade aos impulsos generosos do soberano do Reino-Unido, que não oppuzera embaraços á consignação, naquelle Tratado, de uma idéa tão humana, e philantropica.

Os justos clamores dos negociantes portuguezes, cujos navios com carregamentos de Africanos havião sido capturados pelas esquadras inglezas, levárão o Ministro Conde da Barca a dirigir sérias, e energicas reclamações ao Gabinete Britannico, que, afinal, pela Convenção de 21 de Janeiro de 1815, concordou em pagar a somma de *tresentas mil libras esterlinas* para satisfazer os prejuizos dos donos das embarcações portuguezas aprezadas anteriormente pelos cruzadores inglezes. Dizem comtudo as tradições do tempo que a Inglaterra acquiescêra em 1815 á referida in-

demnisação, na esperança de impôr a Portugal, por novo Tratado, a completa, e instantanea abolição do trafego de escravos em seus dominios. Lord Catlereagh, que era então o supremo dominador no Congresso de Vienna, pensava lograr esse resultado, mas a energia do Conde de Palmella, um dos Plenipotenciarios de Portugal no dito Congresso, fez abortar semelhantes tentativas, e o diplomata inglez obteve sómente a conclusão do Tratado de 22 de Janeiro de 1815, que vedava aos vassallos da Corôa portugueza —*o comprar escravos ou traficar nelles em qualquer parte da Costa d'Africa ao norte do Equador.*—

O Tratado, pois, de 22 de Janeiro de 1815, assignalando positivamente, e em termos claros, o limite dentro do qual continuava a ser permittido o trafego de escravos ao commercio Portuguez, e a Convenção de 21 de Janeiro do mesmo anno, determinando o *quantum*, que por parte da Grã-Bretanha devêra ser desembolsado para pagamento das anteriores tomadias de navios portuguezes na Costa d'Africa, regularisando, por um lado, o commercio da escravatura, resarcio, por outro lado, de alguma fórma, o detrimento de que, em sua properidade, havião sido victimas os negociantes portuguezes.

Se esse Tratado, pois, como o de 1810, póde ser, com boas razões, aggredido por sua inopportunidade, quando não estava ainda preparado o Brasil para supportar de chofre a quasi immediata cessação da introducção de escravos, unicos braços de suas lavouras, e quando leis adaptadas á colonisação ainda não havião

sido promulgadas para subtituição, pelo trabalho livre, do trabalho escravo, é mister todavia confessar que, cerceando o trafego deshumano, e anti-christão da escravatura, consultou os interesses da civilisação, e começou a despertar a attenção dos homens d'Estado do paiz para um assumpto de ordem tão vital aos seus futuros interesses.

Para honra da nação portugueza, deve dizer-se que foi ella a primeira que, accedendo ás instancias da Grã-Bretanha, vedou aos seus subditos, pelo Tratado de 1810, o commerciarem em escravos, fóra de dominios que não pertencessem á corôa de Portugal.

E nem tarde andou ella nessa cruzada de civilisação, quando a propria Inglaterra sómente em 1807 publicou o acto de prohibição desse commercio em suas colonias, depois de vinte annos de renhidas discussões em seu Parlamento, e dos gigantescos esforços do generoso *Wilberforse* para obter esse triumpho moral.

Foi depois de Portugal que a Suecia, a França, a Dinamarca, e os Paizes-Baixos, seguindo-lhe as pisadas, e annuindo igualmente ao convite da Grã-Bretanha, decretárão, e promovêrão a extincção do trafego, em suas possessões.

1815

CONVENÇÃO entre o Principe Regente de Portugal o Senhor D. João, e Jorge III Rei da Grã-Bretanha para terminar as questões, e indemnisar as perdas dos subditos portuguezes no trafico de escravos de Africa, assignada em Vienna a 21 de Janeiro de 1815, e ratificada por parte de Portugal em 8 de Junho, e pela da Grã-Bretanha em 14 de Fevereiro do dito anno.

(DA COLLECÇÃO DE LEIS)

SUA ALTEZA REAL O Principe Regente de Portugal, e SUA MAGESTADE Britannica, igualmente desejosos de terminar amigavelmente todas as duvidas suscitadas relativamente aos Lugares sobre a Costa de Africa, em que aos Vassallos Portuguezes era licito, na conformidade das Leis de Portugal, e dos Tratados subsistentes com Sua Magestade Britannica, continuar o Commercio de Escravos; e Attendendo a que differentes navios pertencentes a Subditos Portuguezes havião sido tomados, e condemnados, por se allegar que elles fazião hum Commercio illicito em Escravos; e visto outrosim que, no intento de dar ao Seu Intimo e Fiel Alliado O Principe Regente de Portugal huma prova não equivoca da Sua Amizade, e da Attenção que presta ás reclamações de Sua Alteza Real, assim

como em consideração das medidas, que O Principe Regente de Portugal Se propõe tomar, a fim de que similhantes duvidas cessem para o futuro, Sua Magestade Britannica deseja da Sua parte adoptar os meios mais promptos, e efficazes, e ao mesmo tempo sem as delongas inseparaveis das fórmas judiciaes, para indemnisar ampla e rasoavelmente aquelles dos Vassallos Portuguezes que tenhão sido lesados por tomadias feitas em consequencia das duvidas já mencionadas; Para promover o referido objecto, as Duas Altas Partes Contractantes Nomeárão para Seus Plenipotenciarios, a saber, Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, o Illustrissimo e Excellentissimo D. Pedro de Sousa Holstein, Conde de Palmella, do Seu Conselho, Commendador da Ordem de Christo, Capitão da Sua Guarda Real Allemãa; os Illustrissimos e Excellentissimos Antonio de Saldanha da Gama, do Seu Conselho, e do da Sua Real Fazenda, Commendador da Ordem Militar de S. Bento de Aviz; e D. Joaquim Lobo da Silveira, do Seu Conselho, Commendador da Ordem de Christo; todos tres Seus Plenipotenciarios ao Congresso de Vienna; e Sua Magestade El-Rei dos Reinos Unidos da Gram Bretanha, e Irlanda, o Muito Honrado Roberto Stewart Visconde Castlereagh, Cavalleiro da Muito Nobre Ordem da Jarreteira, Membro do Honrosissimo Conselho Privado de Sua Dita Magestade, Membro do Parlamento, Coronel do Regimento de Milicias de Londonderry, Principal Secretario de Estado de Sua Dita Magestade para os Negocios Estrangeiros, e Seu Plenipotenciario ao Congresso de Vien-

na; os quaes havendo reciprocamente trocado os plenos Poderes respectivos, que se achárão em boa, e devida fórma, convierão nos Artigos seguintes:

ARTIGO I

Que a somma de trezentas mil libras Esterlinas haja de se pagar em Londres áquella pessoa que O Principe Regente de Portugal nomear para recebê-la, a qual somma formará hum fundo destinado, debaixo daquelles regulamentos, e pelo modo que Sua Alteza Real Ordenar, a satisfazer as reclamações feitas dos Navios Portuguezes aprezados por Cruzadores Britannicos antes do primeiro de Junho de mil oitocentos e quatorze, pelo motivo já allegado de fazerem hum Commercio illicito em Escravos.

ARTIGO II.

Que a referida somma se considerará como pagamento total de todas as pertenções provenientes das Capturas feitas antes do primeiro de Junho de mil oitocentos e quatorze, renunciando Sua Magestade Britannica a entrevir por modo algum na disposição deste dinheiro.

ARTIGO III

A presente Convenção será ratificada, e a troca das Ratificações effectuada dentro do espaço de cinco mezes, ou antes se possivel fôr.

Em fé e testemunho do que, os sobreditos Plenipo-

tenciarios respectivos a assignárão, e firmárão com o Sello das Suas Armas.

Feita em Vienna, aos vinte e hum de Janeiro do Anno do Nascimento de Nosso Senhor JESUS CHRISTO de mil oitocentos e quinze. (L. S.) *Conde de Palmella.* (L. S.) *Antonio de Saldanha da Gama.* (L. S.) *D. Joaquim Lobo da Silveira.* (L. S.) *Castlereagh.*

E Sendo-Me presente a mesma Convenção, cujo theor fica acima inserido, e bem visto, considerado, e examinado por Mim tudo o que nella se contém, a Approvo, Ratifico, e Confirmo em todas as suas partes, e pela presente a Dou por firme, e válida para haver de produzir o seu devido effeito; Promettendo em Fé e Palavra Real de observa-la, e cumpri-la inviolavelmente, e faze-la cumprir, e observar por qualquer modo que possa ser. Em testemunho e firmeza do sobredito Fiz passar a presente Carta por Mim assignada, passada com o Sello Grande das Minhas Armas, e referendada pelo Meu Secretario e Ministro de Estado abaixo assignado. Dada no Palacio do Rio de Janeiro, aos oito de Junho do Anno do Nascimento de Nosso Senhor JESUS CHRISTO de mil oitocentos e quinze.

O PRINCIPE *Com Guarda.—Marquez de Aguiar.*

TRATADO entre o Principe Regente de Portugal o Senhor D. João, e Jorge III Rei da Grã-Bretanha, para a abolição do trafego de escravos em todos os lugares da Costa d'Africa ao norte do equador, assignado em Vienna a 22 de Janeiro de 1815, e ratificado por parte de Portugal em 8 de Junho, e pela da Grã-Bretanha em 14 de Fevereiro do dito anno (*).

(DA COLLECÇÃO DE LEIS)

EM NOME DA SANTISSIMA E INDIVISIVEL TRINDADE

SUA ALTEZA REAL O Principe Regente de Portugal, Tendo, no Artigo decimo do Tratado de Alliança, feito no Rio de Janeiro em 19 de Fevereiro de 1810, declarado a Sua Real Resolução de Cooperar com SUA MAGESTADE Britannica na Causa da Humanidade e Justiça, adoptando os meios mais efficazes para promover a abolição gradual do Trafico de Escravos: e Sua Alteza Real, em virtude da dita Sua Declaração, Desejando effectuar, de commum accordo com Sua Magestade Britannica, e com as outras Potencias da Europa, que se prestárão a contribuir para este fim benefico, a abolição immediata do referido Trafico em todos os Lugares da Costa de Africa sitos ao Norte do Equador: Sua Alteza Real O Principe Regente de Por-

(*) Vide convenção addicional de 28 de Julho de 1817.

tugal, e Sua Magestade Britannica, Ambos igualmente animados do sincero desejo de accelerar a época, em que as vantagens de huma Industria pacifica, e de hum Commercio innocente, possão vir a promover-se por toda essa grande extensão do Continente Africano, libertado este do mal do Trafico de Escravos; ajustárão fazer um Tratado para esse fim, e nomeárão nesta conformidade para Seus Plenipotenciarios; a saber: Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, os Illustrissimos, e Excellentissimos, Dom Pedro de Souza Holstein, Conde de Palmella, do Seu Conselho, Commendador da Ordem de Christo, Capitão da Sua Guarda Real Allemã; Antonio de Saldanha da Gama, do Seu Conselho, e do da Sua Real Fazenda, Commendador da Ordem Militar de São Bento de Aviz; e Dom Joaquim Lobo da Silveira, do Seu Conselho, Commendador da Ordem de Christo; todos tres Seus Plenipotenciarios ao Congresso de Vienna; e Sua Magestade El-Rei dos Reinos Unidos da Grande Bretanha, e Irlanda, o Muito Honrado Roberto Stwart, Visconde Castlereagh, Cavalleiro da Muito Nobre Ordem da Jarreteira, Membro do Honrozissimo Conselho Privado de Sua dita Magestade, Membro do Parlamento, Coronel do Regimento de Milicias de Londonderry, Principal Secretario de Estado de Sua dita Magestade para os Negocios Estrangeiros, e Seu Plenipotenciario ao Congresso de Vienna; os quaes, havendo reciprocamente trocado os Plenos Poderes respectivos, que se achárão em boa e devida fórma, convierão nos Artigos seguintes:

ARTIGO I

Que, desde a Ratificação deste Tratado, e logo depois da sua publicação, ficará sendo prohibido a todo e qualquer Vassallo da Corôa de Portugal o comprar Escravos, ou traficar nelles, em qualquer parte da Costa de Africa ao Norte do Equador, debaixo de qualquer pretexto, ou por qualquer modo que seja; exceptuando comtudo aquelle, ou aquelles Navios que tiverem sahido dos Portos do Brasil, antes que a sobredita Ratificação haja sido publicada; comtanto que a viagem desse ou desses navios se não extenda a mais de seis mezes depois da mencionada publicação.

ARTIGO II

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal Consente, e Se Obriga por este Artigo a Adoptar, de accordo com Sua Magestade Britannica, aquellas medidas que possão melhor contribuir para a execução effectiva do Ajuste precedente, conforme ao seu verdadeiro objecto, e literal intelligencia: e Sua Magestade Britannica se obriga a dar, de accordo com Sua Alteza Real, as Ordens que forem mais adequadas para effectivamente impedir que, durante o tempo em que ficar sendo licito o continuar o Trafico de Escravos, segundo as Leis de Portugal, e os Tratados subsistentes entre as duas Corôas, se cause qualquer estorvo ás Embarcações Portuguezas que se dirigirem a fazer o Commercio de Escravos ao Sul da Linha, ou seja nos actuaes Dominios da Corôa de Portugal, on

nos Territorios sobre os quaes a mesma Corôa reservou o seu Direito no mencionado Tratado de Alliança.

ARTIGO III

O Tratado de Alliança concluido no Rio de Janeiro a 19 de Fevereiro de 1810, sendo fundado em circumstancias temporarias, que felizmente deixárão de existir, se declara pelo presente Artigo por nullo, e de nenhum effeito em todas as suas partes; sem que por isso comtudo se invalidem os antigos Tratados de Alliança, Amisade, e Garantia, que por tanto tempo e tão felizmente tem subsistido entre as duas Corôas, e que se renovão aqui pelas duas Altas Partes Contractantes, e se reconhecem ficar em plena força e vigor.

ARTIGO IV

As Duas Altas Partes Contractantes Se Reservão, e Obrigão a fixar por hum Tratado separado o periodo em que o Commercio de Escravos haja de cessar universalmente, e de ser prohibido em todos os Dominios de Portugal: e Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal Renova aqui a Sua anterior Declaração, e Ajuste de que, no intervallo que decorrer até que a sobredita abolição geral e final se verifique, não será licito aos Vassallos Portuguezes o comprarem ou traficarem em Escravos, em qualquer parte da Costa de Africa, que não seja ao Sul da Linha Equinocial, como fica especificado no segundo Artigo deste Tratado; nem tão pouco o emprehenderem este Trafico debaixo da Bandeira Portugueza para outro fim que não seja o

de supprir de Escravos as possessões Transatlanticas da Corôa de Portugal.

ARTIGO V

Sua Magestade Britannica convem, desde a data em que fôr publicada, da maneira mencionada no Artigo primeiro, a Ratificação do prezente Tratado, em Desistir da Cobrança de todos os pagamentos, que ainda restem por fazer para a completa solução do Emprestimo de 600,000 Libras Esterlinas, contrahido em Londres por conta de Portugal no anno de 1809, em consequencia da Convenção assignada aos 21 de Abril do mesmo anno; a qual Convenção, debaixo das condições acima especificadas, se declara pelo prezente Artigo nulla, e de nenhum effeito.

ARTIGO VI

O prezente Tratado será ratificado, e as Ratificações trocadas no Rio de Janeiro dentro no espaço de cinco mezes, ou antes se possivel fôr.

Em Fé, e Testemunho do que, os Plenipotenciarios respectivos o assignárão, e firmárão com o Sello das Suas Armas.

Feito em Vienna aos vinte e dous de Janeiro do Anno do Nascimento de Nosso Senhor JESUS CHRISTO de mil oitocentos e quinze.—(L. S.) *Conde de Palmella.*—(L. S.) *Antonio de Saldanha da Gama.*—(L. S.) *D. Joaquim Lobo da Silveira.*—(L. S.) *Castlereagh.*

ARTIGO ADDICIONAL

Convencionou-se que, no caso de algum Colono Portuguez querer passar dos Estabelecimentos da Corôa de Portugal na Costa de Africa ao Norte do Equador com os Negros *bona fide* seus domesticos para qualquer outra Possessão da Corôa de Portugal, terá a liberdade de fazê-lo, logo que não seja a bordo de navio armado, e preparado para o trafico, e logo que venha munido dos competentes Passaportes, e Certidões, conformes á norma que se ajustar entre os dous Governos.

O prezente Artigo Addicional terá a mesma força, e vigor como se fosse inserido palavra por palavra no Tratado assignado neste dia; e será ratificado, e a Ratificação trocada ao mesmo tempo.

Em Fé, e Testemunho do que, os Plenipotenciarios respectivos o assignárão, e firmárão com o Sello das suas Armas. Feito em Vienna aos vinte e dous de Janeiro do Anno do Nascimento de Nosso Senhor JESUS CHRISTO de mil oitocentos e quinze.—(L. S.) *Conde de Palmella.*—(L. S.) *Antonio de Saldanha da Gama.* (L. S.) *D. Joaquim Lobo da Silveira.*—(L. S.) *Castlereagh.*

E, sendo-Me prezente o mesmo Tratado, cujo theor fica acima inserido, e bem visto, considerado, e examinado por Mim tudo o que nelle se contém, e no Artigo Addicional que faz parte integrante do mesmo Tratado, o Approvo, Ratifico, e Confirmo, assim no todo, como em cada huma das suas partes, clausulas,

e estipulações; e pela presente o dou por firme, e valido, para haver de produzir o seu devido effeito, Promettendo em Fé e Palavra Real observa-lo, e cumpri-lo inviolavelmente, e fazê-lo cumprir, e observar por qualquer modo que possa ser. Em testemunho, e firmeza do sobredito, Fiz passar a prezente Carta, por Mim assignada, passada com o Sello Grande das Minhas Armas, e referendada pelo Meu Secretario, e Mininistro de Estado abaixo assignado. Dado no Palacio do Rio de Janeiro, aos oito de Junho do Anno do Nascimento de Nosso Senhor JESUS CHRISTO de mil oitocentos e quinze.

O PRINCIPE *Com Guarda.—Marquez de Aguiar.*

ARTIGOS SECRETOS

ARTIGO I

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal Se obriga a adoptar as medidas necessarias para realisar immediatamente o Artigo 10 do Tratado de Pariz, que estipula a restituição da Guyanna Franceza a Sua Magestade Christianissima; e Sua Magestade Britannica promette a Sua mediação, segundo o conteudo do referido Artigo, para obter quanto antes um amigavel arranjo da disputa existente entre Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal e Sua Magestade Christianissima, emquanto ás fronteiras de Suas respectivas possessões daquelle lado, em conformidade do que se acha disposto pelo Artigo 8º do Tratado de Utrecht.

ARTIGO II

Sua Alteza Real Se obriga a dar pleno e completo effeito á declaração feita no Artigo 9° do Tratado de Alliança concluido no Rio de Janeiro, aos 19 de Fevereiro de 1810, relativamente á Inquisição ou Tribunal do Santo Officio; o qual Artigo se renova aqui, e se declara continuar em força. Fica, porém, entendido que, no caso de Sua Alteza Real, de Seu Motu proprio, abolir a dita Inquisição em todos os Seus Dominios em geral, este Artigo se suspende e se invalida em quanto aquella abolição continuar em vigor.

ARTIGO III

No caso de alguns navios Portuguezes serem capturados pelos cruzadores de Sua Magestade Britannica (debaixo das circumstancias designadas na Convenção concluida aos 21 do corrente entre Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal e Sua Magestade Britannica) desde o 1° de Junho de 1814, como se especifica na referida Convenção, até ao periodo da abolição total do commercio de escravos ao Norte do Equador, segundo o pactuado no presente Tratado, Sua Magestade Britannica Se obriga a satisfazer ás justas reclamações de Sua Alteza Real a esse respeito.

Os presentes tres Artigos secretos terão o mesmo vigor e effeito como se tivessem sido inseridos palavra por palavra no Tratado patente, assignado no dia de hoje; e serão ratificados, e as ratificações trocadas ao mesmo tempo.

Em fé e testemunho do que, os Plenipotenciarios respectivos os assignárão, e firmárão com o sello das Suas armas.

Feitos em Vienna, aos 22 de Janeiro do anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1815. (L.S.)—*Conde de Palmella* (L.S.)—*Antonio de Saldanha da Gama* (L. S)—*D. Joaquim Lobo da Silveira* —(L. S.) *Castlereagh.*

1816

Tratado (a) entre El-Rei o Senhor Dom João VI, e Francisco I Imperador de Austria, para os desposorios do Principe Real do Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, o Senhor Dom Pedro de Alcantara, com a Archiduqueza de Austria, a Senhora Dona Carolina Josefa Leopoldina, assignado em Vienna a 29 de Novembro de 1816 (*).

EM NOME DA SANTISSIMA E INDIVISIVEL TRINDADE

Seja notorio a todos aquelles que as presentes virem, que Sua Magestade Imperial, o Imperador de Austria, Rei de Hungria e de Bohemia, etc., etc. (**), e Sua Magestade o Senhor Dom João VI, Rei do Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, etc., etc.,

(a) Transcripto da *Collecção de Tratados* de Borges de Castro.

(*) Não sabemos ao certo a data da ratificação de Sua Magestade Fidelissima, mas suppomos ter sido dada nos primeiros dias do mez de Abril de 1817. A de Sua Magestade o Imperador de Austria é de 14 de Maio do mesmo anno, sendo as ditas ratificações trocadas em Vienna em 29 do seguinte mez de Junho.

(**) A precedencia que aqui tem o Imperador de Austria sómente provém de que o documento, que damos, é tirado da propria ratificação de Sua Magestade Imperial, ignorando nós aonde se encontra o tratado assignado pelos Plenipotenciarios.

desejando mutuamente estreitar cada vez mais, para prosperidade dos seus respectivos Estados, os vinculos de amizade, confiança, e parentesco que os unem, teem para este fim ajustado o casamento da Senhora Dona Carolina Josefa Leopoldina, Princeza Imperial, e Archiduqueza de Austria, etc., etc., com o Senhor Dom Pedro de Alcantara, Principe Real do Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, etc., etc., e, tendo sido nomeados Plenipotenciarios de uma e outra parte, para regular, e concluir solemnemente as convenções matrimoniaes, a saber: por parte de Sua Magestade o Imperador de Austria, o Illustrissimo e Excellentissimo Senhor Fernando, Principe de Trautmansdorff-Weinsberg, Seu camarista, conselheiro intimo actual, Ministro d'Estado e das conferencias, e seu Mordomo-Mór, Cavalleiro do Tosão de Oiro, Gram-Cruz da Real Ordem de Santo Estevão de Hungria, Cavalleiro da de Santo Huberto de Baviera, e Gram-Cordão da Legião de Honra de França, etc., etc., e o Illustrissimo e Excellentissimo Senhor Clemente Venceslão Lothario, Principe de Metternich Winneburg, Principe de Ochsenhausen, Duque no Reino das Duas Sicilias, Seu Camarista, Conselheiro intimo actual, Ministro d'Estado, das conferencias e dos Negocios Estrangeiros, Cavalleiro do Tosão de Oiro, Gram-Gruz da Real Ordem de Santo Estevão de Hungria, e da Cruz Civil de Honra em Oiro, Cavalleiro da Ordem de S. João de Jerusalem, de Santo André, de Santo Alexandre Newesky e de Sant'Anna, da primeira classe, da Russia, da Ordem Suprema da Annunciada

de Sardenha, do Elefante de Dinamarca, da Aguia Preta, e da Aguia Vermelha de Prussia, e dos Seraphins de Suecia, Gram-Cordão da Legião de Honra, Cavalleiro da Ordem de Santo Januario, e Gram-Cruz da de S. Fernando e do Merito de Sicilia, Cavalleiro da Ordem de Santo Huberto de Baviera, Gram-Cruz da Ordem de S. José de Toscana, Cavalleiro da Aguia de Oiro de Wurtemberg, e da Ordem da Corôa Verde de Saxonia, Gram-Cruz da Ordem dos Guelfos de Hanover, Cavalleiro da Ordem da Fidelidade de Baden, e Gram-Cruz da Ordem Constantina, de S. Jorge de Parma, Chanceller da Ordem Militar de Maria Theresa, e Inspector da Academia das Bellas-Artes, etc, etc.; e por parte de Sua Magestade El-Rei do Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, o Illustrissimo e Excellentissimo Senhor Dom Pedro José Vito de Menezes Coutinho, Marquez de Marialva, Conde de Cantanhede, do conselho de Sua Magestade Fidelissima, Seu Estribeiro-Mór, e Gentil-Homem da Sua Camara, Commendador das Ordens Militares de Christo, de S. Bento de Aviz, S. Thiago da Espada, e Cavalleiro da de S. João de Jerusalem, General Brigadeiro dos Exercitos Portuguezes, e Embaixador Extraordinario e Plenipotenciario de Sua dita Magestade junto de Sua Magestade Imperial e Real, etc., etc., estes mesmos Plenipotenciarios, em virtude dos poderes de que estão munidos na fórma mais ampla e que reciprocamente se communicarão, convierão nos Artigos e condições do contrato de casamento, taes como seguem:

ARTIGO I

Sua Magestade Imperial Francisco I, Imperador de Austria, Rei de Hungria, e de Bohemia, cede ao pedido amigavel de Sua Magestade o Senhor Dom João VI, Rei do Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, concedendo a Senhora Sua Filha Dona Carolina Josefa Leopoldina, Princeza Imperial e Archiduqueza de Austria, Princeza Real de Hungria e de Bohemia, para ser unida por meio de matrimonio a Sua Alteza Real o Senhor Dom Pedro de Alcantara, Principe Real do Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, etc., etc., segundo a fórma e solemnidades prescriptas pelos Sagrados Canones, e Constituições da Igreja Catholica, Apostolica Romana; e, como por causa do parentesco que existe entre os dois Muito Illustres Esposos se obteve prévia dispensa do Soberano Pontifice, este matrimonio será brevemente celebrado em Vienna, por palavras de presente, em virtude do poder e commissão que para este fim forão dados pelo Serenissimo Esposo, o qual ratificará o dito matrimonio, e o effectuará pessoalmente quando a Serenissima Archiduqueza Dona Carolina Josefa Leopoldina tiver chegado ao Brasil.

ARTIGO II

Depois da ceremonia do matrimonio a Serenissima Archiduqueza Dona Carolina Josefa Leopoldina será declarada Princeza Real do Reino Unido de Portugal,

e do Brasil e Algarves, partirá para o porto de Liorne, com a dignidade e cortejo conveniente, tudo á custa de Sua Magestade Imperial e Real Apostolica, para ali ser entregue ao Commissario Plenipotenciario de Sua Magestade Fidelissima, autorisado para A receber, e se embarcará depois para ser transportada ao Brasil na Esquadra que para ali fôr mandada por Sua dita Magestade Fidelissima, com o cortejo do costume.

ARTIGO III

Sua Magestade Imperial e Real Apostolica constitue em dote á Serenissima Princeza, Sua Filha, a somma de 200,000 florins do Rheno, que será paga em dinheiro de contado em Vienna, antes de celebrado o matrimonio, contra o recibo do costume, que ha de passar a pessôa que fôr devidamente autorisada pelo Serenissimo Esposo para receber a dita somma. Demais, Sua Magestade Imperial fará prover a Serenissima Archiduqueza, Sua Filha, na occasião de Sua partida para Liorne, do enxoval necessario, bem como das joias, baixella, etc., etc., conforme o uso estabelecido na Casa de Austria.

ARTIGO IV

Por outro lado promette Sua Magestade Fidelissima em nome do Serenissimo Principe Real, Seu Filho, e assignará á Serenissima Archiduqueza Dona Carolina Josefa Leopoldina, uma somma igual á do dote, a saber: 200,000 florins do Rheno, a titulo de contradote, e tanto o dote como o contradote,

que juntos prefazem a somma de 400,000 florins do Rheno, terão por hypotheca a totalidade das rendas do Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, e em especial os bens da Corôa d'este Reino, especificados no instrumento de segurança (1), que Sua Magestade Fidelissima mandará expedir em boa e devida fórma, á satisfação de Sua Magestade Imperial e Real Apostolica, e remetter para Vienna juntamente com a ratificação do Contrato matrimonial.

ARTIGO V

Mediante o dito dote de 200,000 florins do Rheno, a Serenissima Archiduqueza renunciará, huma vez por todas, e com juramento antes de se celebrar o matrimonio, a todos e cada hum dos bens moveis e immoveis, direitos, acções, e pretenções quaesquer, tanto aquelles que possão ter sido deixados na herança, e successão de Sua Augusta Mãi a Imperatriz Maria Theresa, de gloriosa memoria, como os que um dia compuzerem a herança paterna, e a successão em todos os Reinos, Provincias e Districtos, que possue Sua Magestade Imperial e Real Apostolica, felizmente reinante, ou que no futuro possa possuir, por qualquer titulo que ser possa, tudo na conformidade das regras estabelecidas nas duas Casas de Austria e de Lorena, para a successão por linha de primogenitura, e a Serenissima Archiduqueza fará estas renuncias, cessões, e desistencias, a favor e em beneficio dos outros her-

(1) Vide a Carta de Lei de 7 de Abril de 1817.

deiros, e successores de Sua Magestade Imperial e Real Apostolica, actualmente reinante, e de Sua Augusta Mãi, de gloriosa memoria, os quaes A precedem, quer por sexo, quer pela idade, assim como a favor de seus legitimos descendentes de um e outro sexo até ao infinito; bem entendido, todavia, que a Serenissima futura Esposa conservará no todo o direito indubitavel, que lhe pertence, bem como á sua posteridade legitima, de succeder nos ditos bens, na falta dos herdeiros acima mencionados, que A precedem, conforme a dita ordem de successão. A cessão e renunciação da Serenissima Esposa, ficando assim effectuada com juramento, será ratificada, aceita, e confirmada tambem com juramento pelo Serenissimo Principe Real seu Esposo, para Elle, e para Seus descendentes, herdeiros e successores, e a Sua ratificação, aceitação e confirmação serão do mesmo modo approvadas e confirmadas por Sua Magestade Fidelissima, na fórma mais solemne e mais authentica.

ARTIGO VI

Sua Magestade El-Rei do Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, etc., promette, em nome do Principe Real Seu Filho, e assignará á Serenissima Archiduqueza Dona Carolina Josefa Leopoldina, huma somma annual de 60,000 florins do Rheno, a titulo de alfinetes. Esta somma, que se pagará na rasão de 5,000 florins por mez, será unicamente destinada a esmolas, compras de objectos de enfeite, e a outras pequenas despezas neste genero, bem enten-

dido que Sua Magestade Fidelissima proverá além disso ao que exigem os gastos da Casa e da Côrte do Principe Real, Seu Filho, e da Senhora Archiduqueza, Sua Esposa, bem como a mobilia, mesa e trem, que correspondem á alta jerarchia destes Illustres Esposos.

ARTIGO VII

Sua Magestade Fidelissima promette igualmente em nome do Principe Real, Seu Filho, assignar á Serenissima Archiduqueza Dona Carolina Josefa Leopoldina, depois de consummado o matrimonio, a somma de 60,000 florins do Rheno, a titulo de presente do casamento.

ARTIGO VIII

Sua Magestade Fidelissima Se Obriga, por Si, Seus herdeiros e Successores, a assignar á Serenissima Archiduqueza D. Carolina Josefa Leopoldina, para o caso de ella sobreviver ao Principe Real, Seu Esposo, a somma annual de 80,000 florins do Rheno, que ha de ser paga por trimestre, sem deducção alguma, a titulo de arrhas. Estas arrhas terão por hypotheca, assim como o dote e contradote, a totalidade das rendas do Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, e em especial os bens da Coroa especificados no instrumento de segurança, que se entregará a Sua Magestade Imperial e Real Apostolica, segundo o que foi estipulado no Artigo 4° do presente Contrato matrimonial. A Serenissima Archiduqueza gosará d'estas arrhas durante todo o tempo da Sua viuvez, quer fique no Reino

Unido de Portugal e do Brazil e Algarves, quer tenha por conveniente ausentar-Se do dito Reino. A dita Serenissima Princeza terá, no primeiro caso, a opção de permanecer no palacio que occupava emquanto foi vivo o Serenissimo Principe, Seu Esposo, ou de escolher a Seu gosto, para Sua residencia, um outro palacio n'aquelle dos Estados da Monarchia Portugueza, onde se achar a séde do Governo. O logar da residencia da Serenissima Viuva será mobilhado, completamente montado, e conservado em estado habitavel á custa de Sua Magestade Fidelissima, de Seus herdeiros e successores; deverá o mesmo ser fornecido de baixella, roupa branca e do trem necessario, tudo como corresponde á alta jerarchia d'esta Illustre Princeza.

ARTIGO IX

Se no Seu estado de viuvez a Senhora Archiduqueza Se achasse sem filhos, poderá, quer fique, quer deixe o Reino, dispor livremente do seu dote, que Lhe será restituido o mais tardar no praso de um anno, com o usofructo dos juros, na rasão de cinco por cento, até ao momento em que o capital fôr effectivamente entregue nas Suas mãos. Poderá livremente dispor de toda a Sua propriedade, joias, vestidos, baixellas, e mais objectos quer os haja trazido para o Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, quer adquirido de qualquer modo; ser-Lhe-ha consignada, para d'ella dispor á Sua vontade, metade dos bens moveis, não pertencentes á Coroa, adquiridos em com-

mum com o Principe Real, Seu Esposo, durante o matrimonio.

ARTIGO X

Se pelo contrario, como ha todo o motivo de esperar, o Ceu abençôe esta união, e o Serenissimo Principe Real deixe um ou mais filhos, n'esse caso a Serenissima Archiduqueza viuva conservará, fixando a Sua residencia no Reino, o que Lhe foi consignado pelas estipulações dos dois precedentes Artigos, e bem assim o usofructo dos juros do contradote inteiro, emquanto que, deixando o Reino para se estabelecer em outra parte, não terá direito senão ás suas arrhas, á terça do dote e contradote, e do que então possuisse como Seu, quer em objectos trazidos por occasião do Seu casamento, ou adquiridos mais tarde de qualquer modo; e bem assim a terça parte da metade dos bens moveis não pertencentes á Corôa, adquiridos em commum com o Principe Real, Seu Esposo, durante o matrimonio, devendo as outras duas terças dos bens e effeitos, que acabão de enumerar-se, ser devolvidas, quanto ao capital, aos filhos que Ella tiver deixado no Reino, esó conservar a Serenissima Viuva o usofructo dos juros emquanto viver.

ARTIGO XI

No caso de que fallecesse a Serenissima Archiduqueza Dona Carolina Josefa Leopoldina antes do Serenissimo Principe Real, Seu Esposo, sem deixar filhos, disporá livremente do Seu dote, bem como de toda a

Sua propriedade, tal como se achar no dia do Seu fallecimento, das suas joias, vestidos, baixellas, e mais objectos que trouxe por occasião do casamento, ou tiver adquirido de qualquer modo, e igualmente da metade dos bens moveis, não pertencentes á Corôa, adquiridos em commum com o Serenissimo Principe, Seu Esposo, durante o matrimonio. Se Ella fallecesse sem ter disposto d'aquelles bens e effeitos, voltarão estes aos herdeiros *ab intestato* da Illustre finada, e tanto n'um como em outro caso se fará um inventario exacto e minucioso, para, ser logo entregue, com os ditos bens e effeitos aos herdeiros que succederem á Senhora Archiduqueza, quer por testamento quer *ab intestato*.

Se, pelo contrario, esta Princeza fallecesse antes do Serenissimo Principe, seu Esposo, deixando um ou mais filhos, toda a Sua herança, tal como se achar no dia do Seu fallecimento, passará a estes ultimos, no caso de que a Illustre finada não tivesse usado do Seu direito de dispôr da terça d'aquella herança.

ARTIGO XII

O presente Contrato matrimonial será ratificado de uma e outra parte, na fórma do costume, e as ratificações serão trocadas dentro de seis mezes, ou antes se puder ser.

Em fé e testemunho do que, nós Plenipotenciarios respectivos, em virtude de nossos poderes, assignamos, cada um de seu punho, as presentes Convenções matrimoniaes, expedidas por duplicado, para serem

trocadas reciprocamente, e lhes puzemos os sellos de nossas armas.

Feita em Vienna, a 29 de Novembro de 1816.

(L. S.) *Trautmansdorff.* — (L. S.) *Metternich.* — (L. S.) *O Marquez de Marialva.*

ARTIGO I SEPARADO

Sua Magestade Imperial Francisco I, Imperador de Austria, Rei de Hungria e de Bohemia, havendo convindo com Sua Magestade o Senhor Dom João VI, Rei do Reino Unido de Portugal e do Brasil e Algarves, em que o Contrato matrimonial do Serenissimo Principe Real o Senhor Dom Pedro de Alcantara, com a Serenissima Archiduqueza Dona Carolina Josepha Leopoldina de Austria, fosse redigido na lingua franceza, ficou ao mesmo tempo estabelecido que este exemplo nunca poderia servir de norma, nem ser citado em outros nem em semelhantes casos.

Em fé do que, nós os plenipotenciarios respectivos, em virtude de nossos poderes, assignamos, cada um de seu punho, um exemplar original do presente Artigo, e lhe pozemos o sello de nossas armas.

Feito em duplicado em Vienna, a 29 de Novembro de 1816. (L. S.)— *Trautmansdorff.*— (L. S.) — *Metternich.*— (L. S.)— *O Marquez de Marialva.*

ARTIGO II SEPARADO

Sua Magestade Imperial Francisco I, Imperador

de Austria, Rei de Hungria e de Bohemia, etc., etc., e Sua Magestade o Senhor Dom João VI, Rei do Reino Unido de Portugal e do Brasil e Algarves, etc., etc., querendo, a exemplo das estipulações existentes a tal respeito entre a Casa de Austria e a dos Bourbons, determinar amigavelmente entre Si o dote, que as Princezas Imperiaes de Austria e as Princezas Reaes do Reino Unido de Portugal e do Brasil e Algarves hão de trazer em casamento, conveiu-se que esse dote seria de uma e outra parte, fixado na somma de 200:000 florins do Rheno, e que isto se observar a constante e reciprocamente, para os casos de novas allianças.

Em fé do que, nós Plenipotenciarios respectivos, em virtude de nossos poderes, assignamos, cada um de seu punho, um exemplar original do presente Artigo separado, e lhe pozemos o sello de nossas armas.

Feito em duplicado em Vienna, a 29 de Novembro de 1816.— (L. S.) *Trautmansdorff.* — (L. S.)— *Metternich.*— *O Marquez de Marialva.*

1817

CONVENÇÃO DE 28 DE JULHO COM A GRÃ-BRETANHA

NOTICIA HISTORICA

A tenacidade Ingleza não se fatiga, e, se pela opposição de energicos embaraços parece ceder em certo momento, lá surge ao diante sempre exigente, sempre arrogante. A politica externa da Grã-Bretanha segue direito o rumo traçado, ou domine na governação do Estado a preponderancia *Whig*, ou a influencia *Tory*; a solidariedade dos Ministerios nos negocios com o estrangeiro passa de geração em geração. Esse facto, aliás digno de applauso para os Estadistas daquelle paiz, tem sido effectivamente, para o Brasil, a origem dos serios conflictos que havemos tido com a referida Potencia.

Legado oneroso da Metropole, carrega ainda o Imperio com o peso dos favores que essa nação extorquira de Portugal na época da transferencia da séde da Monarchia para a America, sendo que dentre esses favores o mais importante fôra o que pelo Tratado de 1810 imprudentemente se outorgára á Inglaterra no tocante á abolição do trafego de escravos. Já o dissemos, e repetimos, esse pensamento generoso devêra ser abraçado por todo o povo christão; mas,

quando um elemento dessa ordem se acha plantado a longo tempo em hum paiz, quando os interesses agricolas não podião deixar de estremecer com a falta de braços escravos, era mister grande prudencia na sua execução, era urgente acompanhar-se-o de medidas adequadas a minorar os inconvenientes dessa transformação nos serviços, e roteamento dos importantissimos estabelecimentos ruraes da nação, e unica fonte de sua riqueza.

Na opinião de abalisados Estadistas da propria Inglaterra poderemos beber os argumentos para sustentar aquella proposição. E' sabido que o trafego de escravos foi exercido em larga escala, e por longo tempo, desde os reinados de Eduardo VI e de Isabel, pela Grã-Bretanha. Quando, porém, se tratava seriamente de aboli-lo, eis como se expressava a tal respeito o illustre Canning :

« Se a escravidão continúa ainda, não é por vontade do Governo, mas sómente por uma *necessidade*. Longe de mim o dizer que é preciso manter esse odioso systema ; mister é, porém, que cheguemos—*gradualmente*—á sua destruição. Por isso um compromisso existe entre nós, pelo qual não devemos olhar para as atrocidades, senão como um objecto passado, pelo qual cumpre-nos não reviver odios extinctos, e sobretudo não fazer exprobrações áquelles que, supposto sejão interessados, não são comtudo culpados.

« Eu peço aos honrados membros que considerem a questão como terminada, e que não reputem os Co-

lonos um povo carregado de crimes, e autor de crueldades, como se o tem aqui representado. »

No Congresso de Verona o illustrado Chateaubriand abundava nas mesmas idê s de Canning, quando dizia :

« A Inglaterra quer obrigar a França, a Hespanha, Portugal, e a Hollanda a mudar de repente o regimen de suas colonias, sem que lhe importe indagar se esses paizes têm o gráo de preparação moral necessario para dar a liberdade aos seus escravos, e abandonar assim á graça de Deos a propriedade, e a vida dos brancos, trazendo esse passo por outra face a ruina da navegação, e a miseria das colonias. »

Ora, se a Grã-Bretanha, dispondo de tanta opulencia, e de meios tão poderosos para abastecer de trabalhadores livres as suas colonias, só depois de vinte annos de debates, lapso de tempo esse que deu lugar ao commercio, e ás ditas colonias de tomarem futuras precauções, promulgou a abolição do trafego de negros; porque exigia, com tanta insistencia, de Portugal que, precipitadamente, e sem prover a substituição desses braços, prohibisse de sorpresa a sua introducção?

Assim é que, feita, como foi feita, sem o necessario criterio, á Grã-Bretanha, a concessão de extinguir-se o commercio de escravos em 1810, deu-se effectivamente uma grave crise na agricultura do paiz por essa época, crise ainda aggravada pelas depredações que a marinha ingleza perpetrou nos mares da Africa em navios portuguezes occupados licitamente no trafego.

Não obstante todos estes factos, voltou a Inglaterra

em 1815, exigindo a completa abolição da escravatura no Brasil, e, como tal resultado não obtivesse pela reluctancia dos Plenipotenciarios portuguezes no Congresso de Vienna, aguardou nova occasião de volver á sua dilecta idéa, e em 1817, não podendo ainda alcançar a extincção total do commercio de negros, conseguio que pela convenção de 28 de Julho daquelle anno fosse adoptado, e reconhecido o —*direito de visita e busca*— pelos vasos de guerra Britannicos nas embarcações Portuguezas suspeitas daquelle trafego, e bem assim a creação de *commissões mixtas*, para julgarem os navios aprezados!

E' certo que o —*direito de visita*— veio encapotado com a clausula da reciprocidade para os navios de guerra Portuguezes em relação aos mercantes Inglezes, que tentassem por sua vez transportar escravos; mas, quem ponderar em quão illusoria é a reciprocidade concedida aos paizes fracos em frente das nações poderosas, quem reflectir que o commercio de escravatura era então quasi exclusivamente, e em grande escala, exercido pelos Portuguezes, comprehenderá que semelhante clausula não passava de uma burla, e de hum evidente engodo.

Quando meditamos na tenaz insistencia com que a Grã-Bretanha tentava, depois de 1808, compellir a todos os paizes do mundo a abolir a escravidão, assalta-nos ao espirito o desejo de inquirir, se a essa infatigavel pertinacia poder-se-hia assignalar uma causa extreme de interesses internos, ou se ella tinha a sua

origem sómente no desejo philantropico de acabar com o hediondo commercio de carne humana ?

A historia nos delata que a Inglaterra commerciára em negros para suas colonias desde 1547, reinando Eduardo VI, que em 1713 aquella nação tratou com o reino da Hespanha a introducção de escravos em suas possessões, e finalmente que ainda depois do Acto de 6 de Fevereiro de 1807, prohibitivo do trafego de escravos nos dominios Inglezes, se derão nelles factos de entrada de negros, como se póde ler na obra de *Fouley Buxton* intitulada — *On the Slave Trade.* —

Como quer que seja, porém, o certo é que a Convenção de 1817, triste herança que nos legou a metropole, trouxe-nos, não tanto como peior quinhão, o abalo nos serviços, e prosperidade de nossas lavouras, como as violentas aggressões á nossa soberania de nação livre e independente pelas prezas, feitas pelas esquadras Inglezas, de navios procedentes da Costa d'Africa, sob o alcance dos canhões de nossas fortalezas, até dentro de nossos portos ; e pela promulgação do famoso —*Bill Aberdeen.*—

1817

Convenção addicional ao Tratado de 22 de Janeiro de 1815, entre o Senhor D. João 6º Rei de Portugal e Jorge 3º Rei da Grã-Bretanha, para o fim de impedir qualquer commercio illicito de escravatura, assignado em Londres a 28 de Julho de 1817. e ratificado por parte de Portugal em 8 de Novembro, e pela da Grã-Bretanha em 18 de Agosto do mesmo anno (*).

(DA COLLECÇÃO DE LEIS)

Sua Magestade El-Rei do Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, e Sua Magestade El-Rei do Reino Unido da Gram Bretanha e Irlanda, Adherindo aos principios que Manifestárão na Declaração do Congresso de Vienna de 8 de Fevereiro de 1815; e Desejando Preencher fielmente, e em toda a sua extensão, as mutuas Obrigações, que Contratárão pelo Tratado de 22 de Janeiro de 1815, emquanto não chega a Epoca em que, segundo o theor do Artigo 4º do sobredito Tratado, Sua Magestade Fidelissima Se resolveu de Fixar, de accordo com Sua Magestade Britannica, o tempo em que o Trafico de Escravos deverá cessar inteiramente, e ser prohibido nos seus dominios; E Sua

(*) O artigo separado de 11 de Setembro de 1817, e artigos addicionaes de 15 de Março de 1823, vão juntos a esta Convenção: bem como a Declaração dos plenipotenciarios ácerca do artigo 2º della, feita em Londres aos 3 de Abril de 1819.

Magestade El-Rei do Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, Tendo-se obrigado, pelo Artigo 2º do mencionado Tratado, a Dar as providencias necessarias para impedir aos Seus Vassallos todo o Commercio illicito de escravos; E Tendo-Se Sua Magestade El-Rei do Reino Unido da Gram Bretanha e Irlanda Obrigado, da Sua Parte, a adoptar, de accordo com Sua Magestade Fidelissima, as medidas necessarias para impedir que os Navios Portuguezes, que se empregarem no Commercio de Escravos segundo as Leis do Seu Paiz, e os Tratados existentes, não soffrão perdas e encontrem estorvos da parte dos Cruzadores Britannicos: Suas Ditas Magestades Determinárão fazer uma Convenção para este fim; E Havendo Nomeado Seus Plenipotenciarios *ad hoc*, a saber:

Sua Magestade El-Rei do Reino Unido de Portugal, e do Brazil e Algarves, ao Illustrissimo e Excellentissimo Senhor Dom Pedro de Souza e Holstein, Conde de Palmella, do Seu Conselho, capitão da Sua Guarda Real da Companhia Allemãa, Commendador da Ordem de Christo, Gram Cruz da Ordem de Carlos 3º em Hespanha, e Seu Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario junto a Sua Magestade Britannica; e Sua Magestade El-Rei do Reino Unido da Gram Bretanha e de Irlanda ao muito Honrado Roberto Stewart, Visconde de Castlereagh, Conselheiro de Sua Dita Magestade no Seu Conselho Privado, membro do Seu Parlamento, Coronel do Regimento de milicias de Londonderry, Cavalleiro da Muito Nobre Ordem de Jarreteira, e Seu Principal Secretario de Estado En-

carregado da Repartição dos Negocios Estrangeiros ; os quaes, depois de haverem trocado os Seus Plenos Poderes respectivos, que se acharão em boa e devida fórma, convierão nos seguintes artigos :

ARTIGO I

O objecto desta Convenção he, por parte de ambos os Governos, vigiar mutuamente que os Seus Vassallos Respectivos não fação o Commercio illicito de Escravos. As Duas Altas Partes Contractantes Declarão, que ellas considerão como Trafico illicito de Escravos, o que, para o futuro, houvesse de se fazer em taes circumstancias como as seguintes, a saber :

1.° Em Navios e debaixo de Bandeira Britannica, ou por conta de Vassallos Britannicos em qualquer Navio, ou debaixo de qualquer bandeira que seja.

2.° Em Navios Portuguezes em todos os Portos ou Paragens da Costa d'Africa que se achão prohibidas em virtude do Artigo 1° do Tratado de 22 de Janeiro de 1815.

3.° Debaixo de Bandeira Portugueza ou Britannica, quando por conta de Vassallos de outra Potencia.

4.° Por Navios Portuguezes que se destinassem para hum Porto qualquer fóra dos Dominios de Sua Magestade Fidelissima.

ARTIGO II

Os territorios nos quaes, segundo o Tratado de 22 de Janeiro de 1815, o Commercio dos Negros fica sendo

licito para os Vassallos de Sua Magestade Fidelissima, são:

1.° Os Territorios que a Corôa de Portugal possue nas costas da Africa ao Sul do Equador, a saber: na Costa Oriental da Africa, o Territorio comprehendido entre o Cabo Delgado e a Bahia de Lourenço Marques; e na Costa Occidental, todo o Territorio comprehendido entre o oitavo e o decimo oitavo gráo de latitude meridional.

2.° Os Territorios da Costa d'Africa ao Sul do Equador, sobre os quaes S. M. Fidelissima Declarou Reservar Seus Direitos, a saber:

Os Territorios de Molembo e de Cabinda na Costa Occidental da Africa, desde o quinto gráo e doze minutos até o oitavo de latitude meridional.

ARTIGO III

Sua Magestade Fidelissima se obriga, dentro do espaço de dous mezes depois da troca das Ratificações da presente Convenção, a Promulgar na Sua Capital, e, logo que fôr possivel, em todo o resto dos Seus Estados, huma lei determinando as penas que incorrem todos os Seus Vassallos que, para o futuro, fizerem hum Trafico illicito de Escravos; e a Renovar, ao mesmo tempo, a prohibição, já existente, de importar Escravos no Brasil debaixo de outra Bandeira que não seja a Portugueza. E a este respeito, Sua Magestade Fidelissima Conformará, quanto fôr possivel, a Legislação Portugueza com a Legislação actual da Gram Bretanha.

ARTIGO IV

Todo o Navio Portuguez, que se destinar para fazer o Commercio de Escravos em qualquer parte da Costa de Africa em que este Commercio fica sendo licito, deverá hir munido de um Passaporte Real, conforme ao Formulario annexo á presente Convenção, da qual o mesmo Formulario faz parte integrante: o Passaporte deve ser escripto em Portuguez, com a traducção authentica em Inglez unida ao dito Passaporte, o qual deverá ser assignado pelo Ministro da Marinha, pelo que respeita aos Navios que sahirem do Rio de Janeiro; para os Navios que sahirem dos outros Portos do Brasil, e mais Dominios de Sua Magestade Fidelissima fóra da Europa, os quaes se destinarem para o dito Commercio, os Passaportes serão assignados pelo Governador, e Capitão General da Capitania a que pertencer o Porto. E para os Navios que, sahindo dos Portos de Portugal, se destinarem ao mesmo trafico, o Passaporte deverá ser assignado pelo Secretario do Governo da Repartição da Marinha.

ARTIGO V

As Duas Altas Partes Contractantes, para melhor conseguirem o fim que Se Propoem, de impedir todo o Commercio illicito de Escravos aos Seus Vassallos respectivos, Consentem mutuamente em que, os Navios de Guerra de Ambas as Marinhas Reaes que, para esse fim, se acharem munidos das Instrucções Especiaes de que abaixo se fará menção, possão visitar os Navios mercantes de Ambas as Nações que houver

motivo rasoavel de se suspeitar terem a bordo Escravos adquiridos por hum Commercio illicito ; os mesmos Navios de Guerra poderão (mas sómente no caso em que de facto se acharem Escravos a bordo) deter e levar os ditos Navios, a fim de os fazer julgar pelos Tribunaes estabelecidos para este effeito, como abaixo será declarado.

Bem entendido, que os Commandantes dos Navios de ambas as Marinhas Reaes, que exercerem esta Commissão, deverão observar, stricta e exactamente, as Instrucções de que serão munidos para este effeito. Este Artigo, sendo inteiramente reciproco, as Duas Altas Partes Contractantes Se Obrigão, Huma para com a Outra, á indemnisação das Perdas que os seus Vassallos respectivos houverem de soffrer injustamente pela detenção arbitraria, e sem causa legal, dos seus Navios. Bem entendido que a indemnisação será sempre á custa do Governo ao qual pertencer o Cruzador que tiver commettido o acto de arbitrariedade. Bem entendido tambem que a visita e a detenção dos Navios de Escravatura, conforme se declarou neste artigo, só poderão effeituar-se pelos Navios Portuguezes ou Britannicos que pertencerem a qualquer das duas Marinhas Reaes, e que se acharem munidos das Instrucções especiaes annexas á presente Convenção.

ARTIGO VI

Os Cruzadores Portuguezes, ou Britannicos não poderão deter Navio algum de Escravatura em que *actu-*

almente não se acharem Escravos a bordo; e será preciso, para legalizar a detenção de qualquer Navio, ou seja Portuguez, ou Britannico, que os Escravos, que se acharem a seu bordo, sejão effectivamente conduzidos para o Trafico, e que aquelles que se acharem a bordo dos Navios Portuguezes hajão sido tirados d'aquella parte da Costa d'Africa onde o Trafico foi prohibido pelo Tratado de 22 de Janeiro de 1815.

ARTIGO VII

Todos os Navios de Guerra das duas Nações que, para o futuro, se destinarem para impedir o Trafico illicito de Escravos, hirão munidos, pelo seu proprio Governo, de huma Copia das Instrucções annexas á presente Convenção, e que serão consideradas como parte integrante d'ella. Estas Instrucções serão escriptas em Portuguez, e em Inglez, e assignadas, para os Navios de cada huma das duas Potencias, pelos Ministros respectivos da Marinha.

As Duas Altas Partes Contractantes Se Reservão a faculdade de mudarem, em todo ou em parte, as ditas Instrucções, conforme as circumstancias o exigirem. Bem entendido todavia, que as ditas mudanças não se poderão fazer senão de commum accordo, e com o consentimento das Duas Altas Partes Contractantes.

ARTIGO VIII

Para julgar com menos demoras e inconvenientes os Navios que poderão ser detidos como empregados em hum Commercio illicito de Escravos, se estabele-

cerão (ao mais tardar dentro do espaço de hum anno depois da troca das Ratificações da presente Convenção) duas Commissões mixtas, compostas de hum numero igual de Individuos das duas Nações, nomeados para este effeito pelos Seus Soberanos Respectivos. Estas Commissões residirão, huma nos Dominios de Sua Magestade Fidelissima, e a outra nos de Sua Magestade Britannica. E os Dois Governos Declararão na Epoca da Troca das Ratificações da presente Convenção, Cada hum pelo que diz respeito aos Seus Proprios Dominios, os Lugares da residencia das sobreditas Commissões: Reservando-se Cada huma das Duas Altas Partes Contractantes o Direito de mudar, a Seu Arbitrio, o lugar de residencia da Commissão que residir nos Seus Estados. Bem entendido todavia, que huma das duas Commissões deverá sempre residir no Brasil, e a outra na Costa d'Africa.

Estas Commissões julgarão, sem appellação, as causas que lhes forem appresentadas, e conforme ao Regulamento, e Instrucções annexas á presente Convenção, e que serão consideradas como parte integrante d'ella.

ARTIGO IX

Sua Magestade Britannica, em conformidade ao que foi estipulado no Tratado de 22 de Janeiro de 1815, Se Obriga a Conceder, pelo modo abaixo explicado, indemnidades sufficientes a todos os Donos de Navios Portuguezes e Suas Cargas, apprezadas pelos Cruzadores Britannicos desde a Epoca do 1° de Junho de 1814 até a Epoca em que as duas Commissões indicadas no

Artigo oitavo da presente Convenção se acharem reunidas nos seus lugares respectivos.

As Duas Altas Partes Contractantes Convierão que todas as Reclamações da natureza acima apontada serão recebidas e liquidadas por uma Commissão mixta, que residirá em Londres, e que será composta de hum numero igual de Individuos, nomeados pelos Seus Soberanos Respectivos, e debaixo dos mesmos principios estipulados pelo Artigo oitavo desta Convenção Addicional, e pelos demais Actos que formão parte integrante della.

A sobredita Commissão entrará em exercicio seis mezes depois da Troca das Ratificações da presente Convenção, ou antes se for possivel.

As Duas Altas Partes Contractantes Convierão em que os Donos dos navios, tomados pelos Cruzadores Britannicos, não possão reclamar indemnidades por hum maior numero de Escravos do que aquelle que, segundo as Leis Portuguezas existentes, lhes será permittido de transportar, conforme o numero de Toneladas do Navio apprezado.

As Duas Altas Partes Contractantes igualmente Convierão, que todo o Navio Portuguez apprezado com Escravos a bordo para o Trafico, os quaes legalmente se provasse terem sido embarcados nos Territorios da Costa d'Africa situados ao Norte do Cabo de Palmas, e não pertencentes à Coroa de Portugal; assim como que todo o Navio Portuguez, apprezado com Escravatura a bordo para o Trafico, seis mezes depois da troca das Ratificações do Tratado de vinte e dois de Janeiro de

1815, e ao qual se poder provar, que os ditos Escravos houvessem sido embarcados em paragens da Costa d'Africa situadas ao Norte do Equador, não terão direito a reclamar indemnidade alguma.

ARTIGO X

Sua Magestade Britannica Se Obriga a Pagar, o mais tardar no espaço de hum anno, depois que cada sentença fôr dada, as sommas que, pelas Commissões mencionadas nos Artigos precedentes, forem concedidas aos Individuos que tiverem direito de as reclamar.

ARTIGO XI

Sua Magestade Britannica Se Obriga formalmente a Pagar as tresentas mil Libras Esterlinas de indemnidade, estipuladas pela Convenção de 21 de Janeiro de 1815, a favor dos Donos dos Navios Portuguezes apprezados pelos Cruzadores Britannicos, até a E'poca do 1° de Janeiro de 1814, nos termos seguintes, a saber :

O primeiro pagamento, de cento e cincoenta mil Libras Esterlinas, seis mezes depois da Troca das Ratificações da presente Convenção ; E as cento e cincoenta mil Libras Esterlinas restantes, assim como os juros de cinco por cento devidos sobre toda a somma, desde o dia da troca das Ratificações da Convenção de 21 de Janeiro de 1815, serão pagas nove mezes depois da Troca da Ratificação da presente Convenção. Os juros devidos serão abonados

até o dia do ultimo pagamento. Todos os sobreditos pagamentos serão feitos em Londres ao Ministro de Sua Magestade Fidelissima junto a Sua Magestade Britannica, ou ás pessoas que Sua Magestade Fidelissima houver por bem de Authorisar para esse effeito.

ARTIGO XII

Os Actos ou Instrumentos annexos á presente Convenção, e que formão parte integrante della, são os seguintes:

N.° 1.° *Formulario* de Passaporte para os Navios Mercantes Portuguezes que se destinarem ao Trafico licito de Escravatura.

N.° 2.° Instrucções para os Navios de Guerra das duas Nações que forem destinados a impedir o Trafico illicito de Escravos.

N.° 3.° Regulamento para as Commissões mixtas que residirão na Costa d'Africa, no Brasil, e em Londres.

ARTIGO XIII

A presente Convenção será Ratificada, e as Ratificações serão trocadas no Rio de Janeiro, no termo de quatro mezes, o mais tardar, depois da data do dia da sua assignatura.

Em fé do que os Plenipotenciarios respectivos a assignarão e sellarão com o sello das Suas Armas.

Feita em Londres aos 28 dias do mez de Julho do anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1817. — (L. S.) *Conde de Palmella.* — (L. S.) *Castlereagh.*

N.° 1

Formulario de Passaporte para as Embarcações Portuguezas que se destinarem ao Trafico licito de Escravos.

(Lugar das Armas Reaes)

F. . . . Ministro e Secretario d'Estado dos Negocios da Marinha, e Dominios Ultramarinos, etc., etc. (ou Governador, ou Secretario do Governo de Portugal).

Faço saber a todos que o presente Passaporte virem que o Navio denominado. . . . de. . . . Toneladas. . . . levando. . . . homens de tripolação, e. . . . passageiros ; de que he Mestre. . . . e Dono. . . . Portuguezes e Vassallos deste Reino Unido, segue viagem para os Portos de. . . . e. . . . Costa de. . . . d'onde hade voltar para. . . .

Os ditos Mestre e Dono, havendo primeiro prestado o juramento necessario perante a Real Junta do Commercio desta Capital (ou Meza da Inspecção desta Capitania), e tendo provado legalmente que no dito Navio e Carga não tem parte pessoa alguma Estrangeira, como se mostra pela Certidão da mesma Real Junta (ou da Meza da Inspecção), que vae annexa a este Passaporte.

Os ditos. . . . Mestre e. . . . Dono do dito Navio ficando obrigados a entrar unicamente n'aquelles Portos da Costa d'Africa onde o Trafico da Escravatura he permittido aos Vassallos do Reino Unido de Portugal, do Brasil, e Algarves, e a voltar de lá para qualquer dos Portos deste Reino, onde unicamente lhes será

permittido desembarcar os Escravos que trouxerem, depois de ter satisfeito às formalidades necessarias para mostrar que se tem em tudo conformado com as Determinações do Alvará de 24 de Novembro de 1813, pelo qual Sua Magestade Foi Servido Regular o transporte de Escravos da Costa d'Africa para os Seus Dominios do Brasil. E deixando elles de cumprir qualquer destas condições ficarão sugeitos ás penas impostas pelo Alvará de (a) . . . . . contra aquelles que fizerem o Trafico de Escravos de huma maneira illicita. E porque na hida ou volta póde ser encontrado em quaesquer mares ou portos pelos Cabos e Officiaes das Náos, e mais Embarcações do mesmo Reino : Ordena El-Rei Nosso Senhor que lhe não ponhão impedimento algum e Recommenda aos das Armadas, Esquadras, e mais Embarcações dos Reis, Principes, Republicas, Potentados, Amigos e Alliados desta Coroa, que lhe não embaraſſem seguir a sua viagem, antes para a fazer lhe dêm a ajuda e favor de que necessitar, na certeza de que aos recommendados pelos Seus Principes se fará pela nossa parte o mesmo e igual tratamento. Em Fé do que Sua Magestade lhe Mandou dar este Passaporte, por mim assignado, e Sellado com o Sello Grande das Armas Reaes ; o qual Passaporte valerá sómente por. . . . e só por huma viagem. Dado no Palacio de. . . . aos. . . . dias do mez de. . . . do anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo.

(L. S.) N.

(a) Este Alvará deverá ser promulgado em consequencia do Artigo 3º da Convenção Addicional de 28 de Julho de 1817.

Por Ordem de Sua Excellencia.

O Official que lavrou o Passaporte.

Este Passaporte (N.°. . . .) authorisa o Navio nelle mencionado a levar a seu bordo de huma vez qualquer numero de Escravos, não excedendo. . . . sendo. . . por tonelada, conforme he permittido pelo Alvará de (b). . . . excepluando sempre os Escravos empregados como Marinheiros ou Criados, e as crianças nascidas a bordo durante a viagem. (Assignado como Passaporte pelas Authoridades Portuguezas respectivas.) — (L. S.) *Conde de Palmella.* — (L. S.) *Castlereagh.*

N.° 2

Instrucções destinadas para os Navios de Guerra Portuguezes e Inglezes que tiverem a seu Cargo o impedir o Commercio illicito de Escravos.

ARTIGO 1

Todo o Navio de Guerra Portuguez ou Britannico terá o direito, na conformidade do Artigo 5° da Convenção Addicional de data de hoje, de vizitar os Navios Mercantes de huma ou de outra Potencia que fizerem realmente, ou forem suspeitos de fazer o Commercio de Negros; e se a bordo delles se acharem Escravos conforme o theor do Artigo 6° da Convenção Addicional acima mencionada; e pelo que diz respeito aos Navios Portuguezes, se houverem motivos para se suspei-

(b) Isto he, o Alvará de 24 de Novembro de 1813, ou outra qualquer Lei Portugueza, que haja de se promulgar para o futuro em lugar desta.

tar que os sobreditos Escravos fossem embarcados em hum dos pontos da Costa d'Africa onde este Commercio não lhes he já permittido, segundo as Estipulações existentes entre as Duas Altas Potencias: neste caso tão sômente, o Commandante do dito Navio de Guerra os poderá deter; e havendo-os detido, deverá conduzi-los o mais promptamente que for possivel para serem julgados por aquella das duas Commissões mixtas estabelecidas pelo Artigo 8º da Convenção Addicional de data de hoje, de que estiverem mais proximos, ou á qual o Commandante do Navio aprezador julgar, debaixo da sua responsabilidade, que póde mais depressa chegar desde o ponto onde o Navio de Escravatura houver sido detido.

Os Navios a bordo dos quaes se não acharem Escravos destinados para o Trafico não poderão ser detidos debaixo de nenhum pretexto ou motivo qualquer.

Os Criados, ou Marinheiros Negros, que se acharem a bordo destes ditos Navios, não serão em caso nenhum um motivo sufficiente de detenção.

ARTIGO II

Não poderá ser visitado ou detido, debaixo de qualquer pretexto ou motivo que seja, Navio algum Mercante ou empregado no Commercio de Negros, emquanto estiver dentro de hum porto ou enseada pertencente a huma das Duas Altas Partes Contractantes, ou ao alcance de tiro de peça das baterias de terra; mas, dado o caso que fossem encontrados nesta situação Navios suspeitos, poderão fazer-se as Represen-

tações convenientes ás Authoridades do Paiz, pedindo-lhes que tomem medidas efficazes para obstar a semelhantes abusos.

ARTIGO III

As Altas Partes Contractantes, considerando a immensa extensão das Costas da Africa ao Norte do Equador, onde este Commercio fica prohibido, e a facilidade que haveria de fazer hum Trafico illicito naquellas paragens, onde a falta total ou talvez a distancia das Authoridades competentes impedisse de se recorrer a estas Authoridades para se opporem ao dito Commercio: e para mais facilmente alcançarem o fim util que tem em vista, Convierão de conceder, e com effeito se concedem mutuamente, a faculdade, sem prejudicar aos Direitos de Soberania, de visitar e de deter, como se se encontrasse no mar largo, qualquer Navio que fôr achado com Escravatura a bordo, ainda mesmo ao alcance de tiro de peça de terra das Costas dos seus territorios respectivos no Continente da Africa ao Norte do Equador; huma vez que ali não haja Authoridade local á qual se possa recorrer, como fica dito no Artigo antecedente. No caso sobredito os Navios visitados poderão ser conduzidos perante as Commissões mixtas, na fórma estipulada no Artigo primeiro das presentes Instrucções.

ARTIGO IV

Não poderão ser detidos, debaixo de pretexto algum, os Navios Portuguezes Mercantes, ou empregados no Commercio de Negros, que forem encontrados em

qualquer paragem que seja, quer perto de terra, quer no mar largo, ao *Sul do Equador*, a menos que não seja em consequencia de se lhes haver começado a dar caça ao Norte do Equador.

ARTIGO V

Os Navios Portuguezes, munidos de um passaporte em regra, que tiverem carregado a seu bordo Escravos nos Pontos da Costa da Africa onde o Commercio de Negros é permittido aos Vassallos Portuguezes, e que depois forem encontrados ao Norte do Equador, não deverão ser detidos pelos Navios de Guerra das duas Nações, quando mesmo estejão munidos das presentes Instrucções, comtanto que justifiquem a sua derrota, seja por ter, segundo os usos da Navegação Portugueza, feito um bordo para o Norte de alguns gráos, afim de ir buscar ventos favoraveis; seja por outras causas legitimas, como as fortunas do mar, devidamente provadas; ou seja finalmente no caso em que os seus Passaportes mostrem que elles se destinão para algum dos portos pertencentes á Corôa de Portugal que estão situados fóra do Continente da Africa.

Bem entendido que, pelo que respeita aos Navios de Escravatura que forem detidos ao Norte do Equador, a prova da legalidade da viagem deverá ser produzida pelo Navio detido; e que, ao contrario, acontecendo que um Navio de Escravatura seja detido ao Sul do Equador, conforme a Estipulação do Artigo precedente,

neste caso a prova da illegalidade deverá ser produzida pelo apprezador.

E' igualmente estipulado que, ainda mesmo quando o numero de Escravos, que os Cruzadores acharem a bordo de um Navio de Escravatura, não corresponder ao que declarar o seu Passaporte, não será este motivo bastante para justificar a detenção do Navio; mas neste caso o Capitão e o Dono do Navio deverão ser denunciados perante os Tribunaes Portuguezes no Brasil, para ali serem castigados conforme as Leis do Paiz.

ARTIGO VI

Todo o Navio Portuguez que se destinar a fazer o Commercio licito de Escravos, debaixo dos principios declarados na Convenção Addicional de data de hoje, deverá ter o Capitão e os dous terços, ao menos, da Tripolação de Nação Portugueza. Bem entendido que o ser o Navio de Construcção Estrangeira nada implicará com a sua Nacionalidade; e que os Marinheiros Negros serão sempre considerados como Portuguezes, comtanto que (se forem Escravos) pertenção a Vassallos da Corôa de Portugal, ou que tenhão sido forrados nos Dominios de Sua Magestade Fidelissima.

ARTIGO VII

Todas as vezes que uma Embarcação de Guerra encontrar um Navio Mercante que estiver no caso de dever ser visitado, aquella deverá comportar-se com toda a moderação, e com as attenções devidas entre Nações Amigas e Alliadas; e em todo o caso a visita

bilidade, comtanto, porém, que aquella necessidade seja contestada por hum Attestado em fórma.

ARTIGO IX

Não se poderá fazer transporte algum de Escravos como objecto de Commercio, de hum para outro porto do Brasil, ou do Continente e Ilhas na Costa da Africa, para os Dominios da Corôa de Portugal fóra da America, senão em Navios munidos de Passaportes *ad hoc* do Governo Portuguez.

Feito em Londres, aos 28 dias do mez de Julho do Anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1817.

(L. S.) *Conde de Palmella.* — (L. S.) *Castlereagh.*

N° 3.

Regulamento para as Commissões mixtas que devem residir na Costa d'Africa, no Brasil, e em Londres.

ARTIGO I

As Commissões mixtas, estabelecidas pela Convenção Addicional da data de hoje na Costa da Africa, e no Brasil, são destinadas para julgar da legalidade da detenção dos Navios empregados no trafico da Escravatura, que os Cruzadores das duas Nações houverem de deter em virtude da mesma Convenção, por fazerem hum Commercio illicito de Escravos.

As sobreditas Commissões julgarão, sem appellação, conforme a Letra e espirito do Tratado de 22 de Janeiro de mil oitocentos e quinze, e da Convenção Addicional ao mesmo Tratado, assignada em Londres no

dia 28 de Julho de 1817. As Commissões deverão dar as suas sentenças tão summariamente quanto fôr possivel; e lhes he prescripto o decidirem (sempre que fôr praticavel) no espaço de vinte dias, contados daquelle em que cada Navio detido fôr conduzido ao porto da sua residencia:

1.° Sobre a legitimidade da Captura.

2.° Sobre as indemnidades que o Navio apprezado deverá receber, no caso de se lhe dar liberdade.

Ficando estipulado, que, em todos os casos, a Sentença final não poderá ser differida alêm do termo de dous mezes, quer seja por causa de ausencia de testemunhas, ou por falta de outras provas; excepto a requerimento de alguma das partes interessadas, comtanto que estas dêm fiança sufficiente de se encarregarem das despezas e riscos da demora, no qual caso os Commissarios poderão á sua discrição conceder huma demora addicional, a qual não passará de quatro mezes.

ARTIGO II

Cada huma das sobreditas Commissões mixtas, que devem residir na Costa d'Africa, e no Brasil, será composta da maneira seguinte; a saber:

As Duas Altas Partes Contractantes nomearão, Cada huma dellas, hum Commissario Juiz, e hum Commissario Arbitro, os quaes serão authorisados a ouvir e decidir, sem appellação, todos os casos de captura dos Navios de Escravatura que lhes possão ser submettidos, conforme a Estipulação da Convenção Addicional da data de hoje. Todas as partes essenciaes do

processo perante estas Commissões mixtas deverão ser feitas por escripto, na lingua do Paiz onde residir a Commissão. Os Commissarios Juizes, e os Commissarios Arbitros, prestarão juramento, perante o Magistrado principal do Paiz onde residir a Commissão, de bem, e fielmente julgar; de não dar preferencia alguma nem aos Reclamadores nem aos Captores; e de se guiarem em todas as suas Decisões pelas Estipulações do Tratado de 22 de Janeiro de 1815, e da Convenção Addicional ao mesmo Tratado.

Cada Commissão terá hum Secretario, ou Official de Registo, nomeado pelo Soberano do Paiz onde residir a Commissão. Este Official deverá registar todos os Actos da Commissão; e antes de tomar posse do lugar deverá prestar juramento, ao menos perante hum dos Juizes Commissarios, de se comportar com respeito á sua authoridade, e de proceder com fidelidade em todos os Negocios pertencentes ao seu emprego.

ARTIGO III

A fórma do Processo será como se segue:

Os Commissarios Juizes das duas Nações deverão, em primeiro lugar, proceder ao exame dos papeis do Navio, e receber os depoimentos, debaixo de juramento, do Capitão, e de dous ou tres, pelo menos, dos principaes individuos a bordo do Navio detido; assim como a declaração do Captor debaixo de juramento, no caso que pareça necessaria; afim de se poder julgar e decidir, se o dito Navio foi devidamente detido, ou não, segundo as Estipulações da Convenção Addi-

cional da data de hoje, e para que, á vista deste Juizo, seja condemnado, ou posto em liberdade. E, no caso que os dous Commissarios Juizes não concordem na Sentença que deverão dar, já seja sobre a legitimidade da detenção, já sobre a indemnidade que se deverá conceder, ou sobre qualquer outra duvida que as Estipulações da Convenção desta data possão suscitar: nestes casos, farão tirar por sorte o nome de hum dos dous Commissarios Arbitros, o qual, depois de haver tomado conhecimento dos Autos do Processo, deverá conferir com os sobreditos Commissarios Juizes sobre o caso de que se trata: e a Sentença final se pronunciará conforme os votos da maioria dos sobreditos Commissarios Juizes, e do sobredito Commissario Arbitro.

ARTIGO IV

Todas as vezes que a Carga de Escravos, achada a bordo de hum Navio de Escravatura Portuguez, houver sido embarcada em qualquer Ponto da Costa da Africa, onde o trafico de Escravos he licito aos Vassallos de Sua Magestade Fidelissima, hum tal Navio não poderá ser detido debaixo do pretexto de terem sido os sobreditos Escravos trazidos na sua Origem por terra de outra qualquer parte do Continente.

ARTIGO V

Na declaração authentica que o Captor deverá fazer perante a Commissão, assim como na certidão dos papeis apprehendidos, que se deverá passar ao Capitão do Navio aprezado no momento da sua detenção, o so-

bredito Captor será obrigado a declarar o seu nome, e o nome do seu Navio, assim como a latitude e longitude da paragem onde tiver acontecido a detenção, e o numero de Escravos achados vivos a bordo do Navio ao tempo da detenção.

ARTIGO VI

Immediatamente depois de dada a Sentença, o Navio detido (se fôr julgado livre), e quanto restar da sua Carga, serão restituidos aos Donos, os quaes poderão reclamar perante a mesma Commissão a avaliação das indemnidades que terão direito de pretender.

O mesmo Captor, e, na sua falta, o seu Governo, ficará responsavel pelas sobreditas indemnidades.

As Duas Altas Partes Contractantes se obrigão a satisfazer, no prazo de hum Anno desde a data da Sentença, as indemnidades que forem concedidas pela sobredita Commissão. Bem entendido que estas indemnidades serão sempre á custa daquella Potencia á qual pertencer o Captor.

ARTIGO VII

No caso de ser qualquer Navio condemnado por viagem illicita, serão declarados boa preza o Casco, assim como a Carga, qualquer que ella seja; á excepção dos Escravos que se acharem a bordo para objecto de Commercio: e o dito Navio e a dita Carga serão vendidos em leilão publico a beneficio dos dous Governos: e quanto aos Escravos, estes deverão receber da Commissão mixta huma Carta de Alforria, e serão consig-

3.° Pelo valor de sua carga de generos se a tiver.

4.° Pelos Escravos que se acharem a bordo no momento da detenção, segundo o calculo do valor dos sobreditos Escravos no lugar de seu destino ; dando sempre porém o desconto pela mortalidade que naturalmente teria acontecido, se a viagem não tivesse sido interrompida; e, além disso, por todos os gastos e despezas que se hajão de incorrer com a venda de taes Cargas, incluindo Commissão de venda, quando esta haja de se pagar.

5.° Por todas as demais despezas ordinarias em casos semelhantes de perda total.

E, em outro qualquer caso em que a perda não seja total, o Requerente ou Requerentes serão indemnisados :

1.° Por todos os damnos e despezas especiaes occasionadas ao Navio pela detenção, e pela perda do frete vencido, ou que se possa vir a dever.

2.° Huma somma diaria, regulada pelo numero de toneladas do Navio, para as despezas da demora, quando a houver, segundo a Cedula annexa ao presente Artigo.

3.° Huma somma diaria, para manutenção dos Escravos, de hum Shelling (ou 180 rs.) por cabeça, sem distincção de sexo, nem de idade, por tantos dias quantos parecer á Commissão que a viagem haja sido, ou possa ser retardada por causa da detenção ; e tambem

4.° Por toda e qualquer deterioração da carga ou dos Escravos.

5.° Por qualquer diminuição no valor da Carga de Escravos, por effeito de mortalidade augmentada além do computo ordinario para taes viagens, ou por causa de molestias occasionadas pela detenção; este valor deverá ser regulado pelo calculo do preço que os sobreditos Escravos terião no lugar do seu destino, da mesma forma que no caso precedente da perda total.

6.° Hum juro de 5 por cento sobre o importe do Capital empregado na Compra, e manutenção da Carga, pelo periodo da demora occasionada pela detenção.

E 7.° Por todo o premio de Seguro sobre o augmento de risco.

O Requerente, ou Requerentes poderão outrosim pertender hum Juro, á rasão de 5 por cento por anno, sobre a somma adjudicada, até que ella tenha sido paga pelo Governo, a que pertencer o Navio que tiver feito a preza. O importe total das taes indemnidades deverá ser calculado na moeda do Paiz, a que pertencer o Navio detido, e liquidado ao Cambio corrente do dia da Sentença da Commissão, excepto a totalidade da manutenção dos Escravos, que será paga ao Par, como acima fica estipulado.

As Duas Altas Partes Contractantes, Desejando evitar, quanto for possivel, toda a especie de fraudes na execução da Convenção Addicional da data de hoje, Convierão que, no caso em que se provasse de huma maneira evidente e convincente para os Juizes de Ambas as Nações, e sem lhes ser preciso recorrer á decisão do Commissario Arbitro; que o Captor fôra induzido a erro por culpa voluntaria e repre-

hensivel do Capitão do Navio detido ; nesse caso sómente não terá o Navio detido direito a receber, durante os dias de detenção, a compensação pela demora estipulada no presente Artigo.

CEDULA PARA REGULAR A ESTALIA, OU COMPENSAÇÃO DIARIA DAS DESPEZAS DA DEMORA.

Por hum Navio de 100 Toneladas até 120 inclusive :

LIBRAS STERLINAS.					5	Por dia
121	dito	a	150	inclusive	6	
151	dito	a	170	dito	8	
171	dito	a	200	dito	10	
201	dito	a	220	dito	11	
221	dito	a	250	dito	12	
251	dito	a	270	dito	14	
271	dito	a	300	dito	15	

e assim em proporção.

ARTIGO IX

Quando o dono de qualquer Navio suspeito de fazer Commercio illicito de Escravos, que tiver sido posto em liberdade, em consequencia de Sentença de huma das Commissões mixtas (ou no caso acima especificado de perda total), reclamar indemnidades pela perda de Escravos que possa haver soffrido, nunca elle poderá pretender mais Escravos além do numero que o seu Navio tinha direito de transportar, conforme as Leis Portuguezas, o qual numero deverá sempre ser estipulado no seu Passaporte.

ARTIGO X

A Commissão mixta, estabelecida em Londres pelo Artigo 9º da Convenção da data de hoje, receberá e

seus Governos respectivos, os quaes se Reservão o direito de se Entenderem mutuamente para mudar, quando o Julgarem conveniente, os individuos de que se compuzerem estas Commissões.

ARTIGO XIII

No caso que algum Navio seja detido indevidamente com o pretexto das Estipulações da Convenção Additional da data de hoje, e sem que o Captor se ache authorisado, nem pelo theor da sobredita Convenção, nem pelas Instrucções a ella annexas, o Governo, ao qual pertencer o Navio detido, terá o direito de pedir reparação; e, em tal caso, o Governo ao qual pertencer o Captor se Obriga a Mandar proceder efficazmente a um exame do motivo de queixa, e a fazer com que o Captor receba, no caso de o ter merecido, um castigo proporcionado á infracção em que houver cahido.

ARTIGO XIV

As Duas Altas Partes Contractantes Convierão que, no caso da morte de um ou varios dos Commissarios Juizes, e Arbitros que compoem as sobreditas Commissões mixtas, os seus lugares serão suppridos, *ad interim*, da maneira seguinte:

Da parte do Governo Britannico, as vacancias serão substituidas successivamente, na Commissão que residir nos Dominios de Sua Magestade Britannica, pelo Governador ou Tenente Governador residente naquella Colonia, pelo prinicipal Magistrado do Lugar, e pelo Secretario: no Brasil, pelo Consul Britannico e

Vice-Consul, que residirem na Cidade onde se achar estabelecida a Commissão mixta.

Da parte de Portugal, as vacancias serão preenchidas, no Brasil, pelas pessoas que o Capitão General da Provincia nomear para este effeito ; e, vista a difficuldade que o Governo Portuguez acharia de nomear pessoas adequadas para substituir os lugares que possão vagar na Commissão residente nos Dominios Britannicos, conveio-se que, succedendo morrerem os Commissarios Portuguezes, Juizes ou Arbitros, o resto dos individuos da sobredita Commissão deverá proceder igualmente a julgar os Navios de Escravatura que forem conduzidos perante elles e, á execução da sua Sentença. Todavia, neste caso sómente, as Partes interessadas terão o direito de appellar da Sentença, se bem lhes parecer, para a Commissão que residir no Brasil : e o Governo, ao qual pertencer o Captor, ficará obrigado a satisfazer plenamente as indemnidades que se deverem, no caso que a appellação seja julgada á favor dos Reclamadores ; bem entendido que, o Navio e a Carga ficarão, emquanto durar esta appellação, no lugar da residencia da primeira Commissão perante a qual tiverem sido conduzidos.

As Altas Partes Contractantes Se Obrigão a preencher, o mais depressa que seja possivel, qualquer vacancia que possa occorrer nas sobreditas commissões por causa de morte, ou qualquer outro motivo. E, no caso que a vacancia de cada um dos Commissarios Portuguezes que residirem nos Dominios Britannicos,

não esteja preenchida no fim de seis mezes, os Navios que ali forem conduzidos depois dessa Epoca, para serem julgados, cessarão de ter o direito de appellação acima estipulado.

Feito em Londres, aos 28 dias do mez de Julho do anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1817.

(L. S.) *Conde de Palmella.*— (L. S.) *Castlereagh.*

E Sendo-Me presente a mesma Convenção Addicional, cujo theor fica acima inserido, e bem visto, considerado, e examinado por mim tudo o que nella se contém, a Approvo, Ratifico, e Confirmo em todas as suas partes, e pela presente a Dou por firme e valida, para haver de produzir o seu devido effeito; Promettendo em Fé, e Palavra Real de Observal-a e Cumpril-a inviolavelmente e Fazél-a Cumprir e observar por qualquer modo que possa ser. Em testemunho e firmeza do sobredito, Fiz passar a presente Carta por Mim Assignada, passada com o Sello Grande das Minhas Armas, e referendada pelo Meu Secretario e Ministro de Estado abaixo assignado. Dada no Palacio do Rio de Janeiro, aos 8 de Novembro do Anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1817. —EL-REI, *Com Guarda.*—*João Paulo Bezerra.*

ARTIGO SEPARADO

da Convenção feita em Londres aos 28 de Julho de 1817, Addicional ao Tratado de 22 de Janeiro de 1815, entre o Senhor D. João VI Rei de Portugal, do Brasil, e Algarves, e Jorge III Rei do Reino Unido da Grã Bretanha, e Irlanda, assignado em Londres a 11 de Setembro de 1817, e ratificado por parte de Portugal em 9 de Dezembro, e pela da Grã Bretanha em 20 de Setembro do dito anno.

ARTIGO SEPARADO

«Logo que se verificar a total abolição do Trafico de Escravatura para os Vassallos da Coroa de Portugal, as Duas Altas Partes Contractantes convem em adaptar, de commum accordo, ás novas circumstancias, as Estipulações da Convenção Addicional assignada em Londres em 28 de Julho proximo passado ; mas, quando não seja possivel concordar em outro Ajuste, a Convenção Addicional daquella data ficará sendo valida até a expiração de quinze annos, contados desde o dia em que o Trafico da Escravatura fôr totalmente abolido pelo Governo Portuguez.

O presente Artigo Separado terá a mesma força e vigor como se fosse inserido palavra por palavra na sobredita Convenção Addicional : E será ratificado, e as Ratificações serão trocadas o mais cedo que for possivel.

Em fé do que, os Plenipotenciarios respectivos o assignarão, e sellarão com os sellos das suas Armas.

Feito em Londres aos 11 dias do mez de Setembro do Anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Cristo de 1817.

(L. S.) — *Conde de Palmella.* (L. S.) — *Castlereagh.*

E sendo-Me presente o mesmo Artigo separado, cujo theor fica acima inserido, e bem visto, considerado, e examinando por Mim: o Approvo, Ratifico, e Confirmo, e pela presente o Dou por firme, e valido, para haver de produsir o seu devido effeito; Promettendo em Fé e Palavra Real de Observa-lo, e Cumpri-lo inviolavelmente, e Fazê-lo Cumprir, e Observar por qualquer modo que possa ser. Em testemunho e firmeza do sobredito, Fiz passar a presente Carta, por Mim assignada, passada com o Sello Grande das Minhas Armas, e referendada pelo Meu Secretario, e Ministro d'Estado abaixo assignado. Dado no Palacio do Rio de Janeiro aos nove dias do mez de Dezembro do anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1817. — EL REI, *Com Guarda.* — *Thomaz Antonio de Villanova Portugal.*—

« Os Territorios de Molembo e Cabinda na costa *Occidental* da Africa, desde o quinto grau e doze minutos até ao oitavo grau de latitude meridional. »

Convierão outrosim os abaixo assignados em que a presente Declaração seja considerada como parte integrante da sobredita Convenção.

Em testemunho e fé do que os abaixo assignados Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario de Sua Magestade Fidelissima junto a Sua Magestade Britannica e Secretario de Estado de Sua Magestade Britannica na Repartição dos Negocios Estrangeiros, firmarão a presente Declaração com os seus proprios punhos, e a sellarão com os sellos das suas armas, em Londres aos 3 dias do mez de Abril de 1819.

(L. S.) *Conde de Palmella.* (L. S.) *Castlereagh.*

ARTIGOS ADDICIONAES

á Convenção de 28 de Julho de 1817 entre El-Rei o Senhor D. João VI e Jorge IV, Rei da Grã-Bretanha, sobre a abolição do Trafico da Escravatura, assignados em Lisboa a 15 de Março de 1823, e ratificados por parte de Portugal em 31 de Julho, e pela da Grã-Bretanha em 30 de Abril do dito anno.

Sua Magestade El-Rei do Reino Unido de Portugal, Brasil, e Algarves, e Sua Magestade El-Rei do Reino Unido da Grã-Bretanha, e Irlanda, desejando evitar qualquer obstaculo á fiel execução da Convenção assignada em Londres pelos seus respectivos Plenipotenciarios, aos 28 de Julho de 1817, para o fim de impedir qualquer commercio illicito de escravatura por parte de seus respectivos Subditos, e reconhecendo a necessidade de accrescentar para esse fim alguns Artigos á mesma Convenção, nomeárão para este effeito por seus Plenipotenciarios, a saber:

Sua Magestade El-Rei do Reino Unido de Portugal, Brasil, e Algarves a José Basilio Rademaker, Cavalleiro Professo na Ordem de Christo, e Official Maior da Secretaria de Estado dos Negocios Estrangeiros; e Sua Magestade El-Rei do Reino Unido da Grã-Bretanha, e Irlanda a Eduardo Miguel Ward, Escudeiro, Seu Encarregado de Negocios na Côrte de Lisboa; os quaes, depois de haverem trocado os seus plenos poderes respectivos, que se achárão em boa e devida fórma, convierão nos Artigos seguintes:

ARTIGO I

Havendo-se estipulado no primeiro Artigo das Instrucções destinadas para os Navios de Guerra Portuguezes, e Inglezes que tiverem a seu cargo o impedir o commercio illicito de escravos, que « os navios « a bordo dos quaes se não acharem escravos desti- « nados para o trafico não poderão ser detidos de- « baixo de nenhum pretexto ou motivo qualquer »; e tendo mostrado a experiencia, que os navios empregados no dito trafico illicito têm momentaneamente desembarcado os escravos que estavão a seu bordo, immediatamente antes de serem visitados pelos navios de guerra, achando assim o meio de evitarem a condemnação, e poderem continuar impunemente sua illegal viagem, em contravenção ao verdadeiro objecto e espirito da Convenção de 28 de Julho de 1817; as duas Altas Partes Contractantes conhecem a necessidade de declarar, e por este Artigo declarão, que, se houver prova clara e innegavel de ter sido embarcado a bordo de qualquer navio algum escravo ou escravos, de hum ou outro sexo, destinados ao trafico illicito na viagem em que o mesmo navio fôr capturado, nesse caso e por esse motivo, em conformidade do verdadeiro espirito e intenção das estipulações da Convenção acima mencionada, será aquelle navio detido pelos Cruzadores, e condemnado a final pelos Commissarios.

ARTIGO II

Não se achando estipulado na Convenção de 28 de Julho de 1817 o modo de supprir os Commissarios

que vie rem a faltar por qualquer outra causa que não seja a de morte, que foi o unico caso providenciado no Artigo 14 do Regulamento para as Commissões Mixtas, annexo á mesma Convenção, convierão as duas Altas partes Contractantes em que, no caso de demissão ou de ausencia por molestia, ou por outro qualquer impedimento inevitavel, de qualquer dos Commissarios Juizes ou Arbitros; ou no caso de se ausentarem com licença do seu Governo (que deverão communicar á Commissão respectiva), os seus lugares serão supprimidos pela mesma fórma e maneira, que para o caso de morte se acha determinada no citado Artigo 14 do referido Regulamento.

Estes Artigos Additionaes terão o mesmo vigor e effeito, como se fossem inseridos palavra por palavra na mencionada Convenção, e serão considerados como formando parte della. Serão ratificados, e as Ratificações trocadas em Lisboa no termo de tres mezes, ao mais tardar, depois da data da sua assignatura.

Em fé do que, os abaixo assignados, munidos de plenos poderes para este fim, assignarão estes Artigos, e os sellarão com os Sellos de suas armas.

Feito em Lisboa, aos 15 dias do mez de Março do anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1823.— (L. S.) *José Basilio Rademaker.* — (L. S.) *E. M. Ward.*

1817

OYAPOC

CONVENÇÃO DE 28 DE AGOSTO COM A FRANÇA

NOTICIA HISTORICA

A questão de limites ao norte do Imperio traz a sua data do anno de 1697, e, como tambem a de limites ao sul delle, podem dizer-se quasi contemporaneas do seu descobrimento.

A occupação da fortaleza de Macapá pelos Francezes por ordem, e sob o mando do Marquez de Ferrolles, a pretexto de que havia sido construida dentro das raias das possessões do Rei Christianissimo, deu lugar, ainda depois de retomada pelas forças portuguezas, ás mais energicas protestações da parte do governo de Portugal, por tal inaudita invasão. Em virtude dessas justas reclamações celebrou-se com a França o tratado provisional de 4 de Março de 1700 (1), sanccionado pelo do anno seguinte, 18 de Junho

(1) Tratado de 1700. As estipulações do tratado de 1700, immediatamente relativas á questão do Oyapoc, são as seguintes :

Artigo 1. Que se mandarão desemparar e demolir por El-Rei de Portugal os Fortes de Araguary e de Comaü, ou Massapá, e retirar a gente, e tudo o mais que nelles houver, e as Aldeias de Indios que os acompanhão, e se formarão para o serviço, e uso dos ditos fortes no termo de seis mezes depois

de 1704 (2), *neutralisando* aquelle *provisoriamente*,

de se permutarem as ratificaçõens deste tratado, e achando-se mais alguns fortes no districto das terras que correm dos ditos fortes pela margem do rio das Amasonas para o cabo do Norte, e costa do mar athé a fós do rio Ojapoc ou de Vicente Pinson se demolerão com os de Araguarj e de Comaü ou Massapá, que por seus nomes proprios se mandão demolir.

Artigo 2. Que os Francezes ou Portuguezes não poderão occupar as ditas terras nem os ditos fortes, nem faser outros de novo no sitio delles, nem em outro algum das ditas terras referidas no artigo precedente, as quaes ficão em suspensão da posse de ambas as coroas, nem poderão tambem faser nellas algumas habitaçõens ou feitorias, de qualquer qualidade que seião, emquanto se não determina entre ambos os Reys a duvida sobre a Justiça, e Direito da verdadeira e actual posse dellas.

Artigo 4. Que os Francezes poderão entrar pelas ditas terras que nos artigos primeiro e segundo deste tratado ficão em suspensão da posse de ambas as coroas athé a margem do Rio das Amasonas, que corre do sitio dos ditos fortes de Araguarj, e de Comaü, ou Massapá para o cabo do Norte, e Costa do mar, e os Portuguezes poderão entrar nas mesmas terras até a margem do rio de Ojapoc ou Vicente pinson, que corre para a fós do mesmo rio e Costa do Mar, sendo a entrada dos Francezes pelas ditas terras, que ficão para a parte de Caienna, e não por outra, e a dos Portuguezes pela parte que fica para as terras do rio das Amasonas, e não por outra: e tanto huns como outros assim Francezes como Portuguezes, não poderão passar respectivamente das margens dos ditos Rios asima limitadas, e declaradas, que fasem o termo, raia, e limite das terras, que ficão na dita suspensão da posse de ambas as coroas.

Artigo 10. Que porquato este tratado é sómente Provisional e suspensivo, se não adquirirá por virtude delle ou de alguma das suas clausulas, condições e declarações, direito algum nem a huma nem a outra parte em ordem á posse e propriedade das ditas terras, que por elle se mandão ficar em suspensão, e assim se não poderá valer em tempo algum, nenhuma das partes, do conteudo nelle para quando esta materia se houver de determinar decisivamente.

(2) Tratado de 1701 :— Artigo 15. Para cessar toda a causa

e este *perpetuamente* as terras da contenda. Mais tarde em 1703, reconhecendo-se o bom direito da corôa de Portugal á fronteira do Oyapoc, foi ella estipulada, e posteriormente aceita pela França, no tratado da quadrupla Alliança, effectuado em Lisboa aos 16 de Maio, entre a Inglaterra, Portugal, a Hollanda, e a Austria (3). Veio depois o tratado de Utrecht, celebrado a 11 de Abril de 1713 dar plena sancção á convenção de 1703, e ás justas pretenções da nação portugueza ao limite pelo Oyapoc, estatuindo no artigo 8° que:—*Os limites entre as duas Guyanas Portugueza, e Franceza, fossem marcados pelo rio Oyapoc, ou de Vincent Pinson desistindo a corôa de França de todas as suas pretenções sobre as terras denominadas do Cabo do Norte situadas entre o rio Amazonas, e o do Oyapoc*—(4).

de controversia entre os Vassallos da coroa de França, e de Portugal, entre os quaes Suas Magestades querem que haja toda a boa correspondencia, e amisade, que ha entre as duas coroas, a qual não permitte que se deixe subsistir occasião alguma de differença, e de menos boa intelligencia, que possa fazer conceber a seus inimigos alguma esperança mal fundada, querem Suas Magestades que o Tratado Provisional, concluido em 4 de Março de 1700, sobre a posse das terras do Cabo do Norte, confinante com o rio das Amasonas, seja, e fique daqui em diante como Tratado definitivo e perpetuo para sempre.

(3) Tratado de 1703 : — Artigo 22. Não se fará a paz com El-Rei Christianissimo, só em elle abandonando todo o direito que pertende ter ás terras adjacentes ao cabo do Norte, e aos Territorios juntos a capitania do Maranhão que fiquem entre o rio das Amasonas e de Vicente Pinson : não obstante qualquer Tratado ou provisional ou decisivo, feito entre Sua Sagrada Magestade El Rei de Portugal, e o dito Rei Christianissimo a respeito da posse, e direito aos ditos Territorios.

(4) Tratado de Utrecht.—Art. 8.° Afim de prevenir toda

occasião de discordia, que poderia haver entre os vassallos da Coróa de França, e os da Corôa de Portugal, Sua Magestade Christianissima desistirá para sempre, como presentemente desiste por este Tratado, pelos termos mais fortes, e mais authenticos, e com todas as clausulas que se requerem, como se ellas aqui fossem declaradas, assim em seu nome, como de seus Descendentes, Successores, e Herdeiros, de todo, e qualquer direito, e pertenção, que póde, ou poderá ter sobre a propriedade das Terras chamadas do *Cabo do Norte*, e situadas entre o *Rio das Amasonas*, e o de *Japoc*, ou de *Vicent Pinsão*, sem reservar, ou reter porção alguma das ditas Terras, para que ellas sejão possuidas daqui em diante por Sua Magestade Portugueza, Seus Descendentes, Successores, e Herdeiros, com todos os direitos de Soberania, Poder absoluto, e inteiro Dominio, como parte de seus Estados, e lhe fiquem perpetuamente, sem que Sua Magestade Portugueza, Seus Descendentes, Successores, e Herdeiros possão jámais ser perturbados na dita posse por Sua Magestade Christianissima, Seus Descendentes, Successores, e Herdeiros.

Art. 9. Em consequencia do artigo precedente, poderá Sua Magestade Portugueza fazer reedificar os fortes de *Araguary*, *Comaú*, ou *Massapá*, e os mais que forão demolidos em execução do Tratado Provisional feito em Lisboa aos 4 de Março de 1700, entre Sua Magestade Christianissima, e Sua Magestade Portugueza El-Rei D. Pedro II de gloriosa memoria: o qual Tratado Provisional em virtude deste fica nullo, e de nenhum vigor. Como tambem será livre a Sua Magestade Portugueza fazer levantar de novo nas terras de que se faz menção no artigo precedente, os mais Fortes que lhe parecer, e provê-los de tudo o necessario para a defensa das ditas Terras.

Art. 10. Sua Magestade Christianissima reconhece pelo presente Tratado, que as duas margens do *Rio das Amasonas*, assim *Meridional*, como *Septentrional*, pertencem em toda a Propriedade, Dominio, e Soberania a Sua Magestade

Este magnifico resultado, em que perfeitamente se consultarão os interesses do Brasil, foi devido, como affirma o nosso erudito compatriota, e laborioso escriptor, o Doutor Joaquim Caetano da Silva, aos tenazes esforços, e extrema habilidade do Conde de Tarouca, João Gomes da Silva, Plenipotenciario portuguez. E nem facil era a tarefa desse eximio diplomata para alcançar tal reconhecimento de nosso direito, quando é certo que, além de lutar com as pretenções exageradas da França, só encontrára um apoio frio, e negativo, da parte de sua alliada a Inglaterra, a qual, tentando então a posse de Gibraltar, e o monopolio do trafego de negros na America Hespanhola, evitava cuidadosamente todos os compromettimentos com o Governo do Rei Luiz XIV, seu poderoso adversario, no intuito de levar a melhor naquellas suas pretenções.

As terminantes, e bem definidas estipulações do tratado de Utrecht devêrão ter posto fim á questão do Oyapoc; assim, porém, não aconteceu.

Escriptores, e authoridades Francezas da Guyana continuárão a agitar essa questão, e cada qual interpretava a seu modo, as estipulações daquelle tratado, invariavelmente, porém, no interesse de seu paiz. E, pois, em 1797, sob o regimen republicano em França, pretendeu-se uma revisão, ou como quer que se lhe chame, do tratado de Utrecht, procedendo-se a

Portugueza, e promette, que nem elle, nem seus Descendentes, Successores, e Herdeiros farão jámais alguma pertenção sobre a Navegação, e uso do dito Rio, com qualquer pretexto que seja.

nova demarcação de limites na Guyana, ou explicando-se o rumo das divisas estabelecidas em 1713.

Antonio de Araujo, depois Conde da Barca, foi o encarregado dessa missão junto ao Directorio, e sendo Ministro Delacroix, concluio o tratado que tem a data de 10 de Agosto daquelle anno, no qual se adoptava como limite septentrional do Brasil com as possessões Francezas o rio *Calsoene* (5).

(5) Tratado de 1797.— Art. 6. Sa Magesté Trés Fidele reconnait par le présent Traité, que toutes les terres situées au Nord des limites ci-après désignées entre les possessions des deux Puissances Contractantes appartiennent en toute propriété, et souveraineté á la Republique Française, renonçant en tant que besoin serait, tant pour Elle que pour Ses Successeurs et ayant cause, á tous les droits qu'Elle pourrait protendre sur les dites terres á quelque titre que ce soit, e nommément en vertu de l'Article 8° du Traité conclu á Utrecht le 11 Avril 1713 ; reciproquement la Republique Française reconnait que toutes les terres situées au Sud de la dite ligne appartiennent á Sa Magesté-Trés Fidéle, en conformité du méme Traité d'Utrecht.

Art. 7. Le limite entre le deux Guyanes Française, et Portugaise seront déterminées par la riviére appellée par les Portugais *Calcuenne* (*Calsoene*), e par les Français de *Vincent Pinson*, qui se jette dans l'Ocean audessus du Cap Nord, environ á deux degrés et demi de latitude septentrionale. Elles suivront la dite riviere jusqu'a sa source, ensuite une ligne droite tirée depuis la dite source vers l'Ouest jusqu'au Rio Branco.

Art. 8. Les embouchures ainsi que le cours entier de la dite riviere *Calcuenne* ou *Vincent Pinson* appartiendront en toute proprieté, et souveraineté á la République Française, sans toute fois que les sujets de Sa Magesté Trés-Fidéle établis dans les environs, au midi de la dite riviere, puisen tetre empé-

Este tratado, desde logo ratificado pelo Directorio, não o foi da mesma fórma pelo Governo de Portugal, que, ou pelas suggestões da Inglaterra, ou pelos conselhos de um eminente Estadista Portuguez (o Conde de Linhares), o qual com grande vehemencia o fulminára, em duas representações (6) ao Soberano, como attentatorio dos interesses da nação, e lesivo á sua prosperidade, adiou por longo tempo a sua approvação, ou só lh'a deu tardiamente. A Republica Franceza, considerando-se menoscabada por esse adiamento, ou levada de outras impressões, declarou o referido tratado nullo, por um Decreto, e começou a mover hostilidades á nação Portugueza.

Alguns escriptores opinão que a convenção de 1797 fôra inteiramente desvantajosa ao Brasil, e como tal a increpão, já porque concedêra á França uma larga extenção de territorio, já porque por ella foi abando-

chés d'user librement, et sans etre assujettis á aucuns droits, de son enbouchure, de son cours, et de ses eaux.—

N. B. A este tratado acompanhárão os Artigos Secretos datados de 20 de Agosto do mesmo anno, pelos quaes a Rainha Fidelissima se obrigava a pagar á Republica Franceza a enorme somma de dez milhões de francos em numerario, diamantes brutos, e páo brasil.

Um dos textos originaes deste tratado existe no Archivo Publico, escripto em Francez, mas com a data da ratificação, e o sello inutilisados.

(6) Essas representações, escriptas pela propria letra de D. Rodrigo existem no Archivo Publico do Imperio, e não as publicamos neste nosso trabalho pela nota que têm de—*reservadas*—caracter que aliás, em nosso pensar, não lhes cabe na actualidade.

nada a fronteira do Oyapoc, tão constantemente sustentada pela Corôa Portugueza durante o longo prazo de cento e cincoenta annos, e finalmente porque (e nessa convicção são acompanhados pelo Conde de Linhares), pelo vago de uma das linhas traçadas, trazia em si o germen de futuras contestações, e despertaria no animo do Governo Francez o desejo de, por tal facto, pretender que lhe fosse reconhecido o direito á livre navegação pelo Amasonas, certeiro alvo a que elle tem, sem cessar, atirado, provocando, em todos os tempos, esta questão de limites com o Imperio.

Outros escriptores, porém, sem contestar em these as illações que acima consignamos, pensão que a celebração desse tratado, tão solemnemente adoptado pelo Directorio, não deixa de consignar um estrondoso triumpho para Portugal, que, por esse modo, obteve da propria França a confissão de que o verdadeiro limite do tratado de Utrecht não era, como essa nação até então apregoava, o *Araguary*, o *Carapaporí*, *ou o Mayacaré*.

De um lado Portugal, *mantendo* a intelligencia, que sempre dera, ao tratado de Utrecht, renunciava ao seu direito pelo anhelo de fazer a paz com a França.

De outro lado, porém, a Republica Franceza, *abrindo mão* do sentido, que constantemente dera ás estipulações daquelle tratado, e desautorisando as opiniões de seus Estadistas, e outros funccionarios, incorria em flagrante contradicção, e arripiava carreira de pretenções exageradas, collocando o *seu novo Vincent*

Pinson nas margens do *Calsoene*, em conformidade, dizia ella, do tratado de Utrecht.

Ainda assim, porém, como dito é acima, semelhante resultado não pôde ser aceito pelo governo portuguez, pelas razões dadas, ou por se julgar prejudicado, desde que se o desviava dos limites d'Utrecht, e tambem a França, talvez melhor avisada, mas depois de ter cantado a palinodia, retrogradou, e igualmente deu por nullo, e sem vigor, o tratado de 1797 (7).

Passaremos por sobre os tratados de Badajoz dando ao Brasil por fronteira norte o *Araguary*, de Madrid indicando-lhe o *Carapanatuba*, e o de Amiens restabelecendo o citado de *Araguary*. Nem é nosso intento escrever uma *Memoria* sobre os limites do Imperio pelo septentrião, nem semelhantes tratados arrancados pela força das armas do Primeiro Napoleão, e terminantemente repellidos pelo Senhor D. João VI no Manifesto do 1º de Maio de 1808 (8), podem ser

(7) O tratado de 1797 achou oppositores na propria França. No importantissimo livro do Doutor Joaquim Caetano da Silva, intitulado *O Oyapoc, e o Amasonas*, lemos que *Lescallier*, Director das Colonias no Ministerio da Marinha, se indignára contra a *singular astucia* com que o diplomata portuguez tinha surprehendido a bôa fé do Ministro Delacroix, despojando a Guyana Franceza de tres quartos, ao menos, do seu legitimo territorio.

(8) Manifesto de 1808.— Sobre a annullação dos tratados de Badajoz, Amiens, e Madrid lê-se o seguinte :

« —Sua Alteza Real declara nullos, e de nenhum effeito, todos os tratados que o Imperador dos Francezes o obrigou a as-

inscriptos como parte integrante do Direito publico Europeu. Para invalida-los completamente veio a tomada de Cayenna pelas forças portuguezas sob o commando do Coronel Manoel Marques, em 14 de Janeiro de 1809, e esse glorioso feito d'armas, consequencia da guerra pelo Imperador Napoleão movida a Portugal, rasgou pagina por pagina as leoninas convenções de Badajoz de Madrid, e d'Amiens.

Parárão assim as cousas até a entrada dos Alliados em Paris.

A gloria de Napoleão declinára, e o genio portentoso desse Illustre Capitão, cujas aguias pousando no cimo das grandes Cidades da Europa, se lhes levára, muitas vezes, a destruição, propagára por outro lado as grandes maximas da liberdade, vulgarisadas aliás (irrisoria contradicção!), pelas valentes cohortes do mais altivo autocrata, se empanára na gigantesca luta de Waterloo.

Pois bem, era tempo de recompôr a topographia Européa em seus antigos eixos, ou de avizinha-la, depois de tão completa inversão, tanto quanto fosse possivel, ás raias de outr'ora.

Veio para esse fim o Congresso de Vienna, e é bem visto que a esse Congresso não podia deixar de ser presente a nação portugueza, já pela sua respeitavel categoria, já pelos rudes golpes que lhe desfechára o Imperador Napoleão.

signar, e particularmente os de Badajoz, e de Madrid em 1801, e o de Neutralidade em 1804, pois que elle os infringio, e nunca os respeitou. — »

Sobretudo, porém, a occupação de Cayenna pelo exercito lusitano era o mais importante refem de que o Governo Portuguez estava de posse para influir naquelle Congresso, de fórma a ser mantido no reconhecimento da fronteira pelo Oyapoc, como tão categorimente havia sido estipulado no Tratado de 1713. E foi por isso que, quando em 1814 Lord Castlereagh, dispondo discricionariamente dos territorios portuguezes na America, aconselhou ao Conde de Funchal, Embaixador em Londres, que assignasse o Tratado de 30 de Maio daquelle anno, fiirmado em Pariz, no qual se estipulára a entrega de Cayenna ao Rei de França, *tal qual existia no 1° de Janeiro de* 1792 (9), o Governo Portuguez não ratificou aquelle

(9) Tratado de 1814. — Artigo 8. Sua Magestade Britannica contratando por si, e pelos seus alliados, obriga-se a restituir a Sua Magestade Christianissima, dentro dos prazos adiante estipulados, as colonias, pescarias, feitorias, e estabelecimentos de toda a qualidade que a França possuia no 1° de Janeiro de 1792 nos mares, e nos continentes da America, Africa e Asia....

Artigo 10 Sua Alteza Real o Principe Regente de Portugal, e dos Algarves, em consequencia de arranjamentos feitos com seus alliados, e para execução do Artigo 8°, se obriga a restituir a Sua Magestade Christanissima, dentro do prazo adiante estipulado, a Guyana Franceza, tal qual existia no 1° de Janeiro de 1792.

Fazendo o effeito desta estipulação reviver a contestação existente n'aquella época a respeito dos limites, fica convencionado que esta contestação será terminada por um arranjamento amigavelmente entre as duas côrtes, debaixo da mediação de Sua Magestade Britannica.

Artigo 11. As praças, e fortes existentes nas Colonias, e estabelecimentos que hão de ser restituidos a Sua Magestade

tratado, ordenou ao mesmo Conde de Funchal que protestasse em termos vigorosos contra semelhante estipulação, e conservou suas forças occupando a Guyana Franceza.

Este acto heroico de patriotismo honra sobremodo os Estadistas da nação Portugueza.

Desde 1697, Portugal, paiz fraco, relativamente fallando, insiste sempre pela raia do Oyapoc, e insiste affrontando com denodo as pretenções exageradas de uma nação tão poderosa como a França, e os interesses, e ambições encontradas de outras, como a Inglaterra, a Austria, a Hespanha, e a Hollanda, que co'participárão, em geral, da celebração dos tratados de 1703, 1713, 1814, e 1815, sem fallar nos de Badajoz, Madrid, e d'Amiens.

A tão tenaz, e bella defesa pelos direitos do Brasil, não podia deixar de corresponder o successo mais feliz, e assim foi que, já pelo artigo secreto do tratado de 22 de Janeiro de 1815 (10), já pela convenção ajus-

Christianissima, em virtude dos Artigos 8°, 9° e 10°, serão entregues no estado em que se acharem no momento da assignatura do presente Tratado. —

N. B. Os limites de que a França estava illegitima, mas effectivamente de posse em Janeiro de 1792 erão muito ao *sul* do Oyapoc.

(10) Tratado de 1815. — Artigo Secreto. Sua Alteza Real o Principe Regente de Portugal se obriga a adoptar as medidas necessarias para realizar immediatamente o Artigo 10° do Tratado de Paris, que estipula a restituição da Guyana Franceza a Sua Magestade Christianissima; e Sua Magestade Britannica promette a sua mediação, segundo o contheudo do referido Artigo, para obter quanto antes um amigavel arranjo

tada, por meio de notas reversaes, em 12 de Maio do dito anno (documento letra A), e já pelo Acto final do Congresso de Vienna datado de 9 de Junho do referido anno (11), se reconheceu, como Portugal o exigira, o limite pelo Oyapoc, limite (textuaes palavras daquelle Acto) que—*Portugal considerou sempre como aquelle que fôra fixado pelo tratado de Utrecht.*—

E, afim de que mais authentico, e solemne fosse para o Brasil a estipulação daquelle Acto de Vienna, relativo ás suas divisas pelo Oyapoc, acha-se elle subscripto por todas as grandes Potencias representadas no dito Congresso.

Demarcando para o Brasil a fronteira do Oyapoc, accrescentára-se no tratado de Vienna que a França,

da disputa existente entre Sua Alteza Real o Principe Regente de Portugal, e Sua Magestade Christianissima, emquanto ás fronteiras de suas respectivas possessões daquelle lado, em conformidade do que se acha disposto pelo Artigo 8º do Tratado de Utrecht. —

(11) Acto final do Congresso de Vienna. — Artigo 107. Sua Alteza Real o Principe Regente do Reino de Portugal, e do Brasil, para manifestar de uma maneira incontestavel a sua consideração particular para com Sua Magestade Christianissima obriga-se a restituir a Sua dita Magestade a Guyana Franceza athé o rio Oyapoc, cuja embocadura está situada entre o quarto e quinto grão de latitude septentrional; limite que Portugal sempre considerou ser o que havido sido fixado pelo Tratado d'Utrecht.

A epoca da entrega desta Colonia a Sua Magestade Christianissima será determinada, quando as circumstancias o permittirem, por uma Convenção particular entre as duas Côrtes; e proceder-se ha amigavelmente, logo que ser possa, a fixação definitiva dos limites da Guyanas Portugueza, e Franceza conforme ao sentido stricto do Artigo 8º do Tratado d'Utrecht.

e Portugal, procederião, em seguida, e amigavelmente, á fixação *definitiva* dessa fronteira.

Para esse fim celebrou-se entre essas duas nações a convenção de 28 de Agosto de 1817, ultimo acto internacional ácerca deste assumpto, convenção que póde considerar-se como simples complemento das de Utrecht, e Vienna, reiterando a designação dos limites pelo rio Oyapoc:—*cuja embocadura está situada entre o quarto, e quinto grão de latitude septentrional, e até aos trezentos e vinte dous grãos de longitude a léste da Ilha de Ferro pelo paralello de dous grãos, e vinte quatro minutos de latitude septentrional.*—

Largas discussões se travárão antes da celebração desta Convenção, entre as Côrtes de Portugal, e França. Precedentemente a essa negociação fôra enviado, em 1816, ao Rio de Janeiro, o Duque de Luxembourg, com o expresso fim de alcançar a entrega de Cayenna, independente de novos ajustes sobre a fixação de limites.

O Sr. D. João VI, porém, foi inflexivel, e instrucções se expedirão ao Ministro Portuguez em Paris, no sentido de tornar connexas as questões da entrega daquella Colonia, com a de demarcação de limites.

Encetárão-se, pois, sob estas bases, as negociações em França entre o Plenipotenciario Francisco José Maria de Brito, e o Duque de Richelieu.

Nova duvida surgio, comtudo, sobre a intelligencia do art. 107 do tratado de Vienna. Pretendia o Ministro Francez, que o limite maritimo fixado em Vienna era *provisorio*; contestava-o, porém, o Plenipoten-

ciario Portuguez, estribado no dito artigo, considerando essa divisa como *definitiva*, e objectava a restituição de Cayenna com a prévia, e final fixação *da totalidade* das raias do Brasil, pelo norte.

Insistindo o Duque de Richelieu pela sua opinião, recorreu o Ministro Brito á intervenção da Grã-Bretanha, intervenção aliás promettida pelo tratado de 22 de Janeiro de 1815.

A mediação ingleza collocou-se, porém, no terreno meramente officioso, e suggerio a idéa de—*limites provisorios totaes*—, seguindo-se, nesta demarcação, a proposta do diplomata Portuguez.

O representante de Portugal rejeitou este alvitre, e sómente a elle cedeu depois que, pela sua impugnação, tendo o Duque de Richelieu recorrido aos Plenipotenciarios alliados, decidirão estes que—*o limite estipulado no Acto do Congresso de Vienna era simplesmente provisorio, e que a França tinha o direito de apoderar-se á viva força de Cayenna, se o negociador portuguez continuasse a oppôr-se a um arranjo amigavel.*— (12)

Resignando-se, máo grado seu, aos limites provisorios, propôz o Enviado Brito, que, ao menos, como taes fossem adoptados os que houvera indicado como definitivos, a saber: —o meridiano de 42 gráos a oeste da Ilha de Ferro como divisa occidental, e o parallelo de 3 gráos norte por limite meridional.—

O meridiano não agradou a Lord Wellington, por-

(12) O *Oyapoc*, e o *Amasonas*.

que punha nas mãos da França a parte meridional da Guayana ingleza; e, ácerca do parallelo, cuja necessidade, contestada pelo Ministro Francez, fôra tenazmente exigida pelo Plenipotenciario Portuguez, accordou-se naquelle, aconselhado pelo sabio Humboldt, a cujo apoio o Representante de Portugal se soccorrêra.

Adoptou-se, pois, o meridiano inserto no primeiro artigo da Convenção, apresentado por Wellington, e o parallelo de Humboldt; demarcação essa que, com não ser qual a que se desejaria, foi todavia de vantagem ao Brasil, como se infere das palavras do illustrado Dr. Joaquim Caetano da Silva na sua já citada obra do —*Amasonas*— que litteralmente copiamos. Ei-las:

«—Donc, tant que la France, et le Brésil, ne se seront pas entendus sur le sens precis du traité d'Utrecht, la France doit reconnaitre comme appartenant au Brésil, non seulement la totalité de la rive droite de l'Oyapoc, non seulement la totalité de chacun des affluents guyanais de l'Amasone, y compris tout le bassin du rio Branco, *mais* encore, et pour le moins, les deux versants des montagnes Tumucumaque, depuis les sources de l'Oyapoc jusqu'au meridien de 58 degrés à l'ouest de Paris, lequel est eloigné du Rupununiwini de la distance de 83 lieues françaises.—»

Entretanto, não se tendo effectivamente procedido depois deste tratado á demarcação da fronteira, nomeando-se, para esse fim, os competentes commissarios de parte a parte, foi-se levantando nova celeuma

Governo do Brasil respondeu, em termos mui notaveis, em data de 5 de Junho do mesmo anno (15).

tirão entre os dois paizes, resolveu que o destacamento de tropas Francezas que tem continuado a occupar até o presente o posto de Mapá seja retirado logo que os commissarios das duas potencias, que, na fórma das disposições dos tratados, devem ser nomeados para procederem á demarcação definitiva dos limites das duas Guyanas, se acharem reunidos no lugar do seu destino, e que nesse sentido se expedirão ordens ao Governador de Cayenna ; que o governo do Rei tomando formalmente este compromisso passava a tratar immediatamente da nomeação de seus commissarios demarcadores, e da sua partida para a Guyana, e que o mesmo governo não duvidava que o Gabinete Imperial se apressasse em tomar do seu lado, e sem demora, as mesmas disposições. O abaixo assignado está bem convencido de que S. Ex. o Sr. Ministro dos Negocios Estrangeiros enxergará nesta communicação, que elle foi encarregado de lhe transmittir, a prova a mais evidente das sympathias constantes do governo do Rei pela Monarchia Brasileira, assim como do espirito amigavel, e conciliador de sua politica, e que esta determinação sendo levada ao conhecimento das Camaras Brasileiras bastará para dissipar injustas prevenções, para reconduzir os espiritos a disposições mais convenientes em relação á França, e para fazer cessar finalmente todas as discussões, e as difficuldades, ás quaes esta questão tem sobejamente servido de pretexto.... — Em 22 de Fevereiro de 1840.

(15) Resposta do Ministro Lopes Gama. —.... A Nota do Sr. Barão de Rouen..... falla do posto do Amapá, quando, segundo a Nota do Sr. Duque de Dalmacia em data de 3 de Julho de 1839, o abaixo assignado declarou na sessão legislativa do anno passado a existencia do *double poste* d'Amapá :

« Por outra parte parece, por informações recebidas do Presidente do Pará, que existe áquem da margem meridional do Oyapoc algum outro Posto Francez.

« O Governo Imperial se compraz de crer, que esses estabelecimentos forão formados, não por ordem de S. M. o Rei dos Francezes, mas sim pelas Authoridades da Guyana Franceza,

que fossem designados pelo Reino de França, dar começo aos importantes trabalhos da demarcação.

Contra a espectativa geral, a França, em desaccordo com as anteriores observações de seus Ministros na questão do Amapá, não nomeou seus commissarios, e em 1841 o Ministro Guizot suggeria a reflexão :—*de que a nomeação de semelhantes commissarios seria inutil, e infructifera, sem que os dous Governos litigantes se entendessem sobre a interpretação do art. 8º do Tratado de Utrecht, determinando por uma negociação entre os dous gabinetes a base da demarcação!* (16)

(16) Nota do Ministro Guizot ao Barão de Ruen.—Em 21 de Outubro do anno findo indiquei-vos as circumstancias que havião impedido a nomeação dos commissarios Francezes para a demarcação dos limites da Guyana, do lado do Pará. Toca-me fallar hoje dos motivos que nos fazem encarar esta nomeação como inutil, porque, em nossa opinião, a reunião de commissarios Francezes, e Brasileiros seria impropria para alcançar-se um resultado completo, e definitivo. Não se trata, com effeito, de um trabalho ordinario de demarcação, consequencia natural de uma negociação em que o limite que deve separar dous territorios fosse convencionado em principio, para ser posteriormente realizado sobre o terreno. Antes que a questão tenha chegado a termos tão simples, é preciso entender-se préviamente sobre a interpretação do artigo 8º do Tratado de Utrecht, e determinar uma base de demarcação. é necessario, o que não se póde obter senão por meio de uma negociação entre os dous Gabinetes, esgotando precedentemente a questão dos tratados, e definir os direitos respectivos, antes de chegar á explicação pratica destes mesmos direitos. De duas uma: ou o governo Brasileiro confiará poderes a seus commissarios de negociar, e de tratar sob o ponto de vista; ou elle limitou sua missão á tarefa de ir sobre o terreno como demarcadores. Na primeira hypo

E o Governo Brasileiro foi ainda assaz generoso para acquiescer, depois das claras estipulações do tratado de 1817, a tão excentrica exigencia do Governo

parece desnecessaria a reunião a duas mil leguas da França, de commissarios especiaes para regular o que os dous Gabinetes podem resolver, por uma intelligencia directa muito melhor, e com mais segurança que negociadores improvisados, os quaes, sem referir outros inconvenientes, inseparaveis de sua posição, poderião ser, a todo o instante, obrigados a recorrer ás direcções de seu governo. Na segunda supposição, o que lhes seria licito fazer como simples demarcadores, se nenhum principio, nenhum systema de demarcação está estabelecido com antecedencia ?

Assim, Senhor Barão, parece ao governo do Rei, que seria ao mesmo tempo mais logico, e mais prompto, começar por abrir uma negociação, para o fim de fixar-se previamente, e de accordo, a interpretação do tratado de Utrecht, bem como os termos de uma demarcação, que em seguida só será mister regularisar sobre os proprios lugares. E tanto mais facilmente se póde chegar a este resultado, quanto a evacuação do posto de Mapá, tendo sido effectuada antes de toda a reunião possivel de commissarios, e, por conseguinte, sem o cumprimento da medida correlativa, que devia ligar-se-lhe no pensamento dos dous governos, tal medida não tem mais a mesma opportunidade, e não encaminharia seguramente, como já o disse, ao alvo que importa attingir.

A questão dos limites, desligada do incidente de Mapá, fica intacta; cabe, antes de tudo, aos dous Gabinetes esclarecer, e preparar concordemente, a solução a mais propria a conciliar seus direitos, e suas pretenções, e, repito, isso não será possivel conseguir se senão seguindo a marcha que acabo de indicar. Entendei-vos, pois, com o Ministro Imperial no sentido destas considerações, as quaes vão mais amplamente desenvolvidas na cópia junta de uma carta que escrevi ao Ministro da Marinha acerca do mesmo assumpto, e induzi-o a que dirija instrucções, e poderes ao Sr. Araujo Ribeiro para entrar em negociação sobre o regulamento da questão dos limites da

Francez, e deu poderes ao seu Plenipotenciario em Paris, o Conselheiro Araujo Ribeiro, para entrar na negociação proposta pelo Ministro Guizot.

Desde 1842, porém, até 1844 não foi possivel chegar a um accordo sobre o ponto que devêra servir de base definitiva aos limites das Guyanas, tendo havido nesse largo espaço raras conferencias entre os Plenipotenciarios de um, e outro paiz, apezar da insistencia que fizera o do Brasil para levar a questão a um *ultimatum* (17).

De 1844 a 1853 ficárão as cousas no *statu quo*; deu-se apenas em 1850 o facto de estacionarem no Amapá dous brigues, e um vapor de guerra Francezes; em face, porém, das reclamações do Presidente do Pará, e daquellas que efficaz, e habilmente forão mantidas em Paris pelo Conselheiro José Maria do Amaral, então Encarregado dos Negocios do Imperio naquella Côrte, retirárão-se os ditos vasos de guerra; continuando o estado de *inoccupação* de 1840, assentida pelo governo do Brasil, mas proposta pelo Ministro Guizot em nota de 5 de Julho de 1841 (18).

Guyana, quer com o meu Ministerio, quer com o Plenipotenciario què o Rei designar para occupar-se deste negocio.... —Em 5 de Julho de 1841.

(17) Os Plenipotenciarios por parte da França forão, primeiro, o Barão Deffaudis, e posteriormente, o referido Barão de Rouen, que estivera á testa da Legação no Rio de Janeiro.

(18) Os termos finaes dessa nota são os seguintes.— Em todo o caso deve ficar bem entendido que o *statu quo* actual, em relação á *inoccupação* do posto de Mapá, será estrictamente mantido até que os dous Governos tenhão chegado a um accordo acerca do objecto principal do litigio, etc., etc.

de data de 1699 a 1700, tão enfaticamente exhibido por parte da França como documento de alta valia para elucidação da controversia, mas perfeitamente redarguido pelo negociador Brasileiro, como se vê dos debates da decima e undecima conferencia (19); foi ainda *formalmente* rejeitado.

Seguiu-se o *Calsoene*, reconhecido pela França como o *seu Vincent Pinson*, e como tal aceito no Tratado de 1797; teve igual repulsa.

O *Araguary*, eis o sonho dourado daquella nação, eis a chave com que ella pretende abrir as portas da navegação do magestoso Amasonas; e a França, com os olhos fitos nessa mira, rejeita todo o meio de transacção para dar fim á questão do Oyapoc, que não seja aquella linha, *outro Vincent Pinson* de suas fantasias.

Em remate, depois de quinze longas conferencias entre o Visconde d'Uruguay, e o Barão His de Butenval, nas quaes os dous dignos emulos, sem faltar á cortezia, que mutuamente se devem os representantes de nações cultas, discutirão profunda, e energicamente os interesses de seus paizes, não foi possivel chegar a um accordo definitivo sobre a questão do Oyapoc; e peza-nos que o *statu quo* em que ficou essa

(19) Sobre este documento, que faz parte da correspondencia original do Presidente Roullé, perfeitamente discorre o Doutor Joaquim Caetano da Silva na vigesima leitura de sua importante obra do — *Amasonas*, — e irrespondivelmente contesta os corollarios que o Barão His de Butenval (na oitava conferencia com o Visconde de Uruguay) buscou tirar della a favor das pretenções de seu paiz.

da navegação do Amasonas será util aos interesses do paiz, abrindo novos, e infindos horizontes aos intrepidos navegadores da Europa, e mormente aos dos Estados-Unidos, entendendo que nós, que outr'ora debellámos a politica *chineza* dos Estados do Prata, mormente do Paraguay, que nos trancava as portas da navegação franca para Mato-Grosso, não devemos ser contradictorios, renovando aquella politica quanto ao grande rio do norte do Imperio, attentando nos beneficios que viráõ á colonisação, e ao augmento da renda publica, dado aquelle acontecimento, julgamos comtudo (e neste ponto folgamos em estar de accordo com conhecidas notabilidades parlamentares do paiz), que ao facto da abertura do Amasonas devem preceder prévias explorações e estudos, mormente em relação a seus affluentes, e que, antes de se a executar, convem acautelar os interesses da nação por meio de providencias adequadas, providencias que têm sido igualmente adoptadas pela Europa em casos semelhantes (22).

rio brasileiro, tomando as medidas e despendendo as quantias que julgar convenientes.

Art. 2.° Fica o Governo da mesma fórma autorisado para abrir, com as mesmas clausulas acima referidas, o rio Negro.

Art. 3.° Ficão revogadas quaesquer disposições em contrario.

Paço da Camara dos Deputados, em 17 de Junho de 1864.

(22) Eis como ácerca da livre navegação do Amasonas se exprimio perfunctoriamente um dos mais distinctos, e illus-

A questão da navegação dos grandes rios, que atravessão o *interior* de differentes Estados, é assumpto

trados Senadores do Imperio, o Senhor Pimenta Bueno, na sessão de 3 de Junho do presente anno :

« Sr. presidente, entrei na apreciação desta parte do relatorio de S. Ex., não só pelo que já tenho exposto, mas pelas relações muito importantes que estão ligadas com essa linha divisoria, e que eu procurarei demonstrar, embora rapidamente. Essa divisa do Madeira ao Javary está relacionada com a importantissima navegação do Purús, sobre que eu não posso deixar de chamar a attenção do Governo, e, o que é maior, com a abertura do Amasonas.

« Os nobres ministros e o senado sabem perfeitamente que a administração de um Estado não é cousa simples, nem mesmo um pequeno todo; sabem que é preciso divisa-la em toda a sua extensão, ver simultaneamente todas as suas partes, calcular, e harmonisar todos os seus valiosos interesses, para não formular medidas parciaes, ou empiricas, sem vistas ulteriores, que vão contrariar ou prejudicar outros ramos administrativos, e porventura superiores.

« Creio que todos, sem excepção, votamos pela abertura do Amasonas, mas por isso nós outros queremos que este grande facto se realize com toda a discrição, e juizo, que de antemão se componhão os immensos interesses que se achão encadêados com elle.

« O rio Purús, por exemplo, é um dos tributarios do Amasonas desde já, e sobre tudo no futuro, da mais alta importancia.

. . . . . .

« O governo do Brasil ha muito tempo que vê a necessidade de reconhecer até onde o Purús é navegavel ; porque, pois, não verifica esse reconhecimento ? Custa porventura isso grandes despezas ? Convidaremos os estrangeiros a que venhão dizer-nos o que são os nossos rios ?

« Não sabemos até onde o Purús é navegavel, se penetra ou não até o territorio da Bolivia, como se calcula, e muito menos o que é o Coary, Teffé e Jurua ; e no entretanto proclamamos desde já que está aberto o Amasonas ! E' pre-

que tem preoccupado a attenção dos homens pensadores. No Congresso de Vienna tratou-se desse objeciso ter previsão e ser consequente ; quem quer o fim prepara os meios, e emprega a necessaria actividade.

« O Purús provavelmente ha de ser o primeiro, ou o mais importante canal do commercio para a Bolivia, e nós, em vez de denegarmos esse canal, devemos franquea-lo.

« Não quero fazer observações especiaes sobre outros rios, cheios tambem de productos naturaes, tambem volumosos, tambem de navegação ainda não reconhecida em toda a sua extensão ; para meu fim basta o que tenho dito ácerca do Purús.

« Concluirei, pois, que é preciso e urgente reconhecer o Purús, e determinar no Madeira o ponto donde deve seguir a linha para o Javary, que convém que se prefira uma linha parallela, já por causa da navegação do proprio Madeira, já do Purús, e de outros rios, porque é visivel a necessidade de saber até onde dominamos as duas margens, ou uma só, ou nenhuma, emfim, quaes são os nossos limites amigavelmente reconhecidos.

« Isso é indispensavel por amor do nosso proprio commercio, dos nossos navios, de nossos productos, de nossa policia fluvial, de nossa policia fiscal, de nossas boas relações com os ribeirinhos, e com os estrangeiros.

« Pois que! pretendemos porventura abrir o Amasonas sem ao menos nos ter entendido com as potencias ribeirinhas ? Podemos sem prévio accordo dispor do direito dellas? Ou porventura queremos abrir o Amasonas só em nosso territorio ?

« A abertura do Amasonas importa um systema inteiro, complexo, e muito valioso, demanda trabalhos preliminares, e entretanto lá vão perdidos mais de dous annos sem curar-se seriamente della, sem completar os estudos, sem adiantar os indispensaveis accordos, que devem garantir não só os nossos direitos, e interesses, como os das outras potencias ribeirinhas. E' preciso abrir o Amasonas, mas antes de abri-lo é preciso assentar com previsão, e intelligencia, nas grandes condições dessa transcendente medida. »

cto, e, comquanto na opinião geral o direito então reconhecido para essa navegação se limitasse aos ribeirinhos, outros entendêrão que as disposições do congresso forão amplas, e que a todas as nações era licito usar da dita navegação: o facto é, porém, que, apezar dos preceitos adoptados por aquelle congresso em relação á materia, as cousas permanecêrão quasi no mesmo estado, e nem por isso o Rheno, o Oder, o Weser, e o Danubio estão ainda inteiramente livres á navegação dos outros paizes. Da mesma fórma os estreitos do Belt (grande, e pequeno), e o do Sunda, erão navegados até bem pouco tempo, porém sendo pago certo direito á Dinamarca (23); pelo Bosphoro, e Dardanellos vedou-se que passassem navios de guerra, e o transito permittio-se apenas aos mercantes.

Nos Estados-Unidos, no paiz das grandes franquezas, prohibio-se a navegação livre do Mississipi, e a Inglaterra, que foi parte saliente no Congresso de Vienna, fecha as portas do S. Lourenço aos mesmos Estados-Unidos.

O Brasil, pois, não deve ir de afogadilho em tão importante questão; a exploração dos tributarios do Amasonas é uma providencia anterior, da qual não se deve prescindir para decretar a sua livre navega-

(23) Pelo tratado geral de 14 de Março de 1857 celebrado entre a Dinamarca e differentes nações da Europa ficárão abolidos, por via de resgate, e pela somma de 30,476,325 rix dollars, repartidamente pelos paizes signatarios do tratado, todos e quaesquer direitos até então cobrados por aquella Potencia sobre os navios e carregamentos das respectivas nações em sua passagem pelo Sunda e pelos Belts.

ção. Os rios Negro, e Madeira, o primeiro dos quaes é o caminho para Venesuela, e o segundo para a Bolivia, devem ser explorados com antecedencia, assim como o Tapajoz, que nos conduz á Provincia de Mato-Grosso.

São preliminares esses da maior urgencia, para que, sem inconvenientes, embaraços, ou futuras complicações, possa o Imperio, resolvendo a navegação do *Rio-mar*, auferir as vantagens a que tem, com precedencia, incontestavel direito (documento letra B).

Felizmente a semente está lançada, a abertura da navegação do Amasonas já não é uma simples aspiração dos espiritos progressistas, é uma medida geralmente aceita, e cuja ultima palavra depende de prévios estudos, e da discussão das cautelas precisas para que um acontecimento de ordem tão elevada não seja abraçado por enthusiasmo, e sem discernimento.

E a abertura da navegação do Amasonas, apraz-nos esperar, despertará no animo do governo francez o sincero desejo de ultimar a questão de limites da Guyana, porquanto, desde que essa nação puder livremente usar do transito franco por essa magestosa arteria fluvial, e no futuro pelos seos tributarios, desenvolvendo por esse meio, mais efficazmente, o commercio, e industrias de suas possessões americanas, porque perseverará nas suas insustentaveis pretenções á posse de rios, e territorios que sempre pertencêrão ao dominio portuguez?

Antes de concluirmos é mister memorar que, depois de finda a missão do Visconde de Uruguay, a

França convidou ao Brasil para nomear commissarios que, *em commum*, procedessem a uma exploração dos rios, e aguas proximas ao Amazonas, afim de facilitar-se o ajuste definitivo da questão de limites. Prestó accedeu o Imperio a esse convite, e escolheu para incumbir-se, por seu lado, dessa commissão ao illustrado Capitão-Tenente da Armada brasileira José da Costa e Azevedo; para o mesmo effeito foi nomeado commissario francez o Tenente Carpentier, commandante do Vapor Flambeau.

Seguindo o commissario brasileiro para o seu destino, e não encontrando ahi o commissario francez, dirigio-se até Cayenna, e então soube que o Tenente Carpentier havia regressado para a França.

Não se tendo avistado, pois, com este official da marinha franceza, tratou o Capitão-Tenente Azevedo de proceder á referida investigação isoladamente, visto não ter podido, em qualquer tempo, fazer juncção com o Tenente Carpentier.

Entretanto não foi perdido para o Brasil o desempenho da commissão do Capitão-Tenente Azevedo; proficuas forão as informações, os estudos, e as explorações, que ministrou elle ao Governo sobre a questão de limites, e por ellas ficou perfeitamente demonstrado que a divisa pelo *Carapaporí*, proposta pelo Barão His de Butenval (24), e repellida pelo

(24) Nas conferencias com o Visconde de Uruguay havia o Plenipotenciario Francez proposto como limite a linha seguinte: — O canal de Carapaporis, que separa a Ilha de Maracá das terras adjacentes ao Cabo do norte; em seguida o

Congresso de Vienna; os ditos Commissarios deverão terminar os seus trabalhos no praso de um anno, o mais tardar, da data do dia da sua reunião na Guyana. Se, expirado este termo de um anno, os ditos Commissarios respectivos não conseguissem vir a um accordo, as duas Altas Partes Contractantes procederião amigavelmente a um outro arranjamento, debaixo da mediação da Gram-Bretanha, e sempre na conformidade do sentido preciso do Artigo VIII do Tratado de Utrecht, concluido sob a garantia daquella Potencia.

ARTIGO III

As Fortalezas, arsenaes e todo o material militar serão entregues a Sua Magestade Christianissima, segundo o inventario mencionado no Artigo V da Capitulação da Guyana Franceza em 1809.

ARTIGO IV

Em consequencia dos precedentes Artigos, as necessarias ordens para effeituar a entrega da Guyana, as quaes ordens se achão nas mãos do abaixo assignado, Plenipotenciario de Sua Magestade Fidelissima, serão, logo depois da assignatura da presente Convenção, entregues ao Governo Francez com uma Carta Official do mesmo Plenipotenciario, á qu l irá junta uma cópia da presente Convenção, e que fará saber ás auctoridades Portuguezas, que ellas devem entregar, no praso de tres dias, a dita Colonia aos Commissarios encarregados por Sua Magestade Christianis-

sima para tomar posse da mesma, os quaes lhes apresentarão as ditas ordens.

ARTIGO V

O Governo Francez se encarrega de mandar conduzir para os portos do Pará, e de Pernambuco, nas embarcações que tiverem effectuado o transporte das tropas Francezas para a Guyana, a guarnição desta Colonia, assim como os empregados civis, com todos os seus bens.

Feita em Paris, a 28 de Agosto de 1817. — (L. S.) *Francisco José Maria de Brito*—(L. S.) *Richelieu*.

ARTIGO SEPARADO

Todos os pontos sobre que se puder mover difficuldades, em consequencia da restituição da Guyana Franceza, taes como o pagamento de dividas, a cobrança das rendas, e a extradicção reciproca dos escravos, serão objecto de uma Convenção especial entre os Governos Portuguez, e Francez.

Feita em Paris, a 28 de Agosto de 1817. — (L. S.) *Francisco José Maria de Brito*— (L. S.) *Richelieu*.

DOCUMENTOS

A

Convenção ajustada, por meio de uma troca de notas, entre os Plenipotenciarios de Portugal, e o de França, relativamente á entrega da Guyana Franceza, assignada em Vienna a 11 e 12 de Maio de 1815:

Os abaixo assignados, Plenipotenciarios de Sua Al-

o Principe de Talleyrand, Plenipotenciario de Sua Magestade Christianissima ao Congresso de Vienna.

RESPOSTA OFFICIAL

O abaixo assignado, Ministro, e Secretario d'Estado de Sua Magestade Christianissima na Repartição dos Negocios Estrangeiros, recebeu a Nota que Suas Excellencias o Sr. Conde de Palmella e o Sr. Saldanha da Gama, Plenipotenciarios de Sua Alteza Real o Principe Regente de Portugal, e do Brasil, lhe fizerão a honra de lhe dirigir em data de hontem, e na qual se achão textualmente inseridos os Artigos relativos á Guyana, que, na conformidade do que com elle convierão, devem ser inseridos no tratado final do Congresso; sendo os ditos Artigos, taes como forão rubricados por Suas Excellencias e pelo abaixo assignado, do theor seguinte.

(Seguem-se os Artigos taes como se achão aqui juntos.)

O abaixo assignado reconhece, e declara, do mesmo modo que Suas Excellencias o fizerão pela sua parte, na Nota acima referida, que os dous Artigos supra enunciados adquirem por esta troca de Notas a força de uma Convenção entre Sua Magestade Christianissima, e Sua Alteza Real o Principe Regente de Portugal, e do Brasil.

Aproveita ao mesmo tempo a occasião para rogar

Joaquim Lobo da Silveira, não quiz assignar esta Convenção, dando por isso o seu voto em separado sobre o assumpto.

a Suas Excellencias de aceitar a segurança de sua alta consideração.

Vienna, 12 de Maio de 1815.—*O Principe de Talleyrand.*—A Suas Excellencias o Sr. Conde de Palmella, e Sr. Saldanha da Gama.

NAVEGAÇÃO DO AMASONAS (1)

— Cumpre-me agora informar-vos da correspondencia que sobre o mesmo assumpto tem havido entre o Governo Imperial, e a legação dos Estados-Unidos nesta Côrte.

Em data de 31 de Outubro de 1853 a legação dos Estados-Unidos dirigio uma nota ao Governo Imperial, cobrindo uma breve exposição dos pontos, que fizerão o objecto de uma conferencia havida com o ministro dos negocios estrangeiros do Imperio em 28 do mesmo mez, relativamente não só a um tratado de commercio, e navegação com aquelles Estados, como sobre a navegação do Amasonas.

Nesta exposição declarou o ministro dos Estados-Unidos, que a navegação do Amasonas era assumpto de muito interesse para os cidadãos dos Estados-Unidos; que estes tinhão relações commerciaes com varias Republicas limitrophes do Brasil, situadas na parte superior daquelle rio, e desejavão fazer aquelle

(1) Julgamos do maior interesse transcrever do Relatorio dos Negocios Estrangeiros, apresentado ao Corpo Legislativo pelo Visconde de Abaeté no anno 1855, o luminoso artigo supra relativo á navegação do Amasonas.

commercio pelas aguas do Amasonas, precedendo consentimento do governo brasileiro.

Que o presidente dos Estados-Unidos desejava cultivar as mais amigaveis relações com o governo do Brasil, e muito sentiria que soffressem ellas com a sua persistencia em uma politica tão opposta á de todas as nações lançadas na carreira do progresso.

Aquella legação declarou, que não derivava o direito de navegarem os barcos dos Estados-Unidos no Amasonas de algum tratado, e só a pretendião como um direito natural, como tinhão o de navegar o Oceano; e que esse direito era autorisado pela lei internacional e a pratica seguida em sua conformidade pelo acto do congresso de Vienna de 1815: não desconhecendo que essa navegação devia estar sujeita a algumas restricções impostas pelas nações atravez de cujos territorios correm os rios navegaveis.

Respondendo o Governo Imperial a esta nota em 13 de Setembro de 1854, declarou, que não podia estar de accordo com o principio, e doutrina em que se pretendia fundar a reclamação, assemelhando-se o Amasonas ao Oceano; que uma tal doutrina era repellida pelos principios do direito publico, e das gentes, e não podia prevalecer senão pela substituição do principio, do interresse, e da força, aos do direito, e justiça.

Que os Estados-Unidos jámais se prevalecêrão dessa doutrina nas questões, que sustentarão sobre a navegação do S. Lourenço, e Mississipi com a Hespanha, e

cede a 30,000 almas, e, sendo em grande parte de raça indigena, dá escasso consumo aos productores da industria estrangeira, e por isso não sente a falta de um commercio directo com as nações productoras.

Isto quanto ao Imperio.

Que menos populoso ainda é o departamento de Maynas pertencente á Republica do Perú, que occupa a parte superior do Amasonas.

Que a população desta Republica, que póde alimentar o commercio estrangeiro, está separada do valle do Amasonas pelos Andes, e o caminho natural para seus supprimentos, quer no presente, quer no futuro, será sempre o Pacifico.

Que os territorios occupados pelas Republicas de Venesuela, Nova Granada, e Equador, que têm affluentes que desaguão no Amasonas, são escassamente habitados, e, ainda quando fosse a navegação do Amasonas aberta ao commercio do mundo, continuarião os centros das suas principaes cidades a ser suppridos exclusivamente pela navegação do Atlantico, e Pacifico.

Que além disso ha a considerar, que os affluentes do Amasonas, que passão pelo territorio dos cinco mencionados Estados ribeirinhos, não podem ser navegados senão por embarcações de pequeno porte, incapazes de navegar no Oceano, e boa parte desses affluentes precisa de obras, e trabalhos hydraulicos, destinados a facilitar essa mesma navegação.

Com estas considerações demonstrou o Governo Im-

perial que na actualidade não existem grandes interesses, nem dos Estados-Unidos, nem de nenhuma outra nação, que possão servir de pretexto á pretenção immediata de navegar o Amasonas, não sendo entretanto a sua intenção conservar este rio fechado para sempre ao transito, e commercio estrangeiro, assumpto grave, que não deve ser resolvido com precipitação, e sem as cautelas, e seguranças precisas.

No intuito de estudar praticamente este objecto, em um rio, cujas margens estão pela maior parte desertas, e onde não podem ser applicaveis as regras, e providencias tomadas na Europa a respeito de rios, cujas margens estão povoadas ha muitos seculos, celebrou o Brasil com a Republica do Perú o tratado de commercio, e navegação fluvial de 23 de Outubro de 1851, e iniciou outras convenções com as Republicas de Venezuela, Nova Granada, e Equador, concluindo com as duas primeiras Republicas aquellas convenções que se achão ainda dependentes da approvação dos respectivos Congressos.

Com o mesmo intuito promoveu a colonisação e commercio a vapor nas desertas margens do Amasonas, subsidiando para isso a uma companhia brasileira.

Declarou por ultimo á legação dos Estados-Unidos, como norma de sua politica fluvial, que, chegada que seja a época de ser aberto o Amasonas ao commercio do mundo, quando o governo imperial o julgue opportuno, está elle decidido a não conceder a nenhu-

ma nação a navegação daquelle rio, na parte em que o Brasil possue ambas as margens, senão por meio de convenções, que resguardem o seu direito de propriedade, e provejão para que seja devidamente mantida a fiscalisação, e policia da navegação.

O Governo Imperial, com o fim de ficar desembaraçado para abrir aquelle rio ao commercio do mundo, quando pudesse fazê-lo sem inconveniente, innovou por decreto n. 1,445, de 2 de Outubro do anno passado, o contracto celebrado com a companhia brasileira de navegação do Amasonas, em conformidade da autorisação concedida na segunda parte do art. 1° do decreto n. 726, de 3 de Outubro de 1853.

Por esta novação do seu contracto renunciou a companhia ao privilegio exclusivo, que lhe foi concedido pelo decreto n. 1,037, de 30 de Agosto de 1852, para a navegação a vapor do rio Amasonas, e a quaesquer outras vantagens outorgadas pelo mesmo decreto.

A novação daquelle contracto, e as condições que com elle baixárão, encontra-la-heis no n. 1 do Annexo H.

A companhia de commercio, e navegação do Amasonas, como vereis, continúa a ser subvencionada pelo Governo do Perú, segundo o que se acha estipulado na convenção de 23 de Outubro de 1851, e com um augmento de subvenção por parte do Governo Imperial.

Este assumpto ainda se acha dependente de discussão diplomatica com o governo dos Estados-Unidos, á vista de um projecto de tratado, que me remetteu o ministro daquelles Estados nesta côrte por nota de 6 de

Dezembro do anno proximo passado, comprehendendo os pontos de uma conferencia que commigo teve em 28 de Outubro de 1853.

O art. 10 desse projecto acha-se redigido nos seguintes termos :

« Que S. M. o Imperador do Brasil obriga-se a permittir, que os cidadãos dos Estados-Unidos naveguem livremente, pelo rio Amasonas, em toda a sua extensão e largura dentro dos limites do Imperio, com barcos por elles construidos ou de sua propriedade, tocando nos portos ou outros lugares das suas margens para se supprirem de combustivel e de provisões, ou fazerem os reparos que sejão necessarios, para o proseguimento de suas viagens, sob a condição de que os Estados-Unidos, em qualquer dos seus portos, não imponhão, nem cobrem direito algum sobre o café produzido no dito Imperio.

« Que fica entretanto expressamente concordado, que este privilegio não se estenderá ao transporte de generos ou de passageiros de um porto, ou lugar brasileiro, para outro, reservando o Brasil exclusivamente para si esse direito. »

O governo imperial entendeu que devia remetter o dito projecto á secção dos negocios estrangeiros do conselho de estado, afim de responder convenientemente á nota da legação dos Estados-Unidos.

O encarregado de negocios de S. M. Britannica em Lima, participando ao governo do Perú as instrucções que tinha tido do seu governo para aconselhar a abertura dos rios daquella Republica ao commercio estran-

geiro, accrescentou, que igual conselho seria dado ao Governo Imperial pelo que diz respeito ás suas aguas interiores, por intermedio da legação de S. M. nesta côrte.

Com effeito, o ministro de S. M. Britannica nesta côrte dirigio ao Governo Imperial em 23 de Novembro de 1853 uma nota, expondo que a attenção do governo de S. M. Britannica tinha-se fixado ultimamente na importante questão da navegação do rio Amasonas, a bem dos interesses do commercio.

Expoz o ministro de S. M. Britannica que o seu governo sabia que o governo dos Estados-Unidos havia solicitado do da Republica do Perú, e depois do do Brasil, a livre navegação do Amasonas; que o governo do Perú estava disposto a conceder aquella navegação por sua parte, mediante certos regulamentos, e direitos, ás nações estrangeiras que tinhão com elle tratados de commercio, e que já havia proposto ou ia propor aos do Brasil, Nova Granada, e Equador, por cujos territorios corre aquelle rio, algum accordo geral neste mesmo sentido; accrescentando que o governo da Bolivia havia publicado um decreto estabelecendo a livre navegação da parte que lhe pertence do rio Amasonas.

Em consequencia do exposto, manifestou o ministro de S. M. Britannica, que era para sentir que o Governo Imperial, em vez de seguir a mesma politica, se limitasse pelo seu tratado de 1851, celebrado com o Perú, a permittir a navegação daquelle rio aos respectivos Estados ribeirinhos, e a conceder a uma companhia

brasileira o privilegio exclusivo para aquella navegação por uma longa serie de annos.

Fundou-se o ministro de S. M. Britannica no seu tratado com o Perú, e outros Estados da America do Sul, e no desejo de seu governo de cultivar, e estender as suas relações commerciaes com o Brasil, para aconselhar por parte do seu governo a conveniencia de acabar com todas as restricções e monopolio na parte do rio Amasonas, que pertence ao Imperio, no proprio interesse deste.

O Governo Imperial, respondendo á nota daquelle ministro em 29 de Dezembro do anno passado, mostrou a improcedencia das razões allegadas para o Brasil abrir a navegação dos seus rios, pelo lado do norte do Imperio, e reproduzio os argumentos, com que tinha respondido á nota do ministro dos Estados-Unidos de 31 de Outubro de 1853.....

1819

LIMITES

Convenção de 30 de Janeiro com o Cabildo de Montevidéo

NOTICIA HISTORICA

Burlada a demarcação de limites que se ajustára pelo tratado do 1° de Outubro de 1777 entre a Hespanha, e Portugal, já pelos termos ambiguos das estipulações do dito tratado, já pelas exageradas pretenções do commissario Hespanhol D. Felix de Asara, e finalmente por causa da guerra que a Hespanha, de accordo com a França, movêra em 1801 a Portugal, continuárão os limites meridionaes do Imperio em constante litigio, e perfeita indecisão.

As querellas das nações da Europa, por aquelles ultimos tempos, não podião deixar de fazer repercussão nos seus dominios americanos, e assim foi que pela anarchia que lavrava nos Estados limitrophes ao sul do Brasil, e pelas correrias do caudilho Artigas nas fronteiras do territorio Rio-grandense, se abrirão, por parte de Portugal, as campanhas de 1812, e 1816; e, se as vantagens obtidas, de triumpho em triumpho, pelas forças brasileiras, e portuguezas, ao mando do general D. Diogo de Sousa, depois Conde do Rio-Pardo, ficárão annulladas pelo malfadado Armisticio de 26 de Maio de 1812, não da mes-

ma fórma aconteceu na seguinte campanha de 1816, a qual, depois das assignaladas victorias de *Catalan* (1) e *India Morta* (2), trouxe como importante resultado a occupação de Monte-Vidéo pelo exercito pacificador sob as ordens do general Lecor, posteriormente Visconde de Laguna, no dia 20 de Janeiro de 1817, e em seguida a tomada da Colonia do Sacramento pelo Coronel Manoel Jorge Rodrigues, que falleceu com o titulo de Barão de Taquary.

O facto da occupação de Monte-Vidéo, enthusiasticamente applaudido pelos seus habitantes, livres, por essa fórma, das depredações do guerrilheiro Artigas, não podia ser attribuido aos desejos de conquista da parte do soberano de Portugal, conquista que aliás tinha por si todo o motivo de justificação, á vista do estado de hostilidades que a Hespanha movia áquella nação, sendo por essa razão, e pela conducta desleal da dita potencia para com o Monarcha do Reino vizinho, e alliado, a mais justa das reprezalias. (3)

(1) Ganha a 4 de Janeiro de 1817 pelo Marquez de Alegrete.

(2) Ao General Sebastião Pinto de Araujo Corrêa se deve esta victoria, alcançada contra Fructuoso Rivera, a 19 de Novembro de 1816.

(3) A'cerca da occupação de Montevidéo, lê-se na importante—*Historia do Brasil*— de Varnhagen as seguintes considerações:

« —Feitas, pois, diplomaticamente, cautelosas prevenções á Hespanha, e á Inglaterra (á Hespanha em data de 25 de Maio, e á Grã-Bretanha em Junho de 1815), ordenou-se para Portugal que sem demora se organisasse uma Divisão de *Voluntarios Reaes* para a America.....—»

Esse facto fôra determinado pelas causas já expendidas, de resguardar o territorio brasileiro não só das incursões dos turbulentos caudilhos dos Estados contiguos, como tambem do contagio das idéas demagogicas, e subversivas dos chefes que nelles havião plantado a guerra civil.

E tanto assim foi que, apezar dessa occupação, o Cabildo de Monte-Vidéo exercia actos de soberania, e desempenhava funcções de poder politico; figurando o general portuguez apenas como um alliado, ou auxiliar do Estado Oriental.

Nesta situação, e convindo á tranquillidade de Monte-Vidéo, e da provincia de S. Pedro do Sul, assignalar por barreiras certas os limites entre os dous paizes, afim de evitar as desavenças, e contestações, que perennemente se suscitavão nas fronteiras, accordou-se entre o general Lecor, e o Cabildo daquelle Estado, em firmarem solemne ajuste com o fito de dar uma solução á dita questão dos limites, estabelecendo pontos determinados, e conhecidos, para sua demarcação. Afim de levar a effeito o referido ajuste nomeou o Cabildo de Monte-Vidéo por seu plenipotenciario a D. Prudencio Murguiondo, e o governo do Brasil ao Conde da Figueira.

Em consequencia destes actos, teve lugar a demarcação, levantárão-se os marcos, e padrões, e o espaço do territorio que, em virtude della, ficou pertencendo ao Brasil nas fronteiras do Rio-Grande do Sul foi distribuido pelo soberano portuguez por diversos militares, em recompensa de serviços prestados.

Exporemos agora o parecer de diversos escriptores a respeito da Convenção de 1819.

O Visconde de S. Leopoldo nos seus excellentes Annaes da provincia de S. Pedro assim se expressa sobre ella:

« — Eis um contrato bilateral, e synallagmatico, revestido com todas as formulas de um tratado publico, o qual o Brasil principiou desde logo a cumprir pela construcção da torre do pharol na Ilha das Flôres, e pela concurrencia de commissarios autorisados, que effectivamente verificárão, e demarcárão a linha divisoria, levantárão, com termos solemnes de posses, os padrões, ou marcos, e ao depois o governo brasileiro fez repartir esse espaço, com preferencia, por militares de mais serviços em defesa da patria. Era a demarcação que promettia ser mais duravel, não só por ajustada aos fins de mutua conveniencia.... »

O Brigadeiro Machado de Oliveira na sua *Memoria* sobre a questão de limites, apresentada ao Instituto Historico no anno de 1852, e inserta no tomo 3° da 3ª serie da *Revista*, falla da mencionada convenção de 1819, pela seguinte fórma:

« — O Cabildo governador de Montevidéo, caracterisado, e reconhecido solemnemente como autoridade suprema do Estado, na deficiencia de outra, e durante a occupação militar do paiz, compenetrando-se da vontade quasi unanime nelle diffundida, teve a iniciativa nessa transacção, apresentando ao governo brasileiro a cessão daquelle territorio (abraçado pelo

Quarahim, e Arapehy), que, aceita por elle, foi levada a effeito pelos meios que estão adoptados em ajustes internacionaes, e d'ahi resultou a Convenção de 30 de Janeiro de 1819, que designou os limites entre a provincia de S. Pedro e o Estado de Montevidéo....

Ratificada que foi pelos respectivos governos a Convenção pactuada, e nos termos acima designados, sendo encarregados da demarcação da linha divisoria o Coronel de Engenheiros João Baptista Alves Porto por parte do governo brasileiro, e pela de Montevidéo o coronel D. Prudencio Murguiondo, dispoz aquelle governo que, logo que fossem guarnecidos os pontos mais importantes da nova linha, e occupassem a foz do Arapehy as canhoneiras mandadas alli estacionar, o territorio abrangido por este rio, e pelo Quarahim, se distribuisse em sesmarias pelos militares da divisão daquella fronteira, que mais relevantes serviços tivessem prestado na defensa da fronteira, e segurança desse territorio.

Assim procedeu o general Abreu, commandante da fronteira, e da divisão, que a guarnecia, e no teor das determinações que lhe forão prescriptas pelo governador, e capitão-general da Provincia de S. Pedro, Conde da Figueira; e ao terminar no anno de 1820 achou-se esse territorio, que comprehende uma área de mais de mil leguas quadradas, apossado por mais de cento e cincoenta individuos com as habilitações especificadas nas ordens para a sua distribuição, e já sobresahindo nelle muitas estancias, que dentro de pouco tornárão-se opulentissimas, por se saber man-

ter alli a segurança, e tranquillidade, de que antes, e por longo espaço, esse territorio fôra privado. — »

O Conselheiro Duarte da Ponte Ribeiro, analysando a Memoria do Brigadeiro Machado de Oliveira, e ponderando que, quer a Convenção de 1819, quer o Auto de demarcação promulgado em virtude della, forão ratificados pelo Conde da Figueira em 26 de Novembro daquelle anno, e pelo Cabildo de Monte-Vidéo em 17 de Outubro de 1820, pergunta: — que governos soberanos ratificarão essa Convenção? —

Proseguindo nas suas reflexões, tendentes a demonstrar que a Convenção de 1819 não póde ser considerada como um ajuste regular entre dous paizes, conclue o citado Conselheiro: — que a mencionada Convenção não tem força de tratado internacional. —

Sem aventurarmos pela nossa parte uma opinião qualquer sobre o assumpto, não será fóra de proposito observar que, tendo caducado os tratados celebrados entre Portugal, e a Hespanha, depois da guerra que esta potencia, como dito é acima, declarou áquella em o anno de 1801, e sendo por outro lado certo que depois da separação das colonias hespanholas da Metropole, os differentes Cabildos havião reassumido a soberania dos Estados a que pertencião, exercendo todos os actos politicos, a Convenção de 1819, cujas estipulações, aliás onerosas para o Brasil, havião sido religiosamente cumpridas pelo seu governo, podia ser

com bons fundamentos sustentada, em todas as suas consequencias. (4)

Não importa porém esta simples reflexão uma censura ao tratado de limites de 12 de Outubro de 1851, porque, infelizmente para o Imperio, a época dessa reclamação havia passado.

O Acto de incorporação da Banda Oriental ao Brasil em 1821 fixára, sem opposição, outra divisa, o tratado de paz de Agosto de 1828 estabelecendo a Independencia de Monte-Vidéo calára qualquer estipulação sobre a fronteira de 1819, e a mesma Republica ficára, depois disso, na posse de collocar autoridades civis, e militares no territorio cedido ao Imperio pela Convenção de que se trata.

Dest'arte o negociador do tratado de limites de 1851, desarmado de argumentos valiosos para reivindicar aquella raia, houve-se com toda a moderação e acerto tomando como base da demarcação a posse em que o paiz se achava na época do mesmo tratado.

(4) Esta Convenção celebrou-se em 30 de Janeiro de 1819, e foi ratificada pelo Cabildo, e pelo Conde da Figueira *por delegação reservada que para isso recebeu da Côrte*, que se esquivou assim a uma nova questão com a Hespanha, que ainda contava no territorio Cisplatino muitos adherentes. — *Historia do Brasil* de Varnhagen.

1819

Convenção de 30 de Janeiro entre o Cabildo de Monte-Vidéo, e o general Lecór, chefe das forças portuguezas, relativa á cessão, em favor da Capitania do Rio-Grande de S. Pedro do Sul, de uma parte, na fronteira do territorio da Provincia Oriental do Rio da Prata.

DO ORIGINAL EXISTENTE NA SECRETARIA DE ESTADO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS

ACTAS DO CABILDO DE MONTE-VIDÉO CONHECIDAS COM O NOME DE CONVENÇÃO DE 1819, EM QUE FORÃO CEDIDOS AO BRASIL ALGUNS TERRENOS NA RESPECTIVA FRONTEIRA

(ACTA RESERVADA)

En la ciudad de San Felipe y Santiago de Monte-Vidéo, a quince de Enero de mil ochocientos diez y nueve: el Excelentissimo Cabildo, justicia e regimento de ella, reunido en su sala capitular para tratar asuntos tocantes a la felicidad publica segun sus instituciones, y como lo ha de costumbre, presidiendo el Señor alcalde de primer voto, brigadier de los reales ejercitos, y gobernador intendente interino D. Juan Jose Duran, con asistencia del caballero sindico procurador general de ciudad D. Geronimo Pio Bianqui, y presente el

infrascripto secretario: En este estado se tomó en consideracion la urgentisima necesidad de llevar a cabo la importante obra del f.nal en la Isla de Flores, para evitar las repetidas desgracias que sucedian diariamente, entre las quales no podia el Cabildo recordar sin dolor el reciente naufragio de la Sumaca Pimpon, que tenia al pueblo cubierto de luto, y que, habiendo-se dado principio a la obra por el real consulado, bajo la proteccion superior del gobierno, con una lentitud inevitable a causa de los pequeños recursos con que se habia emprendido, parecia digno del zelo del Cabildo arbitrar medios que puedan facilitar aquel establecimiento el mas importante a los intereses de la provincia, y el mas util a los progresos de la navegacion, del comercio, y de la riqueza territorial. En este estado y despues de haber reflexionado sobre la imposibilidad de gravar a los pueblos, y especialmente al vecindario de esta ciudad casi arruinado con las guerras civiles de siete años, se hizo presente por algunos de los Señores vocales, que tal vez podria acomodar a los intereses del gobierno portuguez adquirir un derecho sobre la fortaleza de Santa Teresa, y fuerte de San Miguel, que se hallaban casi en escombros sin poder ser de ninguna utilidad futura en el estado actual de las cosas; y tambien arreglar ó rectificar la linea divisoria de esta provincia y la capitania del Rio-Grande de San Pedro do Sul, fijando la demarcacion por el Arapey en los terminos que estaban indicados en el plano geografico que se tubo a la vista: y que en este concepto podria proponerse este arbi-

trio a la consideracion de S. E. el Illmo. y Exmo. Señor Baron de la Laguna, gobernador y capitan general de esta provincia, para que en el caso de adoptarlo se dignase contribuir por via de indemnisacion de los terrenos, que debian quedar agregados a la capitania limitrofe en la nueva demarcacion de limites, con el dinero y demas auxilios que fuesen precisos para activar y concluir la grande obra del fanal de la Isla de Flores. Que de este modo, con la cesion de una pequeña parte del territorio de la frontera, siempre expu sto a las contingencias futuras, se conseguia fijar los limites sin los peligros de incertidumbre, y proporcionar a la provincia las ventajas permanentes del fanal del Rio de la Plata, é independiente de los sucesos politicos, que no podian comparar-se con el corto valor de los terrenos cedidos en la nueva linea propuesta. Y finalmente que, siendo este Cabildo electo por todos los pueblos de la provincia, y no habiendole sido hasta ahora revocado sus poderes, tenia un derecho positivo a promover lo conveniente al bien general y felicidad de sus representados por todos los medios posibles, que no contravengan a los principios de la razon y del orden publico; y por consiguiente se hallaba el Cabildo en el caso de hacer aquella propuesta sin ofender por eso, ni los altos respetos de la autoridad del gobierno, ni los intereses de los pueblos que representa. Todo lo qual oido y discutido se resolvio de unanime acuerdo que se hiciese aquella proposicion a S. E. el Illmo. y Exmo. Señor capitan general Baron de la Laguna en via reservada,

mediante a que las circunstancias hacian inverificable todo otro arbitrio conduciente a un objeto de tanta importancia, y a la necesidad de cubrir los creditos que adeuda esta corporacion a la real tesoreria por emprestitos de cantidades destinadas a las atenciones publicas, que debrian comprenderse tambien en la indemnisacion. Con lo qual, y no siendo para mas esta acta, se cerró y firmó por S. E. conmigo el secretario, de que certifico.—*Juan Jose Duran.—Juan Benito Blanco.—Juan Correa.—Agustin Estrada.—Juan Francisco Giró.—Juan Mendez Caldeyra.—Lorenzo Justiniano Perez.—Francisco Joaquim Muños. — Jose Alvarez. — Geronimo Pio Bianqui. — Francisco Solano de Antuña, secretario.*

(OTRA ACTA RESERVADA)

En la ciudad de San Filipe y Santiago de Monte-Vidéo, a treinta de Enero de mil ochocientos diez y nueve: el Exm. Cabildo, justicia, y regimento de ella, cuyos miembros son a saber: el Señor brigadier de los reales ejercitos, alcalde ordinario de primer voto y gobernador intendente interino de esta provincia D. Juan Jose Duran; el Señor alcalde de segundo voto D. Juan Benito Blanco; el Señor regidor decano D. Juan Correa; el Señor alcalde provincial D. Agustin Estrada; el Señor regidor Alguacil mayor D. Juan Francisco Giró; el Señor regidor fiel ejecutor D. Juan Mendez Caldeyra; el Señor regidor defensor de pobres D. Lorenzo Justiniano Perez; el Señor

regidor juez de policia D. Francisco Joaquim Muñoz; el Señor regidor juez de fiestas D. Jose Alvares; y el caballero sindico procurador general de ciudad D. Geronimo Pio Bianqui, se reunió en la sala de sus sesiones para tratar asuntos de interes publico segun sus instituciones, y como lo ha de costumbre, presente el infrascripto secretario. En este estado mandaron traer a la vista la comunicacion pasada en virtud del acuerdo de quince del presente al Illm°. y Exm.° Sr. Baron de la Laguna, capitan general de esta provincia, sobre proponer una nueva linea divisoria de esta provincia y la capitania general del Rio Grande de San Pedro do Sul, cediendo los terrenos que quedan en ella a favor de dicha capitania, con calidad de auxiliar el superior gobierno con dinero y demas recursos la ejecucion y conclusion pronta de la obra del fanal en la Isla de Flores, sin cuyo estabelecimento no puede prosperar el comercio del Rio de la Plata, siendo dicha comunicacion a la letra como sigue:

« Illm.° y Exm.° Senor.—Cada dia tristes experiencias nos ensenan la urgente necesidad de establecer el fanal en la Isla de Flores, cujo proyecto se ha emprendido hajo la respetable proteccion de V. E. El desgraciado naufragio de la sumaca *Pimpon*, que acaba de sumergir-se sobre el banco Inglez en su regreso de Maldonado con mas de cincuenta personas, y con crecidos intereses, ha cubierto de luto a esta ciudad, y los gemidos de las familias, que han quedado por la muerte de sus hijos y esposos en la mas horri-

ble orfandad, penetran el corazon de todas las almas sensibles. El Cabildo entre sus meditaciones por la felicidad de la provincia que, representa, busca con anhelo algunos arbitrios capaces de sufragar a las crecidas erogaciones de aquel grande, util y necesario establecimiento, para que, concluida la obra con la prontitud que demanda la voz de la humanidad, no vuelvan a repetir-se esas escenas espantosas que arruinan el pais con prejuicio de los intereses de la nacion. Hasta ahora en la ejecucion del proyecto, todo camina con una lentitud afligente por falta de recursos para emprender las operaciones con la rapidez que seria de desear. En esta situacion desagradable le ha occurrido al Cabildo un pensamiento, que, si merece la superior aprobacion de V. E., seria talvez el unico que, allanando aquellos inconvenientes, podria dar impulso a las obras del fanal, y asegurar a V. E. y al Cabildo la gloria de la conclusion de un establecimiento el mas util a los grandes intereses de la parte oriental del grande Rio de la Plata. V. E. sabe que los limites que separan esta provincia de la del Rio Grande de San Pedro do Sul no estan bien demarcados, y que la linea divisoria de ambos territorios podria rectificar-se con utilidad comun. Basta examinar el plano geografico de dichas provincias, para convencer-se de esta verdad. Si la linea de demarcacion se tirase por los puntos que indica la naturaleza de los terrenos, rios y montanas de sus inmediaciones, desapareceria la confusion de limites que ha dado merito a tantas desavenencias, y resultando un superabit a

favor del Rio Grande de San Pedro do Sul, podria V. E. hacer un beneficio considerable a aquel territorio con la nueva agregacion de preciosos campos, y a esta provincia con la indemnisacion de los valores respectivos a la parte cedida. Este Cabildo, como sabe V. E., fue electo por todos los pueblos, representa sus derechos, y, conservando todavia sus poderes para promover lo que convenga a la prosperidad comun, se crée autorisado en el estado presente de las cosas para intervenir y ejecutar licitamente la permuta ó cesion de una pequena parte del territorio limitrofe, quando sus productos hayan de invertir-se com grande utilidad del pais en algun establecimiento de importancia. Ninguno puede ser comparable al del fanal de la Isla de Flores; y por eso el Cabildo propone a V. E. la demarcacion de la linea de ambos territorios sobre las bases, y con las condiciones siguientes:

« Primera. — La linea divisoria por la parte del Sud entre las dos Capitanias de Monte-Vidéo y Rio-Grande de San Pedro do Sul empezará en la mar a una legua al Sud, Oeste y N. O. del fuerte de Santa Teresa, seguirá al N. O. del fuerte de San Miguel; continuará hasta la confluencia del arroyo San Luis, incluyendo-se los cerros de San Miguel. De alli seguirá la margen occidental de la Laguna Merin segun la antiga demarcacion, continuará como antes por el Rio Jaguaron hasta las nacientes del Jaguaron chico; y siguiendo el rumbo del N. O. caminará en linea recta al paso de

Lezcano en el Rio Negro, mas alla de la confluencia del Pirahi: despues continuará por la antigua divisoria hasta Itaquatiá; y de alli costeará al O. N. en derechura a las nacientes del Arapey, cuya margen izquerda seguirá hasta la confluencia en el Uruguay, dividiendo los limites del territorio de ambas capitanias, segun se indica con mas exactitud en el plano topografico que presentamos a V. E.

«Segundo.—Si V.E se digna aceptar la cesion del territorio que se agrega, bajo la indicada demarcasion, a la capitanía del Rio Grande de San Pedro, se obligará esa superioridad a garantir las propriedades particulares de los vecinos hacendados en el territorio cedido; porque la cesion solo deberá entender-se con respeto al alto dominio jurisdiccional relativamente al territorio de las dos provincias, e a la fortaleza de Santa Teresa y fuerte de San Miguel, que, atendido el mal estado en que se hallan y las relaciones politicas de ambas capitanias, deben considerar-se como inutiles a esta provincia en todos respectos.

«Tercero.—En el caso de merecer la proposicion el fiat de esa superioridad, se obligará V. E., por via de indemnisacion de los valores del territorio cedido, a condonar a este Cabildo las cantidades, que le dió V. E. por via de emprestito a su entrada en esta plaza para las atenciones y estabelecimientos publicos; y tambien será de la obligacion de ese superior gobierno contribuir con las sumas de dinero, e demas auxilios

que nesesite el Real Consulado para activar y concluir la grande obra del fanal de la Isla de Flores en el menos tiempo posible. El Cabildo, Sr. Exmo., solo encuentra este recurso, como el unico, para proporcionar arbitrios bastantes a la ejecucion de un proyecto en que interesan todos los ramos de la prosperidad publica del paiz; la navegacion, el comercio, la poblacion, la industria y la pastoria: crêe que está en los principios de su deber sacrificar una pequnea parte de la vasta extension de este territorio a la felicidad general de la provincia; se considera autorisado para este compromisso en virtud de los poderes que le confiaron los pueblos por la situacion politica, en que los constituyó la revolucion, y que hasta ahora no le fueron revocados, ni por los representados ni en fuerza de las variaciones de las circunstancias que se han succedido desde el principio de la revolucion, en que se declararon estas provincias independientes de su antigua Metropoli. Si V. E. quiere segundar los votos del Cabildo aceptando la cesion del territorio indicado en la nueva linea demarcada, bajo las expuestas condiciones, el Cabildo tendrá la satisfacion de haber hecho un beneficio inestimable a los pue los que lo constituyeron; y los pueblos constituyentes un motivo mas de gratitud a la generosa proteccion del gobierno portuguez bajo la sabia direccion de V. E. El Cabildo solo espera la contestacion de V. E. para estender sus actas en el caso que el pensamiento proposto sea digno de la acogida de V E.— Dios guarde a V. E. muchos anos. Sala capitular de

Monte-Video, a quince de Enero de mil ochocientos diez y nueve. Illm. e Exm Sr. — *Juan Jose Duran.* — *Juan Benito Blanco.* — *Juan Correa.* — *Augustin Estrada.* — *Juan Francisco Giró.* — *Juan Mendez Caldera.* — *Lorenzo Justiniano Perez.* — *Francisco Joaquim Munoz.* — *Jose Alvarez.* — *Geronimo Pio Bianqui.* — Illm. y Exm. Sr. Baron de la Laguna, capitan general de esta provincia. »

Y enterados que fueron de su contenido se leyó a continuacion la respuesta de S. E. el ex presado Baron de la Laguna y capitan general de esta provincia, cuyo tenor es como sigue :

« Exm. Sr.—Convengo desde luego en las proposiciones de V. E. sobre la nueva linea divisoria entre esta capitania y la del Rio Grande de San Pedro do Sul, con todas las condiciones que V. E. expone en su oficio de quince del que rige ; y me es muy satisfactorio emplear las faculdades, que me ha conferido mi soberano, para dar a V. E. y a los pueblos de esta Banda Oriental un testimonio de mis deseos de hacer quanto esté al alcance de mi autoridad por el bien e felicidad de toda la provincia. Puede V. E. estender sus actas a la mayor brevedad incertando en ellas esta communicacion, en que se obliga este superior gobierno a contribuir, en remuneracion del terreno cedido en la nueva demarcacion, y de las fortalezas arruinadas de Santa Teresa y San Miguel, con el dinero, y demas auxilios que necesitan para llevar a cabo la grande y importante obra del establecimiento

de una farola en al Isla de Flores, tan necesaria para la seguridad de la peligrosa navegacion del Rio, como util a los intereses del comercio y de la prosperidad publica. Yo espero que V. E. se sirva remittir-me por duplicado copia de las actas, que se estiendan sobre el particular, para remitir a la côrte, afin de que, aprobada esta convencion por Sua Magestad, se proceda a formar la nueva linea que ha de fijar los limites de ambas capitanias, desapareciendo la incertidumbre y confusion que ocasionó en otro tiempo contestaciones desagradables. — Dios guarde a V. E. muchos anos. Monte-Video, treinta de Enero de mil ochocientos diez y nueve. — Baron de la Laguna. — Exm. Cabildo, y Ayuntamiento de esta ciudad de Monte-Vidéo.» Con cuyo conocimiento dijeron, que en uso de los derechos, acciones y facultades, que creian pertencer a este ayuntamiento, delegadas de los pueblos en situacion que las circunstancias politicas habian reasumido en ellos de echo las altas atribuciones jurisdiccionales de todo el territorio de la Banda Oriental, y no revocados ni por sus instituyentes, ni en fuerza de la ocupacion interina de las tropas de S. M. F.; y, cierto el Cabildo de la necessidad de hacer un pequeno sacrificio a una grande utilidad en favor de toda la provincia, utilidad permanente e invariable en qualesquiera casos de la fortuna, se obliga del modo mas solemne y legal a ceder a favor del territorio de la capitania general del Rio Grande de San Pedro do Sud, y del dominio de S. M. F. la fortaleza de Santa Teresa, y el fuerte de San Miguel en su estado

actual de ruina, con todo el territorio que se comprende entre la antigua linea divisoria y la nueva demarcacion propuesta en los terminos que se detallan por menor en la citada comunicacion de quince del presente Enero, y que van senalados en el plano geographico; con las obligaciones a que se liga el superior gobierno a nombre del soberano de contribuir por via de indemnisacion con el dinero y demas auxilios necesarios para emprender y concluir la importante obra del fanal en la Isla de Flores, a la mayor brevedad posible, bajo la direccion del consulado, y de que se incluiran en la dicha indemnisacion tambien las cantidades que adeuda este Cabildo a la tesoreria real por via de emprestito, quedando chancelados todos los creditos anteriores, y passando-se por S. E. los avisos oportunos a las officinas correspondientes para la chancelacion en los respectivos libros: En cuya virtud, y para constancia de este Convenio, mandó el Exmo. Cabildo, que se estendiese esta acta reservada, y se pasasen con oficio copias por duplicado al Illmo. y Exmo. Sr. Baron de la Laguna, gobernador y capitan general de esta provincia, para los efectos convenientes. Con lo qual, y no siendo para mas el presente acuerdo, lo firmó S. E. conmigo el secretario, de que certifico. — *Juan José Duran.* — *Juan Benito Blanco.* — *Juan Correa.* — *Agustin Estrada.* — *Juan Francisco Giró.* — *Juan Mendez Caldeyra.* — *Lorenzo Justiniano Perez.* — *Francisco Joaquim Munoz.* — *José Alvarez.* — *Geronimo Pio Bianqui.* — *Francisco Solano d'Antuna*, secretario. — Esco-

pia fiel de las actas originales que expresan sus contextos, y para pasar-las al Illmo. Sr. Baron de la Laguna, capitan general de esta provincia, segun en ellas se expresa, las certifica este ayuntamiento en su sala capitular de Monte-Vidéo a 5 de Febrero de 1819. — (*Assignados*), *Juan José Duran.— Juan Benito Blanco.—Juan Correa.— Agustin Estrada. — Juan Francisco Giró. — Lorenzo Justiniano Perez. — Francisco Joaquim Munoz. — Jose Alvarez. — Geronimo Pio Bianqui.*

AUTO DE DEMARCAÇÃO

Don Prudencio Murguiondo, diputado por el Exmo. Cabildo, Justicia, y regimiento de la ciudad de Monte-Vidéo, como representante suyo, y en su nombre : y Don Juan Bautista Alves Porto, nombrado por el Exmo, Señor Conde da Figueira, gobernador y capitan general de la capitania de San Pedro, por parte de ella, tratando de fijar los limites de ambas referidas provincias, en los terminos convencionados por el Exmo. Señor teniente general Baron de la Laguna, y segun las ordenes que nos fueron expedidas, hemos recorrido y examinado, levantando la planta, determinado y fijado de hecho, y de derecho la nueva linea divisoria entre las dos citadas capitanias de Monte-Vidéo y de San Pedro, cuya direccion y detal es como sigue : «En diez y seis de Septiembre de mil ochocientos y diez y nueve, los dos diputados arriba referidos, pasamos a observar el punto, que la naturaleza mejor fijava para li-

mite conocido é invariable de las dos citadas capitanias; y hallamos que hacia la parte del S. O. del fuerte de Santa Theresa ofrecia mayor ventaja, y mutuo interes para ambas las provincias, una linea divisoria, que partiese el isthmo, ó faja del terreno denominado la Angustura, comprendido entre la punta meridional de la Laguna de Palmares, y unos pequeños medanos, que existen en la playa de la mar al rumbo E. 1/4 S. E. corrigido: continuando la diligencia de limites el dia diez y ocho del mismo Septiembre; observamos que siguia dicha Laguna de los Palmares, con sus desaguaderos y sangraderos al rumbo de N. O. corrigido, a la parte mas meridional de las Sierras de S. Miguel que estan en contacto con la Cañada Chica, vertientes a los referidos sangradores, y que dicha Cañada Chica salva los serros de S. Miguel, y se une al arroyo S. Luiz a legua y media distante de su barra en la Laguna Mini ó Merin: el diez y nueve, y siguientes del citado mes, prosiguiendo la misma comision, partimos del Arroyo S. Luiz, y recorrimos la parte margen occidental de la Laguna Mini ó Merin; la del Yaguaron desde su confluencia en dicha Laguna, hasta la del Yguaron Chico, y la margen occidental de Este, hasta el origen del gajo principal que queda al S., y proximo a la estancia que fue de Domingo Ruy Dias: desde dicho punto nos dirigimos en linea recta al paso del Lescano, vulgarmente de la Carpinteria, en el Rio Negro, que es un poco mas abajo de la barra que hace San Luiz en dicho rio, que demora de aquel punto al N. O. 1/4 O. del mundo: continuamos

por la margen derecha del Arroyo S. Luiz hasta su naciente en la Cuchilla, que corre al N. O. del mundo, hasta el Serro de Itagnatiá; de aqui al O. N. O. del mundo hasta las nacientes del Arapey Grande en sus dos puntas principales, tomadas en el Serro Lunarêjo, serviendo la mas meridional para determinar la secuencia de la linea limitrofe con la corriente de dicho rio, hasta su confluencia en el Uruguay, y que conserva una misma direccion no interrumpida al rumbo de E. O. del mundo; y pareciendonos que dicha linea formaria una ventajosa é invariable div soria segun está indicado, a saber—principiando en la mar, en los pequeños medanos, que existen en la playa al rumbo de E. 1/4 S. E. corrigido de la Laguna de Palmares; — continuando por los desaguaderos y sangraderos de dicha Laguna de Palmares al rumbo de N. O. corrigida, hacia la parte mas meridional de los Serros de S. Miguel que estan en contacto con la Cañada Chica, vertientes a los referidos sangraderos; despues por dicha Cañada Chica que salva los Serros de S. Miguel, y se une al Arroyo San Luis a legua y media distante de su barra en la Laguna Mini ó Merin; por la margen occidental de dha Laguna Mini ó Merin, hasta la confluencia de Yaguaron Grande, inclusa la distancia de dos tiros de cañon por toda la margen de dicha Laguna Miri; — por la margen derecha del Yaguaron Chico, desde su confluencia en el Yaguaron Grande, hasta el origen del gajo principal que queda al S., y proximo a la estancia que fue de Domingo Ruy Dias; — por una linea recta al paso del Lescano, vul-

garmente de la Carpinteria en el Rio Negro, que es un poco mas abajo de la barra que hace S. Luis en dicho rio, que demora de aquel punto al N. O. 1/4 O. del mundo;— por la margen derecha del Arroyo San Luis hasta su naciente en la Cuchilla que corre al N. O. del mundo hasta el Serro de Itaquatiá;— de aqui por un rumbo al N. O. del mundo hasta las nacientes del Arapey Grande en su gajo mas meridional;— y finalmente por la corriente de este rio hasta su confluencia en el Uruguay: declaramos por los poderes de que nos hallamos, respectivamente, revestidos por las autoridades que representamos, que dicha linea divisoria formará de aqui en adelante el limite de ambas capitanias confinantes; y para este fin Don Prudencio Murguiondo, en nombre de la provincia de Montevidéo, ha dado sobre los lugares indicados, y dá a Don Juan Bautista Alves Porto, nombrado por la provincia de S. Pedro, posesion real, civil y politica de todo el territorio comprendido entre la antigua y presente demarcacion, salva la propriedad particular; y Don Juan Bautista Alves Porto, en nombre de la capitania de S. Pedro, ha recibido sobre dichos lugares indicados, y recibe de Don Prudencio Murguiondo, diputado de la provincia de Montevideo dicha posesion real, civil y politica del referido territorio, comprendido entre la antigua y presente demarcacion, salva la propriedad particular; en fé de lo qu l hacemos este auto, qne por nós és firmado, y que deberá ser presentado, y confirmado en tiempo competente, por las autoridades que nos constituyeron. Porto Ale-

gre, 3 de Novembro de 1819.— *(Assignados) Prudencio Murguiondo.— João Baptista Alves Porto.*— Ratifico.— Porto Alegre 26 de Novembro de 1819.— *(Assignado) Conde da Figueira.*— Ratificado por este cabildo de Montevideo, representante de la Provincia Oriental. — Sala Capitular de Montevideo Outubro 17 de 1820. — *(Assignados) João José Duran. — Luis de la Rosa Brito. — Juan Correa. — Agustin Estrada. — José Alxarez. — Geronimo Pio Bianqui.*

1821

INCORPORAÇÃO DE MONTE-VIDEO AO BRASIL

TRATADO DE 31 DE JULHO

NOTICIA HISTORICA

A occupação de Montevidéo pelas armas do Reino Unido de Portugal, e Brasil, em 1817, trouxera uma reacção inteiramente favoravel á paz, e tranquillidade dos povos daquelle Estado.

Ao governo arbitrario do caudilho Artigas succedêra a administração circumspecta, e patriotica do respectivo Cabildo, que, contando com o benefico apoio do chefe do exercito pacificador, plantára no paiz um regimen de ordem, e de respeito a todos os direitos.

Era esta a transformação por que passava então a Banda Oriental, quando successos de grande momento chamárão o Monarcha Portuguez á capital de seus Estados, na Europa.

Este facto, reflectindo seriamente sobre os destinos de Monte-Vidéo, dera lugar a duas gravissimas questões.

Devêra ser a Banda Oriental entregue pelo Soberano Portuguez á Monarchia Hespanhola, depois do procedimento dôbre com que essa nação se houvera, adhe-

rindo ao tratado de Fontainebleau (1), e embaraçando, no Congresso de Vienna, a prompta entrega da praça de Olivença a Portugal? (2)

Estava na dignidade do mesmo Soberano abandonar a sorte de numerosos Brasileiros, que na melhor fé se tinhão estabelecido, e afazendado nas campinas de Monte-Vidéo, ás vindictas do governo de Hespanha?

Por outra face, poderia o Estado Oriental sujeitar-se ao dominio de Buenos-Ayres, do qual sempre se escusára, originando-se d'ahi inveterados odios, e antiga animadversão?

Era claro que nenhum desses alvitres deveria ser abraçado sem grande detrimento, e perturbação, da Provincia de Monte-Vidéo.

(1) Tratado de 27 de Outubro de 1807, concluido entre a França, e a Hespanha pelos plenipotenciarios Duroc, e Isquierdo, pelo qual se declarou extincta a autonomia do reino de Portugal, e se despojou da Corôa os membros da Casa de Bragança.

(2) Sobre a entrega de Monte-Vidéo assim discorre o illustrado historiador Varnhagen: — « Quando tudo estava submettido e tranquillo, a Hespanha, que não havia podido valer com forças ao desgraçado *Liniers*, e ao constante, e leal *Elio*, apenas vio sujeito, pelas nossas armas, todo o territorio cisplatino, lembrou-se de provar por meios diplomaticos que elle lhe pertencia. Chegou até a apresentar exigencias á restituição no congresso de Aix la Chapelle; porém, sendo ahi discutido, convierão os plenipotenciarios, que os nossos agentes havião feito quanto estava de sua parte para admittir a entrega do territorio, mediante a paga das despezas da conquista, orçadas em sete milhões e meio de francos, e a promessa da celebração de um tratado immediato de limites no restante da nossa fronteira.... —

Accordárão, pois, os homens sensatos, e discretos, do paiz, e o competente Cabildo, em submetter a um Congresso do dito Estado a solução de questão tão melindrosa, e de maximo interesse publico.

Caberia a esse Congresso resolver se conviria ao Estado Oriental constituir-se em paiz independente, sob a fórma de governo que mais util lhe parecesse, ou se seria mais acertado procurar a alliança, e apoio, de alguma nação poderosa, á qual se incorporasse.

« Em Abril de 1821 (diz, nos seus *Annaes*, o Visconde de S. Leopldo) reunirão-se na capital de Monte-Vidéo o Cabildo, e os deputados das diversas povoações ; renhidos debates se levantárão : forão por fim assentindo ás solidas, e bem reflectidas razões de D. Garcia de Zuñiga, de Llambi, e de outros deputados de igual conceito, que opinavão que, não bastando desejos de constituir-se nação independente, era indispensavel que interviessem certos elementos de poder; ponderárão os perigos da sua federação com qualquer das republicas vizinhas, a impossibilidade de por si existirem na falta daquelles elementos, e de resistirem a algum ambicioso externo ; concluirão que, em taes circumstancias, o unico meio para a estabilidade seria o de incorporarem-se a alguma nação poderosa, e então nenhuma melhor lhes convinha que o Reino Unido de Portugal, Brasil, e Algarves, etc.

« Por unanimidade decidio-se, e lavrou-se a acta de espontanea incorporação da denominada—*Provincia Cisplatina*,—com certas condições: debaixo deste pal-

ladio subsistio, e floresceu por alg[illegible]s annos, e para mais identificar-se comnosco, j[illegible] nosso novo pacto social, e em consequencia eleger e enviou representantes a nossa Assembléa geral legislativa. — »

O facto da incorporação da Banda Oriental ao Brasil foi operado (digão o que disserem opiniões parciaes) com a mais ampla liberdade nas deliberações, e no meio de perfeita acquiescencia da parte da população.

Os homens importantes da Provincia de Monte-Vidéo, os Larrañagas, os Herreras, os Zuñigas, os Llambis, e mesmo Fructuoso Rivera, todas as Municipalidades, e outras Autoridades, forão accordes em abraçar esse acontecimento como a continuação de um estado regular de governo, do qual fruia essa Provincia desde sua occupação pelas forças libertadoras. (3)

E releva observar que, ao passo que o exercito pacificador, limitando sua missão a conservar a ordem no Estado Oriental, e a assegurar a tranquillidade das fronteiras do Brasil, desviando-se inteiramente da menor interferencia, ou suggestões perante o Congresso, reunido para tratar da autonomia daquelle Es-

(3) Nada se innovou, depois da occupação de Monte-Vidéo, no regimen administrativo, e politico desse Estado; conservarão-se os Cabildos, as mesmas justiças, as mesmas leis, e impostos a que estavão sujeitos; e de accordo com as Proclamações dos generaes Lecór, e Sebastião Pinto de Araujo Corrêa, datadas de 20 e 22 de Janeiro de 1817 ao entrarem naquella Praça, houve completo esquecimento das opiniões e actos politicos anteriores á dita occupação, ninguem por ellas foi perseguido, e estabeleceu-se a franqueza, e liberdade do commercio.

tado, os agentes ostensivos, e occultos, de Buenos-Ayres propagavão a intriga, estimulavão os brios nacionaes, e figuravão aquelle Congresso coacto, ou subordinado aos dictames do governo portuguez.

Se se attende, porém, que, como é dito, a tarefa das forças libertadoras circumscrevia-se só, relativamente á administração da Banda Oriental, a auxiliar a acção governativa do Cabildo no interesse da paz publica, se se observa que a Provincia de Monte-Vidéo nem podia anhelar a annexação com Buenos-Ayres pelas suas notorias rivalidades, e receios de absorpção politica, nem com a Hespanha pelo abandono com que o soberano da Metropole a tratára, já deixando-a entregue, sem auxilios, ás vexações de Artigas, já subscrevendo tratados com o Imperador Napoleão, pelos quaes abdicára sua Corôa, e a de suas possessões na America; se se reflecte que, ao contrario, á cooperação de Portugal, e do Brasil, devêra a referida Provincia a expulsão do mesmo Artigas, e os beneficios administrativos, e reaes, de que gozava, cahem, por infundadas, as apreciações de que pela influencia da occupação militar se executára o acto da referida incorporação.

E com melh res fundamentos se póde de diversa fórma raciocinar, quando, segundo já expendêmos, tal annexação realizou-se, não só pelo voto da assembléa reunida em Monte-Vidéo, como pelo do de seus Departamentos, que, sendo consultados para o mesmo effeito, solemnemente a sanccionárão.

Tratado de 31 de Julho, incorporando o Estado de Monte-Vidèo ao Reino Unido de Portugal, Brasil e Algarves, sob a denominação de *Provincia Cisplatina*. (*)

En Monte-Video, á treinta y uno de Julio de mil ochocientos veinte y uno: El Sr. Presidente, y demas Diputados de los pueblos del Estado Cisplatino (alias Oriental), en representacion de los habitantes de él: y el Sr. Baron de la Laguna, á nombre y en representacion de S. M. F., y en virtud de las facultades especiales que le son conferidas para este Acto, declaramos: que habiendo pesado las criticas circunstancias en que se halla el pais, y consultando los verdaderos intereses de los pueblos y de las familias, hemos acordado, y por el presente convenimos en que la Provincia Oriental del Rio de la Plata se una é incorpore al Reino Unido de Portugal, Brasil, y Algarves Constitucional, bajo la imprescindible obligacion de que se les respeten, cumplan, observen, y hagan observar las bases siguientes:

Primera.—Este territorio debe considerar-se como un Estado diverso de los demas del Reino Unido, bajo el nombre de Cisplatino (alias) Oriental.

(*) Extrahido do quarto volume da Bibliotheca do Commercio do Prata.

Segunda.—Los límites de él serán los mismos que tenía y se le reconocían al principio de su revolucion, que son por el Este el Océano: por el Sud el Rio de la Plata: por el Oeste el Uruguay: por el Norte el Rio Quarai hasta la cañada de Santa Ana, que divide el Rio de Santa María, y por esta parte el arroyo Yaguarembó Grande, siguiendo á las puntas del Yaguarembó entra en la Laguna del Merin, y pasa por el portal de San Miguel á tomar el Chuí, que entra en el Océano: sin perjuicio de la declaracion que el Soberano Congreso Nacional con asistencia de nuestros Diputados, declare sobre el derecho que pueda competer á este Estado, á los campos comprendidos en la última demarcacion practicada en tiempo del Gobierno Español.

Tercera.—Gozará del mismo rango que los demas de la Monarquía, y tendrá desde ahora su representacion en el Congreso Nacional, conformándose no obstante á los principios que establezca la Constitucion del Estado.

Cuarta.—Se conservarán y respetarán por ahora nuestras Leyes en cuanto no se opongan á la Constitucion general.

Quinta.—Se conservarán y guardarán todos los privilegios, exepciones, fueros, costumbres, títulos, preeminencias, y prerrogativas que gocen por fuero y derecho todos los pueblos, todas las autoridades constituidas, todas las familias, y todos los individuos de la Provincia.

Sesta.—Se sostendrán las Autoridades Civiles en independencia de las Militares, y estas no podrán mez-

clarse en los negocios ó asuntos que por ley correspondan á aquellas ; y los habitantes particulares de la Provincia solo podrán ser juzgados por los Jueces Civiles.

Septima.—El comercio, industria, y agricultura serán exentos de toda traba, conforme á los principios de las Naciones liberales.

Octava.—Luego que se verifique la incorporacion, todos los cargos concejiles y empleos de la Provincia, excepto por ahora la Capitania General, serán conferidos á los naturales ó habitantes casados ó avecindados en ella.

Novena.—Por ningun motivo se impondrán contribuciones extraordinarias.

Decima.—Ningun habitante del pais podrá ser compelido al servicio veterano de mar ó terra por levas, quintas, ó en otra cualquiera forma ; á excepcion de vagos ó mal entretenidos.

Undecima.—Las milicias que se formen en el territorio no serán obligadas á salir de sus respectivos departamentos, sino cuando lo exija la tranquilidad pùblica, ó en el caso de invasion de este Estado, y bajo de ningun pretexto fuerade los limites de él.

Duodecima.—Mientras no se determine la forma de arreglar los derechos por el Congreso General de la Nacion, no podrá hacerse alteracion alguna sino como hasta aqui en Junta general de Real Hacienda, oyéndose á los Cabildos, y con asistencia del Síndico General de los pueblos, que deberá nombrarse con las atri-

buciones correspondientes, en el modo y forma que se determinará.

Decima tercera.—Los gastos de la Administracion Civil serán pagados con preferencia, no obstante que pueda aplicarse el remanente de las Rentas del Estado para el pago de las guarniciones precisas ; debiendo abonarse los demas gastos á que aquellas no sufraguen para la manutencion del ejercito, como hasta aqui por el Banco del Rio Janeiro, ó en el modo que determine la Nacion, mientras que le sea preciso sostener una fuerza mayor para conservar el territorio.

Decima cuarta.—Se aceptan las bases de Constitucion acordadas por el Congresso General de la Nacion en el presente año, como que afianzan la libertad civil, seguridad individual, y la de las propriedades, con las reformas ó adiciones que determine el Congresso General luego que esté completa la Representacion de America.

Decima quinta.—No tendrán lugar en el pais las reformas que se acuerden para Europa, sobre religiosos y monacales en razon del corto numero de ellos y necesidad de Ministros ; y para la reforma de algunos abusos eclesiásticos se encargará el cumplimiento de los capitulos segundo y tercero de la Sesion veinte y cuarto de Reformatione del Tridentino.

Decima sesta.—Este territorio no será parte de algun otro Obispado sino que deberá haber um gefe espiritual en la forma que se acordare entre S. M. F. y Su Santidad ; entretanto continuará como hasta ahora un delegado del gobernador del Obispado.

Decima septima. — Los vecinos no serán gravados con alojamientos sino por el término de tres dias en tiempo de paz.

Decima octava.—Todas las Autoridades, inclusos los Capitanes Generales, al recibirse del mando prestarán juramento de cumplir y hacer cumplir las antecedentes condiciones ; y serán responsables no solo de las infracciones sino tambien de su omision en reclamarlas de cualqueira que lo intente.

Decima novena.—Continuará en el mando de este Estado el Sr. Baron de la Laguna.

Vigesima.—Entre tanto no se ponga en práctica ó publique la Constitucion general del Reino, se nombrará por el Congresso un Sindico Procurador del Estado para reclamar por si, ó á solicitud de alguna Autoridad ó vecino, que interpele su ministerio con documentos ó pruebas justificativas, cualquiera violacion de las condiciones propuestas en el modo y forma siguintes. Primera : El Sindico reclamará de las Autoridades y ante la misma Capitania General, por tres veces, cualquiera violacion ; y sino se reparase ocurrirá al Rey ó al Congreso Soberano. Segunda : Por cualquiera reclamacion que en esta fórma hiciere, su persona será inviolable. Tercera : Intervendrá con el Gobierno ó Autoridades, en la reforma ó Reglamentos generales. Cuarta : En los casos de impedimento ó enfermedad le suplirá el Sindico de la Capital, ó en su defecto el mas inmediato de los Cabildos.

Vigesima primera.— Será de cargo del Gobierno transar cualquiera reclamacion que haga algun otro

poder sobre este territorio, sin que pueda disponer de su suerte sin su conocimiento y expressa voluntad.

Conviniendo no obstante en admitir las adiciones propuestas por el Sr. Baron de la Laguna, que son las siguientes :

« —Debiendo procederse constitucionalmente a la eleccion de Diputados á las Cortes Generales, luego que S. M. haya sido informado de este acto de incorporacion á la Monarquia Portugueza Constitucional.

« Ala 17. Tendrá su cumplemiento luego que puedan proporcionarse cuarteles fijos para las guarniciones interiores, ó por los mismos pueblos, ó por las Rentas del Estado » por el tiempo necessario á allanar las dificultades que presentemente hacen demorar su cumplimiento : y se obligon por su parte los Diputados de los pueblos á nombre de ellos, y el Sr. Baron de la Laguna en representacion de S. M. F. y por facultades especiales á este objecto, á observar religiosamente el cumplimiento de lo pactado y llenar los deberes que les impone este acto, cumpliendo y haciendo cumplir su contenido sin contravenir en lo sucesivo directa ó indirectamente á su expresso y literal sentido ; en fe y testimonio de lo cual firmaron el presente. — *Barão da Laguna.* — *Juan Jose Duran*, Presidente. — *Damaso Antonio Larrañaga*, Diputado por Monte-Vidéo. — *Fructuoso Rivera*, Diputado por Extramuros. — *Tomas Garcia de Zuniga*, Diputado por Monte-Vidéo. — *Geronimo Pio Bianqui*, Sindico Procurador general y Diputado por Montevidéo.—*José*

Vicente Gallegos, Diputado por Seriano. — *Loreto de Gomensoro*, Diputado por Mercedes. —*Alejandro Chucarro*, Diputado por Guadalupe. —*Romualdo Ximeno*, Diputado por Maldonado. — *Mateo Vissillac*, Diputado por la Colonia. — *Jose de Alagon*, Diputado por la Colonia.—*Manoel Lago*, Diputado por el Cerro Largo. — *Luiz Peres*, Diputado por San Jose. — *Manoel Antonio Silva*, Diputado por Maldonado. — *Salvador Garcia*, Diputado por Canelones.— *Francisco Llambi*, Diputado por Extramuros y Secretario.

DOCUMENTOS

Relativos a la incorporacion de la Provincia Oriental, con el nombre de Estado Cisplatino, a los Dominios del Portugal; resuelta en el Congreso de los Pueblos de la misma Provincia, y pactada con el General Lecòr, capitan general de la misma.

Resolucion para consultar previamente la voluntad de los Pueblos de la Provincia.

(19 de Julio 1821)

En la Ciudad Capital de Monte-Vidéo a diez y nueve de Julio de mil ochocientos veinte y uno: Reunido el Congreso que presidió el Sr. Vice-Presidente D. Damaso Antonio Larranaga por enfermedad del Sr. D. Juan Jose Duran, se leyó la Acta del dia anterior, que quedó aprobada. — El Sr. Garcia de Zuniga hizo mocion para que se remitiesen testimonios de la Acta de incorporacion de esta Provincia á los respectivos Cabildos y Alcaldes territoriales, para que ellos se acon-

sejen de las personas sanas é interesadas en el bien público, y por el conducto de sus Diputados, puedan representar al Congreso algunas condiciones ó bases que tiendan á conseguir el futuro bienestar de la Provincia ; de este modo (dijo) se evitará que lleguen á los pueblos noticias troncadas de un suceso de tanta importancia; es de sumo interés que instruyan se de los fundamentos que justifican este acto, porque, al paso que el Congreso ha tocado razones de la mayor gravedad, ellos se penetrarán tambien de la situacion del pais, los recursos con que pueden contar, y los males que deben amenazarle en cualquiera otro. — El Sr. Llambí dijo : Que no solo seria útil sino tal vez necesario para que los pueblos se penetrasen de los deseos del Congreso por llenar sus votos ; pero que la única dificultad que podria presentarse era decir, si seria mas ventajoso en el presente estado, ó despues de sancionadas las condiciones que deben servir de base, por que entonces se presentaba el asunto tal cual era, al paso que ignorando ahora aquellas podrian culparnos de no haber llenado sus intenciones. — El Sr. Garcia de Zuniga contestò que la dificultad que se presentaba, quedaba desvanecida por el mismo hecho de referirse en la Acta á condiciones que debian formalizar este acto. — El Sr. Larranaga sostuvo esta opinion haciendo mérito de las ventajas que proporcionaba oirles en esta materia. — El Snr. Peres expuso lo mismo ; y habiéndose asi acordado por los demas Senores, se determinó mandar sacar copias de ella y del oficio del Sr. Baron de la Laguna, y que se entregasen

mos ; el *Sr. Gallegos* por el Sr. Larrañaga y el Sr. Garcia de Zuñiga : el *Sr. Lagos* por el Sr. Larranaga y el mismo Sr. Garcia de Zuniga ; el *Sr. Chucarro* idem: el *Sr. Perez* por los mismos; el *Sr. Bianqui* por el Sr. Larranaga y el Sr. Rivera ; el *Sr. Vissillac* por los mismos ; el *Sr. Ximeno* por los mismos : el *Sr. Garcia* por el Sr. Larranaga y el Sr. Garcia de Zuniga ; el *Sr. Alagon* por los mismos ; el *Sr. Silva* idem : y el *Sr. Llambi* por los mismos ; resultando electos á pluralidad de votos el *Sr. D. Francisco Llambi*, el *Sr. D. Damaso Antonio Larrañaga* y el *Sr. D. Thomaz Garcia de Zuñiga.*

Seguidamente acordaron se suspendiese la Sesion de manana, para que pudieran escribir los Senores Diputados lo que creyesen conveniente á cerca de este asunto á sus respectivos pueblos, y tuviesen tiempo de presentar las condiciones á la comision nombrada ; mandandose tambien traer á la vista los antecedentes obrados por otras autoridades solicitando la incorporacion de esta Provincia á la Monarquia Portuguesa, las capitulaciones bajo de que entraron á la plaza las tropas de S. M. F. y todo lo demas obrado para la union de los pueblos de la campaña al gobierno de Monte-Vidéo en el ano de mil ochocientos diez y nueve, y veinte ; para tener presente las peteciones que entónces se hicieron. Con lo que se concluyó la sesion de este dia, y se mandó estender por Acta. Asi lo acordaron y firmaron por ante mi el infrascripto Secretario. — *Damaso Antonio Larrañaga*, Diputado por Monte-Vidéo.—*Tomas Garcia de Ziñiga*, Diputado por

Monte-Vidéo. — *Geronimo Pio Bianqui*, Sindico Procurador y Diputado por Monte-Vidéo. — *Frutuoso Rivera*, Diputado por Extramuros. — *Loreto de Gomensoro*, Diputado por Mercedes. — *José Vicente Gallegos*, Diputado por Soriano. — *Manoel Lago*, Diputado por el Cerro Largo. — *Mateo Vissillac*, Sindico Procurador Diputado por la Colonia. — *Luis Eduardo Perez*, Diputado de San José. — *Alejandro Chucarro*, Diputado por Guadalupe. — *José de Alagon*, Diputado de la Colonia del Sacramento. — *Romualdo Ximeno*, Diputado de Maldonado. — *Salvador Garcia*, Diputado por Canelones. — *Manuel Antonio Silva*, Sindico Procurador Diputado de Maldonado. — *Francisco Llambi*, Secretario Diputado por Extramuros.

CONDICIONES ADICIONALES, RELATIVAS A LA ESCARAPELA Y ARMAS DEL NUEVO ESTADO.

En Monte-Vidéo, a primero de Agosto de mil ochocientos veinte y uno, reunido el Honorable Congreso con asistencia del Sr. Presidente, hizo mocion el Sr. D. Luis Perez, para que, supuesto que en las bases acordadas se habia omitido pedir un distintivo ó escarapela para las tropas veteranas y milicianas de la provincia, se pasase al Sr. Baron de la Laguna oficio sobre esto, y se propusiera como vigesima, segunda condicion. Esta solicitud, dijo, en las circunstancias del pais, es interesante, al paso que recuerda en lo sucesivo un acto que los pueblos han recibido con alegria, segun las comunicaciones dirigidas por

conducto de sus Diputados. El Sr. Bianqui propuso, que se pidiese tambien que á las armas de la ciudad se agregase la esfera armillar: de este modo se manifesta mejor, que el Estado cuando solicita aquella gracia, quiera tambien interpolar las armas de la Nacion á que se incorpora con las propias de que ha usado. El Sr. Larrañaga apoyó esta opinion, demonstrando la importancia que esto recibe en la generalidad. Cuando un pueblo, dijo, se une á cualquiera otro, que le considera como estrangero, apenas hay uno que no desee conservar parte de sus usos, de sus costumbres, de sus distintivos, etc.: cuanto mas de esto se consiga, tanto mas agradará y será subsistente su incorporacion. Asi es que, prescindiendo de las razones que el Honorable Congreso tuvo para sus anteriores deliberaciones, debe propender tambien á acreditar que su objeto principal es conservar en cuanto sea posible su carácter particular de Estado. Y, despues de una larga discusion, acordó Su Honorabilidad se pasase al Sr. Baron de la Laguna oficio con copia de esta Acta, pidiendole como condicion de la incorporacion el uso de la escarapela ó distincion alusivo á su incorporacion, ó bien agregando el color celeste á la escarapela portuguesa, ó del modo que S. E. considerase mejor; y que á las armas de la ciudad se le agregase la esfera armillar. Lo que asi determinado y aprobado, firmaron conmigo el Secretario. — *Juan Jose Duran*, Presidente. — *Damaso Antonio Larrañaga*, Diputado por Monte-Vidéo. — *Fructoso Rivera*, Diputado por Extramuros. — *Jose*

Vicente Gallegos, Diputado por Soriano. — *Loreto de Gomensoro*, Diputado por Mercedes. — *Geronimo Pio Bianqui*, Sindico Procurador, Diputado por Monte-Vidéo. — *Manoel Lagos*, Diputado por el Cerro Largo. — *Alejandro Chucarro*, Diputado por Guadalupe. — *Salvador Garcia*, Diputado por Canelones. — *Mateo Visillac*, Sindico, Diputado por la Colonia. — *Jose Alagon*, Diputado por la Colonia. — *Manoel Antonio Silva*, Sindico Procurador de Maldonado. — *Luiz Perez*, Diputado por San Jose.— *Romualdo Ximeno*, Diputado de Maldonado. — *Francisco Llambi*, Diputado Secretario. — Es copia, *Francisco Llambi*.

Illmo. y Exmo Sr.—El Honorable Congreso al acompañar á V. E. copia de la Acta que ha acordado con esta fecha, espera que, teniendo en consideracion las razones en que se funda, querrá V. E. aceptar esta proposicion como útil y ventajosa, en el seguro concepto de que esta sola razon le mueve á proponerla.

Dios guarde á V. E. muchos años. Sala del Congreso en Monte-Vidéo, á 1° de Agosto de 1821.—*Juan Jose Duran*, Presidente. — *Francisco Llambi*, Secretario. — Illmo. y Exmo. Sr. Capitan General Baron de la Laguna.

ACEPTACION DE PARTE DEL GENERAL LECÓR.

Señores del M. H. Congreso Extraordinario de esta Provincia.

Queda reconocido como condicion ó base de la incorporacion de este Estado á la Nacion Portuguesa el Acuerdo de M. H. Congreso, sobre la agregacion de la

esfera armillar, y armas nacionales á las de esta ciudad ; y el uso en los cuerpos veteranos y milicias de este Estado, del color celeste interpuesto en la escarapela militar de la Nacion, como se vé de los adjuntos disenos que remito á su aprobacion. Monte-Vidéo y Agosto 2 de 1821. — *Barão da Laguna.*

En cinco de Agosto de mil ochocientos veinte y uno comparecieron todas las Autoridades y impleados civiles de esta capital de Monte-Vidéo, y, despues de haber prestado el H. Congreso, por ante el Sr. Baron de la Laguna, el juramento de obedecer, cumplir, y hacer cumplir las bases publicadas por el Congresso General de la Nacion Portuguesa en el pres nte ano, y las condiciones acordadas por los Diputados de los pueblos del Estado, lo recibió el Sr. Presidente del Congreso al Sr. General, de respetar, cumplir, y hacer cumplir las condiciones propuestas y convenidas con el H. Congreso : dándolo seguidamente en la forma arriba explicada, todas las Autoridades, y demas empleados, por ante el dicho Sr. Baron de la Laguna, de que certefico. —*Francisco Llambi*, Diputado Secretario.

BRASIL---IMPERIO

1822

1823

CONVENÇÃO DE 18 DE NOVEMBRO

EVACUAÇÃO DE MONTE-VIDÉO PELAS TROPAS PORTUGUEZAS

Sobre a Convenção de 18 de Novembro lê-se no Relatorio dos Negocios Estrangeiros do anno de 1858 o artigo seguinte:

« — Com effeito em 1823 mandou S. M. Fidelissima ao Brasil o Conde do Rio Maior, e deu-lhe instrucções datadas de Bemposta em 18 de Setembro daquelle anno, tendentes a concertar o governo, e os espiritos brasileiros, de modo a conseguir um accordo, que puzesse termo á marcha da revolução, e unisse de novo o Brasil a Portugal.

« Estas instrucções se referião não só ás tropas lusitanas, que ainda se suppunhão na Bahia, como ás que estavão em Monte-Vidéo.

« Chegando a Monte-Vidéo a noticia da declaração da nossa Independencia politica, dividio-se a divisão de voluntarios d'El-Rei, alli estacionada, em dous corpos, um sob o commando do general Barão da Laguna, que adoptou a independencia, e a jurou, e outro sob o commando do general D. Alvaro, immediato em patente, e honras militares, ao Barão da Laguna.

« Esta demonstração foi logo seguida de uma repre-

sentação dirigida áquelle general pelos officiaes sob seu commando, de que lhes parecia, pelas noticias recebidas da nova Côrte, e pela retirada das tropas lusitanas da Bahia, que era vontade d'El-Rei Fidelissimo que abandonassem tambem Monte-Vidéo as tropas que alli se conservavão, pedindo-lhe que se ajustasse um armisticio com o Barão da Laguna, para que pudessem embarcar com segurança para a Europa.

« O general D. Alvaro accedeu a esta pretenção, e, officiando ao general Barão da Laguna, declarou formalmente que assim procedia por saber ser esta a vontade d'El-Rei.

« Esta declaração de D. Alvaro ia de accordo com as instrucções dadas ao Conde do Rio Maior.

« Deu isto lugar á Convenção de 18 de Novembro, ratificada em 19, entre o Barão da Laguna, e D. Alvaro da Costa de Souza de Macedo, em virtude da qual retirárão-se as tropas portuguezas de Monte-Vidéo. — »

A este artigo additaremos apenas que, ainda quando não fossem as sabias ordens do Sr. D. João VI, vedando ás forças portuguezas estacionadas no Brasil novas hostilidades contra o nascente Imperio, nem por isso seria sustentavel, como não o foi na Bahia em relação ao general Madeira, e no Rio a respeito de Jorge de Avilez, a posição de D. Alvaro da Costa em Monte-Vidéo, porquanto todos os officiaes brasileiros, e muitos portuguezes, de mar, e terra, pertencentes á divisão que occupava aquella cidade, seguirão as bandeiras do Barão da Laguna, adoptando

a Independencia, e as deserções das forças que ficárão ao mando de D. Alvaro, para o exercito Imperial, erão constantes, e não interrompidas.

No Archivo Publico existem diversos Manifestos subscriptos por grande numero de officiaes da referida Divisão (1), bem como pelo Auditor della, o Desembargador Antonio Gerardo Curado de Menezes protestando contra o procedimento de D. Alvaro da Costa quando recusava dar cumprimento aos Decretos do Principe Regente D. Pedro, extinguindo o Conselho Militar daquella Divisão, e tomando diversas providencias sobre seus soldados, affirmando que só reconhecerião por Chefe ao Barão da Laguna (2).

(1) Citaremos entre elles os coroneis Manoel Marques de Souza, Sebastião Barreto Pereira Pinto, Manoel Jorge Rodrigues, Jeronymo Gomes Jardim, João Chrysostomo Calado, o brigadeiro João Pedro Lecór, os majores Vicente Antonio Buys, Wencesláu de Oliveira Bello, Jacintho Pinto de Araujo Corrêa, Francisco Galvão de Barros França, o almirante Rodrigo Lobo, o capitão de fragata José Pereira Pinto, e diversos outros distinctos officiaes.

(2) Assim terminavão os ditos Manifestos :

« — Julgão-se os abaixo assignados isentos de lhe obedecerem (ao Conselho Militar da Divisão) pelas razões expostas, e manifestão que reconhecem, e hão de executar todos os Decretos de Sua Alteza Real, porque são pacificos, e consequentes cidadãos ; porque amão a união de todos os Portuguezes Brasilienses, e Europêos ; e porque se considerão sujeitos ás leis constitucionaes. Declarão outrosim que reconhecem a legitima autoridade do Excellentissimo Barão da Laguna, tanto na Provincia, como no Exercito, e que por elle sómente lhes devem ser distribuidas as ordens que forem relativas a cada um em particular, e em geral, porque é a pessoa responsavel ao Chefe do Poder Executivo por tudo o que occorrer. — »

Encontrão-se tambem não poucos processos mandados instaurar a praças, e officiaes inferiores, que quotidianamente abandonavão as fileiras do mesmo D. Alvaro, pelas do citado Barão.

Não era ainda sustentavel, repetimos, a posição de D. Alvaro da Costa, se tentasse contrariar, por qualquer fórma, o movimento da Independencia brasileira na Provincia Cisplatina, porque então teria contra si, além do exercito imperial, aquella propria Provincia, a qual receiaria conservar, dentro em seus muros, tropas portuguezas dissidentes das brasileiras, as quaes, em ultimo caso, e levadas pelas circumstancias do momento, não duvidarião dar a mão ao Estado de Buenos-Ayres para tentar annullar o acto da incorporação de 1821, acto por aquella Republica sempre encarado com olhos vesgos. (3)

A sabedoria, porém, do Monarcha portuguez obviou todos esses inconvenientes, e a evacuação de Monte-Vidéo pelas forças lusitanas teve, felizmente, lugar, sem derramamento de sangue, e na fórma das condições estipuladas na Convenção de 18 de Novembro de 1823.

---

(3) O Desembargador Curado, acima citado, dirigio-se, de Monte-Vidéo, em data de 3 de Outubro de 1822 a seu primo o general do mesmo appellido, assim se expressava: — « Para mim é indubitavel que Buenos-Ayres influe muito na facção (de D. Alvaro); até ouço que ha uma carta de Rivadavia, Ministro de Buenos Ayres, ao tal Conselho Militar, em que lhe promette dinheiro, e o mais preciso.— »

Convenção ajustada por parte do Excellentissimo General Barão da Laguna, Commandante em chefe das forças de S. M. o Imperador do Brasil, no Estado Cisplatino, pelo Coronel da legião de tropas ligeiras da provincia de S. Paulo Ignacio José Vicente da Fonseca, e pelo Tenente Coronel Commandante da Artilharia montada da Côrte Wenceslau de Oliveira Bello, nomeados e munidos para esse effeito de poderes bastantes; e por parte do Excellentissimo General das forças de S. M. Fidelissima em Monte-Video, D. Alvaro da Costa de Souza de Macedo, pelo Coronel Quartel mestre general da Divisão de Voluntarios reaes d'El-Rei Felippe Nery Gorjão, e pelo Major do primeiro Regimento de Infantaria da mesma Divisão Ignacio da Cunha Gasparinho, igualmente nomeados, e munidos de poderes bastantes para o mesmo fim. (*)

ARTIGO I

Haverá uma plena suspensão de armas por mar, e terra até o preenchimento desta Convenção.

ARTIGO II

O Commercio com a Praça de Monte-Vidéo será franco por mar, e terra. As embarcações da Esquadra Imperial, no caso de necessidade, poderão entrar no porto por abrigo; a communicação, porém, com a terra se fará pelo Serro.

(*) Do Relatorio do Ministerio de Estrangeiros do anno de 1858.

ARTIGO III

As tropas da Divisão de Voluntarios Reaes d'El-Rei continuarão a occupar uma linha determinada pela Valla, desde a sua extremidade junto ao mar pela parte do Sul, até que ella se encontre com o arroio Miguelete, e depois por este mesmo arroio até a sua barra nas aguas do porto de Monte-Vidéo. A linha dos postos avançados do Exercito Imperial continuará a ficar estabelecida na mesma distancia regular em que se acha das tropas da Divisão; e na sua retaguarda poderão os corpos, ou força principal tomar os acantonamentos que bem lhe convier para sua commodidade. O Forte do Serro será evacuado, e o Rincão franco para o Exercito Imperial poder mandar para ali as suas cavalhadas. A Divisão de Voluntarios Reaes d'El-Rei verificará o seu embarque para Lisboa no porto de Monte-Vidéo, logo que estejão promptos para a viagem os transportes competentes, que o Excellentissimo General Barão da Laguna se compromette promptificar, por conta do Governo Imperial do Brasil, para as praças da mesma Divisão e respectivas familias, de que se dará um mappa, e relações circumstanciadas.

O mesmo Excellentissimo General, em nome de Sua Magestade Imperial, para a seguridade do comboio durante a viagem, se obriga a dar uma salvaguarda a cada transporte, e a fazer acompanhar a expedição por uma até duas embarcações da Esquadra Imperial, até a altura das Ilhas dos Açores, ou mais

além, podendo levar cada transporte duas peças de artilharia para signaes. O frete dos transportes será pago pelo Imperio do Brasil, e reclamado em tempo competente do Governo de Portugal. O Excellentissimo General Barão da Laguna, além da salva-guarda referida, e não obstante o Excellentissimo Brigadeiro D. Alvaro da Costa dirigir-se directamente a Sua Magestade o Imperador sobre o mesmo objecto, pedirá que se digne Sua Magestade fazer expedir as precisas ordens aos Governos das provincias da costa do Brasil ao Norte do Rio de Janeiro, para que no caso de arribar por necessidade algum dos transportes do comboio aos seus portos não seja hostilisado, antes se lhe dê os auxilios possiveis para seguir viagem para Lisboa.

ARTIGO IV

Como ajuda de custo de promptificação para a viagem dar-se-ha aos Officiaes, Officiaes Inferiores, Cabos, Soldados, e mais praças o equivalente aos seus soldos, e mais vencimentos competentes, que se deverem até ao seu embarque, metade logo depois de ratificada a Convenção, e preenchidas as condições da mesma, e outra metade, e cento e vinte dias de comedorias, seis dias antes do embarque das tropas; e, como os Officiaes Inferiores, e mais praças de pret, não têm comedorias, se lhes dará uma somma equivalente a dous mezes de soldo.

Com as comedorias dos Officiaes se darão as das suas Senhoras, e meias comedorias aos filhos e filhas, sem

differença de maiores ou menores. A despeza do rancho, fornecimento de boticas, e hospitaes ficará a cargo do Governo Imperial: far-se-ha a diligencia, e dar-se-hão vantagens aos facultativos que queirão acompanhar; os viveres serão de boa qualidade. Os rendimentos publicos, depois da actual Convenção, serão applicados para pagamento das despezas ordinarias da Divisão, Marinha, e Repartições Civis, a saber: soldos, gratificações, rações de pão ou seu equivalente, carne, aguardente e forragens, a quem pertencerem, excepto cavalgaduras de bagagem, e de boticas. Nomear-se-ha uma Commissão de dous membros, por cada uma das duas partes, para que, tomando conhecimento de taes rendas, e seu destino, possa applicar-se o remanescente ou solicitar-se o deficit para os gastos das tropas, e preparativos do seu embarque, e passarão todas as despezas da Divisão com todas as Repartições a serem abonadas pela Thesouraria da Provincia até o dia do embarque, cuja Intendencia de gastos deve passar pela mesma Commissão, mediante as notas de ambos os Excellentissimos Generaes; tambem com accordo dos mesmos se farão as mudanças precisas na Administração, e empregados da Fazenda.

O Excellentissimo Brigadeiro D. Alvaro da Costa dará tambem aos membros da Commissão, e mais empregados a salva-guarda, e mais auxilios do estylo para sua seguridade nas suas funcções. Por parte das Repartições Civis, e Militares da Divisão se fará separar a escripturação, e contabilidade, que nas mesmas

Major do primeiro Regimento de Infantaria de Voluntarios Reaes d'El-Rei.

RATIFICAMOS

Quartel General de Monte-Vidéo, 19 de Novembro de 1823, pelas quatro horas da tarde. — *Barão da Laguna.* — *D. Alvaro da Costa de Souza de Macedo.*

cio, e outras instituições outorgadas pelo Soberano Portuguez, e finalmente o Decreto mandando retirar o Principe D. Pedro para Portugal, exasperárão o povo Brasileiro, e o impellirão á proclamação da Independencia.

A Junta provisoria de S. Paulo, na qual figuravão como membros proeminentes os veneraveis Andradas, José Bonifacio, e Martim Francisco, foi a primeira corporação publica que se levantou contra o Decreto da retirada do Principe Regente, solicitando a este em uma representação, notavel pela energia da linguagem, e pela sensatez das apreciações, a necessidade de sua permanencia no Brasil, no interesse da paz publica. (3)

Em seguida á representação daquella Junta de S. Paulo, (4) appareceu a Camara Municipal da Cidade

(3) Eis as palavras finaes da referida representação: « — Nós rogamos portanto á Vossa Alteza Real com o maior fervôr, ternura, e respeito, haja de suspender a sua volta para a Europa, por onde o querem fazer viajar como um pupillo, rodeiado de aios, e de espias; nós lhe rogamos que se confie corajosamente no amor e fidelidade dos seus Brasileiros, e mormente dos seus Paulistas, que estão todos promptos a verter a ultima gotta de seu sangue, e a sacrificar todos os seus haveres para não perderem o Principe idolatrado em quem têm posto todas as esperanças bem fundadas da sua felicidade, e da sua honra nacional....— »

(4) Por instigações do Conselheiro José Joaquim da Rocha, e outros patriotas teve origem esta representação coberta de mais de oito mil assignaturas, e cujo proemio era o seguinte:

« Senhor! A sahida de V. A. R. dos Estados do Brasil será o fatal decreto, que sancione a Independencia deste Reino! Exige portanto a salvação da patria que V. A. R. suspenda a sua ida até nova determinação do soberano congresso.... »—

do Rio de Janeiro, tendo á sua frente o finado senador José Clemente Pereira, supplicando igualmente ao Principe D. Pedro que não abandonasse o Imperio, sendo o exemplo desta camara seguido immediatamente pela da villa de Barbacena em Minas Geraes.

Estas patrioticas representações juntas ao voto geral do povo Fluminense, que solemne, e pu' licamente manifestava a sua opposição aos Decretos do Congresso Portuguez, tiverão bastante influencia no animo recto do Principe Regente para resolvê-lo a permanecer no Brasil á testa dos negocios publicos, como lhe fôra ordenado por seu Augusto Pai, e Soberano.

No dia 9 de Janeiro de 1822 fez elle saber ao paiz essa deliberação, e os Fluminenses, e logo depois as Provincias de S. Paulo, e Minas, recebêrão tal noticia no meio do mais vehemente enthusiasmo, e contentamento. O dia 9 de Janeiro de 1822 desenhára, sem duvida, os primeiros fulgores da aurora que em 7 de Setembro do mesmo anno allumiára o nascimento do dia da emancipação da patria.

Este facto trouxe após si a retirada das forças portuguezas ao mando do general Jorge d'Avilez para a Europa, e a convocação de uma Assembléa constituinte brasileira. (5)

Seguio-se o Manifesto de D. Pedro de 1 de Agosto do mesmo anno de 1822 (6), chamando os Brasileiros

(5) Decreto de 3 de Junho de 1822.

(6) Desse documento devem ser transcriptas estas palavras: —Não se ouça, pois, entre nós outro grito que não seja União!

á união para trabalharem na causa da liberdade, manifesto que teve a sua consagração no magestoso acontecimento do Ypiranga aos 7 de Setembro.

E esse heroico manifesto era publicado pelo mesmo tempo em que o Congresso Portuguez, na sua impotente colera, desferia raios contra o Brasil promulgando o Decreto em que acoimava de nullo o acto do Principe Regente convocando a constituinte brasileira, responsabilisando os Ministros do Imperio que tinhão subscripto esse acto, considerando *de facto* o governo estabelecido no Rio de Janeiro, e destituindo a D. Pedro do poder supremo que lhe havia sido confiado por seu Augusto Pai. (7)

Do Amasonas ao Prata não retumbe outro echo que não seja Independencia! Formem todas as nossas provincias o feixe mysterioso, que nenhuma força póde quebrar. Desappareção, por uma vez, antigas preoccupações, substituindo o *amor do bem geral ao de qualquer Provincia ou de qualquer cidade.*— »

Attribue-se a *Lédo* a redacção deste Manifesto.

(7) Taes erão as forças do citado Decreto:

1.° O edito de 3 de Junho que convocou uma Assembléa de Côrtes Constituintes no Brasil é nullo.

2.° Os Secretarios de Estado do Rio de Janeiro, responsaveis de um acto tão illegal como arbitrario, serão demittidos e castigados.

3.° O Governo estabelecido no Rio, recusando obedecer ás ordens das Côrtes, e tendo-se declarado independente, é Governo de facto, e não de direito; a cuja autoridade seria criminoso obedecer.

4.° O poder confiado ao Principe lhe será immediatamente retirado, e El-Rei nomeará em seu lugar uma Regencia.

5.° O Principe voltará a Portugal, um mez depois da notificação que lhe será intimada por este Decreto.

A acclamação do Principe Regente como Imperador Constitucional, e Defensor perpetuo do Brasil, a 12 de Outubro de 1822, a evacuação do exercito ao mando do general Madeira, da Bahia, a 2 de Julho de 1823, evacuação devida ao valor das armas brasileiras, a adhesão de todas as provincias do Imperio ao acto da Independencia, e a reunião da Assembléa constituinte do Brasil no dia 3 de Maio no dito anno de 1823, assellárão, na mais devida fórma, a Independencia do Brasil.

Assim o reconheceu tacitamente o proprio Reino de Portugal quando em 1823 enviou ao Imperio uma missão, de que fôra chefe o conde do Rio Maior, *para tratar de uma conveniente conciliação entre o Brasil e Portugal.*

Tal era, porém, então o escrupulo com que procediamos em relação aos nossos fóros de nação independente que, não trazendo aquelle emissario autorisação para reconhecer *in limine*, e como base de qualquer negociação, a Independencia do Brasil, não foi bem sequer ouvido, e se o fez regressar *in continenti* para Portugal. (8)

6.ª Será considerado e tratado como traidor todo o chefe de força, de terra ou de mar, que voluntariamente obedecer ao Governo do Rio de Janeiro.

(8) Sobre esta missão julgamos opportuno publicar o trecho, infra transcripto, do officio de 19 de Setembro de 1823 do ministro de Estrangeiros do Brasil José Joaquim Carneiro de Campos ao Conde do Rio-Maior:

« — O abaixo assignado acha-se pois na necessidade de communicar a S. Ex. que, reconhecendo-se, pela sua resposta, vir

Pois bem, foi depois de termos alcançado a nossa liberdade com o sacrificio do precioso sangue de nossos concidadãos, e á custa dos maiores soffrimentos, e tropeços de toda a ordem, foi depois de havermos levado até ás bocas do Tejo em navios, tripolados por intrepidos marinheiros nacionaes, a bandeira do Imperio, foi depois de termos repellido, com tanta dignidade, o enviado portuguez, que, sem querer dar testemunho de reconhecimento á nossa emancipação politica, nos vinha offerecer fementida conciliação, foi depois de possuirmos o Parlamento, e a Constituição, que aos 29 *de Agosto de* 1825 celebrámos um tratado com Portugal, pelo qual o soberano desta nação *transferia* a seu filho D. Pedro, *de sua livre vontade*, a soberania do Brasil, ficando-lhe, porém, reservado o *titulo de Imperador*, annunciando-se outrosim no art. 9º do citado tratado uma subsequente Convenção, a qual effectivamente obrigou mais

com effeito encarregado de uma Commissão do Governo de Portugal, mas sem vir munido de poderes para reconhecer *in limine* a Independencia, e integridade do Imperio do Brasil, como aliás se requeria, para servir de condição preliminar a toda, e qualquer negociação, ou proposta, que o Governo Portuguez tivesse de iniciar, e tendo Sua Magestade Imperial, uniforme com os sentimentos da Assembléa Geral Constituinte e Legislativa, e com a opinião publica, que se tem desenvolvido claramente, tido a anticipação de mandar declarar a S. Ex., logo á sua chegada, que não seria admittido, nem ouvidas suas propostas, sem aquelle essencial, e indicado requisito, para que S. Ex. confessa não vir autorisado; julga portanto o abaixo assignado impropria toda, e qualquer discussão sobre assumptos da annunciada Commissão.— »

tarde o Brasil a pagar a Portugal a somma de *dous milhões esterlinos* para liquidação do emprestimo portuguez realizado em Londres em 1823.

E esse emprestimo foi sem duvida contrahido afim de debellar a revolução nacional brasileira da Independencia!

Respeitamos o nome dos illustres Estadistas que subscrevêrão o Tratado de 29 de Agosto de 1825, nem a mais leve increpação dirigimos ás intenções do generoso Principe, que na posição de filho mal podia contrariar os desejos, ou as susceptibilidades do seu Augusto Pai; mas o nosso coração de Brasileiro não póde deixar de revoltar-se contra uma convenção que podia ser de paz, de alliança, e de mutuos interesses para as duas nações irmãs, mas que não devêra jámais ser traduzida em uma—*Carta de Liberdade* — dada a um povo que a tinha conquistado pelo valor de suas armas, e por actos do mais acrisolado patriotismo.

Veio ainda o Alvará datado de 15 de Novembro de 1825 (documento letra A) aggravar as pretenções exageradas, e o estylo inconveniente, com que fôra redigido o tratado de que nos occupamos, e é certo que essas imprudencias dos Estadistas portuguezes, pretendendo fazer subsistir para seu paiz o direito imaginario de soberania, o qual lhe havia sido arrebatado pela revolução brasileira da Independencia, ião estabelecendo seria antipathia entre as duas nações, antipathia que o tempo, as continuadas relações de commercio, e a consanguinidade dos habitantes dos dous

paizes forão felizmente apagando, e se acha completamente extincta. (9)

Entretanto a communicação ao Governo brasileiro da referida Carta de lei, que acompanhou a ratificação do Tratado, causou sensação nas regiões do poder, e deu lugar a que o então Ministro de Estrangeiros (Visconde de Inhambupe) declarasse por uma nota de Fevereiro de 1826, dirigida ao Plenipotenciario Inglez Sir Charles Stuart, que *o mencionado documento era uma violação dos ajustes feitos*. Esta reclamação não teve seguimento, já porque o povo brasileiro deu pouca attenção a semelhante Carta de lei, por ter plena consciencia de que o Imperio fôra creação de seus esforços, e de que a Independencia, tão brilhantemente annunciada no Congresso Portuguez pela voz poderosa de Antonio Carlos (10), Feijó, Vergueiro, Ba-

(9) Exprimindo-nos por esta fórma, não nutrimos o mais remoto intento de fazer injustiça á saudosa memoria do Senhor D. João VI, relativamente á questão da Independencia; é antes nossa humilde opinião que esse Benemerito Monarcha facilitou, e secundou, quanto em sua posição cabia, a emancipação Brasileira, não só porque amava sinceramente ao Brasil, onde passára os annos mais tranquillos de sua existencia como Rei, mas tambem pelo desejo natural (desde que comprehendeu, em seu esclarecido juizo, que a separação do Brasil era inevitavel, sendo portanto esteril, e sómente sanguinolenta, a luta que se travasse para conserva-lo sob o jugo da Metropole) de collocar á frente da primeira, e viçosa Monarchia do Novo Mundo um principe de seu sangue, e de sua dynastia.

(10) No tomo 4° (segunda serie) da Revista do Instituto Historico Brasileiro foi publicado o — Elogio biographico do

rata, e outros distinctos patriotas, era obra de suas mãos, já porque o doloroso passamento do Senhor D. João VI, occorrido pouco tempo depois, puzera naturalmente fim a essa contenda, por lhe haver succedido no throno o Senhor D. Pedro I.

O Tratado de 29 de Agosto de 1825 foi celebrado, como é notorio, sob a mediação da Inglaterra, figurando Sir Charles Stuart como ministro mediador, e Plenipotenciario por parte de Portugal.

Jorge Canning, então á testa do Gabinete Inglez, foi o movel principal de toda essa negociação. Successor de Castlereagh, fôra igualmente o herdeiro de suas tradicções no tocante á magna questão da abolição do trafego de escravos; consummado estadista, enxergou elle de prompto toda a vantagem que a Inglaterra poderia recolher, constituindo-se na posição de medianeira perante o Governo Portuguez, para pôr fim, pelo reconhecimento da Independencia do Brasil, á séria desintelligencia que ia todos os dias crescendo entre os dous Estados.

Demais, o prazo da duração para a revisão do Tratado de 1810 estava a expirar, e as suas estipulações, bem como as daquelles de 1815, e 1817, celebrados directamente com a nação portugueza, devião considerar-se caducados pelo nascente Imperio, se fosse julgado util aos seus interesses.

Conselheiro Antonio Carlos — elaborado pelo autor destes *Apontamentos*, em o qual mais desenvolvidamente se relatão os serviços daquelle distincto Paulista, como Deputado ás Côrtes Portugezas.

[illegible] de Barbacena, e Manoel Rodrigues Gameiro Pessoa, depois Visconde de Itabaiana. (12)

Entrementes teve lugar a já fallada missão do Conde do Rio Maior; mas, exigindo-se por ella, como base de qualquer arranjo,—o reconhecimento novamente do Rei de Portugal como soberano do Brasil—, preliminar absurdo, e degradante para os brios do novo Imperio, foi promptamente repellida.

E aqui cabe observar que não inteiramente fundadas são as arguições daquelles que acoimão de injusta, e violenta a conducta do Governo brasileiro na difficil conjunctura da missão—*Rio Maior*—; em these, cumpre dizê-lo, houve apparente dureza nessa conducta; avaliando-se, porém, as circumstancias excepcionaes do tempo, considerando-se que os commissarios, sendo interpellados solemnemente por aquelle governo se estavão autorisados a reconhecer a Independencia, responderão pela negativa, recusando outrosim a D. Pedro o titulo de Imperador, que a nação espontaneamente lhe conferira, ponderando-se que, pelo se-

Britannica, que seus sentimentos são os mais liberaes possiveis, e que nutre as mais fundadas esperanças dos sentimentos que igualmente animarão a Assembléa, de maneira que se consiga a abolição gradual do trafico de escravos, sendo em tempo razoavel, e proporcional á falta de braços ora existente neste paiz, e principalmente se a Grã-Bretanha, mostrando-se interessada na referida abolição, cooperar para ella sem a menor quebra, e sem offensa da honra, dignidade, e interesses legitimos do Imperio. —»

(12) E' de justiça dizer-se que estes distinctos Brasileiros houverão-se, no desempenho da commissão de que forão incumbidos, com a maior dedicação, tino, e patriotismo.

guimento das negociações entre Canning, os agentes Brasileiros, e o governo portuguez, as vistas deste governo erão sempre no sentido de que o Imperador do Brasil abandonasse seus titulos, e governasse em nome, e sob a autoridade de seu Pai, não deve semelhante comportamento ser fulminado sem exame, porque o caso especial, e melindroso daquella situação, póde servir-lhe de plena justificação.

E o certo é que a conducta do Governo brasileiro, a que temos alludido, mereceu os elogios da Assembléa Constituinte, e foi geralmente applaudido pela população.

Abortada a missão —*Rio Maior*—, não cessárão os agentes brasileiros em Londres, Brant Pontes, e Gameiro, já então revestidos de caracter ostensivo, e diplomatico (13), de procurar levar a seu termo o

(13) Derão-se instrucções aos Plenipotenciarios brasileiros em 24 de Novembro de 1823, e, para mostrar como o Governo do Brasil sempre se prestou a ideia generosa da extincção do trafico de escravatura, copiamos os artigos que seguem : —

Artigo 3.º Quando o Governo Britannico se não resolva ao dito reconhecimento, sem entrar ao mesmo tempo na questão do commercio de escravos, farão saber que têm plenos poderes para tratarem tambem deste objecto, mas em tratado separado, e insistirão neste ponto com toda a energia, para que se possa por todas as maneiras salvar a dignidade nacional.

Artigo 4.º No caso porém de que insista o ministerio britannico em que conjunctamente se trate do reconhecimento da Independencia, e integridade do Brasil com a abolição do commercio de escravatura, e não convindo elle de outro modo, apezar das instancias, que se devem fazer, ficão autorisados para estipularem que S. M. Imperial convem na extincção total do referido trafico, para começar a verificar-se oito

reconhecimento da Independencia por parte da Grã-Bretanha, e tambem do lado de Portugal. No Ministro Canning encontrárão sempre os mesmos bons desejos de solver esse assumpto no sentido requerido pelo Brasil; mas as propostas offerecidas pelo Conde de Villa Real, Plenipotenciario Portuguez naquella Côrte, para terminar a questão, forão sempre exageradas e inadmissiveis.

Seguião-se todavia as conferencias concernentes ao objecto, quando um incidente inesperado veio pôr-lhes termo por deliberação de Canning.

Refere-se esse incidente á enviatura que fez o Conde de Subserra de um agente obscuro de nome José Antonio Soares Leal ao Rio de Janeiro, encarregado de propôr arranjos ao Governo brasileiro na questão do reconhecimento da Independencia.

Aquelle Governo, repellindo peremptoriamente as propostas do dito emissario, teve-o preso á sua chegada, e fê-lo embarcar, e seguir immediatamente para a Europa, facto este que depõe inteiramente a favor da

annos depois da assignatura, e ratificação do presente tratado, obrigando-se a Inglaterra a reconhecer a Independencia do Imperio do Brasil, a garantir a sua integridade, e a conseguir o reconhecimento da parte de Portugal, mantida a perpetuidade da actual dynastia imperante, e renunciando S. M. Fidelissima a todas as pretenções ao governo, propriedade territorial, e direitos quaesquer sobre o Brasil para si, seus herdeiros, e successores. Ficarão então subsistindo o tratado, e convenção addicional de 21 de Janeiro de 1815, e 28 de Julho de 1817, continuando a regular-se a marcha deste negocio pelas instrucções que se achão juntas á mesma convenção addicional.

lealdade do Brasil, e de que o Ministro Luiz José de Carvalho e Mello deu conta aos Plenipotenciarios brasileiros em Londres, pelo seu despacho de 18 de Setembro de 1824. (14)

Este successo, porém, trazendo certo resfriamento ás relações entre Canning, e o Governo portuguez, retardou a solução dos negocios, e só mais tarde, em Janeiro de 1825, melhoradas aquellas relações, depois da demissão do Conde de Subserra, resolveu Jorge Canning enviar como Plenipotenciario a Lisboa Sir Charles Stuart, o qual ia autorisado a offerecer seus serviços ao Monarcha de Portugal para serem empregados em qualquer missão que ao mesmo Soberano aprouvesse conferir-lhe, junto ao Governo brasileiro.

Foi por esse meio que se deu o desenlace á questão do reconhecimento da Independencia, sendo com effeito Sir Charles Stuart enviado ao Brasil no caracter de Ministro mediador, e onde concluio o Tratado de 29 de Agosto de 1825.

A questão da successão do Senhor D. Pedro I ao Throno de Portugal, questão sobre a qual anteriormente tanto se discutira, deixou de ser inserta, e resolvida no mesmo Tratado; porém tão certo era que aquelle Soberano jámais duvidou renunciar seus direitos á mencionada Corôa, que pelo despacho de 16 de Julho de 1824, dirigido aos Plenipotenciarios brasileiros em Londres, o Ministro de Estrangeiros Carvalho e Mello, acima indicado, os autorisára a as-

(14) Revista do Instituto Historico, Tomo 22.

assignar solemnemente aquella annuencia por parte do Monarcha do Brasil, e de *seus successores*. (15)

E mais tarde deu ainda o Senhor D. Pedro I pleno testemunho de que jámais visára a successão da Corôa portugueza, abdicando-a pressurosamente a favor de sua augusta Filha, a então Serenissima Princeza Senhora D. Maria da Gloria, por Carta Régia datada do Rio de Janeiro a 2 de Maio de 1826. (Documento letra B.)

Sob a face politica temos ligeiramente esboçado o Tratado de 1825; resta-nos dizer alguma cousa ácerca do que occorreu relativamente á materia de indemnisações, que foi nelle inserida.

As reclamações publicas de governo a governo, de que trata o art. 9°, forão reguladas pela Convenção addicional ao Tratado, pelo qual deu o Brasil a Portugal a somma de dous milhões esterlinos, mas no art. 3° desta Convenção exceptuárão-se ainda as reclamações reciprocas sobre transporte de tropas, e despezas com ellas feitas.

(15) No despacho de 16 de Julho de 1824 se ordenava o seguinte : «— Quando porém aconteça que se não possa deixar de fallar agora em semelhante renuncia, e que até mesmo se faça della uma condição inevitavel para o reconhecimento da nossa Independencia, em tão apurado lance, resolveu S. M. Imperial com o parecer do seu conselho de Estado que possão VV. SS. assignar a referida renuncia por S. M. Imperial, e seus successores, ao direito presumptivo da Corôa de Portugal, e isto no mesmo artigo em que deve vir exarada, na fórma das intrucções passadas, a renuncia de S. M. Fidelissima, e seus herdeiros, ao governo, e territorio do Brasil.— »

Tratou-se depois das reclamações de que fallão os arts. 6°, e 7° do mesmo Tratado, e para liquida-las nomeou-se uma Commissão mixta de Brasileiros, e Portuguezes, a qual foi installada a 8 de Outubro de 1827.

Logo no começo, porém, de seus trabalhos apparecêrão sérias duvidas sobre a fórma da liquidação, e sobre, se as reclamações de Brasileiros devião ser recebidas pela dita Commissão. Os Commissarios portuguezes, ao mesmo tempo que oppunhão-se á aceitação das reclamações brasileiras, pretendião que por parte dos Portuguezes fossem admittidas as reclamações por perda de officios de justiça, tenças, e pensões!

Depois de muitos debates, e em razão da firmeza com que os commissarios brasileiros (os negociantes Fructuoso Dias da Motta, e João Pereira Darrigue Faro, este que falleceu com o titulo de Visconde do Rio Bonito), tomou-se o alvitre de receber todas as reclamações, quer de Brasileiros, quer de Portuguezes, que tivessem por base as extorsões, e prejuizos causados por occasião da luta da Independencia, incluindo-se naquellas extorsões as reclamações de tenças, officios, e pensões. Surgindo ainda posteriormente difficuldades ácerca do modo da liquidação destas ultimas reclamações, teve lugar, para dissipa-las, um Convenio entre o Ministro Brasileiro dos Negocios estrangeiros, e o Plenipotenciario portuguez, Convenio que vai adiante publicado como documento sob a letra C, e tem a data de 8 de Outubro de 1836.

Por fim a Convenção de 4 de Dezembro de 1840 (que será transcripta no anno competente) estabe-

leceu o modo de ajustar o pagamento das reclamações dos subditos de uma, e outra nação.

Relativamente á intelligencia do art. 3º da Convenção addicional ao tratado de 1825 sobre as indemnisações pelo transporte de tropas, levantárão-se tambem questões entre os Commissarios brasileiros e portuguezes.

Discutio-se primeiro, se o dito artigo abrangia, quer as reclamações de governo a governo, quer as dos particulares.

Resolvida affirmativamente, de accordo com o Governo de Portugal, a duvida exposta em ambas as partes, surgio a da época da qual devêrão partir as referidas reclamações de governo a governo.

Os Commissarios portuguezes fixavão essa época no anno de 1815, os brasileiros opinavão que ella devia datar da da proclamação da Independencia.

Ainda mais, questionou-se tambem, se no numero das reclamações particulares devião ser comprehendidas as despezas autorisadas por D. Alvaro da Costa, que, assumindo em Monte-Vidéo o commando de parte da divisão de Voluntarios reaes, que não adherira á Independencia, em virtude da Convenção do mez de Novembro de 1823, celebrada com o Barão da Laguna, subscrevêra compromissos para lhe serem fornecidos os meios de transportar-se a Portugal com suas tropas.

Nenhuma decisão deu ainda o governo portuguez a taes duvidas, e pois permanece esta questão indecisa, e incerta, com grave detrimento dos interessados brasileiros, sendo que diversas dessas reclamações já

sido objecto de heranças, e inventarios, que em
e constituem o patrimonio, e unica fortuna de al-
uas familias.

O governo brasileiro tem constantemente insistido
r uma solução deste assumpto, e o *Memorandum* (16)
o Barão de Itamaracá, plenipotenciario do Imperio
em Lisboa, datado de 14 de Julho de 1857, perfeita-
mente o elucida.

Sobre ajuste de contas pendentes entre Portugal, e o
Brasil, ha tambem a Convenção de 22 de Julho de 1842,
cuja inserção terá lugar no anno respectivo.

Taes são, em ligeiro quadro, as apreciações mais
salientes que acodem á mente ao lançar as vistas
sobre o Tratado que solemnemente reconheceu a In-
dependencia do Brasil.

(16) Este *Memorandum* encontra-se nos Annexos do Relatorio
do Ministerio de Estrangeiros do anno de 1858.

Tratado de Paz, e Alliança entre o Senhor D. Pedro I Imperador do Brasil, e D. João VI Rei de Portugal, assignado no Rio de Janeiro em 29 de Agosto de 1825, e ratificado por parte do Brasil em 30 do dito mez, e pela de Portugal em 15 de Novembro do mesmo anno (*)

(DA COLLECÇÃO DE LEIS)

EM NOME DA SANTISSIMA E INDIVISIVEL TRINDADE

SUA MAGESTADE FIDELISSIMA Tendo constantemente no Seu Real Animo os mais vivos desejos de restabelecer a Paz, Amisade, e boa harmonia entre Povos Irmãos, que os vinculos mais sagrados devem conciliar, e unir em perpetua alliança, para Conseguir tão importantes fins, Promover a prosperidade geral, e Segurar a existencia politica, e os destinos futuros de Portugal, assim como os do Brasil; e Querendo de uma vez remover todos os obstaculos, que possão impedir a dita Alliança, Concordia, e Felicidade de um, e outro Estado, por seu Diploma de treze de Maio do corrente anno, Reconheceu o Brasil na Cathegoria

(*) A Convenção addicional para pagamento de dous milhões esterlinos, relativa ás reclamações de governo a governo, segue ao tratado; e bem assim o Ajuste de 20 de Outubro de 1836, resolvendo as duvidas suscitadas ácerca da liquidação das reclamações sujeitas á Commissão mixta brasileira, e portugueza.

de Imperio Independente, e separado dos Reinos de Portugal, e Algarves, e a Seu sobre todos muito Amado, e Prezado Filho DOM PEDRO por Imperador, Cedendo, e Transferindo de Sua livre Vontade a Soberania do dito Imperio ao Mesmo Seu Filho, e Seus Legitimos Successores, e Tomando sómente, e Reservando para a Sua Pessoa o mesmo Titulo.

E Estes Augustos Senhores, Acceitando a Mediação de SUA MAGESTADE BRITANNICA para o ajuste de toda a questão incidente á separação dos dous Estados, Tem Nomeado Plenipontenciarios, a saber:

SUA MAGESTADE IMPERIAL ao Illustrissimo e Excellentissimo Luiz José de Carvalho e Mello, do Conselho de Estado, Dignitario da Imperial Ordem do Cruzeiro, Commendador das Ordens de Christo, e da Conceição, e Ministro e Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros; ao Illustrissimo e Excellentissimo Barão de Santo Amaro, Grande do Imperio, do Conselho de Estado, Gentil-Homem da Imperial Camara, Dignitario da Imperial Ordem do Cruzeiro, e Commendador das Ordens de Christo, e da Torre e Espada; e ao Illustrissimo e Excellentissimo Francisco Villela Barbosa, do Conselho de Estado, Grão Cruz da Imperial Ordem do Cruzeiro, Cavalleiro da Ordem de Christo, Coronel do Imperial Corpo de Engenheiros, Ministro e Secretario de Estado dos Negocios da Marinha, e Inspector Geral da Marinha.

SUA MAGESTADE FIDELISSIMA ao Illustrissimo e Excellentissimo Cavalheiro Sir Carlos Stuart, Conselheiro Privado de SUA MAGESTADE BRITANNICA,

Grão Cruz da Ordem da Torre e Espada, e da Ordem do Banho.

E vistos e trocados os Seos Plenos Poderes, convierão em que, na conformidade dos principios expressados neste Preambulo, se formasse o presente Tratado.

ARTIGO I

SUA MAGESTADE FIDELISSIMA Reconhece o Brasil na Cathegoria de Imperio Independente, e Separado dos Reinos de Portugal e Algarves; e a Seo sobre todos muito Amado, e Prezado Filho DOM PEDRO por Imperador, Cedendo, e Transferindo de Sua Livre Vontade a Soberania do dito Imperio ao Mesmo Seo Filho, e a Seos Legitimos Successores. SUA MAGESTADE FIDELISSIMA Toma sómente, e Reserva para a sua Pessoa o mesmo Titulo.

ARTIGO II

SUA MAGESTADE IMPERIAL, em reconhecimento de Respeito, e Amor a Seo Augusto Pai o Senhor Dom João VI, Annue a que SUA MAGESTADE FIDELISSIMA Tome para a Sua Pessoa o Titulo de Imperador.

ARTIGO III

SUA MAGESTADE IMPERIAL Promette não Acceitar proposições de quaesquer Colonias Portuguezas para se reunirem ao Imperio do Brasil.

ARTIGO IV

Haverá d'ora em diante Paz e Alliança, e a mais

perfeita amizade entre o Imperio do Brasil, e os Reinos de Portugal, e Algarves, com total esquecimento das desavenças passadas entre os Povos respectivos.

ARTIGO V

Os Subditos de ambas as Nações, Brasileira, e Portugueza, serão considerados, e tratados nos respectivos Estados como os da Nação mais favorecida e Amiga, e seos direitos, e propriedades religiosamente guardados e protegidos; ficando entendido que os actuaes possuidores de bens de raiz serão mantidos na posse pacifica dos mesmos bens.

ARTIGO VI

Toda a propriedade de bens de raiz ou moveis, e acções, sequestradas, ou confiscadas, pertencentes aos Subditos de Ambos os Soberanos, do Brasil, e Portugal, serão logo restituidas, assim como os seus rendimentos passados, deduzidas as despezas da Administração, ou seos proprietarios indemnisados reciprocamente pela maneira declarada no Artigo oitavo.

ARTIGO VII

Todas as Embarcações, e cargas apresadas, pertencentes aos Subditos de Ambos os Soberanos, serão semelhantemente restituidas, ou seos proprietarios indemnisados.

ARTIGO VIII

Huma Commissão nomeada por ambos os Gover-

nos, composta de Brasileiros, e Portuguezes em numero igual, e estabelecida onde os respectivos Governos julgarem por mais conveniente, será encarregada de examinar a materia dos Artigos Sexto, e Setimo; entendendo-se que as reclamações deverão ser feitas dentro no prazo de um anno, depois de formada a Commissão, e que no caso de empate nos votos será decidida a questão pelo Representante do Soberano Mediador. Ambos os Governos indicarão os fundos, por onde se hão de pagar as primeiras reclamações liquidadas.

ARTIGO IX

Todas as reclamações publicas de Governo a Governo serão reciprocamente recebidas, e decididas, ou com a restituição dos objectos reclamados, ou com huma indemnisação do seo justo valor. Para o ajuste destas reclamações, Ambas as Altas Partes Contratantes Convierão em fazer huma Convenção directa, e especial.

ARTIGO X

Serão restabelecidas desde logo as relações de Commercio entre ambas as Nações, Brasileira, e Portugueza, pagando reciprocamente todas as mercadorias quinze por cento de direitos de consumo provisoriamente, ficando os direitos de baldeação e reexportação da mesma fórma, que se praticava antes da separação.

ARTIGO XI

A reciproca Troca das Ratificações do presente Tra-

tado se fará na Cidade de Lisboa, dentro do espaço de cinco mezes, ou mais breve, se fôr possivel, contados do dia da assignatura do presente Tratado.

Em testemunho do que Nós abaixo assignados, Plenipotenciarios de SUA MAGESTADE IMPERIAL, e de SUA MAGESTADE FIDELISSIMA, em virtude dos nossos respectivos Plenos Poderes, assignamos o presente Tratado com os nossos punhos, e lhe fizemos pôr os Sellos das nossas Armas.

Feito na Cidade do Rio de Janeiro, aos vinte e nove dias do mez de Agosto do anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de mil oitocentos e vinte cinco.

(Assignados). — L. S. *Luiz José de Carvalho e Mello.* — L. S. *Barão de Santo Amaro.* — L. S. *Francisco Villela Barbosa.*—L. S. *Charles Stuart.*

E sendo-Nos presente o mesmo Tratado, cujo theor fica acima inserido, e sendo bem visto, considerado, e examinado por Nós tudo o que nelle se contem, Tendo ouvido o Nosso Conselho de Estado, o Approvamos, Ratificamos, e Confirmamos assim no todo, como em cada hum dos seus artigos, e estipulações, e pela presente o Damos por firme e valioso para sempre. Promettendo em Fé e Palavra Imperial observa-lo, e cumpri-lo inviolavelmente, e Fazel-o cumprir e observar por qualquer modo que possa ser. Em testemunho e firmeza do sobredito Fizemos passar a presente Carta por Nós assignada, passada com o Sello Grande das Armas do Imperio, e referendada pelo

Nosso Ministro e Secretario de Estado abaixo assignado. Dada no Palacio do Rio de Janeiro, aos trinta dias do mez de Agosto do anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de mil oitocentos e vinte cinco.—PEDRO IMPERADOR, *Com Guarda.* —*Luiz José de Carvalho e Mello.*

DOCUMENTOS

A

CARTA DE LEI pela qual El-Rei o Senhor Dom João VI manda publicar, e cumprir a Ratificação do Tratado de Amisade, e Alliança de 29 de Agosto de 1825, entre Portugal e o Brasil, dada em Lisboa a 15 de Novembro do dito anno.(*)

Dom João, por graça de Deos, Rei do Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, etc., etc. Aos Vassallos de todos os Estados dos Meus Reinos e Senhorios, Saude. Faço saber aos que esta Carta de Lei virem: Que pela minha Carta Patente, dada em o dia 13 de Maio do corrente anno, Fui servido tomar em minha alta consideração quanto convinha, e se tornava necessario ao serviço de Deos, e ao bem de todos os povos que a Divina Providencia confiou à Minha Soberana direcção, pôr termo aos males e dissensões que teem occorrido no Brasil, em gravis-

(*) Não se encontrando esta Carta Régia na *Collecção de Leis* do Brasil, pensamos ser conveniente a sua publicação.

simo damno e perda, tanto dos seus naturaes, como dos de Portugal e seus dominios, o Meu Paternal desvelo se occupou constantemente de considerar quanto convinha restabelecer a paz, amisade, e boa harmonia entre povos irmãos, que os vinculos mais sagrados devem conciliar, e unir em perpetua alliança. Para conseguir tão importantes fins, promover a prosperidade geral, e segurar a existencia politica, e os destinos futuros dos Reinos de Portugal, e Algarves, assim como os do Reino do Brasil, que com prazer elevei a essa dignidade, preeminencia, e denominação, por Carta de Lei de 16 de Dezembro de 1815, em consequencia do que Me prestarão depois os seus habitantes novo juramento de fidelidade no acto solemne da minha acclamação em a Côrte do Rio de Janeiro: Querendo de uma vez remover todos os obstaculos que pudessem impedir, e oppôr-se á dita alliança, concordia, e felicidade de um e outro Reino, qual pai desvelado que só cura do melhor estabelecimento de seus filhos; Houve por bem ceder, e transmittir em meu sobre todos muito amado, e prezado filho Dom Pedro de Alcantara, Herdeiro, e Successor destes Reinos, Meus direitos sobre aquelle paiz, creando, e reconhecendo sua independencia com o titulo de Imperio, reservando-me todavia o titulo de Imperador do Brasil. Meus designios sobre este tão importante objecto se achão ajustados da maneira que consta do Tratado de amisade, e alliança, assignado em o Rio de Janeiro em o dia 29 de Agosto do presente anno, ratificado por mim no dia de hoje, e que vai ser patente a todos os Meus

fieis vassallos, promovendo-se por elle os bens, vantagens, e interesses de Meus povos, que é o cuidado mais urgente do Meu paternal coração. Em taes circumstancias, Sou servido assumir o titulo de Imperador do Brasil, reconhecendo o dito Meu sobre todos muito amado, e prezado filho Dom Pedro d'Alcantara, Principe Real de Portugal, e Algarves, com o mesmo titulo tambem de Imperador, e o exercicio de Soberania em todo o Imperio; e Mando que de ora em diante Eu assim fique reconhecido com o tratamento correspondente a esta dignidade. Outrosim Ordeno que todas as Leis, Cartas Patentes, e quaesquer diplomas ou titulos, que se costumão expedir em o Meu Real Nome, sejão passadas com a formula seguinte: —Dom João, por graça de Deos, Imperador do Brasil, e Rei de Portugal, e dos Algarves, d'áquem e d'alem mar, em Africa, Senhor de Guiné, e da Conquista, Navegação, e Commercio da Ethiopia, Arabia, Persia, e da India, etc. — E esta, que desde já vai assignada com o titulo de Imperador, e Rei com guarda, se cumprirá tão inteiramente como n'ella se contém, sem duvida ou embargo algum, qualquer que elle seja. Para o que Mando á Mesa do Desembargo do Paço, etc., etc., Juizes, Magistrados, etc., a quem, e aos quaes o conhecimento d'esta em quaesquer casos pertencer, que a cumprão, guardem, e fação inteira e litteralmente cumprir, e guardar como n'ella se contem, sem hesitações ou interpretações que alterem as disposições d'ella, não obstante quaesquer Leis, Regimentos, Alvaras, Cartas Régias, Assentos intitulados de Côrtes, disposições ou

estylos, que em contrario se tenhão passado ou introduzido; porque todos, e todas de Meu motu proprio, certa sciencia, Poder Real, pleno, e supremo, Derogo, e Hei por derogados, como se d'elles fizesse especial menção em todas as suas partes, não obstante a Ordenação que o contrario determina, a qual tambem Derogo para este effeito sómente, ficando aliás sempre em seu vigor. E ao Doutor João de Mattos e Vasconcellos Barbosa de Magalhães, Desembargador do Paço, do Meu Conselho, que serve de Chanceller Mór d'estes Reinos, Mando que a faça publicar na Chancellaria, e que d'ella se remettão cópias a todos os Tribunaes, Cabeças de Comarca, e Villas d'estes Reinos e seus Dominios; registando-se em todos os logares onde se costumão registar similhantes Leis, e mandando-se o original d'ella para a Torre do Tombo. Dada no Palacio de Mafra, aos 15 dias do mez de Novembro, anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1825. — Imperador e Rei. (Com guarda). — *José Joaquim de Almeida e Araujo Corrêa de Lacerda.*

CARTA PATENTE (a que se refere a Carta de Lei de 15 de Novembro de 1825) pela qual El-Rei o Senhor D. João VI legitimou a Independencia Politica do Imperio do Brasil, resalvando formalmente a successão de S. Magestade o Imperador o Senhor D. Pedro I a Corôa de Portugal; dada em Lisboa a 13 de Maio de 1825.

DOM JOÃO, por graça de Deos, Rei do Reino Unido de Portugal, e do Brasil e Algarves, d'aquem, e d'a-

lém mar, em Africa Senhor de Guiné, e da Conquista, Nevegação, e Commercio da Ethiopia, Arabia, Persia, e da India, etc.,etc. Faço saber aos que a presente Carta Patente virem que, considerando Eu quanto convém, e se torna necessario ao serviço de Deos, e ao bem de todos os povos que a Divina Providencia confiou á Minha Soberana direcção, pôr termo aos males e dissensões quetém occorrido no Brasil, em gravissimo damno, e perda, tanto dos seus naturaes,como dos de Portugal, e seus dominios: e Tendo constantemente no Meu Real animo os mais vivos desejos de restabelecer a paz,amisade,e boa harmonia entre povos irmãos,que os vinculos mais sagrados devem conciliar, e unir em perpetua alliança: para conseguir tão importantes fins, promover a prosperidade geral, e segurar a existencia politica, e os destinos futuros dos Reinos de Portugal, e Algarves, assim como os do Brasil, que com prazer Elevei a essa dignidade, preeminencia, e denominação, por Carta de Lei de 16 de Dezembro de 1815, em consequencia do que Me prestarão depois os seus habitantes novo juramento de fidelidade no acto solemne da Minha acclamação em a Côrte do Rio de Janeiro; Querendo de uma vez remover todos os obstaculos que possão impedir, e oppôr-se á dita alliança, concordia, e felicidade de um, e outro Reino, qual Rei desvelado,que só cura do melhor estabelecimento de seus filhos: Sou servido, a exemplo do que praticárão os Senhores Reis D. Affonso V, e D. Manoel, Meus Gloriosos predecessores, e outros Soberanos da Europa, ordenar o seguinte:

O Reino do Brasil será daqui em diante tido, havido, e reconhecido com a denominação de Imperio, em lugar da de Reino, que antes tinha ;

Consequentemente Tomo, e Estabeleço para Mim, e para os Meus Successores, o titulo, e dignidade de Imperador do Brasil, e Rei de Portugal, e Algarves, aos quaes se seguirão os mais titulos inherentes á Corôa destes Reinos.

O titulo de Principe ou Princeza Imperial do Brasil, e Real de Portugal, e Algarves, será conferido ao Principe ou Princeza, herdeiro ou herdeira das duas Corôas Imperial, e Real.

A administração, tanto interna como externa, do Imperio do Brasil, será distincta, e separada da administração dos Reinos de Portugal, e Algarves, bem como a destes da da daquelle.

E por a successão das duas Corôas, Imperial, e Real, directamente pertencer a Meu sobre todos muito amado, e prezado Filho o Principe D. Pedro, nelle, por este Meu Acto, e Carta Patente, Cedo, e Transfiro já de Minha livre vontade o pleno exercicio da Soberania do Imperio do Brasil, para o governar, denominando-se Imperador do Brasil, e Principe Real de Portugal, e Algarves, Reservando para mim o titulo de Imperador do Brasil, e o de Rei de Portugal, e Algarves, com a plena Soberania destes dous Reinos, e seus dominios.

Sou tambem servido, como Gram-Mestre, Governador, e perpetuo Administrador dos Mestrados, Cavallaria, e Ordens de Nosso Senhor Jesus Christo, de

S. Bento de Aviz, e de S. Thiago da Espada, Delegar, como Delego, no dito Meu Filho, Imperador do Brasil, e Principe Real de Portugal, e Algarves, toda a jurisdicção, e poder para conferir os Beneficios da primeira Ordem, e os habitos de todas ellas no dito Imperio.

Os naturaes do Reino de Portugal, e seus dominios serão considerados no Imperio do Brasil como Brasileiros, e os naturaes do Imperio do Brasil no Reino de Portugal, e seus dominios, como Portuguezes; conservando sempre Portugal os seus antigos fóros, liberdades, e louvaveis costumes.

Para memoria, firmeza, e guarda de todo o referido, Mandei fazer duas Cartas Patentes deste mesmo teor, assignadas por Mim, e selladas com o Meu Sello grande; das quaes uma mando entregar ao sobredito Meu Filho, Imperador do Brasil, e Principe Real de Portugal, e Algarves, e outra se conservará, e guardará na Torre do Tombo; e valeráõ ambas como se fossem Cartas passadas pela Chancellaria, posto que por ella não hajão de passar, sem embargo de toda, e qualquer legislação em contrario, que para esse fim Revogo como se della fizesse expressa mensão.

Dada no Palacio da Bemposta, aos 13 do mez de Maio de 1825.—EL-REI, *Com Guarda.*

B

CARTA REGIA pela qual El-Rei o Senhor Dom Pedro IV Abdicou a Corôa Portugueza a favor de Sua filha a Senhora Princeza Dona Maria da Gloria, dada no Rio de Janeiro a 2 de Maio de 1826. (*)

Dom Pedro, por Graça de Deos, Rei de Portugal e dos Algarves, d'aquem e d'além mar, em Africa Senhor de Guiné, da Conquista, Navegação e Commercio da Ethiopia, Arabia, Persia e da India, etc. Faço saber a todos os Meus Subditos Portuguezes, que, sendo incompativel com os interesses do Imperio do Brasil, e os do Reino de Portugal, que Eu continue a ser Rei de Portugal, Algarves, e Seus Dominios, e Querendo felicitar aos ditos Reinos quanto em Mim couber: Hei por bem, de Meu motu proprio, e livre vontade, abdicar, e ceder de todos os indisputaveis, e inauferiveis Direitos que tenho á Corôa da Monarchia Portugueza, e á Soberania dos mesmos Reinos, na pessoa da Minha sobre todas muito amada, prezada, e querida Filha, a Princesa do Gram Pará Dona Maria da Gloria, para que Ella, como Sua Rainha Reinante, os governe independentes d'este Imperio, e pela Constituição que Eu Houve por bem decretar, dar e mandar jurar por Minha Carta de Lei de 29 de Abril do corrente anno; e outrosim Sou Servido declarar que a dita Minha Filha, Rainha Reinante de Portugal, não sahirá do Imperio do Brasil

(*) Transcrevemos esta Carta Regia porque não foi inserta na *Collecção de Leis* do Brasil.

sem que Me conste officialmente que a Constituição foi jurada conforme Eu Ordenei, e sem que os Esponsaes do Casamento, que Pretendo fazer-lhe com o Meu muito amado e presado Irmão, o Infante Dom Miguel, estejão feitos, e o casamento concluido; e esta Minha Abdicação e Cessão não se verificará, se faltar qualquer d'estas duas condições. Pelo que Mando a todas as Auctoridades, a quem o conhecimento d'esta Minha Carta de Lei pertencer, a fação publicar para que conste a todos os Meus Subditos Portuguezes esta Minha deliberação. A Regencia desses Meus Reinos e Dominios, assim o tenha entendido e a faça imprimir, e publicar do modo mais authentico, para que se cumpra inteiramente o que n'ella se contém, e valerá como Carta passada pela Chancellaria, posto que por ella não ha de passar, sem embargo da Ordenação em contrario, que sómente para este effeito Hei por bem derogar, ficando aliás em seu vigor, não obstante a falta de referenda, e mais formalidades do estylo, que igualmente Sou Servido dispensar.

Dada no Palacio do Rio de Janeiro, aos 2 dias do mez de Maio do anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1826.— El-Rei, *Com Guarda.*

C

Ajuste celebrado entre o Representante de Sua Magestade Fidelissima, e o Ministro dos Negocios Estrangeiros de S. M o Imperador do Brasil, pelo qual forão resolvidas certas duvidas suscitadas ácerca da liquidação das reclamações a cargo da Commissão mixta Portugueza, e Brasileira, estabelecida no Rio de Janeiro, assignado na dita Côrte em 20 de Outubro de 1836.

Nós abaixo assignados Antonio Paulino Limpo de Abreu, Ministro, e Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros do Imperio do Brasil, e Joaquim Antonio de Magalhães, Enviado Extraordinario, e Ministro Plenipotenciario de S. M. Fidelissima, autorisados devidamente pelos nossos governos para resolvermos as duvidas suscitadas entre os Commissarios brasileiros, e portuguezes da Commissão mixta estabelecida nesta Côrte em virtude do Tratado de 29 de Agosto de 1825, relativamente ao julgamento das reclamaçõ s dos subditos das respectivas n ções, concordamos nos pontos seguintes, que devem ser inviolavelmente executados pelos ditos Commissarios.

ARTIGO I

A base para a indemnisação dos officios será a sua lotação de que os agraciados tiverem pago direitos, fazendo-se differença entre os que servirão por si os mesmos officios, e aquelles que, obtendo delles mercês, não podião por si exerce-los em razão de seu sexo, posição social, ou qualquer outra circumstancia. Os que se acharem na primeira classe per-

ceberão uma indemnisação correspondente á lotação integral, e os da segunda, a da terça parte dessa lotação.

ARTIGO II

Serão remidos os officios. Na remissão observar-se-ha a regra seguinte : — Os que servião os officios por si, e não tinhão mercê de sobrevivencia, receberão uma quantia igual á do producto da lotação dos mesmos officios em vinte annos. Os que em razão de seu sexo, posição social, ou qualquer outra circumstancia não podião servir por si os ditos officios, receberão a terça parte sómente daquelle producto. Os que tinhão mercês de sobrevivencia receberão por esta, com a mesma distincção feita entre a totalidade, e a terça parte das lotações, o producto de dez annos. A disposição do art. II entende-se com os reclamantes, que existirem até a data desta, e aos que tiverem fallecido pagar-se-lhes-ha até ao dia em que morrêrão. As tenças, e pensões serão igualmente remidas pelas totalidades. O praso para estas indemnisações começará a correr desde o dia em que os agraciados deixárão de receber os rendimentos por causa que lhes dê direito a serem indemnisados.

ARTIGO III

Ficão exceptuados da indemnisação : — 1°, os que forão demittidos por qualquer dos dous governos por motivo que não fosse o da separação, e independencia do Brasil ; 2°, os que, estando no gozo dos officios, os abandonárão voluntariamente depois de reconhecida a

Independencia; 3º, os que se provar terem obtido outras mercês pecuniarias, em attenção ás que houverem perdido.

ARTIGO IV

As indemnisações que se devem dar aos subditos dos dous governos vencerão juros desde a installação da Commissão mixta brasileira, e portugueza. Estes juros serão de quatro por cento para as reclamações julgadas em moeda portugueza, e de cinco para as que o forem em moeda brasileira. Fica entendido que os juros, qualquer que seja a naturesa da divida, serão pagos no meio circulante do Brasil, sem attenção á differença de moeda. Entende-se outrosim serem exceptuados desta percepção de juros os officios, tenças, e pensões.

ARTIGO V

Os depositos serão pagos nas mesmas especies em que constar no juizo competente terem sido feitos, ou com o agio correspondente á differença.

Nós abaixo assignados declaramos que as disposições acima exaradas se devem entender com a mais inteira reciprocidadade para os subditos de ambas as nações.

Em testemunho, e firmeza do sobredito fizemos esta por nós assignada, e sellada com o sello de nossas armas. Secretaria de Estado dos Negocios Estrangeiros, em 20 de Outubro de 1836.—(L. S.) *Antonio Paulino Limpo de Abreu.*—(L. S.) *Joaquim Antonio de Magalhães.*

CONVENÇÃO addicional ao Tratado de Amisade, e Alliança de 29 de Agosto de 1825 entre o Senhor D. Pedro I Imperador do Brasil, e D. João VI Rei de Portugal, assignada no Rio de Janeiro naquella mesma data, e ratificada por parte do Brasil em 30 de Agosto, e pela de Portugal em 15 de Novembro do dito anno.

(DO ORIGINAL EXISTENTE NA SECRETARIA DE ESTADO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS.)

EM NOME DA SANTISSIMA E INDIVISIVEL TRINDADE

Havendo-se estabelecido no Artigo IX do Tratado de paz, e alliança, firmado na data desta, entre Portugal, e o Brasil, que as reclamações publicas de um a outro Governo serião reciprocamente recebidas e decididas, ou com a restituição dos objectos reclamados, ou com uma indemnisação equivalente, convindo-se em que, para o ajuste dellas, ambas as Altas Partes Contratantes farião uma Convenção directa, e especial; e, considerando-se depois ser o melhor meio de terminar esta questão o fixar-se, e ajustar-se desde logo em uma quantia certa, ficando extincto todo o direito para as reciprocas, e ulteriores reclamações de ambos os Governos: os abaixo assignados, o Illustrissimo e Excellentissimo Luiz José de Carvalho e Mello, do Conselho de Estado, Dignitario da Imperial Ordem do Cruzeiro, Commendador das Ordens de Christo, e da Conceição, e Ministro, e Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros; o Illustrissimo e Excellentissimo Barão de Santo Amaro, Grande do

Imperio, do Conselho de Estado, Gentil Homem da Imperial Camara, Dignitario da Imperial Ordem do Cruzeiro, e Commendador das Ordens de Christo, e da Torre, e Espada; o Illustrissimo e Excellentissimo Francisco Villela Barbosa, do Conselho de Estado, Grã Cruz da Imperial Ordem do Cruzeiro, Cavalleiro da Ordem de Christo, Coronel do Imperial Corpo de Engenheiros, Ministro e Secretario de Estado dos Negocios da Marinha, e Inspector Geral da Marinha, Plenipotenciarios de Sua Magestade o Imperador do Brasil, debaixo da mediação de Sua Magestade Britannica, e Sir Charles Stuart, Conselheiro Privado de Sua Magestade Britannica, Grã-Cruz da Ordem da Torre, e Espada, Plenipotenciario de Sua Magestade Fidelissima El-Rei de Portugal, e Algarves; convierão, em virtude dos seus plenos poderes respectivos, em os Artigos seguintes:

ARTIGO I

Sua Magestade Imperial convem, á vista das reclamações apresentadas de Governo a Governo, em dar ao de Portugal a somma de dous milhões de libras esterlinas; ficando com esta somma extinctas de ambas as partes todas e quaesquer outras reclamações, assim como todo o direito a indemnisações desta natureza.

ARTIGO II

Para o pagamento desta quantia toma Sua Magestade Imperial sobre o Thesouro do Brasil o emprestimo que Portugal tem contrahido em Londres no mez de Outubro de mil oitocentos e vinte e tres, pa-

gando o restante, para prefazer os sobreditos dous milhões esterlinos, no prazo de um anno, a quarteis, depois da ratificação, e publicação da presente Convenção.

ARTIGO III

Ficão exceptuadas da regra estabelecida no Artigo I desta Convenção as reclamações reciprocas sobre transporte de tropas, e despezas feitas com as mesmas tropas.

Para liquidação destas reclamações haverá uma Commissão mixta, formada, e regulada pela mesma maneira que se acha estabelecido no Artigo VIII do Tratado de que acima se faz menção.

ARTIGO IV

A presente Convenção será ratificada, e a mutua troca das ratificações se fará na Cidade de Lisboa dentro do espaço de cinco mezes, ou mais breve se fôr possivel.

Em testemunho do que, nós abaixo assignados, Plenipotenciarios de Sua Magestade El-Rei de Portugal, e Algarves, e de Sua Magestade O Imperador do Brasil, em virtude dos nossos respectivos plenos poderes, assignâmos a presente Convenção, e lhe fizemos pôr os Sellos das nossas armas.

Feita na Cidade do Rio de Janeiro, aos 29 dias do mez de Agosto de 1825.— (L. S.) *Luiz José de Carvalho e Mello.*— (L. S.) *Barão de Santo Amaro.*—(L. S.) *Francisco Villela Barbosa.*— (L. S.) *Charles Stuart.*

1826

TRAFEGO DE ESCRAVOS

TRATADO DE 23 DE NOVEMBRO COM A GRÃ-BRETANHA

NOTICIA HISTORICA

A questão da abolição do trafego de escravos no Brasil offerece margem para escrever-se longas, e dolorosas paginas; circumscriptos, porém, á tarefa de expender aos leitores ligeiras, e indispensaveis considerações historicas sobre os Tratados brasileiros, não nos é permittido dar larga expansão aos diversos assumptos de que se elles occupão.

A existencia da escravidão no mundo não é uma questão de moderna data, nem exclusiva do Imperio; vem ella de longes éras; nos mercados do Oriente fazia-se esse deshumano commercio em grande escala, e nos paizes da Europa, e suas colonias os governos constantemente o autorisárão.

Os primeiros brados contra o trafego de escravos partirão dos Estados-Unidos, e forão lavrando pela Europa, de tal sorte que diversas nações (exceptuada todavia a Inglaterra), seguindo as pisadas dos Norte-americanos, começárão a publicar leis prohibitivas da escravidão. Limitárão-se, porém, as providencias então adoptadas pelas nações Européas a conferir a liberdade ao escravo que a ellas aportava; mas a propaganda dos philantropos dos Estados-Unidos foi por diante, e al-

cançou por fim que em differentes provincias da União se decretasse a extincção total, e immediata da escravidão.

Passárão-se estes factos entre os annos de 1780 a 1794, e é certo que ainda nesta ultima época a Grã-Bretanha repellia o Bill que vedava aos Inglezes o venderem escravos aos estrangeiros!

Treze annos depois (em 1807), e em consequencia, como dito é em outro lugar, dos herculeos esforços do venerando *Wilberforce*, apoiado por Pitt, e Fox, foi que a Inglaterra promulgou o Acto de prohibição do trafego de escravos; e sómente em 1838 resolveu proclamar a total abolição de escravidão em suas colonias, apezar de ter sido ella proposta por Buxton em 1823, aceita pelo governo em 1833, sob condição de um aprendizado de seis annos, e effectivamente executada em 1838 a esforços de Lord Brougham.

Dessa época data o ardor que ella principiou a manifestar para plantar tão generosa doutrina no seio de todos os povos do Universo, não attendendo, desde então, a nenhum motivo de alta conveniencia, quer em relação á industria agricola, quer concernente aos interesses do commercio, quer finalmente em relação ás condições de existencia, e á conservação de ordem publica, que esses povos porventura allegassem para abraça-la, mas com lentidão, prudencia, e sem abalo de seu bem estar.

Quanto ao Brasil, já historiámos, em artigos antecedentes, a marcha tenazmente seguida pela Grã-Bretanha para arrancar-nos extremas concessões, afim

de ser, sem dilação, abolido o trafego de escravatura; a Convenção de que ora tratamos constitue a sancção que o Brasil deu, depois de emancipado, ao sentimento philantropico, que deve animar a todas as nações christãs no tocante á abolição da escravidão. Esse Tratado, verdadeiro reflexo daquelle sentimento, e solução leal das promessas que fizeramos á Inglaterra quando ella acquiescêra, em 1825, a prestar-nos seus bons officios, e mediação perante o Soberano Portuguez para o reconhecimento da Independencia do Imperio, firmou, e adoptou os compromissos tomados por Portugal em 1815, e 1817, e converteu-se em lei do Brasil.

Desempenhado assim o pacto de honra que o Imperio contrahira com a Grã-Bretanha, e dado por essa fórma ás nações civilisadas garante de que o Brasil as acompanhava nas maximas humanas ácerca da abolição do commercio de escravos, resta perfunctoriamente demonstrar que o Governo brasileiro, lutando de um lado com os preconceitos da lavoura, e do commercio nacional, e do outro lado com a violenta pressão que a Inglaterra sobre elle continuadamente fazia a proposito da questão do trafego, mostrou-se sempre sincero nas vistas de fazer effectiva a extincção delle, como havia promettido em solemnes Tratados.

E, assim sendo, ficará igualmente provado que todos os desacatos que a Grã-Bretanha nos ha infligido, por semelhante motivo, forão filhos de uma politica vertiginosa, e tendêrão a estabelecer resenti-

mentos que só pelo volver dos tempos serão apagados.

Logo que pelas Convenções de 1810, 1815, e 1817 o soberano portuguez se comprometteu a extinguir *gradualmente* o trafego de escravos nos dominios de sua corôa, promulgou-se, como consequencia daquelles Accordos, a lei de 26 de Janeiro de 1818 (documento letra A), estabelecendo a pena de degredo para os importadores de escravos, a de confisco para a carga, e navios empregados nesse commercio, e concedendo outrosim a liberdade aos escravos importados.

E como desde logo correspondeu a Inglaterra a esta evidente prova dada pelo Principe Regente D. João para a extincção do trafego?

Seus cruzeiros, como dito é anteriormente, principiárão a fazer apresamentos de embarcações portuguezas nos proprios lugares da Costa d'Africa onde, pelos Tratados, fôra permittida a continuação do commercio de Africanos, dispondo a seu talante dos escravos assim capturados; sendo tanta e tão notoria a violencia então empregada contra a navegação, e commercio dos subditos de Portugal nos mares d'Africa, que pela Convenção de 21 de Janeiro de 1815 a Grã-Bretanha foi compellida a pagar a Portugal a somma de trezentas mil libras esterlinas, como indemnisação pelos prejuizos que os negociantes portuguezes havião soffrido com as tomadias illegaes de suas embarcações.

E nem foi só desta fórma que a Inglaterra, ao inverso de Portugal, desempenhava o pacto contra-

bido; tambem não cumprio ella por sua parte os artigos secretos daquelle Tratado, concernentes á efficaz coadjuvação que promettêra para a entrega de Olivença, e restauração dos limites do Brasil, ao norte, pelo Oyapoc; ahi está o Tratado de 1814, assignado em Pariz, a que já nos referimos antecedentemente, para testemunho de nosso asserto.

Declarada a Independencia brasileira, o Imperio, conforme fica expendido, restabeleceu como suas as clausulas dos Tratados de 1815, e 1817 sobre o trafego de escravos, e levou tão longe a sua manifestação de repugnancia pelo asqueroso commercio de carne humana que, pelo Tratado de 1826, no artigo 1º comminou as penas de *pirataria* aos seus subditos, que continuassem a traficar em Africanos, depois da época nelle marcada para a sua definitiva prohibição.

Ao direito de *visita*, e *busca*, em tempo de paz, nas embarcações suspeitas do trafego, annexou-se ainda a exorbitante concessão, de que fallamos; como se o trafego de escravos pudesse ser equiparado ao roubo no mar, como se esse trafego ameaçasse, porventura, o commercio maritimo de todos os povos, da mesma fórma que a *pirataria!*

Para que se possa devidamente avaliar o quilate da concessão que foi feita á Grã-Bretanha pela Convenção de 1826 relativamente á penalidade imposta aos importadores de escravos, soccorrer-nos-hemos á opinião insuspeita do eximio parlamentar inglez *Osborne*, o qual na sessão da Camara dos Communs de 15 de Julho do corrente anno, assim se expressou:

« Relativamente ao Brasil tem sido essa politica não só *tyrannica* para elle, mas tambem *damnosa* para a Inglaterra. Sem querer historiar agora todas as nossas transacções com o Brasil, posso dizer que sem duvida em consequencia da inanição das suas finanças e fraqueza do seu governo, esteve aquelle paiz desde 1822 até 1844 n'um estado tal que o trafego de escravos se fez em enorme escala; mas tambem estou prompto a sustentar que, desde a época em que o Imperio se tornou inteiramente independente, a sua politica tem sido sempre essencialmente contraria áquelle trafego. Ha um facto muito notavel, com o qual provarei esta minha asserção: é a chamada Convenção de 1826.

« Nesta convenção se incorporárão os tratados que tinhamos celebrado com Portugal, e em que se dava o direito de busca, e a faculdade de adjudicação por commissões mixtas. Mas além disto havia uma estipulação inteiramente sem exemplo, e tal que creio que nunca foi introduzida em tratado algum de trafego de escravos com outra qualquer potencia. E' ella que jaz no fundo de toda a má vontade que se tem originado no Brasil contra nós. Por essa clausula o governo brasileiro se obrigou a tratar como réos de *pirataria* os seus subditos que se envolvessem no trafego de escravos.

« Semelhante estipulação em outro nenhum tratado existe, e os Brasileiros, annuindo a ella, provárão que a sua politica era contraria ao trafego. Esteve esta clausula em vigor desde Março de 1830 até igual mez

de 1845, tornando-se então tão vehemente a opinião publica no Brasil contra o nosso exercicio de direito de busca, do qual o governo inglez *tão horrivelmente tinha abusado*, e tão forte o descontentamento popular, que o gabinete brasileiro se vio obrigado a notificar á Inglaterra que os antigos tratados portuguezes deixavão de continuar a ter applicação ao Brasil. »

A historia das injustiças da Grã-Bretanha em relação ao Brasil, por causa ou a pretexto da questão do trafego, resume-se perfeitamente no eloquente discurso do illustrado *Osborne*.

Não parou aqui, porém, a longa serie de testemunhos que o Brasil sempre deu no intuito de hostilisar o trafego de escravos.

Logo depois de 1826, e em satisfação da obrigação contrahida pelo artigo 1° da Convenção desse anno, publicou-se a Lei de 7 de Novembro de 1831, e o Decreto de 12 de Abril de 1832 (documentos letras B e C), libertando (a primeira) os escravos que entrassem nos portos do Imperio, applicando aos importadores as penas infligidas pelo Codigo aos que reduzem á escravidão pessoas livres, multando-os em certa somma por cada escravo trazido d'Africa, obrigando-os á reexportação, e finalmente dando outras providencias tendentes á extincção geral do referido commercio. O Decreto determinava os exames que se deverão fazer nas embarcações suspeitas de importarem escravos.

Ao passo, porém, que o Brasil dava, por esta ma-

neira, cumprimento aos tratados, a Grã-Bretanha repellia as reclamações feitas pelo nosso Enviado em Londres relativamente á captura das embarcações brasileiras empregadas no trafego quando era elle permittido, regeitava a proposta de se sujeitar essa questão ao juizo de uma Potencia amiga, e hesitava, ou antes recusava pagar as indemnisações a que tinhão juz os navios brasileiros julgados *más presas* pela commissão mixta de Serra Leoa, *visto*, accrescentava-se, *nenhuma duvida restar ao governo britannico de que taes navios se destinavão a uma empreza illegal, pelo que não tinhão direito á indemnisação decretada pela commissão mixta !* (1)

Mas nem por causa de taes injustiças deixou o Brasil de continuar a trilhar o caminho que lhe era indicado pela fidelidade ás Convenções que subscrevêra.

Para dar execução ao disposto na lei de 1831 sobre a reexportação dos escravos importados e sendo inexequiveis quaesquer ajustes com as autoridades africanas, recorreu o governo brasileiro a todos os meios, afim de fazer effectivo esse preceito.

Dirigio-se primeiramente á propria Inglaterra propondo-lhe que esses Africanos fossem recebidos na sua colonia de Serra Leoa. Lord Palmerston, então ministro de Estrangeiros, respondeu que annuiria á requisição do Imperio, pagando porém o governo brasileiro as despezas da manutenção desses escravos.

(1) Relatorios dos Negocios Estrangeiros de 1834 e 1835.

Pretendeu depois o Brasil reexportar os Africanos para a colonia denominada *Libéria*, pertencente aos Estados-Unidos; o governo desta Republica porém ponderou que essa colonia não pertencia ao Estado, mas era um estabelecimento, ou empreza particular.

Recorrendo o nosso Encarregado de Negocios aos administradores daquella sociedade, foi-lhe respondido que os escravos serião recebidos, mediante o pagamento de cincoenta pesos hespanhóes por cada um.

Afinal tratou o governo brasileiro de entrar em negociação com o de Portugal para a compra de um territorio nos seus dominios africanos, afim de ser nelle estabelecida a povoação dos escravos reexportados.

Todas estas diligencias, que patenteão o empenho com que o Imperio desejava extinguir o trafego, não podendo ser logo levadas a effeito, já pelas citadas difficuldades, e recusas, já pelas enormes despezas que semelhante estabelecimento na Costa d'Africa exigiria, levárão o governo brasileiro á indeclinavel necessidade de alugar os serviços dos escravos importados aos particulares, ou de emprega-los nos estabelecimentos publicos.

Os decretos de 29 de Outubro de 1834, e 19 de Novembro de 1835 (documentos D e E), estatuindo por um lado a maneira pratica da arrematação dos serviços dos Africanos livres, deu-lhes por outro lado todas as garantias pela inspecção que fôra nelles attribuida ao Curador desses Africanos, Curador expres-

samente creado pelos referidos Decretos para zelar na pontual execução dos ditos contratos de arrematação.

Em 1835, continuando o trafego, a despeito dos cruzeiros brasileiros, pela ganancia de diversos contrabandistas estrangeiros, que, principalmente, sob a bandeira portugueza, fazião em larga escala o commercio de escravos, propoz o Brasil a Portugal, Monte-Vidéo, Buenos-Ayres, Chili, e Perú a celebração de Tratados, cujo fim especial, e cujos esforços combinados tendessem á completa extirpação do trafego de escravos.

Attendendo a taes considerações, promulgou o governo portuguez um decreto, que foi communicado ao brasileiro, contendo disposições que contribuião a desanimar os traficantes: suggerio, porém, o governo brasileiro que, para tornar mais effectivas aquellas medidas, conviria determinar que a venda de embarcações brasileiras, e estrangeiras, que tivessem de passar ao dominio de subditos da nação portugueza, e navegar com a bandeira desta nação para a Costa d'Africa, se regulasse de modo que se excluisse a possibilidade de se empregarem em semelhante trafego.

Sempre soffrego de dar penhores de sua fé aos Tratados e de sua antipathia pelo trafego, subscreveu o governo brasileiro em 27 de Julho de 1835 os artigos addicionaes ao Tratado de 1826 propostos pelo Plenipotenciario britannico Henrique Fóx; é certo que esses artigos não forão afinal ratificados, mas culpa

teve o governo inglez de semelhante resultado, pois, demorando-se a approvação delles no corpo legislativo (2) deu-se o facto de serem detidas pelo cruzeiro britannico não poucas embarcações por suspeitas de se dirigirem ao trafego, as quaes forão relaxadas pela commissão mixta por se verificar que não erão empregadas nesse commercio; e essas capturas aconselhárão ao governo brasileiro toda a prudencia na aceitação dos referidos artigos, que, comquanto tivessem por objecto a abolicação do trafego, mostrara a experiencia que, pelo seu facil abuso, concorrerião para vexar, e opprimir o commercio licito dos subditos do Imperio.

Em 1840 e 1842, ainda prestou-se, de boa mente, o governo brasileiro a ouvir as reclamações inglezas para a factura de novos artigos repressivos do commercio de escravatura; tão exageradas, porém, forão as pretenções da Grã-Bretanha, tanto se encaminhavão ellas á completa ruina do commercio licito brasileiro, sem exceptuar o de cabotagem, que o Ministro respectivo vio-se forçado a repelli-las pelas notas de 8 de Fevereiro e 20 de Agosto de 1841, e de 17 de Outubro de 1842, não acquiescendo, por outro lado, o governo inglez a aceitar o contra-projecto que então fora offerecido pelo do Brasil, contra-projecto que conciliava os interesses de ambos os paizes. (3)

(2) Pela lei da Regencia de 14 de Junho de 1831 art. 20 § 1º, se determinou que quaesquer tratados e ajustes internacionaes feitos pelo Governo não fossem ratificados, sem a approvação da Assembléa geral.

(3) Eis como se exprime o Conselheiro Limpo de Abreu

As providencias do governo brasileiro para a repressão do trafego não se limitárão ao estabelecimento de cruzeiros, e á promulgação de leis coercitivas adequadas, estendêrão-se ellas á creação de sociedades de colonisação, que com effeito forão fundadas no Rio de Janeiro, e na Provincia da Bahia. Dirigindo-se essas associações a plantar no paiz o serviço livre, e chamando a emigração, fazião ellas, por outro lado, o grande serviço de ir paulatinamente dissipando as prevenções do agricultor brasileiro em relação ao futuro da lavoura, que elle considerava perdido com a extincção do trafego, pela falta de braços, mas que começou a antolhar-se-lhe melhorado á vista da chegada dos colonos. (4)

visconde de Abaeté no Protesto contra o Bill de 8 de Agosto, fallando de novos projectos offerecidos pela Inglaterra para a repressão do trafego: «—Se nenhuma destas negociações pôde concluir-se ou ratificar-se, foi porque o Governo Imperial vio-se collocado na alternativa, ou de recusar-se, máo grado seu, a taes negociações, ou de subscrever á *completa ruina* do commercio licito de seus subditos, que aliás deve zelar e proteger. A escolha não podia ser duvidosa... .»

(4) Com o mesmo fito se formou na côrte, em Julho de 1850, e por iniciativa dos Drs. França Leite, Burlamaque, coronel Miguel de Frias, e outros, a *Sociedade contra o trafego, e promotora da colonisação e civilisação dos indigenas.*

Além disso diversas brochuras se imprimirão pelos annos de 1834 a 1840 aconselhando toda a hostilidade ao trafego de negros; entre ellas citaremos a que tem o titulo—*Memoria analytica acerca do commercio de escravos, e acerca dos males da escravidão domestica.*

Foi esta *Memoria* publicada no anno de 1837, sob as iniciaes V. L. C. B., iniciaes que revelão o nome do autor brasileiro de muitas e importantes publicações.

Para o mesmo effeito de animar a colonisação, já havia o governo brasileiro promulgado anteriormente as Leis de 13 de Setembro de 1830, e 23 de Outubro de 1832, relativas, a primeira, á locação de serviços dos colonos, e a segunda, á autorisação concedida ao poder executivo para conceder cartas de naturalisação aos estrangeiros que as solicitassem.

Ainda uma demonstração do sincero desejo que animava o governo brasileiro para a abolição do trafego está na constante reclamação que elle fazia ás Camaras para que fosse reformada, e ampliada a lei de 7 de Novembro de 1831, cujas disposições não attingião completamente o fim a que se visava.

E pela sua parte o mesmo governo ia tomando medidas tendentes a reprimir o trafego, medidas que se achão esparsas em muitas outras paginas de nossa Collecção de leis.

Emquanto tal era o procedimento do governo brasileiro em relação á questão do trafego, não cessavão as violencias por parte do cruzeiro inglez contra as embarcações do Imperio, e no Relatorio dos Negocios estrangeiros de 1844 dava conta o Ministro competente ao parlamento de que diversos navios brasileiros suspeitos daquelle commercio, tendo sido capturados pelas esquadras inglezas, havião sido levados para as Colonias de Demerára, e Cabo da Boa Esperança, em vez de serem sujeitos ao julgamento das commissões mixtas, a quem competia o conhecimento de taes presas!

Desta feição era a sinceridade com que a Grã-Bretanha cumpria os tratados existentes!

Corrião as cousas por este modo, quando pela nota de 12 de Março de 1845 (5) communicou o Ministro dos Negocios Estrangeiros do Brasil ao da Grã-Bretanha que findos erão os quinze annos, durante os quaes, se-

(5) Rio de Janeiro.— Ministerio dos Negocios Estrangeiros, em 12 de Março de 1845. Completando-se amanhã 13 do corrente mez de Março de 1845 os quinze annos, durante os quaes, segundo as convenções entre o Brasil e a Grã-Bretanha sobre a abolição do trafego de escravatura, continuava ainda em vigor a convenção de 28 de Julho de 1817; cessando por conseguinte desde esse dia o direito de visita, e de busca, e todas as outras estipulações contidas na referida convenção de 28 de Julho de 1817, artigos addicionaes, instrucções, e regulamentos annexos, o abaixo assignado do Conselho de S. M. o Imperador, Ministro, e Secretario d'Estado dos Negocios Estrangeiros, recebeu ordem do Mesmo Augusto Senhor para communicar ao Sr. Hamilton Hamilton, Enviado extraordinario, e Ministro plenipotenciario de S. M. Britannica, que, attendendo-se a que, por intelligencia das Duas Altas Partes Contractantes, concordou-se em dar o espaço de seis mezes aos navios brasileiros empregados no trafego para se recolherem livremente aos portos do Imperio, uma vez que tivessem deixado as costas d'Africa, até o dia 13 de Março de 1830, em que, segundo a Convenção de 23 de Novembro de 1826, cessava completamente esse trafego, o Governo Imperial não duvidará concordar que as commissões mixtas brasileiras, e inglezas, estabelecidas nesta côrte, e em Serra Leôa, continuem ainda por seis mezes, que acabarão em 13 de Setembro deste anno, para o unico fim de concluirem os julgamentos dos casos pendentes, e daquelles que por ventura tenhão occorrido até o referido dia 13 de Março do corrente anno.

O abaixo assignado aproveita a opportunidade para renovar ao Sr. Hamilton Hamilton, as expressões da sua perfeita estima, e distincta consideração.— *Ernesto Ferreira França.*

gando as Convenções entre o Brasil, e a Inglaterra para a abolição do trafego de escravatura, devêra vigorar o Tratado de 28 de Julho de 1817, artigos adcionaes, e regulamentos respectivos, cessando por conseguinte, por esse facto, o direito de visita, e busca, e outras estipulações da referida Convenção.

Contestada indirectamente a justiça das apreciações do Ministro brasileiro pela nota do Plenipotenciario inglez, datada de 23 de Julho seguinte, toda ella fundada em um inexacto historico da questão do trafego, e em argumentos especiosos, que mal encobrião o despeito do governo inglez, que ainda em Abril do referido anno, quando já era expirado o prazo da duração das clausulas da Convenção de 1817, sanccionada pela de 1826, expedia instrucções ao commandante do brigue inglez *Grecian* para visitar os navios brasileiros suspeitos de se empregarem no contrabando de Africanos, o que foi assumpto da nota do governo imperial de 2 de Julho de 1845 (6), teve execução a ameaça enxertada na referida nota (7), com a promul-

(6) Nesta importante nota vem transcripta a integra da ordem dada, em 9 de Abril de 1845, pelo almirantado britannico para a suppressão do trafego de escravos, feito em embarcações brasileiras.

(7) Eis as expressões ameaçadoras da citada nota: « Isto posto, o abaixo assignado se acha autorisado a observar que o governo de S. M. Britannica nada mais tem a fazer, em virtude da Convenção de 23 de Novembro de 1826, se não que se dê inteira execução ás estipulações do artigo primeiro daquella Convenção. Elle esperou até o derradeiro momento que o

gação do famoso—*Bill de 8 de Agosto de 1845*—(documento letra F), *sujeitando os navios brasileiros que fizessem o trafego de escravos ao alto tribunal do Almirantado, e a qualquer tribunal do Vice-almirantado dentro dos dominios de S. M. Britannica.*

Ao Bill de 8 de Agosto não oppozemos largas considerações; o Protesto (documento letra G) datado de 22 de Outubro daquelle anno, elaborado, e subscripto pelo illustrado Conselheiro Limpo de Abreu, hoje Visconde de Abaeté, é a resposta mais categorica, e eloquente que se poderia dar ao governo inglez, demonstrando-se por esse protesto que, se o dito governo teve, para promulgá-lo, o direito da força, do nosso lado ficou, para repelli-lo victoriosamente, a força do direito.

O protesto de 22 de Outubro não obteve resposta, e, se esse procedimento a alguns se affigurará porventura o soberbo desdem da nação poderosa contra o Estado fraco, enxergarão outros nelle, com maior razão, a impossibilidade de redarguir á logica de seus argumentos, ou a confissão da illegalidade com que semelhante Bill fôra decretado.

governo brasileiro, renovando, e ampliando as estipulações existentes entre os dous paizes, offerecesse á Grã-Bretanha alguns outros meios pera se conseguir, de commum accordo, o fim que por ella se teve em vista, mas infelizmente isto não aconteceu, e o vigor, e bom exito com que ora se faz o commercio de escravos sob a bandeira brasileira, não deixão ao governo britannico nenhum outro meio, *se não o de appellar para os direitos e deveres* que tem Sua Magestade pelo artigo primeiro da sobredita Convenção.... »

A cerebrina interpretação dada pelo governo inglez ao art. 1° do Tratado de 1826 (que originou o Bill de 1845) cahe diante do bom senso, e dos proprios factos.

A nenhuma nação regularmente organisada, e conscia das regalias inherentes á sua soberania, passaria pelo espirito o delegar a outra a attribuição de registrar os navios de seus subditos, sem prévio, e mutuo ajuste, sujeita-los ao julgamento de seus tribunaes, e impôr-lhes a pena destinada aos piratas.

E', pois, bem visto que todas as disposições do referido artigo dizem respeito ao governo brasileiro, ou, por outra, exprime elle que, expirado o tempo da Convenção, assistia-lhe o direito, e corria-lhe o dever de promulgar uma legislação propria, na qual se inserisse a penalidade de pirataria para aquell s de seus subditos que se occupassem no trafego de escravos. E os factos ahi estão para comprovar a procedencia do asserto que expendemos; é a propria Inglaterra quem no-los ministra, quando, conscia de que o art. 1° da citada Convenção não lhe conferia as faculdades que ora se arroga, nos convidava desde 1834, e ainda depois de 1845, a ultimar novos ajustes coercitivos do trafego; é ainda a mesma Inglaterra quem nos fornece os argumentos para debellar a exagerada pretenção do seu Bill, quando em 1841, celebrando com a França, a Austria, a Prussia, e Russia o Tratado de 20 de Dezembro, pelo qual as cinco Potencias se obrigárão a declarar pirataria o commercio de escravos da Africa, concordou, comtudo, em um de seus artigos que o processo respectivo corresse perante os tribunaes

do paiz a que pertencessem os implicados no crime de trafego de escravos, e por elles, e por suas leis fossem julgados; é ainda a Inglaterra quem nos dá as armas para combatê-la em tão inaudita pretenção, pois baldado tem sido o seu empenho perante as nações da Europa e d'America de arrancar-lhes a faculdade de, por sua propria autoridade, applicar a subditos estranhos empregados no trafego a pena de pirataria (exemplo, os Tratados com o Chile, Venesuela, Bolivia, Texas, Mexico, Republicas Argentina, do Uruguay, e outros Estados).

E a prova de que tal deve ser a intelligencia do art. 1º daquella Convenção, nós não a queremos fundada sómente na opinião de nossos Estadistas, citaremos a dos altos magistrados da Grã-Bretanha.

O celebre juiz inglez Lord Stowell, referindo-se á condemnação de um navio francez, exigia: «—o concurso de todas as nações civilisadas, ou uma Convenção geral que declarasse pirataria o trafego de escravos, para que a Inglaterra pudesse exercer a autoridade que se arroga a respeito dos navios brasileiros.—»

Sir Thomas Wilde, Lord grande Chanceller, foi igualmente adverso á adopção do Bill de 1845:

«— Fazia opposição á medida, dizia elle, fundado em que o governo britannico dava uma errada intelligencia ao art. 1º da Convenção de 1826; elle proprio entendia ser o verdadeiro sentido desse artigo—que o governo do Brasil ficava por elle obrigado a declarar, *por lei particular* do Imperio, que o trafego de escra-

vatura africana ficava sendo pirataria ; e que,se o faltar o governo do Brasil a isso podia dar á Inglaterra motivo de guerra, não podia conferir á mesma Inglaterra o direito de impôr, por sua propria legislação particular, as penalidades de pirataria ás embarcações brasileiras empregadas no trafego ; e declarou que, a passar semelhante lei, praticava a Inglaterra *contra um Estado fraco* o que não ousava fazer *contra uma nação poderosa.*—»

De accordo com esta excellente opinião andou ainda a alta magistratura britannica no processo dos dous navios *Echo* e *Felicidade*, sanccionando a intelligencia dada pelo governo imperial ao art. 1° do Tratado de 23 de Novembro de 1826. (3)

E nem só o direito de soberania, nem só os factos adduzidos do proprio proceder da Inglaterra no assumpto vertente, nem só o valioso testemunho de seus magistrados, e tribunaes, são uniformes em fulminar as excentricas disposições do Bill de 8 de Agosto. Lord Palmerston, e Lord Aberdeen, este o autor daquelle Bill, e aquelle o melhor sustentador delle, depoem elles proprios contra o arbitrio daquella legislação.

Escrevendo ao governo do Hayti, dizia Lord Palmerston em 1840 :

« — Em tempo de paz nenhum barco pertencente a um Estado tem o direito de registrar, dar busca, e deter

(3) Relatorio do Ministerio dos Negocios Estrangeiros do anno de 1847.

navios que fação sua rota debaixo do pavilhão, ou pertencente a outra potencia, sem permissão dada (como é costume geralmente adoptado) em tratados, e se os cruzeiros do Hayti estorvarem a marcha, derem busca, e detiverem navios mercantes, que navegarem debaixo da bandeira, ou pertencentes a outra potencia, *ainda que taes navios estejão effectivamente empregados no trafego de escravos*, a potencia a que elles pertencerem tem justo motivo de exigir satisfações, e reparações do Hayti, salvo se previamente tiver-lhe dado permissão para isso em convenções, e tratados. — »

Lord Aberdeen commungava igualmente identicos principios, porquanto na sua nota de 13 de Outubro de 1841 dirigida a Stevenson, ministro dos Estados-Unidos, expressava-se desta fórma:

« — O uso do direito de visita, e busca, em tempo de paz, quando não concedido por tratados, é uma infracção do direito das gentes, e um attentado contra a dignidade, e independencia nacional. »

E a despeito de tão esclarecida doutrina, solemnemente apregoada por Lord Palmerston, e Lord Aberdeen, o Bill de 1845 autorisou o registro, busca, detenção, captura, e confisco dos barcos brasileiros, em proveito do governo britannico, o seu julgamento, condemnação, e adjudicação pelos tribunaes inglezes, e a prisão, e punição dos subditos brasileiros encontrados a bordo de taes embarcações ! !

Não obstante este pronunciamento da parte de importantes membros do parlamento britannico, e de

elevados funccionarios da magistratura, as violencias contra o Brasil recrudescêrão; e se logo depois da promulgação daquelle Bill as operações dos cruzadores britannicos limitárão-se ao alto mar, perto das costas do Imperio, em seguida, em Abril de 1850, os vasos de guerra inglezes tiverão ordem de fazer presas *nas aguas e portos do Brasil!* (9)

Já em época em que o espirito deve estar mais calmo, e em que o commercio de escravatura se acha felizmente extincto, só, e exclusivamente pelos cuidados do Brasil, é preciso todavia grande esforço de vontade, e resignação, para que o escriptor brasileiro, evocando taes recordações, modele a sua linguagem pela bitola da maior circumspecção, e procure abafar, dentro em seu peito, os assomos de indignação, que a reminiscencia de taes attentados naturalmente faz brotar.

(9) No Relatorio dos Negocios Estrangeiros do anno de 1851 se depara com a luminosa discussão que em defesa do bom direito, e soberania do Brasil foi brilhantemente sustentada pelo Ministro Paulino José Soares de Souza, actual Visconde de Uruguay, contra as exageradas pretenções do governo inglez, o qual, estribado, sem fundamento, no art. 1º do Tratado de Novembro de 1826, arrogára-se arbitrariamente a faculdade de perseguir os navios empregados no trafego, nos mares territoriaes, e mesmo dentro dos portos do Imperio; em contravenção, como mui bem se allega na nota de 31 de Janeiro daquelle anno, do art. 2º das Instrucções annexas á Convenção addicional de 1817, e do art. 3º § 4º da proposta que, por ordem de Lord Palmerston, apresentou lord Howden ao governo imperial, para a repressão do trafego, em 21 de Dezembro de 1847.

As maiores tropelias forão por este tempo perpetradas pelo cruzeiro inglez contra os navios brasileiros ; erão estes capturados á vista do alcance das fortalezas, e até dentro dos proprios portos, depois, e attenta a difficuldade de os conduzir á Serra Leôa, ou outra paragem de dominio britannico, se os incendiavão em frente das costas do Brasil, como imprestaveis, servindo *uma taboa* arrancada a esses navios para corpo de delicto no processo de sua innavegabilidade ! Aprezavão-se embarcações empregadas no commercio de porto a porto do Imperio, porque conduzião escravos ladinos para serem vendidos em diversa provincia.

As povoações de nosso litoral pequenas, e indefesas, erão assaltadas pelos escaleres inglezes tripolados de homens armados, e as casas de seus pacificos habitantes visitadas, e varejadas ; e, se algumas vezes os commandantes das fortalezas brasileiras atiravão contra o cruzeiro inglez, que entrava dentro do porto, e delle arrancava navios nacionaes, estrondosa celeuma levantava-se contra a autoridade militar que não pudera soffrer impassivel o insulto irrogado á soberania do paiz ! (10)

(10) O governo inglez levou tão adiante suas exigencias que pela nota de 13 de Janeiro de 1851, o Plenipotenciario britannico Hudson requisitava do Ministerio brasileiro a expedição de ordens— *para que as fortalezas do Imperio não fizessem fogo nos barcos de guerra britannicos que, para repressão do trafego, entrassem em seus portos, e bahias.*

A tão desusada, e audaz reclamação retorquio vigorosamente o Visconde de Uruguay, pela sua nota de 28 daquelle

Os proprietarios ou interessados na tomadia (11) das embarcações não tinhão meio algum de defesa, nem podião evitar condemnações iniquas, fulminadas por tribunaes estrangeiros em distantes territorios, e á sua completa revelia (documento letra H).

Por uma perfeita inversão das idéas ou dos vocabulos, arrogava-se a Grã-Bretanha o direito de impôr as penas de pirataria aos importadores de escravos, ella que, aprezando, incendiando, e julgando discricionariamente da propriedade alheia, fazia lembrar, com tal conducta, o vandalismo argelino. (12)

mez, e anno nos seguintes termos: « — Se o pedido do Sr. Hudson se refere a casos semelhantes aos de Paranaguá, e Guarapary, isto é, a casos em que navios de guerra britannicos venhão, sem o menor direito, exercer actos de jurisdicção em territorio do Imperio, *não póde o governo imperial expedir semelhantes ordens*, porque ellas importarião o reconhecimento do direito, da parte do governo de S. M. Britannica, para assim proceder. *Esse pretendido direito o Brasil o contesta, protesta contra elle, não havendo calamidade, que não prefira ao seu reconhecimento* »

(11) No curto periodo decorrido de Agosto de 1849 a Maio de 1851, forão, pelo cruzeiro inglez, *tomados, destruidos, e condemnados*, na fórma do *Bill-Aberdeen*, *noventa* embarcações empregadas, ou suspeitas de empregarem-se no trafego de escravos. Em um mappa annexo ao Relatorio dos Negocios Estrangeiros de 1851, se designão esses navios pelos seus nomes, o de seus mestres, e proprietarios.

(12) A este respeito fundamo-nos tambem na opinião de *Osborne*, que assim expressou-me ultimamente no parlamento inglez :

« — O protesto (refere-se ao protesto de Outubro de 1845, do Visconde de Abaeté) foi tratado como o nosso governo trata todos os protestos que não vêm apoiados por *artilharia*

E, entretanto, quaes os lucros que o governo inglez colheu em proveito da extincção do trafego, perpetrando taes violencias? Porque seu cruzeiro, quasi em frente dos portos d'Africa, ou singrando no litoral do Brasil, foi impotente para vedar a introducção dos escravos?

A razão é obvia. As violencias do cruzeiro inglez plantárão no Brasil uma reacção inversa da que se devêra desejar: o espirito publico, resentido dos ataques á independencia da nação, presuppunha o governo do paiz sob a pressão da Grã-Bretanha, e a essa pressão attribuia as medidas que tomava para a repressão do trafego, conjecturando, além disso, que os esforços da Inglaterra para acabar com o commercio de escravos tendião a fazer definhar a nossa lavoura, em vantagem da das colonias britannicas; por outro lado, os rapaces contrabandistas, explorando estas erradas apprehensões dos lavradores brasileiros, demandavão, ousados,

raiada. Não contente com a lei (Bill-Aberdeen) como até então era executada, atacando os nossos cruzadores os navios brasileiros sómente no alto mar, o nobre Lord (Palmer-ston) ordenou em 1850 ao nosso cruzeiro que levasse ainda mais longe as suas operações, capturando os navios suspeitos mesmo dentro dos portos, e nas aguas brasileiras. Dous annos durou este systema, creando no Brasil grande odio aos Inglezes.

« Conseguiriamos com esta *pirataria legal* exterminar o trafego? Os *Brasileiros erão muito oppostos* a este trafego, pois chamo a attenção da camara para o facto de ser elle feito por capitalistas, e aventureiros estrangeiros, pela maior parte americanos, hespanhóes e portuguezes, e em alguns casos, ao menos assim se disse, por negociantes de Liverpool....

as costas do Imperio, e nellas despejavão innumeros carregamentos de Africanos boçaes, aos quaes achavão prom| ta, e lucrativa sahida.

Mas o governo brasileiro, protestando constantemente contra os desacatos da Grã-Bretanha, e usando de toda a calma, mas de conveniente energia, na discussão dos factos pendentes, não se olvidava, por outra parte, de seus deveres, e foi em consequencia da lealdade com que os sabia cumprir que iniciou, e fez adoptar no parlamento, a Lei de 4 de Setembro de 1850 (documento letra I, cujo art. 4° assim estatue :

« A importação de escravos no territorio do Imperio fica nelle considerada como *pirataria*, e será punida *pelos seus tribunaes* com as penas declaradas no art. 2° da Lei de 7 de Novembro de 1831. »

Esta disposição era o complemento do art. 1° do Tratado de 1826, e foi de accordo com a intelligencia que o Brasil constantemente dera ao referido artigo.

Além daquelle vigoroso preceito, outras disposições igualmente salutares, e severas, comprehende a Lei de 4 de Setembro, taes como o confisco das embarcações, e carga dos navios negreiros, os premios aos captores, o tratamento dos Africanos libertados, por conta e protecção do Estado, *abolida a praxe de se conceder seus serviços a particulares*, as fianças prestadas pelos negociantes que commercião com a costa d'Africa, e finalmente o julgamento das tomadias, e declaração da liberdade dos escravos apprehendidos pelo tribunal maritimo em primeira instancia, e por appellação para o Conselho de Estado, removida assim a decisão dos

processos relativos ao trafego dos tribunaes ordinarios do Imperio para juizos especiaes, de todo o criterio, e independencia.

As providencias da Lei de 4 de Setembro forão reforçadas, e desenvolvidas pelos Decretos de 14 de Outubro, e 14 de Novembro do mesmo anno (documentos letras K e L).

A Lei de 4 de Setembro, se, por um lado, convencendo a população de que o governo, ao inverso de adoptar a intelligencia dada pela Inglaterra ao art. 1° da Convenção de 1826, e de subscrever as doutrinas do Bill de 8 de Agosto, tomava elle a iniciativa no julgamento, e punição dos subditos do Imperio importadores de Africanos, reagio no sentido de coadjuvar efficazmente a sua execução, e as medidas de administração ; por outro lado, armando o governo de meios energicos de punir aos contrabandistas, levou o exterminio, e o desanimo ao seio de suas fileiras. Muitos delles, liquidando-se, forão habitar outros paizes, e grande numero, perseguidos pela justiça publica, ou se evadirão para fóra do Imperio, afim de subtrahirem-se á punição, ou forão effectivamente castigados pelos Tribunaes.

Cabe, neste momento, á justiça da historia o dizer que aos esforços do Conselheiro Eusebio de Queiroz foi devida em maxima parte a aniquilação do trafego ; affrontando immensos compromettimentos, jogando nos azares dessa questão, que entendia com bastantes interesses, a mais solida, e bem fundada popularidade, o Conselheiro Eusebio de Queiroz, visan

do sómente o bem publico, foi inexoravel contra os continuadores, ou patronos do commercio de escravos, e tão resolutamente se houve nesse empenho, ajudado pelas disposições da lei de 4 de Setembro, que em 1851, ou 1852, assim o reconhecia Lord Palmerston fallando ao parlamento, nas seguintes palavras:

« — Com o Brasil *cooperamos* agora no grande objecto da repressão do trafego, e esse objecto *foi conseguido tão plenamente* que, ao passo que em annos anteriores o numero de escravos importados montava de 15 a 17,000, o numero dos importados no anno passado desceu a menos de 3,000, dos quaes muitos forão apprehendidos pelo governo brasileiro, para serem por elle emancipados. »

A' parte a *cooperação ingleza* de que trata Lord Palmerston, exactas são as apreciações com que entretivera o parlamento britannico.

Foi tambem por esse tempo que o Ministro brasileiro dos negocios estrangeiros proferia perante o corpo legislativo as seguintes expressões:

« — O trafego continúa a ser perseguido com vigor, e acha-se quasi extincto. E, se o teimoso atrevimento de alguns especuladores, nos quaes a avidez do lucro afoga todo o sentimento nobre, continuar a embaraçar a tarefa que nos impuzemos, se a experiencia convencer afinal que as medidas adoptadas ainda não são sufficientes para cohibi-los, é de esperar que o vosso patriotismo armará o governo de meios ainda mais energicos, e vigorosos do que aquelles de que hoje dispõe.

« Não ha de tolerar certamente que alguns indignos especuladores impeção a perfeita conclusão de uma obra em que os poderes do Estado se empenhárão, e que a opinião geral hoje quer, e applaude. »

Dissemos que veridicas erão as palavras de Lord Palmerston, ácerca da diminuição na importação de escravos boçaes depois de 1850: o quadro que abaixo se lê perfeitamente o testemunha:

ANNOS.	AFRICANOS.
1842.	17,435
1843.	19,095
1844.	22,849
1845.	19,453
1846.	50,324
1847.	56,172
1848.	60,000
1849.	54,000
1850.	23,000
1851.	3,287
1852.	700

Prova mais este quadro a verdade do que acima expendemos; *primo*, que nos annos das maiores perseguições do cruzeiro britannico, de 1844 a 1849, o trafego floresceu, sem dar-se conta do Bill de 8 de Agosto, nem das invasões nos portos, e enseadas brasileiras: *secundo*, que esse deshumano commercio fôra só, e exclusivamente aniquilado pelo governo brasileiro, desde que se o dotára com uma lei propria para debela-lo, lei que aliás achou apoio no paiz, que na sua promulgação, como o dissemos, vira o

protesto mais formal contra aquelle Bill, e outras exageradas pretenções da Inglaterra, que tinhão em fito sujeitar o julgamento dos subditos brasileiros, accusados de fautores do commercio illicito, aos tribunaes britannicos.

Então, inda que tarde, foi reconhecida, não na extensão que o devêra ser, a sinceridade com que o Brasil repellia o trafego, pois pela nota de 11 de Junho de 1852 (13) a legação ingleza communicou ao mi-

(13) Nota da Legação de S. M. Britannica ao Governo Imperial.

« Legação de S. M. Britannica, 11 de Junho de 1852.

« Senhor.— Recebi instrucções do principal Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros de Sua Magestade para informar a V. Ex. que o Governo de Sua Magestade expedio ordens determinando que o procedimento dos cruzeiros Britannicos em virtude dos Actos do Parlamento, de Agosto de 1839 e Agosto de 1845, continue agora sómente em alto mar, e não dentro dos limites territoriaes do Imperio do Brasil.

« Cumpre-me declarar mais a V. Ex. que o Governo de Sua Magestade foi induzido á suspender as ordens que havião sido dadas em 1850, autorisando os cruzeiros de Sua Magestade *para fazerem capturas dentro das aguas do Brasil*, á vista de informações que julguei do meu dever dar ao Governo de Sua Magestade ácerca dos esforços do Governo do Imperio para obter a repressão do trafico de escravos, e do facto que a importação de Africanos no Brasil tem grandemente diminuido durante o ultimo anno: mas devo ao mesmo tempo accrescentar que a execução destas ordens fica suspensa sómente emquanto o trafico de escravos no Brasil fôr effectivamente reprimido, e que será necessario pôl-a de novo em vigor, se os traficantes puderem renovar as escandalosas violações do Tratado de 1826, e da lei do Brasil, que obrigárão o Governo de Sua Magestade a expedir as ordens de que se trata.

nisterio brasileiro que havião sido expedidas ordens aos cruzadores britannicos para que perseguissem os navios negreiros sómente no alto mar.

Não consignamos este incidente como demonstração de favor que porventura nos outorgasse a Grã-Bretanha, quando constantemente lhe recusaramos a faculdade, que tomára a si, de fazer a policia de nossas costas ; indicamo-lo apenas como o reconhecimento por parte da Inglaterra, da verdade relativa ao empenho com que o Imperio tratou da repressão desse illicito commercio, e como o mais ousado *specimen* da arrogancia com que essa nação confessava, perante o mundo, que havia arrancado de dentro de nossos portos, e assaltado em nossos mares territoriaes, a navios suspeitos de empregarem-se no contrabando de escravos !

De 1853 a 1856, data do ultimo desembarque de Africanos no Imperio, apenas houverão os dous de Serinhaem, e S. Matheus (este tentado pela Escuna americana *Mary Smith*, E' certo porém que os escravos desembarcados em Serinhaem, e os apprehendidos no

« Em conclusão, tenho prazer em exprimir ao Governo Imperial a verdadeira satisfação que sente o Governo de Sua Magestade por estar informado da grande diminuição do trafico de escravos, e dos sinceros, e efficazes esforços que o Governo Imperial tem empregado para a sua repressão, e que o Governo de Sua Magestade os considera como um penhor da firme resolução em que está de cumprir para o futuro o Tratado de 1826.

« Aproveito-me d'esta occasião para renovar a V. Ex. a segurança da minha mais alta consideração e estima.— A S. Ex. o Sr. Paulino José Soares de Souza.— *Henry Southern.* »

navio *Mary Smith*, cujo numero total orçava por 512, mais ou menos, forão todos capturados, apezar de internados, parte dos primeiros, nas matas de Pernambuco, com excepção de *quatro*.

Quando em 1853 um distincto Secretario de Estado dos Negocios da Justiça, o Conselheiro Souza Ramos, dirigindo-se ao parlamento, lhe aconselhava a necessidade de completar-se o systema de repressão adoptado pela lei de 4 de Setembro de 1850, ampliando-se a competencia do juizo particular incumbido aos Auditores de Marinha para julgar os crimes do trafego, e annexando-se, bem assim, outras providencias, que cortassem ao contrabandista de Africanos, por mais elevada que fosse a sua posição, toda a esperança de impunidade, presto as Camaras brasileiras attendêrão aos reclamos do governo, promulgando a Lei de 5 de Junho de 1854 (documento letra M).

A consciencia da verdade, e a força dos factos, foi então tão poderosa que obrigou Lord Palmerston a confessar perante o mundo a injustiça dos procedimentos da Inglaterra quando insinuava a Lord Howden, Ministro em Madrid, que declarasse ao governo hespanhol: — que a alta administração do Brasil tinha obtido do parlamento uma lei mais rigorosa, declarando — *pirataria* — o trafego de escravatura; tinha promulgado regulamentos detalhados que offerecião novas, e importantes facilidades para serem punidos os delinquentes, tinha capturado navios negreiros, destruido barracões do trafego, e apprehendido negros novamente importados, tinha feito

processar, condemnar, e punir individuos implicados no crime de reduzir á escravidão pessoa livre, e havia posto em exercicio o poder, que a lei lhe confere, de expellir estrangeiros, banindo alguns Portuguezes conhecidos por traficantes incorrigiveis.— E accrescentava: — não póde haver duvida razoavel de que, a continuar este systema com energia por mais um anno, o trafego de escravos para o Brasil ficará quasi de todo extincto.—

Insinuava mais Lord Palmerston a Lord Howden que aconselhasse ao governo da Hespanha a adopção das medidas, e da legislação brasileira de 1850.

O bem combinado plano do governo brasileiro para reagir contra as ousadas pretenções dos contrabandistas estendeu-se ainda á outras providencias.

Com grande dispendio estabelecêrão-se Estações navaes por toda a costa do Imperio, e os vasos de guerra a ellas pertencentes, em activo cruzeiro, navegavão constantemente entre os diversos portos de seu districto para vigiar o contrabando de Africanos.

A reacção do espirito publico desfavoravel á escravidão manifestava-se ainda pelas constantes alforrias dadas em praça a captivos que erão a ella levados para serem vendidos, e que pela sua tenra idade, ou outras circumstancias chamavão a philantropia dos espectadores; sociedades se formárão para a emancipação, em tempo dado do anno, de certo numero de escravos, e pessoas importantes erão inscriptas nessas sociedades; discursos eloquentes (14) se pronunciavão

(14) Referimo-nos ao eloquente discurso pronunciado pelo

perante os Institutos applaudindo a cessação do trafego, e saudando, com jubilosa esperança, a época da abolição da escravidão; e no parlamento apresentavão-se projectos com o fito de adoçar, e melhorar a sorte dos escravos. (15)

Da colonisação não se olvidára o governo, já estabelecendo nucleos por sua conta, já favorecendo com grandes sommas as Colonias dos particulares. Para attesta-lo ahi estão as provincias do Espirito-Santo,

nosso talentoso compatriota o Dr. Perdigão Malheiro, na sessão magna do Instituto dos Advogados Brasileiros, no anno de 1863. E desse importante trabalho não nos podemos esquivar ao desejo de transcrever, nesta nota, o seguinte periodo final:

« — As gerações que nos hão de succeder bem dirão tão meritoria resolução (refere-se a abolição da escravidão); e a Bondade do Altissimo desceria como o orvalho creador sobre a terra, ora abrasada pelo suor e lagrimas do escravo; só então nossa bella patria seria verdadeiramente feliz.

(15) Reportamos-nos ao projecto do illustre senador Silveira da Motta, o qual, sendo apresentado na sessão do senado de 9 de Maio de 1862, foi definitivamente adoptado na sessão de 12 de Junho do mesmo anno.

Pelas disposições do dito projecto prohibem-se as vendas de escravos debaixo de prégão, e exposição publica; substituem-se as praças judiciaes de escravos, por propostas escriptas ao Juiz para a sua arrematação; veda-se que na venda de escravos feita particular, ou judicialmente se separe o marido da mulher, e o filho (sendo menor de 21 annos) do pai ou mãi; concede-se ao Juiz do inventario, em que não houverem ascendentes, ou descendentes a faculdade de dar carta de alforria ao escravo que exhibir o preço de sua avaliação; e dá outras providencias sobre o mesmo assumpto.

Minas, Rio de Janeiro, S. Paulo, Santa Catharina, Paraná, e S. Pedro do Sul. (16)

(16) O estado da colonisação entre nós, se não tem attingido o gráo de desenvolvimento que era de desejar, todavia apresenta um aspecto lisongeiro, assim o indica o quadro seguinte:

COLONIAS DO GOVERNO

PROVINCIA DE SANTA CATHARINA	
Blumenau	2,058
Itajahy	833
Theresopolis	1,282
Vargem Grande	1,016
Total	5,189
PROVINCIA DO PARANA'	
Assunguy	85
Theresa	312
Total	397
PROVINCIA DE S. PAULO	
Cananéa	67
PROVINCIA DE MINAS	
Mucury	491
PROVINCIA DO ESPIRITO-SANTO	
Santa Isabel	801
Santa Leopoldina	1,130
Rio-Novo	433
Total	2,364
PROVINCIA DE S. PEDRO DO SUL	
Santa Cruz	3,767
S. Angelo	508
Nova Petropolis	612
Total	4,887

Para auxiliar o desenvolvimento da colonisação confeccionou-se a lei de 18 de Setembro de 1850, mandada executar pelo Decreto de 30 de Janeiro de 1854, pela qual, além de outras medidas, estabeleceu-se uma repartição propria com a denominação de — Repartição das terras publicas —, a fim de occupar-se exclusivamente daquelle assumpto, creando-se outrosim nas Provincias, Delegacias, ou Filiaes da

COLONIAS AUXILIADAS PELO GOVERNO

D. Francisca (Santa Catharina)	4,172
Santa Maria da Soledade (S. Pedro do Sul)	1,403
S. Lourenço (idem)	213
D. Pedro II (Minas)	1,239
Total	7,027

Uma população, pois, de 20,422 colonos tem nestes ultimos annos affluido para o Imperio.

Além das colonias propriamente do Governo, e das auxiliadas pelo thesouro, ha bastantes nucleos coloniaes de particulares; entre estes citaremos a importante *Colonia Vergueiro*, situada em S. Paulo, que conta uma população talvez de 1,000 almas, afóra outras na mesma provincia, e nas do Maranhão, Santa Catharina, e S. Pedro do Sul, orçando o total dellas, até o anno de 1860, em cerca de 6,000 habitantes.

Quanto ás operações da Sociedade Central de Colonisação, no Relatorio do respectivo Presidente do anno de 1863, lê-se o seguinte:

« — Apezar dos obstaculos com que a Associação ha lutado desde a sua instituição, tem ella introduzido no paiz 5,903 colonos. Isto é bem pouco certamente, mas só quem segue passo a passo a marcha de emprezas desta ordem, quem apalpa as asperezas das difficuldades com que ellas lutão, sobretudo se a má fé, e a intriga se dão as mãos para guerrea-la é que póde bem avaliar a importancia de taes serviços. »

dita Repartição; deu-se todo o apoio á Sociedade central de colonisação inaugurada na capital do Imperio, e que tinha a seu cargo supprir aos agricultores de colonos idoneos ás suas lavouras; abrio-se pelo Decreto de 4 de Outubro de 1856 um credito de seis mil contos para despezas com o serviço da emigração, e da colonisação, e finalmente promulgou-se a lei de 11 de Setembro de 1861, providenciando sobre os casamentos acatholicos, e direitos civis resultantes delles.

Tratemos agora da questão da emancipação dos Africanos, ordenada pelo Decreto de 28 de Dezembro de 1853 (documento letra N), e que, tendendo o constituir os ditos Africanos no pleno gozo de sua liberdade, foi todavia recebida com estridente alarido da parte da Grã-Bretanha.

Já é dito que as difficuldades, e grandes despezas da reexportação levárão o governo brasileiro a sublocar aos particulares o serviço dos Africanos livres mediante as severas providencias dos Decretos já citados de 1834 e 1835. Quando se promulgou a Lei de 18 de Setembro de 1850 entendeu-se, quiçá em attenção ao clamor de abusos que a Inglaterra enxergára sempre naquella sublocação, e como prova da boa vontade que o Imperio ha manifestado constantemente pela sorte dos citados Africanos, que convinha vedar a continuação daquella pratica, e não forão taes serviços dahi por diante arrematados.

Seguindo o mesmo systema da Lei de 1850, o governo brasileiro em 1853, como se affirmou, expedio

um Decreto declarando: — que os Africanos livres, cujos serviços havião sido arrematados pelos particulares, ficavão emancipados depois de 14 annos, desde que o requeressem.

Logo em 13 de Janeiro de 1854 o Plenipotenciario inglez reclamou contra o prazo daquelle Decreto, que considerou excessivo, contra o requerimento da parte do Africano para obter a emancipação, que reputou um embaraço, e finalmente contra o facto de não estender-se o favor da emancipação a todos os Africanos livres, limitando-se sómente áquelles que estavão ao serviço de particulares.

Não cogitou, porém, o Ministro britannico, como bem lhe fez ver o do Bras l, que o prazo nem era longo, porque referindo-se aos Africanos importados antes da Lei de 1850 estava a findar para a maior parte delles; nem arbitrario, porque servira-lhe de norma aquelle fixado no Alvará de 26 de Janeiro de 1818 para os Africanos declarados livres pelas commissões mixtas brasileira, e ingleza, creadas em virtude da Convenção de 28 de Julho de 1817.

Sobre a necessidade do requerimento fundava-se ella em considerações de ordem publica, pois era obvio o inconveniente de executar-se a emancipação de tantos Africanos existentes no paiz, em massa, e tumultuariamente, sendo que por outro lado não havia o receio de que o Africano que tivesse direito á emancipação fosse della privado por artimanhas dos inte-

ressados, pois tinhão elles, no seu Curador, o garante, e o recurso de a alcançar. (17)

Solvido este ponto, surgirão infundadas queixas, queixas de que inda ultimamente Lord Palmerston fez-se echo no parlamento inglez contra a fórma do processo das emancipações, chegando-se a insinuar que ellas custosamente, e em limitadissimo numero, tinhão sido outorgadas.

A seguinte estatistica, com a linguagem das cifras, melhor que nossas palavras responde a accusação tão gratuita.

EMANCIPAÇÕES

1855	211
1856	68
1857	87
1858	61
1859	48
1860	38
1861	110
1862	105
1863	86
1864	213

Foi, pois, o total dos Africanos emancipados no decennio de 1855 a 1864 de mil e vinte e sete.

E neste numero são incluidos muitos cujos serviços estavão a cargo de estabelecimentos publicos, pois nos ultimos annos, e por uma Resolução do

(17) Notas do Visconde de Abaeté de 3 de Fevereiro, e 8 de Maio de 1854.

Conselho de Estado, a estes tambem se estendeu o favor da emancipação. (18)

E apraz-nos por fim asseverar que pelo Decreto n. 3,310 de 24 de Setembro do presente anno (documento letra O)—*se concedeu emancipação a todos os Africanos livres existentes no Imperio*—; acto este que houvera sido anteriormente annunciado pelo respectivo Ministro na sessão do Senado de 10 de Agosto nas seguintes palavras:

«—O nobre senador, sempre justo (quando não se trata de politica), approvou a solicitude com que o governo promove a emancipação dos Africanos livres; o orador, pois, julga nada mais dever accrescentar, senão que—*muito breve baixará um decreto declarando emancipado o resto dos Africanos livres.*—» (*Applausos.*)

A proposito da questão da emancipação dos Africanos, ha um facto da parte da Inglaterra, que nos deixa indecisos sobre a sinceridade das suas reclamações áquelle respeito. Em 1841 o governo inglez, contra expressa disposição dos Tratados, ordenava ao Ministro acreditado junto ao Brasil que, attento o mau tratamento dado aos Africanos alugados aos particulares, e o estado de quasi captiveiro em que vivião—*fizesse transportar para as colonias inglezas todos os escravos apprehendidos pelo cruzeiro britannico.*—

Mas, se se attende que a Grã-Bretanha anterior-

(18) Vide Relatorio do Ministerio da Justiça do anno de 1864.

mente regeitára a proposta do Brasil para que esses Africanos fossem reexportados para Serra Leôa, a menos que se lhe pagasse a manutenção ; se se observa,e é geralmente reconhecido, que a condição dos libertos de que se trata era incomparavelmente melhor do que a do trabalhador das grandes fabricas da Europa, e mais feliz do que a da população pobre da propria Inglaterra, e de outros paizes, fica-se subm rgido em um pelago de incertezas sobre a boa fé com que o governo britannico tanto pelejava pela emancipação dos Africanos livres, e póde razoavelmente acreditar-se que a deficiencia de braços nos seus dominios coloniaes lhe aconselhára aquella providencia.

Temos desenhado em estreito painel todas as peripecias por que ha passado a questão do trafego de Africanos no Brasil, apontámos, da mesma fórma, em ligeira resenha, os attentados, e vexames praticados pelo governo inglez contra os direitos, e soberania do Imperio.

Dessa rapida analyse concludentemente se infere que o governo brasileiro procurou sempre,quanto em suas forças cabia, reprimir o commercio illicito de escravatura. Assim o denotão as leis coercitivas, que desde 1818 promulgou para roborar as disposições dos Tratados, no sentido de extingui-lo ; os cruzeiros que constantemente manteve para hostilisar o contrabando; as medidas indirectas que promoveu,taes como a creação de sociedades de colonisação, e outras, para arraigar no espirito da população a crença de que a abolição desse nefando commercio, em vez de fazer

definhar a lavoura, concorreria para o seu florescimento pela introducção de braços livres, e do serviço espontaneo; a presença de Agentes, largamente subsidiados, em diversos paizes da Europa, com a missão de angariar colonos morigerados, que viessem rotear nossas terras, e incumbidos da não menos importante tarefa de desvanecer as impressões desfavoraveis que escriptores parciaes, e sem criterio, havião propagado, mórmente na Allemanha, e Suissa, no intuito de desviar a corrente de emigração para o Brasil; a perseguição, e o desterro infligido aos contrabandistas incorrigiveis, fosse qual fosse a sua posição social, e pecuniaria; a fixação de contingentes navaes encarregados da policia de nossas costas; e finalmente a creação de dispendiosas repartições publicas, cuja incumbencia limitava-se, quasi, se não privativamente, a tratar de fomentar a colonisação, como util antidoto contra a introducção de Africanos.

Por uma completa aberração dos principios, ou por causas que escapão á nossa comprehensão, a Grã-Bretanha respondia a este empenho hostil do Brasil relativamente ao trafego multiplicando de intensidade as suas violencias contra o Imperio.

Assim é que, tomando por pretexto que o Brasil tolerava o trafego, e que nenhuma lei o abolira geralmente desde o dia 13 de Março de 1830 (nota do Ministro Hamilton Hamilton de 23 de Julho de 1845), quando já ha muito existião as de 1831, e 1832, julgava-se com o direito de, em virtude do art. 1° da Convenção de 1826, chamar aos tribunaes inglezes os na-

vios brasileiros empregados no trafego, e de applicar aos importadores de escravos a pena de pirataria, expedindo em consequencia o Bill de 1845! (19) E mais tarde, em 1850, não attendendo a Inglaterra que a propria exageração de suas medidas, que pela circumstancia de serem impostas por uma nação estranha, trouxera uma reacção favoravel ao trafego, fulminava contra o Imperio novos desacatos, ordenando a seus vasos de guerra que perseguissem os navios negreiros, *além* dos mares territoriaes do Brasil, e mesmo *dentro* de seus portos!

Eis os factos, e á vista delles tiraremos, com um illustrado escriptor que temos á vista, os seguintes corollarios: 1°, a Grã-Bretanha, promulgando o Bill de 8 de Agosto de 1845 contra o Brasil, calcou aos pés os principios mais vitaes do direito das gentes, e attentou contra a soberania, e Independencia do Imperio; 2°, o seu parlamento a confeccionou sem autoridade propria, e quebrantando todas as leis, e principios por que se deve reger; 3°, decretou-o contra a opinião geral de seus maiores estadistas, e jurisconsultos, contra

(19) No *Jornal do Commercio* de 18, 19, e 20 de Agosto deste anno forão publicados os debates do parlamento britannico no mez de Julho, sobre a questão do trafego no Brasil, e acerca da continuação das prescripções do Bill-Aberdeen.

São curiosissimos esses debates, em que apenas Lord Palmerston, e um certo Newdegate se pronunciárão contra nós, oppondo-se á reforma radical (por outros distinctos membros das duas camaras requerida) em relação á politica ingleza para com o Brasil.

os principios professados pelo seu governo, e contra a constante praxe de julgar de seus tribunaes.

E por amor de quem assim procedeu? Por amor da humanidade? A philantropia (diz Chateaubriand) é a moeda falsa da caridade....

E, não obstante a verdade de tão sensatas apreciações do referido escriptor, o Bill de 1845 fórma parte ainda da legislação ingleza!

Terá porventura este facto a sua explicação na existencia do trafego nos tempos que correm?

Deixemos a esta pergunta responder Lord Palmerston, e Lord Aberdeen.

Estamos em plena sessão de 15 de Junho de 1856 na Camara dos Communs: diz o primeiro daquelles Estadistas: « — Que o trafego de escravatura *se podia considerar extincto* no Brasil, porque, ainda que se tenhão feito tentativas, não havião obtido bom resultado. Os que antes empregavão seu dinheiro neste trafego agora usavão delle para objectos de melhoramento interno, e se manifestava *geralmente no paiz um espirito de hostilidade* á resurreição do trafego.— »

Na casa dos pares, e sobre interpellação do Bispo de Oxford, Lord Aberdeen assim se expressava:

« — Que, quanto ao acto por elle proposto, havia alguns annos, naquella camara, e que elle julgava era chamado no Brasil — *Acto Argelino* —, podia dizer que quando o propoz declarou á Camara que nada lhe daria tanto prazer como ver chegar o dia em que o mesmo se pudesse revogar. Que elle não estava seguro se já tinha ou não chegado essa occasião.

« Isso pertencia ao governo de Sua Magestade o decidir. Mas a conducta do Brasil naquella materia tinha dado áquelle paiz direito a grande consideração, e não podia recommendar ao governo senão que realizasse aquillo que elle mesmo se havia aventurado a exprimir quando propuzera á Camara o acto de que se trata.»

Citamos em primeira plana o testemunho de Palmerston, e Aberdeen, por serem o daquelles Ministros inglezes que mais acerba, e injustamente tratárão o Imperio na questão do trafego.

Hoje, porém, a opinião publica na Grã-Bretanha desapprova todas as iniquidades (20) praticadas contra o Brasil, e unanimemente reconhece os esforços que o seu governo empregou para extinguir, como extinguio, o commercio de escravos.

(20) Tão longe levava o governo britannico as consequencias do Bill Aberdeen que *até* aos commandantes de seus navios de guerra considerava como *Juizes* das prezas que fazião; assim se infere das expressões da nota de 19 de Fevereiro de 1850 do Enviado Hudson, e são as que se seguem: «—O abaixo assignado tem de observar ao Sr. Paulino José Soares de Souza que o apprehensor do *Santa Cruz* é *Juiz competente* do caracter de pirataria de qualquer navio; e é tambem competente para determinar, á vista de provas que se lhe apresentão, se um navio com coberta para carga de escravos, e preparado para o trafego, emprega-se ou não nesse trafego de pirataria, e que o apprehensor do *Santa Cruz* está além disso autorisado, e tem instrucções por um acto do parlamento britannico, que se basêa no primeiro artigo da Convenção para a extincção do trafego de escravos, celebrada entre a Grã-Bretanha, e o Brasil em 23 de Novembro de 1826, para proceder com taes navios piratas, como esse *Santa Cruz*, da maneira *que julgar melhor* para assegurar a intenção das Altas Partes Contratantes, e melhor se conforme com a justiça publica.

Na imprensa e na tribuna resoão vozes pedindo a revogação do Bill Aberdeen, e clamando justiça para o Brasil. Nas fileiras dos defensores da nação brasileira conta-se o venerando Brougham, o Conde Malmesbury, Lord Derby, os Osbornes, Brights, Fitzgeralds, Hugh Cairns, e outros distinctos parlamentares.

Em uma palavra, o Imperio póde hoje ufanar-se de que os applausos das nações cultas reconhecem o afan com que levou a effeito a extirpação do commercio de escravatura (21), e essas mesmas nações profligão severamente a acrimonia com que o governo da Grã-Bretanha, tenta ainda escurecer os serviços relevantes do Brasil á causa da abolição do trafego.

Não queremos mal á Inglaterra, admiramos a excellencia de suas instituições, prestamos homenagem ao civismo de seu governo, e de seus concidadãos, reconhecemos que (embora pelo interesse reciproco) seus capitaes auxilião a abertura de nossas estradas, e coadjuvão o desenvolvimento de outras industrias nacionaes; mas, como Brasileiros que somos, não podemos tolerar impassiveis as affrontas que esse paiz ha irrogado aos nossos fóros.

Se a Grã-Bretanha tantos annos levou a abolir o trafego de escravos, cancro esse que sómente corroia as entranhas de suas possessões coloniaes, com que

(21) Trafico de Africanos.— Ha mais de 8 annos que no paiz um só desembarque de Africanos se não tem realizado: prova incontrastavel da lealdade e vigilancia do Governo Brasileiro, não menos que da profunda aversão que ao povo do Brasil inspira esse deshumano e criminoso commercio. (*Extracto do Relatorio dos Negocios da Justiça de* 1864.)

direito exigia que o Brasil precipitadamente lhe fosse no encalço, quando esse facto interessava, não exclusivamente a uma parte do Imperio, mas ao Imperio todo?

E o recurso ás vexações, e ao direito da força, seria o mais justo e consentaneo para conseguir esse resultado, empregado aliás contra uma nação amiga?

Não foi sem duvida o mais consentaneo, porque semelhante remedio plantou resentimentos entre os dous paizes, afrouxou suas relações commerciaes, e politicas, e incontestavelmente deu origem, além d'outros, ao lamentavel conflicto, cuja ultima palavra, pendendo ainda da mediação do Rei de Portugal, prohibe-nos de entrar em maior desenvolvimento.

Não foi justo, e para prova-lo copiaremos as expressões de um dos mais distinctos estadistas da Grã-Bretanha. Dizia Lord Castlereagh ás Camaras inglezas em 28 de Junho de 1814:

« — Fundada esperança tenho de que nunca pedir-se-ha ao governo britannico que empregue sua energia, e poder, de um modo incompativel com a independencia das outras nações. Tenho para mim que o parlamento, e o povo inglez estão convencidos de que é um absurdo o pretender, *com a espada na mão*, prégar a moral; e estou intimamente persuadido de que o mesmo parlamento não ha de nunca sanccionar a doutrina de que as demais nações devem ser coagidas *pela força* a seguir nossos documentos, e maximas philantropicas, e moraes.— »

Por aquellas judiciosas palavras anticipava Lord

Castlereagh o futuro em relação á questão do trafego, no Imperio.

Pretendeu a Grã-Bretanha impôr-nos suas maximas moraes pelo direito da força; forão impotentes seus esforços.

E, o que essa nação não alcançou pelo terror de suas armadas (22), obteve-o o Brasil por iniciativa propria, pela energia de seus homens de estado, pelo sentimento nacional, e sobretudo pelas patrioticas inspirações do Segundo Imperador.

---

(22) Os esforços isolados da Inglaterra, e as violencias de seu cruzeiro forão sempre impotentes para conseguir a abolição do trafego. Mas o governo do Brasil constantemente convidou ao daquella nação para de commum acordo tomarem providencias naquella intuito, como se deprehende da nota do conselheiro Paulino José Soares de Souza datada de 8 de Fevereiro de 1851.

Eis as palavras dessa nota: «— Desengane-se o governo de S. M. Britannica. Não póde conseguir a extincção do trafego sem o concurso do governo do Brasil. Esse concurso franco e sincero o governo imperial o offerece. Em compensação pede sómente o que é justo. Respeite-se os seus direitos como Estado livre, e independente, tenha-se nelle confiança. Esse procedimento, digno de uma nação como a nação britannica, abriria uma nova éra, e seria o primeiro passo para uma boa, e completa intelligencia nas questões do trafego, que pela combinação dos meios dos dous paizes poderia ser por uma vez aniquilado. E' preciso que o Brasil se convença de que o trafego deve acabar, porque a moral, e os seus verdadeiros interesses assim o exigem. Essa convicção nunca poderá apparecer geral, e completa, emquanto, com o fim de reprimir o trafego, forem os portos, e aguas do Brasil invadidos por forças estrangeiras.

tade o Rei do Reino Unido da Grã-Bretanha, e Irlanda se achão animados do mais sincero desejo de determinar, e definir a época em que a total abolição do dito Commercio terá lugar, em quanto respeitar aos Dominios, e Subditos do Imperio do Brasil; Suas ditas Magestades têm nomeado para Seus Plenipotenciarios, para concluir uma Convenção a este fim, a saber:

Sua Magestade o Imperador do Brasil, ao Illustrissimo, e Excellentissimo Marquez de Inhambupe, Senador do Imperio, do Conselho de Estado, Dignitario da Imperial Ordem do Cruzeiro, Commendador da Ordem de Christo, Ministro, e Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros; e ao Illustrissimo, e Excellentissimo Marquez de Santo Amaro, Senador do Imperio, do Conselho de Estado, Gentil-Homem da Imperial Camara, Dignitario da Imperial Ordem do Cruzeiro, e Commendador das Ordens de Christo, e da Torre, e Espada.

E Sua Magestade Britannica, ao muito honrado Robert Gordon, Seu Enviado Extraordinario, e Ministro Plenipotenciario junto á Côrte do Brasil.

Os quaes, depois de terem trocado os respectivos Plenos Poderes, que forão achados em boa, e devida fórma, concordárão, e concluirão os Artigos seguintes:

ARTIGO 1

Acabados tres annos depois da troca das Ratificações do presente Tratado (**), não será licito aos Subditos

(**) As ratificações forão trocadas, em Londres, aos 13 de Março de 1827.

do Imperio do Brasil fazer o Commercio de Escravos na Costa d'Africa, debaixo de qualquer pretexto, ou maneira qualquer que seja. E a continuação deste Commercio, feito depois da dita época, por qualquer pessoa subdita de Sua Magestade Imperial, será considerada, e tratada de pirataria.

ARTIGO II

Sua Magestade o Imperador do Brasil, e Sua Magestade o Rei do Reino Unido da Grã-Bretanha, e Irlanda, julgando necessario declararem as obrigações, pelas quaes se achão ligados para regular o dito Commercio até o tempo da sua abolição final, concordão por isso mutuamente em adoptarem, e renovarem tão efficazmente, como se fossem inseridos palavra por palavra nesta Convenção, todos os artigos, e disposições dos Tratados concluidos entre Sua Magestade Britannica, e El-Rei de Portugal sobre este assumpto, em 22 de Janeiro de mil oitocentos e quinze, e vinte oito de Julho de mil oitocentos e dezasete, e os varios artigos explicativos, que lhes têm sido addicionados.

ARTIGO III

As Altas partes Contratantes concordão mais em que todas as materias, e cousas nos ditos Tratados conteudas, assim como as Instrucções, e Regulações, e fórmas de Instrumentos annexos ao Tratado de vinte e oito de Julho de mil oitocentos e dezasete, sejão applicadas *mutatis mutandis* ás ditas Altas Partes Contratantes, e Seus Subditos, tão efficazmente como

se fossem aqui repetidas palavra por palavra, confirmando, e approvando por este acto tudo o que foi feito pelos Seus respectivos Subditos em conformidade dos ditos Tratados, e em observancia delles.

ARTIGO IV

Para a execução dos fins desta Convenção, as Altas Partes Contratantes concordão mais em nomearem desde já Commissões mixtas, na fórma daquellas já estabelecidas por parte de Sua Magestade Britannica, e El-Rei de Portugal, em virtude da Convenção de vinte e oito de Julho de mil oitocentos e dezasete.

ARTIGO V

A presente Convenção será ratificada, e as ratificações serão trocadas em Londres, dentro do espaço de quatro mezes desde esta data, ou mais cedo, se fôr possivel.

Em testemunho do que os respectivos Plenipotenciarios assignárão a mesma, e lhe puzerão o Sello das suas Armas.

Feito na Cidade do Rio de Janeiro, aos 23 de Novembro de 1826.—(L. S.) *Marquez de Inhambupe.* —(L. S.) *Marquez de Santo Amaro.*—(L. S.) *Robert Gordon.*

E, sendo-Nos presente a mesma Convenção, cujo teor fica acima inserido, e sendo bem visto, considerado, e examinado por Nós tudo o que nella se contém, Tendo ouvido o Nosso Conselho de Estado, a Approvamos, Ratificamos, e Confirmamos, assim no

todo, como em cada um dos seus artigos, e estipulações, e pela presente a damos por firme, e valiosa para sempre, Promettendo em Fé, e Palavra Imperial observa-la, e cumpri-la inviolavelmente, e fazê-la cumprir, e observar por qualquer modo que possa ser Em testemunho, e firmeza do sobredito Fizemos passar a presente Carta por Nós assignada, passada com o Sello Grande das Armas do Imperio, e referendada pelo Nosso Ministro, e Secretario de Estado abaixo assignado. Dada no Palacio do Rio de Janeiro, aos 23 de Novembro do anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1826.—PEDRO I, *Com Guarda.—Marquez de Inhambupe.*

1835

ARTIGOS ADDICIONAES

(DO ARCHIVO DA CAMARA DOS DEPUTADOS).

Sua Magestade o Imperador do Brasil, Representado pela Regencia estabelecida em virtude da Constituição do Imperio, e Sua Magestade o Rei da Grã-Bretanha e Irlanda, Desejando tornar mais effectivo o Tratado da abolição do Commercio da escravatura, que foi concluido entre as Corôas do Brasil, e da Grã-Bretanha em vinte e tres de Novembro de mil oitocentos e vinte seis, Resolvêrão annexar ao sobredito Tratado certos Artigos supplementares; e para este fim Nomeárão por seus Plenipotenciarios, a saber:

Sua Magestade o Imperador do Brasil, Representado pela Regencia estabelecida em virtude da Constituição do Imperio, ao Illustrissimo, e Excellentissimo Senhor Manoel Alves Branco, do Conselho de Sua Magestade Imperial, Ministro e Secretario d'Estado dos Negocios da Justiça, Encarregado Interinamente da Repartição dos Negocios Estrangeiros.

E Sua Magestade o Rei da Grã-Bretanha e Irlanda ao Senhor Henrique Estevão Fox, Seu Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario na Côrte do Brasil.

Os quaes, depois de apresentarem os seus Plenos Poderes, que forão julgados em boa e devida fórma, convierão nos Artigos seguintes:

ARTIGO I

Fica mutuamente ajustado entre as Duas Altas Partes Contratantes que todo o Navio mercante, Brasileiro ou Britannico, que fôr visitado, em virtude do Tratado supra mencionado de vinte e tres de Novembro de mil oitocentos e vinte seis, será licitamente detido, e mandado, ou apresentado aos Tribunaes Mixtos de Justiça, estabelecidos na conformidade das Disposições do dito Tratado, se forem encontradas no Armamento destas Embarcações as cousas abaixo mencionadas, a saber:

I Escotilhas com Xadrezes abertos em lugar de Escotilhas Inteiriças, como é costume nas Embarcações de commercio.

II Divisões ou Anteparos no Porão ou no Convez, em maior quantidade do que sejão necessarias para os Navios empregados em commercio licito.

III Taboas de sobresalentes, preparadas para se collocarem como um segundo convez ou Cobertas para escravos.

IV Grilhões, Correntes, ou Algemas.

V Uma maior quantidade de Agua em Toneis ou Tanques, do que é necessario para o consumo de um Navio mercante.

VI Uma quantidade extraordinaria de Toneis d'agua, ou d'outros vasos para conservarem liquidos, uma vez que o Mestre não exhiba um certificado d'Alfandega do lugar donde se despachou, declarando que os donos de taes Navios derão uma fiança idonea, de que semelhante quantidade extraordinaria de Toneis

ou de outros vasos será unicamente applicada para receber azeite de palma, ou para outros fins de commercio licito.

VII Uma maior quantidade de Bandejas, ou Celhas, do que é necessario para uso da sua Tripolação como Navio mercante.

VIII Uma Caldeira de tamanho extraordinario, e maior do que é necessario para uso de uma Tripolação de Navio mercante, ou mais de uma Caldeira de tamanho ordinario.

IX Uma extraordinaria quantidade de arroz, de farinha do Brasil (Mandioca ou Cassada), Farinha de milho, ou Trigo da India, além do que fôr provavelmente necessario para o uso da Tripolação; não tendo sido tal arroz, farinha, milho, ou Trigo da India declarado no Manifesto, como parte da carga para o commercio.

Se alguma ou mais destas diversas circumstancias forem verificadas, serão consideradas como provas, *prima facie*, do emprego effectivo do Navio no trafico de escravos, e por isso o Navio será condemnado e declarado boa preza, uma vez que de parte do Mestre, ou Donos não se dêm provas satisfactorias de que semelhante Navio, no tempo da detenção ou captura, estava empregado em alguma especulação legal.

ARTIGO II

Fica mutuamente ajustado entre as Duas Altas Partes Contractantes que em todos os casos em que o Navio fôr detido, na conformidade do Tratado de 23

de Novembro de 1826, ou dos presentes Artigos, que lhe serão supplementares, por um cruzador de cada uma das duas Altas Partes Contractantes, devidamente autorisados, debaixo de fundamento de se ter empregado semelhante Navio no commercio de Escravos, ou de se ter armado para esse destino; e que tal Navio fôr em consequencia adjudicado e condemnado pelos Tribunaes Mixtos de Justiça, estabelecidos em virtude do Tratado de vinte e tres de Novembro de mil oitocentos e vinte seis, o dito Navio será immediatamente, depois de sua condemnação, desmanchado inteiramente, e vendido em partes separadas, depois de ter sido assim desmanchado.

ARTIGO III

Os presentes Artigos serão Ratificados pelas Duas Altas Partes Contractantes, e as Ratificações serão trocadas em oito mezes contados da data da assignatura, ou antes se fôr possivel.(*)

Os mesmos Artigos addicionaes terão a mesma força e vigor, como se fossem inseridos palavra por palavra no sobredito Tratado de vinte e tres de Novembro de mil oitocentos e vinte seis.

Em testemunho do que nós abaixo assignados, Plenipotenciarios de Sua Magestade o Imperador do Brasil, Representado pela Regencia estabelecida em virtude da Constituição do Imperio, e de Sua Magestade o Rei da Grã-Bretanha em virtude dos nossos res-

(*) Não forão ratificados, como já se disse em uma nota ao Tratado.

pectivos Plenos Poderes, assignamos os presentes Artigos addicionaes com os nossos punhos, e lhes fizemos pôr o sello das nossas Armas.

Feito na Cidade do Rio de Janeiro, aos vinte sete dias do mez de Julho do anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de mil oitocentos e trinta e cinco. — *Manoel Alves Branco.* — *H. S. Fox.* — Está conforme.— *Theodoro José Biancardi.*

DOCUMENTOS

A

LEI DE 26 DE JANEIRO DE 1818

Estabelece penas para os que fizerem o commercio prohibido de escravos

Eu El-Rei Faço saber aos que este Alvará com força de Lei virem : Que, Attendendo a que a prohibição do Commercio de Escravos em todos os portos da da Costa d'Africa ao Norte do Equador, estabelecida pela Ratificação do Tratado de 22 de Janeiro de 1815, e da Convenção Addicional de 28 de Julho de 1817, exige novas providencias, que, prescrevendo as justas, e proporcionadas penas, que hão de ser impostas aos transgressores, sirvão de regra certa de julgar, e decidir nos casos occurrentes sobre este objecto, aos Juizes, e mais pessoas encarregadas da sua execução : Hei por bem Ordenar o seguinte :

§ 1.°

Todas as pessoas, de qualquer qualidade, e condição que sejão, que fizerem armar, e preparar Navios

para o Resgate, e Compra de Escravos em qualquer dos portos da Costa d'Africa situados ao Norte do Equador, incorrerão na pena de perdimento dos Escravos, os quaes immediatamente ficarão libertos, para terem o destino abaixo declarado: E lhes serão confiscados os Navios empregados nesse trafego com todos os seus apparelhos e pertences, e juntamente a Carga, qualquer que seja, que a seu bordo estiver por conta dos donos, e fretadores dos mesmos Navios, ou dos Carregadores de Escravos. E os Officiaes dos Navios, a saber: Capitão, ou Mestre, Piloto, e Sobre-Carga, serão degradados por cinco annos para Moçambique, e cada um pagará uma multa equivalente á soldada, e mais interesses que haveria de vencer na viagem. Não se poderão fazer Seguros sobre taes Navios, ou sua Carregação; e, fazendo-se, serão nullos; e os Segurador s, que scientemente os fizerem, serão condemnados no tresdobro do premio estipulado para o caso de Sinistro.

§ 2.°

Na mesma pena de perdimento dos Escravos, para ficarem libertos, e terem o destino abaixo declarado, incorrerão todas as pessoas, de qualquer qualidade, e condição, que os conduzirem a qualquer dos portos do Brasil em Navios com bandeira que não seja Portugueza.

§ 3.°

Todos os sobreditos casos serão objecto de denuncia. E, no caso de ter havido confisco de Navio, e de sua Carga, a metade de todo o preço, que se realizar

em arrematação publica, bem como a metade das outras penas pecuniarias, será para os denunciantes, e a outra metade para a Minha Real Fazenda, á qual pertencerá tudo, quando não houver denunciante. No caso, porém, de ter havido preza de Navio, feita por Embarcação de guerra, a respeito delle, e sua Carga se observará o que é prescripto pelo Artigo Setimo do Regulamento para as Commissões mixtas, addicionando em numero terceiro a sobredita Convenção de 28 de Julho de 1847. Porém só poderão ser demandados dentro de tres annos, contados, no caso de preza ou confisco do Navio, do dia da entrada do Navio no porto da descarga, e, findo este espaço, ficarão prescriptas, e extinctas as Acções.

§ 4.°

As denuncias, e todos os Autos do Processo até sentença final, e sua execução, serão feitos perante os Juizes dos Contrabandos, e Descaminhos do Lugar ou Districto onde os Escravos forem conduzidos, ou perante qualquer outro Magistrado ou Juiz, que essa jurisdicção exercitar, aos quaes Hei por bem Commetter esta jurisdicção, bem como a necessaria para executarem as Sentenças proferidas pelas Commissões mixtas, nos casos do seu conhecimento, e para julgar, e conhecer dos outros casos que occorrerem, e suas dependencias, dando os competentes recursos, na fórma da Ordenação. Qualquer das partes, porém, poderá requerer á Commissão mixta, para que julgue, se é, ou não, caso de prohibição; e, neste caso, se

lhe remetterão os Autos no estado em que estiverem. E o que por ella fôr decidido se executará.

§ 5.º

Os Escravos consignados á Minha Real Fazenda pelo modo prescripto no sobredito Setimo Artigo do Regulamento para as Commissões mixtas, e todos os mais Libertos pela maneira acima decretada, por não ser justo que fiquem abandonados, serão entregues no Juizo da Ouvidoria da Comarca; e, onde o não houver, naquelle que estiver encarregado da Conservatoria dos Indios, que Hei por bem ampliar, unindo-lhe esta jurisdicção, para ahi serem destinados a servir como Libertos por tempo de 14 annos, ou em algum serviço publico de mar, fortalezas, agricultura, e de officios, como melhor convier, sendo para isso alistados nas respectivas estações, ou alugados em praça a particulares de estabelecimento, e probidade conhecida, assignando estes Termo de os alimentar, vestir, doutrinar, e ensinar-lhes o officio ou trabalho, que se convencionar, e pelo tempo que fôr estipulado, renovando-se os Termos, e Condições as vezes que fôr necessario, até preencher o sobredito tempo de quatorze annos. Este tempo, porém, poderá ser diminuido por dous ou mais annos, áquelles Libertos que, por seu prestimo, e bons costumes, se fizerem dignos de gozar antes delle do pleno direito da sua Liberdade. E, no caso de serem destinados a serviço publico na maneira sobredita, quem tiver autoridade na respectiva estação nomeará uma pessoa capaz para assignar o sobre-

dito Termo, e para ficar responsavel pela educação, e ensino dos mesmos Libertos. Terão um Curador, pessoa de conhecida probidade, que será proposto todos os triennios pelo Juiz, e approvado pela Mesa do Desembargo do Paço desta Côrte, ou pelo Governador, e Capitão General da respectiva Provincia ; e a seu officio pertencerá requerer tudo o que fôr a bem dos Libertos ; e fiscalisar os abusos, procurar que no tempo competente se lhe dê resalva do serviço, e promover geralmente em seu beneficio a observancia do que se acha prescripto pela Lei a favor dos Orphãos, no que lhes puder ser applicado, para o que será sempre ouvido em tudo o que ácerca delles se ordenar pelo sobredito Juiz.

§ 6.°

Nos portos ao Sul do Equador, em que é permittido o Commercio de Escravos, se observará o que está ordenado pelo Alvará de 24 de Novembro de 1813, com as modificações, e declarações seguintes, a saber : Ficará abolida a distincção entre toneladas que excederem o numero de duzentos e um, e que não excederem este numero ; e sem effeito o que ácerca destas ultimas é ordenado no dito Alvará, para ser regulada a carga de Escravos á razão de cinco por cada duas toneladas do porte de qualquer Navio, medida pelo antigo padrão. Da prohibição das marcas feitas com ferro no corpo dos Escravos, serão exceptuadas, e permittidas as marcas impressas com carimbos de prata.

Será licito aos donos ou fretadores dos Navios empregar no serviço destes caldeiras de ferro ou de cobre indistinctamente, comtanto que estas sejão todas as viagens estanhadas de novo, o que se fiscalisará nas visitas que se hão de fazer a bordo dos mesmos Navios. E, quando a bordo destes não possão andar Cirurgiões para curar os Escravos, pelos não haver ou por outra razão equivalente, serão os donos ou fretadores obrigados a trazer a bordo dos ditos Navios pretos Sangradores, intelligentes, e experimentados no tratamento das molestias, de que ordinariamente são infectados os ditos Escravos, e no conhecimento dos remedios proprios, e adequados, de que elles usão em seus curativos; porque em todos estes objectos tem mostrado a experiencia ser necessario declarar as providencias dadas naquelle Alvará, que se observará (com as sobreditas explicações) em tudo o mais que nelle é disposto.

§ 7.°

Attendendo a que a mudança, e alteração superveniente ao Commercio dos Escravos pelas restricções ajustadas no sobredito Tratado, e Convenção Additional, exige que em grande parte se alterem, e modifiquem as disposições das antigas Leis a este respeito, feitas sem attenção áquella posterior mudança, pela qual muitas até ficárão sem ter applicação: Hei por bem Ordenar que em todos os portos do Brasil seja licito importar Escravos trazidos dos portos em que fôr feito este Commercio; e que os fretes fiquem á disposição, e convenção das partes.

Este se cumprirá como nelle se contém : Pelo que Mando á Mesa do Desembargo do Paço, e da Consciencia, e Ordens ; Presidente do Meu Real Erario ; Conselho da Minha Real Fazenda ; Regedor da Casa da Supplicação do Brasil ; Governador da Relação da Bahia ; Governadores, e Capitães Generaes ; e mais Governadores do Brasil, e dos Meus Dominios Ultramarinos ; e a todos os Ministros de Justiça, e mais Pessoas a quem pertencer o conhecimento deste Alvará, o cumprão, e guardem, não obstante qualquer decisão em contrario, que Hei por derogada para este effeito sómente. E valerá como Carta passada pela Chancellaria, posto que por ella não ha de passar, e que o seu effeito haja de durar mais de um anno, sem embargo da Lei em contrario. Dada no Palacio do Rio de Janeiro, em 26 de Janeiro de 1818.—REI, *Com Guarda.—Thomaz Antonio de Villanova Portugal.*

B

LEI DE 7 DE NOVEMBRO DE 1831

Declara livres todos os escravos que entrarem nos portos do Brasil, vindos de fóra

A Regencia, em Nome do Imperador o Senhor Dom Pedro Segundo, Faz saber a todos os Subditos do Imperio que a Assembléa Geral Decretou, e Ella Sanccionou a Lei seguinte :

Artigo 1.° Todos os escravos, que entrarem no territorio ou Portos do Brasil, vindos de fóra, ficão livres. Exceptuão-se :

1.° Os escravos matriculados no serviço de embarcações pertencentes a Paiz, onde a escravidão é permittida, emquanto empregados no Serviço das mesmas embarcações.

2.° Os que fugirem do territorio, ou embarcação estrangeira, os quaes serão entregues aos Senhores, que os reclamarem, e reexportados para fóra do Brasil.

Para os casos da excepção n. 1, na visita da entrada se lavrará termo do numero dos escravos, com as declarações necessarias para verificar a identidade dos mesmos, e fiscalisar-se na visita da sahida se a embarcação leva aquelles com que entrou. Os escravos, que forem achados depois da sahida da embarcação, serão apprehendidos, e retidos até serem reexportados.

Artigo 2.° Os importadores de escravos no Brasil incorrerão na pena corporal do Artigo 179 do Codigo Criminal, imposta aos que reduzem á escravidão pessoas livres, e na multa de 200$000 por cabeça de cada um dos escravos importados, além de pagarem as despezas da reexportação para qualquer parte d'Africa; reexportação, que o Governo fará effectiva com a maior possivel brevidade, contratando com as Autoridades Africanas para lhes darem um asylo. Os infractores responderão cada um por si, e por todos.

Artigo 3.° São importadores:

1.° O Commandante, Mestre, ou Contra-mestre.

2.° O que scientemente deu, ou recebeu o frete,

ou por qualquer outro titulo a embarcação destinada para o Commercio de escravos.

3.° Todos os interessados na negociação, e todos os que scientemente fornecêrão fundos, ou por qualquer motivo derão ajuda, a favor, auxiliando o desembarque, ou consentindo-o nas suas terras.

4.° Os que scientemente comprarem, como escravos, os que são declarados livres no Artigo 1°; estes, porém, só ficão obrigados subsidiariamente ás despezas da reexportação, sujeitos comtudo ás outras penas.

Artigo 4.° Sendo apprehendida fóra dos Portos do Brasil pelas forças Nacionaes alguma embarcação fazendo o Commercio de escravos, proceder-se-ha segundo a disposição dos Artigos 2, e 3, como se a apprehensão fosse dentro do Imperio.

Artigo 5.° Todo aquelle, que der noticia, e fornecer os meios de se apprehender qualquer numero de pessoas importadas como escravos, ou, sem ter precedido denuncia ou mandado Judicial, fizer qualquer apprehensão desta natureza, ou que perante o Juiz de Paz, ou qualquer Autoridade local, der noticia do desembarque de pessoas livres, como escravos, por tal maneira que sejão apprehendidos, receberá da Fazenda Publica a quantia de 30$000 por pessoa apprehendida.

Artigo 6.° O Commandante, Officiaes, e Marinheiros da embarcação, que fizer a apprehensão, de que faz menção o Artigo 4, tem direito ao producto da multa

fazendo-se a partilha, segundo o Regimento da Marinha para a divisão das prezas.

Artigo 7.° Não será permittido a qualquer homem liberto, que não fôr Brasileiro, desembarcar nos Portos do Brasil debaixo de qualquer motivo que seja. O que desembarcar será immediatamente reexportado.

Artigo 8.° O Commandante, Mestre, e Contra-mestre, que trouxerem as pessoas mencionadas no Artigo antecedente, incorrerão na multa de 100$000 por cada uma pessoa, e farão as despezas de sua reexportação. O denunciante receberá da Fazenda Publica a quantia de 30$000 por pessoa.

Artigo 9.° O producto das multas impostas em virtude desta Lei, depois de deduzidos os premios concedidos nos Artigos 5, e 8, e mais despezas que possa fazer a Fazenda Publica, será applicado para as casas de Expostos da Provincia respectiva; e quando não haja taes casas, para os Hospitaes.

Manda, portanto, a todas as Autoridades, a quem o conhecimento, e execução da referida Lei pertencer, que a cumprão, e fação cumprir, e guardar tão inteiramente, como nella se contém. O Secretario de Estado dos Negocios da Justiça, a faça imprimir, publicar, e correr.

Dada no Palacio do Rio de Janeiro, aos 7 dias do mez de Novembro de 1831, decimo da Independencia e do Imperio.— *Francisco de Lima e Silva.— José da Costa Carvalho.— João Braulio Moniz. — Diogo Antonio Feijó.*

C

DECRETO DE 12 DE ABRIL DE 1832

Regula a execução da Lei de 7 de Novembro de 1831

A Regencia, em nome do Imperador, o Senhor D. Pedro Segundo, em virtude do art. 102 § 12 da Constituição, e querendo regular a execução da Carta de Lei de 7 de Novembro do anno passado, Decreta:

Artigo 1.° Nenhum Barco deixará de ser visitado pela Policia logo á sua entrada, e immediatamente á sua sahida. A autoridade que fizer a visita porá no Passaporte a verba—Visitado—Dia, era, e assignatura.—Sem o que não será despachado.

Artigo 2.° Nos Portos, onde não houver visita de Policia, irá no Escaler da visita da Alfandega, e, na falta deste, em outro qualquer, um Juiz de Paz, ou seu Delegado, acompanhado do Escrivão, proceder á visita. Onde houver mais de um Juiz de Paz, o Governo da Provincia designará o que deve ser incumbido desta diligencia.

Artigo 3.° Nesta visita informar-se-ha, á vista dos documentos, que devem ser exigidos, de que Porto vem o Barco; do motivo que alli o conduzio, que cargas, e destino traz, quem seja o dono, ou o Mestre delle; os dias de viagem. Examinará igualmente a capacidade do mesmo Barco, a sua aguada, e qualquer outra circumstancia por onde se possa conjecturar haver conduzido pretos Africanos. De tudo se

fará menção no Auto de Visita, que assignará o Juiz, ou Delegado, e Escrivão, e mais duas testemunhas, havendo-as.

Artigo 4.° Se na visita encontrar pretos, procederá na fórma do Artigo 2° da referida Carta de Lei, declarando-se no Termo os nomes, naturalidades, physionomias, e qualquer signal caracteristico de cada um, pelo qual possa ser conhecido na visita da sahida.

Artigo. 5.° Sendo encontrados, ou apprehendidos alguns pretos, que estiverem nas circumstancias da Lei, sejão elles escravos, ou libertos, sejão immediatamente postos em deposito, obrigados os importadores a depositar a quantia que se julgar necessaria para a reexportação dos mesmos: e, quando o recusem, proceder-se-ha a embargos nos bens. Além disto serão presos como em flagrante, e processados até a pronuncia por qualquer Juiz de Paz, ou Intendente Geral da Policia; e depois remettidos ao Juiz Criminal respectivo; e, onde houver mais de um, ao Ouvidor da Comarca. O qual, finalisado o processo, dará parte ao Governo da Provincia para dar as providencias para a prompta reexportação.

Artigo 6.° O Intendente Geral da Policia, ou o Juiz de Paz que proceder á visita, encontrando indicios de ter o Barco conduzido pretos, procederá ás indagações que julgar necessarias para certificar-se do facto, e procederá na fórma da Lei citada.

Artigo 7.° Na mesma visita procurar-se-ha observar o numero, e qualidade da tripolação negra, ou dos passageiros dessa côr, e notando-se que alguns,

ou todos não são civilisados, ou muito além do numero necessario para o manejo do Barco, se forem libertos não desembarcarão, e se forem escravos serão depositados, procedendo-se ulteriormente conforme á Lei.

Artigo. 8.° Não serão admittidos os Depositarios, e donos de Barcos a justificar morte dos pretos, senão pela inspecção do cadaver pela Autoridade que lhe tomou os signaes, ou á vista do Auto de exame, a que se procedeu na entrada.

Artigo 9.° Constando ao Intendente Geral da Policia, ou a qualquer Juiz de Paz, ou Criminal, que alguem comprou, ou vendeu preto boçal, o mandará vir á sua presença, e examinará se entende a lingua Brasileira : se está no Brasil antes de ter cessado o trafico da Escravatura ; procurando por meio de interprete certificar-se de quando veio da Africa, em que Barco, onde desembarcou, por que lugares passou, em poder de quantas pessoas tem estado, etc. Verificando-se ter vindo depois da cessação do trafico, o fará depositar, procederá na fórma da Lei, e em todos os casos serão ouvidas, summariamente, sem delongas superfluas, as Partes interessadas.

Artigo 10. Em qualquer tempo, em que o preto requerer a qualquer Juiz de Paz, ou Criminal, que veio para o Brasil depois da extincção do trafico, o Juiz o interrogará sobre todas as circumstancias que possão esclarecer o facto, e officialmente procederá a todas as diligencias necessarias para certificar-se delle, obrigando o senhor a desfazer as duvidas que se susci-

tarem a tal respeito. Havendo presumpções vehementes de ser o preto livre, o mandará depositar, e proceder nos mais termos da Lei.

Artigo 11. As Autoridades encarregadas da execução do presente Decreto darão parte ao Governo das Provincias de tudo quanto acontecer a este respeito; e estes o participarão ao Governo Geral.

Diogo Antonio Feijó, Ministro, e Secretario de Estado dos Negocios da Justiça, o tenha assim entendido, e faça executar.

Palacio do Rio de Janeiro, em 12 de Abril de 1832, undecimo da Indepedencia, e do Imperio.— *Francisco de Lima e Silva.—José da Costa Carvalho. —João Braulio Moniz.—Diogo Antonio Feijó.*

D

DECRETO DE 19 DE OUTUBRO DE 1834

Ordena a arrematação dos serviços dos Africanos livres

A Regencia, em Nome do Imperador o Senhor D. Pedro II, vendo não ter passado no Corpo Legislativo medida alguma para a prompta reexportação dos Africanos illicitamente introduzidos no Imperio, como havia solicitado o Governo Imperial, e como determina a Lei de 7 de Novembro de 1831; vendo crescerem as despezas com os que forão depositados na Casa de Correcção; considerando que uma grande parte dessa despeza é improficua, por ser feita com

mulheres, e crianças, que nenhum serviço prestão nas obras na referida casa; attendendo a outras considerações, como sejão o melhor tratamento, e civilisação dos Africanos: Ordena que Vm., entendendo-se com o Chefe de Policia, a quem ora se officia a respeito, faça arrematar os serviços daquelles alli depositados, que não forem precisos aos trabalhos da mencionada obra, seguindo em tudo, nesta medida, as Instrucções que acompanhão este Aviso, assignadas pelo Conselheiro João Carneiro de Campos, Official Maior desta Secretaria de Estado dos Negocios da Justiça.

Deos Guarde a Vm. Paço, em 19 de Outubro de 1834.—*Aureliano de Souza e Oliveira Coutinho.*— Sr. Juiz de Orphãos desta Cidade.

Instrucções que acompanhão o Aviso desta data

I. Separados os Africanos que o Chefe de Policia, de intelligencia com a Commissão Inspectora das obras da Casa de Correcção, e com o respectivo Administrador, julgar necessarios para coadjuvarem os trabalhos da mesma obra, preferindo os que já se achão aprendendo officios, e têm mostrado mais amor ao trabalho, serão arrematados os serviços dos que restarem de um, e outro sexo, com as condições seguintes:

1.ª Que só os possão arrematar pessoas deste Municipio, de reconhecida probidade, e inteireza, e só entre estas se dê preferencia a quem mais offerecer por anno pelos serviços de taes Africanos.

2.ª Que os arrematantes se sujeitarão, nos termos de arrematação, a entregar os ditos Africanos logo que a Assembléa Geral decidir sobre a sua sorte ou o Governo os tiver de reexportar, e a vesti-los, e trata-los com toda a humanidade, permittindo que o Curador os visite mensalmente para verificar se nesta parte é cumprido o contracto.

3.ª Que as pessoas que arrematarem os serviços das mulheres serão obrigadas a levar com ellas algumas das crianças, e educa-las com todo o desvelo, havendo por isso attenção a que a paga do serviço seja neste caso mais suave aos arrematantes. O prudente arbitro do Juiz regulará esta distribuição, como julgar mais conveniente, e a bem da humanidade.

4.ª Que, fallecendo alguns destes Africanos, será o arrematante obrigado a dar parte immediatamente ao Juiz de Paz respectivo, para a inspecção do cadaver, na fórma do Decreto de 12 de Abril de 1832, e ao Curador para a ella assistir, apresentando o mesmo auto ao Juiz da arrematação, para a verba competente. Este Juizo o remetterá depois ao Chefe de Policia, para dar baixa no Livro da Inscripção de taes Africanos.

5.ª Que, acontecendo fugir algum, deverá o arrematante logo dar parte ao Juiz de Paz do seu districto, e ao Chefe de Policia, para a expedição das ordens necessarias para a sua captura, e não apparecendo será obrigado a justificar a fuga, e diligencias que empregou para a prisão do fugido. E, porquanto nesta parte póde haver muito abuso, fica muito re-

commendado ao Juiz a escolha das pessoas de muita probidade, e inteireza, a quem só permittirá a arrematação, embora pessoas suspeitas ou de equivoca conducta offereção maiores quantias pelos serviços dos mesmos Africanos.

6.ª Que no acto da entrega ao arrematante, o Juiz, por interprete, fará conhecer aos Africanos que são livres, e que vão servir em compensação do sustento, vestuario, e tratamento, e mediante um modico salario, que será arrecadado annualmente pelo Curador que se lhes nomear, depositando no Cofre do Juizo da arrematação, e que será para ajuda de sua reexportação, quando houver de se verificar.

II. No acto da arrematação o Juiz fará entregar ao Africano, em uma pequena lata que lhe pendurará ao pescoço, uma carta declaratoria de que é livre, e de que seus serviços são arrematados a F., indo na mesma carta inscriptos os signaes, nome, sexo, e idade presumivel do Africano.

III. O Juiz nomeará um Curador, que será approvado pelo Governo, e terá a seu cargo: 1°, fiscalisar tudo quanto fôr a bem de taes Africanos, tanto daquelles cujos serviços se arrematarem, como dos que ficarem trabalhando nas obras publicas, propondo ás Autoridades competentes quanto julgar conveniente ao seu bom tratamento, e para que se lhes mantenha a sua liberdade; 2°, arrecadar annualmente o salario que fôr estipulado, e fazer delle entrega, com as escripturações necessarias, ao Juizo da arrematação. Por este trabalho perceberá o Curador uma commissão

de 10 por cento de quanto arrecadar. O Juiz proverá sobre o modo de fazer a escripturação, com a clareza necessaria, e fiscalisará o Curador no desempenho de suas attribuições.

IV. Concluida a arrematação, fará publicar pelos Jornaes quaes as pessoas que arrematárão os serviços dos mesmos Africanos, quantos arrematou cada pessoa, e os nomes, sexo, idade, e signaes dos que cada individuo tiver arrematado.

Rio de Janeiro, 29 de Outubro de 1834.—*João Carneiro de Campos.*

E

DECRETO DE 19 DE NOVEMBRO DE 1835

Dá providencias acerca da arrematação dos serviços dos Africanos livres

O Regente, em Nome do Imperador o Senhor D. Pedro II, ha por bem approvar, e mandar que se execute, as Instrucções de 29 de Outubro do anno proximo passado, relativas á arrematação dos serviços dos Africanos illicitamente introduzidos no Imperio, com as alterações que com este baixão, assignadas por Antonio Paulino Limpo de Abreu, Ministro e Secretario d'Estado dos Negocios da Justiça, que assim o tenha entendido, e faça executar. Palacio do Rio de Janeiro, em 19 de Novembro de 1835, decimo quarto da Independencia e do Imperio. — *Diogo Antonio Feijó.* — *Antonio Paulino Limpo de Abreu.*

Alterações feitas ás Instrucções que acompanhárão o Aviso expedido pela Secretaria d'Estado dos Negocios da Justiça, com data de 29 de Outubro de 1834, e de que faz menção o Decreto desta data.

1.ª Os serviços dos Africanos arrematar-se-hão perante o juiz, para serem prestados dentro dos Municipios das capitaes. As pessoas que pretenderem os serviços para fóra daquelles Municipios não serão admittidas a arremata-los perante o juiz, sem autorisação do Governo na Côrte, e dos Presidentes nas Provincias.

2.ª Não se concederáõ á mesma pessoa mais do que até oito Africanos, salvo quando fôr preciso maior numero delles ao serviço de algum estabelecimento Nacional, em cujo caso o Governo na Côrte, e os Presidentes nas Provincias deveráõ determina-lo por um acto especial, expedido ou ex-officio, ou á requisição dos Chefes de taes estabelecimentos.

3.ª A pessoa que quizer sómente dous Africanos poderá escolher o sexo, e a idade; além deste numero, deverá receber de ambos os sexos, e de todas as idades, na justa proporção dos que existirem, e dos que quizer levar, em ordem a verificar-se a distribuição de todos elles, sendo entregues unicamente pelo tratamento, e educação, aquelles que forem menores de 12 annos.

4.ª A distribuição dos Africanos far-se-ha, annunciando-a o juiz, oito dias antes pelo menos, pelas folhas publicas, ou onde as não houver por Editaes,

afim de poderem concorrer as pessoas que os pretenderem; as quaes, em requerimentos que devem apresentar, declararão: 1°, o seu estado, e residencia; 2°, o emprego, ou occupação de que subsistem; 3°, o fim a que destinão os Africanos, e o lugar em que estes para isso vão ficar; 4°, o preço annual que offerecem pelos serviços.

A mudança de residencia deverá ser communicada ao juiz, ao mais tardar tres dias depois de effectuada.

5.° O juiz, findo o prazo de oito dias, formará uma relação nominal de todas as pessoas que concorrêrão perante elle, declarando-se aquellas com quem entender que devem distribuir-se os Africanos, e o numero que deverá tocar a cada uma dellas, sendo-lhe permittido deixar de contemplar as que lhe parecer que não estão nas circumstancias de ser attendidas, não obstante offerecerem maior preço pelos serviços.

6.° A relação de que trata o § antecedente, acompanhada dos respectivos documentos, será remettida ao Governo na Côrte, e aos Presidentes nas Provincias, para o fim de a approvarem, quando com ella se conformem, ou de a alterarem, quando notem injustiça, ou desigualdade na distribuição, sem que comtudo, no caso de fazerem a indicada alteração, possão contemplar pessoa alguma que não comparecesse perante o juiz.

7.° Os arrematantes sujeitar-se-hão, nos termos que assignarem, a entregar os Africanos, logo que

o Governo na Côrte, e os Presidentes nas Provincias, o determinarem.

8.ª Esta determinação terá lugar: 1°, quando houver de dar-se destino legal aos Africanos; 2°, quando se conhecer, por inspecção ocular, representação motivada do Curador, ou por qualquer outro genero de prova, que os Africanos não são vestidos, e tratados com humanidade; 3°, quando não forem apresentados ao Curador até tres dias depois do tempo marcado, que será de tres em tres mezes, contados do dia em que o juiz annunciar, pela primeira vez, que o Curador vai proceder á inspecção ou visita; 4°, quando o preço da arrematação não fôr pago até um mez depois do tempo devido; 5°, quando se mostrar que os arrematantes, com nomes suppostos, ou por interposta pessoa, obtiverão maior numero de Africanos do que o permittido, ou faltárão a qualquer outra condição a que são obrigados.

Esta determinação será precedida unicamente de audiencia dos interessados, e das informações que o Governo na Côrte, e os Presidentes nas Provincias, quizerem tomar para esclarecimento da verdade.

9.ª O producto da arrematação será applicado, ou para ajudar as despezas da reexportação, ou para beneficio dos Africanos.

10.ª A inspecção de que trata a condição 4ª do § 1° das Instrucções, a que estas se referem, poderá ser feita por qualquer Inspector de Quarteirão, na presença de duas testemunhas, quando tiver por fim sómente a verificação de identidade.

11.ª O Governo na Côrte, e os Presidentes nas Provincias, encarregarão a execução destas Instrucções a qualquer juiz que lhes mereção maior confiança, e quando permittirem a sahida de Africanos para fóra dos municipios das capitaes proverão que, nos lugares para onde forem, haja Curadores que possão fiscalisar, e promover quanto fica determinado, e o mais que convier a beneficio dos mesmos Africanos.

Palacio do Rio de Janeiro, em 19 de Novembro de 1835.— *Antonio Paulino Limpo de Abreu.*

F

ACTO *do parlamento britannico, sanccionado em 8 de Agosto de 1845, que sujeita os navios brasileiros que fizerem o trafico de escravos ao alto tribunal do Almirantado, e a qualquer tribunal do Vice-almirantado dentro dos dominios de S. M. Britannica.*

Porquanto se concluio uma Convenção entre Sua fallecida Magestade El-Rei Jorge IV, e o Imperador do Brasil, para a regulação e final abolição do trafico africano de escravos, assignada no Rio de Janeiro aos 23 dias de Novembro de 1826; e porquanto pela dita Convenção se estipulou entre as altas partes contractantes adoptar para o fim, e pelo periodo alli mencionado, os differentes artigos e estipulações dos tratados concluidos entre Sua dita fallecida Magestade, e El-Rei de Portugal a este respeito aos 22 dias de Janeiro de 1815, e aos 28 dias de Julho de 1817, bem como os diversos artigos explicativos que lhes forão

addicionados com as instrucções, regulamento e instrumentos annexos ao Tratado de 28 de Julho de 1817, nomeando-se immediatamente commissões mixtas para julgarem os casos dos navios detidos em virtude das estipulações da referida Convenção de 23 de Novembro de 1826; e porquanto taes commissões mixtas forão consequentemente nomeadas, e foi no oitavo anno do reinado de Sua dita fallecida Magestade promulgada uma lei para pôr aquella Convenção em execução, intitulada—Acto para pôr em execução uma Convenção entre S. M. o Imperador do Brasil para a regulação, e final abolição do trafico de escravos—; Tendo aos 12 dias de Março de 1845 notificado o governo imperial do Brasil ao de S. M. que as commissões mixtas ingleza, e brasileira, estabelecidas no Rio de Janeiro e em Serra Leôa, cessarião no dia 13 do dito mez de Março; mas que o governo imperial concordaria em que as ditas commissões mixtas continuassem por mais seis mezes para o unico fim de julgarem os casos pendentes, e aquelles que pudessem ter occorrido antes do dia 13 de Março; e tornando-se necessario prover á adjudicação dos navios detidos em virtude das estipulações da dita Convenção de 23 de Novembro de 1826, cujos julgamentos estavão pendentes ante as ditas commissões ou qualquer dellas, e ficárão por decidir no dito dia 13 de Março, e de todos os mais navios que possão ter sido detidos em virtude da dita Convenção antes do dito dia 13 de Março, mas que então não tinhão sido apresentados a julgamento: decreta S. M. a Rainha,

por conselho e consentimento dos lords espirituaes, e temporaes, e dos communs, reunidos no presente parlamento, e por autoridade do mesmo :

1.° Que será licito ás ditas commissões mixtas, estabelecidas no Rio de Janeiro, e em Serra Leôa, proceder até o dia 13 de Setembro do anno corrente á adjudicação dos navios detidos em virtude da dita Convenção de 23 de Novembro de 1826, cujos julgamentos estavão pendentes ante ellas ou qualquer dellas, e não forão decididos até o dia 13 de Março, e de todos os mais navios que possão ter sido detidos em virtude da dita Convenção antes do dito dia 13 de Março, mas que então não tinhão sido levados a julgamento, da mesma maneira, e com os mesmos poderes, e autoridade a todos os respeitos que possuião, e exercião em virtude da dita Convenção, e do dito acto do parlamento.

2.° E declara-se, e decreta-se que qualquer decreto ou sentença que possa ter sido ou venha a ser dado por qualquer das ditas commissões mixtas ingleza, e brasileira, estabelecidas no Rio de Janeiro, e em Serra Leôa, sobre qualquer navio ou navios capturados, e levados perante qualquer das ditas commissões desde o dito dia 13 de Março ultimo até o dito dia 13 de Setembro proximo futuro inclusive, por qualquer pessoa ou pessoas ao serviço de S. M. que obrem em virtude de ordem ou autorisação, como referido fica, é, e será bom, e valido para todos os intentos e fins.

3.° E porquanto pela dita Convenção de 23 de Novembro de 1826 se accordou, e ajustou, entre as altas

partes contractantes que no fim de tres annos, contados da troca das ratificações da dita Convenção, não seria licito aos subditos do Imperador do Brasil empregarem-se ou fazerem o trafico de escravos africanos, por qualquer pretexto ou maneira que fosse, e que tal trafico, feito depois daquelle periodo, por qualquer pessoa subdito de S. M. I. seria considerado, e tratado como pirataria; e porquanto se tornou necessario, para o fim de levar a effeito a dita Convenção, que aquella parte do dito acto do oitavo anno do reinado de Sua fallecida Magestade El-Rei Jorge IV, que prohibe o alto tribunal do Almirantado, e os tribunaes de Vice-almirantado de exercerem jurisdicção sobre navios capturados em virtude da dita Convenção, seja revogada, e que se adoptem outras medidas para que tenha ella a devida execução: decreta-se que toda a parte do dito Acto que prohibe o alto tribunal do Almirantado, ou qualquer tribunal de Vice-almirantado, em qualquer parte dos dominios de S. M. de julgar qualquer reclamação, acção ou causa da dita Convenção, ou que encerra alguma estipulação para interdizer uma tal reclamação, acção ou causa, ou procedimento no alto tribunal do Almirantado, ou em qualquer dos ditos tribunaes de Vice-almirantado, fica revogada.

4.° E decreta-se que será licito ao alto tribunal do Almirantado, e a qualquer tribunal de Vice-almirantado de S. M. dentro de seus dominios tomar conhecimento, e julgar qualquer navio que faça o trafico de escravos africanos em contravenção da dita Conven-

ção de 23 de Novembro de 1826, e que fôr detido, e capturado por aquelle motivo depois do dito dia 13 de Março, por qualquer pessoa ou pessoas ao serviço de S. M. que para isso tenhão ordem ou autorisação do lord grande-almirante, ou dos commissarios que exercerem o cargo de lord grande-almirante ou de um dos Secretarios de estado de S. M., bem como os escravos, e carga nelle encontrados, pela mesma maneira, e segundo as mesmas regras, e regulamentos que contenha qualquer acto do parlamento ora em vigor, em relação á repressão do trafico de escravos feito por navios de propriedade ingleza, tão inteiramente para todos os intentos, e fins como se taes actos fossem de novo decretados neste acto, quanto a taes navios, e a tal alto tribunal do Almirantado ou a taes tribunaes de Vice-almirantado.

5.° E decreta-se que todas as pessoas que obrarem em virtude de uma tal ordem ou autoridade do lord grande-almirante ou dos commissarios que exercerem aquelle cargo, ou de um dos Secretarios de estado de S. M., ficão isentos e serão indemnisados de todos os mandados, acções, causas, e procedimentos quaesquer, e de todo, e qualquer acto judicial, e penas, por ter parte em tal busca, detenção, captura ou condemnação de qualquer navio que tenha sido encontrado a fazer o trafico de escravos africanos, em contravenção da dita Convenção de 23 de Novembro de 1826, ou na prisão ou detenção de qualquer pessoa encontrada a bordo de tal navio, ou por causa da sua carga ou qualquer outro motivo que com isso

tenha relação, e que nenhuma acção, causa, mandado ou procedimento qualquer se sustentará ou será sustentavel em qualquer tribunal, em qualquer parte dos dominios de S. M. contra qualquer pessoa, por qualquer acto que pratique em virtude de tal ordem ou autorisação, como fica dito.

6.° E decreta-se que qualquer navio ou embarcação que fôr detido em virtude de tal ordem ou autorisação, como fica dito, e fôr condemnado pelo alto tribunal do Almirantado, ou por qualquer tribunal de Vice-almirantado de S. M., poderá ser comprado para o serviço de S. M., pagando-se por elle a somma que o lord grande-almirante ou os commissarios que exercerem aquelle cargo julgarem ser o preço justo do mesmo navio; e, se assim não fôr comprado, será desmanchado completamente, e os seus materiaes vendidos em leilão em lotes separados.

7.° E decreta-se que todos os tribunaes de Vice-almirantado communicarão de tempos a tempos, como exigir o lord grande-almirante, ou os commissarios que exercerem aquelle cargo, ao dito lord grande-almirante, ou aos commissarios, o nome de cada navio condemnado em tal tribunal de Vice-almirantado, em virtude desta lei, e a data da sua condemnação; e o dito lord grande almirante ou os commissarios communicarão uma vez por anno a S. M. quaes os navios condemnados no dito alto tribunal do almirantado, ou em qualquer tribunal de Vice-Almirantado, que em virtude desta lei forão comprados para o serviço de S. M., e quaes os que forão des-

manchados, e em cada caso a somma do custo dos mesmos, ou a somma por que forão vendidos os materiaes, e uma cópia de cada uma dessas communicações será apresentada a ambas as camaras do parlamento dentro de seis semanas depois que as mesmas forem recebidas, se o parlamento estiver reunido, e, se não estiver, então dentro de seis semanas depois da primeira reunião do parlamento.

8.° E decreta-se que todas as clausulas contidas em um Acto promulgado no quinto anno de Sua fallecida Magestade El-Rei Jorge IV, intitulado— Acto para emendar, e consolidar as leis relativas á abolição do trafico de escravos—, e em um Acto promulgado no primeiro anno de Sua fallecida Magestade intitulado — Acto para reduzir o valor dos premios pagaveis por aprezamentos de escravos—, e em um Acto promulgado no primeiro anno do reinado de Sua actual Magestade intitulado — Acto para melhor e mais efficazmente levar a effeito os Tratados, e Convenções feitos com potencias estrangeiras para reprimir o trafico de escravos, no que diz respeito a incorrerem nas penas de perjurio as pessoas que derem depoimentos falsos, a manter, e prover os escravos capturados durante o julgamento, a condemnar os escravos, e adjudica-los á corôa; a recompensar os captores com um premio pela tomada dos navios, bem como dos escravos; a autorisar os commissarios do thesouro de S. M., nos casos em que o julgarem conveniente, a mandar pagar metade do premio, quando não se tenhão condemnado ou entregado es-

cravos, em consequencia de morte, molestia ou outra circumstancia inevitavel; quanto á maneira de obter taes premios; a autorisar o alto tribunal do Almirantado a resolver sobre qualquer reclamação duvidosa de premios, e tambem sobre qualquer questão de captura connexa; e para pôr em vigor qualquer decreto ou sentença de qualquer tribunal de Vice-almirantado; e tambem em todo o Acto promulgado no sexto anno do reinado de S. M., intitulado — Acto para emendar um Acto do segundo, e terceiro annos de S. M. para a repressão do trafico de escravos, serão applicados *mutatis mutandis* a todos os casos de navios detidos e capturados por fazerem o trafico de escravos africanos, em contravenção da dita Convenção.

9.° E decreta-se que este Acto poderá ser emendado ou revogado por qualquer Acto que se promulgue nesta sessão do parlamento.

G

PROTESTO *do Governo Imperial contra o Bill sanccionado em* 8 *de Agosto de* 1845, *relativo aos navios Brasileiros que se empregarem no trafico.*

Rio de Janeiro.—Ministerio dos Negocios Estrangeiros, em 22 de Outubro de 1845.

Sua Magestade o Imperador do Brasil, Meu Augusto Soberano, soube com a mais profunda magoa que foi approvado, e sanccionado como lei por S. M. a Rainha da Grã-Bretanha, no dia 8 do mez de Agosto do cor-

rente anno, um acto do parlamento, em virtude do qual se confere ao alto tribunal do Almirantado, e a qualquer tribunal de Vice-almirantado de S. M. B., dentro dos seus dominios, o direito de tomar conhecimento, e de proceder á adjudicação de qualquer navio com bandeira Brasileira que fizer o trafico de escravos em contravenção da Convenção de 23 de Novembro de 1826, e que fôr detido, e capturado por qualquer pessoa ao serviço de Sua dita Magestade.

O Enviado Extraordinario, e Ministro Plenipotenciario de S. M. o Imperador do Brasil na Côrte de Londres, logo que este acto foi apresentado no parlamento pelo governo Britannico, protestou contra elle, como era do seu dever, por meio da nota inclusa por cópia, que, com data de 25 de Julho deste anno, dirigio a Lord Aberdeen, principal Secretario de Estado de S. M. B. na repartição dos negocios estrangeiros.

Sua Magestade o Imperador, a quem foi presente o protesto feito pelo seu Enviado Extraordinario, e Ministro Plenipotenciario na Côrte de Londres, ordenou ao abaixo assignado, Ministro, e Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros, que approvasse, e ratificasse o dito protesto, e fizesse, além disto, uma exposição, e analyse mais circumstanciadas dos factos, e do direito que tem o governo imperial para pronunciar-se com toda a energia que dá a consciencia da justiça contra um acto que tão directamente invade os direitos de soberania, e independencia do Brasil,

assim como os de todas as nações. Tal é a ordem que o abaixo assignado passa desde já a satisfazer.

Pelo Tratado de 22 de Janeiro de 1815, o governo do Reino Unido de Portugal, Brasil, e Algarves obrigou-se a abolir o commercio de escravos ao norte do Equador, « e a adoptar, de accordo com a Grã-Bretanha, aquellas medidas que melhor pudessem contribuir para effectiva execução do ajuste precedente, reservando para um tratado separado o período em que o commercio de escravos houvesse de cessar universalmente, e de ser prohibido em todos os dominios Portuguezes. »

Para preencher fielmente, e em toda a sua extensão as obrigações contrahidas pelo Tratado de 22 de Janeiro de 1815, teve lugar a Convenção addicional de 28 de Julho de 1817.

Nesta Convenção estabelecen-se, entre outras providencias, o direito de visita, de busca, e a creação de commissões mixtas para julgarem os aprezamentos feitos pelos cruzadores das altas partes contractantes. Tendo sido assignadas na mesma data pelos plenipotenciarios dos dous governos as instrucções por que devião dirigir-se os cruzadores, e o regulamento por que devião guiar-se as commissões mixtas.

No mesmo anno de 1817 foi assignado em Londres, aos 11 dias do mez de Setembro, e depois competentemente ratificado pelo governo Portuguez, um artigo separado, pelo qual se concordou em que, logo depois da abolição total do trafico de escravos, as duas altas partes contractantes convirião em adaptar,

de commum accordo, ás novas circumstancias as estipulações da Convenção addicional de 28 de Julho do mesmo anno, e accrescentou-se que, quando não fosse possivel concordar em outro ajuste, a dita Convenção addicional ficaria valida até a expiração de 15 annos, contados desde o dia em que o trafico de escravos fosse totalmente abolido.

Pelo art. 1° da Convenção celebrada entre o Brasil, e a Grã-Bretanha no dia 23 de Novembro de 1826, e ratificada no dia 13 de Março de 1827, estabeleceu-se que, « acabados tres annos depois da troca das ratifi-« cações, não seria mais licito aos subditos do Impe-« rio do Brasil fazer o commercio de escravos na « Costa d'Africa, debaixo de qualquer pretexto, ou « maneira que fosse, e que a continuação deste com-« mercio feito depois da dita época por qualquer « pessoa subdita de S. M. Imperial seria considerado, « e tratado como pirataria. »

Pelo art. 2° da referida Convenção concordárão as altas partes contractantes em adoptar, e renovar, como se fossem inseridos, palavra por palavra, na mesma Convenção todos os artigos, e disposições dos Tratados concluidos entre S. M. Britannica, e El-Rei de Portugal sobre este assumpto em 22 de Janeiro de 1815, e 28 de Julho de 1817, e os varios artigos explicativos que lhe tinhão sido addicionados.

Sendo uma das Convenções assim adoptadas, e renovadas pelo art. 2° da Convenção de 1826 a de 28 de Julho de 1817, que tinha estabelecido o direito de visita e busca, e creado as commissões mixtas, e

sendo um dos artigos explicativos tambem adoptados e renovados pela dita Convenção de 1826 o artigo separado de 11 de Setembro do mesmo anno, conforme o qual aquellas medidas devião cessar depois de 15 annos, contados desde o dia em que o trafico de escravos fosse totalmente abolido, evidente é que o direito de visita, e busca exercido em tempo de paz pelos cruzadores britannicos contra embarcações Brasileiras, e as commissões mixtas creadas para julgarem as prezas feitas pelos ditos cruzadores britannicos ou pelos brasileiros, devião expirar no dia 13 de Março de 1845, por ser esta a época em que terminavão os 15 annos depois de abolido totalmente o trafico de escravos pelo art. 1° da Convenção celebrada em 23 de Novembro de 1826, e ratificada em 13 de Março de 1827.

Foi a expiração deste prazo, e com ella a das medidas estipuladas na Convenção addicional de 28 de Julho de 1817, tudo quanto o governo de S. M. o Imperador do Brasil notificou ao de S. M. Britannica, por intermedio do seu Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario nesta Côrte, em nota de 12 de Março do corrente anno, accrescentando que, assim como se havia concordado em dar o espaço de seis mezes aos navios Brasileiros empregados no trafico para se recolherem livremente aos portos do Imperio, uma vez que tivessem deixado as costas d'Africa até o dia 13 de Março de 1830, não duvidaria o governo imperial concordar em que as commissões mixtas Brasileiras, e Inglezas

continuassem ainda por seis mezes, que deverião acabar em 13 de Setembro, para o unico fim de concluirem os julgamentos dos casos pendentes, e daquelles que porventura tivessem occorrido até o mencionado dia 13 de Março deste anno.

Culpa não foi do governo imperial se antes da expiração do prazo de 15 annos, acima mencionado, não foi possivel obter-se um accordo justo, e razoavel, entre o mesmo governo imperial e o da Grã-Bretanha, para adaptar as novas circumstancias da abolição total do trafico ás medidas estabelecidas na Convenção addicional de 28 de Julho de 1817.

E' uma verdade incontestavel que no anno de 1835, assim como nos de 1840 a 1842, o governo imperial prestou-se sempre com o mais decidido ardor a diversas negociações propostas pelo governo de S. M. Britannica.

Se nenhuma destas negociações pôde concluir-se nem ratificar-se, a razão foi porque o governo imperial vio-se collocado na alternativa, ou de recusar-se, máo grado seu, a taes negociações, ou de subscrever a completa ruina do commercio licito de seus subditos, que aliás deve zelar, e proteger. A escolha não podia ser duvidosa a um governo que tivesse consciencia dos seus deveres.

Com effeito, todas as propostas que durante aquelle espaço de tempo forão offerecidas pelo governo britannico continhão, alèm de outros defeitos capitaes, o de estabelecerem differentes casos, cada um dos quaes, só por si, devia considerar-se como prova

cordo de novos compromissos entre os dous governos.

Principio é de direito das gentes que nenhuma nação póde exercer acto algum de jurisdicção sobre a propriedade, e os individuos no territorio de outra.

A visita, e busca no alto-mar, em tempo de paz, assim como os julgamentos, são, mais ou menos, actos de jurisdicção. Aquelle direito, além disto, é exclusivamente um direito belligerante.

Entretanto, não obstante a evidencia destes principios, o governo de S. M. Britannica, em virtude da Lei sanccionada no dia 8 do mez de Agosto por S. M. a Rainha, não hesitou em reduzir a acto a ameaça que anteriormente tinha feito por nota do seu Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario nesta Côrte, datada de 23 de Julho do mesmo anno, submettendo os navios Brasileiros que se occuparem no trafico de escravos aos seus tribunaes do Almirantado, e Vice-almirantado.

Neste acto, que acaba de passar como lei, impossivel é deixar de reconhecer esse abuso injustificavel da força, que ameaça os direitos, e regalias de todas as nações livres, e independentes.

Reproducção é este acto de outro semelhante de que Portugal foi victima no anno de 1839, e que tambem passou como lei, a despeito da opposição de um dos homens de estado mais eminentes da Inglaterra, o Duque de Wellington, que o impugnára na Camara dos Lords, na sessão de 11 de Agosto de 1839,

referindo-se principalmente ao direito de visita, e busca em tempo de paz.

Se esta violencia se cohonesta actualmente com o grande interesse de reprimir o trafico de escravos, inquestionavel é que os fins não podem justificar a iniquidade dos meios que se empregão, nem será para admirar que, sob pretexto de outros interesses que possão crear-se, a força, e a violencia venhão substituir, no tribunal das nações mais fortes, os conselhos da razão, e os principios do direito publico universal, sobre os quaes devem repousar a paz, e a segurança dos Estados.

Para justificar o acto legislativo que confere aos tribunaes Inglezes jurisdicção para conhecerem dos navios Brasileiros que por acaso sejão apprehendidos no trafico de escravos, o governo Britannico invoca o art. 1° da Convenção que em 23 de Novembro de 1826 foi celebrada entre o Brasil, e a Grã-Bretanha, e que abolio o trafico de escravos na Costa d'Africa.

Este artigo, porém, muito longe está de poder autorisar o direito que usurpa, e se arroga o governo Britannico.

Neste artigo a duas condições se obriga o governo Imperial: 1ª, a prohibir aos subditos Brasileiros, e a abolir inteiramente o commercio de escravos africanos, tres annos depois de trocadas as ratificações, isto é, depois de 13 de Março de 1830; 2ª, a considerar, e a tratar este commercio feito pelos subditos Brasileiros como pirataria.

Quanto á primeira obrigação que o governo Impe-

rial se impoz, nenhuma contestação ha nem póde haver.

Pelo que pertence á segundo obrigação, é claro que a intervenção que o governo Britannico póde ter a respeito do trafico feito por subditos do Imperio deve reduzir-se unicamente a exigir do governo Imperial a exacta, e pontual observancia do Tratado; além disto, nada mais póde competir-lhe.

A letra do sobredito art. 1° da Convenção só comprehende os subditos Brasileiros, e o trafico illicito que estes possão exercer.

Ninguem contesta que os crimes commettidos no territorio de uma nação só podem ser punidos pelas autoridades della, e outrosim que se reputão parte do territorio de uma nação os seus navios, para o effeito, entre outros, de serem punidos por suas leis os crimes que nelles forem perpetrados.

Absurdo fôra reconhecer no governo Britannico o direito de punir subditos Brasileiros nas suas pessoas, ou na sua propriedade, por crimes commettidos no territorio do Imperio, sem muito expressa, clara, e positiva delegação deste direito, feita pelo Soberano do Brasil ao da Grã-Bretanha.

Onde está no Tratado esta delegação clara, e positiva?

Subentender, a titulo de interpretação, a delegação de um poder soberano que não se acha expressa, seria quebrantar o primeiro preceito da arte de interpretar, e é que não é permittido interpretar o que não precisa de interpretação.

Quando um acto está concebido em termos claros, e precisos, quando o seu sentido é manifesto, e não conduz a absurdo algum, nenhuma razão ha para recusar-se ao sentido que semelhante acto apresenta naturalmente. Recorrer a conjecturas estranhas para restringi-lo, ou amplia-lo,é o mesmo que querer illudi-lo.

Accresce a isto que, subentender, no caso de que se trata, a delegação de um poder soberano feita pelo governo imperial ao da Grã-Bretanha, sem que igual delegação fosse feita pelo governo da Grã-Bretanha ao governo imperial, contraviria, se alguma obscuridade houvesse no artigo, a outro preceito que se recommenda como regra de interpretar, e vem a ser que, tudo o que tende a destruir a igualdade de um contracto é odioso, e, neste caso, é necessario tomar as palavras no sentido o mais restricto para desviar as consequencias onerosas do sentido proprio, e litteral, ou o que elle contém de odioso.

O espirito da segunda parte da Convenção de 23 de Novembro de 1826 não favorece mais as pretenções que tem o governo Britannico de fazer julgar pelos seus tribunaes do Almirantado, e Vice-almirantado os navios Brasileiros suspeitos de empregar-se no trafico de escravos.

O trafico é no referido artigo equiparado á pirataria, sómente por uma ficção de direito, e sabido é que as ficções de direito não produzem outro effeito além daquelle para que são estabelecidas.

Em verdade, o trafico não é tão facilmente exercido

como o roubo no mar; não ha tanta difficuldade em descobrir, e convencer os seus agentes como aos piratas; em uma palavra, o trafico não ameaça o commercio maritimo de todos os povos, como a pirataria.

Daqui vem que as penas impostas aos traficantes de escravos não podem, sem a nota de tyrannicas, ser tão severas como as que todas as nações impoem aos piratas.

Esta verdade a mesma Inglaterra a tem reconhecido nos Tratados que tem conseguido celebrar com outras nações, com o fim de supprimir o trafico; em quasi todos elles tem sido estipulado que as penas do trafico não sejão as mesmas que as da pirataria propriamente dita.

Tanto é certo não ser a pirataria a que se refere o art. 1° da Convenção de 1826 aquella de que trata o direito das gentes, que as duas altas partes contractantes julgárão indispensaveis as estipulações contidas nos arts. 2°, 3°, e 4.°

Se a Inglaterra se tivesse considerado autorisada pelo art. 1° a capturar, e a julgar nos seus tribunaes os Brasileiros, e seus navios empregados no trafico, não procuraria pelos mencionados artigos autorisação especial para visitas, buscas, e captura desses navios, julgamento por commissões mixtas, e outras medidas adoptadas no mesmo sentido.

Nem é concebivel como possa o trafico ser considerado hoje pirataria, segundo o direito das gentes, quando ainda no anno de 1807 affirmava Lord Eldon

no parlamento britannico—*que o trafico tinha sido sanccionado por parlamentos em que tinhão assento os jurisconsultos mais sabios, os theologos mais esclarecidos, e os homens de estado mais eminentes*—;quando Lord Hawksbury,depois Conde de Liverpool, propunha que as palavras—*inconsistente com os principios de justiça, e humanidade*—fossem riscadas do preambulo da lei que abolio o trafico de escravos; quando emfim o Conde de Westemoreland declarava—*que, ainda que elle visse os presbyteros, e os prelados, os methodistas, e os prégadores do campo, os jacobinos, e os assassinos reunidos em favor da medida da abolição do trafico de escravos, elle havia de levantar bem alto a sua voz contra ella no parlamento.*

Não é concebivel como possa o trafico ser considerado hoje pirataria, segundo o direito das gentes, quando não ha muitos annos ainda a mesma Inglaterra não se reputava infamada em negociar em escravos africanos, e quando outras nações cultas ainda ha bem pouco tempo proscrevêrão esse trafico.

Escravos indios conserva presentemente a Grã-Bretanha.

Russia, França, Hespanha, Portugal, Estados-Unidos da America do Norte, Brasil, e outras potencias, ainda não abolirão a escravidão.

Obvio é, portanto, que factos que tantas nações praticão actualmente, e que ainda não ha muitos annos erão praticados por todo o mundo, não serão com justiça considerados pirataria senão entre povos que

como tal os classificarem expressamente nos seus tratados.

Se o trafico de Africanos não é a pirataria do direito das gentes, se pela Convenção de 23 de Novembro de 1826 o Brasil não outhorgou á Inglaterra o direito de punir, e julgar como pirataria os subditos Brasileiros, e sua propriedade, suspeitos de se empregarem no trafico, é evidente que a Inglaterra não póde exercer um tal direito pelos seus tribunaes, sem offensa da soberania, e independencia da Nação Brasileira.

Nem até o presente o governo britannico se tem considerado investido de semelhante direito contra os subditos Brasileiros pelo crime de traficarem em Africanos; muito pelo contrario expressamente tem elle reconhecido incompetentes os seus tribunaes para taes julgamentos.

Na correspondencia havida entre o governo imperial, e a legação britannica de 31 de Outubro de 1843, e de outras datas, que teve lugar por occasião de ser detido a bordo da escuna *Tartaruga* o subdito Brasileiro Manoel José Madeira, mandado para o Cabo da Boa Esperança por ter sido apprehendido a bordo da dita escuna, que se disse occupada no trafico prohibido, declarou o Ministro de S. M. Britannica nesta Côrte, em nota de 12 de Novembro do dito anno, que este individuo, assim como os que se achavão a bordo da *Tartaruga*, tinhão sido conduzidos para o Cabo da Boa Esperança, porque talvez fosse precisa a sua presença, quando tivesse de ser julgado

aquelle navio pelo tribunal do Vice-almirantado, como testemunhas, e meio de se verificarem os actos de pirataria.

E com effeito, apenas foi julgado o referido barco, voltou aquelle Madeira com os outros, o que tudo consta da citada correspondencia official.

Que esta seja a intelligencia que deve dar-se ao Tratado de 23 de Novembro de 1826, mais se evidencia conferindo-se o citado art. 1° com os Tratados que a Inglaterra tem celebrado com todas as nações sobre este objecto.

Facil é consultar os Tratados feitos com a Republica Argentina em 24 de Maio de 1839; com a Bolivia em 25 de Setembro de 1840, artigos addicionaes da mesma data, e annexos; com o Chile em 19 de Janeiro de 1839, artigos addicionaes da mesma data, e annexos; com o Haiti em 23 de Dezembro de 1839; com o Mexico em 24 de Fevereiro de 1841, artigos addicionaes da mesma data; com Texas em 16 de Novembro de 1841, annexos, e declaração assignada em Washington em 16 de Fevereiro de 1844; com o Uruguay em 13 de Junho de 1839, artigos addicionaes da mesma data, e annexos; e com Venezuela em 15 de Março de 1839.

Reconhecer-se-ha desde logo em cada um destes Tratados que ambas as partes contractantes se compromettem a concertar, e a estabelecer, por meio de Convenção, os pormenores das medidas conducentes a que a lei da pirataria, que então se fizer applicavel ao dito trafico, segundo a legislação dos respectivos

paizes, seja immediata, e reciprocamente posta em execução relativamente aos barcos, e subditos de cada uma.

Se bastasse considerar-se o trafico pirataria para o effeito de serem os individuos, e sua propriedade julgados pelos tribunaes das nações que os apprehendessem, escusado era em todos os sobreditos actos, não só declara-lo pirataria, mas comprometter-se além disto cada uma das partes contractantes a fazer leis especiaes, e a punir os subditos ou cidadãos criminosos no trafico, segundo essas leis.

Se pela simples declaração de ser pirataria o trafico de escravos não forão os subditos Brasileiros esbulhados com a sua propriedade do direito de serem julgados pelas autoridades do seu paiz, tambem não ficárão os seus navios sujeitos a visitas, buscas, e capturas pelos cruzadores inglezes.

Já se mostrou que o direito das gentes não reconhece o direito de visita, e busca no alto mar em tempo de paz. Os tribunaes inglezes assim o têm por vezes reconhecido, como aconteceu no caso do navio francez *Louis*, capturado no anno de 1820 na Costa d'Africa, por se occupar no trafico de escravos, declarando-se que tal captura era nulla, porque o direito de visita, e busca no alto mar não existe em tempo de paz.

Lord Stowell na decisão deste caso allegou como argumento especial que, ainda mesmo admittindo que o trafico estivesse effectivamente prohibido pelas leis municipaes de França, o que era duvidoso, o di-

reito de visita, e busca, sendo um direito exclusivamente belligerante, não podia, conforme o direito das gentes, ser exercido em tempo de paz para executar-se aquella prohibição por meio dos tribunaes Britannicos, a respeito da propriedade de subditos Francezes.

Proferindo o julgamento do supremo tribunal do Almirantado neste caso, Lord Stowell declarou mais que o trafico de escravos, posto que injusto, e condemnado pelas leis municipaes da Inglaterra, não era pirataria, nem era crime á face do direito das gentes absoluto.

Com effeito, se tal direito pertencesse a uma nação, devia igualmente pertencer a todas, causaria males incalculaveis, porventura a guerra universal.

Que tal direito não pertence á Inglaterra sobre os navios das outras nações, reconhecem-o, e proclamão-o além disto os proprios Tratados que a Ingaterra tem celebrado, porque todos o estipulão expressamente, bem como o estipulárão os de 1815, e 1817, entre Portugal, e a Inglaterra, os quaes, vigorados pela Convenção de 23 de Novembro de 1826 entre a Inglaterra, e o Brasil, expirárão no dia 13 de Março do corrente anno.

Do que fica exposto, e demonstrado, resulta a evidencia de que o acto que passou como lei no parlamento Britannico, e foi sanccionado pela Rainha da Grã-Bretanha no dia 8 do mez de Agosto do corrente anno, sob o pretexto de levar-se a effeito as disposições do art. 1° da Convenção celebrada entre as corôas do

Brasil, e da Grã-Bretanha em 23 de Novembro de 1826, não póde fundar-se nem no texto, nem no espirito do referido artigo, contraria os principios mais claros, e positivos do direito das gentes, e por ultimo attenta contra a soberania, e independencia do Brasil, assim como de todas as nações.

Portanto, o abaixo assignado, Ministro, e Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros, em nome, e por ordem de S. M. o Imperador, seu Augusto Soberano, protesta contra o referido acto, como evidentemente abusivo, injusto, e attentatorio dos direitos de soberania, e independencia da nação Brasileira, não reconhecendo nenhuma de suas consequencias senão como effeitos e resultados da força, e da violencia, e reclamando desde já por todos os prejuizos, perdas, e damnos que se seguirem ao commercio licito dos subditos Brasileiros, a quem as leis promettem, e S. M. o Imperador deve constante, e efficaz protecção.

O governo imperial, sem embargo disto, antepondo a quaesquer outras considerações os sentimentos generosos de justiça, e philantropia que o animão, e dirigem em todos os actos, continuará a empenhar os seus esforços na repressão do trafico de escravos, segundo as leis do paiz, e muito desejará que o governo de S. M. Britannica acceda a um accordo que, respeitando os interresses do commercio licito dos subditos Brasileiros, obtenha o desejado fim de pôr termo áquelle trafico, que todos os governos illustrados, e christãos deplorão, e condemnão.

O abaixo assignado, de ordem de S. M. o Imperador,

seu Augusto Soberano, transmitte este protesto ao Sr. Hamilton Hamilton, Enviado Extraordinario, e Ministro Plenipotenciario de S. M. Britannica, afim de que haja de leva-lo ao conhecimento de seu governo, e prevalece-se desta mesma occasião para reiterar-lhe as expressões de sua perfeita estima, e distincta consideração. — *Antonio Paulino Limpo de Abreu.*

H

Nota de 11 de Janeiro de 1844, dirigida ao Sr. Hamilton Hamilton, Enviado Extraordinario, e Ministro Plenipotenciario da Grã-Bretanha, por S. Ex. o Sr. Paulino José Soares de Souza, Ministro, e Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros do Brasil. (*)

O abaixo assignado, do Conselho de S. M. o Imperador, Ministro, e Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros, recebeu a nota n. 58, que em data do 1° de Setembro proximo passado lhe dirigio o Sr. Hamilton Hamilton, Enviado Extraordinario, e Ministro Plenipotenciario de S. M. Britannica.

Esta nota tem por fim declarar ao governo imperial que o de S. M. Britannica não pretende que as obrigações contrahidas pela Convenção de 1826

(*) O historico dos Artigos addicionaes de 1835, dos outros propostos em 1840, e do contra-projecto brasileiro de 1841, bem como da enumeração das violencias do cruzeiro inglez, vem detalhada, e energicamente relatado nesta Nota.

fiquem sem cumprimento, por falta de cooperação, tantas vezes, e debalde (diz o Sr. Hamilton), reclamada pelo governo britannico, e que, se o do Brasil se recusar a entrar com a Grã-Bretanha em ajustes formaes, afim de serem levados a effeito os desejos manifestados pelas partes naquella Convenção para a total e final abolição do commercio de escravos, S. M. só por si, e com seus proprios recursos, tomará as medidas que julgar conveniente adoptar para conseguir completamente o fim da obrigação imposta a S. M. pelo artigo 1° da sobredita Convenção entre a Grã-Bretanha, e o Brasil.

O abaixo assignado vê-se na rigorosa necessidade de fazer um rapido exame dos fundamentos em que descansa uma declaração tão extraordinaria.

Para a justificar, começa o Sr. Hamilton pela enumeração dos suppostos aggravos que os officiaes, e marinheiros dos cruzeiros britannicos têm recebido das autoridades brasileiras. E assim reproduz, recapitulando-os, os factos occorridos com os botes dos navios *Clio*, *Rose*, *Fantome*, *Curlew*, de S. M. Britannica, e o caso do navio *Leopoldina* em Macahé.

Cada um destes assumptos tem feito objecto de uma larga, e longa discussão, e a de alguns está terminada. A essas discussões poderia referir-se o abaixo assignado, sem accrescentar cousa alguma; mas não póde passar em silencio uma observação.

Essas desagradaveis occurrencias, que ninguem deplora mais do que o governo imperial, tiverão lugar

por occasião de violações dos Tratados subsistentes entre o Imperio, e a Grã-Bretanha.

Diz, pois, o artigo 2° das instrucções de 28 de Julho de 1817, que formão parte integrante da Convenção da mesma data, o seguinte:

« Não poderá ser visitado, ou detido, *debaixo de qualquer pretexto ou motivo que seja*, navio algum mercante ou empregado no commercio de negros, emquanto estiver dentro de um porto, ou enseada pertencente a uma das duas altas partes contractantes, ou ao alcance de tiro de peça das baterias de terra; mas, dado o caso de que fossem encontrados nesta situação navios suspeitos, poderão *fazer-se as representações convenientes ás autoridades do paiz, pedindo-lhes que tomem medidas efficazes para obstar a semelhantes abusos.* »

Este artigo é a garantia indispensavel da independencia do territorio do Imperio. Sem elle esta não existiria, e, todas as vezes que fôr violado, aquélla independencia será violada tambem.

A intenção clara, e evidente desse artigo é certamente que a policia, e repressão do trafego no interior, nas costas, e mares territoriaes do Brasil, sejão feitas pelas suas autoridades. A acção dos cruzeiros britannicos cessa no lugar onde alcança o tiro de peça das baterias de terra.

Essas disposições do tratado têm sido constantemente violadas. Constantemente os cruzeiros inglezes destacão botes armados, que fazem a policia dos mares territoriaes, desembarcão armados nas praias, visitão,

e procurão fazer emiliações ainda mesmo debaixo das baterias das fortalezas, e averiguar se ha Africanos nas casas, e estabelecimentos do littoral.

Esse procedimento deve necessariamente irritar a susceptibilidade nacional, e indispôr os animos, ainda mesmo dos que não são interessados no trafego. Delle devem resultar conflictos muito desagradaveis.

E todavia, na opinião do Sr. Hamilton, são o governo imperial, e as autoridades brasileiras culpados desses conflictos! O tratado, e a independencia do territorio do Imperio são violados, e, porque aquellas autoridades cuidão reagir contra esses procedimentos, deve o governo imperial dar satisfações!

O Sr. Hamilton ameaça em sua nota com novas medidas; porém o abaixo assignado, e di-lo com sinceridade, não póde conceber outras que vão muito além das que se tem posto em pratica até agora.

Se não fôra a intenção em que está o governo imperial de evitar tudo quanto póde azedar as discussões que têm de ser presentes ao governo de S. M. Britannica, e o desejo sincero que nutre de fazer, de sua parte, tudo quanto fôr possivel para conservar relações entre os dous paizes, o abaixo assignado entraria em uma circumstanciada analyse de muitos aggravos recebidos dos cruzeiros britannicos, e pelos quaes nem uma satisfação real foi dada ao governo imperial. O abaixo assignado apenas consignará aqui os que lhe occorrêrão ao escrever estas linhas. Vêm-lhe á memoria os seguintes:

O tiro disparado do brigue *Ganges* que matou o

infeliz João Soares de Bulhões, que voltava da Ilha de Paquetá a bordo da barca de vapor brasileira *Especuladora*, no dia 21 de Abril de 1839.

O tiro disparado de bordo da corveta *Orestes* sobre o vapor brasileiro *Paquete do Sul*, dentro deste porto.

O tiro disparado da fragata *stag* sobre um escravo de Boaventura José da Veiga, que passava em uma falúa dentro deste porto.

A prisão de José Lasaro de Oliveira, cidadão brasileiro, em uma presiganga ingleza, dentro de um porto do Imperio.

O facto acontecido nas aguas desta provincia entre o patacho nacional *Patagonia*, e um ketch inglez.

A visita feita por uma barca de vapor ingleza, debaixo das baterias da fortaleza de Santa-Cruz deste porto, a uma canôa, e uma sumaca brasileira, obrigando um bergantim nacional a atravessar.

O insulto ao brigue de guerra brasileiro *Tres de Maio*, trazendo içada a bandeira nacional, por uma lancha ingleza, que lhe disparou dous tiros de bala, e o insultou com palavras.

A dilaceração pelo official Christie do sello imperial, posto em officio dirigido por uma autoridade brasileira a outra, afim de ver o que continha.

A tentativa de um bote do *Patridge* para deter o bergantim *Leopoldina*, dentro do porto de Macahé, e debaixo das baterias da Fortaleza que ahi serve de registro.

A tentativa feita por uma lancha, e escaleres arma-

dos do *Curlew* para apprehender o navio *Amizade Constante*, dentro do rio Bertioga.

Finalmente, accrescentará o abaixo assignado outro facto que acaba de occorrer, e que vai entrar em discussão, e vem a ser o desembarque da tripolação armada de um cruzeiro inglez na praia da armação dos Buzios, a quatro leguas e meia de Cabo-Frio. Essa tripolação saltou em terra, armada, não consentio que chegasse ao lugar pessoa alguma brasileira, e apoderou-se de um brigue com bandeira portugueza, que conduzia Africanos, e o levou. Não houve conflicto certamente por causa da rapidez com que isto foi praticado.

Em algumas dessas occasiões têm sido apprehendidos Africanos, mas essa unica vantagem não póde justificar a violação clara, e manifesta dos Tratados, nem o governo imperial póde crer que o de S. M. Britannica adopte o principio de que o fim justifica os meios, e que pouco importa violar as obrigações as mais santas, e as mais solemnes, comtanto que se apprehendão mais 400 ou 500 Africanos!

Se os cruzeiros britannicos respeitassem a independencia do territorio do Imperio, e os Tratados que a garantem, e se desse procedimento resultasse maior introducção de Africanos, razão teria o Sr. Hamilton para dirigir ao abaixo assignado a nota, á qual tem a honra de responder, e para reclamar a adopção de novas estipulações que puzessem cobro áquella introducção. Mas não acontece assim, porque os cruzeiros britannicos tomão pelas suas proprias mãos todas as

faculdades que julgão convenientes, e exercem-as de facto, e por meio da força. Dahi resultão conflictos; delles é o governo imperial sempre culpado, e por elles é tambem sempre ameaçado.

Não é, portanto, o governo imperial que tem o firme proposito de desprezar ou illudir as solemnes obrigações do Tratado.

No meio das difficuldades que necessariamente devia encontrar a extincção do trafego em um paiz, cuja população foi acostumada por seculos a não possuir quasi outra riqueza, senão aquella que era tirada da terra por braços escravos, lamenta elle que o imprudente, e violento procedimento dos cruzeiros britannicos accumule novos embaraços, acareando sympathias aos traficantes pelo sentimento do amor proprio nacional offendido.

O abaixo assignado julga não dever aceitar a discussão da comparação que pretende instituir o Sr. Hamilton das diversas administrações que tem tido o Imperio, relativamente á questão do trafego. Esta discussão, por ter muito de pessoal, seria, além de incompetente, muito desagradavel. Observará, porém, que nem uma administração brasileira até agora tem-se recusado a adoptar, de accordo com a Grã-Bretanha, meios para tornar mais effectiva a repressão do trafego. E, se nem um accordo se tem tomado até agora, é isso devido á natureza das proposições feitas por parte da Grã-Bretanha. Observará mais que uma das anteriores administrações a que o Sr. Hamilton se refere repugnou tambem admittir os artigos ad-

dicionaes taes quaes estão redigidos, e a Convenção proposta pelo Sr. Ouseley, baseada no memorandum do Sr. Candido Baptista de Oliveira, o que foi declarado ao mesmo Sr. Ouseley em notas datadas de 20, e 26 de Agosto de 1841.

O Sr. Hamilton cita em primeiro lugar a Convenção proposta por ordem do Visconde Palmerston no mez de Agosto de 1840. A discussão dessa Convenção foi interrompida pela proposição feita pelo Sr. Candido Baptista de Oliveira, então Ministro dos Negocios Estrangeiros, como se vê do despacho de Mr. Ouseley ao Visconde Palmerston de 9 de Agosto de 1839, que está a fl. 339 da *Correspondence With Foreing Powers Relating to Slave Trade Class. B.* 1840.

Demais, o Sr. Hamilton não poderá certamente deixar de reconhecer que as principaes disposições desse projecto de Convenção estão sendo executadas, sem que se tenha julgado necessaria a acquiescencia do Brasil.

O art. 1° dispunha que as commissões mixtas estabelecidas segundo as estipulações da Convenção de 23 de Novembro de 1826 serião abolidas. Ora, pelo menos, a desta Côrte o vai sendo de facto, porque muitas embarcações, de cuja detenção lhe competia tomar conhecimento, na fórma do Tratado, e de exigencias da propria Legação Britannica, têm sido, e são levadas perante os Tribunaes Britannicos do Almirantado, ou Vice-almirantado. Este assumpto, porém, fará o objecto de uma reclamação que o abaixo

assignado terá a honra de levar ao conhecimento do Sr. Hamilton.

Outro artigo da mesma Convenção dispunha que os Africanos apprehendidos a bordo dos navios aprezados ficarião a cargo do governo inglez, e serião mandados para alguma colonia ou estabelecimento britannico. A razão que se dá no preambulo dessa Convenção de 1840 funda-se no inconveniente para o Brasil da introducção de negros livres no seu territorio. Aquella estipulação era indispensavel para revogar a disposição (em vigor) do art. 7° do Regulamento para as commissões mixtas de 28 de Julho de 1817, o qual faz parte da Convenção da mesma data, e que determina que aquelles Africanos serão consignados ao governo do paiz em que residir a commissão que tiver dado a sentença, para serem empregados em qualidade de criados ou trabalhadores livres.

Ora, o Sr. Hamilton sabe mui bem, porque o tem por vezes declarado mui solemnemente ao abaixo assignado, que todos os Africanos apprehendidos pelos cruzeiros britannicos são hoje remettidos para as colonias inglezas, com o fundamento de que são (agora) muito mal tratados no Brasil. Está, portanto, tambem em execução nesta parte a proposta do Visconde Palmerston, com manifesta violação do art. 7° do Regulamento acima citado, que faz parte de um Tratado.

Cita o Sr. Hamilton em segundo lugar os Artigos addicionaes á Convenção de 1826, assignados nesta Côrte pelos Srs. Alves Branco, e Fox, em 27 de Julho de 1835. Esses Artigos ficárão dependentes de rati-

ficação, que naquella época dependia da approvação da assembléa geral legislativa, em virtude do art. 30 da Lei da regencia de 14 Junho de 1831.

Essa Convenção era do numero daquellas que não podem ter a menor força, e execução, sem que sejão ratificadas, e, não obstante, as suas disposições principaes têm sido postas em execução por parte da Grã-Bretanha. Ahi estão as opiniões, e decisões dos juizes britannicos da commissão mixta, e os aprezamentos feitos pelos cruzeiros inglezes, que sobejamente o attestão.

Essa Convenção não foi ratificada, sem duvida pelas mesmas razões por que o governo imperial não a ratificaria hoje, e o abaixo assignado as repetirá com a maior franqueza, e sinceridade.

Pela Convenção celebrada entre Portugal, e a Grã-Bretanha, em 15 de Março de 1823, se declarou no art. 1° que, se houvesse *prova clara, e innegavel de ter sido embarcado* a bordo de qualquer navio algum escravo, ou escravos de um ou outro sexo, destinado ao trafego illicito, na viagem em que o mesmo navio fôr capturado, *nesse caso, e por esse motivo*, em conformidade *do verdadeiro espirito, e intenção* das estipulações da Convenção acima mencionada, será aquelle detido pelos cruzadores, e condemnado afinal pelos Commissarios.

Nessa Convenção reconheceu, e declarou a Grã-Bretanha o verdadeiro espirito, e intenção das estipulações da Convenção de 28 de Julho de 1817, espirito,

e intenção que, por certo, não foi seguido, e guardado nos Artigos addicionaes de 27 de Julho de 1835.

Porquanto esses Artigos addicionaes, depois de fazerem uma longa, e minuciosa enumeração das cousas, e circumstancias que ordinariamente qualificão as embarcações que se empregão no trafego, accrescentão: «—*Se alguma*, ou mais destas diversas circumstancias forem verificadas, serão consideradas como provas *prima facie* do emprego effectivo do navio no trafego de escravos; e por isso o navio será condemnado, e declarado boa preza, uma vez que da parte do mestre ou donos não se dêm provas satisfactorias de que semelhante navio, no tempo da detenção, ou captura, estava empregado em alguma especulação legal.—»

Assim, ao passo que nos Artigos addicionaes assignados com Portugal se havia concordado na necessidade de uma prova clara, e innegavel de haverem as embarcações desembarcado Africanos, julgava-se bastante para o Brasil que houvesse suspeitas ou provas *prima facie* de que as embarcações se dirigião ao trafego de Africanos, sendo sufficiente uma só das circumstancias enumeradas nos Artigos addicionaes para a condemnação! Esta teria lugar sempre que essas embarcações não dessem provas satisfactorias de que se empregavão no commercio licito, mas essas provas satisfactorias não estavão definidas, e ficavão inteiramente ao arbitrio de algum tribunal, que não seria brasileiro, mas inteiramente britannico, extinctas as commissões mixtas. O Brasil viria a pôr assim a sua acanhada, e quasi nullificada marinha mercante, nas

mãos, o abaixo assignado não dirá do governo britannico, mas de alguns tribunaes inglezes, cujos membros, para dar prova de zelo, podem ir além das suas instrucções, e não ter a indispensavel imparcialidade. O procedimento do actual juiz commissario da commissão mixta brasileira, e ingleza, estabelecida nesta Côrte, é uma exuberante prova disso, e o abaixo assignado o provará com factos, se o Sr. Hamilton o exigir.

As ponderosas considerações que aconselhavão a não ratificação daquelles Artigos, pelo modo por que se achão concebidos, adquirião maior robustez á vista da interpretação dada por um commissario juiz britannico da commissão mixta brasileira, e ingleza nesta Côrte, o Sr. Geo. Jackson, á Convenção de 23 de Novembro de 1826, interpretação em que baseava as suas sentenças nesse tribunal, e que não consta, ao menos ao governo imperial, que fosse reprovada pelo britannico, que a teve presente, como se vê dos officios dirigidos a Lord Palmerston em 22 de Junho, e 23 de Setembro de 1839, e documentos que os acompanhão, e que se achão impressos na *Correspondence With British Commissioners Relating to the Slave Trade Class. A.*, 1839—1840, a fls. 235 e 259.

Segundo essa interpretação, a doutrina dos Artigos addicionaes de que se trata está na Convenção de 23 de Novembro, e não servem elles senão para dar *greater clearness to engagements already existing, and to obviat the possibility of any such doubts, etc., etc.*

Taes são os principios que têm dictado as sentenças dos juizes britannicos da c ommissão mixta !

Essa interpretação, que, pela comprehensão extensissima, e inteiramente arbitraria que dava ás palavras de que usa o artigo 3° da Convenção de 23 de Novembro de 1826, *mutatis mutandis*, acabava com todas as clausulas restrictivas dos Tratados anteriores, isto é, com todas as garantias que estes concedem aos navios, e subditos brasileiros, não foi intimada ao governo imperial, não foi por elle discutida, não foi por elle aceita, e comtudo tem-lhe sido imposta, e executada, com manifesta violação dos principios do direito das gentes, porque nenhum dos contractantes tem por si só, e independentemente do outro, o direito de interpretar á sua vontade um tratado. Esta regra tem ainda muito maior applicação, quando se trata de uma interpretação que tem tão extraordinario alcance, como aquella que o abaixo assignado acaba de mencionar.

Não obstante todas estas considerações, nenhuma das administrações que tem tido o Imperio recusou tratar com o governo britannico sobre os meios de tornar mais effectivo o Tratado da abolição do commercio da escravatura de 23 de Novembro de 1826, porém de uma maneira que não vexasse o commercio licito, que o não entregasse, e aos subditos brasileiros a tribunaes estrangeiros, e que prestasse as convenientes garantias ás propriedades, e subditos brasileiros. Isto foi declarado á legação britannica

em varias notas, como, por exemplo, na que foi dirigida ao Sr. Ouseley, em 8 de Fevereiro de 1841.

Para entrar em negociação sobre esse assumpto, e definir claramente as estipulações da Convenção de 23 de Novembro de 1826, foi nomeado, de accordo entre o Sr. Aureliano de Souza e Oliveira Coutinho, então Ministro, e o Sr. Ouseley, como se vê de uma nota deste, datada de 4 de Março de 1841, um Plenipotenciario Brasileiro, o Sr. Senador Caetano Maria Lopes Gama.

Começárão as conferencias entre ambos em 20 de Agosto de 1841, não obstante não apresentar o Sr. Ouseley plenos poderes para tratar, e depois de haver este insistido, por todos os modos, para que a sua proposta fosse adoptada, pedio que o plenipotenciario brasileiro apresentasse um contra-projecto. Esse contra-projecto foi remettido ao Sr. Ouseley pelo Sr. Aureliano de Souza e Oliveira Coutinho, com a nota de 26 de Agosto de 1841.

Aquelle contra-projecto refundio, e comprehendeu: 1°, os artigos addicionaes assignados pelos Srs. Alves Branco, e Fox, em 27 de Julho de 1835; 2°, a proposta apresentada pelo Sr. Ouseley, e que acompanhou a sua nota de 23 de Agosto de 1840; 3°, o additamento por elle proposto, para que os navios condemnados por se empregarem no trafego fossem desmanchados, e suas partes vendidas separadamente.

As differenças salientes que existem entre o dito contra-projecto, e os referidos artigos, proposta, e additamento, são sómente as seguintes:

Pelos artigos addicionaes basta como prova *prima facie* do emprego do navio no trafego de escravos, e para sua condemnação, que se verifique uma das circumstancias que encerrão os mesmos artigos (e tambem o contra-projecto), como, por exemplo, a de haverem sido encontrados nelle grilhões, correntes ou algemas (podem ser meia duzia), ou duas caldeiras de tamanho ordinario.

Pelo contra-projecto não basta a existencia de uma de taes circumstancias, é preciso que se verifiquem todas ou uma não pequena concurrencia das que enumerão tanto o mesmo contra-projecto, como os artigos addicionaes.

E na verdade, nenhuma embarcação está preparada para ir buscar 200, 300 ou 400 Africanos á Costa d'Africa sómente com uma duzia de grilhões, e duas caldeiras de tamanho ordinario.

O contra-projecto, no artigo 10, diz: «— Não terá, porém, lugar a detenção, ainda que pela visita se verifique a existencia de grande quantidade de taboas ou de quaesquer outras peças de madeira, de vasilhas vasias ou com objectos de commercio, assim como dos generos, e mercadorias mencionados sob os numeros 9 e 10 do artigo (arroz, farinha, chitas, etc.), quando o navio se dirigir de um para outro porto do Brasil, ou para qualquer porto que não seja da Costa d'Africa, onde se possa fazer o trafego da escravatura. — »

Pelos artigos addicionaes essa embarcação seria detida, e condemnada, ficando inteiramente entregue

imperial não tem conhecimento de taes factos, e muito melhor fôra que a pessoa que deu taes informações ao Sr. Hamilton as houvesse tambem communicado ao governo, que tem á sua disposição os meios convenientes para os averiguar, e reprimir, se forem verdadeiros, e de convencer de falsas taes noticias quando o sejão. O abaixo assignado duvida de que o numero d'Africanos illicitamente importados suba tanto como pretende o Sr. Hamilton, e uma prova da exageração do seu calculo é o preço extraordinario, e sempre crescente dos escravos nesta provincia.

Pelo que toca aos factos mencionados pelo Sr. Hamilton, relativos á provincia de Pernambuco, o abaixo assignado exige nesta data informações do respectivo presidente para providenciar como convier, e aproveita a opportunidade para renovar ao Sr. Hamilton os protestos de sua perfeita estima, e distincta consideração.

Palacio do Rio de Janeiro, em 11 de Janeiro de 1844.—*Paulino José Soares de Souza.*

I

LEI DE 4 DE SETEMBRO DE 1850

Estabelece medidas para a repressão do trafego de Africanos no Imperio.

Dom Pedro por Graça de Deos, e Unanime Acclamação dos Povos, Imperador Constitucional, e Defensor Perpetuo do Brasil: Fazemos saber a todos os

Nossos Subditos que a Assembléa Geral Decretou, e Nós Queremos a Lei Seguinte :

Artigo 1.° As embarcações brasileiras encontradas em qualquer parte, e as estrangeiras encontradas nos portos, enseadas, ancoradouros, ou mares territoriaes do Brasil, tendo a seu bordo escravos, cuja importação é prohibida pela Lei de sete de Novembro de mil oitocentos e trinta e um, ou havendo-os desembarcado, serão apprehendidas pelas Autoridades, ou pelos Navios de guerra brasileiros, e consideradas importadoras de escravos.

Aquellas que não tiverem escravos a bordo, nem os houverem proximamente desembarcado, porém que se encontrarem com os signaes de se empregarem no trafico de escravos, serão igualmente apprehendidas, e consideradas em tentativa de importação de escravos.

Artigo 2.° O Governo Imperial marcará em Regulamento os signaes que devem constituir a presumpção legal do destino das embarcações ao trafico de escravos.

Artigo 3.° São Autores do crime de importação, ou de tentativa dessa importação, o dono, o capitão, ou mestre, o piloto e o contra-mestre da embarcação, e o sobrecarga. São complices a equipagem, e os que coadjuvarem o desembarque de escravos no territorio brasileiro, ou que concorrerem para os occultar ao conhecimento da Autoridade, ou para os subtrahir á apprehensão no mar, ou em acto de desembarque, sendo perseguido.

Artigo 4.° A importação de escravos no territorio do Imperio fica nelle considerada como pirataria, e será punida pelos seus Tribunaes, com as penas declaradas no Artigo segundo da Lei de sete de Novembro de mil oitocentos e trinta e um. A tentativa, e a complicidade serão punidas segundo as regras dos Artigos trinta e quatro, e trinta e cinco do Codigo Criminal.

Artigo 5.° As embarcações de que tratão os Artigos primeiro e segundo, e todos os barcos empregados no desembarque, occultação, ou extravio de escravos, serão vendidos com toda a carga encontrada a bordo, e o seu producto pertencerá aos aprezadores, deduzindo-se um quarto para o denunciante, se o houver. E o Governo, verificado o julgamento de boa preza, retribuirá a tripolação da embarcação, com a somma de quarenta mil réis por cada um africano apprehendido, que será distribuida conforme as Leis a respeito.

Artigo 6.° Todos os escravos que forem apprehendidos serão reexportados por conta do Estado para os portos donde tiverem vindo, ou para qualquer outro ponto fóra do Imperio, que mais conveniente parecer ao Governo; e, emquanto essa reexportação se não verificar, serão empregados em trabalho debaixo da tutela do Governo, não sendo em caso algum concedidos os seus serviços a particulares.

Artigo 7.° Não se darão passaportes aos navios mercantes para os portos da Costa da Africa, sem que seus donos, capitães ou mestres tenhão assignado

termo de não receberem a bordo delles escravo algum; prestando o dono fiança de uma quantia igual ao valor do navio, e carga, a qual fiança só será levantada se dentro de dezoito mezes provar que foi exactamente cumprido aquillo a que se obrigou no termo.

Artigo 8.° Todos os aprezamentos de embarcações, de que tratão os Artigos primeiro e segundo, assim como a liberdade dos escravos apprehendidos no alto mar, ou na costa antes do desembarque, no acto delle, ou immediatamente depois em armazens, e depositos sitos nas costas, e portos, serão processados, e julgados em primeira instancia pela Auditoria de Marinha, e em segunda pelo Conselho d'Estado. O Governo marcará em Regulamento a fórma do processo em primeira, e segunda instancia, e poderá crear Auditores de Marinha nos portos onde convenha, devendo servir de Auditores os Juizes de Direito das respectivas Comarcas, que para isso forem designados.

Artigo 9.° Os Auditores de Marinha serão igualmente competentes para processar, e julgar os réos mencionados no Artigo terceiro. De suas decisões haverá para as Relações os mesmos recursos, e appellações que nos processos de responsabilidade.

Os comprehendidos no Artigo terceiro da Lei de sete de Novembro de mil oitocentos e trinta e um, que não estão designados no Artigo terceiro desta Lei, continuarão a ser processados, e julgados no fôro commum.

Artigo 10. Ficão revogadas quaesquer disposições em contrario.

Mandamos, portanto, a todas as Autoridades a quem o conhecimento, e execução da referida Lei pertencer, que a cumprão, e fação cumprir, e guardar tão inteiramente como nella se contém. O Secretario d'Estado dos Negocios da Justiça a faça imprimir, publicar, e correr. Dada no Palacio do Rio de Janeiro aos quatro de Setembro de mil oitocentos e cincoenta, vigesimo nono da Independencia, e do Imperio.— IMPERADOR, *Com Rubrica e Guarda.—Euzebio de Queiroz Coutinho Mattoso Camara.*

K

DECRETO DE 14 DE OUTUBRO DE 1850

Regula a execução da Lei que estabelece medidas para a repressão do trafego de Africanos no Imperio.

Hei por bem, Usando da attribuição que Me confere o Artigo cento e dous, paragrapho doze, da Constituição do Imperio, Decretar o seguinte:

TITULO I

Dos aprezamentos feitos em razão do trafico, e fórma de seu processo na 1ª Instancia.

Artigo 1.° As autoridades, e os navios de guerra brasileiros devem apprehender as embarcações brasileiras encontradas em qualquer parte, e as estran-

geiras nos portos, enseadas, ancoradouros, ou mares territoriaes do Brasil: 1°, quando tiverem a seu bordo escravos, cuja importação é prohibida pela Lei de 7 de Novembro de 1831; 2°, quando se reconhecer que os desembarcárão no territorio do Imperio; 3°, quando se verificar a existencia de signaes marcados no Titulo 3° deste Regulamento.

Artigo 2.° Se, em virtude do que dispõe o Artigo antecedente, fôr aprezada em alto mar alguma embarcação, o aprezador, depois de inventariar, e guardar lacrados, sellados, e debaixo da rubrica do capitão do navio aprezado, todos os papeis, e especialmente os mencionados no Artigo 4°, e depois de fazer fechar as escotilhas, e mais lugares em que vierem mercadorias, deverá, apenas chegar ao porto, declarar por escripto ao Auditor de Marinha o motivo do aprezamento; o dia e a hora, em que foi effectuado; em que paragem, e altura; que bandeira trazia o navio; se fugio á visita, ou se defendeu com força; quaes os papeis mencionados no Artigo 4°, que lhe forão apresentados; que explicações derão pela falta de alguns; e todas as mais circumstancias da preza, e viagem.

Artigo 3.° Quando entrar alguma embarcação aprezada, a Visita o participará logo, e pelo telegrapho, se o houver, ao Auditor de Marinha, que immediatamente irá a bordo.

O mesmo fará a Visita quando impedir a entrada, ou sahida de alguma embarcação por suspeita de destinar-se ao trafico de escravos, ou de se haver nelle empregado.

Artigo 4.° O Auditor de Marinha, apenas chegar a bordo, deverá exigir, além da declaração, de que trata o Artigo 2°, os livros, e papeis mencionados nos seis primeiros §§ do Artigo 466, e nos Artigos 501 até 504 do Codigo Commercial, que vão abaixo transcriptos.

Em seguida procederá á busca no navio, e seu carregamento, arrecadando os papeis de bordo, que lhe não tiverem sido entregues, fazendo-os logo inventariar, ou guardar lacrados, e sellados para serem inventariados depois, fazendo as perguntas que julgar convenientes, e lavrando de tudo processo verbal com as solemnidades, e cautelas, que exige o Alvará do Regimento de 7 de Dezembro de 1796, nos Artigos 20, 21 e 22, que vão abaixo transcriptos.

O processo verbal deverá declarar explicitamente se deixou de ser apresentado algum dos papeis, que, conforme os Artigos supracitados do Codigo Commercial, devem de existir a bordo, se de algum delles existe duplicata, e os motivos que allegárão os interessados para explicar a falta ou a duplicata.

Artigo 5.° Se a bordo forem encontrados alguns dos signaes marcados no Titulo 3° deste Regulamento, o processo verbal deverá fazer de cada um delles especificada menção, assim como das explicações que a seu respeito, e dos factos que determinárão o aprezamento, derem os interessados.

As perguntas, e respostas relativas ao aprezamento deverão ser feitas de modo, que não oução uns o que os outros tiverem respondido; e se, em vista das cir-

cumstancias, parecer necessario conservar por algum tempo separados, e incommunicaveis os officiaes, tripolação, e mais pessoas do navio aprezado, o Auditor dará as ordens convenientes.

Artigo 6.° Se a embarcação fôr aprezada tendo a bordo escravos, cuja importação é prohibida pela Lei de 7 de Novembro de 1831, o Auditor de Marinha, depois de verificar seu numero, e se coincide com a declaração do aprezador, os fará relacionar por numeros seguidos de nomes, se os tiverem, e de todos os signaes, que os possão distinguir, fazendo-os examinar por peritos, afim de verificar se são dos prohibidos. Concluida esta diligencia, de que se fará processo verbal especial, os fará depositar com a segurança, e cautelas que o caso exigir, e sob sua responsabilidade.

Se os Africanos não tiverem sido baptisados, ou havendo sobre isso duvida, o Auditor de Marinha deverá providenciar para que o sejão immediatamente.

Artigo 7.° Se não existirem a bordo escravos dessa qualidade, e entretanto se encontrarem ainda os vestigios de sua estada a bordo, destes mesmos se fará expressa menção no processo, fazendo o Auditor testificar sua existencia por tres testemunhas fidedignas, e especialmente por officiaes de Marinha e homens maritimos.

Artigo 8.° Concluido, e assignado o processo verbal, o Auditor fará affixar, e publicar pela Imprensa editaes de 30 dias até seis mezes, quando se tratar de embarcações nacionaes, vindas de portos nacionaes,

e até um anno quando a embarcação fôr estrangeira, ou vinda de porto estrangeiro, notificando os interessados no casco, ou no carregamento para virem defender seus direitos. Entretanto proseguirá nos termos do processo, e mesmo nos da appellação.

§ 1.° Achando-se presente o capitão será notificado para ver proseguir o processo por parte dos interessados. Na falta destes, do capitão, do consul, ou de quem suas vezes fizer, o Auditor nomeará Curador para defender os seus interesses.

§ 2.° Os interessados, que em virtude da citação edital comparecerem, tomarão a causa nos termos em que ella se achar. Se já estiverem conclusos os autos, o Auditor de Marinha, abrindo a conclusão, assignará um termo, nunca maior de 8 dias, para arrazoarem, e ajuntarem documentos; igual prazo será concedido aos aprezadores, se o requererem.

Se já estiver publicada a sentença, nada poderão allegar, e requerer senão na segunda Instancia.

§ 3.° Não poderão reclamar este favor aquelles que, embora reveis na causa, tiverem estado presentes no lugar ao tempo da apprehensão, ou julgamento.

Artigo 9.° No dia immediato, quando não possa ser no mesmo dia do exame a bordo, o Auditor, em presença dos interessados que comparecerem, e especialmente do capitão, e officiaes do navio aprezado que estiverem detidos, e do navio aprezador, que quizerem comparecer, para o que serão notificados na pessoa do Commandante, ou de quem suas vezes fizer, depois de verificar os sellos, abrir, e inven-

tariar os papeis, se o não tiver feito a bordo, interrogará minuciosamente o capitão do navio aprezado, e seus officiaes sobre o facto, ou factos que derão lugar ao aprezamento, e sobre as principaes circumstancias do processo verbal; e, inquirindo as testemunhas, e ouvindo as pessoas, que entender conveniente para esclarecimento da verdade, ou que lhe forem pelos interessados indicadas, formará de tudo processo summario em termo breve, e nunca excedendo de 8 dias, sem causa justificada, que deverá especificar.

Artigo 10. Concluido este processo summario, se os interessados tiverem protestado por vista, a terão por tres dias dentro do cartorio para deduzir, e offerecer suas razões; sendo os primeiros tres dias para os aprezadores, outros tres para o Curador dos Africanos, se os houver apprehendidos, e os tres ultimos para os aprezados; e, findos estes prazos, nas 24 horas seguintes, serão os Autos conclusos ao Auditor de Marinha, que dentro de 8 dias sentenciará sobre a liberdade dos escravos apprehendidos, se os houver, declarando logo boa, ou má preza a embarcação, e seu carregamento, e appellando ex-officio para o Conselho de Estado.

Esta appellação produzirá effeito suspensivo, porém, quando declarar livres alguns Africanos, estes serão desde logo postos á disposição do Governo com as cartas de liberdade, as quaes não lhes poderão ser entregues antes de decidida a appellação.

Artigo 11. Se, á Visita, o Capitão do Porto, ou qualquer Empregado apprehender alguma embarca-

ção, em virtude do que dispõe o art. 1°, o procedimento deverá ser o mesmo prescripto para os aprezamentos feitos por navios em alto mar.

O apprehensor deve dirigir ao Auditor de Marinha a declaração dos motivos, e por si, ou por seu procurador, ser parte no processo. E como aprezador lhe pertence o producto das vendas, que manda fazer o art. 5° da Lei n. 581 de 4 de Setembro de 1850, deduzindo-se apenas um quarto para o denunciante, se o houver.

Artigo 12. Se forem apprehendidos escravos cuja importação é prohibida pela Lei de 7 de Novembro de 1831, fóra da embarcação, que os trouxe, mas ainda na costa antes do desembarque, ou no acto delle, ou immediatamente depois em armazens, ou depositos sitos nas costas ou portos, serão levados ao Auditor de Marinha, que procederá a respeito delles pela mesma fórma determinada para os apprehendidos a bordo; mas, concluido o exame feito pelos peritos, assignará 8 dias aos interessados, para que alleguem, e provem, o que julgarem conveniente. Igual prazo será concedido aos apprehensores, se o requererem, e ao Curador dos Africanos, ainda que o não requeira.

Além dos 8 dias assignados, fará affixar, e publicar pela Imprensa, cartas de editos com os mesmos effeitos, e prazos, que no art. 8° se estabelecêrão para o processo do aprezamento de navios nacionaes.

Artigo 13. Concluido o prazo dos 8 dias para todos os interessados, o processo subirá concluso nas 24 horas seguintes ao Auditor de Marinha, que, no

prazo de tres dias, proferirá sua sentença, appellando ex-officio para o Conselho de Estado.

Artigo 14. Se com os escravos, cuja importação é prohibida pela Lei de 7 de Novembro de 1831, forem apprehendidos, como accessorios, barcos empregados em seu desembarque, occultação, ou extravio, a sentença, que os julgar livres, condemnará tambem os barcos, e seu carregamento, em beneficio dos apprehensores, com a deducção de um quarto para o denunciante, se o houver.

Artigo 15. Haverá Auditores de Marinha (além do Geral, que existe na Côrte) nas Cidades de Belém do Pará, S. Luiz do Maranhão, Recife, Bahia, e Porto-Alegre. Este lugar será exercido pelo Juiz de Direito, que fôr pelo Governo designado : em falta de designação especial, servirá o Juiz de Direito que fôr Chefe de Policia. Se o Chefe de Policia fôr Desembargador servirá o Juiz de Direito da 1ª Vara crime. Os Auditores não perceberão por este serviço mais que os emolumentos que lhes competirem. Nas suas faltas ou impedimentos serão substituidos pelo Juiz Municipal, que fôr pelo Governo, ou pelos Presidentes designado; em falta de designação, servirá o da 1ª Vara.

Se as circumstancias o exigirem, poderão crear-se novas Auditorias em outros portos do Imperio.

Artigo 16. Quando o Commandante de uma preza não puder conduzi-la directamente a porto, em que haja Auditor de Marinha, deverá lavrar um auto, em que declare os motivos que a isso o obrigão. Se houver necessidade de requerer alguma diligencia, deverá

dirigir-se ao Chefe de Policia, Juiz de Direito, Juiz Municipal, Delegado, ou Subdelegado do lugar, preferindo-os pela ordem por que se achão aqui enumerados.

Nada poderá desembarcar de bordo da preza sem se lavrar auto, assignado pelos Officiaes do navio aprezador, e do aprezado, que existirem a bordo, sem prévia communicação á Autoridade acima referida.

Artigo 17. Se houver necessidade de desembarcar escravos, cuja importação é prohibida pela Lei de 7 de Novembro de 1831, a Autoridade mencionada no artigo antecedente procederá a respeito delles ás diligencias do Artigo 6°, ainda quando tenhão de voltar para bordo.

Se forem desembarcados objectos que tenhão algum valor, a mesma Autoridade os fará depositar judicialmente, e, sendo de tal natureza que não devão guardar-se, os fará vender em hasta publica a requerimento dos interessados, mandando depositar o seu preço nos Cofres Publicos.

A venda deve ser precedida de avaliação por peritos, e annuncios pelo numero de dias que a qualidade dos objectos, e as circumstancias aconselharem.

Artigo 18. Se alguma embarcação fôr apprehendida em porto, em que não haja Auditor de Marinha, todas as diligencias, que a este incumbem, serão desempenhadas pela Autoridade de que trata o Artigo 16.

O mesmo acontecerá se forem apprehendidos escravos, cuja importação é prohibida pela Lei de 7 de

Novembro de 1831, em costas, ou portos, em que não haja Auditor.

Artigo 19. De todas as diligencias, declarações, inquirições, e interrogatorios, assim como dos navios, escravos, ou quaesquer outros objectos apprehendidos, deverá a mesma autoridade fazer remessa, o mais breve que fôr possivel, ao Auditor de Marinha mais proximo, ou ao daquelle porto para onde se julgar conveniente conduzir o navio aprezado.

Artigo 20. O Auditor de Marinha logo que receber o processo continuará as diligencias, e termos que forem necessarios para proferir sua sentença.

Quando julgar conveniente encarregar a qualquer Autoridade essas diligencias, poderá fazê-lo por meio de officios ou precatorias.

Artigo 21. Proferida pelo Auditor de Marinha a sentença, e interposta a appellação ex-officio na fórma do Artigo 16, o Escrivão dentro de 8 dias, deixando traslado no cartorio, entregará o processo original na Secretaria de Estado dos Negocios da Justiça, e nas provincias na respectiva Secretaria da Presidencia. Se a accumulação de processos ou outros embaraços impedirem a promptificação dos traslados, o Auditor de Marinha poderá conceder-lhe mais 8 dias improrogaveis.

O recibo do processo original será junto pelo Escrivão ao traslado que ficar no cartorio.

Artigo 22. Haverá um Escrivão especial para estes processos, designado d'entre os que servem ante outros Juizes ou Tribunaes. Nos seus impedimen-

tos, ou emquanto não fôr designado pelo Governo, servirá aquelle que o Auditor de Marinha escolher.

TITULO II

Do processo e julgamento dos réos em primeira Instancia.

Artigo 23. Havendo apprehensão de escravos, cuja importação é prohibida pela Lei de 7 de Novembro de 1831, e sendo essa apprehensão no alto mar, ou na costa antes do desembarque, no acto delle, ou immediatamente depois em armazens, ou depositos sitos nas costas ou portos, os Auditores de Marinha devem exigir dos apprehensores um auto, ou parte circumstanciada da apprehensão, e lugar onde, e proceder immediatamente a um auto de exame por meio de peritos juramentados, afim de verificar se os escravos são ou não dos importados illicitamente.

§ 1.° Se tiver havido apprehensão de embarcação ou barcos empregados no trafico, sem que existão a bordo os escravos, cuja importação é prohibida pela Lei de 7 de Novembro de 1831, mas existindo vestigios que mostrem seu proximo desembarque, ou signaes que indiquem o destino ao trafico, o Auditor de Marinha procederá com peritos juramentados a um auto de exame desses vestigios, e signaes.

§ 2.° Se para o processo de preza já estiverem feitos os autos, de que trata este Artigo, basta que no processo dos réos sejão elles juntos por traslado.

Artigo 24. Formado assim o corpo de delicto directo, o Auditor procederá á inquirição de testemunhas, interrogatorios, informações, e mais diligencias que entender convenientes para descobrir os criminosos, ou que pelos apprehensores, ou pelo Promotor Publico lhe forem requeridos.

Artigo 25. Concluidas estas diligencias, que não excederão de 8 dias, sem causas muito ponderosas, que o Auditor deverá especificar no processo, proferirá o seu despacho de pronuncia ou não pronuncia contra os réos que forem descobertos, e que se acharem comprehendidos em alguma das categorias do Artigo 3° da Lei n. 581 de 4 de Setembro de 1850.

A respeito dos réos que forem descobertos, mas não se acharem comprehendidos no citado Artigo, deverá remetter ao Chefe de Policia todos os indicios, e provas que contra elles houverem, afim de que sejão processados, e julgados no fôro commum.

Artigo 26. Do despacho que não pronunciar, recorrerá o Auditor ex-officio para a Relação.

Artigo 27. Do despacho que pronunciar, ou do que ordenar a remessa de algum réo para o Juizo commum, haverá recurso, se fôr intentado pelas partes ou pelo Promotor Publico, a quem taes despachos devem sempre ser intimados.

Artigo 28. O recurso não produz effeito suspensivo, e ainda sendo de pronuncia deve o Auditor proseguir nos termos do processo até julgamento, e appellação inclusive.

Artigo 29. Pronunciado o réo, o Auditor de Ma-

rinha mandará logo dar vista ao Promotor Publico para este formar o libello, que será offerecido na 1ª audiencia, e no caso de haver parte accusadora poderá ser admittida a addir ou declarar o libello, comtanto que o faça na audiencia seguinte.

O Auditor, se não der duas audiencias semanaes, deverá faze-lo, desde que tenha processos desta natureza, annunciando pelos jornaes os dias e as horas.

Artigo 30. Offerecido o libello, se seguirão até a sentença final os termos estabelecidos no Decreto n. 707 de 9 de Outubro de 1850, nos Artigos 8, 9, 10, 11, 12 e 26.

Artigo 31. Nas appellações interpostas dos processos desta natureza pelo Promotor Publico, o Auditor marcará ao Escrivão um prazo, nunca maior de 30 dias, para que seja o processo apresentado no Correio, ou na Relação sendo em Cidade que a tenha.

TITULO III

Dos signaes que constituem presumpção legal do destino das embarcações ao trafico.

Artigo 32. Os signaes, que constituem presumpção legal de que uma embarcação se emprega no trafico de escravos, são os seguintes:

1.° Escotilhas com grades abertas em vez das fechadas, que se usão nas embarcações mercantes.

2.° Divisões, ou anteparos no porão ou na coberta em maior quantidade que a necessaria em embarcações de commercio licito.

3.° Taboas de sobresalente preparadas para se collocarem como segunda coberta.

4.° Quantidade d'agua em tonneis, tanques, ou em qualquer outro vasilhame maior, que o necessario para o consumo da tripolação, passageiros, e gado, em relação á viagem.

5.° Quantidade de grilhões, correntes ou algemas, maior que a necessaria para a policia da embarcação.

6.° Quantidade de bandejas, gamellas, ou celhas de rancho, maior que a necessaria para a gente de bordo.

7.° Extraordinaria grandeza da caldeira, ou numero dellas maior que o necessario nas embarcações de commercio licito.

8.° Quantidade extraordinaria de arroz, farinha, milho, feijão, ou carne, que exceda visivelmente ás necessidades da tripolação e passageiros, não vindo declarada no manifesto como parte de carga para commercio.

9.° Uma grande quantidade de esteiras ou esteirões superior ás necessidades da gente de bordo.

Artigo 33. Tambem constituem presumpção legal do emprego da embarcação no trafico:

1.° A existencia de vasilhame para liquidos além do empregado na aguada, que não tiver sido especialmente despachado debaixo de fiança de ter destino licito; ou quando se mostrar que esse vasilhame não teve o destino que se indicou na occasião de o despachar.

2.° A duplicata dos Diarios de navegação.

3.° A falta dos papeis mencionados nos seis pri-

meiros §§ do Artigo 466, e nos Artigos 501 até 504 do Codigo Commercial, depois que estiver em execução.

4.° A substituição do verdadeiro capitão por outro de bandeira, ou nominal.

5.° A fuga da tripolação, ou abandono do navio em presença de embarcação de guerra em tempo de paz, ou em presença de Autoridade, que se dirija a bordo; o incendio, ou damnificação voluntariamente feitos ao navio por sua tripolação.

Artigo 34. A existencia destes signaes estabelece a boa fé do aprezador, e, emquanto não apparecer prova irrecusavel do contrario, justifica a apprehensão.

Artigo 35. Quando alguma embarcação se destinar ao transporte de colonos, ou a outra negociação licita, que exija imperiosamente a existencia a bordo de algum ou alguns dos signaes mencionados no Artigo 32, deverá anticipadamente justificar perante o Auditor de Marinha essa necessidade, especificando os signaes para que pede a permissão.

Artigo 36. O Auditor nunca admittirá estas justificações sem que a petição inicial declare o proprietario da embarcação, o afretador, e o capitão; e sem que os dous primeiros pelo menos sejão pessoas abonadas, bem conceituadas, e não suspeitas de interessadas no trafico, o que, alêm das averiguações a que por si mesmo deverá proceder, fará objecto de inquirição de testemunhas conhecidas, e acreditadas.

Artigo 37. Antes de julgar a justificação o Auditor de Marinha mandará publicar pela imprensa, por oito dias, editaes que declarem os nomes do navio, do

proprietario, e do afretador, e os signaes, cuja permissão se solicita, declarando que assim se faz publico para que possão reclamar os que tiverem razões para suppor que a embarcação se destina ao trafico de escravos.

Artigo 38. Sómente os Auditores de Marinha creados pelo Artigo 15 deste Regulamento, e não os que de novo se estabelecerem, são os competentes para julgar estas justificações, que deverão ser entregues em original aos justificantes, ficando no cartorio os respectivos traslados.

Artigo 39. O julgamento da justificação deverá ser publicado pela imprensa, e tanto essa publicação como a dos editaes, de que trata o Artigo 37, devem juntar-se ao processo original, e ao traslado que tem de ficar no cartorio.

Artigo 40. Com uma certidão authentica do julgado, requererá o justificante a permissão de que trata o Artigo 35 á Secretaria d'Estado dos Negocios da Justiça, se a justificação tiver sido feita na Auditoria Geral da Côrte, aliás ao Presidente da Provincia, em que houver sido julgada.

Artigo 41. As licenças devem conter o nome do navio, do proprietario, e do afretador; a declaração da viagem, e seu fim, e dos signaes mencionados no Artigo 32, que ficão sendo permittidos; o tempo de duração da licença (nunca mais de dous annos) com a expressa condição de que esta se deverá considerar *ipso facto* sem effeito se fôr mudado o nome do navio, ou se este mudar de proprietario ou de afretador,

devendo em qualquer dessas hypotheses a renovação da licença ser precedida de nova justificação na Auditoria de Marinha.

Euzebio de Queiroz Coutinho Mattoso Camara, do Meu Conselho, Ministro, e Secretario d'Estado dos Negocios da Justiça, assim o tenha entendido, e faça executar. Palacio do Rio de Janeiro, em 14 de Outubro de mil oitocentos e cincoenta, vigesimo nono da Independencia, e do Imperio. Com a rubrica de Sua Magestade o Imperador. — *Euzebio de Queiroz Coutinho Mattoso Camara.*

Artigos do Codigo Commercial a que se refere o Art. 4° deste Regulamento.

Artigo 466. Toda a embarcação brasileira em viagem é obrigada a ter a seu bordo:

1.° O seu registro. (Art. 460.)

2.° O passaporte do navio.

3.° O rol da equipagem, ou matricula.

4.° A guia ou manifesto da Alfandega do porto brasileiro donde houver sahido, feito na conformidade das Leis, Regulamentos, e Instrucções fiscaes.

5.° A carta de fretamento nos casos em que este tiver lugar, e os conhecimentos da carga existente a bordo, se alguma existir.

6.° Os recibos das despezas dos portos donde sahir, comprehendidas as de pilotagem, ancoragem, e mais direitos ou impostos de navegação.

Artigo 501. O capitão é obrigado a ter escripturação regular de tudo quanto diz respeito á administra-

ção do navio, e á sua navegação; tendo para este fim tres livros distinctos, encadernados, e rubricados pela Autoridade a cargo de quem estiver a matricula dos navios, pena de responder por perdas, e damnos que resultarem de sua falta de escripturação regular.

Artigo 502. No primeiro, que se denominará — Livro de carga—, assentará diariamente as entradas, e sahidas da carga, com declaração especifica das marcas e numeros dos volumes, nomes dos carregadores e consignatarios, portos da carga e descarga, fretes ajustados, e quaesquer outras circumstancias occurrentes que possão servir para futuros esclarecimentos.

No mesmo livro se lançarão tambem os nomes dos passageiros, com declaração do lugar do seu destino, preço, e condições da passagem, e a relação da sua bagagem.

Artigo 503. O segundo livro será da—Receita e despeza da embarcação—, e nelle, debaixo de competentes titulos, se lançará, em fórma de contas correntes, tudo quanto o capitão receber, e despender respectivamente á embarcação; abrindo-se assento a cada um dos individuos da tripolação, com declaração de seus vencimentos, e de qualquer onus, a que se achem obrigados, e a carga do que receberem por conta de suas soldadas.

Artigo 504. No terceiro livro, que será denominado— Diario da navegação—, se assentarão diariamente, emquanto o navio se achar em algum porto, os trabalhos que tiverem lugar a bordo, e os concertos ou reparos do navio.

No mesmo livro se assentará tambem toda a derrota da viagem, notando-se diariamente as observações que os capitães, e os pilotos são obrigados a fazer, todas as occurrencias interessantes á navegação, acontecimentos extraordinarios que possão ter lugar a bordo, e com especialidade os temporaes, e os damnos ou avaria que o navio, ou a carga possão soffrer, as deliberações que tomarem por accordo dos officiaes da embarcação, e os competentes protestos.

Artigo 505. Todos os processos testemunhaveis, e protestos formados a bordo, tendentes a comprovar sinistros, avarias, ou quaesquer perdas, devem ser ratificados com juramento do capitão perante a Autoridade competente do primeiro lugar onde chegar, a qual deverá interrogar o mesmo capitão, officiaes, gente da equipagem (Art. 545 n. 7), e passageiros sobre a veracidade dos factos e suas circumstancias, tendo presente o diario da navegação, se houver sido salvo.

Artigos do Alvará do Regimento de 7 de Dezembro de 1796, a que se refere o Art. 4° deste Regulamento.

Artigo 20. Depois de feita a referida declaração, passará logo em continente o dito Governador ou Justiça ao navio aprezado, ou tenha dado fundo em alguma bahia, ou entrado no porto; e formarão o processo verbal da quantidade, e qualidade das mercadorias, e do estado em que se acharem as camaras,

camarotes, escotilhas, e mais paragens do navio, que logo farão fechar, e sellar com o sello que fôr estylo, e porão guardas para terem sentido, e impedir que se divirtão os effeitos.

Artigo 21. O processo verbal do Governador ou Justiça se ha de fazer em presença do capitão, ou patrão do navio aprezado, e na sua ausencia na dos officiaes principaes, ou marinheiros delle, juntamente com o capitão, ou outro official do navio aprezador, e ainda tambem em presença dos que puzerem demanda a tal preza, em caso que se apresentem ou se acharem presentes; e o dito Governador, ou Justiça, ouvirá aos commandantes, e officiaes principaes de ambos os navios, e alguns marinheiros, se necessario fôr.

Artigo 22. Se acaso se trouxer alguma preza sem prisioneiros, passaporte, conhecimentos, e mais papeis, os officiaes, soldados, e marinheiros do navio, que tiver feito a preza, serão examinados separadamente sobre as circumstancias da dita preza; e por que razão veio o navio sem prisioneiros, o qual com suas mercadorias será visitado por pessoas espertas, para conhecer, se fôr possivel, contra quem se fez a preza.

Artigos do Regulamento n. 707 *de* 9 *de Outubro de* 1850, *a que se refere o Art.* 30 *deste Regulamento.*

Artigo 8.° Offerecido o libello, deverá o Escrivão preparar uma côpia delle com additamento, se o tiver, dos documentos, e do rol das testemunhas, que entregará ao réo quando preso, pelo menos tres dias

antes do seu julgamento, e ao afiançado se elle ou seu procurador apparecerem para recebê-lo, exigindo recibo da entrega, que juntará aos autos.

Artigo 9.° Se o réo quizer offerecer sua contrariedade escripta, lhe será aceita, mas sómente se dará vista do processo original a elle ou a seu procurador, dentro do cartorio do Escrivão, dando-se-lhe, porém, os traslados que quizer, independente de despacho. Na conclusão do libello, assim como do seu additamento, e da contrariedade, se indicarão as testemunhas, que as partes tiverem de apresentar.

Artigo 10. Findo o prazo do Artigo 8°, na proxima audiencia, presentes o Promotor, a parte accusadora, o réo, seus procuradores, e Advogados, o juiz, fazendo ler pelo Escrivão o libello, contrariedade, e mais peças apresentadas, procederá ao interrogatorio do réo, e á inquirição das testemunhas, ás quaes poderão tambem o Promotor, e as partes fazer as perguntas que julgarem convenientes.

O interrogatorio, e depoimentos serão escriptos pelo Escrivão, assignados pelo respondente, e rubricados pelo Juiz.

Artigo 11. Além das testemunhas offerecidas no libello, e contrariedade, as partes terão o direito de apresentar até se encerrarem os debates mais tres testemunhas.

Artigo 26. O Regulamento numero cento e vinte de 31 de Janeiro de 1842 será observado em tudo quanto por este não estiver alterado.

L

DECRETO DE 14 DE NOVEMBRO DE 1850

Regula a execução da Lei que estabelece medidas para a repressão do trafico de Africanos neste Imperio.

Hei por bem, Usando da faculdade que me confere o Artigo 102 § 12 da Constituição, Tendo ouvido o Conselho d'Estado, Decretar o seguinte:

Artigo 1.° Publicadas as sentenças em que o Auditor de Marinha deve appellar ex-officio, em conformidade dos Artigos 10, e 13 do Decreto n. 708 de 14 de Outubro de 1850, o Escrivão extrahirá o traslado no prazo marcado no Artigo 21 do referido Decreto, e dentro desse mesmo prazo fará entrega do processo original na Secretaria d'Estado dos Negocios da Justiça, e nas Provincias na Secretaria da Presidencia, para por seu intermedio ser remettido á da Justiça. O recibo do processo original será unido ao respectivo traslado.

Artigo 2.° Apresentados os autos na Secretaria da Justiça, o ministro respectivo designará para Relator um dos Membros da Secção de Justiça do Conselho d'Estado, ao qual serão remettidos.

Artigo 3.° O Relator os apresentará na primeira conferencia, e nella a Secção de Justiça do Conselho d'Estado deliberará se são necessarias diligencias para esclarecimento da verdade, ou regularidade do processo, e, feitas essas diligencias, se forem neces-

rias, ou sem ellas, se o não forem, ordenará que se dê vista aos aprezadores, e aprezados, ao Curador dos Africanos, ou outras partes que devão ser ouvidas. Os autos serão entregues ao Offici l Maior da Secretaria da Justiça, que fará publicar na folha official por tres dias consecutivos o despacho que dá vista ás partes.

Artigo 4.° Os Advogados do Conselho d'Estado que estiverem munidos de procuração dos aprezadores ou aprezados, e o Curador dos Africanos obterão vista dos aut s, requerendo-a dentro de oito dias, contados do primeiro annuncio; e nesse caso os autos lhe serão remettidos, assignando o seu recebimento em protocolo. Os autos serão cobrados passados cinco dias da entrega aos Advogados dos aprezadores ou aprezados; e serão remettidos ao Relator com as allegações, e documentos apresentados, ou sem ellas, se o não tiverem sido. As partes que não nomearem Advogado do Conselho d'Estado poderão examinar os autos na Secretaria, onde apresentarão suas razões, e documentos, se os tiverem, no prazo mencionado.

Artigo 5.° Na primeira conferencia que se seguir, o Relator apresentará um relatorio escripto, e, feita a leitura das peças, que julgar necessarias, ou que os Conselheiros exigirem, annunciará o seu voto, e estabelecido o debate se procederá á votação, tendo precedencia as questões judiciaes que se houverem suscitado.

Artigo 6.° O Relator escreverá o julgamento na

fórma de Consulta, e parecer, fazendo menção do voto vencido se o houver.

Artigo 7.° Este julgamento não produz effeito algum senão depois da Resolução do Poder Executivo, que o mandar publicar, com a qual se entenderá homologada, e produzirá todos os effeitos de Sentença.

Artigo 8.° Quando o Poder Executivo entender que deve ouvir o Conselho d'Estado pleno, antes da publicação do parecer da Secção, ordenará a sua convocação, e perante elle fará o Relator a sua exposição, e leitura de todas as peças, e, recolhidos os votos, o Secretario lavrará o parecer na fórma estabelecida, mencionando todos os votos, e aquelles que forem homologados pela Resolução Imperial terão o effeito de sentença.

Artigo 9.° A Resolução Imperial tomada sobre parecer da Secção ou Consulta do Conselho d'Estado não póde ser embargada senão nos seguintes casos: 1°, quando o julgamento parecer obscuro ou equivoco; 2°, quando a causa tiver corrido á revelia dos proprietarios do navio ou do seu carregamento, uma vez que se apresentem dentro do prazo da carta de editos do Artigo 8° do Decreto n. 708 de 14 de Outubro de 1850, porque só então poderão elles usar desse recurso. Não podem, porém, reclamar este favor aquelles que, embora reveis na causa, se achassem presentes no lugar ao tempo da apprehensão ou do julgamento em 1ª ou 2ª Instancia.

Nos embargos seguir-se-ha o mesmo processo que nas appellações, de que tratão os Artigos antecedentes

Artigo 10. Os recursos interpostos pelo Auditor de Marinha nos termos do Artigo 26 do Decreto N. 708, e aquelles que as partes interpuzerem no caso de pronuncia, serão julgados pela fórma dos Artigos 32 e 33 do Regulamento das Relações de 3 de Janeiro de 1833.

As appellações serão julgadas na fórma dos Artigos 28, 29 e 30 do citado Regulamento.

Euzebio de Queiroz Coutinho Mattoso Camara, do Meu Conselho, Ministro, e Secretario d'Estado dos Negocios da Justiça, assim o tenha entendido, e faça executar. Palacio do Rio de Janeiro, em 14 de Novembro de 1850, vigesimo nono da Independencia, e do Imperio. Com a Rubrica de Sua Magestade o Imperador. — *Euzebio de Queiroz Coutinho Mattoso Camara.*

M

DECRETO DE 5 DE JUNHO DE 1854

Declara desde quando deve ter lugar a competencia dos Auditores de Marinha para processar, e julgar os réos mencionados no Art. 3° da Lei n. 581 de 4 de Setembro de 1850, e os casos em que devem ser impostas pelos mesmos Auditores as penas de tentativa de importação de escravos.

Hei por bem Sanccionar, e mandar que se execute, a Resolução seguinte da Assembléa Geral Legislativa:

Artigo 1.° A competencia dos Auditores de Marinha, para processar, e julgar os réos mencionados no Artigo 3° da Lei numero quinhentos e oitenta e um de

trigesimo terceiro da Independencia, e do Imperio. Com a rubrica de S. M. o Imperador.—*José Thomaz Nabuco de Araujo.*

N

DECRETO DE 28 DE DEZEMBRO DE 1853

Declara que os Africanos livres, cujos serviços forão arrematados por particulares, ficão emancipados depois de quatorze annos, quando o requeirão, e providencia sobre o destino dos mesmos Africanos.

Hei por bem, de conformidade com a Minha Imperial Resolução de vinte e quatro do corrente mez, tomada sobre Consulta da Secção de Justiça do Conselho de Estado, Ordenar que os Africanos livres, que tiverem prestado serviços a particulares pelo espaço de quatorze annos, sejão emancipados, quando o requeirão; com obrigação, porém, de residirem no lugar que fôr pelo Governo designado, e de tomarem occupação ou serviços mediante um salario.

José Thomaz Nabuco de Araujo, do Meu Conselho, Ministro, e Secretario de Estado dos Negocios da Justiça, o tenha assim entendido, e faça executar. Palacio do Rio de Janeiro, em vinte e oito de Dezembro de mil oitocentos e cincoenta e tres, trigessimo segundo da Independencia, e do Imperio. Com a Rubrica de Sua Magestade o Imperador.— *José Thomaz Nabuco de Araujo.*

O

DECRETO DE 24 DE SETEMBRO DE 1864

Concede emancipação a todos os Africanos livres existentes no Imperio.

Hei por bem, tendo ouvido o meu conselho de ministros, decretar o seguinte :

Art. 1.° Desde a promulgação do presente decreto ficão emancipados todos os Africanos livres existentes no Imperio ao serviço do Estado ou de particulares, havendo-se por vencido o prazo de 14 annos do decreto n. 1,303 de 28 de Dezembro de 1853.

Art. 2.° As cartas de emancipação desses Africanos serão expedidas com a maior brevidade, e sem despeza alguma para elles, pelo juizo de orphãos da côrte e capitaes das provincias, observando-se o modelo até agora adoptado ; e para tal fim o governo na côrte e os presidentes nas provincias darão as necessarias ordens.

Art. 3.° Passadas essas cartas, serão remettidas aos respectivos chefes de policia, para as entregarem aos emancipados, depois de registradas em livro para isso destinado. Com ellas ou com certidões extrahidas do referido livro poderão os Africanos emancipados requerer em juizo e ao governo a protecção a que têm direito pela legislação em vigor.

Art. 4.° Os Africanos ao serviço de particulares serão sem demora recolhidos : na côrte, á casa de correcção, nas provincias, a estabelecimentos publicos desig-

nados pelos presidentes; e então serão levados á presença dos chefes de policia para receberem suas cartas de emancipação.

Art. 5.° Os fugidos serão chamados por editaes da policia, publicados pela imprensa, para que venhão receber suas cartas de emancipação. Se não comparecerem, ficarão as cartas em deposito nas secretarias de policia, para, em qualquer tempo, terem seu devido destino.

Art. 6.° Os Africanos emancipados podem fixar seu domicilio em qualquer parte do Imperio, devendo, porém, declara-lo na policia, assim como a occupação honesta de que pretendem viver, para que possão utilisar-se da protecção do governo. A mesma declaração devem fazer sempre que mudarem de domicilio.

Art. 7.° O filho menor de Africana livre acompanhará a seu pai, se tambem fôr livre, e na falta deste a sua mãi; declarando-se na carta de emancipação daquelle a quem o mesmo fôr entregue o seu nome, lugar do nascimento, idade e quaesquer signaes caracteristicos.

O maior de 21 annos terá sua carta de emancipação e poderá residir em qualquer parte do Imperio, nos termos do art. 6.°

Art. 8.° Em falta de pai e mãi, ou se estes forem incapazes ou estiverem ausentes, os menores ficarão á disposição do respectivo juizo de orphãos até que fiquem maiores, e possão receber suas cartas.

Art. 9.° Os promotores das comarcas, até a plena execução deste decreto, protegerão os Africanos livres,

ADVERTENCIA

I

Era nossa intenção transcrevermos neste volume a Bulla do Papa Alexandre VI (1493), o Tratado de Tordesi'las (1494), a Convenção secreta entre o Rei de Portugal, e o da Grã-Bretanha sobre a transferencia, para o Brasil, da séde da Monarchia portugueza (22 de Outubro de 1807), e a Capitulação de Cayenna (12 de Janeiro de 1809); o conhecimento, porém, que tivemos deste ultimo e importante documento já depois de passado o anno a que pertence, e o desejo de não preterirmos pela transcripção dos primeiros, e extensos documentos, o Tratado ácerca da abolição do trafego de escravos de 23 de Novembro de 1826, pela sua actualidade, levou-nos a reservar a publicação desses actos internacionaes, que aliás muito interessão á historia diplomatica do Brasil, para formarem posteriormente um Appendice.

II

Em alguns Tratados conservámos á lingua estrangeira em que forão primitivamente elaborados, por não acharmos uma traducção *official* delles, deixando-lhes, dessa fórma, toda a sua authenticidade; e bem assim em nenhum delles alterámos a orthographia, e maneira por que são escriptos.

1817

ENTRADA DAS TROPAS PORTUGUEZAS EM MONTE-VIDEO (1)

Nesta M. T. reconquistadora, e benemerita cidade de S. Felippe, e Santiago de Monte-Vidéo, aos 19 dias do mez de Janeiro de 1817 annos, o Excellentissimo Cabildo, Justiça, e Governo della, reunido em sua sala capitular, da fórma que pratica em todas as occasiões, quando chamão á sua attenção assumptos de interesse publico, e servindo de presidente o Senhor Alcaide de Segundo Voto D. João de Medina, na ausencia do Primeiro Voto D. João José Durão, e assistindo o Cavalheiro Syndico Procurador Geral da Cidade D. Jeronymo Pio Vianqui, este principiou a fallar, e fez proposta sobre a adopção dos meios de que cumpriria lançar mão, depois da sahida da força armada, que opprimia o districto, representando os desejos de paz, e tranquillidade, que o povo tinha manifestado constantemente, e que fôra obrigado a suffocar até agora; mas que, visto estar livre daquella oppressão, se achava no caso de declarar e demonstrar publicamente, se a violencia tinha sido o motivo de tolerarem Artigas, e de lhe obedecerem.

Penetrado então S. Ex. da exposição do Syndico, e

(1) Referindo-nos a paginas 245, quando tratámos da Convenção de 1819, á occupação de Monte-Vidéo pelo exercito pacificador ás ordens do general Lecor, não tinhamos presentes os importantes documentos sobre a entrega dessa Praça, dos quaes ora damos sciencia aos leitores.

feita a discussão que exigia a gravidade do assumpto, accordárão unanimemente os Senhores, que compõe actualmente esta corporação, que havendo desapparecido o tempo, em que a sua representação estava ultrajada, os seus votos desprezados, e constrangidos a obrar do modo que determinava a força armada, vexados até pela mesma soldadesca, e obrigados a dar alguns passos, de que se terião dispensado em outras circumstancias, devião patentear os seus verdadeiros sentimentos, pedindo, e admittindo a protecção das armas de S. M. F., que marchavão em direcção á Praça. Convierão para esse effeito em encarregar ao Senhor Alguasil maior D. Agostinho Estrada, e ao Senhor Cura e Vigario desta Cidade D. Damaso Antonio Lárranaga, de conduzirem ao Illm. e Exm. Senhor General em Chefe D. Carlos Frederico Lecor um officio do teor seguinte:

« Illm. e Exm. Senhor.— O Cabildo desta Cidade de Monte-Vidéo acaba de reassumir a autoridade publica e militar, desde que as tropas da sua guarnição a desamparárão, marchando para outros destinos. A municipalidade, portanto, se acha á testa de um povo pacifico, e absolutamente tranquillo, o qual, bem longe de defender-se com o uso da força, deseja unicamente que chegue quanto antes o momento de ver-se amparado, e seguro debaixo da protecção das armas Portuguezas.

« Com este objecto dirige o Cabildo a V. Ex. a presente deputação, autorisada com plenos poderes, para que, arranjando com V. Ex. a maneira e fórma por que

deve occupar esta praça, e ratificadas as condições por esta municipalidade, passe V. Ex. a occupa-la com as forças do seu commando, para commum satisfação.

« Apezar de não haver constado officialmente ao Cabildo a intimação feita ao Governo sobre o motivo da Guerra, chegou não obstante aos seus ouvidos, que o objecto de S. M. F. é restabelecer a ordem publica, para segurança de suas fronteiras (2), e que

(2) Fôra este o mesmo fito que levára o Governo portuguez a abrir a campanha de 1812, e se então não se alcançou o resultado de 1817, causa foi, como o dissemos á paginas 105 a interferencia do Gabinete britannico, que originou o Armisticio de 26 de Maio daquelle anno. E, para que não acoimem de parcial ou inexacta esta asseveração, transcrevemos o seguinte paragrapho da *Gazeta do Rio de Janeiro* de 15 de Julho de 1812:

« Tendo-se espalhado nesta cidade entre outros escriptos impressos que chegarão ultimamente de Buenos-Ayres um supplemento com o titulo de — *Extraordinaria Ministerial de Buenos-Ayres* —, em que se annuncia um Armisticio ajustado entre S. A. Real o Principe Regente Nosso Senhor, e o Governo daquella Provincia sobre principios pouco decorosos á Soberania, e Independencia de S. A. Real, e á energia, e valor de suas tropas, estamos autorisados a desmentir o referido annuncio na parte em que se diz que fôra S. A. Real quem solicitára o Armisticio, quando o mesmo Senhor não fez mais que condescender com as beneficas vistas, e desejos manifestados pelo seu Grande Alliado o Rei da Grã-Bretanha, facultando quanto estava da parte de S. A. Real o feliz resultado do empenho em que se achava aquelle Monarcha de conseguir, pela sua mediação, a tranquillidade desejada das Provincias do Rio da Prata, poupando, com a suspensão das hostilidades, a effusão de sangue, a que repugna sempre a conhecida humanidade de Sua Alteza Real. »

pelo demais afiançava a segurança individual de todos os habitantes desta provincia, e a inteira posse dos seus bens, e propriedades ruraes e urbanas, dos seus estabelelecimentos scientificos, e de todos os seus louvaveis usos, e costumes. Se com este beneficio vier tambem o de libertar de contribuições um districto empobrecido, e exhausto, esta cidade reputaria completa a sua ventura, á sombra de tão alto protector: taes poderão ser as bases das condições favoraveis, que esta pacifica cidade espera que lhe concedão. Deos guarde a V. Ex. muitos annos. — Monte-Vidéo, 19 de Janeiro de 1817. — Assignados. — *João de Medina. — Felippe Garcia. — Agostinho Estrada.—Lourenço Perez.—Jeronymo Pio Vianqui.*» *Illm. e Exm. Senhor General em Chefe das Tropas de S. M. F. D. Carlos Frederico Lecor.*

O General Lecor, para mostrar, que estava de perfeito accordo com as proposições do Cabildo, lhe fez transmittir o seu manifesto (3); e continuou a sua marcha, e durante a qual se procedeu na sala do Cabildo ao acto formal da entrega, depois de lido o dito manifesto, o qual teve lugar na entrada da cidade em o dia seguinte. (4)

(3) Suppomos ser o Manifesto, notavel pela sua moderação, que o general Lecor dirigio aos Monte-Videanos á sua entrada na Praça, e a que alludimos na nota 3ª á pagina 271.

(4) Estes documentos forão publicados no *Correio Brasiliense*, volume 19, anno de 1817, paginas 89.

INDICE

			PAG.
Aos leitores			VII
Introducção			XI
1808 Janeiro	28	CARTA RÉGIA abrindo os portos do Brasil ao commercio estrangeiro	21

Observações.

1810 Fevereiro	19	TRATADO DE ALLIANÇA E AMIZADE entre o Principe Regente o Sr. D. João e Jorge III Rei da Grã-Bretanha	33
		ARTIGOS SECRETOS	45
1810 Fevereiro	19	TRATADO DE COMMERCIO E NAVEGAÇÃO entre o Principe Regente o Sr. D. João, e Jorge III Rei da Grã-Bretanha	49
		DECLARAÇAO DO MINISTRO WELLESLEY acerca do artigo V do Tratado	84

Noticia Historica.

1810 Fevereiro	19	CONVENÇÃO entre o Principe Regente o Sr. D João, e Jorge III Rei da Grã-Bretanha para o estabelecimento de Paquetes	88

Observações.

		ACCORDO de 14 de Outubro de 1850 entre o governo brasileiro, e o britannico, para o mesmo effeito.	94
		ACCORDO de 10 de Março de 1851 idem, idem	95

				PAG.
			ACCORDO de 12 de Janeiro de 1853 idem, idem	98
1812	Maio	26	ARMISTICIO entre o Superior Governo das Provincias Unidas do Rio da Prata, e o Tenente-Coronel João Rademaker, como delegado do governo portuguez.	106
			CLAUSULAS addicionaes ao Armisticio.	109

Observações.

1813	Dezembro	16	CARTA DE LEI elevando o Brasil á categoria de Reino.	117
1815	Janeiro	21	CONVENÇÃO entre o Principe o Sr. D. João, e Jorge III Rei da Grã-Bretanha para indemnisação das perdas soffridas pelos subditos portuguezes no trafego de escravos d'Africa	124
1815	Janeiro	22	TRATADO entre o Principe Regente o Sr. D. João, e Jorge III Rei da Grã Bretanha para abolição do trafego de escravos ao norte do equador	128
			ARTIGOS SECRETOS	134

Observações.

1816	Novembro	29	TRATADO entre o Sr. D. João VI Rei de Portugal, e Francisco I Imperador d'Austria, para os desposorios do Principe Real do Reino-Unido de Portugal, Brasil, e Algarves, o Sr. D. Pedro de Alcantara, com a Archiduqueza d'Austria a Sra. D. Carolina Josefa Leopoldina.	137
1817	Julho	28	CONVENÇÃO ADDICIONAL ao Tratado de 22 de Janeiro de 1815 entre o Sr. D. João VI Rei de Portugal, e Jorge III Rei da Grã Bretanha para o fim de impedir qualquer commercio illicito de escravatura .	155

Noticia historica.

			ARTIGO separado assignado em Londres, a 11 de Setembro de 1817.	187